

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LV

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire	} simple..... 5 —
	} double..... 9 —

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

SUISSE — NORVÈGE

Traité de commerce et d'établissement.

(22 mars 1894).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et les rapports de commerce qui unissent la Suisse et la Norvège, ont décidé, d'un commun accord, de conclure à cet effet un traité spécial, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Adrien Lachenal, conseiller fédéral, chef du Département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : M. Guillaume-Christophe Christophersen, son Ministre plénipotentiaire en mission spéciale, commandeur de première classe de l'ordre de Saint-Olave et de l'ordre de Wasa, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les ressortissants de la Suisse jouiront en Norvège et les ressortissants de la Norvège jouiront en Suisse, à tous égards, notamment en ce qui concerne *l'établissement* ou le *séjour*, et pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Tout citoyen de l'un des deux Etats qui voudra s'établir dans l'autre devra être porteur de *certificats de nationalité*, consistant en passeports, pour les ressortissants norvégiens et en actes d'origine ou en passeports, pour les citoyens suisses.

Art. 3. — Les produits du sol et de l'industrie de la Norvège, de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Suisse sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Réciproquement, les produits du sol et de l'industrie de la Suisse, de quelque part qu'ils viennent, seront admis, en Norvège, sur le même pied, et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. 4. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou *prohibition* d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également réciproquement garanti à chacune des Hautes Parties contractantes, pour tout ce qui concerne la consommation, l'entrepôt, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises et le commerce en général.

Art. 5. — Les *voyageurs de commerce* suisses, voyageant en Norvège pour le compte d'une maison suisse, pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Ils seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs de la nation la plus favorisée.

Il y aura réciprocité en Suisse pour les voyageurs de commerce de la Norvège.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'*échantillons*, et qui sont importés par ces voyageurs de commerce, jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, de la restitution des droits qui auront dû être déposés à l'entrée.

Art. 6. — Les stipulations du présent traité ne sont pas applicables aux *monopoles d'Etat*, ni aux mesures qui doivent assurer leur exploitation. Elles ne pourront pas non plus être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, ni en ce qui concerne les concessions que les Hautes Parties contractantes ont accordées ou accorderont, à l'avenir, à des états limitrophes, en vue de faciliter les *relations de frontière*.

Art. 7. — Dans le cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes, et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un *tribunal arbitral*, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

Art. 8. — Le présent traité entrera en vigueur le 1^{er} août 1894 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 9. — Le présent traité sera soumis à l'approbation des Représentations nationales des deux pays.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Berne, en double expédition, le 22 mars 1894.

(L. S.) LACHENAL.

(L. S.) W. CHRISTOPHERSEN.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et d'établissement conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

1. Les poissons de Norvège, frais ou congelés, seront admis en Suisse en franchise de droits.

2. A l'entrée en Norvège, les objets d'origine ou de fabrication suisse, ci-après énumérés, seront taxés et classés comme suit :

	cour.	ore.	fr.	c.
Farine lactée.				Exempte.
Gaze de soie à bluter, le kilogramme.	5	00	(6 fr. 93)	
Bobinets et tulles de coton, le kilog.	1	10	(1 fr. 53)	
Tissus de coton clairs, à rayures, à carreaux, damassés ou brochés, non compris les blondes ou dentelles, ainsi que les tissus de coton clairs brodés de toute espèce, à l'exception des broderies sur canevass ou sur confections, le kilogramme.	4	10	(1 fr. 53)	

Les broderies de coton de toute espèce, sur tissus de coton, suivront le même régime que le tissu de fond.

Est considéré comme tissu clair, celui dans lequel, sans tenir compte des broderies et autres ornements qui en recouvrent le fond, les fils du tissu sont écartés l'un de l'autre au minimum de l'épaisseur d'un desdits fils, ou en cas de doute, quand un demi-mètre carré de ce tissu ne pèse que 20 grammes au moins.

Seront considérés comme confections, les objets cousus ou brodés, servant de vêtement ou de parure, tels que voiles, manches, manchettes, si ces objets sont importés séparément, même quand ils sont inachevés et non encore appropriés à l'usage.

3. Le traité de commerce et d'établissement conclu ce jour entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, de même que le présent protocole, sont rédigés et signés en langue française et en langue norvégienne. Les deux textes doivent avoir le même sens et la même signification ; mais il est entendu que le texte français fera règle dans le cas où des divergences d'interprétation viendraient à se produire sur le sens ou la portée d'une disposition quelconque dudit traité ou du présent protocole.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes et sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications dudit traité, a été dressé, en double expédition, à Berne, le 22 mars 1894.

(L. S.) LACHENAL.

(L. S.) W. CHRISTOPHERSEN.

RUSSIE. — SUÈDE

Convention postale.

4/16 mai 1893.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention, pour régler les relations postales entre l'Empire de Russie et le Royaume de Suède, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Jean Dournovo, son Conseiller privé actuel, Secrétaire d'Etat, Ministre de l'Intérieur ; Nicolas de Besack, son Lieutenant-Général et Directeur général des Postes et des Télégraphes.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le sieur Lennart de Reuterskiöld, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Grand-Croix de l'ordre de l'Etoile polaire, Commandeur de première classe de l'ordre de Saint Olave, Chevalier de deuxième classe de l'ordre de Saint Anne de Russie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — *Echange des correspondances.* — Il y aura entre l'administration des Postes de l'empire de Russie (y compris le grand-duché de Finlande) d'un côté et l'administration des Postes du royaume de Suède de l'autre côté un échange périodique et régulier des correspondances de toute nature, originaires des Etats respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des Postes des parties contractantes peuvent servir d'intermédiaires.

Art. 2. — *Moyens de transport.* — Cet échange pourra être effectué par terre ou par mer.

Il sera fait directement par les frontières des Etats contractants ou en transit par l'intermédiaire d'autres Etats.

Le transport des postes par terre entre les bureaux-frontières d'échange, opposés l'un à l'autre, sera respectivement organisé et effectué par les soins de l'Office expéditeur et à ses frais.

Toutefois, si les administrations des Postes des pays contractants reconnaissent d'un commun accord qu'il est avantageux de remettre à une même personne le transport des postes entre les bureaux d'échange susmentionnés dans les deux directions, les frais du transport dans ce cas seront partagés par moitié entre les Offices postaux respectifs.

Le transport maritime pendant la période ordinaire de navigation sera établi et effectué par l'Office des postes du pays où est enregistré le bateau à vapeur qui sert à la transmission des correspondances.

Les frais de ces transports seront répartis également entre les Offices postaux respectifs.

Le transport des postes pendant les mois d'hiver entre Hango et Stockholm, ou un autre point convenable des côtes de Suède, devra être effectué tant que les deux pays contractants le trouveront nécessaire et avantageux.

Les frais de ce transport, qui doit être organisé et effectué par la Direction des Postes de Finlande, seront supportés par moitié entre

cette dernière et l'administration des Postes de Suède, de manière néanmoins que la part contributive de la Suède sera fixée à dix mille (10,000) marcs finlandais au maximum par année ; mais dans le cas où pendant le même hiver le nombre des trajets, aller et retour, ne se monterait pas à 26, la part contributive de la Suède sera fixée à quatre cents (400) marcs finlandais au maximum pour chaque trajet aller et retour.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, il est jugé nécessaire de remplacer pour quelque temps le transport entre Hango et Stockholm par un transport entre Eckero et Grislehamn, ou entre d'autres bureaux de poste suédois et finlandais, les frais de ce transport seront partagés par moitié entre les offices postaux respectifs.

Art. 3. — *Objets de la poste aux lettres et lettres de valeur déclarée.* — L'échange des objets de la poste aux lettres (lettres, cartes postales et envois sous bande) et des lettres avec valeur déclarée sera effectué conformément aux dispositions des traités postaux internationaux en vigueur, tels que :

La Convention de l'Union postale universelle, l'arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée et les règlements pour l'exécution de ces traités.

Art. 4. — *Colis.* — Par rapport au dépôt et à la distribution des colis, seront appliqués les lois et règlements intérieurs de chaque pays.

Les colis avec ou sans valeurs déclarées seront passibles des taxes internes (port, droit d'assurance, etc.) des Etats contractants, calculées depuis les points-frontière d'entrée et de sortie et perçues au profit respectif de ces Etats. Ils devront être expédiés affranchis jusqu'à la frontière, ou, si faire se peut, affranchis jusqu'à destination.

Les droits d'assurance pour les colis avec valeur déclarée originaires de Suède à destination de Finlande et vice-versa, transmis par la voie directe, seront perçus conformément aux prescriptions de l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Les colis réexpédiés ou renvoyés seront soumis aux taxes légales pour les nouveaux parcours à effectuer.

Art. 5. — *Avis de réception.* — L'expéditeur d'un colis peut obtenir, aux conditions déterminées par la convention postale universelle en ce qui concerne les objets recommandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de ce colis au destinataire.

Le produit du droit applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'Office du pays d'origine.

Art. 6. — *Retrait de colis et modification d'adresse.* — L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service, ou en faire modifier l'adresse, aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances par la Convention postale universelle avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu à garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

Chaque administration est autorisée à restreindre le droit de modification d'adresse aux colis dont la déclaration de valeur ne dépasse pas 500 francs, ou la somme correspondante, dans la monnaie du pays expéditeur.

Art. 7. — *Colis de service.* — Les colis relatifs au service des postes

et échangés entre les Administrations postales des Etats contractants sont admis à la franchise des droits postaux.

Art. 8. — *Transit.* — Les parties contractantes s'accordent réciproquement le transit à découvert sur leurs territoires des colis à la transmission desquels la Russie (y compris la Finlande) et la Suède respectivement peuvent servir d'intermédiaires.

Les colis transitant par les Etats contractants doivent remplir toutes les conditions spécifiées pour les colis originaires et à destination de la Russie ou de la Suède.

Art. 9. — *Formalités de douane.* — Les colis passibles de droits de douane doivent être conformes aux prescriptions douanières.

Toutes les conséquences de l'inobservation des formalités du règlement douanier retombent exclusivement sur l'expéditeur.

Si l'envoi prohibé à l'entrée est accompagné d'une déclaration conforme au contenu de l'envoi, ce dernier ne sera pas confisqué, mais renvoyé de la frontière.

Art. 10. — *Responsabilité.* — La perte d'un colis impose à l'Administration des postes du pays où l'envoi a été consigné l'obligation de payer à l'expéditeur, ou sur sa demande au destinataire, une indemnité correspondante au montant de la valeur déclarée, sous réserve du recours, s'il y a lieu, contre l'Administration dans le service de laquelle la perte a eu lieu, ou qui ayant reçu l'objet sans faire d'observation ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Dans le cas où un colis ne serait qu'avarié, l'indemnité sera payée à l'expéditeur conformément aux règles existantes à ce sujet pour les envois intérieurs de chaque pays.

Si la perte, ou l'avarie, a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des pays contractants, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Offices supportent le dommage par moitié.

L'indemnité doit être payée dès que la perte ou l'avarie aura été dûment constatée.

L'obligation de payer l'indemnité cesse :

1^o Lorsque la déclaration de la perte ou de l'avarie n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir du jour où la consignation a été faite ;

2^o Lorsque la perte ou l'avarie est causée par la nature même de l'objet expédié ou par l'incurie de l'expéditeur ;

3^o Lorsque la perte ou l'avarie a eu lieu en dehors du territoire des parties contractantes. Toutefois les Administrations des postes des Etats contractants se chargent dans ce cas de faire gratuitement toutes les démarches utiles dans l'intérêt du réclamant ;

4^o Lorsque le destinataire a pris sans observation ni réserve livraison d'un colis, qui lui était régulièrement délivré ;

5^o Lorsqu'un colis a été consigné sans déclaration de valeur.

Les Administrations des pays contractants ne se chargent pas de responsabilité pour les colis perdus ou avariés pendant le transport maritime d'hiver, lorsque la perte ou l'avarie est due à des circonstances de force majeure.

Art. 11. — *Communications réciproques.* — Les Administrations des postes des Etats contractants se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai, pour leur gouverne respective, les taxes et les

règlements internes concernant la consignation et la livraison des colis, leur contenu, l'emballage, la formule et le nombre des papiers d'expédition, etc.

Art. 12. — *Règlement d'exécution.* — Les bureaux d'échange, les conditions spéciales de la communication directe par les frontières et du transit, tant mutuel qu'intermédiaire, ainsi que tous les détails du service et de la comptabilité, le délai après lequel doivent être renvoyés les colis tombés en rebut, etc., seront déterminés par un règlement d'exécution, élaboré d'un commun accord par les soins des Administrations des postes des Etats contractants, lesquelles pourront en tout temps, lorsqu'elles en reconnaîtront l'opportunité, augmenter les moyens d'échange et modifier les formalités du service.

Art. 13. — *Règlements spéciaux.* — Les Administrations des postes des Etats contractants sont autorisées à introduire, lorsqu'elles le jugeront opportun, le service des estafettes, des abonnements aux journaux et autres publications périodiques, des mandats de poste, des colis postaux, des envois grevés de remboursement, etc., et d'en déterminer les conditions, les détails du service et de la comptabilité par des règlements spéciaux.

Art. 14. — *Comptabilité.* — Les décomptes entre l'Administration des postes de Russie et l'Administration des postes de Suède pour les colis échangés directement entre les bureaux de poste des Etats contractants se feront par trimestre. En Russie, ces décomptes seront réglés comme suit :

Pour les bureaux de poste de l'Empire (excepté la Finlande), par la Direction générale des Postes et des Télégraphes et pour les bureaux de poste finlandais, par la Direction des Postes de Finlande.

Les comptes seront dressés en monnaie de Suède sur le pied de 2 couronnes 80 ore pour 1 rouble métallique et les paiements établis en monnaie finlandaise devront y être convertis en monnaie suédoise sur le pied de 70 ore pour 1 marc finlandais.

Les décomptes ayant été dressés et dûment arrêtés, la liquidation du solde se fera sans retard. Les frais résultant de la liquidation du solde tomberont exclusivement à la charge de l'Office débiteur.

Art. 15. — *Durée de la Convention.* — La présente Convention, qui annule la Déclaration ministérielle du 30 juin 1860 au sujet d'un service de poste entre la Finlande et la Suède, entrera en vigueur trois mois après que le règlement d'exécution, susmentionné à l'art. 12, aura été signé par les délégués des Administrations des postes des Etats contractants.

Elle demeurera obligatoire aussi longtemps qu'un des pays contractants n'en aura pas dénoncé la résiliation une année d'avance.

Art. 16. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à St-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait en double original à Saint-Petersbourg, le 4/16 mai de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-quinze.

(L. S.) Signé : Jean de DOURNOVO.

(L. S.) Signé : Nicolas de BESACK.

(L. S.) Signé : L. de REUTERSKIÖLD.

NORVÈGE. — RUSSIE

Convention postale.

4/16 mai 1835.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention pour régler les relations postales entre l'Empire de Russie et le Royaume de Norvège ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Jean Dournovo, son Conseiller privé actuel, Secrétaire d'Etat, Ministre de l'Intérieur ; Nicolas de Besack, son Lieutenant général et Directeur général des postes et télégraphes.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège : Le sieur Lennart de Reuterskiöld, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, grand-croix de l'ordre de l'Etoile polaire, Commandeur de première classe de l'ordre de Saint-Olave, Chevalier de deuxième classe de l'ordre de Saint-Anne de Russie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — *Echange des correspondances.* — Il y aura entre l'Administration des postes de l'Empire de Russie (y compris le grand-duché de Finlande) d'un côté et l'Administration des postes du Royaume de Norvège de l'autre côté un échange périodique et régulier des correspondances de toute nature originaires des Etats respectifs, ou provenant des pays auxquels les Administrations des postes des parties contractantes peuvent servir d'intermédiaires.

Art. 2. — *Moyens de transport.* — Cet échange pourra être effectué par terre ou par mer.

Il sera fait directement par les frontières des Etats contractants, ou en transit par l'intermédiaire d'autres Etats.

Le transport des postes par terre entre les bureaux-frontières d'échange, opposés l'un à l'autre, sera respectivement organisé et effectué par les soins de l'Office expéditeur et à ses frais.

Toutefois, si les Administrations des postes des pays contractants reconnaissent d'un commun accord qu'il est avantageux de remettre à une même personne le transport des postes entre les bureaux d'échange susmentionnés dans les deux directions, les frais du transport dans ce cas seront partagés par moitié entre les offices postaux respectifs.

Le transport maritime sera établi et effectué par l'Office des postes du pays où est enregistré le bateau à vapeur qui sert à la transmission des correspondances.

L'Office correspondant prend sa quote-part dans les frais de ce transport conformément aux dispositions de la Convention postale universelle.

Art. 3. — *Objets de la poste aux lettres et lettres de valeur déclarée.* — L'échange des objets de la poste aux lettres (lettres, cartes postales et envois sous bande) et des lettres avec valeur déclarée sera effectué conformément aux dispositions des traités postaux internationaux en vigueur, tels que : la Convention de l'Union postale universelle, l'Arran-

gement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée et les règlements pour l'exécution de ces traités.

Art. 4. — *Colis*. — Par rapport au dépôt et à la distribution des colis, seront appliqués les lois et règlements intérieurs de chaque pays.

Les colis avec ou sans valeurs déclarées seront passibles des taxes internes (port, droit d'assurance, etc.) des Etats contractants, calculées depuis les points frontières d'entrée et de sortie et perçues au profit respectif de ces Etats. Ils devront être expédiés affranchis jusqu'à la frontière, ou, si faire se peut, affranchis jusqu'à destination.

Les droits d'assurance pour les colis avec valeur déclarée originaires de Norvège à destination de Finlande et vice-versa, transmis par la voie directe, seront perçus conformément aux prescriptions de l'arrangement international concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Les colis réexpédiés, ou renvoyés, seront soumis aux taxes légales pour les nouveaux parcours à effectuer.

Art. 5. — *Avis de réception*. — L'expéditeur d'un colis peut obtenir, aux conditions déterminées par la Convention postale universelle en ce qui concerne les objets recommandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de ce colis au destinataire.

Le produit du droit applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'office du pays d'origine.

Art. 6. — *Retrait de colis et modification d'adresse*. — L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service, ou en faire modifier l'adresse, aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances par la Convention postale universelle, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu à garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

Chaque Administration est autorisée à restreindre le droit de modification d'adresse aux colis dont la déclaration de valeur ne dépasse pas 500 francs, ou la somme correspondante dans la monnaie du pays expéditeur.

Art. 7. — *Colis de service*. — Les colis relatifs au service des postes et échangés entre les Administrations postales des Etats contractants sont admis à la franchise des droits postaux.

Art. 8. — *Transit*. — Les parties contractantes s'accordent réciproquement le transit à découvert sur leurs territoires des colis, à la transmission desquels la Russie (y compris la Finlande) et la Norvège respectivement peuvent servir d'intermédiaire.

Les colis transitant par les Etats contractants doivent remplir toutes les conditions spécifiées pour les colis originaires et à destination de la Russie ou de la Norvège.

Le prix total du transport sur les territoires des Etats contractants ne doit pas excéder la taxe fixée à l'article 4 de la présente Convention.

Art. 9. — *Formalités de douane*. — Les colis passibles de droits de douane doivent être conformes aux prescriptions douanières.

Toutes les conséquences de l'inobservation des formalités de règlement douanier retombent exclusivement sur l'expéditeur.

Si l'envoi prohibé à l'entrée est accompagné d'une déclaration conforme au contenu de l'envoi, ce dernier ne sera pas confisqué mais renvoyé de la frontière.

Art. 10. — *Responsabilité.* — La perte d'un colis impose à l'Administration des postes du pays où l'envoi a été consigné l'obligation de payer à l'expéditeur ou, sur sa demande au destinataire une indemnité correspondante au montant de la valeur déclarée, sous réserve de recours, s'il y a lieu, contre l'Administration dans le service de laquelle la perte a eu lieu, ou qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Dans le cas où un colis ne serait qu'avarié, l'indemnité sera payée à l'expéditeur conformément aux règles existantes à ce sujet pour les envois intérieurs de chaque pays.

Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des pays contractants, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Offices supportent le dommage par moitié.

L'indemnité doit être payée dès que la perte ou l'avarie aura été dûment constatée.

L'obligation de payer l'indemnité cesse :

1° Lorsque la déclaration de la perte ou de l'avarie n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir du jour où la consignation a été faite ;

2° Lorsque la perte ou l'avarie est causée par la nature même de l'objet expédié ou par l'incurie de l'expéditeur ;

3° Lorsque la perte ou l'avarie a eu lieu en dehors du territoire des parties contractantes. Toutefois les Administrations des postes des Etats contractants se chargent dans ce cas de faire gratuitement toutes les démarches utiles dans l'intérêt du réclamant ;

4° Lorsque le destinataire a pris sans observation ni réserve livraison d'un colis qui lui était régulièrement délivré ;

5° Lorsqu'un colis a été consigné sans déclaration de valeur.

Les Administrations des pays contractants ne se chargent pas de responsabilité pour les colis perdus ou avariés pendant le transport maritime d'hiver, lorsque la perte ou l'avarie est due à des circonstances de force majeure.

Art. 11. — *Communications réciproques.* — Les Administrations des postes des Etats contractants se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai, pour leur gouverne respective, les taxes et les règlements internes concernant la consignation et la livraison des colis, leur contenu, l'emballage, la formule et le nombre des papiers d'expédition, etc.

Art. 12. — *Règlement d'exécution.* — Les bureaux d'échange, les conditions spéciales de la communication directe par les frontières et du transit tant mutuel qu'intermédiaire, ainsi que tous les détails du service et de la comptabilité, le délai après lequel doivent être renvoyés les colis tombés en rebut, etc., seront déterminés par un règlement d'exécution élaboré d'un commun accord par les soins des Administrations des postes des Etats contractants, lesquelles pourront en tout temps, lorsqu'elles en reconnaîtront l'opportunité, augmenter les moyens et modifier les formalités du service.

Art. 13. — *Règlements spéciaux.* — Les Administrations des postes des Etats contractants sont autorisées à introduire, lorsqu'elles le jugeront opportun, le service des estafettes, des abonnements aux journaux et autres publications périodiques, des mandats de poste, des colis pos-

taux, des envois grevés de remboursement, etc., et d'en déterminer les conditions, les détails du service et de la comptabilité par des règlements spéciaux.

Art. 14. — *Comptabilité.* — Les décomptes entre l'Administration des postes de Russie et l'Administration des postes de Norvège pour les colis échangés directement entre les bureaux de poste des Etats contractants se feront par trimestre. En Russie, ces décomptes seront réglés comme suit :

Pour les bureaux de poste de l'Empire (excepté la Finlande), par la Direction générale des postes et des télégraphes et pour les bureaux de poste finlandais, par la Direction des postes de Finlande.

Les comptes seront dressés en monnaie de Norvège sur le pied de 2 couronnes 80 ore pour 1 rouble métallique et les paiements établis en monnaie finlandaise devront y être convertis en monnaie norvégienne sur le pied de 70 ore pour 1 marc finlandais.

Les décomptes ayant été dressés et dûment arrêtés, la liquidation du solde se fera sans retard. Les frais résultant de la liquidation du solde tomberont exclusivement à la charge de l'Office débiteur.

Art. 15. — *Durée de la Convention.* — La présente Convention entrera en vigueur trois mois après que le règlement d'exécution, susmentionné à l'art. 12, aura été signé par les délégués des Administrations des postes des Etats contractants.

Elle demeurera obligatoire aussi longtemps qu'un des pays contractants n'en aura pas dénoncé la résiliation une année d'avance.

Art. 16. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait en double original à Saint-Pétersbourg, le 4/16 mai de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-quinze.

(L. S.) Signé : Jean de DOURNOVO.

(L. S.) Signé : Nicolas de BESACK.

(L. S.) Signé : L. de REUTERSKIOLD.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

PÊCHERIES DE BEHRING

Mémoire présenté par le Gouvernement des Etats-Unis au tribunal
d'arbitrage (*Suite* (1)).

MIGRATION DU TROUREAU

Le troupeau de phoques d'Alaska est migrateur par nécessité, certains hivers, car, lorsque la température a été particulièrement douce, on a rencontré des phoques sur terre et dans le voisinage des îles pendant toute l'année (2). L'examen de la table qui donne le nombre de phoques tués annuellement à l'île Saint-Paul pendant plusieurs années établit d'une façon absolue la présence des phoques aux îles pendant au moins huit mois de l'année, et fournit même la preuve qu'il ne s'est pas passé un mois qu'on n'y en tue (3).

La principale cause de migration est, sans aucun doute, la rigueur de la saison d'hiver (4), à laquelle il convient d'ajouter la disette de nourriture (5). Les phoques regardent évidemment les îles comme leur seul pays, et ne les quittent que parce que la nécessité les y contraint (6). Si le climat le permettait, ils resteraient sans doute toute l'année aux îles Pribilof ou dans le voisinage (7). La preuve en est que, lorsque l'hiver est d'une douceur inusitée, les phoques, ainsi qu'il a été dit, restent aux îles ; comme autre preuve de cette assertion, on peut citer le fait que le phoque des îles Galapagos, qui, par ses habitudes, se rapproche beaucoup de celui d'Alaska, n'émigre pas, n'y étant pas contraint par la température (8). Le capitaine

(1) V. *Archives*, 1895. I, p. 263.

(2) H. H. Mc Intyre, vol. 2, p. 41 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 5.

(3) « Table of killing on St. Paul », vol 2, p. 115.

(4) H. W. Dall, vol. 2, pp. 23 24 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 5 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 186

(5) Mêmes autorités.

(6) Charles Bryant, vol. 2, p. 5 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 165 ; Kerrik Artomanoff, vol. 2, p. 100.

(7) Charles Bryant, vol II, p. 5 ; T. F. Morgan, vol II, p. 62. Article du docteur Allen, part. 3^e, vol. I, p. 405.

(8) C. W. Red, vol. II, p. 472 ; voir aussi Isaac Liebes, vol. II, p. 515.

Budington, qui, pendant vingt ans, a chassé le phoque dans l'hémisphère austral, déclare que « les phoques de la Terre-de-Feu et de la Patagonie ne s'éloignent jamais des *rookeries* ou de leur voisinage que pour pénétrer dans les eaux intérieures, en quête de nourriture. » Et il ajoute que « dans les parages de la Terre-de-Feu, il ne gèle jamais ; quant à la neige qui y tombe, elle fond presque aussitôt. Dans ce pays, la température reste à peu près la même hiver comme été (1) ».

C'est néanmoins un fait que le troupeau de phoques d'Alaska est obligé à la migration. L'itinéraire suivi est compris entre la partie orientale de la mer de Behring et la partie également orientale de l'Océan Pacifique ; il est jusqu'à un certain point hypothétique ; cependant, les données que l'on possède permettent de l'établir d'une façon approximativement exacte. Lorsqu'ils quittent les îles, au mois de novembre ou de décembre, les phoques tournent au sud, traversent les passes de l'archipel Aléoutien et entrent dans l'Océan Pacifique (2). Une fois dans ce dernier, les *bulls* restent dans les eaux situées au sud des îles Aléoutiennes et de la presqu'île d'Alaska et peuvent être rencontrés dans le voisinage de *Fairweather Ground* vers le commencement du printemps. On les trouve rarement plus bas que l'île Baranoff (3). A son entrée dans l'océan (4), le reste du troupeau, vaches, célibataires et jeunes phoques, tourne à l'est et commence à se montrer en vue des côtes de Californie vers la fin de décembre ou le commencement de janvier (5). Les phoques se dirigent alors vers le nord (6), en suivant le littoral, à une distance de vingt ou trente milles, et même davantage, des terres (7). Les mâles s'éloignent beaucoup plus du rivage que les femelles, et voyagent plus rapidement vers les îles (8). Le troupeau s'étend le long des côtes en une masse longue et irrégulière, et se dirige constamment vers le nord jusqu'à son entrée dans la mer de Behring, où il pénètre, en mai et juin, par les passes orientales des îles Aléoutiennes, rarement à l'ouest de la passe des Quatre-Montagnes ; mais l'arrière-garde du troupeau ne quitte pas le Pacifique avant le mois de juillet (9). Néanmoins, à la mi-juin, il n'y a guère plus de femelles dans cet océan (10). Une carte de cette migration a été préparée sur les données fournies par les dépôts contenues dans cet exposé (11).

Les personnes qui se livrent à la chasse du phoque en mer appliquent les désignations suivantes aux différentes façons dont le phoque voyage :

(1) J. W. Budington, vol. II, é. 596.

(2) H. H. Mc Intyre, vol II, p. p. 42 ; T. F. Morgan, vol. II, p. 62.

(3) « Report of Capt. C. L. Hooper to the Treasury Department, dated Jun 14 1892. vol. I, p. 504.

(4) W. H. Dall, vol. II, p. 24 ; Charles Bryant, vol II, p. 5.

(5) A. J. Hoffman, vol. II, p. 446 ; Alfred Irving, vol. II, p. 386.

(6) Charles Lutjen, vol. II, p. 458 ; H. H. Mc Intyre, vol. II, p. 42,

(7) « Livre bleu anglais, » Etats-Unis, No 3 (1892), C. 6635, p. 183 ; « Annual Report of the Department of Fisheries, Dominion of Canada (1885), p. 267.

(8) Article du docteur Allen, 3^e part., vol. I, p. 405 ; Isaac Liebes, vol. II, p. 454.

(9) Charles J. Hague, vol. II, p. 207 ; C. H. Anderson, vol. II, p. 205.

(10) H. H. Mc Intyre, vol. II, p. 42 ; Watkins, vol. II, p. 395 ; Alfred Irving, vol. II, p. 386.

(11) Voir « Chart of Migration », dans le portefeuille des cartes terrestres et marines ; « Livre bleu anglais », Etats-Unis, No 3 (1892), C. 6634, p. 183.

sleeping, lorsque le phoque se repose et dort sur le dos à la surface de l'eau, le nez seul et le bout de ses nageoires inférieures émergeant (1); *finning*, lorsque se reposant sur le dos, il agite légèrement ses nageoires; *rolling*, lorsqu'il se laisse paresseusement glisser sur la surface de l'eau (2); *travelling* ou *feeding*, lorsqu'il se meut rapidement (3), et *breaching*, lorsqu'il s'élance hors de l'eau comme un dauphin.

Au cours de leur migration, les phoques n'abordent jamais sur les côtes, et, dans tout le continent de l'Amérique du Nord ou dans les îles adjacentes, on ne connaît de *rookeries* de phoques à fourrure qu'aux îles Pribilof. A cet égard, l'unanimité des témoignages des savants (4), des experts (5), des chasseurs de phoques expérimentés (6), des commerçants (7) et des Indiens vivant tout le long du littoral et dans les îles de l'archipel Aléoutien (8), rend tout à fait impossibles l'existence de *rookeries* autres que celles des îles Pribilof et l'hypothèse du débarquement de phoques sur la côte ou dans les îles voisines. Le capitaine Andersen, qui a croisé pendant sept ans dans la mer de Behring, dit que les indigènes de la baie de Bristol et de Saint-Michel ignorent ce qu'est un phoque à fourrure (9).

Le capitaine Victor Jacobson, un des chasseurs de phoques les plus connus de Victoria, dans la Colombie britannique, qui a chassé le phoque pendant onze ans, et qui est propriétaire et patron de la goélette « Mary Ellen », affectée à la chasse au phoque, et propriétaire également de la goélette « Minnie », dit : « Il n'est pas à ma connaissance qu'un phoque à fourrure ait jamais abordé sur n'importe quelle partie de la côte des États-Unis, de la Colombie britannique ou d'Alaska. Les chasseurs de phoques ont visité toutes les parties de la côte, et si des phoques avaient abordé quelque part, le fait serait connu des chasseurs (10). »

Cette déclaration se trouve corroborée par le fait que les phoques ne pénètrent jamais dans les eaux intérieures de la côte pendant leur migration, et se tiennent toujours, au contraire, en pleine mer, ou à l'embouchure des grandes baies, des bras de mer et des golfes (11). Le Père Francis Verbeke, prêtre catholique de la sonde de Barclay, dit que personnellement, il n'a jamais vu de phoque à fourrure dans la sonde de Barclay, ni entendu

(1) A. B. Alexander, vol. II, p. 355.

(2) A. B. Alexander, vol. II, p. 355.

(3) Ibid., vol. II, p. 355.

(4) W. H. Dall, vol. II, p. 23.

(5) H. H. Mc. Intyre, vol. II, p. 40; John Fratis, vol. II, p. 167.

(6) Daniel Clausen, vol. II, p. 412; Lutjens, vol. 459; Andrew Laing, dans le « Livre bleu anglais », États-Unis, No 3 (1892), p. 183.

(7) M. L. Washburne, vol. II, p. 488.

(8) Chickinoff (Kadiak Island), vol. II, p. 219; Paul Young (Kasan), vol. II, p. 292; Billy Yeltachy (« Hovkan »), vol. II, p. 302; Schkatin (« Yakutat Bay »), vol. II, p. 243; Nika-lah (« Chatham Sound »), vol. II, p. 258; Nechanta (« Icy Bay to Wrangel »), vol. II, p. 241; Georges La Cheek (« Sitka Bay »), vol. II, p. 255; Hoonah Dick (« Cross Sound »), vol. II, p. 258; Eliah Prokopief (« Attu Island »), vol. II, p. 215; Filaret Prokopief (« Attu Island »), vol. II, p. 216; Samuel Kahooot (« Attu Island »), vol. II, p. 214; Chief Anna-Tias (« Takou Inlet »), vol. II, p. 254; Metry Monin (« Cook's Inlet »), vol. II, p. 226; Nicoli Grégoroff (« Prince William Sound »), vol. II, p. 234; Hastings Yethnow (« Kaswau »), vol. II, p. 303; George Ketwooschish (« Southeastern Alaska »), vol. II, p. 251.

(9) Vol. II, p. 205.

(10) Vol. 2, p. 329.

(11) Vol. 2, p. 303; Billy Nahoo, vol. 2, p. 252; Konkonal, vol. 2, p. 251; Albert Keetnuk, vol. 2, p. 250.

dire qu'on en ait vu : on n'en rencontre qu'en dehors de cette sonde (1). Le révérend William Duncan, qui, pendant trente ans, a été missionnaire chez les Indiens de Vancouver, et dont l'œuvre civilisatrice et les travaux évangéliques sont bien connus au Canada et aux États-Unis, déclare qu'il n'a jamais entendu dire que des phoques à fourrure aient jamais abordé sur les côtes de la Colombie britannique ou de l'Alaska, ou, en fait, n'importe où, si ce n'est aux îles Pribiloff (2). Shucklean, un vieil Indien de Killisnoo, sur le détroit de Chatham, déclare que les phoques ne fréquentent pas ces eaux et qu'il n'a jamais connu d'homme qui ait vu un petit de phoque (3). Kah-chuck-tee, le vieux chef des Indiens Hucheno, déclare qu'il a exploré tous les bras de mer et toutes les îles du détroit de Chatham et autres parties de l'Alaska jusqu'à Sitka, et n'a jamais rencontré de phoque à fourrure dans les eaux intérieures, et il ajoute que, si quelqu'un de ces animaux s'était montré dans les îles ou sur le continent d'Alaska, il en eût été informé par les Indiens qui faisaient avec sa tribu le trafic de l'huile de hareng, mais qu'il n'a jamais entendu dire que pareil fait se soit produit (4). Ruth Burdukofski, indigène de l'île d'Unalaska, déclare que « les vieux phoques ne se rencontrent jamais dans ces parages », mais qu'à l'automne, quand le vent a soufflé avec violence, de jeunes phoques se réfugient sur la plage ; ces derniers, dans l'opinion de ce témoin, ont sans doute été séparés de leurs mères et viennent sur l'île y chercher abri et repos jusqu'à ce que la tempête soit apaisée (5). Pud Zaotchnoi, un des chefs aléoutiens de l'île d'Atka (vers le centre de l'archipel Aléoutien), dit que les phoques à fourrure ne viennent jamais se reposer sur les plages de cette région (6). On a supposé que les phoques à fourrure qui fréquentaient jadis les îles de la Guadeloupe et de la côte de la Californie méridionale étaient une portion du troupeau des îles Pribilof qui restaient au sud pour s'y reproduire ; les docteurs Allen et Merriam et M. Théodore Gill, naturaliste de grande réputation, ont récemment examiné différents spécimens, et il ressort de leurs études que le phoque à fourrure de la Guadeloupe appartient à une espèce du genre *arctocephalus*, entièrement distincte du *callorhinus ursinus*, et ils ont signé un rapport collectif à ce sujet (7). Il est donc certain que le troupeau de Pribilof ne reproduit ni n'aborde autre part qu'aux îles Pribilof.

Le troupeau de phoques russe, en quittant les îles du Commandant, au lieu de se diriger à l'est, comme le troupeau d'Alaska, tourne à l'ouest (8), entre dans la mer d'Okhotsk, où les pêcheurs de baleine le rencontrent souvent à l'entrée du printemps (9), et s'engage sur les côtes du Japon (10). Les renseignements qui précèdent démontrent la similitude des mœurs de ces

(1) Vol. 2, p. 311. Voir aussi Dick ou Ehenshesut, vol. 2, p. 306 ; Clat-ka-koi, vol. 2, p. 305.

(2) Vol. 2, p. 279.

(3) Shucklean, vol. 2, p. 253. Voir aussi Kesth Riley, vol. 2, p. 252 ; Toodels Charlie, vol. 2, p. 249.

(4) Kah-Chuck-tee, vol. 2, p. 248.

(5) Ruth Burdukofski. Vol. II, p. 206. Voir aussi Paul Repin, vol. II, p. 207 ; S. Melovedoff, vol. II, p. 209, et David Salamatoff, vol. II, p. 209 ; Ivan Krukoff, vol. II, p. 209.

(6) Vol. II, p. 213. Voir aussi Kassian Gorloï, vol. II, p. 213.

(7) Article du docteur Allen, 3^e partie, vol. I, p. 406 ; Exposé des docteurs Allen et Merriam et de M. Théodore Gill, vol. I, p. 586. Voir aussi Isaac Liebes, vol. II, p. 455.

(8) Charles J. Hague, vol. II, p. 207.

(9) Charles Bryant, vol. II, p. 4.

(10) Rapport des Commissaires américains, p. 313.

deux troupeaux, et sont, en même temps, une nouvelle preuve qu'ils ne s'entremêlent jamais.

Administration des rookeries de phoques

GESTION RUSSE

Après la découverte des îles Pribilof, plusieurs compagnies russes y envoyèrent des expéditions en vue de se procurer des peaux, et un nombre considérable de ces animaux y fut capturé annuellement. Lorsque, en 1799, la Compagnie de l'Amérique russe entra en possession de ces précieuses *rookeries*, les massacres en bloc cessèrent, et on limita le chiffre des animaux à abattre. Lorsqu'on se fut familiarisé avec la nature et les habitudes de ces animaux, particulièrement avec leurs habitudes de polygamie, de nouvelles restrictions, établissant que, désormais, les mâles seuls seraient abattus, furent rigoureusement appliquées ; néanmoins aucune limite ne fut fixée quant à l'âge auquel ces animaux devaient être abattus, les *bulls*, les célibataires et les jeunes phoques gris fournissant indistinctement les peaux livrées au commerce, et le marché chinois constituant le principal guidé au sujet de la catégorie d'animaux à abattre. Cependant, vers la fin de l'occupation russe, la capture des jeunes phoques gris fut supprimée dans la pratique, excepté dans le cas des individus destinés à servir à l'alimentation et à fournir l'huile de phoque, et la presque totalité des peaux recueillies aux îles provint des phoques célibataires (1). Grâce aux mesures générales de protection adoptées par la Russie pour l'existence du phoque, et aux restrictions apportées de temps à autre à son abattage, le troupeau de phoques continua à augmenter (2) dans de telles proportions que la Compagnie de l'Amérique russe put enfin tirer soixante-dix mille peaux de l'île Saint-Paul, sans crainte de dépeupler les *rookeries* (3). Les Aléoutiens qui avaient été amenés aux îles à l'époque de la prise de possession des *rookeries* par la Compagnie acquirent, au bout de plusieurs générations, toute l'expérience nécessaire pour devenir habiles dans la façon de traiter et de capturer les phoques et de reconnaître ceux de ces animaux bons à abattre ou non, de sorte que l'on obtint le nombre annuel de peaux en tuant le moins possible d'animaux et en dérangeant aussi peu que possible les phoques reproducteurs.

LA BOUCHERIE DE 1868

Lorsqu'en 1867, les Etats-Unis entrèrent en possession de ces îles, il ne fut pas possible d'établir sur le champ un système administratif pour toutes les portions d'un territoire alors si peu connu et si éloigné du siège du gouvernement. L'année 1868 fut une période d'interrègne aux îles Pribilof. Le professeur W. H. Dall les visita cette année-là et fit une description succincte de la condition dans lesquelles il les trouva. Il dit : « Au cours de ma visite à l'île Saint-Georges en 1868, la possession de ce

(1) Lettre du conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe à l'administrateur en chef Voyevodski, en date du 24 avril 1854, vol. I, p. 82.

(2) Lettre de l'administrateur en chef au conseil d'administration de la Compagnie russe en date du 13 janvier 1859, vol. I, p. 86 ; lettre du même au même, datée du 7 octobre 1857, vol. I, p. 84.

(3) Lettre de l'administrateur en chef de la Compagnie de l'Amérique russe à M. Milvidof, administrateur de l'île Saint-Paul, datée du premier mai 1864, vol. I, p. 89.

vaste territoire d'Alaska venait d'échoir aux Etats-Unis, et le Gouvernement avait à peine jeté les bases de l'organisation de son administration générale, sans parler de questions de détail telles que celles des îles Pribilof. En conséquence de cet état de choses, l'initiative privée, sous forme de compagnies faisant le commerce des fourrures, avait installé en 1868 de nombreux postes pour la chasse au phoque dans les îles. Pendant mon séjour, à une seule exception près, le rabattage dans les *hauling grounds*, l'abatage et le dépouillement étaient faits par les indigènes de la même façon que sous le régime russe, chaque compagnie rivale les payant tant par peau pour la capture. Nonobstant la concurrence acharnée et plus ou moins scrupuleuse des différentes compagnies, toutes étaient d'accord pour reconnaître l'importance qu'il y avait à protéger leur industrie et à éviter de jeter le trouble dans les *breeding grounds*, et la plupart étaient en cela guidées par cette considération intéressée (1). Néanmoins, le nombre des animaux à abattre n'étant pas limité, environ deux cent quarante mille peaux de phoques célibataires furent recueillies cette année-là aux îles Pribilof (2). Cette même année, le gouvernement des Etats-Unis y avait envoyé un agent qui malheureusement fut retardé et obligé de passer l'hiver à Sitka (3).

GESTION AMÉRICAINE.

Au printemps suivant (1869), le docteur H. H. McIntyre, avec un garde-côte sous le commandement du capitaine John Henriques (4), aborda aux îles, et prit sur-le-champ des précautions pour mettre le troupeau de phoques, surtout les animaux reproducteurs, à l'abri de toute molestation. On dut détruire tous les chiens des îles, et les fonctionnaires du gouvernement se firent remettre toutes les armes à feu en la possession des indigènes, afin d'éviter que les uns ou les autres pussent effrayer les habitants des *rookeries* (5). Une fois ces précautions prises, le Gouvernement des Etats-Unis examina la meilleure méthode pour réglementer l'industrie du phoque.

A ce sujet, divers projets et propositions furent soumis au Congrès des Etats-Unis : mais, après un examen attentif et approfondi des différentes méthodes proposées, il fut décidé que la plus avantageuse consistait à concéder les îles à une seule Compagnie offrant toutes les garanties désirables et placée sous la surveillance immédiate et sous le contrôle d'agents du département de la Trésorerie des Etats-Unis, dûment nommés à cet effet. En conséquence de cette enquête et de cette décision, le 1^{er} juillet 1870, le Congrès des Etats-Unis passa un acte sanctionnant ladite décision (6) et, au mois d'oct 1870, M. Boutwell, secrétaire de la Trésorerie, fit paraître un avis invitant à l'envoi de soumissions pour la concession des pêcheries de phoques pour une période de vingt ans. Des quatorze soumissions (7) par différentes compagnies et sociétés, celle de la Compagnie commerciale de l'Alaska, au capital de deux millions de dollars, fut acceptée par la Trésorerie comme une des mieux en mesure de favoriser les intérêts

(1) Vol. 2, p. 23.

(2) George R. Adams, Vol. 2, p. 157.

(3) T. F. Morgan, Vol. 2, p. 63.

(4) H. H. McIntyre, Vol. 2, p. 47.

(5) J. A. Henriques, Vol. 2, p. 31 ; Charles Bryant, Vol. 2, p. 8.

(6) U. S. Stats. at large, vol. 16, c. 189.

(7) H. R. Doc. N° 108, Forty-first Congress, pp. 5-9.

du Gouvernement, des indigènes, des personnes qui s'étaient jusque-là livrées au commerce des fourrures, et protéger d'une façon générale les pêcheries de phoques, ainsi que le demandait l'acte du 1^{er} juillet 1870 (1). La méthode ainsi adoptée pour la gérance des rookeries, interdisant l'usage des armes à feu ou autres moyens tendant à chasser les phoques des îles, et s'opposant d'une façon formelle à la destruction du phoque dans l'eau, permit aux concessionnaires de capturer cent mille phoques mâles âgés de plus d'un an, pendant les mois de juin, juillet, septembre et octobre de chaque année. En échange des peaux qu'ils obtenaient ainsi, les concessionnaires s'engageaient à verser annuellement à la Trésorerie des Etats-Unis la somme de cinquante-cinq mille dollars comme loyer des dites îles, une taxe ou impôt de deux dollars sur chaque peau de phoque à fourrure prise et embarquée par eux, plus une somme de soixante deux cents et demi sur chaque peau de phoque à fourrure prise; en outre, à fournir annuellement, à titre gratuit, vingt-cinq mille saumons secs, soixante stères de bois de chauffage, et une quantité suffisante de sel et de viande de conserve aux habitants des îles Saint-Paul et Saint-Georges, et enfin à fonder et à entretenir à leurs frais, pendant au moins huit mois de l'année, une école dans chaque île, et à ne vendre aucun produit de distillerie ni aucune liqueur spiritueuse dans les dites îles (2). Ces clauses étaient plus avantageuses au Gouvernement des Etats-Unis et aux habitants des îles Pribilof que les conditions de la concession stipulées dans l'acte du 1^{er} juillet 1870 (3), et infiniment plus que celles de la concession des îles du Commandant et de Robben, consentie par le Gouvernement russe à la même Compagnie, en 1871 (4).

Le 24 mars 1874, le Congrès vota un acte amendement l'acte du 1^{er} juillet 1870, aux termes duquel le secrétaire de la Trésorerie fut autorisé à désigner les mois pendant lesquels il serait permis de prendre des phoques dans les îles, et fixant, en outre, le nombre de ces animaux (5); cet amendement confia ainsi aux fonctionnaires du Gouvernement le contrôle immédiat de l'abatage du phoque, en leur conférant le pouvoir de modifier et de réduire la quotité des animaux à tuer toutes les fois qu'ils le jugeraient nécessaire pour la conservation du phoque dans les îles. Il est donc de toute évidence que les Etats-Unis ont pris toutes les précautions possibles pour limiter le nombre des animaux à abattre, de façon à éviter la dépopulation du troupeau de phoques.

L'origine et l'exploitator de la concession de 1870 formèrent le sujet d'une enquête minutieuse faite, en 1876, par les membres du comité des voies et moyens du 44^e Congrès qui dressèrent un rapport établissant que, dans leur opinion, les clauses de la concession étaient éminemment favorables au Gouvernement et à tous les intéressés, et que « le contrat passé avec les concessionnaires protégeait de la façon la plus efficace les intérêts en jeu, car il est certain qu'il a eu pour résultat d'augmenter considérablement le revenu de la Trésorerie et d'améliorer d'une façon notoire la condition physique et morale des indigènes (6). »

(1) H. R. Doc. N° 108, *Forty-first Congress*, pp. 19-20.

(2) Concession accordée à la Compagnie commerciale de l'Alaska, Vol. 1, p. 104.

(3) Report N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 8.

(4) Report N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 7.

(5) U. S. Stats. at large, Vol 47, c 61, p. 24.

(6) Report N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 12.

Une nouvelle enquête faite, en 1888, par le comité de la marine marchande et des pêcheries du 50^e Congrès, eut un résultat identique; le rapport de ce comité déclare: « Que la Compagnie commerciale de l'Alaska a pleinement rempli son contrat avec le Gouvernement et a puissamment contribué à pourvoir aux besoins et au confort des indigènes, et à répandre la civilisation parmi les habitants, non seulement des îles de phoques, mais aussi de ceux des îles Aléoutiennes, de Kadiak et du continent (1).

Les deux comités ci-dessus examinèrent également les mesures administratives à prendre pour la gestion des *rookeries* de phoques selon l'acte du 1^{er} juillet 1870. On dut nécessairement s'arrêter à l'une des trois méthodes suivantes: 1^o la concession à une Compagnie; 2^o le libre accès des *rookeries* au public; 3^o ou la gestion directe de ces dernières par le Gouvernement.

La seconde de ces méthodes aurait indubitablement eu pour résultat l'extermination du phoque d'Alaska dans un laps de temps très court (2), ainsi que le fait s'est présenté toutes les fois que l'on s'est livré à l'abatage du phoque sans règle et sans mesure (3).

La troisième méthode, gestion directe par le Gouvernement, a été également reconnue impraticable par les comités qui ont examiné la question. En 1876, le comité du Congrès dressa un rapport dans lequel il déclarait que, dans son opinion, le Gouvernement ne pouvait pas avec avantage se charger lui-même de l'exploitation de l'industrie du phoque, et avait agi sagement en la confiant à la Compagnie commerciale de l'Alaska (4). Le comité du Congrès qui, en 1888, se livra à un examen minutieux de la question, déclara que « tous ces témoins (les personnes interrogées par le comité) reconnaissent d'une façon unanime la sagesse de la loi présente en la matière, et sont en faveur du maintien du système actuel. Toutes les autres *rookeries* existantes sont exploitées d'une façon générale d'après les mêmes principes, par les différents gouvernements auxquels elles appartiennent, ces derniers suivant en cela l'exemple de la Russie, qui a exploité et protégé nos *rookeries* à l'aide d'une méthode similaire, depuis l'époque de leur découverte jusqu'au moment de leur transfert aux États-Unis. Point n'était besoin des dépositions des témoins pour convaincre le comité que le Gouvernement lui-même ne pouvait pas entreprendre cette exploitation avec chance de réussite (5). » La nature de cette industrie prouve d'une façon surabondante que, dans le cas où la chasse du phoque dans les îles serait faite directement par le Gouvernement, elle offrirait de fréquentes occasions de fraude et de rapine aux agents du Gouvernement, auxquels, conformément à l'acte de 1870, il est interdit de se livrer ou d'être intéressés d'une façon quelconque à cette industrie; dans l'organisation actuelle, les concessionnaires et les agents exercent les uns sur les autres un contrôle mutuel. En outre, cette industrie nécessite la connaissance approfondie des habitudes du phoque, du marché et des transactions qui se rapportent à la vente des peaux, transactions nécessitant, non seulement sur les îles, mais encore à San-Francisco et à Londres, la présence d'agents absolument versés en la matière. Etant données ces circonstances,

(1) House Rep. N° 3,883, Fiftyeth Congress, second session, p. 23.

(2) Senate Doc. N° 48, Forty-fourth Congress, first session, p. 4.

(3) Voir plus loin, p. 218.

(4) Report N° 623, House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session, p. 12.

(5) Report N° 3,883, House of Representatives, Fiftyeth Congress, second session, p. 23.

il est facile de saisir sur-le-champ combien est impraticable l'exploitation directe par le Gouvernement, et de comprendre que la méthode actuellement employée est la seule raisonnable.

Les enquêtes minutieuses auxquelles se livrèrent les comités du Congrès démontrèrent que la Compagnie commerciale de l'Alaska s'était en tous points conformée aux clauses de sa concession, en exécution des dispositions de l'acte de 1870 (1) ; que, conformément aux clauses de la dite concession (dont beaucoup ne sont pas contenues dans l'acte de 1870), les concessionnaires ont fourni aux habitants des îles un grand nombre de commodités habitations, pour lesquelles ils n'ont exigé aucun loyer, et qu'ils ont réparées gratuitement (2) ; qu'ils leur ont construit des écoles libres (3) ; qu'ils ont installé des magasins vendant les objets de consommation à prix réduit (4) ; qu'ils leur ont fourni gratuitement des provisions, des médicaments et des soins médicaux (5) ; qu'ils ont fondé et entretenu à l'intention des dits habitants des caisses d'épargne ayant un dépôt total de plus de quarante mille dollars (6) ; et enfin qu'ils ont interdit la vente des liqueurs fortes dans les îles (7).

CONDITION DES INDIGÈNES.

L'amélioration de la condition des indigènes des îles Pribilof est un des traits marquants des avantages obtenus par l'exploitation de ces îles conformément au système adopté en 1870 par le Congrès des Etats-Unis.

Lorsque le Gouvernement des Etats-Unis assumait le contrôle du territoire d'Alaska, la condition de ces indigènes était misérable au possible, la Compagnie de l'Amérique russe ayant négligé leur bien-être et les ayant pratiquement réduits à l'état d'esclaves. Le capitaine Bryant qui, antérieurement à l'occupation des îles par les Etats-Unis, a eu l'occasion d'étudier la condition des habitants, décrit et compare leur condition sous le régime russe à ce qu'elle devint sous l'influence du système inauguré par les Etats-Unis. Il fait, à ce sujet, la déclaration suivante :

« Lors de ma première visite aux îles des phoques, en 1869, les indigènes habitaient des demeures semi-souterraines construites avec de la terre et les bois flottés ou les os de baleines qu'ils parvenaient à recueillir sur la plage. Antérieurement à cette époque, leur nourriture était insuffisamment variée, et se composait de chair de phoque et de quelques autres articles d'alimentation parcimonieusement fournis par la Compagnie de fourrures russe. Ils ne possédaient aucun combustible, et n'obtenaient de chaleur qu'à force de se tasser les uns contre les autres dans leurs misérables réduits, dormant sur le gazon séché qu'ils recueillaient dans les îles.

(1) *Report* N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 11 ; *Report* N° 3,883, *House of Representatives, Fiftieth Congress, second session*, p. 31.

(2) *Report* N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 30 ; *Report* N° 3,883, *House of Representatives, Fiftieth Congress, second session*, pp. 31-32.

(3) *Report* N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, pp. 30-33 ; *Report* N° 3,883, *House of Representatives, Fiftieth Congress, second session*, p. 31.

(4) *Report* N° 623, *House of Representatives, Forty-fourth Congress, first session*, p. 30 ; N° 3,883, *House of Representatives, Fiftieth Congress, second session*, p. 32.

(5) *Ibid.*, p. 30.

(6) *Ibid.*, p. 31.

(7) *Ibid.*, p. 32.

« Forcés de vivre dans ces conditions, ils ne pouvaient naturellement faire aucun progrès en civilisation. Aucun moyen n'existait alors pour le transport des peaux, lesquelles étaient portées sur le dos des indigènes, forcés ainsi à un labeur des plus pénibles.

« Cet état de choses changea bien vite après que le Gouvernement américain eut pris possession des îles. Les huttes de terre souterraines furent remplacées par de chauds et confortables chalets de bois pour chaque famille (1) ; du combustible, des aliments et des vêtements furent fournis aux indigènes, à des prix supérieurs de 25 pour cent aux prix de gros de San-Francisco ; des églises furent construites et des maisons d'école installées pour le besoin des habitants, et l'on fit tout ce que l'on put pour les encourager dans la voie de la civilisation et du progrès social. Au lieu d'être simplement des créatures livrées aux caprices de leurs maîtres, ils furent placés sur un pied d'égalité avec les blancs, et la loi leur accorda une somme stipulée d'avance pour chaque peau obtenue par eux, si bien qu'environ quarante mille dollars furent partagés annuellement entre les habitants des deux îles. A la place des indigènes vêtus de peaux, vivant dans des huttes de terre, que je trouvai à mon arrivée dans l'île en 1869, je laissai, en 1877, des individus aussi bien nourris, aussi bien vêtus et aussi bien logés que les gens de quelques-uns de nos villages de la Nouvelle-Angleterre. Ils possédaient des écoles et, le dimanche, allaient entendre la messe dans leur jolie église du rite grec, dont l'intérieur était arrangé avec goût ; ils portaient des vêtements d'hommes civilisés et polissaient leurs chaussures. C'est aux pêcheries de phoques et à l'amélioration de leur exploitation qu'il faut attribuer tous ces bienfaits (2). »

Le docteur H. H. Mc Intyre, comparant la condition actuelle des indigènes à ce qu'elle était autrefois, trace aussi le tableau des avantages marqués qui ont suivi l'occupation américaine, et ses constatations ne diffèrent pas de celles qui précèdent (3). M. Samuel Falconer, qui débarqua aux îles en 1870 et y resta jusqu'en 1877, décrit l'état dans lequel il trouva les indigènes et le grand changement qui s'opéra dans leur condition pendant le temps de sa résidence aux îles. Il dit : « A mon arrivée, ils étaient incomplètement vêtus de peaux, vivaient dans de repoussantes et malsaines huttes de terre chauffées à l'aide de blanc de baleine, dont ils se servaient comme de combustible ; en outre, ils étaient ignorants et extrêmement malpropres. A mon départ, ils avaient changé leurs vêtements de peaux contre des habillements de laine chauds et bien faits ; ils habitaient dans des maisons solidement charpentées et chauffées à l'aide de poêles à charbon de terre ; ils avaient contracté des habitudes de propreté, et leurs enfants allaient à l'école pendant huit mois de l'année (4). Ils étaient alors aussi aisés que les ouvriers des Etats-Unis, et recevaient même des salaires beaucoup plus élevés. Aucun indigène n'était forcé de travailler, mais recevait sa paie, par l'intermédiaire de son chef, pour la besogne qu'il avait faite. Tout indigène était libre de quitter les îles à n'importe quel moment ;

(1) Voir la photographie du village de Saint-Paul en 1870 et en 1891, Vol. II, p. 95 ; voir aussi celle des indigènes, Vol. II, pp. 8, 70, 133 ; lettre de l'administrateur en chef Furnhelm au Conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe, en date du 16 juillet 1863, Vol. I, p. 88.

(2) Vol. 2, p. 8.

(3) Vol. 2, p. 599.

(4) Voir la photographie de l'école, Vol. 2, pp. 9, 163.

mais sa vie facile et l'amour du pays natal le retenaient. Lors de ma première visite (1870), une grande partie du travail manuel était accomplie par les femmes; à mon départ (1877), les durs travaux n'étaient faits que par les hommes. Je ne me rappelle pas un seul exemple dans l'histoire où, comme aux îles Pribilof, depuis que le Gouvernement des Etats-Unis en a pris l'administration, la condition d'un peuple se soit tellement améliorée dans un espace de temps aussi court (1). » On pourrait multiplier les témoignages à cet égard, mais les dépositions précédentes de témoins oculaires; au sujet de la condition des indigènes sous la Compagnie russe et sous l'administration du Gouvernement, suffisent à démontrer que l'exploitation des îles Pribilof par les Etats-Unis a, dans l'espace de quelques années, tiré les habitants de l'état d'ignorance, de misère et de semi-barbarie, auquel soixante-dix années d'occupation par la Compagnie russe n'avaient pu apporter de remède, pour les élever à un degré de liberté et de civilisation que l'Europe et l'Amérique n'auraient lieu d'éprouver aucune honte à rencontrer chez leurs citoyens (2).

Les paragraphes 1793-1796 des statuts révisés (3) des Etats-Unis, aux termes desquels l'agent et ses auxiliaires sont, dans la pratique, les véritables gouverneurs, ont réglé l'administration civile des îles. Ils exercent un contrôle absolu sur les indigènes, les protègent contre les abus et vexations des agents des concessionnaires, toutes les fois que ceux-ci en commettent, et doivent s'assurer que leurs administrés reçoivent les vivres que la loi exige pour leur subsistance. Les opérations manuelles relatives à la conduite et à l'abatage des phoques dans les îles, confiées exclusivement aux indigènes, ont lieu sous la surveillance des agents du Gouvernement.

A l'expiration de la concession de la Compagnie commerciale de l'Alaska, le département de la Trésorerie des Etats-Unis fit de nouveau paraître un avis invitant à l'envoi de soumissions et en reçut dix, qui furent soigneusement examinées; et, en 1890, le Gouvernement concéda les îles de phoques, pour une nouvelle période de vingt années, aux concessionnaires actuels, la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord, dont la soumission parut la plus avantageuse pour le Gouvernement.

Un examen de la concession actuellement en vigueur prouvera qu'elle est plus favorable non seulement au Gouvernement, mais encore aux habitants des îles, que la concession précédente (4), sous les rapports suivants : 1° Le loyer est de 60,000 dollars, au lieu de 55,000; 2° la taxe par peau est de 9 dollars 62 cents et demi, au lieu de 2 dollars 62 cents et demi; 3° les indigènes doivent recevoir 80 tonnes de charbon de terre, au lieu de 60 stères de bois; 4° la quantité de saumons, de sel et autres vivres qui doit leur être distribuée peut être fixée par le secrétaire de la Trésorerie; 5° la Compagnie doit fournir aux indigènes des logements gratuits, une église, des médecins, des médicaments, un emploi, et prendre soin des malades, des personnes âgées, des veuves et des enfants; 6° au lieu de 100,000 phoques par an, la Compagnie n'est autorisée à en prendre que 60,000 pendant la première année de la concession, après quoi le nombre des cap-

(1) Vol. 2, p. 162.

(2) Il est bon de noter que les dépositions des indigènes, au sujet des îles Pribilof, sont signées de ceux-ci, et ne portent pas simplement la mention « a fait une croix », ainsi que cela aurait lieu dans le cas d'un grand nombre de citoyens des nations civilisées du monde.

(3) Vol. 1, p. 98.

(4) Concession à la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord, Vol. 1, p. 106.

tures doit être soumis à l'appréciation du secrétaire de la Trésorerie. D'après les clauses de cette concession, il est difficile de voir comment les Etats-Unis pourraient exercer un contrôle plus efficace sur l'industrie du phoque aux îles, même en admettant qu'ils l'exploitaient eux-mêmes d'une façon exclusive. Ces clauses confèrent au Gouvernement le pouvoir absolu de fixer, d'après l'état du troupeau, le nombre d'animaux à abattre, et lui évitent, en même temps, de s'occuper des détails de l'exploitation et de l'écoulement des fourrures, qui constituent les obstacles spéciaux s'opposant à l'exploitation directe des *rookeries* par les Etats-Unis eux-mêmes. La décision ainsi adoptée par les Etats-Unis semble à l'abri de toute critique, et on n'en saurait imaginer de plus avantageuse (1).

Les Phoques.

Après avoir ainsi exposé l'exploitation générale des îles Pribilof en ce qui concerne le Gouvernement des Etats-Unis et les insulaires indigènes, il reste à examiner d'abord l'exploitation du troupeau de phoques, puis les méthodes employées pour la capture de ces animaux, ainsi que l'effet de ces méthodes sur le développement et la condition du troupeau.

La nature spéciale et les habitudes immuables du phoque en font un animal des plus faciles à surveiller. On peut conduire, diviser et compter un troupeau de phoques aussi facilement qu'un troupeau de bétail dans les plaines (2). Le fait est que, pour ce qui est de la timidité des femelles et de la férocité des mâles, les phoques se rapprochent beaucoup des bœufs. M. Falconer cite, comme exemple de la facilité avec laquelle on peut les mener, le fait d'un troupeau de trois mille phoques célibataires confiés à la garde d'un jeune garçon, après avoir été chassés à peu de distance des *hauling grounds* (3). M. Henry-N. Clark, qui a été, pendant six ans (de 1884 à 1889), au service de la Compagnie commerciale de l'Alaska, et chargé de la surveillance de « l'équipe des phoques » à l'île Saint-Georges, et qui, par conséquent, est particulièrement compétent pour parler de la possibilité de conduire et de mener les phoques, dit : « J'ai été élevé dans une ferme et, dès mon enfance, je me suis familiarisé avec les animaux domestiques, particulièrement en ce qui touche l'élevage et la conduite des jeunes animaux : on trouvera donc absolument naturel que je compare les jeunes phoques aux jeunes animaux de nos espèces domestiques. L'expérience que j'ai acquise des uns et des autres me permet de déclarer d'une façon positive qu'il est plus facile de surveiller et de mener de jeunes phoques que des veaux et des agneaux (4). A l'automne, on voit souvent de grandes quantités de phoques que les indigènes chassent devant eux, afin d'en tuer un certain nombre comme nourriture ; et, si le besoin s'en faisait sentir, il serait très facile de les rassembler, ainsi qu'on le fait du bétail de nos « prairies » (5). On s'assure ensuite du sexe de chacun des animaux du troupeau ainsi chassé en les soulevant l'un après l'autre : il serait donc bien facile de les marquer au fer si cela était nécessaire. Si les *rookeries* de phoques m'appartenaient, il ne me semblerait ni

(1) Voir un commentaire favorable au sujet des règlements en vigueur dans « Handbook of the Fishes of New Zealand », p. 235.

(2) H.-N. Clark, vol. 2, p. 159 ; « Handbook of the Fishes of New-Zealand », p. 235.

(3) Vol. 2, p. 162. Voir aussi J.-C. Redpath, vol. 2, p. 152.

(4) Voir aussi John Fratis, vol. 2, p. 109.

(5) Voir aussi Watson C. Ellis, vol. 2, p. 38.

plus difficile ni plus onéreux de marquer tous les jeunes phoques au fer que de marquer mes veaux, si je me livrais à l'élevage du bétail dans les prairies » (1). La déclaration précédente sur la possibilité de marquer les jeunes phoques se trouve confirmée par d'autres personnes également familières avec les habitudes du phoque dans les îles (2). Le docteur McIntyre, qui possède une si grande expérience des phoques, dit « qu'ils sont aussi faciles à surveiller et à mener dans les îles que des moutons ou autres bestiaux » (3), et plusieurs autres témoins affirment la même chose (4). Le chef Anton Melovedoff, dont les dépositions ont déjà été citées, déclare que « l'on considère généralement le phoque comme un animal sauvage, mais qu'il n'en est pas ainsi. Ils ont l'habitude des indigènes et ne les fuient pas. Les tout jeunes phoques s'en approchent, et même à l'automne, lorsqu'ils sont plus âgés, ils se laissent prendre, et il nous est loisible de nous rendre compte s'ils sont mâles ou femelles. Nous pouvons les conduire en troupeaux, petits ou grands, partout où il nous plaît de les mener, et ils ne causent aucun ennui » (5). Cette déposition se trouve confirmée par plusieurs autres insulaires des Pribilof ainsi que par des blancs qui y ont résidé longtemps (6).

Ces facilités particulières qu'offre le phoque à l'exercice d'une surveillance efficace ont été reconnues par le docteur russe E. von Middendorff, dont l'autorité comme savant est absolument établie, et qui, dans une lettre en date du 6/18 mai 1892, dit : « Cet animal est d'une grande importance commerciale, et, ainsi que je l'ai indiqué il y a plusieurs années, a été créé dans un but domestique (Voir, à cet égard, mon *Voyage en Sibirie*, volume IV, première partie, page 846). C'est, en effet, le plus utile de tous les animaux domestiques, puisqu'il ne nécessite aucun soin ni aucune dépense, et est ainsi une source de rapports considérables » (7).

La faculté que possède le phoque d'être utilisé comme animal domestique a permis d'établir avec le plus grand soin les diverses catégories auxquelles appartiennent les animaux à abattre et d'appliquer des règlements et ordonnances destinés à assurer la bonne administration du troupeau. Dans une dépêche adressée à l'amirauté anglaise, le contre-amiral Sir M. Culver-Seymour s'exprime ainsi : « Les phoques tués par la Compagnie commerciale de l'Alaska sont tous assommés à coups de massue sur terre, où il est facile de s'assurer de la différence de leur sexe » (8).

Le premier règlement appliqué par le Gouvernement des Etats-Unis interdit de tuer aucune femelle (9). Le capitaine Moulton, qui, pendant huit ans, a rempli aux îles les fonctions d'agent auxiliaire de la Trésorerie, dit : « On ne tue jamais de femelles, et il est très rare qu'il s'en trouve

(1) Vol. 2, p. 159.

(2) Charles Bryant, vol. 2, p. 5 ; S.-M. Washburn, vol. 2, p. 156 ; H.-V. Fletcher, vol. 2, p. 103 ; George H. Temple, vol. 2, p. 153.

(3) Vol. 2, p. 53.

(4) J.-M. Morton, vol. 2, p. 69 ; Léon Sloss, vol. 2, p. 91 ; H.-V. Fletcher, vol. 2, p. 106 ; George H. Temple, vol. 2, p. 153 ; Gustave Niebaum, vol. 2, p. 77 ; John Armstrong, vol. 2, p. 2.

(5) Vol. 2, p. 145.

(6) John Fratis, vol. 2, p. 109 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 182 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 152 ; Simeon Melovedoff, vol. 2, p. 147.

(7) Lettre du docteur E. von Middendorff, vol. 1, p. 431.

(8) « Livre bleu anglais », n° 2 (1890), C. 6131, p. 4.

(9) Louis Kimmel, vol. 2, p. 173 ; George Wardman, vol. 2, p. 178 ; H.-G. Otis, vol. 2, p. 86 ; Anton Melvedoff, vol. 2, p. 142.

dans le troupeau destiné à l'abatage » (1). M. Falconer, qui, de 1870 à 1876, a été agent auxiliaire de la Trésorerie dans les îles, déclare que pas plus de deux femelles par saison furent ainsi poursuivies à l'île Saint-Georges ; encore pense-t-il que ces dernières étaient des vaches stériles qui s'étaient réfugiées sur les rochers parmi les phoques célibataires (2). Lorsqu'un phoque femelle était tué à dessein, ou voire même accidentellement, l'employé qui l'avait tué était mis à l'amende (3). Ce règlement, destiné à protéger le sexe reproducteur, est non seulement observé par les chasseurs de phoque indigènes des îles Pribilof, mais ces derniers reconnaissent parfaitement l'utilité de s'y conformer strictement, comme moyen de conserver l'espèce. Karp Buterin, chef des indigènes de l'île Saint-Paul, né aux îles, et qui est le plus intelligent des autochtones (4), dit : « Je sais, et tous nous savons, que si nous tuions les vaches, les phoques ne tarderaient pas à disparaître, et nous n'aurions plus de viande à manger ; et si quelqu'un me disait de tuer des vaches, je refuserais ! Si moi ou un de mes gens apprenions que quelqu'un a tué une vache, nous irions le dire à l'officier du Gouvernement » (5). Enfin, M. C.-L. Fowler, qui a été employé aux îles depuis 1879, dit que rien n'exaspère davantage les indigènes que de savoir qu'une femelle a été tuée (6). La coopération des indigènes, auxquels seuls est confiée la tâche de conduire et d'abattre les phoques, rend toute infraction aux règlements absolument impossible. Le témoignage des fourreurs, qui déclarent qu'on ne rencontre jamais de peaux de phoques femelles parmi celles qui proviennent des îles Pribilof, est une nouvelle preuve de la rigueur avec laquelle sont appliqués les règlements (7).

La catégorie de phoques qu'il est permis d'abattre comprend les phoques mâles non reproducteurs, âgés de un à cinq ans, qui « se réfugient sur les *hauling grounds* éloignés des *breeding grounds* » (8). Le fait que ces phoques sont séparés des « reproducteurs » permet de les trier et de les réunir sans causer le moindre dérangement aux phoques installés dans les *breeding grounds* (9).

En outre, les règlements les plus sévères ont été et sont encore appliqués par le Gouvernement en vue d'empêcher que les phoques des *breeding grounds* soient dérangés ou molestés (10). Le capitaine W.-C. Coulson, du service des douanes maritimes des États-Unis d'Amérique, qui a visité les îles en 1890 et 1891, dit : « Toutes armes à feu étaient interdites, et on ne s'est jamais servi d'aucune d'elles pour tuer ou chasser les phoques dans ces îles ; le fait est qu'on évite soigneusement tout bruit insolite, même à bord des navires ancrés dans ces parages. Il n'est permis de visiter les *rookeries* qu'à certaines conditions, et tous bruits, cris ou gestes de nature à effaroucher les phoques y sont absolument défendus. On n'a-

(1) Vol. 2, p. 72 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 181 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 149.

(2) Vol. 2, p. 162.

(3) Antou Melovedoff, vol. 2, p. 139.

(4) Milton Barnes, vol. 2, p. 162.

(5) Vol. 2, p. 103.

(6) Vol. 2, p. 25.

(7) G.-C. Lampson, vol. 2, p. 563. Voir aussi un commentaire favorable au sujet de la sagesse de ces règlements dans « Handbook of the Fisheries of New-Zealand », p. 236.

(8) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16 ; T.-F. Morgan, vol. 2, p. 62.

(9) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 183.

(10) Charles Bryant, vol. 2, p. 8 ; S.-N. Buynitsky, vol. 2, p. 22.

bat jamais les phoques dans l'intérieur ou dans le voisinage des *rookeries*, mais on les conduit dans des endroits spéciaux situés à peu de distance à l'intérieur des terres et remplissant le rôle d'abattoirs. Je ne vois pas comment il est possible d'organiser la surveillance et la chasse du phoque avec plus de soins ou de jugement » (1). L'usage des armes à feu est interdit aux îles depuis le moment où le premier phoque aborde jusqu'à la fin de la saison (2).

Le nombre de phoques que les concessionnaires ont été autorisés à tuer annuellement, de 1871 à 1889 inclusivement, fut de cent mille (3); mais ce chiffre est variable et dépend entièrement du département de la Trésorerie des Etats-Unis (4). En 1889, Charles-J. Goff, qui était, à cette époque, agent du Gouvernement dans les îles, fit savoir au département que, selon lui, il était urgent de réduire le nombre de phoques à prendre en 1890 (5). Aussitôt, le Gouvernement réduisit à soixante mille le nombre de phoques à abattre, et donna des ordres pour faire cesser l'abatage du phoque le 20 juillet. La date du 20 juillet fut choisie parce que, les années précédentes, la capture du phoque avait pratiquement cessé à cette époque, les *breeding grounds* et les *hauling grounds* ayant été, jusqu'à ce moment, entièrement séparés et distincts, et parce que, pendant la période qui s'étend du 1^{er} juin au 20 juillet, les peaux se trouvaient dans les meilleures conditions marchandes (6). L'abatage d'une portion du surplus de la population mâle est, sans aucun doute, avantageux au troupeau, ainsi qu'il en va des autres animaux domestiques polygames. En effet, il s'est toujours trouvé qu'une augmentation de la progéniture suivait toujours l'emploi d'une pareille mesure (7). En outre, au moyen des diagrammes annexés à leur rapport, diagrammes qui sont expliqués dans le corps du document, les Commissaires américains démontrent aussi qu'un nombre considérable de jeunes phoques mâles peut être tué sans réduire ou affecter en aucune façon le taux normal des naissances (8). Jadis, le Gouvernement des Etats-Unis permettait aux indigènes de tuer quelques milliers de petits phoques mâles (*male pups*) pour servir à leur alimentation, mais cette autorisation leur a, depuis, été retirée (9).

La capture des phoques dans les îles est faite avec le plus grand soin, et environnée des précautions les plus minutieuses (10); elle a lieu sous la surveillance directe des agents du Gouvernement (11). La méthode employée n'a pas varié (12) depuis vingt ans (13), et il résulte du témoignage universel de toutes les personnes qui ont connaissance de cette méthode qu'il est impossible de la perfectionner (14). Les indigènes, qui sont les seules

(1) Vol. 2, p. 414.

(2) J.-C. Redpath, vol. 2, p. 150.

(3) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18; H.-G. Otis, vol. 2, p. 88.

(4) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16.

(5) Vol. 2, p. 112.

(6) H.-G. Otis, vol. 2, p. 86.

(7) Léon Sloss, vol. 2, p. 92; Gustave Niebaum, vol. 2, p. 77; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 152.

(8) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 356.

(9) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18. Voir les règlements, vol. 1, p. 103.

(10) Charles Bryant, vol. 2, p. 8; M.-C. Erskine, vol. 1, p. 422; W.-C. Coulson, vol. 2, p. 414.

(11) B.-F. Scribner, vol. 2, p. 89; J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72.

(12) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 45.

(13) W.-S. Hereford, vol. 2, p. 36.

(14) S. Falconer, vol. 2, p. 161.

personnes auxquelles est confié le soin de chasser et de conduire les phoques (1), se mettent en route entre deux et six heures du matin, au moment où la température est fraîche et où il y a le moins de danger d'échauffer les phoques (2) ; après avoir séparé un petit troupeau de phoques célibataires de ceux qui occupent un *hauling ground*, ils chassent devant eux les premiers vers l'intérieur des terres (3). Après chaque chasse, on accorde toujours quelques jours de repos au *hauling ground*, et, comme un phoque qui s'échappe de l'abattoir (*killing ground*) revient toujours au même *hauling ground*, il a toujours amplement le temps de recouvrer ses forces avant d'être chassé à nouveau (4).

On conduit alors le troupeau aussi lentement que possible, tout en ayant soin de maintenir les animaux en mouvement. Aggie Kushin, prêtre indigène de l'île Saint-Paul, dit : « Lorsqu'on chasse les phoques devant soi, on a soin de ne jamais dépasser une vitesse supérieure à un mille en trois heures de temps ; quant aux hommes qui font cette besogne, ils sont forcés de se relayer en route, car la marche est si lente que le froid ne tarde pas à les saisir » (5). Des conducteurs de phoques indigènes et des fonctionnaires des îles parlent également de la lenteur de la marche (*drive*) (6). On arrête le troupeau à des intervalles convenables, et ceux des phoques qui, au point de vue de l'âge, ne réunissent pas les conditions requises pour la marche, peuvent se séparer du troupeau et retourner à la mer (7). On a toujours évité avec le plus grand soin d'échauffer les animaux pendant la marche, parce que cela leur serait fort nuisible (8). Louis Kimmel, agent auxiliaire de la Trésorerie en 1882 et 1883, dit : « Chaque fois qu'un phoque est mort pendant la marche, j'ai infligé une amende, comme agent du Gouvernement, afin que les hommes pussent être plus soigneux à l'avenir » (9). On s'arrête souvent afin de permettre aux phoques de se reposer (10). On ne se met jamais en marche lorsque le soleil brille (11), et s'il se montre inopinément, on cesse immédiatement la marche, et on laisse les phoques retourner à l'eau (12). Les indigènes savent ce que les phoques peuvent endurer de fatigue, ainsi que le genre de temps convenable pour la marche (13), ce qui fait que le nombre des phoques tués par une marche excessive ou par étouffement a, de tout temps, été des plus restreints (14). J.-C. Redpath, qui, depuis 1875, a occupé le poste d'agent des concessionnaires aux îles, dit : « Comme les règlements contraignent les concessionnaires de payer pour chaque peau

(1) W.-C. Coulson, vol. 2, p. 414 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 161 ; Simeon Melavidoft, vol. 2, p. 209.

(2) W.-B. Taylor, vol. 2, p. 176.

(3) S.-N. Buynitsky, vol. 2, p. 21.

(4) Daniel Webster, vol. 2, p. 182.

(5) Vol. 2, p. 129.

(6) J.-C. Redpath, vol. 2, p. 150.

(7) Charles Bryant, vol. 2, p. 8.

(8) Samuel Falconer, vol. 2, p. 162 ; J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72.

(9) Vol. 2, p. 173.

(10) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72.

(11) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72 ; A.-P. Loud, vol. 2, p. 38 ; John Fratis, vol. 2, p. 107 ; Watson C. Allis, vol. 2, p. 97.

(12) Samuel Falconer, vol. 2, p. 162 ; J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72 ; B.-F. Scribner, vol. 2, p. 90 ; John Fratis, vol. 2, p. 107.

(13) W.-C. Coulson, vol. 2, p. 414.

(14) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 45.

provenant de phoques tués par les ordres de leurs agents locaux, et comme la peau d'un phoque échauffé est sans valeur, il est raisonnable de supposer qu'ils seraient les derniers à encourager ou à permettre à leurs employés de surmener les phoques ou de leur nuire en quoi que ce soit » (1). M. Wardman dit : « Il arrive rarement que des phoques meurent de fatigue à la suite d'une marche excessive » (2). M. Buynitsky dit qu'il n'a jamais vu un seul phoque ayant péri dans ces conditions (3), et le capitaine Moulton déclare que « très peu de phoques meurent au cours d'une marche, le nombre de ceux qui meurent ainsi n'égayant qu'une fraction infime, un pour cent du troupeau mis en marche. Et, dans neuf cas sur dix, les peaux des phoques tués accidentellement par étouffement peuvent être utilisées » (4). Ces déclarations, concernant le transport au saloir (utilisation) des peaux d'animaux morts de fatigue, se trouvent confirmées par d'autres témoignages qui sont tous unanimes à établir que les peaux sont toutes comptées dans le nombre accordé aux concessionnaires (5). Il est donc absolument douteux qu'aucun phoque succombe jamais en marche, si ce n'est de temps à autre par étouffement (6).

L'effet de la marche et de la contre-marche (c'est-à-dire la conduite du même animal plusieurs fois au cours de la même saison) sur les phoques, dont l'âge ou l'état s'oppose à ce qu'ils soient abattus, est de peu et même de nulle importance à l'égard du développement du troupeau de phoques dans les îles. Après une marche, le *hauling ground* est laissé en repos pendant plusieurs jours, et les phoques qu'on a laissés s'échapper des « abattoirs », retournant toujours, ainsi qu'ils en ont l'habitude, au même *hauling ground*, ont plusieurs jours pour se reposer et recouvrer leurs forces avant d'avoir à endurer les fatigues d'une nouvelle marche (7). Il est d'ailleurs certain qu'aucun mâle n'a jamais été sérieusement endommagé pendant ces marches et que sa virilité n'a jamais eu à souffrir des fatigues subies au cours d'une nouvelle marche (8). M. John Armstrong, qui, de 1877 à 1886, a été agent des concessionnaires à l'île Saint-Paul, dit : « A de rares exceptions près, la marche leur a imposé bien moins d'exercice qu'ils ne semblaient en prendre eux-mêmes en pleine liberté » (9). Anton Melovedoff, indigène instruit de l'île Saint-Paul, qui, pendant sept ans, a été chef principal de l'île, après avoir déclaré qu'avant l'occupation américaine les phoques étaient quelquefois soumis à des marches de douze milles et demi, dit : « Personne à cette époque n'a jamais dit que la marche ait jamais rendu les phoques impuissants, bien que, depuis au moins cinquante ans, c'eût été l'habitude de les soumettre à de longues marches » (10). M. Samuel Falconer, à propos de cette question de marche, dit : « Quand on considère que les *bulls*, lorsqu'ils se battent dans les

(1) Vol. 2, p. 150.

(2) Vol. 2, p. 178.

(3) Vol. 2, p. 21.

(4) Vol. 2, p. 72. Voir aussi A. P. Loud, vol. 2, p. 38.

(5) George Wardman, vol. 2, p. 178 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 162 ; John Fratis, vol. 2, p. 107.

(6) John Fratis, vol. 2, p. 107.

(7) Daniel Webster, vol. 2, p. 182.

(8) A. P. Loud, vol. 2, p. 38 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 8 ; George Wardman, vol. 2, p. 179 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 182.

(9) Vol. 2, p. 1.

(10) Vol. 2, p. 142.

rookeries afin d'e conserver leurs places, se font de larges blessures au cou et sur le corps, se déchirent entre eux et perdent de grandes quantités de sang, qu'ils ne prennent aucune espèce de nourriture pendant trois et quatre mois, et quittent les îles, décharnés et couverts de cicatrices, puis reviennent à la saison suivante, gras, pleins de santé et de vigueur, prêts à subir les mêmes mutilations, et recommencent chaque année la même existence ; l'idée, dis-je, que ces marches répétées sur la route des abattoirs, lesquelles en aucune façon ne sauraient les amener au degré d'épuisement qu'ils éprouvent nécessairement dans leurs combats, puissent porter atteinte à cette vigueur et à cette virilité sans égales, est parfaitement déraisonnable et ridicule » (1). Le capitaine Moulton, qui compte huit ans d'expérience aux îles, déclare qu'à son avis le fait de faire faire à un phoque, pendant douze jours de suite, le chemin qui sépare un *hauling ground* de l'abattoir ne saurait en aucune façon diminuer sa virilité (2). À propos de cette question du danger qu'offrent les marches pour les organes de la reproduction des phoques mâles, M. Taylor dit : « Cet effet nuisible ne saurait passer inaperçu, car le *bull* ainsi rendu impuissant élirait domicile parmi les phoques célibataires, n'ayant plus l'instinct ni la vigueur nécessaires pour se défendre dans les *rookeries* » (3). Aux îles du Commandant, on emploie la même méthode pour conduire des *hauling ground* à l'abattoir les individus destinés à la boucherie ; mais les *rookeries* y sont peu importantes, et forcent à rechercher et à reconduire souvent les mêmes animaux auxquels il a été permis de s'échapper de l'abattoir ; à l'île de Cuivre, la marche prend souvent tout un jour pour atteindre une cime de sept cents pieds : il est donc bien plus dur qu'aux îles Pribilof et a lieu depuis plus de cinquante ans ; ce qui prouve amplement que les marches répétées ne portent aucune atteinte aux facultés reproductrices du phoque mâle (4). Toutes les routes, aux îles du Commandant, sont plus mauvaises et plus fatigantes qu'aux îles Pribilof (5). Du témoignage unanime de beaucoup de personnes résidant aux îles dans ces dernières années, il résulte qu'il n'existe aucun exemple que les marches aient jamais exercé d'effet fâcheux sur les phoques mâles (6), et M. Redpath, qui a habité les îles pendant dix-sept ans, ajoute : « De mémoire d'homme, on n'a jamais vu de *bull* de six ou sept ans qui soit impuissant » (7). Les abattoirs sont situés au bord de l'eau, afin de permettre aux phoques dont les peaux sont impropres au commerce de reprendre la mer sans trop d'efforts ; en outre, ils sont situés aussi près que possible des *hauling grounds*, mais on évite toutefois de les en rapprocher suffisamment pour que l'odeur des animaux abattus puisse incommoder les phoques reproducteurs (8). N'étaient les émanations provenant des carcasses d'individus fraîchement dépouillés, point ne serait besoin, en effet, de procéder à l'abatage loin des *hauling grounds* et des *breeding grounds*, et les marches n'auraient plus de raison d'être.

(1) Vol. 2, p. 162. Voir aussi Daniel Webster, vol. 2, p. 183.

(2) Vol. 2, p. 72.

(3) Vol. 2, p. 177.

(4) C.-F. Emil Krebs, vol. 2, p. 193.

(5) N.-B. Viller, vol. 2, p. 200.

(6) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 45 ; J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18. Daniel Webster, vol. 2, p. 182 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 151 ; C.-L. Fowler, vol. 2, p. 25.

(7) Vol. 2, p. 151.

(8) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 27 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 182.

La méthode russe a été singulièrement perfectionnée sous ce rapport, car, en 1873 (1), les concessionnaires introduisirent l'usage des chevaux et des mulets pour le transport des peaux aux saloirs, alors qu'antérieurement cette besogne était faite par les indigènes, qui étaient les seules bêtes de somme employées aux îles (2). Ce perfectionnement permit de rapprocher considérablement les abattoirs des *hauling grounds* (3). Anton Melovedoff rapporte que, « sous l'administration russe, antérieurement à 1868, les phoques devaient toujours traverser l'île Saint-Paul pour se rendre de *North East Point* (la plus importante des *rookeries*) au saloir du village, soit une distance de douze milles et demi, mais que, lorsque la Compagnie commerciale de l'Alaska eut obtenu la concession des îles, elle mit fin aux longues marches et construisit des saloirs non loin des *hauling grounds*, de façon qu'en 1879 aucun phoque n'avait à parcourir plus de deux milles » (4). D'autres indigènes qui ont habité les îles sous les deux administrations russe et américaine conviennent également que les marches ont été abrégées par les concessionnaires américains (5). Grâce à ces perfectionnements, la saison de l'abatage fut réduite, de trois à quatre mois qu'elle prenait pendant l'occupation russe, à trente ou quarante jours (6) ; ce qui démontre combien la gestion américaine a facilité la prise du phoque et réduit le nombre de jours pendant lesquels le troupeau est dérangé. Kerrick Artomanoff, indigène né à l'île Saint-Paul et âgé de soixante-sept ans, qui a conduit des phoques pendant un demi-siècle et a été chef du pays pendant dix-sept ans, fait la déposition suivante : « La méthode employée par la Compagnie commerciale de l'Alaska et par le Gouvernement américain pour soigner et conserver les phoques est bien supérieure à celle en vigueur sous le régime russe » (7).

Lorsqu'une troupe de phoques arrive à l'abattoir, on laisse les animaux se reposer et reprendre haleine ; on les divise alors en groupes ou *pods* de vingt à trente individus (8) ; les phoques bons à tuer sont soigneusement choisis, de préférence parmi ceux de trois à quatre ans (9) ; puis, les bouchers les abattent à coups de massue, après avoir laissé les autres regagner la mer.

Les peaux sont alors détachées, comptées par l'agent du Gouvernement, salées et emmagasinées (10). Quant à la viande du phoque, les naturels s'en emparent pour leur nourriture.

Sous l'administration russe, bien des peaux étaient perdues au cours du séchage, et par suite de la pléthore du marché chinois, où le plus grand nombre de ces peaux étaient troquées contre d'autres marchandises.

(1) Charles Bryant, vol. 2, p. 8.

(2) Lettre de l'administrateur en chef Furnhelm au conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe, en date du 16 juillet 1863, vol. 1, p. 88.

(3) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 9 ; H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 45.

(4) Vol. 2, p. 142.

(5) Aggie Kushin, vol. 2, p. 129 ; Karp Buterin, vol. 2, p. 104 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 182 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 150 ; Kerrick Artomanoff, vol. 2, p. 99.

(6) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18.

(7) Vol. 2, p. 99.

(8) Daniel Webster, vol. 2, p. 182.

(9) H. H. McIntyre, vol. 2, p. 57 ; J. Stanley Brown, vol. 2, p. 16.

(10) Lettre de l'administrateur en chef Furnhelm au conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe, en date du 16 juillet 1863, vol. 1, p. 88. Une description complète de la méthode employée pour le séchage, la salaison et l'emballage des peaux est fournie par le docteur McIntyre, vol. 2, p. 57.

L'évêque Veniaminof dit (vol. I, p. 296) que « en 1803, il y avait aux îles un stock de huit cent mille peaux, le marché de Kiakhta (ville chinoise) n'offrant pas de conditions rémunératrices pour la vente de ces marchandises ; qu'en outre, une grande quantité de ces peaux fut détériorée, et que plus de sept cent mille peaux durent être brûlées ou jetées à la mer ». Mais, sous l'administration américaine, toutes les peaux sont salées, ainsi que le prouve l'examen des ventes de Londres, et aucune perte ne se produit.

Grâce à la gestion soigneuse du Gouvernement des Etats-Unis, le troupeau de phoques des îles Pribilof ne fit qu'augmenter, au moins jusqu'en 1881. Les habitants des îles se rendirent facilement compte de cette augmentation (1). Le capitaine Bryant dit qu'en 1877 les phoques reproducteurs avaient tellement augmenté qu'ils couvraient littéralement les plages sablonneuses, tandis qu'en 1870 ils n'occupaient que les grèves semées de débris de rochers (2). M. Falconer cite ce fait, qu'en 1871 les *bulls* avaient laissé des allées ou passages menant des *breeding grounds* aux *hauling grounds*, et qu'en 1876 (3), il observa que tous ces passages étaient entièrement obstrués par les phoques reproducteurs ; cette déclaration est en tous points corroborée par le témoignage du docteur Mc Intyre (4). Il convient de se rappeler, à cet égard, qu'en 1868, deux cent quarante mille phoques mâles avaient été détruits, et que l'augmentation dont il s'agit ici eut lieu en dépit de ce massacre et nonobstant le fait que cent mille phoques mâles étaient annuellement capturés dans les îles (5). Lorsqu'il s'est agi de l'estimation du nombre des phoques, on a indiqué comment il est possible de se rendre compte de leur augmentation, et cette dernière est facilement établie par les cartes marines marquées de A à K (6), qui ont été vérifiées par les personnes les plus familières avec les mœurs du phoque pendant cette période (1870 à 1881) (7). C'est un fait établi et clairement démontré que cette augmentation du troupeau de phoques provient, à n'en pas douter, des méthodes de gestion employées par le Gouvernement américain (8).

Diminution du troupeau de phoques d'Alaska.

Preuves de cette diminution.

De l'année 1880 à 1884-85, les *rookeries* n'indiquèrent ni décroissance ni augmentation du nombre des phoques dans les îles (9). Cependant, en 1884, on put observer une légère diminution du troupeau de phoques

(1) Gustave Niebaum, vol. 2, p. 77 ; H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 138 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 181 ; J.-C. Redpath, vol. 2, p. 151.

(2) Vol. 2, p. 7.

(3) Vol. 2, p. 161.

(4) Vol. 2, p. 44.

(5) Ventes au commerce de Londres, vol. 2, p. 585 ; listes des phoques capturés, vol. 2, pp. 127 et 172.

(6) Voir le portefeuille des cartes terrestres et marines et les dépositions explicatives de H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 30 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 3, et J. Stanley Brown, vol. 2, p. 20.

(7) H.-H. Mc Intyre, vol. 2, p. 44 ; Charles Bryant, vol. 2, p. 7 ; T. F. Morgan, vol. 2, p. 64 ; Samuel Falconer, vol. 2, p. 167.

(8) J.-C. Cantwell, vol. 2, p. 408 ; H.-G. Otis, vol. 2, p. 87.

(9) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 48 ; J.-H. Moulton, vol. 2, p. 71 ; H.-A. Glidden, vol. 2, p. 409.

installé aux îles (1), et, en 1885, le troupeau migrateur accusait une réduction sensible, à son passage le long des côtes américaines; cette diminution fut remarquée, et par les chasseurs indiens tout le long du littoral (2), et par les blancs qui se livraient à la chasse du phoque en mer (3). Depuis cette époque, la diminution s'est accentuée d'année en année, tant aux *rookeries* (4) que dans les eaux de l'Océan Pacifique et de la mer de Behring (5). Dans leur rapport collectif, les Commissaires de la mer de Behring pour la Grande-Bretagne et les Etats-Unis affirment qu'une diminution s'est produite dans le troupeau de phoques (6); ce fait en lui-même est reconnu par les deux parties en litige. Mais l'époque initiale de cette diminution, l'étendue de cette dernière, ainsi que les causes auxquelles on doit l'attribuer, sont sujettes à discussion.

Après s'être livrés à un examen minutieux de l'état des *rookeries*, d'après les indications fournies tant par leurs anciennes limites que par les témoignages des personnes auxquelles il a été donné d'observer les *rookeries* pendant plusieurs années, les Commissaires américains de la mer de Behring déclarent que les espaces actuellement couverts par les phoques ont une superficie bien inférieure à celle qu'ils occupaient jadis, et qu'une diminution annuelle notable s'est évidemment produite depuis au moins cinq ou six ans (7). Karp Buterin, chef indigène des insulaires de Saint-Paul, qui a passé toute sa vie dans l'île, dit : « De nombreuses goélettes vinrent pour la première fois dans ces parages il y a huit ou neuf ans, et leur nombre s'accrut d'année en année; et les phoques allèrent toujours en diminuant depuis l'arrivée de ces goélettes; et mes gens ne cessaient de crier : « Pas de vaches ! pas de vaches ! » (8). Le docteur William S. Hereford, qui, de 1880 à 1891 inclusivement, a été établi comme médecin aux îles Pribilof, dit : « C'est un fait indéniable que, sur de grandes étendues, les *breeding rookeries* et les *hauling grounds* sont absolument vides, là où, il y a peu d'années, on ne voyait que d'heureuses et bruyantes familles de phoques, se livrant à leurs joyeux ébats » (9). M. A.-P. Loud, qui, de 1885 à 1889, a rempli aux îles les fonctions d'agent auxiliaire de la Trésorerie, dit que, de 1885 à 1889, il y eut une diminution très marquée dans l'étendue des *breeding grounds* (10). Le capitaine Coulson, des douanes maritimes des Etats-Unis, qui a croisé dans la mer de Behring pendant les années 1870, 1890 et 1891, cite également ce fait que, pendant la seule année 1890-91, la diminution fut des plus sensibles (11). Dans une dépêche datée d'Esquimault le 8 octobre 1891, à bord de la *Nymphe*, et adressée au contre-amiral Hotham, le capitaine Turner, de la marine royale, déclare que, « dans la *rookery* la plus importante,

(1) J.-H. Moulton, vol. 2, p. 71; M.-C. Erskine, vol. 2, p. 422; Anton Melovedoff, vol. 2, p. 139.

(2) Alfred Irving, vol. 2, p. 387; Bowachup, vol. 2, p. 376; N. Gregoroff, vol. 2, p. 234.

(3) E.-W. Littlejohn, vol. 2, p. 457; A. Mc Lean, vol. 2, p. 437.

(4) J.-H. Douglass, vol. 2, p. 419; M.-C. Erskine, vol. 2, p. 422; N. Mandregin, vol. 2, p. 140.

(5) James Kennedy, vol. 2, p. 449; Charles Lutjens, vol. 2, p. 459.

(6) Rapport collectif des commissaires de la mer de Behring, p. 309.

(7) Rapport des commissaires américains de la mer de Behring, p. 340.

(8) Karp Buterin, vol. 2, p. 103; voir aussi C.-L. Fowler, vol. 2, p. 25.

(9) Vol. 2, p. 36.

(10) Vol. 2, p. 33.

(11) Vol. 2, p. 415.

une portion considérable de la plage qui, il y a quelques années, était couverte de phoques, ainsi que des grèves de galets et des rochers qui avaient été polis par le contact de ces animaux, se trouvaient, lors de sa dernière visite, complètement déserts, et qu'il n'avait observé aucune augmentation dans les autres *rookeries* pour compenser cette perte » (1).

Les cartes marquées de A à K indiquent clairement l'importance considérable de la diminution du nombre des phoques. Il convient de comparer les superficies occupées par les phoques reproducteurs en 1891, relevées avec soin par le géomètre du Gouvernement, d'après les observations et les arpentages faits par lui au cours de sa mission, aux lignes indicatives d'augmentation ci-dessus mentionnées (2). M. C. Erskine, qui possède vingt-quatre ans d'expérience comme capitaine de navire dans les eaux d'Alaska, parle de la rareté des phoques dans la mer de Behring en 1890, comparée à la quantité qu'on y trouvait les années précédentes (3). L'agent Goff, de la Trésorerie, qui, pendant les années 1889-1890, a exercé ses fonctions aux îles, et avait adressé au Gouvernement un rapport, au sujet de la diminution des phoques, rapport à la suite duquel le nombre de phoques à prendre avait été réduit à soixante mille, et le dernier délai pour l'abatage fixé au vingt juillet (4), s'exprime ainsi : « En conséquence de l'application de ces règlements, les concessionnaires ne purent pas prendre, pendant la saison de 1890, plus de vingt et un mille deux cent trente-huit phoques remplissant les conditions d'âge requises pour l'abatage, c'est-à-dire âgés de un à cinq ans, tant avait diminué le nombre de ces animaux au cours d'une seule année, et, même en admettant qu'aucun délai n'eût été fixé pour leur capture, il eût été impossible de recueillir soixante mille peaux » (5). Plus loin, ce témoin ajoute qu'en 1890 le temps fut aussi favorable au triage et à la marche du phoque qu'en 1889 (époque à laquelle le nombre de bêtes abattues fournit cent mille peaux), et qu'à l'une et l'autre de ces époques un soin égal fut apporté à l'exécution de cette besogne (6). En dehors des témoignages ci-dessus, les naturels des îles et les blancs y résidant déclarent que les phoques commencèrent à décroître en 1885 et 1886, et que c'est pendant les trois dernières années que cette décroissance a été le plus sensible (7).

Thomas Gibson, qui chasse le phoque depuis 1881, dit que le phoque a considérablement diminué dans l'Océan Pacifique septentrional et dans la mer de Behring depuis l'époque où il fit ses débuts comme chasseur (8), et cette déclaration se trouve confirmée par James L. Carthcut, capitaine d'un navire affecté à la chasse du phoque de 1877 à 1887 ; Alexander Mc Lean, pendant onze ans capitaine d'une goëlette à voiles ; Daniel Mc Lean, possédant également comme capitaine une expérience de onze années, et nombre d'autres (9). Peter Brown, chef des Indiens Makah, à la baie de

(1) « Livre bleu anglais », États-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 113.

(2) Voir ci-dessus, p.

(3) Vol. 2, p. 422.

(4) Voir ci-dessus, p. 143.

(5) Vol. 2, p. 112.

(6) Vol. 2, p. 112.

(7) Anton Melovedoff, vol. 2, p. 143 ; Aggie Kushin, vol. 2, p. 182 ; Nicoli Krukoff, vol. 2, p. 132 ; John Fratis, vol. 2, p. 108 ; Alexandre Hansson, vol. 2, p. 116 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 181 ; C.-L. Fowler, vol. 2, p. 141 ; Edward Hughes, vol. 2, p. 37.

(8) Vol. 2, p. 432.

(9) G. Fogel, vol. 2, p. 442 ; G. Isaacson, vol. 2, p. 440 ; James Sloan, vol. 2, p. 477 ; J.-D. McDonald, vol. 2, p. 266 ; Louis Culler, vol. 2, p. 321.

Neah, dans l'Etat de Washington, dont la tribu a de temps immémorial été renommée pour l'habileté et la compétence de ses chasseurs de phoques, et qui, grâce à leur industrie, sont devenus très riches (1) et sont au nombre des rares aborigènes civilisés de l'Amérique du Nord, témoigne de la diminution du troupeau de phoques (2). Hastings Yethow, vieil Indien résidant à la baie Nicholas, dans l'île du Prince de Galles, et qui depuis son enfance a chassé le phoque, dit : « Depuis que les hommes blancs avec leurs goélettes se sont mis à chasser le phoque devant l'île du Prince de Galles, cet animal est devenu très rare, et, à moins qu'on ne les empêche de se livrer à cette chasse, les phoques auront bientôt tous disparu. Si les hommes blancs sont autorisés à chasser encore longtemps, le phoque à fourrure ne tardera pas à devenir aussi rare que la loutre marine, laquelle, lorsque j'étais enfant, abondait dans les parages de l'entrée de Dixon. Pour trouver des phoques, les Indiens sont aujourd'hui forcés d'aller fort loin, et reviennent souvent, après deux ou trois jours de chasse, sans en avoir rencontré » (3). Georges Shulka, chef des Indiens Hyda à Howkan, dit : « Il n'y a plus de phoques maintenant : ils sont presque tous tués » (4). Le chef Frank, chef en second des Indiens Kaskan, déclare que « le phoque à fourrure n'est plus aussi abondant qu'autrefois, et qu'il est difficile aux Indiens d'en capturer », et il termine ainsi sa déposition : « Ce qui est certain, c'est que les phoques deviennent rares » (5). Thomas Lowe, chasseur de phoques de la tribu Clallam, Vassili Feodor, chasseur indigène du village de Soldovoi à *Cook's Inlet*, et beaucoup d'autres Indiens établis le long de la côte depuis les détroits de Juan de Fuca jusqu'à *Cook's Inlet*, font une déclaration analogue (6). Le témoignage de nombreuses personnes dignes de confiance, qui toutes ont déclaré que, pendant les dix dernières années, aucun changement n'était survenu dans la manière de soigner et de prendre les phoques, et que la méthode en usage pendant les années précédentes, au cours desquelles le troupeau avait augmenté d'une façon notable, est restée seule en vigueur, a déjà démontré que cette diminution du phoque, au sujet de laquelle il y a une telle unanimité d'opinion, quel que soit le point de vue auquel on se place, ne provient pas d'un changement quelconque introduit dans la méthode en usage aux îles (7).

Cause.

Cette diminution marquée ne doit pas non plus être attribuée au fait que les mâles n'étaient plus en nombre suffisant pour servir les femelles fréquentant les îles (8). M. J.-C. Redpath, déjà cité pour sa parfaite con-

(1) Vol. 2, p. 373.

(2) *Ibid.*, pp. 377-378.

(3) Vol. 2, p. 303. Voir aussi le chef Thomas Skowl, vol. 2, p. 300 ; Smith Natch, vol. 2, p. 299 ; Nashtou, vol. 2, p. 293 ; Robert Kooko, vol. 2, p. 296.

(4) Vol. 2, p. 290.

(5) Vol. 2, p. 280.

(6) Alfred Irving, vol. 2, p. 387 ; Circus Jim (*Neah Bay*), vol. 2, p. 380, 381 ; Weckenunesch (*Barclay Sound*), vol. 2, p. 311 ; Martin Singay (*Sitka Bay*), vol. 2, p. 268 ; Kinkooga (*Yakutat Bay*), vol. 2, p. 402 ; Mike Kethu-duck (*Sitka Bay*), vol. 2, p. 262 ; Echon (*Shakan*), vol. 2, p. 230 ; Simeon Chin-koo-tin (*Sitka Bay*), vol. 2, p. 257.

(7) Voir ci-dessus, p. 146.

(8) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18 ; Anton Me'ovedoff, vol. 2, p. 142 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 131.

naissance des mœurs du phoque aux îles, dit : « La rareté des *bulls* dans les *breeding rookeries* a été la théorie favorite d'un ou de deux visiteurs passagers ; mais un minutieux examen des *rookeries* a suffi pour convaincre les plus sceptiques qu'elles contenaient plus de *bulls* qu'il n'en fallait, et qu'il était difficile d'y rencontrer une vache qui n'eût pas de veau auprès d'elle » (1). Karp Buterin, chef principal des naturels de l'île Saint-Paul, dit : « Il y a toujours une grande quantité de *bulls* dans les *rookeries*, et beaucoup d'entre eux n'ont pas de vaches. Je n'ai jamais vu une vache de trois ans qui n'eût pas de veau au mois de juillet ; il n'y a que les vaches de deux ans qui n'aient pas de veau » (2). L'agent Goff particulièrement déclare que, bien que les concessionnaires aient éprouvé de grandes difficultés pour se procurer le nombre voulu de peaux en 1889, un nombre suffisant de mâles fut conservé pour les besoins de la reproduction (3). Le colonel Joseph Murray, agent auxiliaire de la Trésorerie aux îles en 1890, et qui remplit encore ces fonctions, s'exprime ainsi : « J'ai vu presque chaque vache avec un veau auprès d'elle, et des centaines de *bulls* vigoureux sans aucune vache » (4). Cette dernière déclaration se trouve confirmée par M. J. Stanley Brown, qui est allé aux îles en 1891 (5). Le major W.-H. Williams, agent actuel du Gouvernement des États-Unis aux îles Pribilof, qui exerçait les mêmes fonctions en 1891, dit : « Pendant la saison de 1891, presque chaque femelle adulte qui vint aux *rookeries* mit bas un jeune phoque ; il y avait en outre abondance de mâles suffisamment âgés pour prendre place aux *rookeries* cette année-là, ainsi que l'établait l'impossibilité où se trouvèrent un grand nombre d'entre eux de se procurer plus d'une à cinq vaches chacun, alors que plusieurs même durent entièrement s'en passer » (6). Aggie Kushin, qui, pendant plusieurs années, a été desservant de l'église catholique grecque, et a résidé à l'île Saint-Paul depuis 1867, dit : « Nous remarquâmes des *bulls* vigoureux se promenant oisifs dans les *breeding rookeries* à cause de la rareté des vaches, et j'ai remarqué que ces dernières avaient diminué chaque année d'une manière constante depuis 1886, mais particulièrement pendant les années 1888, 1889, 1890 et 1891 » (7). Et le fait que les *bulls* se livrèrent des combats dans les *rookeries* en 1890 et en 1891 suffit à démontrer que les mâles virils ne manquaient pas (8). Il a aussi été établi que la diminution du nombre des phoques frappa, au début, les femelles du troupeau.

Les *razzias* opérées dans les *rookeries*, c'est-à-dire l'abatage illégal des phoques dans les îles par des personnes non autorisées, bien que préjudiciables au développement normal des phoques (9), n'ont joué aucun rôle important dans l'histoire des *rookeries*, et les quelques milliers de peaux ainsi obtenues n'ont jamais diminué le troupeau de phoques d'une façon appréciable (10). Les Commissaires américains, après avoir déclaré que le

(1) Vol. 2, p. 151.

(2) Vol. 2, p. 104.

(3) Vol. 2, p. 112.

(4) Vol. 2, p. 74.

(5) Vol. 2, p. 44.

(6) Vol. 2, p. 94.

(7) Vol. 2, p. 128. Voir aussi John Fratis, vol. 2, p. 109 ; H.-N. Clark, vol. 2, p. 459 ; Daniel Webster, vol. 2, p. 481.

(8) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 349.

(9) H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 46 ; T.-F. Morgan, vol. 2, p. 65.

(10) W.-B. Taylor, vol. 2, p. 177 ; J.-H. Moulton, vol. 2, p. 72 ; H.-H. McIntyre, vol. 2, p. 46 ; Aggie Kushin, vol. 2, p. 128 ; John Fratis, vol. 2, p. 108.

nombre des phoques tués par les braconniers est de très peu d'importance, ajoutent : « En outre, il est assez difficile, pour une personne familiarisée avec les *rookeries* et les habitudes du phoque, de concevoir qu'une razzia puisse avoir lieu sans que les fonctionnaires chargés de la surveillance des phoques aux îles en aient connaissance. Il convient donc d'écarter la « théorie des razzias » comme n'ayant, dans notre opinion, aucune espèce de titre à un examen sérieux » (1). Après avoir étudié les statistiques se rapportant à cette question, M. Stanley Brown dit : « Les côtes inhospitalières des îles, leur exposition au ressac, leurs conditions climatiques peu favorables, ainsi que la présence des naturels et des blancs, s'opposent toujours à ce qu'aux îles les razzias soient fréquentes ou efficaces » (2). La rareté de ce braconnage est clairement établie par la déposition de M. Max Heibronner, secrétaire de la Compagnie commerciale de l'Alaska, d'après les archives de la dite Compagnie (3), ainsi que par la déclaration tirée par le département de la Trésorerie des rapports de ses agents depuis l'occupation américaine : d'après ces deux documents, il ne s'est produit que seize invasions de cette nature depuis que les îles sont administrées par les États-Unis (4). Si d'autres razzias avaient eu lieu, on l'aurait certainement su aux îles, car elles auraient laissé des traces, sous forme de cadavres de phoques jeunes et autres (5). La difficulté d'attrahir sans être découvert ressort également des vains efforts faits par des navires de pirates pour débarquer des hommes dans les îles, efforts décrits par les membres des équipages des dits navires (6).

Un grand nombre d'Indiens vivant tout le long de la côte du Pacifique, depuis l'Oregon jusqu'aux passes des îles Aléoutiennes, et dont les dépositions sont annexées à ce Mémoire, sont unanimes à déclarer que la diminution du troupeau de phoques n'a pas d'autre cause que la chasse en pleine mer telle qu'elle a été pratiquée depuis six ou sept ans. Ivan Alexandroff, prêtre de Soldovoi, dans *Cook's Inlet*, se joint à plusieurs chasseurs de phoques de cette localité pour déclarer que « les phoques à fourrure étaient jadis beaucoup plus abondants, mais depuis ces dernières années, ils deviennent constamment de plus en plus rares. Cela provient, ajoute-t-il, à notre avis, du grand nombre de navires affectés à leur chasse en mer (7) ». Nicoli Apokche, indigène qui fait le commerce des fourrures au fort Alexandre, dans *Cook's Inlet*, dit : « Autrefois, on remarquait dans ces parages une grande quantité de phoques à fourrure, mais, dans ces dernières années, ils ont été constamment en diminuant, en raison du grand nombre de navires affectés à leur chasse (8) ; » et sa déposition est signée par plusieurs autres indigènes du pays se livrant à la chasse du phoque. Peter Brown, le vieux chef des Indiens Makah déjà cité, dit : « Des chasseurs blancs vinrent ici il y a cinq ou six ans et se mirent à tuer les phoques à coups de fusil ; depuis cette époque, le nombre de ces animaux a rapidement diminué, et le phoque est devenu très sauvage (9). » Ellabash, autre Indien de la même tribu, confirme cette déclara-

(1) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 378.

(2) J. Stanley Brown, vol. 2, p. 18.

(3) Vol. 2, pp. 112-127.

(4) Vol. 2, p. 519.

(5) Anton Melovedoff, vol. 2, p. 143.

(6) Joseph Grymes, vol. 2, p. 434 ; Peter Duffy, vol. 2, p. 421.

(7) Vol. II, p. 229.

(8) Vol. II, p. 224.

(9) Peter Brown, vol. II, p. 378.

ration de la manière suivante : « Les phoques ne sont plus aussi abondants maintenant qu'ils l'étaient il y a quelques années. Ils commencèrent à diminuer il y a environ cinq ou six ans. Il y a de longues années, je prenais le phoque dans les détroits de Juan de Fuca ; mais récemment, depuis que tant de goëlettes et de blancs sont arrivés dans ces parages pour y faire la chasse au fusil, nous voyons ici fort peu de phoques, et nous ne les prenons plus dans les détroits. Je capturais jadis quarante ou cinquante phoques par jour, et maintenant je m'en sème très heureux lorsque j'en prends six ou sept. Il me faut faire de longs voyages maintenant pour découvrir des phoques. Ces animaux sont sauvages et ont peur d'un Indien. Ils ne sont devenus tels que depuis que les blancs et les trafiquants en peaux se sont mis à les chasser à coups de fusil et autres armes à feu. D'ici peu de temps, il ne restera plus de phoques que l'Indien puisse tuer avec sa lance (1). » Watkins, qui appartient également à la tribu des Indiens Makah, et qui a chassé le phoque pendant quarante ans en canot, dans les parages du cap Flattery, après avoir parlé de la diminution des phoques, ajoute : « Il y a tant de goëlettes et de blancs qui les chassent à coups de fusil tout le long de la côte, qu'ils sont presque tous tués (2). » Beaucoup d'individus appartenant à cette même tribu [Indiens Makah] et à d'autres, déclarent également que, dans leur opinion, la diminution du troupeau migrateur est due à la chasse pélagique qui lui est faite par les blancs (3).

De nombreux chasseurs pélagiques, bien qu'une telle conclusion soit contraire à leurs intérêts, admettent également, non seulement la diminution du nombre des phoques, mais aussi que cette diminution est l'œuvre des gens qui se livrent à leur profession. Frank Johnson, qui a chassé le phoque pendant dix ans, ayant été interrogé sur les causes auxquelles il attribuait la diminution du troupeau, a répondu : « L'augmentation de la flotte et la destruction de toutes les femelles, » ajoutant que, si cela continuait, le troupeau de phoques serait bientôt exterminé (4). Alexandre Mc Lean, le capitaine bien connu pour la chasse aux phoques, explique leur diminution par la destruction des phoques femelles en mer, et dit qu'ils n'ont aucune chance d'augmenter, à cause du grand nombre de navires affectés à leur chasse (5). Daniel Mc Lean attribue la diminution à « la destruction des femelles (6). » Cette déclaration est confirmée par H. Harmsen, un chasseur de phoques qui compte une expérience de plusieurs années (7), ainsi que par Niles Nelson (8), Adolphus Sayers (9), et autres, employés à la même occupation (10). William Hermann, qui a chassé le phoque pendant plus de dix ans, dit : « Je pense qu'ils (les phoques) diminuent uniquement

(1) Vol. II, p. 385.

(2) Vol. II, p. 393.

(3) Ishka, vol. II, p. 383 ; Wispoo, vol. II, p. 397, George La Che-k, vol. II, p. 205 ; Jim Kasooh, vol. II, p. 296 ; King Kaskwa, vol. II, p. 293 ; Percy Kahiktday, vol. II, p. 261.

(4) Vol. II, p. 441.

(5) Vol. II, p. 437.

(6) Vol. II, p. 414.

(7) Vol. II, p. 442, 443.

(8) Vol. II, p. 470.

(9) Vol. II, p. 473.

(10) Peter Collins, vol. II, p. 413 ; James Kiernan, vol. II, p. 450 ; Gustave Isaacson, vol. II, p. 440.

à cause de la chasse acharnée qui leur est faite (1). William Mc Isaac dit : « Je pense qu'il y a tant de bateaux et de chasseurs acharnés à leur poursuite qu'ils sont en train d'être exterminés ; on les chasse trop (2). » William H. Long, capitaine d'un navire affecté à la chasse aux phoques, se place au même point de vue (3), ainsi que le font beaucoup d'autres chasseurs de phoques (4). D'autres personnes qui ne sont pas aussi familières avec la chasse du phoque en pleine mer, mais qui, grâce à leur expérience et à leur connaissance des mœurs de cet animal, ont qualité pour déterminer la cause à laquelle il convient d'attribuer sa diminution, en rejettent toute la responsabilité sur l'industrie de la chasse pélagique du phoque (5). L'agent Goff, parlant de la chasse pélagique du phoque, dit : « Si on continue à faire cette chasse de la façon dont elle est pratiquée aujourd'hui, même en admettant que l'abattage soit formellement interdit aux îles, le troupeau sera inévitablement exterminé d'ici peu d'années (6). » L'unanimité de ces témoignages, à quelque classe ou condition qu'appartinssent ceux qui les ont faits, qu'ils aient été exprimés par des savants ou par des chasseurs de phoques, indiens ou blancs, par les personnes employées à surveiller les phoques dans les îles ou par celles qui ont observé ces animaux au cours de leurs voyages le long des côtes, se trouve corroborée par les statistiques de la flotte des navires qui se livrent à la chasse du phoque, et par le sexe et le nombre des animaux capturés, comparativement aux années où aucune augmentation appréciable ne s'était produite aux îles, et durant lesquelles la diminution du troupeau fut remarquée.

La soi-disant période d'arrêt pendant laquelle le nombre des individus du troupeau de phoques est resté stationnaire, a été, ainsi qu'on l'a établi, de 1880 à 1884-85 (7). D'après la liste de la flotte des navires affectés à la chasse du phoque (8), liste établie d'après les renseignements fournis par toutes les sources accessibles, le nombre de ces vaisseaux qui n'était que de deux en 1879, fut porté à seize en 1880 ; jusqu'en 1885, le nombre des navires ainsi employés a varié de onze à seize annuellement. En outre, on démontrera plus loin que les équipages de ces navires, pendant la période qui s'étend de 1880 à 1885, étaient principalement composés d'Indiens, et que la méthode employée par eux pour la capture du phoque, bien que pernicieuse, est loin d'être aussi destructive que celle en usage parmi les autres chasseurs. En 1886, époque à laquelle la diminution du troupeau de phoques le long des côtes fut remarquée pour la première fois, le nombre des navires de la flotte passa de quinze à trente-quatre, et plus de trente-huit mille peaux furent capturées dans le courant de cette année (9). En 1887, quarante-six navires furent affectés à la chasse du phoque, mais ils ne prirent pas un nombre de peaux aussi considérable. En 1888, en raison de la saisie de plusieurs goélettes dans la mer de Behring par le Gouvernement des États-Unis, la flotte ne comptait plus

(1) Vol. II, p. 446.

(2) Vol. II, p. 461.

(3) Vol. II, p. 459.

(4) E.-P. Porter, vol. II, p. 347 ; James-E. Lennan, vol. II, p. 370 ; Michael White, vol. II, p. 490, 491 ; J.-D.-Mc Donald, vol. II, p. 266, 267.

(5) Joseph Murray, vol. II, p. 74 ; H.-H.-Mc Intyre, vol. II, p. 46 ; Charles J. Goff, vol. II, p. 112 ; J. Stanley Brown, vol. II, p. 17-20.

(6) Vol. II, p. 113.

(7) Voir ci-dessus, p. 158.

(8) Vol. I, p. 59.

(9) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 366.

que trente-neuf vaisseaux, ayant fait une prise totale d'environ trente sept mille peaux. Aucune saisie ne fut pratiquée en 1888, et, en 1889, le nombre des navires de la flotte augmenta de nouveau et s'éleva à soixante-neuf, avec un total de plus de quarante mille peaux (1). Des navires ayant été saisis en 1889, leur nombre fut de nouveau réduit à soixante en 1890, mais celui des peaux s'éleva à près de cinquante mille (2). En 1890, les chasseurs de phoques ne furent pas inquiétés, de façon qu'en 1891, le nombre de navires affectés à la chasse de ces animaux doubla presque, atteignant le chiffre énorme de cent quinze (3); mais, à cause de la rareté croissante du phoque, le nombre des prises ne s'éleva qu'à soixante-deux mille cinq cents (4). L'accord conclu, en 1892, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, au sujet de la chasse pélagique du phoque dans la mer de Behring, et les ordres donnés aux navires de guerre américains, conformément aux dispositions de cet accord, n'ont pas été de nature à engager qui que ce soit à placer ses fonds dans la flotte des chasseurs de phoques, et cependant, en dépit des restrictions imposées et des dangers courus, c'est un fait connu qu'en 1892 cette flotte comprend au moins cent vingt-trois navires (5), chiffre au-dessous de la réalité, car, sans aucun doute, un certain nombre de navires ont dû être armés, sans que le Gouvernement des Etats-Unis en ait eu connaissance. La diminution du troupeau de phoques a été ainsi en rapport direct avec l'augmentation de la flotte des chasseurs de phoques (6). A cet égard, c'est un fait significatif que, jusqu'à l'époque de la diminution, les navires des chasseurs de phoques n'entraient pas généralement dans la mer de Behring (7). William Parker, qui, pendant dix ans, s'est occupé de la chasse aux phoques, dit : « Au cours de ces années (1881-1884) ou antérieurement à 1885, une goëlette de chasse s'est rarement aventurée dans la mer de Behring (8). » John Morris, qui, pendant plusieurs années, fut second d'un navire de chasse, dit : « Avant cette époque (1885), je n'avais jamais été dans la mer de Behring, et, à de rares exceptions près, les vaisseaux affectés à la chasse du phoque n'y pénétraient pas (9). » Ces deux faits sont donc pleinement démontés, à savoir : 1^o que, lorsque la flotte de chasse se composait d'un petit nombre de navires, portant des chasseurs indiens et ne dépassant pas la côte du Pacifique, aucune diminution n'eut lieu parmi les phoques; mais que l'augmentation du troupeau cessa aussitôt que les navires de la flotte devinrent plus nombreux; 2^o que, lorsque les navires furent montés par des blancs, se servant d'armes à feu, et étendant leurs opérations jusque dans la mer de Behring, la diminution du troupeau de phoques s'accrut rapidement, devenant de plus en plus sensible au fur et à mesure que le nombre des navires augmentait.

(1) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 368.

(2) *Ibid.*

(3) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 371.

(4) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 371. Il est probable que les chiffres des différentes prises annuelles sont bien au-dessous de la réalité, car il a été fort difficile de recueillir des données et de dresser des statistiques à cet égard.

(5) Table de navires armés pour la chasse du phoque, vol. II, p. 591.

(6) J.-C. Redpath, vol. II, p. 141; Alexander-C. Shyha, vol. II, p. 276.

(7) Andrew Laing, vol. II, p. 335; Charles Peterson, vol. II, p. 316.

(8) Vol. II, p. 431.

(9) Vol. II, p. 340.

Chasse pélagique du phoque.

Historique.

La chasse du phoque en pleine mer, seule cause de l'énorme diminution observée dans le troupeau de phoques d'Alaska pendant toutes les dernières années, et qui menace d'exterminer complètement ces animaux dans un avenir rapproché, était pratiquée en canots par les naturels des côtes du Pacifique, bien des années avant qu'on se servit des goëlettes de chasse. Les prises étaient de peu d'importance, variant de trois à huit mille peaux annuellement (1), et les pertes résultant de la non-capture des phoques tués, étaient, sinon nulles, du moins peu considérables, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte, lorsqu'il sera question de la méthode et des engins employés pour cette chasse par les Indiens.

Même après que des navires furent affectés à ce genre d'industrie, ce qui, suivant M. Morris Moss, vice-président de la Société des chasseurs de phoques de Victoria, dans la Colombie britannique, eut lieu vers 1872, la flotte ne comptait que peu de navires, à peine une demi-douzaine (2). Les Indiens seuls étaient employés à la chasse, et les phoques étaient tués à coups de lance (3). Lorsqu'on se servit des goëlettes pour transporter les canots dans l'océan, la chasse fut pratiquée, non plus dans la zone d'une vingtaine de milles le long des côtes, hors de laquelle les canots ne pouvaient guère s'aventurer (4), mais dans les eaux fréquentées par le troupeau migrateur, comprises entre le fleuve Colombia et l'île de Kadiak (5). En 1883, la goëlette *San Diego* pénétra dans la mer de Behring et revint à Victoria avec plus de deux mille peaux. Ce succès donna de l'essor à ce commerce, et de nouveaux navires furent engagés dans cette spéculation (6).

Vers 1883, on inaugura une nouvelle méthode de chasse qui a été la cause principale qui a rendu la chasse pélagique des phoques si destructive et entraîné la perte de tant de ces animaux : l'usage des armes à feu (7). Les blancs devinrent désormais les véritables chasseurs, et là où, précédemment, le nombre des chasseurs expérimentés, disponibles, ne se composait nécessairement que de quelques centaines d'indigènes, l'espoir de voir leurs fatigues largement récompensées engagea beaucoup de blancs à entrer au service des personnes qui se livraient par métier à l'extermination du phoque. A partir de cette époque, le nombre des navires employés à cette industrie augmenta rapidement (8), jusqu'à ce qu'enfin il en soit arrivé aujourd'hui à menacer le phoque à fourrure des mers boréales d'une extermination complète.

Méthode.

Le navire généralement employé pour la chasse au phoque est une goëlette jaugeant de vingt à cent cinquante tonneaux. En 1890, le tonnage moyen des navires de la flotte de Victoria était de soixante-trois tonnes

(1) C.-M. Scammon, vol. II, p. 473.

(2) Morris Moss, vol. II, p. 341.

(3) *Ibidem*

(4) Peter Brown, vol. II, p. 377; Alfred Irving, vol. II, p. 386; Wilson Parke, vol. II, p. 392; Hish Yulla, vol. II, p. 397.

(5) Peter Brown, vol. II, p. 377.

(6) Morris Moss, vol. II, p. 341.

(7) Charlie, vol. II, p. 304; Moses, vol. II, p. 309; Wispoo, vol. II, p. 393.

(8) Voir ci-dessus, p. 179 180; Gustave Niebaum, vol. II, p. 183.

deux dixièmes (1). Le nombre des chasseurs et des canots ou barques transportés par un navire de chasse dépend de son tonnage; mais le nombre moyen des canots est de dix à seize, montés par chacun deux Indiens (2), tandis que lorsque les chasseurs sont des blancs, le nombre des barques est généralement de cinq ou six (3). Dans quelques cas, des Indiens et des blancs font partie de l'équipage du même navire (4). En 1890, l'équipage moyen d'un navire se composait de vingt-deux hommes (5).

Le chasseur indien se sert presque invariablement d'une lance, et, bien que, dans ces deux ou trois dernières années, des armes à feu aient été transportées dans le canot (6), l'arme principale employée par l'indigène est encore la lance (6). Le lieutenant J.-H. Quinnan, qui accompagna quelques Indiens au cours d'une expédition de chasse, a donné la description de leur lance, de leur canot et de leur méthode (7). Les Indiens les plus habiles à manier la lance sont les Makah de la baie de Neah, Etat de Washington (8). Grâce à sa manière d'opérer, l'Indien s'empare de presque tous les phoques qu'il atteint de sa lance (9).

Le chasseur blanc, au contraire, perd un grand nombre des phoques qu'il tue ou blesse simplement (10). Chaque barque contient un chasseur, un timonier et un rameur (11); le chasseur se sert d'une carabine (*ri/le*) (12) ou d'un fusil de chasse (*shot gun*) (13), ou même de l'un et de l'autre (14); le fusil est chargé de chevrotines (15). Le capitaine C.-L. Hooper, capitaine du *Corwin*, vapeur du service des douanes des Etats-Unis, qui a croisé pendant plusieurs années dans les eaux de l'Océan Pacifique septentrional et de la mer de Behring, et dont le récit est le résultat d'observations personnelles, donne la description détaillée de la méthode employée par les Indiens et par les blancs (16).

Résultats.

Par cette méthode, on risque de perdre le phoque de deux façons, soit en le blessant de telle manière que, tout en conservant suffisamment de vitalité pour échapper au chasseur, il meurt ensuite de ses blessures; soit par la

(1) *Canadian Fisheries Report*, 1890, p. 78.

(2) Niels Boude, vol. II, p. 315-316; Moses, vol. II, p. 310.

(3) Patrick Maroney, vol. II, p. 464; J. Jamieson, v l. II, pp. 319-320; Niels Boude, vol. II, p. 316.

(4) James Dalgarno, vol. II, p. 364.

(5) Peter Brown, vol. II, p. 377; Morris Moses, vol. II, p. 341.

(6) Per Brown, vol. II, p. 377; Mose, vol. II, p. 309.

(7) Rapport du lieutenant J.-H. Quinnan, vol. I, p. 501; voir aussi A.-B. Alexander, vol. II, p. 352.

(8) A.-B. Alexander, vol. II, p. 352.

(9) Thomas Zolneks, vol. II, p. 309; Osly, vol. II, p. 391; Watkins, vol. II, p. 393.

(10) James Kiernan, vol. II, p. 450; James Kennedy, vol. II, p. 449.

(11) Thomas Lyons, vol. II, p. 460; James Moloy, vol. II, p. 463; James Kennedy, vol. II, p. 449.

(12) James Kennedy, vol. II, p. 449; Eddie Morehead, vol. II, p. 467; George Zammitt, vol. II, p. 507.

(13) L. G. Shepard, vol. II, p. 488; Adolphus Sayers, vol. II, p. 473.

(14) Patrick Maroney, vol. II, p. 464; Peter Collins, vol. II, p. 413.

(15) Charles Lutjens, vol. II, p. 459.

(16) Rapport du capitaine C.-L. Hooper au département de la Trésorerie, en date du 14 juin 1892, vol. I, p. 493. Voir aussi au sujet des chasseurs blancs, William Brennam, vol. II, p. 360, 361.

submersion de l'animal, tué sur le coup et coulant à pic avant que le bateau ait pu l'approcher et que le chasseur s'en soit saisi.

Le docteur Allen s'exprime ainsi au sujet de la première de ces façons : « Les phoques qui ne sont que blessés, mortellement ou non, plongent et s'échappent. Les moins gravement blessés peuvent se remettre de leurs blessures, et c'est ce qui a sans doute lieu dans bien des cas, tandis que les autres doivent fatalement périr. Il y a évidemment une grande différence entre une blessure entraînant immédiatement la mort ou mettant l'animal hors d'état de fuir, et une blessure légère dont la victime peut facilement se remettre ; mais les probabilités sont, dans la plupart des cas, en faveur d'un dénouement fatal (1) ». Cela se comprend aisément, quand on considère que le bateau est presque constamment en mouvement, et que le seul point de mire n'est que la petite tête du phoque émergeant des vagues à trente, quarante, cinquante (2) ou même, lorsqu'on emploie une carabine, cent (3) mètres du chasseur. Quatre autres conditions peuvent aussi influencer sur les chances de perte du phoque : d'abord, l'état du temps, car si la mer est houleuse, le bateau et le phoque étant ballotés davantage, la proportion des animaux tués sur le coup ou simplement étourdis est bien moindre que lorsque la mer est calme (4) ; secondement, la façon dont se meut le phoque au moment où il est frappé, car, lorsqu'il s'élance de l'eau comme un dauphin, la blessure qu'il reçoit au corps n'est pas autant de nature à paralyser ses mouvements, bien que son dénouement puisse être aussi fatal, que lorsque l'animal est endormi sur l'eau et n'offre qu'une partie de sa tête comme point de mire (5) ; troisièmement, l'habileté du chasseur dont il faut aussi tenir compte (6), et, quatrièmement, le naturel plus ou moins sauvage des phoques, car il est des cas où le chasseur, ne pouvant les approcher, est forcé de les tirer à longue distance. Les chasseurs indiens, qui, se servant de lances, se trouvent dans la nécessité de se rapprocher de l'animal bien davantage que le chasseur blanc qui se sert de la carabine ou du fusil de chasse, insistent particulièrement sur la timidité croissante des phoques, depuis l'emploi des armes à feu (7). Ils déclarent également qu'ils ont pris un grand nombre de phoques dont le corps renfermait des balles enkystées (8), et dont quelques uns portaient les traces de blessures graves (9). Ceci est une preuve du grand nombre de phoques blessés qu'ils perdent, et explique facilement l'effroi que ressent le phoque à l'approche de l'homme. L'augmentation du nombre des blancs qui se livrent à la chasse du phoque depuis ces dernières années a non seulement rendu cet animal bien plus sauvage qu'avant l'emploi des armes à feu, mais encore augmenté considérablement le nombre des chasseurs inexpérimentés. Comme preuve que ces derniers sont de beaucoup plus nombreux que les chasseurs habiles, il suffit de se reporter au règlement adopté par la Société des

(1) Article du docteur Allen, 3^e partie, vol. I, p. 4(9).

(2) T.-T. Williams, vol. II, p. 491.

(3) *Idem, ibid.*, p. 593.

(4) John H. Dalton, vol. II, p. 418 ; James Kiernan, vol. II, p. 450 ; William Mc Isaac, vol. II, p. 461.

(5) T.-T. Williams, vol. II, p. 491 ; 504 ; Niles Nelson, vol. II, p. 460.

(6) Daniel Claussen, vol. II, p. 412 ; Luther T. Franklin, vol. II, p. 423 ; James Kiernan, vol. II, p. 450 ; James Keen, vol. II, p. 448.

(7) James Lighthouse, vol. II, p. 389 ; Watkins, vol. II, p. 395.

(8) Wispoo, vol. II, p. 397 ; James Lighthouse, vol. II, p. 390.

(9) James Lighthouse, vol. II, p. 390.

chasseurs de phoques de Victoria, dans la Colombie britannique, pour la saison de 1891; la partie de ce règlement qui se rapporte au sujet en question est ainsi conçue : « Nous nous engageons également à ne prendre sur chacun des navires que nous représentons pas plus de trois chasseurs expérimentés dans la chasse du phoque, lesdits chasseurs devant être engagés et payés au taux adopté par la Société et spécifié ci-dessus; nous nous engageons en outre à ce que tous les chasseurs supplémentaires dont les services pourraient être requis par chaque navire soient novices dans l'art de chasser le phoque, et à ce qu'ils soient engagés et payés au même taux que ci-dessus, et cette clause s'appliquera à tous navires affectés à la chasse du phoque sur cette côte, appartenant aux membres de cette Société ou placés sous leur contrôle, qu'ils arment dans le port de Victoria, dans d'autres ports du Canada ou des États-Unis, ou dans tout autre port (1). » Le nombre des chasseurs qu'un navire est ainsi autorisé à embarquer est donc inférieur de moitié à celui embarqué actuellement sur les navires qui emploient les blancs comme chasseurs.

Outre les phoques qui, blessés, échappent aux chasseurs, et sont par conséquent perdus, il s'en trouve, dans bien des cas, qui, quoique tués sur le coup, sont également perdus par cette raison que, le poids spécifique du phoque étant supérieur à celui de l'eau (2), l'animal coule à fond avant d'avoir pu être capturé (3). Afin de sauver le plus grand nombre possible de ces phoques, chaque bateau porte une gaffe (4) fixée à une hampe de quatre à six pieds de long, destinée à saisir l'animal toutes les fois que l'on peut gagner en temps utile l'endroit où il va disparaître (5). Naturellement, les chances que l'on a de s'emparer d'un phoque qui coule à fond dépendent beaucoup de la distance à laquelle on l'a tiré, de l'état de la mer, de la quantité de sang perdue par l'animal (6), laquelle diminue plus ou moins la limpidité de l'eau, ainsi que de l'habileté du chasseur à discerner l'endroit exact où le phoque a coulé. On voit donc que, lorsque le phoque est tué sur le coup, les probabilités de sa perte sont nombreuses, quoiqu'elles le soient davantage lorsque l'animal n'a été que blessé.

Dans ces circonstances, il est excessivement difficile de déterminer d'une façon précise le nombre des phoques qui ont été atteints par les chasseurs qui font usage d'armes à feu; mais on peut évaluer aux deux tiers au moins des animaux tués à la chasse le nombre de ceux qui se perdent. Charles Chalall, chasseur de phoques, dit : « Un chasseur ordinaire s'empare d'un phoque sur trois qu'il a tués, mais la proportion est bien moins considérable dans le cas d'un chasseur maladroit (7). » Thomas Gibson, autre chasseur de phoques, qui se livre en outre au commerce des fourrures de phoques depuis 1881, dit : « Un chasseur ordinaire ne capture pas plus d'un phoque sur trois ou quatre qu'il peut tuer (8). » Daniel Mc Lean déclare « qu'on en prend environ le tiers (9) »; et le capitaine Martin Benson,

(1) « Livre bleu anglais », États-Unis, n° 1 (1891), C. 6253, p. 82.

(2) Article du docteur Allen, 3^e partie, vol. I, p. 409.

(3) Thomas Brown (n° 1), vol. II, p. 319; Bernhard Bleidner, vol. II, p. 315; John W. Smith, vol. II, p. 233; John Woodruff, vol. II, p. 506.

(4) T.-T. Williams, vol. II, p. 504; L.-G. Shepard; vol. II, p. 188.

(5) T.-T. Williams, vol. I, p. 504; Henry Nason, vol. II, p. 465; James Laffin, vol. II, p. 451.

(6) Henry Brown, vol. II, p. 318.

(7) Vol. II, p. 411.

(8) Vol. II, p. 432.

(9) Vol. II, p. 443.

commandant de la goëlette de chasse *James G. Swan*, dit qu'environ 66 pour cent des phoques sont perdus (1). Ces témoins sont tous des chasseurs de longue expérience, et leurs déclarations sont non seulement corroborées par beaucoup d'autres (2), mais de nombreux témoignages portent le nombre des animaux perdus à un chiffre beaucoup plus élevé. E.-W. Soron, qui, en 1888, était second d'un navire affecté à la chasse du phoque, dit : « Sur cinq phoques tués nous n'en prenions qu'un (3). » Thomas Brown (n° 1), qui pendant trois ans a servi comme rameur, déclare : « Je ne pense pas que nous capturions plus d'un phoque sur six que nous tuions (4). » Caleb Lindhal, chasseur de phoques, dit : « Un chasseur s'empare en moyenne d'un phoque sur quatre. J'ai connu de mauvais tireurs qui perdaient neuf phoques sur dix (5). » Henry Mason, également chasseur de phoques, dit : « Je ne pense pas que les chasseurs prennent plus du sixième ou du septième des phoques qu'ils tuent, quelquefois le dixième (6). » A ces dépositions viennent s'ajouter celles de beaucoup d'autres témoins compétents et expérimentés ; on les trouvera à l'Appendice ci-annexé (7). Ainsi donc, lorsqu'on évalue à 70 pour cent le nombre des phoques qui, tués par les armes à feu, se perdent, la probabilité est que la proportion en est même plus élevée. Cette proportion est certainement en progression constante, car le développement rapide que la flotte de chasse a pris pendant ces deux dernières années a accru le nombre des chasseurs inhabiles, et la chasse incessante à laquelle on soumet le troupeau rend les phoques de plus en plus sauvages chaque année (8).

Une autre cause qui tend puissamment à l'extermination du troupeau de phoques d'Alaska vient s'ajouter à la méthode actuellement en vigueur parmi les chasseurs : c'est que, de 80 à 90 pour cent des phoques tués en pleine mer sont des femelles, dont la plupart sont pleines, ou, venant de mettre bas leurs petits, en sont les seuls soutiens. Il est impossible de déterminer le sexe du phoque lorsqu'il est dans l'eau, à moins que ce ne soit un mâle adulte arrivé à sa pleine période de maturité et que sa taille seule permet de reconnaître (9). Ceux donc qui chassent le phoque en mer ne sauraient distinguer le sexe des individus (10), ne l'essaient même pas, tuant ou blessant à coups de lance ou de fusil tout phoque qui approche de la barque (11). L'Appendice fournit à cet égard une longue liste de dépositions. Au sujet de cette question, le contre-amiral Sir M. Culme-Seymour, dans une dépêche adressée à l'amirauté anglaise, s'exprime ainsi : « Je puis citer ce fait qu'on ne saurait distinguer un phoque femelle d'un

(1) vol. II, p. 405.

(2) Thomas Lyons, vol. II, p. 460; Bernhardt Bleidner, vol. II, p. 315; M.-L. Washburne, vol. II, p. 489; Martin Hannon, vol. II, p. 445.

(3) Vol. II, p. 479.

(4) Vol. II, p. 319.

(5) Vol. II, p. 456.

(6) Vol. II, p. 465.

(7) William Parker, vol. II, p. 344; Olaf T. Kvam, vol. II, p. 236; William Mc Isaac, vol. II, p. 461; George Usher, vol. II, p. 271.

(8) Thomas Brown (n° 1), vol. II, p. 319.

(9) A. Bradley, vol. II, p. 227; Chickinoff et autres, vol. II, p. 219; F.-F. Feeney, vol. II, p. 220.

(10) E.-W. Soron, vol. II, p. 479; Charles Peterson, vol. II, p. 345.

(11) Gregaroff et autres, vol. II, p. 234; N. Hodgson, vol. II, p. 367; E. Morehead, vol. II, p. 467.

phoque mâle lorsqu'on les tue en mer pendant leur sommeil (1) ». Ainsi qu'on l'a déjà démontré, la destruction des vaches du troupeau est la principale cause de sa diminution (2), et, en examinant le sexe des phoques pris par les navires affectés à leur chasse, on peut parfaitement se rendre compte des effets pernicieux de la chasse pélagique.

Les témoignages qui, avant tous autres, méritent d'être pris en considération sont ceux des personnes qui ont eu entre les mains et ont trié les peaux de phoques « nord-ouest » ou animaux pris en mer. Les gens qui ont la moindre expérience du commerce des fourrures peuvent distinguer sur le champ une peau de mâle de celle d'une femelle (3).

Sir George Curtis Lampson, chef de la maison C.-M. Lampson et Cie, l'une des plus vieilles et des plus importantes de Londres pour le commerce des fourrures, déclare que « les peaux d'animaux de provenance « nord-ouest » sont pour la plupart des peaux de phoques femelles (4) ». M. H.-S. Bevington, chef de la maison de fourrures Bevington et Morris de Londres, fondée en 1726, dit : « 80 pour cent au moins des peaux d'animaux capturés dans le nord-ouest sont celles de phoques femelles ». Et il ajoute qu'avant de faire sa déposition, et en vue de la préparer, « il a soigneusement examiné deux lots importants de peaux actuellement dans ses magasins, dans le but de s'assurer dans quelle proportion sont les peaux de femelles dans les provenances du nord-ouest (5) ». M. Walter Edward Martin, chef de la maison C.-W. Martin et fils, successeurs de Martin et Teichmann, et les négociants les plus importants de Londres pour l'apprêtage et la teinture des peaux de phoques à fourrures, fixe à 75 ou 80 pour cent du total des peaux de provenance pélagique le nombre des femelles (6). M. Emile Teichmann, de la maison C.-M. Lampson et Cie, et antérieurement associé de la maison Martin et Teichmann susmentionnée, déclare « qu'en principe, la majorité des peaux de phoques adultes de provenance nord-ouest étaient des peaux de phoques femelles (7) ». M. Henry Poland, chef de la maison de fourrures P.-R. Poland et fils, de Londres, dit « qu'une grande proportion des peaux de phoques adultes provenant du nord-ouest sont, sans le moindre doute, celles de femelles (8) ». M. George Rice, qui, pendant vingt-sept ans, a été employé à l'apprêtage et à la teinture des peaux de phoques dans la cité de Londres, et qui a eu entre les mains une grande quantité de peaux de provenance nord-ouest, dit : « De 85 à 90 pour cent des peaux provenant du nord-ouest sont celles de phoques femelles (9) ». Et M. William C.-B. Stamp, qui, pendant trente ans, a fait à Londres le commerce des fourrures, évalue la proportion des femelles comprises parmi les animaux capturés par les navires de chasse « à au moins 75 pour cent » et probablement davantage (10). Tous les chefs des importantes maisons anglaises de fourrures

(1) Document annexé au n° 3, « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 2 (1890), C. 6131, p. 4.

(2) Voir ci-dessus, p. 171 et suivantes.

(3) George Liebes, vol. II, p. 511 ; B.-H. Sternfels, vol. II, p. 322.

(4) Vol. II, p. 565.

(5) Vol. II, p. 532.

(6) Vol. II, p. 569.

(7) Vol. II, p. 581.

(8) Vol. II, p. 571.

(9) Vol. II, p. 573. Voir aussi Isaac Liebes, vol. II, p. 453.

(10) Vol. II, p. 575.

ci-dessus mentionnées sont des sujets de Sa Majesté Britannique. George Bantle, qui, pendant vingt ans, a trié et emballé des peaux de phoques brutes, fournit les principales caractéristiques au moyen desquelles on peut reconnaître les peaux de l'un et de l'autre sexe (1), comme le font d'ailleurs, également, MM. John J. Phelan (2) et William Wiefert (3), l'un et l'autre fourreurs expérimentés. M. Alfred Fraser, sujet de Sa Majesté Britannique et associé de la maison C.-M. Lampson et Cie, de Londres, dit « qu'il n'éprouverait pas la moindre difficulté à distinguer une peau « nord-ouest » d'une peau d'Alaska, par la simple raison que les peaux de provenance nord-ouest sont presque exclusivement celles de femelles ». Une nouvelle preuve que les peaux « nord-ouest » sont celles de femelles consiste dans le fait que, dans la plupart des ventes primitives de ces peaux, elles sont désignées dans les livres du consignataire sous le nom de peaux de « femelles » (4).

Dans une lettre adressée au *Times* et publiée dans ce journal le 30 novembre 1889, Sir George Baden-Powell, un des Commissaires britanniques de la mer de Behring, dit : « Ils (les chasseurs canadiens) prennent le phoque loin en mer, et les peaux dont ils s'emparent se composent presque exclusivement de peaux de femelles ». Le 29 avril 1891, M. C. Hawkins, sujet de Sa Majesté Britannique, a adressé au marquis de Salisbury une lettre dans laquelle on relève le passage suivant : « Depuis 1885, nous avons reçu dans ce pays (l'Angleterre) de grandes quantités de peaux de phoques connues dans le commerce sous le nom de « peaux du nord-ouest » qui ont été prises en pleine mer, et certains détails qui ne sauraient tromper les personnes qui y sont initiées prouvent que ce sont exclusivement des peaux de femelles pleines (5) ».

Et le ministre canadien de la marine et des pêcheries, à qui la lettre fut soumise, déclare « que la déposition faite à cet égard par M. Hawkins concorde en tous points avec les renseignements recueillis jusqu'ici (6) ». Dans le rapport des pêcheries du Canada pour l'année 1886, on remarque la déclaration suivante : « Jusqu'ici on a tué dans le cours de l'année de quarante à cinquante mille phoques à fourrure, qui ont été transportés de San-Francisco et de Victoria à bord de goëlettes. La plupart ont été tués dans la mer de Behring, et se composaient presque exclusivement de vaches ou phoques femelles (7) ». Et de nouveau le rapport précité pour l'année 1888 déclare qu'on ne saurait nier le fait « que plus de 60 pour cent des phoques capturés dans la mer de Behring sont composés de femelles (8) ». Dans une dépêche en date du 10 septembre 1880, adressée à l'amirauté anglaise, le contre-amiral Hotham, de la marine royale, déclare qu'il a personnellement vu les capitaines C. Cox, de la goëlette *Sapphire*, Petit, de la goëlette *Mary Taylor*, Hackett, de la goëlette *Annie Seymour*, et W. Cox, de la goëlette *Triumph*, et que, « entre autres choses, ils l'ont informé que les deux tiers de leurs prises se composaient de

(1) Vol. II, p. 508.

(2) Vol. II, p. 519.

(3) Vol. II, p. 535.

(4) Vol. II, p. 558.

(5) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 5.

(6) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892) C. 6635, p. 75.

(7) Page 267.

(8) Rapport du ministère des pêcheries, Canada (1888), p. 240.

phoques femelles, mais qu'après le 1^{er} juillet on en prenait fort peu de pleines (1) ».

Herman Liebes, qui, depuis trente-cinq ans, se livre à l'industrie des peaux de phoques, et est le plus important acheteur de peaux amenées à Victoria, dans la Colombie britannique, par les navires de chasse (2), dit qu'il « a fréquemment prié les capitaines de navires de braconnage, partant du port de Victoria et d'ailleurs, de se procurer des peaux de phoques mâles, et leur a déclaré être disposé à les payer la double des peaux de femelles et même davantage. Chacun des capitaines auxquels cette recommandation fut adressée se mit à rire à l'idée de prendre des phoques mâles en pleine mer, et déclara qu'il leur serait impossible de capturer des mâles ailleurs que sur les îles, ce que, en raison des restrictions apportées à cette chasse par le Gouvernement des Etats-Unis, ils ne pouvaient faire qu'à de rares intervalles ; ajoutant, en outre, que les mâles étaient plus actifs et pouvaient facilement dépasser en vitesse toutes les barques dont leurs navires étaient munis, et que seules les femelles, alourdies qu'elles sont par leurs petits, pouvaient être capturées (3) ».

Outre les quantités indiquées par les témoins précédents, 3,550 peaux de phoques, faisant partie de la prise connue sous le nom de « prise de printemps », faite par la flotte de chasse le long des côtes du Pacifique, furent embarquées à Victoria, dans la Colombie britannique, dans le courant de cette année, et expédiées à Treadwell et Cie d'Albany, dans l'état de New-York. A la requête et sous la surveillance du Gouvernement des Etats-Unis, ces peaux furent examinées par M. John J. Phelan, expert dans la manipulation des peaux de phoques, qui, pendant vingt-quatre ans, s'est occupé du commerce des fourrures. L'objet de cet examen était de déterminer le sexe des individus auxquels ces peaux appartenaient. Cet examen démontra que, sur 3,550 peaux, 2,167 provenaient de femelles, 395 de mâles, et le reste, 988, de veaux au-dessous de deux ans (4), dont on ne pouvait facilement reconnaître le sexe ; d'où il ressort que la proportion des femelles aux mâles dans la prise opérée par un navire de chasse est comme 11 est à 2, soit 84 et demi pour cent. L'expert qui a examiné ces peaux a indiqué également la façon dont on peut déterminer sur-le-champ la différence de sexe. En juin 1892, M. Charles Behlow, qui, pendant trente-quatre ans, s'est occupé de la préparation et du triage des peaux de phoques, à la requête du Gouvernement des Etats-Unis, examina quatre lots de peaux débarquées à San-Francisco par des navires de chasse, les dits lots provenant de la prise dite « de printemps ». Ces lots comprenaient 825 peaux, lesquelles, après examen, ont été reconnues : 681 pour des peaux de femelles adultes, 49 pour des peaux de phoques mâles, et 95 des peaux de veaux âgés de moins d'un an (5). La proportion des vaches aux mâles est d'environ 14 contre 1, dans les lots précités, soit 93 femelles sur 100 animaux pris. La supériorité de la proportion des femelles relevée par cet examen sur celle trouvée à New-York provient de ce fait que l'expert de New-York n'a pas compris dans son calcul les

(1) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 1 (1891), C. 6253, p. 17.

(2) Vol. II, p. 513. « Livre bleu anglais », Etats-Unis (1891), C. 6253, p. 80 ; vol. II, p. 564.

(3) Vol. II, p. 512.

(4) Vol. II, p. 520.

(5) Vol. II, p. 402.

phoques âgés de moins de deux ans, tandis que l'expert de San-Francisco n'a compris comme veaux que les phoques âgés de moins d'un an. Le 13 juillet 1892, le même expert examina la prise de la goëlette *Emma and Louise*, comprenant 1,342 peaux, capturées au cours de ce printemps le long de la côte nord-ouest. Sur ce nombre 1,112 étaient des peaux de femelles, 132 des peaux de mâles, et 98 des veaux gris âgés de moins d'un an. La proportion des femelles aux mâles capturés par ce navire est donc (842 femelles contre 100 mâles) de 89 pour cent des prises. George Liebes, fourreur, qui a eu entre les mains plusieurs milliers de peaux nord-ouest, a annexé à sa déposition différents spécimens qui démontrent surabondamment par quel moyen, même lorsqu'il s'agit de peaux teintes et apprêtées, il est possible de s'assurer du sexe de l'animal (1), et, dans le cas des femelles, de déterminer exactement si la vache n'avait encore jamais été couverte, si elle était pleine, ou venait de mettre bas. Ce moyen consiste dans l'examen des tétines, lesquelles sont à peine visibles dans les peaux de mâles (célibataires ou *bulls*).

En dehors des déclarations précédentes de fourreurs expérimentés, il convient d'ajouter qu'un grand nombre de chasseurs de phoques, dont les dépositions sont jointes à ce Mémoire, affirment que les phoques capturés par eux sont principalement des femelles. Luther T. Franklin, chasseur de phoques de trois ans d'expérience, déclare qu'environ 90 à 93 pour cent de ses prises sont des femelles (2). Daniel Mc Lean, chasseur expérimenté, dit qu'environ 10 sur 100 des phoques capturés sont des mâles (3). Alexandre Mc Lean, à qui on a demandé la proportion des femelles sur chaque prise, a répondu : « Supposez que je vous amène ici deux mille phoques, il y aura parmi eux environ une centaine de mâles ; et c'est là une moyenne élevée (4) ». Charles Lutjens, également chasseur de phoques, fixe à 90 sur 100 la moyenne de femelles capturées (5), et sa déposition se trouve corroborée par celles de beaucoup d'autres individus qui se livrent à la même profession (6). D'autres chasseurs, sans donner de proportion, déclarent que les prises se composent « principalement (7) » ou « pour la plupart (8) » de phoques femelles.

Les peaux contenues à bord des navires saisis par les officiers des Etats-Unis dans la mer de Behring ont été soumises à un examen qui a établi, comme proportion du nombre des femelles tuées à celui des mâles, un chiffre qui se rapproche en tous points de ceux cités plus haut. Le capitaine Shepard dit que plus de douze mille peaux provenant de navires de chasse saisis en 1887 et 1889 furent soumises à un examen qui révéla que des deux tiers aux trois quarts de ces peaux étaient celles de femelles (9). M. A.-P. Loud, agent auxiliaire de la Trésorerie, qui, en 1887, a capturé la goëlette de chasse *Angel Dolly*, a personnellement examiné les peaux

(1) Vol. II, p. 512.

(2) Vol. II, p. 425.

(3) Vol. II, p. 444.

(4) Vol. II, p. 437.

(5) Charles Lutjens, vol. II, p. 458.

(6) William Short, vol. II, p. 348 ; F. Johnson, vol. II, p. 441 ; H. Harmsen, vol. II, p. 442 ; A.-J. Hoffmann, vol. II, p. 446.

(7) William H. Long, vol. II, p. 357 ; James Kean, vol. II, p. 448 ; James Kennedy, vol. II, p. 449.

(8) George Zammitt, vol. II, p. 507 ; Adolph Sayers, vol. II, p. 473 ; Thomas Brown (n° 1), vol. II, p. 319.

(9) Vol. II, p. 489.

trouvées à bord, et déclare que « environ 80 pour cent de ces peaux étaient celles de femelles (1) ». Le capitaine A.-W. Lavender, agent auxiliaire de la Trésorerie à l'île Saint-Georges, en septembre 1891, se livra à un examen personnel de 172 peaux, montant des prises de la goëlette *Challenge* dans la mer de Behring, et n'y trouva que trois peaux de mâles (2). On n'a donc qu'à considérer l'ensemble de ces témoignages pour se rendre compte de la cause de la rapide diminution du troupeau de phoques d'Alaska.

Mais, laissant de côté cette énorme boucherie du sexe reproducteur, il convient de ne pas négliger une autre cause de destruction déjà indiquée, et résultant de ce fait qu'un grand nombre de femelles capturées sont pleines ou ont déjà mis bas leur petit. Dès 1869, le capitaine C.-M. Scammon, du service des douanes des Etats-Unis, et auteur de l'ouvrage intitulé « Les Animaux marins de la côte nord-ouest de l'Amérique du Nord (3) », publié en 1874, a remarqué que presque tous les phoques pris par les Indiens dans les parages de l'île de Vancouver étaient des femelles pleines, et, le 30 août 1869, il adressa au secrétaire de la Trésorerie une lettre au sujet de la double perte résultant de la destruction de ces animaux (4). Bowachup, chasseur de phoques de la tribu des Indiens Makah, dit : « Je n'ai jamais tué sur la côte aucune vache adulte qui ne fût pleine (5) ». Daniel Mc Lean dit : « Les femelles sont presque toutes pleines (6) ». P.-S. Weittenhiller, propriétaire de la goëlette de chasse *Clara*, déclare que sur soixante phoques pris au cours de la saison (1892), quarante-six étaient des femelles pleines (7). James Kiernan, chasseur de phoques, déclare que les phoques tués dans le Pacifique septentrional sont des femelles pleines pour la plupart (8). James Jamieson, qui depuis cinq ans se livre à la chasse du phoque, fait une déclaration analogue (9). Frank Morreau, qui chasse le phoque depuis cinq ou six ans, dit qu'environ 75 pour cent des femelles prises sont pleines (10), et cette déclaration est corroborée par un grand nombre d'autres témoignages (11).

Une des raisons pour lesquelles un si grand nombre de femelles pleines sont prises le long des côtes est clairement établie par Andrew Laing au cours de son interrogatoire par le receveur Milne, du port de Victoria, dans la Colombie britannique. Le receveur a reconnu que ce témoin était un des chasseurs de phoques les plus expérimentés. M. Milne lui ayant demandé s'il avait remarqué « une différence sensible quelconque entre la façon dont la femelle pleine nage et celle du mâle », il répondit : « La seule différence que j'ai observée est que les femelles parcourront avec une grande vitesse une distance restreinte, puis se retourneront sur le dos

(1) Vol. II, p. 39.

(2) Vol. II, p. 265.

(3) « The Marine Animals of the Northwestern Coast of North America ».

(4) Vol. II, p. 474.

(5) Vol. II, p. 376.

(6) Vol. II, p. 444.

(7) Vol. II, p. 274.

(8) Vol. II, p. 450.

(9) Vol. II, p. 329.

(10) Vol. II, p. 468.

(11) William Short, vol. II, p. 348 ; Ellsbash, vol. II, p. 385 ; Peter Simes, vol. II, p. 476 ; Thomas Brown (n° 1), vol. II, p. 319 ; Thomas Lyons, vol. II, p. 460 ; John A. Swain, vol. II, p. 350 ; James Nuatajim, vol. II, p. 272 ; Rondtus, vol. II, p. 242 ; Amos Mill, vol. II, p. 235 ; Simeon Chin-koo-tin, vol. II, p. 256 ; Henry Brown, vol. II, p. 317.

et se reposeront ». Le receveur lui ayant demandé s'il était d'avis que les femelles étaient plus timides que les mâles, il répondit : « Non, je ne le pense pas, mais elles sont toujours disposées à dormir ; le mâle, au contraire, est toujours en alerte (1) ». Le capitaine J.-D. Mc Donald, propriétaire et commandant de la goëlette de chasse *Adventure*, qui chasse de San-Francisco à Kadiak, dit : « La plupart des phoques que j'ai capturés étaient des femelles pleines ». Il en donne comme raison que les femelles sont plus faciles à tuer que les mâles (2). Il est donc évident que la femelle, lorsqu'elle est pleine, court plus de dangers que le mâle (3), et c'est un fait qui est également remarqué par les Indiens qui chassent le long des côtes (4).

A partir du premier juillet, les vaches sont presque toutes aux *rookeries*, et, après avoir mis bas, elles gagnent la mer, à la recherche de leur nourriture, afin de se mettre en état de subvenir à l'alimentation de leurs petits (5). A cet effet, ainsi qu'il a déjà été dit, elles vont souvent en excursion à une distance de cent ou même de deux cents milles (6). C'est pendant leur absence des *rookeries* qu'elles deviennent la proie des chasseurs de mer (7). Dans une dépêche adressée à l'amirauté anglaise, datée de Victoria le 24 août 1886, le contre-amiral Sir M. Culme-Seymour déclare que trois goëlettes de chasse de la Colombie britannique ont été saisies par le croiseur des douanes des Etats-Unis *Corwin*, pour avoir tué des phoques femelles en pleine mer, à soixante-dix milles de la côte (8). Edward Shields, du district de Sooke, dans l'île de Vancouver, chasseur de la goëlette anglaise *Carolina*, qui fut saisie en 1886 dans la mer de Behring, déclare que pendant tout le cours de leur croisière, ils ne furent pas une seule fois en vue des côtes, et il ajoute : « Les phoques que nous primes se composaient principalement de femelles (9) ». Les chasseurs de phoques, qui ont déposé à cet égard pour le compte des Etats-Unis, déclarent à l'unanimité que presque tous les phoques pris dans la mer de Behring sont des vaches qui allaitent (10). Moses, chasseur indien de la tribu des Nitnat, dans l'île de Vancouver, parlant d'un voyage qu'il fit dans la mer de Behring, dit : « Nous capturâmes dix-neuf cents phoques, qui furent tous pris dans les eaux du voisinage immédiat d'Unalaska ; la plupart étaient des vaches nourricières ; néanmoins, à notre entrée dans cette partie de la mer de Behring, nous tuâmes quelques vaches pleines (11) ». Charles Peterson, qui chasse le phoque depuis quatre ans, après avoir déclaré que la plupart des phoques pris dans la mer de Behring sont des vaches nourricières, ajoute : « J'ai vu le pont du navire presque inondé

(1) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 184. Voir aussi James Sloan, vol. II, p. 477 ; Isaac Liebes, vol. II, p. 454.

(2) Vol. II, p. 266.

(3) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6636, p. 184.

(4) Charles Wank, vol. II, p. 273 ; James Nuatajim, vol. II, p. 272 ; Simeon Chinkoo-tin, vol. II, p. 256.

(5) Voir ci-dessus, p. 102.

(6) Voir ci-dessus, p. 103.

(7) Charles Chalall, vol. II, p. 411 ; Peter Brown, vol. II, pp. 377-378 ; John Fyfe, vol. II, p. 429 ; Henry Brown, vol. II, pp. 317-318.

(8) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 2 (1890), C. 6131, p. 1.

(9) *Ibid.*, p. 2.

(10) William H. Long, vol. II, p. 458 ; Henry Masson, vol. II, p. 465 ; E. P. Porter, vol. II, p. 347.

(11) Vol. II, p. 310.

de lait lorsque nous procédions au dépeçage des phoques (1) ». Richard Dolan, chasseur de phoques qui se trouvait dans la mer de Behring en 1885, dit : « J'ai vu le lait couler sur le pont lorsque nous les dépeçions (2) ». Le capitaine L.-G. Shepard, du service des douanes maritimes des Etats-Unis, qui saisit, en 1887, dans la mer de Behring, plusieurs navires qui s'y livraient à la chasse du phoque, déclare avoir vu le lait couler des cadavres de phoques morts installés sur le pont de ces navires, à une distance de cent milles et même davantage des îles Pribilof (3). M. Robert H. Mc Manus, sujet britannique et résidant à Victoria dans la Colombie britannique, fit, en 1891, un voyage dans la mer de Behring à bord de la goëlette canadienne *Otto*, comme correspondant d'un journal. Au cours de ce voyage, il en inscrivit jour par jour les différents incidents ; ces notes font partie de sa déposition, et contiennent son opinion au sujet des différents faits dont il fut le témoin (4). Dans un passage de ce journal en date du 29 août, il déclare que la prise totale de la journée a été de dix-sept phoques, « composés surtout de vaches ayant du lait ; c'est un spectacle affreux, et je dus me retirer avant le dépeçage complet de tous les animaux (5) ». Il ajoute plus loin : « Il est absolument exact de dire que, sur une prise totale de quarante-huit phoques, plus des trois quarts étaient des vaches nourricières ; nous étions à deux cents milles des *rookeries*, lorsque ces animaux furent capturés (6) ». Cette déclaration se trouve confirmée, dans ses principaux détails, par M. Francis R. King-Hall, fils de Sir William King-Hall, commandant de l'ordre du Bain, amiral de la marine anglaise, qui, pendant ce voyage, se trouvait également à bord de l'*Otto* (7).

On a déjà fait observer que, pendant les trois ou quatre premiers mois de son existence, le jeune phoque dépend entièrement de sa mère pour sa nourriture, et que la femelle n'allait que son propre petit. Il est donc évident que si la mère est tuée, son petit est infailliblement destiné à périr de faim, et les preuves à l'appui de cette assertion sont d'une évidence indiscutable. Lorsque les navires de chasse se présentèrent pour la première fois dans la mer de Behring, à la poursuite du troupeau de phoques (1884-85), la présence de jeunes phoques morts fut remarquée, pour la première fois, dans les *rookeries* par les habitants des îles Pribilof (8).

Le professeur Dall, qui a visité les *rookeries* en 1880, dit : « En 1880, le nombre de petits phoques morts dans les *rookeries* n'était pas suffisant pour attirer l'attention d'une façon quelconque (9). » Le capitaine Bryant, qui a résidé aux îles de 1870 à 1877, dit : « On y voyait rarement de jeunes phoques morts (10). » M. J.-H. Moulton, qui a habité l'île Saint-Georges de 1877 à 1881, dit : « On ne rencontrait, pour ainsi dire, point de jeunes phoques mort dans les *rookeries*. Je ne pense pas en avoir jamais vu plus d'une douzaine dans la même saison (11). » M. H.-G. Otis, agent de la Tré-

(1) Vol. II, p. 345.

(2) Vol. II, p. 419.

(3) Vol. II, p. 189.

(4) Vol. II, p. 337.

(5) Vol. II, p. 337.

(6) Vol. II, p. 338.

(7) Vol. II, p. 333.

(8) Nicoli Krukoff, vol. II, p. 132.

(9) Vol. II, p. 23.

(10) Vol II, p. 8.

(11) Vol. II, p. 71.

soerie dans les îles de 1879 à 1881, déclare que « c'était chose rare de rencontrer un veau mort (1) ». M. H.-A. Glidden, agent du Gouvernement de 1882 à 1885, dit : « Pendant mon séjour aux îles, je n'ai vu que fort peu de jeunes phoques morts dans les *rookeries*, mais, en 1884, leur nombre augmenta d'une manière sensible (2). »

A partir de l'année 1884, le nombre des veaux morts dans les *rookeries* n'a fait qu'augmenter d'année en année. M. T.-F. Morgan dit : « Depuis 1884 jusqu'à l'époque présente, à laquelle je viens de quitter l'île Saint-Georges, il y a eu augmentation notoire dans le nombre des veaux morts (3). » M. A.-P. Loud, agent auxiliaire de la Trésorerie aux îles, de 1885 à 1889, dit qu'il ne saurait faire sa déposition à l'égard du nombre des veaux morts dans les *rookeries* en 1885, vu son absence des îles pendant l'automne de cette année; mais, en 1886, il remarqua un grand nombre de veaux morts dispersés çà et là; ces veaux étaient fort émaciés, et étaient évidemment morts de faim. Il déclare, en outre, que le nombre de veaux morts en 1887 dépassa de beaucoup celui des jeunes phoques qui périrent en 1886. En 1888, il y en eut moins qu'en 1887 ou en 1889, et il attribue cette diminution à une diminution correspondante dans le nombre des phoques tués dans la mer de Behring pendant cette année-là; mais, en 1889, le nombre des veaux morts augmenta de nouveau (4). Le docteur W.-S. Hereford, dont il a déjà été question comme médecin en résidence aux îles de 1880 à 1891, dit : « Jusqu'en 1884 ou 1885, la perte des veaux dans les *rookeries* fut comparativement légère, et on l'attribua à la disparition des vaches à la suite de causes naturelles. L'augmentation du nombre des veaux qui périrent dans les *rookeries* coïncida avec l'extension que prit la chasse du phoque en mer (5). »

M. Stanley Brown, qui a examiné les *rookeries* en 1891, fixe de quinze à trente mille le nombre des veaux morts (6). Le capitaine Coulson, qui se trouvait aux îles pendant la même année, dit : « Des milliers de veaux morts ou mourants étaient dispersés dans les *rookeries* (7). » Le colonel Murray fixe le nombre des morts cette année-là à « pas moins de trente mille (8) ». Ces déclarations sont confirmées par d'autres témoins (9). Les *rookeries*, couvertes de veaux morts ou mourants, furent également inspectées en 1891 par les Commissaires britanniques de la mer de Behring (10). Kerrick Artomanoff, le vieux chef des indigènes de Saint-Paul, dit au sujet de la présence de la quantité de veaux morts dans les *rookeries* pendant ces six dernières années : « Depuis soixante-sept ans que j'habite l'île, je n'avais jamais rien vu de semblable (11). »

A la requête de M. Stanley Brown (12), le docteur J.-C.-S. Akerly, alors

(1) Vol. II, p. 87.

(2) Vol II, p. 110. Voir aussi John Armstrong, vol. II, p. 2.

(3) Vol. II, p. 64.

(4) Vol. II, p. 39.

(5) Vol. II, p. 32.

(6) Vol. II, p. 19.

(7) Vol. I, p. 415.

(8) Vol. II, p. 74.

(9) Anton Melovedoff, vol. II, p. 143; H.-H. McIntyre, vol. II, p. 51; Charles-W. Price, vol. II, p. 531; Aggie Kushin, vol. II, p. 128; John Fratis, vol. II, p. 108; H.-N. Clark, vol. II, p. 159.

(10) Milton Barnes, vol. II, p. 101.

(11) Vol. II, p. 100.

(12) Vol. II, p. 19.

médecin à l'île Saint-Paul, a examiné un grand nombre de ces cadavres de veaux, et, après des observations faites avec le plus grand soin, et qui sont consignées en détail dans sa déposition (1), il a déclaré qu'à son avis, « la grande mortalité qui a sévi parmi les jeunes phoques de l'île Saint-Paul, dans la mer de Behring, pendant l'année 1891, avait pour cause la privation de lait maternel ». Comme conclusion, il assigne huit raisons à la mort des veaux par inanition (2). Beaucoup d'autres personnes qui ont eu l'occasion d'examiner les veaux morts et mourants dans les *rookeries*, partagent sa manière de voir au sujet de la cause de leur mort (3). Les naturels des îles, qui y ont vécu pendant un grand nombre d'années, déclarent que, bien qu'ils aient mangé de la viande de phoque toute leur vie, ils n'ont jamais eu connaissance d'un phoque malade et n'ont jamais ouï dire aux vieux habitants qu'une maladie quelconque ait jamais sévi parmi les phoques (4). La grande mortalité dont il est ici question ne saurait donc être attribuée à une épidémie, puisqu'on n'a jamais trouvé le cadavre d'aucun phoque adulte mort de maladie (5).

Les effets désastreux et destructifs de la chasse du phoque en pleine mer qui ont été cités plus haut peuvent se résumer ainsi : Sur cent phoques pris, de quatre-vingts à quatre-vingt-dix sont des femelles ; 75 pour cent sont pleines ou allaitent un petit ; la destruction de ces femelles entraîne soit la mort du fœtus, soit celle du veau laissé dans les *rookeries* et dépendant entièrement de sa mère pour son alimentation ; enfin 66 pour cent au moins des phoques tués par les chasseurs blancs ne sont jamais capturés. En outre, les vaches nourricières prises dans la mer de Behring ont certainement, dans la majorité des cas, été fécondées (6), et leur mort entraîne non seulement la destruction des petits laissés dans les îles, mais aussi des fœtus. D'où il ressort que si 10,000 vaches sont tuées au cours d'une saison, leur mort non seulement inflige au troupeau une perte de 17,300 individus pour cette saison seule, mais aussi réduit de 7,500 le chiffre annuel des naissances chaque année suivante pendant probablement quinze ans, sans compter la perte des animaux que les génisses-phoques ainsi condamnées à périr de faim auraient pu produire, ce qui indique un nombre qui eût été toujours en croissant. Mais, en écartant ces deux derniers points importants, on peut facilement se rendre compte de la destruction énorme des phoques si l'on prend les chiffres fournis par le rapport des pêcheries du Canada pour l'année 1890 (7). A Victoria seule, environ 55,000 peaux de phoques, représentant les prises de chasseurs pélagiques, ont été vendues pendant cette année ; si l'on admet que 20,000 de ces peaux ont été prises par des chasseurs indiens, et seulement 35,000 par des blancs, le nombre des phoques ainsi détruits aura été d'au moins 125,000 ; 80 pour cent ou 100,000 de ces derniers seraient des femelles dont 75 pour cent seraient pleines ou viendraient de mettre bas ; si l'on admet en outre que la moitié

(1) Vol. II, p. 95.

(2) Vol. II, p. 96.

(3) W.-H. Williams, vol. II, p. 94 ; J. Stanley Brow, vol. II, p. 49 ; Charles-W. Price, vol. II, p. 521 ; Aggie Kushin, vol. II, p. 130 ; Joh Fratis, vol. II, p. 109.

(4) Anton Melovedoff, vol. II, p. 143. Voir également Daniel Webster, vol. II, p. 183 ; Edward Hughes, vol. II, p. 37.

(5) Aggie Kushin, vol. II, p. 128 ; Nicoli Krakoff, vol. II, p. 133 ; Karp Bateria, vol. II, p. 103 ; John Fratis, vol. II, p. 107.

(6) Voir ci-dessus, p. 102.

(7) Page 183.

des 75,000 veaux ainsi détruits par la mort de leurs mères soient du sexe féminin, le nombre total d'animaux du sexe reproducteur ainsi exterminés serait de 137,500, et la perte totale infligée au troupeau, de 200,000 phoques, en échange desquels les chasseurs ne montrent que 55,000 peaux. Il faut se rappeler que ce chiffre de 55,000 ne représente que le nombre des peaux vendues à Victoria, lequel est, sans aucun doute, inférieur de 10,000 au nombre réel capturé par les flottes de chasse anglaise et américaine. Chaque année augmente aussi le pouvoir destructeur de ces flottes, car les capitaines qui les commandent, se familiarisant de plus en plus avec les habitudes et l'itinéraire du troupeau migrateur, ainsi qu'avec les parages qu'il fréquente pour se nourrir, peuvent se rendre sur ces différents points à l'époque précise où la portion principale dudit troupeau se trouve dans ces localités et le harceler sans cesse sur sa route des Farallones à la mer de Behring (1). Karp Buterin, chef indigène de l'île Saint-Paul, résume ainsi d'une façon concise et exacte les effets produits par la chasse pélagique : « Goëlettes tuent vaches, veaux meurent et phoques ont disparu (2). »

De deux choses l'une, ou bien le troupeau de phoques d'Alaska est infailliblement destiné à disparaître bientôt, grâce à la chasse inconsidérée dont il est l'objet, ou bien il doit être protégé d'une façon efficace et suffisante contre les méthodes pernicieuses employées par les chasseurs pélagiques.

Protection et conservation.

Autres troupeaux de phoques.

Le massacre irraisonné des phoques dans les eaux de l'Océan Pacifique et de la mer de Behring ne saurait manquer d'avoir un résultat semblable à celui qui a été observé dans l'hémisphère austral, où, à l'exception de quelques rares endroits, le phoque à fourrure a disparu, du moins au point de vue commercial. Des détails complets sur les régions occupées par les troupeaux de phoques antarctiques et leur extermination sont contenus dans l'article du docteur Allen que l'on trouvera à l'Appendice (3). Le capitaine Budington, qui, pendant plus de vingt ans, a chassé le phoque au cap Horn et dans les îles du sud de l'Atlantique, et se rendit pour la dernière fois dans ces pays pendant l'hiver de 1891-92, s'exprime à ce sujet de la façon suivante : « Les centaines de milliers de phoques qui fréquentaient jadis ces îles et ces côtes sont maintenant réduits à quelques centaines d'individus, lesquels gagnent la terre en troupes éparses, et s'élancent à la mer à l'approche de l'homme (4). » Il ajoute plus loin : « Le phoque n'existe pour ainsi dire plus dans les régions antarctiques, et j'ai dû y abandonner sa chasse, à cause du peu de profit que j'en tirais (5). » A propos de la cause de son extermination, il s'exprime ainsi : « L'extermination des phoques dans ces régions est due à la destruction irraisonnée des animaux adultes ou non, mâles ou femelles. S'ils avaient été protégés et s'il avait été permis seulement de tuer un certain nombre de « dogs » (jeunes mâles incapables de se défendre sur les plages), ces îles et les côtes environnantes seraient encore

(1) Rapport du capitaine C.-L. Hooper au département de la Trésorerie, en date du 14 juin 1892, vol. I, p. 499.

(2) Vol. II, p. 103.

(3) Article du docteur Allen, 1^{re} et 2^e parties, vol. I, pp. 365, 393.

(4) Vol. II, p. 595. Voir aussi Isaac Liebes, vol. II, p. 595.

(5) Vol. II, p. 595.

couvertes de phoques. Le nombre de ces derniers n'aurait pas diminué et ils auraient toujours fourni une provision annuelle de peaux (1). » James Kiernan, qui, vers 1843, au cours d'une campagne à la chasse du phoque, visita la côte orientale de la Patagonie et les îles Falkland, dit : « Ces *rookeries* ont été détruites depuis par la chasse incessante faite aux phoques (2). » Caleb Lindahl, qui a également chassé le phoque sous les latitudes australes, parlant de l'extermination du phoque aux îles Shetland méridionales, dit : « Si les phoques des îles Shetland méridionales avaient été protégés, je crois qu'il y en aurait maintenant des millions, car, en une seule année, on prit trois cent mille phoques rien que dans ces îles (3). » Le même chasseur, parlant d'une campagne de chasse qu'il fit, en 1891, dans les mers du sud, dit : « Les phoques y sont presque tous exterminés, de façon que nous ne pûmes obtenir qu'une vingtaine de peaux. Il est désormais inutile que des navires se rendent dans ces parages, dans l'espoir d'y chasser cet animal (4). »

Les chasseurs pélagiques du Pacifique septentrional n'ont pas borné leurs opérations à la partie orientale de cet océan, ils ont envahi les eaux russes, et le carnage y a déjà atteint de telles proportions que le troupeau des îles du Commandant a commencé à diminuer de la même façon que le troupeau d'Alaska (5).

La nécessité de mettre le phoque à l'abri d'une destruction illimitée, afin d'en conserver l'espèce, ressort non seulement des exemples précités, mais a été reconnue par un certain nombre de nations, particulièrement par la Grande-Bretagne et par ses colonies. Le fait est qu'on peut dire que partout où le phoque se reproduit sur des territoires où la Grande-Bretagne exerce son contrôle, cette espèce animale a été l'objet de mesures spéciales de protection pour la mettre à l'abri d'un carnage irraisonné. Aux îles Falkland, dépendances britanniques, où jadis abondait tellement l'espèce de phoques connue sous le nom de phoques à fourrure, le Gouvernement des îles fit paraître, en 1881, un décret (6) dont le préambule est ainsi conçu : « Attendu que les pêcheries de phoques de ces îles, qui, à une certaine époque, étaient une source de profits et d'avantages pour les colons, ont été épuisées à la suite d'une chasse irraisonnée et exterminatrice, et qu'il est désirable de faire revivre et de protéger cette industrie au moyen de l'adoption d'une époque déterminée pendant laquelle la chasse du phoque sera close et prohibée, sur tout le territoire de cette colonie et de ses dépendances. » Le capitaine Budington, navigateur expérimenté qui a chassé le phoque dans les mers du sud, a visité ce pays en janvier 1892, et il déclare, sous serment, que l'ordonnance de 1881 est appliquée dans la mer qui baigne ces îles, au delà de la limite de trois milles, et que l'on regarderait comme une infraction à la loi la capture du phoque entre les îles Falkland et l'île Beauchene, distantes de vingt-huit milles, pendant la fermeture de la chasse (7).

Dans le cours des quinze dernières années, une série de lois et d'ordres du Conseil ont été établis pour la protection des phoques dans la colonie de la

(1) Vol. II, p. 395.

(2) Vol. II, p. 450.

(3) Caleb Lindahl, vol. II, p. 456.

(4) Caleb Lindahl, vol. II, p. 456.

(5) Gustave Niebaum, vol. II, p. 203.

(6) Ordonnance concernant la pêche de phoques des îles Falkland, vol. I, p. 433.

(7) James-W. Budington, vol. II, p. 393.

Nouvelle-Zélande, lesquels ont non seulement fixé un temps déterminé pour la clôture de la chasse de ces animaux, mais en ont, à certaines époques, complètement prohibé la capture pendant une période consécutive de huit années (1). L'acte de 1878 au sujet des pêcheries de phoques de la Nouvelle-Zélande a fixé du 1^{er} octobre au 1^{er} juin la fermeture de la chasse du phoque (2). Le paragraphe 4 donne plein pouvoir au Gouvernement d'étendre, conformément à un ordre du Conseil, ou de changer l'époque pendant laquelle cette chasse est fermée « pour tout ou partie du territoire de la colonie ». Et cette dernière disposition a été reproduite en substance dans toute la législation suivante. Le territoire désigné par le terme « colonie » (*the colony*) signifie le territoire spécifié dans l'acte (3) qui a fondé la colonie et qui définit ses frontières comme coïncidant avec les parallèles de 33° et de 53° de latitude sud, de 162° de longitude est et de 173° de longitude ouest (4). L'acte des pêcheries de 1884 (5) donne plein pouvoir au gouverneur en Conseil « d'instituer, modifier et abroger tous règlements qui n'auront dès lors de force et d'effet que dans les eaux ou dans les lieux spécifiés dans sa déclaration » ; et le pouvoir exécutif possède ainsi une autorité sans limites pour fixer la fermeture des saisons, instituer des règlements concernant l'achat ou la vente du poisson, y compris le phoque, et établir une sanction pénale pour toute infraction à la loi et aux ordonnances. La définition du terme « eaux » dans l'acte indique qu'il s'applique à tout le territoire de la colonie, dont la partie sud-est extrême se trouve située à plus de sept cents milles de la côte de la Nouvelle-Zélande, bien que quelques îles de peu d'importance s'y trouvent dispersées çà et là. L'amendement (*Amendment Act*) de 1887 (6), qui établit des pénalités encore plus rigoureuses, dispose (paragraphe 6) que le commandant de tout navire de l'Etat peut saisir, fouiller et prendre tout navire délinquant « dans les eaux placées sous la juridiction du Gouvernement de la colonie de la Nouvelle-Zélande ». Le « Manuel des poissons de la Nouvelle-Zélande » (*Handbook of the Fishes of New Zealand*), déjà cité, livre « préparé d'après les instructions du commissaire du commerce et des douanes », passe assez longuement en revue les mœurs du phoque et l'industrie à laquelle il donne lieu dans la colonie, et, en réclamant des mesures sévères de protection, déclare que « les phoques constituent une propriété que l'Etat devrait garder avec le plus grand soin ». Conformément aux lois et règlements précités, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande entretint une croisière pendant quelques années dans le but de surveiller les eaux de la colonie et d'y faire exécuter la loi (7). On propose maintenant de concéder à une Compagnie le droit exclusif de prendre des phoques en

(1) *New Zealand Act*, 1878, vol. I, p. 437. Voir également *Reports of Marine* (1880-1890); *Relations by the Governor of New Zealand in Council*, 10 janvier 1888.

(2) *Ibid.*

(3) 26 and 27 Vic. c. 23 Sec. 2, vol. I, p. 436; Extrait... « Le Gouvernement propose de concéder le droit de prendre le phoque dans la colonie de la Nouvelle-Zélande, qui s'étend dans la superficie comprise entre 162° de longitude est et 173° de longitude ouest, et entre 33° et 53° de latitude sud. » Tiré du « Manuel des poissons de la Nouvelle-Zélande », préparé d'après les instructions du commissaire du commerce et des douanes, par R.-A.-A. Sherrin. Auckland, 1886, p. 254.

(4) Carte de la colonie de la Nouvelle-Zélande, vol. I, p. 437.

(5) *New Zealand Act*, 1884, vol. I, p. 437.

(6) *New Zealand Act*, 1887, vol. I, p. 440.

(7) Rapports du département de la marine de la Nouvelle-Zélande, 1881, 1883, 1887, 1888.

delà des limites du territoire de la colonie (1). Dans la colonie du cap de Bonne-Espérance, la chasse aux phoques dans les *rookeries* ainsi que dans les eaux qui les baignent est soumise à des règlements sévères (2). Les lois et règlements des colonies britanniques qui viennent d'être cités se rapportent aux phoques à fourrure des mers du sud, lesquels ont des habitudes analogues à celles du troupeau de phoques des îles Pribilof; comme ces derniers, ils ont sur terre des repaires fixes qu'ils fréquentent régulièrement (3).

Mais la Grande-Bretagne et ses colonies n'ont pas borné leur protection gouvernementale aux phoques à fourrure; elles l'ont étendue à toutes les variétés de phoques, partout où ces derniers fréquentent les eaux territoriales britanniques. Le phoque commun (*hair-seal*), d'une valeur commerciale bien inférieure à celle du phoque à fourrure et à l'existence duquel la terre n'est pas nécessaire, puisque ses petits peuvent naître, et, de fait, naissent habituellement et sont élevés sur la glace, se trouve dans certaines eaux du nord de l'Atlantique; en dépit de l'infériorité de sa valeur marchande, ce phoque est placé sous la protection spéciale des lois britanniques. Les lois canadiennes, sans stipuler aucune limite maritime, interdisent à toute personne de déranger ou de porter un dommage quelconque à toute pêcherie sédentaire de phoques, pendant le temps où la chasse de cet animal est ouverte, ou de molester ou d'effrayer les troupes de phoques à leur entrée dans la *fishery*. Elles s'opposent également à l'usage des explosifs pour la chasse du phoque (4).

La région du monde où se trouve le plus grand nombre de phoques communs est occupée par des glaces flottantes situées à l'est de Terre-Neuve, souvent à plusieurs centaines de milles des côtes (5). Cette région est placée, depuis un grand nombre d'années, sous la protection du Gouvernement colonial de Terre-Neuve qui y a établi une période de fermeture pour la chasse du phoque, ne permet pas aux voiliers qui s'y livrent de quitter leur port avant le 1^{er} mars, ni aux vapeurs avant le 10, et interdit de commencer la chasse avant le 12, sous peine d'une amende de quatre cents à deux mille dollars, sans compter les autres règlements sévères qu'il a décrétés (6). Ces lois elles-mêmes ne se sont pas montrées efficaces, et, en avril 1892, un nouvel acte « pour réglementer la chasse du phoque » (*to regulate the prosecution of the seal fisheries*) fut voté (7). Cet acte retarde de deux jours la date à laquelle il est permis aux navires de quitter leur port, et interdit de tuer le phoque à toute saison de l'année, excepté du 14 mars au 20 avril inclusivement. L'introduction dans une partie quelconque de la colonie de tout phoque tué en dehors de l'ouverture de la chasse est aussi considérée comme délit et passible, à ce titre, d'une amende de quatre mille dollars; en outre, il est interdit à tout navire de se rendre deux fois dans la même année dans les eaux fréquentées par les phoques. Des dépositions de Richard Pike, patron de navire, qui compte

(1) *Handbook of the Fishes of New Zealand*, p. 254.

(2) George Comer, vol. II, p. 597; William C.-B. Stamp, vol. II, p. 576.

(3) Si l'on consulte le *Handbook of the Fishes of New Zealand* (pp. 230-233), on y verra que le phoque à fourrure fréquentant ces îles possède des habitudes semblables, à tous égards, à celles du phoque à fourrure d'Alaska.

(4) Statuts revisés du Canada, chapitre 93, paragraphes 6 et 7, vol. pp. I, 444, 454.

(5) Allen, *Monograph of North American pinnipeds*; p. 234.

(6) *Newfoundland Seal Act*, 1879, vol. I, p. 442.

(7) *Idem* 1892; *ibid.*, p. 444.

quarante-quatre ans d'expérience dans la chasse du phoque, et de James G. Joy, également patron de navire, qui chasse le phoque depuis vingt-quatre ans, il ressort que la loi interdisant au même navire de faire un second voyage dans la même saison fut établie parce que ce second voyage menaçait précisément d'entraîner l'extermination du phoque commun vu qu'au moins 75 pour cent des animaux tués pendant ce voyage sont des femelles, et que beaucoup de ces dernières sont alors tuées sur l'eau et coulent avant qu'on ait pu s'en emparer (1).

Le repaire de phoques communs le plus important après celui de Terre-Neuve est le repaire situé dans l'Océan Atlantique, à l'est du Groënland, et connu sous le nom de « pêcherie de phoques de Jan Mayen ». Cette région de la haute mer embrasse l'étenlue d'eau située entre les parallèles de 67° et de 75° de latitude nord et les méridiens de 5° est et de 17° ouest de longitude de Greenwich. Ces pêcheries furent soumises à une réglementation, applicable à leurs propres sujets, par les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de Suède et de Norvège, de Russie, d'Allemagne et de Hollande, au moyen d'une série de lois établies par ces divers pays pendant les années 1875, 1876, 1877 et 1878 (2). Le 3 avril est la date la plus avancée de chaque année à partir de laquelle il soit légalement permis de prendre le phoque, et des pénalités ont été établies à l'égard de toute infraction à cette prohibition.

On voit donc ainsi que non seulement la Grande-Bretagne et ses colonies ont reconnu qu'il était nécessaire de protéger, au moyen de mesures législatives, le phoque commun de l'Atlantique septentrionale contre l'extermination qui le menace, mais que d'autres nations ont uni leurs efforts et prêté leur concours en vue d'assurer cette protection.

Des règlements sévères ont également été adoptés par la Russie pour la protection du phoque commun dans le golfe de Mezen, portion de la mer Blanche dont la plus grande partie se trouve située au delà de la limite de trois milles. Toute opération qui se rapporte à la chasse du phoque y est soumise à la surveillance d'inspecteurs publics, investis des pouvoirs nécessaires pour déterminer l'époque à laquelle la prise annuelle doit commencer à certains endroits désignés, ainsi que pour maintenir l'ordre pendant toute la durée des opérations qui se rattachent à la chasse du phoque, à l'égard de laquelle la loi contient certaines prohibitions.

Les repaires de phoques qui sont situés dans la partie de la mer Caspienne qui appartient à la Russie sont placés sous le contrôle d'un « bureau de l'industrie de la pêche et de celle de la chasse du phoque », lequel est chargé de la surveillance générale des repaires, ainsi que de l'application de la loi, laquelle contient des règlements établissant une période de clôture pour cette chasse, un droit de licence, et interdisant à qui que ce soit de tuer ou de molester les phoques d'une façon quelconque pendant la saison du rut (3).

(1) James G. Joy, vol. II, p. 591; Richard Pike, vol. II, p. 592.

(2) « Acte concernant la chasse du phoque, 1875, » 38, Vict., chap. 18; ordre en Conseil (britannique) du 28 novembre 1876; loi de Suède et de Norvège du 16 mai 1876; ordonnance norvégienne du 28 octobre 1876; ordonnance suédoise du 30 novembre 1876; loi allemande du 4 décembre 1876; ordonnance allemande du 29 mars 1877; loi hollandaise du 31 décembre 1876; décret hollandais du 5 février 1877; loi russe de décembre 1878; paragraphe 223 du Code des lois russes, 1886.

(3) Code des lois russes, 1886, et carte de la superficie à laquelle s'appliquent les règlements, vol. I, p. 445.

D'autres nations, dans différentes parties du monde, ayant reconnu combien la prohibition de la chasse illicite et illimitée du phoque à fourrure est indispensable à la conservation de l'espèce, ont adopté des mesures législatives semblables pour la protection de cet animal. Depuis plus de soixante ans, les *rookeries* des îles Lobos sont protégées par le gouvernement de l'Uruguay, et le droit d'y chasser a été concédé à une compagnie, sous certaines restrictions (1) ; en raison de cette protection gouvernementale, les îles Lobos constituent, depuis un grand nombre d'années, la principale source qui alimente le commerce des fourrures dans les mers du sud. Dans l'espoir de repeupler leurs *rookeries* presque désertes, les gouvernements chilien et argentin ont aussi, récemment, étendu leur protection aux phoques à fourrure fréquentant leurs côtes (2). Le gouvernement japonais a pris des mesures pour repeupler et protéger les repaires de phoques à fourrure existant aux îles Kouriles (3), et l'histoire de la protection russe aux îles du Commandant et à l'île Robben est trop bien connue pour qu'il soit nécessaire d'en parler.

Pêcheries.

Le résumé ci-dessus de la législation des différentes nations montre qu'elles ont jugé nécessaire d'adopter des règlements sévères, non seulement dans les eaux qui baignent les côtes de leur territoire, mais aussi dans des eaux qui en sont fort éloignées, afin de mettre le phoque à fourrure et le phoque commun à l'abri d'une complète extermination. Mais il sera intéressant et utile, dans l'intérêt de cet arbitrage, de pousser plus loin l'examen des législations nationales et de rechercher jusqu'à quel point les gouvernements ont étendu leur protection aux autres espèces animales qui habitent les mers baignant leur territoire, et dans quelle mesure ils ont exercé des droits de juridiction extra-territoriale pour la conservation des intérêts nationaux.

En tout temps, toutes les nations et toutes les races ont reconnu la nécessité de protéger d'une façon suffisante la reproduction et la perpétuation de tous les animaux utiles au genre humain. Les sauvages eux-mêmes reconnaissent et appliquent ce principe humanitaire et économique, mais sa reconnaissance et son application ont été poussées à leur dernière limite chez les nations civilisées. Un coup d'œil sur la législation en vigueur dans les pays d'Europe et d'Amérique montre que, partout, la protection du gouvernement s'est étendue aux animaux *feræ naturæ* pendant la saison du rut, et que spécialement la femelle, lorsqu'elle est pleine ou lorsqu'elle allaite, est placée sous la tutelle de la loi. Les animaux sauvages sur terre et les poissons dans la mer sont protégés les uns et les autres chaque année au moyen d'une période de temps dite « close » et de règlements sévères, qui s'appliquent principalement à la reproduction et à la perpétuation de l'espèce. L'attention des Arbitres est appelée sur un document contenu à l'Appendice, dans lequel les lois de la Grande-Bretagne et du Canada sur la chasse et sur la pêche sont résumées d'une façon rapide et qui indique le caractère de cette législation (4).

(1) Résumé des lois de l'Uruguay contenu dans une lettre adressée le 2 avril 1892, par le garde des archives de Montevideo, vol. I, p. 448 ; article du docteur Allen, 2^e partie, vol. I, p. 397.

(2) George Comer, vol. II, p. 597.

(3) Lois japonaises, vol. I, p. 449.

(4) Lois de la Grande-Bretagne et du Canada sur la chasse et sur la pêche, vol. I, p. 450.

Les lois sur la chasse et sur la pêche n'ont généralement d'effet que sur le territoire et dans les eaux territoriales du pays qui les établit. Mais il ne manque pas d'exemples de nations qui n'ont pas hésité à étendre les effets de leurs lois aux eaux qui baignent leurs côtes au-delà de la limite habituelle de trois milles. On a déjà cité les lois établies par un grand nombre de nations pour la protection des phoques, lois qui, en ce qui concerne leurs propres sujets, s'appliquent à de vastes étendues de la haute mer, et on a montré que la Grande-Bretagne et la Russie étendent leur juridiction exclusive pour la protection des phoques fréquentant les eaux qui baignent leurs côtes bien au-delà de la lieue marine. Mais on peut citer de nouveaux exemples de nations qui ont exercé une juridiction extra-territoriale sur l'océan en vue de protéger des espèces d'animaux marins autres que le phoque. En réalité, on peut établir comme principe, reconnu par les usages internationaux, ce fait que toute nation qui a un intérêt particulier dans la conservation d'un produit marin précieux quelconque provenant des hautes mers qui baignent ses côtes ou environnent ses eaux territoriales, peut adopter telles mesures qui sont essentielles à la conservation de l'espèce, sans restriction apportée à la distance des terres à laquelle peuvent s'appliquer les dites mesures nécessaires.

Ce principe est pleinement démontré par les deux lois qui ont été votées récemment par le Parlement de la Grande-Bretagne. La loi anglaise de 1868 (1) sur les pêcheries maritimes (*Sea Fisheries Act*) contient une disposition concernant la réglementation du draguage de l'huître sur tous bancs de ces mollusques situés à vingt milles en deçà d'une ligne droite tirée de la pointe orientale de l'île Lambay à la pointe de Carnmore, sur la côte orientale d'Irlande. La loi déclare d'une façon explicite qu'elle doit être appliquée « au-delà des limites exclusives des pêcheries des îles Britanniques », et que tous les ordres donnés conformément à cette loi obligeront non seulement les bateaux-pêcheurs de mer britanniques, mais aussi « tout autre bateau-pêcheur de mer nominativement désigné dans le dit ordre, ainsi que les équipages des dits bateaux ». En d'autres termes, cette juridiction peut s'exercer sur les étrangers ainsi que sur les sujets britanniques à une distance de vingt milles de la terre.

La « loi écossaise sur la pêche du hareng » (*Scotch Herring Fishery Act*) de 1889 (2) fournit une autre application de ce principe. Une disposition de cette loi établit que « certaines méthodes destructives de pêche peuvent être prohibées par la commission des pêcheries sur n'importe quel point d'une partie de la haute mer d'une étendue de deux mille sept cents milles carrés, situés sur la côte nord-est d'Ecosse, en deçà d'une ligne tirée de Duncansby-Head, dans le comté de Caithness, à la pointe de Rat-tray, dans le comté d'Aberdeen ». Les dispositions de cette loi ne s'appliquent pas exclusivement aux sujets britanniques, mais stipulent que « toute personne » les enfreignant sera passible d'une amende et de la confiscation de ses engins de pêche.

La législation de plusieurs des colonies de la Grande-Bretagne abonde également en exemples de l'exercice de la juridiction extra-territoriale sur les hautes mers pour la protection de différentes espèces marines du règne animal. Les pêcheries de perles de l'île de Ceylan s'étendent en pleine mer

(1) Statuts du Parlement britannique, 31 et 32 Vict., chap. 45, paragraphe 67; carte de la superficie définie au statut, vol. I, p. 457.

(2) Statut, 52 et 53 Vict., chapitre 23, et carte, paragraphe 7, vol. I, p. 458.

sur une distance de vingt milles, et ont été soumises, de 1811 jusqu'à ce jour, à une série d'ordonnances et de règlements qui, dans certains cas, fixent à douze milles la limite de la juridiction maritime, et, dans d'autres, à une distance qui varie entre six et vingt milles (1).

Pendant les années 1888 et 1889, les pêcheries de perles de Queensland et de l'Australie occidentale furent soumises à des règlements institués par deux lois établies par le conseil fédéral d'Australasie (2). Ces lois étendent les règlements locaux des deux pays sus-mentionnés à une partie spécifiée de la pleine mer dont les points les plus éloignés se trouvent situés à environ deux cent cinquante milles de la côte de Queensland, et à environ six cents milles de la côte de l'Australie occidentale. Ces lois s'appliquent explicitement aux sujets britanniques ; mais, comme Sir George Baden-Powell l'a indiqué, dans une récente conférence faite devant la « Société pour la codification du droit des gens (3) », l'éloignement de ces eaux met pratiquement les navires étrangers dans l'impossibilité de se livrer à la pêche des perles sans entrer dans un port australien, et se rendre ainsi justiciables des lois australiennes.

La législation française sur les pêcheries reconnaît également le même principe. Une commission nommée par le gouvernement français en 1849, pour inspecter les pêcheries de ce pays et proposer des amendements en vue d'améliorer la loi qui les régissait, dressa un rapport dans lequel elle déclarait qu'elle considérait comme inopportun d'assigner aucune limite précise aux eaux territoriales au-delà desquelles les lois proposées devaient cesser d'être applicables (4). En conséquence, les lois votées conformément à ce rapport furent libellées de façon à laisser la question ouverte, et le paragraphe 2 du décret du 10 mai 1862 alla jusqu'à disposer d'une façon explicite que, dans certaines circonstances, la pêche pourrait être prohibée sur des étendues de mer situées au-delà de trois milles des côtes (5). De nombreuses lois ont également été votées en France pour protéger et réglementer les pêcheries de corail d'Algérie, et s'appliquent également aux nationaux et aux étrangers ; or, les bancs de corail qui sont l'objet de cette réglementation s'étendent, sur certains points, à une distance de sept milles en mer (6).

Les bancs de corail qui entourent la Sardaigne et ceux qui sont situés en face de la côte sud-ouest de Sicile ont été l'objet de règlements minutieux de la part du gouvernement italien. Les bancs de corail sardes sont placés à une distance des côtes qui varie entre trois et quinze milles (7). La Sicile comprend trois principaux bancs de corail situés respectivement à quatorze, vingt et un et trente-deux milles de la côte. Actuellement un

(1) Ordonnance de Ceylan, et carte, vol. I, p. 461.

(2) Statuts d'Australasie, et carte, vol. I, p. 467.

(3) A Liverpool, le 29 août 1890.

(4) Rapport de la Commission du 23 juin 1849 pour l'examen d'un projet de loi sur la pêche maritime côtière, p. 25.

(5) Décret français et carte, vol. I, p. 469.

(6) Carte, vol. I, p. 469. « Les pêches maritimes en Algérie et en Tunisie ». Rapport au ministre de la marine, par M. Bouchon Brandely, inspecteur général des pêches maritimes, et A. Berthoulet, secrétaire général de la Société nationale d'acclimatation, membre du comité consultatif des pêches maritimes.

(7) Carte, vol. I, p. 470. Carte marine de l'Amirauté anglaise, n° 281. « Le corail en Sardaigne, rapport présenté à S. Exc. M. le ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce par le professeur Parona Corrado, de l'université de Cagliari ». « Annales de l'industrie et du commerce, 1882 ».

décret royal interdit toute pêche de corail sur ces bancs, pendant une période déterminée, à l'expiration de laquelle les mesures restrictives antérieures seront de nouveau appliquées (1).

Ce principe est également reconnu par la législation norvégienne et consacré par la loi de 1880 pour la protection de la baleine ; cette loi stipule que la saison de la pêche de ce cétacé sera fermée annuellement, pendant une certaine période, dans le fjord de Varanger, bras de mer d'environ trente-deux milles marins de large, situé à la hauteur de la côte nord-est de la Norvège (2).

Le gouvernement de Panama, dans la république de Colombie, a récemment établi une loi prohibant l'usage des *scaphandres* pour la pêche des perles sur une étendue de mer de plus de soixante milles marins de long, et s'étendant au large à environ trente milles marins de la côte (3).

Les pêcheries mexicaines de perles qui se trouvent au large des côtes de la Basse-Californie ont été l'objet de concessions spéciales exclusives accordées à des particuliers. A cet effet, tout le long d'une partie de la côte, les bancs de perles ont été divisés en deux bandes : la bande intérieure s'étend en mer à une distance de cinq kilomètres ; quant à la bande extérieure, elle est bornée par des lignes parallèles à la côte, tirées à des distances de cinq et dix kilomètres. Il est évident que la plus grande portion de cette bande extérieure se trouve située au-delà de la limite de trois milles (4).

Ainsi qu'il a été dit, on trouvera à l'Appendice des cartes indiquant l'étendue de territoire maritime sur laquelle les différents gouvernements précités exercent leur juridiction. On peut aussi consulter les *British Hovering Acts* (5), la loi de 1815 (6) sur Sainte-Hélène (*Saint-Helena Act*) et la loi de 1825 (7) sur les quarantaines (*Quarantine Act*), ainsi que diverses autres conventions internationales pour la protection et la réglementation des pêcheries en haute mer.

Troupeau d'Alaska.

Ce rapide résumé de la législation de près d'une vingtaine de nations établit clairement le principe posé, conformément auquel toute nation qui possède un intérêt spécial à la perpétuation d'une espèce animale dans les hautes mers avoisinant ses côtes ou ses eaux territoriales, peut adopter toute mesure jugée essentielle à la conservation de l'espèce, sans aucune limite quant à la distance des côtes à laquelle ces mesures peuvent être appliquées. C'est donc un fait remarquable, quand on considère la législation précitée, que le phoque du troupeau d'Alaska, qui a une si grande valeur pour le genre humain, soit à peu près le seul au monde des animaux auquel protection soit refusée pendant la période nécessaire à sa

(1) Lois italiennes et cartes, vol. I, pp. 470-472. « Rapport du professeur Giovanni Canestrini au ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, à propos des recherches faites dans la mer de Sciacca autour des bancs de corail ». « Annales de l'industrie et du commerce, 1882 ».

(2) Lois norvégiennes, vol. I, p. 482.

(3) Lois de Panama, et carte, vol. I, p. 484.

(4) Lois du Mexique, et carte, vol. I, p. 496.

(5) 9 Georges II, chapitre 35, paragraphe 23, loi abrogée en 1825, mais rétablie en partie quant à la limite de quatre lieues en 1845 ; 8 et 9 Vict., chapitre 86, paragraphe 2.

(6) 56 Georges III, chapitre 23, paragraphe 4, vol. I, p. 495.

(7) 6 Georges IV, chapitre 78, paragraphe 8, 9, vol. I, p. 496.

reproduction. L'exposé des habitudes du phoque d'Alaska et des pratiques des chasseurs pélagiques a montré que, pendant au moins neuf mois de l'année, il est en butte à l'impitoyable et infatigable poursuite du chasseur de mer, qui ne le laisse en repos pendant les trois autres mois que parce que l'inclemence de la température rend la chasse impossible. Il a été en outre démontré que c'est à l'époque où la femelle est sur le point de mettre bas ou allaite son petit, — qui ne saurait vivre sans le lait de sa mère, — que la chasse est la plus active.

La nécessité de protéger ce troupeau spécial est affirmée par de nombreux témoins dont l'expérience et les connaissances comprennent tous les degrés. Parmi ces témoins on remarque les principaux naturalistes d'Amérique et de beaucoup de pays d'Europe, les principaux commerçants qui se livrent à l'industrie des peaux de phoques aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, des chasseurs expérimentés, et beaucoup d'autres personnes au courant des habitudes du phoque et de la condition présente du troupeau d'Alaska.

Tout en n'affirmant pas, dans leur rapport collectif, que la protection soit nécessaire, les Commissaires anglais et américains de la mer de Behring sont arrivés à la conclusion suivante : « Nous sommes parfaitement d'accord pour reconnaître que, pour des raisons industrielles, ainsi que pour d'autres raisons dont l'évidence ne saurait échapper, il incombe à toutes les nations, et particulièrement à celles qui ont des intérêts commerciaux reposant directement sur les phoques à fourrure, de pourvoir à leur protection et à leur conservation d'une façon efficace (1) ».

Dans sa correspondance avec le Gouvernement des États-Unis, le Gouvernement Britannique a aussi reconnu la nécessité de protéger ce troupeau de phoques contre l'extermination qui le menace et a préconisé certaines méthodes de conservation au moyen de la fermeture de la chasse de cet animal pendant un temps déterminé, et de l'interdiction de se livrer à cette chasse dans certaines limites (2). Lord Salisbury, en 1888, reconnut tellement bien la nécessité de protéger le troupeau de phoques, qu'il proposa d'en fermer la chasse du 15 avril au 1^{er} octobre (de chaque année) dans toute l'étendue de la mer de Behring et dans les parties de la mer d'Okhotsk et de l'Océan Pacifique septentrional situées par le 47^e degré de latitude nord, ajoutant que cette restriction devrait être appliquée à la suite d'une entente internationale entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et les autres nations intéressées (3).

Le professeur T.-H. Huxley, examinant la question de la diminution du troupeau d'Alaska et la nécessité de le protéger, dit : « Le meilleur moyen serait d'interdire la capture des phoques à fourrure partout ailleurs qu'aux îles Pribilof (4) ». Le docteur Sclater, secrétaire de la Société zoologique de Londres, dit « que dans son opinion comme naturaliste, à moins que des mesures convenables ne soient prises pour restreindre la capture irrai-

(1) Rapport collectif des Commissaires anglais et américains de la mer de Behring, p. 309.

(2) Sir J. Pauncefote à M. Blaine, avril 1890 (vol. I, p. 204) ; le marquis de Salisbury à Sir L. West, 16 avril 1888 (vol. I, p. 238) ; Sir J. Pauncefote à M. Wharton, 11 juin 1891 (vol. I, p. 315).

(3) M. White à M. Bayard, 20 avril 1888 (vol. I, p. 179) ; le marquis de Salisbury à Sir L. West, 16 avril 1888 (vol. I, p. 238).

(4) Vol. I, p. 412.

sonnée du phoque à fourrure dans le Pacifique septentrional, cette espèce sera complètement exterminée d'ici quelques années, ainsi que l'ont été les autres espèces de la même famille dans d'autres parties du monde (1) ». Le docteur C. Hart Merriam, un des Commissaires américains de la mer de Behring, adressa à un certain nombre des principaux naturalistes et savants du monde une lettre résumant rapidement le résultat de ses recherches sur la condition des *rookeries* des îles Pribilof et sur la cause de la diminution du troupeau ; la lettre se termine par la conclusion suivante : « Il n'est donc pas exagéré d'en déduire que le seul moyen de rendre aux *rookeries* dépeuplées leur état florissant de jadis est de cesser de prendre des phoques en mer, et cela non seulement dans la mer de Behring, mais également dans le Pacifique septentrional (2) ». En réponse à cette communication, le docteur français Raphaël Blanchard dit : « En raison des massacres dont elle est la victime, cette espèce marche donc à grands pas vers sa destruction totale et définitive..., et c'est pour notre génération un devoir impérieux d'empêcher la destruction du phoque à fourrure, d'en réglementer sévèrement la chasse, de perpétuer en un mot cette source de richesses, et de la léguer à nos descendants (3) ». Dans sa réponse, le docteur italien Henri H. Giglioli dit : « C'est comme naturaliste et comme ancien commissaire de pêcheries, que j'ai l'honneur de dire... que je suis absolument d'accord avec vous au sujet des conclusions et des recommandations contenues dans votre rapport concernant la condition actuelle de l'industrie du phoque à fourrure dans la mer de Behring, avec référence spéciale aux causes de sa diminution et aux mesures nécessaires à la reprise et à la protection permanente de cette industrie, conclusions entièrement appuyées et justifiées par l'état de la question (4) ». Les professeurs suédois A.-E. Nordenskiöld et W. Lilljeborg, dans une réponse collective qu'ils ont faite à la lettre du docteur Merriam, disent : « ... Quant à la chasse pélagique du phoque, il est évident que le massacre systématique de cet animal en pleine mer, à sa sortie des *rookeries* et à son retour vers celles-ci ou au cours de ses pérégrinations dans leur voisinage, amènera bientôt la destruction complète de cet animal si précieux en même temps que si intéressant et important au point de vue scientifique (5) ». En dehors des déclarations précitées, d'autres savants français, italiens, suédois, russes, allemands, autrichiens, norvégiens et argentins, auxquels le docteur Merriam avait adressé sa lettre, sont unanimes à admettre les conclusions qui y sont exposées et affirment la nécessité de protéger le troupeau de phoques (6).

Dans un court exposé des résultats de la chasse pélagique du phoque, le docteur Allen démontre clairement la nécessité de protéger le troupeau d'Alaska (7).

Dans son rapport contenu dans le « rapport des pêcheries canadiennes » pour l'année 1886, déjà cité, M. Thomas Mowatt, inspecteur des pêcheries de la Colombie britannique, après avoir donné pour cette année le nombre

(1) Vol. I, p. 413.

(2) Vol. I, p. 417.

(3) Vol. I, p. 427.

(4) Lettre du docteur Henri-H. Giglioli, vol. I, p. 425.

(5) Lettre (collective) des professeurs Nordenskiöld et Lilljeborg, vol. I, p. 429.

(6) Lettres des docteurs A.-V. Middendorf, Emile Horub, R. Collett, Leopold Van Schrank, et autres, vol. I, pp. 418-433.

(7) Article du docteur Allen, 3^e partie, vol. I, p. 410.

des prises des navires de chasse, et signalé ce fait qu'elles se composaient presque exclusivement de phoques femelles, ajoute : « Ce nombre énorme de peaux, avec l'augmentation des prises qui s'ensuivra lorsque d'autres navires, qui arment chaque année, seront prêts, dépeupleront bientôt, je le crains, nos pêcheries de phoques à fourrure, et il est bien fâcheux qu'une industrie aussi précieuse ne puisse pas être protégée ».

M. Walter E. Martin, chef de la Maison C. W. Martin et fils, déjà cité, dit « que la conservation des troupeaux de phoques que l'on rencontre dans les pays situés dans le Pacifique septentrional est nécessaire à la continuation de l'industrie des fourrures de phoques, vu que ces troupeaux sont les principales sources qui restent au monde pour l'approvisionnement des peaux de ces animaux » ; et le témoin ajoute que, « se basant sur sa connaissance générale des habitudes du métier, il croit devoir exprimer l'opinion que des règlements sévères d'une nature quelconque sont nécessaires pour empêcher ces troupeaux de disparaître, ainsi qu'il en a été de ceux qui existaient jadis en grand nombre dans l'Océan Pacifique méridional (1) ».

Sir Georges Curtis Lampson, dont il a déjà été question comme étant le plus vieil associé de la maison C. M. Lampson et Cie, dit qu'il « n'a aucun doute qu'il soit nécessaire, afin de conserver cette industrie, de prendre des mesures en vue de soustraire le troupeau de phoques de l'Océan Pacifique septentrional et de la mer de Behring au sort qui a frappé les troupeaux des mers du sud (2) ». Dans une lettre au comte d'Iddesleigh, premier lord de la Trésorerie de Sa Majesté, datée de Londres, le 12 novembre 1886, et adressée par ladite maison Lampson et Cie, et traitant, entre autres sujets, de la question de la conservation du troupeau d'Alaska, il est dit : « Si la Grande-Bretagne refuse au Gouvernement des Etats-Unis le droit de protéger la chasse (du phoque) d'une façon effective, il n'y a pas de doute que les phoques à fourrure d'Alaska, qui fournissent la quantité de beaucoup la plus importante du stock de peaux de phoques du monde entier seront exterminés d'ici peu d'années, ainsi qu'il en a déjà été, dans le sud de l'Atlantique, des phoques à fourrure des Shetland et de Géorgie, qui fournissaient de la pelleterie encore plus fine que celle des animaux d'Alaska (3) ». Au mois de septembre 1890, la même maison écrivit au Foreign Office, que « à moins qu'on ne puisse établir immédiatement une saison pendant laquelle la chasse du phoque sera fermée, cet animal ne peut manquer de disparaître d'ici peu de temps (4) ». M. C. Hawkins, sujet britannique, dans une lettre déjà citée, adressée au marquis de Salisbury, déclare « que le massacre illimité des femelles aura pour résultat, d'ici peu de temps, l'extermination totale du phoque dans le pays, si des mesures ne sont pas prises pour s'y opposer (5) ».

M. Louis Révillon, associé de la fameuse maison parisienne Révillon frères, qui s'occupe de la fabrication des vêtements de peau de phoque depuis plus de vingt ans, parlant au nom de sa maison, s'exprime ainsi : « Nous croyons fermement que, si le massacre des phoques à fourrure de la côte nord-ouest ne cesse pas, ou n'est pas, tout au moins, soumis à une

(1) Walter E. Martin, vol. II, p. 570.

(2) Sir George C. Lampson, vol. II, p. 556.

(3) Livre bleu anglais, Etats-Unis, n° 2, 1890, C. 6131, p. 24.

(4) Ibid., n° 1, 1891, C. 6253, p. 11.

(5) Livre bleu anglais, Etats-Unis, n° 3, 1892, C. 6636, p. 5.

règlementation quelconque, les phoques à fourrure d'Alaska disparaîtront complètement, ainsi qu'il en a été des phoques des îles Shetland australles (1). » M. Emin Hertz, chef de la maison de fourrures Emin Hertz et Cie, de Paris, fait une déclaration analogue. Il dit : « Si cette chasse en pleine mer continue d'avoir lieu, comme pendant les deux dernières années, ma maison croit fermement que, dans un temps rapproché, le phoque n'existera plus qu'à l'état de souvenir et sera complètement exterminé (2). »

M. Elkan Wassermann, de San-Francisco, qui est fourreur depuis trente ans, dit : « Ma connaissance de la chasse aux phoques me permet de dire que je suis persuadé que cet animal sera complètement exterminé à moins qu'on ne le protège contre la poursuite acharnée qui lui est faite en mer depuis ces dernières années (?). » M. C. A. Williams, l'un des premiers membres de la Compagnie commerciale d'Alaska, jadis concessionnaire des îles Pribilof, mais qui ne possède plus actuellement aucun intérêt dans ces *rookeries*, dit que, si la chasse en mer continue, les phoques de la mer de Behring auront complètement disparu d'ici cinq ans, comme il en a été de ceux des îles des mers du sud (4). Quant à M. Herman Liebes, dont on a déjà parlé comme étant l'acheteur le plus important des captures du nord-ouest à Victoria dans la Colombie britannique, il fixe à trois ans la période de l'extermination, à moins que le phoque ne soit protégé contre les déprédations des chasseurs pélagiques (5).

Si l'on examine maintenant les témoignages de personnes qui sont encore plus au courant des effets destructifs de la chasse en pleine mer, de la dépopulation du troupeau d'Alaska qui en résulte, et du résultat probable de la continuation de la chasse pélagique, ils confirment amplement les opinions déjà reproduites. Un grand nombre de ces hommes, chasseurs de plus ou moins d'expérience, sont unanimes à reconnaître la nécessité de protéger le troupeau afin de préserver d'une extermination certaine dans l'avenir. On a posé à Alexandre Mc Lean la question suivante : « Si la chasse du phoque continue comme elle a été pratiquée jusqu'ici, y a-t-il un danger quelconque de les (les phoques) exterminer ? » Il a répondu : « Si on continue comme on l'a fait depuis que je suis dans le métier, je leur donne dix ans ; après quoi le métier de chasseur de phoques n'existera pour ainsi dire plus (6). » M. Morris Moss, vice-président de la Société de chasseurs de phoques de Victoria, dans la Colombie britannique, dit : « Il est très important de conserver le phoque à fourrure ; il faut le protéger contre le massacre acharné dont il est l'objet en pleine mer, ou il aura bientôt disparu (7). » John Morris, chasseur expérimenté, dont il a déjà été question, dit : « Avec l'augmentation actuelle de la flotte des navires de chasse, le troupeau de phoques aura bientôt disparu, à moins que quelques restrictions ne soient apportées à la chasse pélagique (8). » M. William H. Long, qui a été chasseur, second et capitaine de navires de chasse, dit : « Je pense que, si rien n'est fait pour protéger les phoques dans le Pacifique septentrional et dans la mer de Behring, ils seront exter-

(1) Vol. II, p. 590.

(2) Vol. II, p. 588.

(3) Vol. II, p. 534.

(4) Vol. II, p. 538.

(5) Vol. II, p. 514.

(6) Vol. II, p. 438.

(7) Vol. II, p. 342.

(8) Vol. II, p. 340.

minés d'ici fort peu d'années (1). » Caleb Lindahl, qui a chassé le phoque dans les mers arctiques et antarctiques, dit : « Si l'on continue à les chasser dans la mer de Behring et dans le Pacifique septentrional, comme on l'a fait en ces dernières années, ils seront exterminés de la même façon (que dans les mers du sud), parce que la plupart des phoques tués sont des femelles (2). » A ces déclarations on pourrait ajouter les témoignages de nombreuses autres personnes expérimentées dans la chasse du phoque en pleine mer (3). »

La certitude de l'extermination du troupeau en cas de non protection est aussi établie par le témoignage de nombreux chasseurs indiens, que leur longue expérience et leur observation minutieuse de l'état du troupeau migrateur d'année en année rendent absolument compétents pour donner une opinion valable et sérieuse. Alfred Irving, chasseur de la tribu des Indiens Makah, dit : « Si on continue à les tuer avec des armes à feu, il n'y en aura bientôt plus (4). » Selwish Johnson, de la même tribu, dit : « Si on les chasse avec des armes à feu, ils seront bientôt détruits (5). » Gonastut, Indien de la tribu des Yakutat, après avoir déclaré que les phoques deviennent fort rares, donne comme raison de leur diminution le trop grand nombre de goëlettes employées à leur chasse, et il ajoute : « Les phoques n'existeront bientôt plus, à moins que le *Great Father* (le Père puissant) n'empêche les goëlettes de chasser (6). » Et un grand nombre d'autres Indiens font des dépositions analogues (7). »

D'autres témoins qui sont complètement familiarisés avec les mœurs des phoques à fourrure d'Alaska ou qui ont eu amplement l'occasion d'observer leur diminution constante et de la comparer aux faits et aux chiffres connus concernant la chasse pélagique et le développement qu'elle a pris, font des déclarations semblables quant à la nécessité de protéger les phoques si on veut les conserver (8). M. Maxwell Cohen dit : « Je compte une expérience de vingt-deux ans dans le commerce des fourrures en Alaska, et je n'éprouve aucune hésitation à déclarer que, si l'espèce du phoque à fourrure doit échapper à l'extermination qui la menace, toute chasse pélagique de cet animal doit cesser (9). » Le docteur H. M. McIntyre, comme surintendant de la Compagnie commerciale d'Alaska, en résidence aux îles Pribilof, qui s'est, depuis vingt ans, livré à une étude approfondie des mœurs et de la condition du troupeau de phoques, dit : « Je suis pleinement convaincu, par ma connaissance de toutes les questions qui se rapportent aux phoques, que, si cette destruction acharnée et irraisonnée du troupeau de phoques des îles Pribilof, à laquelle on se livre depuis six ans dans la mer de Behring et dans le Pacifique septentrional, ne cesse

(1) Vol. II, p. 458.

(2) Vol. II, p. 456.

(3) Thomas Gibson, vol. II, p. 432 ; A. J. Hoffman, vol. II, p. 447 ; F. F. Feeney vol. II, p. 220 ; Luther J. Franklin, vol. II, p. 426 ; O. Holm, vol. II, p. 368 ; Martin Benson, vol. II, p. 406.

(4) Vol. II, p. 387.

(5) Vol. II, p. 389.

(6) Vol. II, p. 238.

(7) Peter Brown, vol. II, p. 163 ; Thomas Zolnoks, vol. II, p. 28 ; Charles Martin, vol. II, p. 297.

(8) Samuel Falconer, vol. II, p. 162 ; M. A. Healy, vol. II, p. 28 ; A. P. Loud, vol. II, p. 39 ; H. G. Otis, vol. II, p. 88 ; Wm. H. Williams, vol. II, p. 94 ; Aggie Kushiu, vol. II, p. 430 ; C. M. Scammon, vol. II, pp. 475, 476.

(9) Vol II, p. 225.

pas, les phoques seront exterminés d'ici fort peu d'années, même dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis interdirait complètement la capture du phoque dans les Iles Pribilof, car la destruction des femelles en pleine mer a atteint un chiffre que celui des naissances annuelles ne saurait remplacer (1). »

Les faits sur lesquels on appelle l'attention sont donc les suivants : le troupeau de phoques d'Alaska a diminué d'une façon considérable dans ces dernières années ; la seule cause de cette diminution a été le massacre acharné et irraisonné des phoques en haute mer, particulièrement des femelles pleines ou nourrices ; si cette destruction continue, le phoque à fourrure des régions septentrionales sera complètement exterminé. Enfin, la science et l'expérience démontrent qu'il est nécessaire de protéger le troupeau de phoques contre ce genre de boucherie afin d'en conserver l'espèce.

Sur la question des mesures restrictives ou prohibitives à adopter pour atteindre le but que l'on se propose à cet égard, il est seulement nécessaire de considérer celles de ces mesures qui sont applicables à la chasse du phoque en pleine mer, car on a déjà établi que des règlements peuvent être appliqués aux Iles Pribilof, de manière qu'un certain nombre de jeunes phoques mâles puissent être annuellement capturés aux Iles, pendant une période de temps indéfinie, sans nuire à l'état normal du troupeau, ni diminuer ce dernier en aucune façon. Ce point a été démontré tout particulièrement par les Commissaires américains ainsi que par de nombreux autres témoins (2). Mais les opinions varient naturellement au sujet de la nature des restrictions qu'il est nécessaire d'appliquer à la chasse du phoque en mer, selon le degré d'expérience, les préjugés ou le point de vue personnel de l'individu qui fait sa déposition. Ces opinions peuvent être divisées en deux classes : prohibition absolue et prohibition limitée. Naturellement, la majorité des personnes aux intérêts desquelles une prohibition absolue de la chasse pélagique du phoque dans toutes les eaux fréquentées par le troupeau d'Alaska, porterait atteinte, seront de celles qui affirment la nécessité d'une protection limitée, tandis que les gens que n'aveugle pas l'intérêt ou qui désirent la conservation du phoque déclarent que cette conservation ne peut être obtenue qu'à l'aide de la prohibition absolue.

M. Philippe Lutley Sclater, docteur en philosophie, secrétaire de la Société zoologique de Londres, dit que, dans son opinion de naturaliste, « à moins que des mesures convenables ne soient prises pour restreindre la capture exagérée du phoque à fourrure dans le Pacifique septentrional, l'extinction de cette espèce aura lieu d'ici peu d'années, ainsi que cela s'est produit pour d'autres espèces de la même famille dans d'autres parties du monde » ; que « il lui semble que le meilleur moyen de procéder serait de s'opposer d'une façon absolue, ou, tout au moins, dans la mesure du possible, à la destruction des femelles et des petits du phoque à fourrure, et de ne tuer qu'un certain nombre de mâles chaque année », et que « la seule façon, à son avis, de faire exécuter ces règlements, serait de ne tuer les phoques qu'aux Iles à l'époque du rut (à laquelle, paraît-il, les jeunes

(1) Vol. II, p. 146.

(2) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 352 ; H. H. McIntyre, vol. II, p. 45 ; W. H. Williams, vol. II, p. 94 ; Georges Wardman, vol. II, p. 179 ; W. H. Dall, vol. II, p. 24.

mâles se tiennent à l'écart des femelles et des mâles reproducteurs), et d'interdire absolument, autant que possible, la destruction du phoque à fourrure à toute autre époque et en tous autres lieux (1). » Le professeur Dall, dont l'opinion n'a pu être guidée que par des considérations purement scientifiques, dit : « Le salut du troupeau de phoques dans l'avenir dépend des mesures protectrices dont on l'entourera dans le présent. Si on ne le protège qu'aux îles Pribilof, l'extermination sera rapide ; si les phoques sont protégés également dans les îles et les eaux de la mer de Behring, la diminution sera plus lente, mais l'extinction finale ne s'ensuivra pas moins. Pour préserver complètement ce troupeau de la destruction, il est nécessaire de le protéger en tout temps, dans toutes les eaux qu'il fréquente (2). » M. C. A. Williams, que sa longue expérience du commerce des fourrures a rendu particulièrement compétent en ces matières, et dont les intérêts ne sauraient plus être touchés par la conservation du troupeau de phoques, dit : « qu'il considère la protection de ce troupeau dans le Pacifique septentrional comme une question des plus importantes, puisque, si elle ne lui est pas accordée, il est inévitablement voué à l'extermination, même en admettant que la chasse du phoque soit prohibée dans la mer de Behring (3). » Le docteur H. H. McIntyre dit : « Je suis d'avis que les phoques devraient être protégés dans la mer de Behring et le Pacifique septentrional, et que la chasse pélagique devrait être entièrement prohibée dans ces parages (4) » M. Alfred Fraser, sujet britannique déjà cité, qui a tout intérêt à ce que le marché de Londres soit approvisionné aussi abondamment que possible de fourrures de phoques, dit « qu'à son avis, la prohibition absolue de la pêche pélagique du phoque, c'est-à-dire de la destruction de cet animal en pleine mer, soit dans le Pacifique septentrional, soit dans la mer de Behring, est nécessaire à la conservation des troupes de phoques actuellement survivants (5). » Cette opinion se trouve exprimée dans les dépositions de nombreux autres témoins (6).

Les personnes qui affirment qu'une prohibition limitée est seule nécessaire sont divisées d'opinion sur les seuls moyens à employer : les uns sont en faveur d'une saison prohibée, pendant laquelle la chasse du phoque sera interdite ; les autres proposent de proscrire l'usage des armes à feu ; d'autres encore sont d'avis que le phoque ne devrait pas être inquiété dans les eaux de la mer de Behring ; enfin il en est d'autres qui pensent qu'une zone protectrice de trente à cinquante milles des îles serait suffisante.

Un certain nombre de chasseurs sont en faveur de cette proposition, mais ils ne sont pas d'accord au sujet du temps pendant lequel la chasse devrait être prohibée. Daniel Claussen demande que la chasse soit fermée du 1^{er} juillet au 31 octobre (7) ; Arthur Griffin, du 1^{er} avril au 1^{er} septem-

(1) P. L. Sclater, vol. I, p. 413 Voir aussi citation empruntée au professeur J. H. Huxley, ci-dessus, p. 242

(2) Vol. II, p. 24.

(3) Vol. II, p. 538.

(4) Vol. II, p. 46.

(5) Vol. II, p. 537.

(6) W. C. Coulson, vol. II, p. 416 ; J. F. Ryan, vol. II, p. 175 ; J. H. Moulton, vol. II, p. 73 ; W. B. Taylor, vol. II, p. 177 ; B. F. Scribner, vol. II, p. 90 ; T. F. Morgan, vol. II, p. 65 ; Gustave Isaacson, vol. II, p. 440 ; J. A. Bradley, vol. II, p. 227 ; H. W. McIntyre, vol. II, p. 138.

(7) Vol. II, p. 412.

bre inclusivement (1) ; Josué Stickland, du 1^{er} mai au 15 septembre (2) ; Frank Johnson, du 1^{er} juillet à la fin de l'année (3) ; G.-E. Miner, du 1^{er} janvier au 15 août (4) ; James Kiernan dit que les phoques devraient être protégés de février à octobre (5) ; quant à Isaac M. Lenard, il est d'avis que la prohibition de la chasse de cet animal devrait s'étendre de février à novembre (6) ; Thomas Brown (n° 1) dit qu'afin de prévenir l'extermination des phoques, leur chasse devrait être prohibée jusqu'à ce que les femelles aient mis bas (7) ; le capitaine Victor Jacobson est également de cet avis (8). William Short pense que la chasse de cet animal devrait être prohibée dans le Pacifique septentrional avant la mi-juin (9). Enfin, Charles Peterson dit : « La capture du phoque en mer avant la naissance des petits est nuisible à l'existence du phoque et devrait être interdite (10) ».

Un coup d'œil sur les dépositions ci-dessus, émanant des personnes qui se livrent ou se sont livrées à la chasse pélagique du phoque, suffit pour démontrer qu'une saison prohibée ne saurait assurer la conservation du phoque, car, si on considère l'ensemble de ces dépositions, on remarque que cette prohibition est préconisée par un chasseur ou par l'autre pour chacun des mois de l'année, ce qui est une preuve évidente que le troupeau de phoques a besoin d'être protégé pendant le cours de l'année entière. Le docteur George Dawson, un des Commissaires britanniques de la mer de Behring, dit, dans un article intitulé : *Note sur la question de la protection du phoque à fourrure dans le Pacifique septentrional*, et contenu dans une communication adressée par Sir Julian Pauncefote à M. Blaine, en date du 9 mars 1890 : « Le fait que la femelle du phoque à fourrure est de nouveau fécondée peu de jours après la naissance de son petit, et que la période de la gestation est de près de douze mois, et qu'à n'importe quelle époque de l'année, les peaux sont bonnes pour le marché (bien que, pendant quelques semaines, — de la mi-août à la fin de septembre, — pendant le temps de la mue et du remplacement du poil qui recouvre la fourrure, elles aient moins de valeur), démontre qu'il n'existe aucune base naturelle pour l'application générale d'une saison prohibée (11) ». Quant à Sir George Baden-Powell, l'autre Commissaire britannique de la mer de Behring, dans une lettre au *Times* de Londres publiée le samedi 30 novembre 1889, il s'oppose à une saison prohibée pour toute l'année, excepté les mois de juillet, août et septembre, sous le prétexte que « les chasseurs de phoques canadiens commencent la chasse en décembre et la continuent sans interruption jusqu'au mois d'août ». Le professeur Huxley dit également : « Dans un cas semblable, je ne pense pas que l'application d'une saison prohibée, soit dans la mer de Behring, soit sur la côte nord-ouest, présente aucune utilité pratique, à moins que la chasse ne soit interdite d'une façon absolue (12) ».

(1) Vol. II, p. 326.

(2) Vol. II, p. 350.

(3) Vol. II, p. 441.

(4) Vol. II, p. 467. Voir aussi George Dishow, vol. II, p. 323.

(5) Vol. II, p. 481.

(6) Vol. II, p. 217.

(7) Vol. II, p. 319.

(8) Vol. II, p. 328.

(9) Vol. II, p. 348.

(10) Vol. II, p. 346.

(11) Sir Julian Pauncefote à M. Blaine, le 9 mars 1890, annexe n° 4.

(12) Déclaration du professeur T.-J. Huxley, vol. I, p. 412.

La seconde mesure de protection, interdiction de l'usage des armes à feu, est naturellement préconisée par les chasseurs indiens (1). Il est nécessaire de ne pas perdre de vue ce fait qu'avec moins de vingt navires occupés à la chasse du phoque, de 1880 à 1885, alors que la lance était, en principe, la seule arme employée à la chasse, les phoques cessèrent d'augmenter (2). Si donc la flotte actuelle de plus de cent navires ne portait que des chasseurs indiens, il est évident que les phoques diminueraient encore, car la prise de l'Indien, comme celle du blanc, comprend une proportion semblable de femelles, et aucun discernement n'est apporté dans le choix des animaux capturés (3).

La troisième proposition a pour but de fermer la mer de Behring à tous les navires qui se livrent à la chasse du phoque (4). La remarque qui vient d'être faite dans le paragraphe précédent, à savoir que les phoques cessèrent d'augmenter de 1880 à 1885, alors que vingt navires seulement se livraient à la chasse de ces animaux, s'applique également à la fermeture de la mer de Behring ; car, ainsi qu'il a été établi, les navires de chasse pénétraient rarement dans la mer de Behring à cette époque, ils se livraient à leurs opérations presque exclusivement dans l'Océan Pacifique septentrional (5) ; conséquemment, si la flotte de chasse augmente dans des proportions considérables, elle ne peut manquer d'amener ultérieurement l'extermination du troupeau, même en admettant que ces navires soient exclus de la mer de Behring. En avril 1890, le Gouvernement britannique, par l'intermédiaire de Sir Julian Pauncefote, son ministre aux Etats-Unis, soumit un projet de convention relatif à l'industrie de la chasse du phoque dans la mer de Behring et dans la mer d'Okhotsk, et proposa que la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis apposassent leur signature à cette convention. L'étendue de mer que cette convention proposait de fermer comprenait non seulement la mer de Behring, mais une partie considérable de l'Océan Pacifique, au sud de la presqu'île d'Alaska, ainsi que les passes orientales des îles Aléoutiennes (6). Dans une correspondance précédente, la Grande-Bretagne avait même proposé d'étendre la protection législative jusqu'au 47° parallèle sud (7).

Sir George Baden-Powel, un des Commissaires britanniques de la mer de Behring, dans un article publié dans la *New Review*, au mois de février 1891, dit : « Pour protéger l'industrie des fourrures de phoques d'une manière effective, il faudrait comprendre tout l'Océan Pacifique ainsi que les côtes situées par exemple sous la latitude de 50° (8) ». La Grande-Bretagne a donc reconnu qu'il est indispensable de protéger le troupeau de phoques en dehors de la mer de Behring pendant la plus grande partie de sa migration.

(1) Twongkwak, vol. II, p. 246 ; King Kooga, vol. II, p. 240. Voir aussi F.-R. King-Hall, vol. II, p. 334.

(2) Voir ci-dessus, p. 158.

(3) Michael Wooskoot, vol. II, p. 275 ; Robert Kooko, vol. II, p. 296 ; Jack Shucky, vol. II, p. 289 ; Charlie Tleksatan, vol. II, p. 270.

(4) William H. Smith, vol. II, p. 478.

(5) Voir plus haut, p. 181.

(6) Lettre de Sir Pauncefote à M. Blaine, du mois d'avril 1890, annexe 1.

(7) M. White à M. Bayard, 20 avril 1888 ; le marquis de Salisbury à Sir L. West, le 16 avril 1888. Voir aussi lettre de Sir Julian Pauncefote à M. Warton, le 11 juin 1891.

(8) « The Bering Sea Dispute : A Settlement » (Litige de la mer de Behring : règlement), par Sir George Baden-Powel, vol. I, p. 589.

Le quatrième et dernier moyen indiqué pour établir une prohibition limitée consiste à tirer autour des îles une ligne imaginaire en deçà de laquelle la chasse du phoque en mer serait interdite. La distance proposée comme rayon de cette zone autour des îles Pribilof varie de 25 (1) ou 30 (2) à 50 milles (3).

Pour se rendre compte de l'inefficacité de ce moyen de protection, on n'a qu'à examiner les cartes marines qui établissent les itinéraires des goëlettes de chasse saisies dans la mer de Behring en 1887; ces cartes ont été dressées par le bureau du levé géodésique de la côte des Etats-Unis, d'après les journaux de bord de ces navires, actuellement en la possession du gouvernement des Etats-Unis, et certifiées par le chef de ce bureau. Si l'on considère l'itinéraire de la goëlette britannique *Ada*, du port de Victoria, dans la Colombie britannique, on peut se rendre compte de suite de l'inefficacité d'une zone comme moyen de protection, car cet itinéraire prouve qu'en deçà d'un espace donné, dont le point le plus rapproché est situé à cent trente-sept milles des îles, le total des prises, pendant une chasse de treize jours, a été de sept cent quarante-sept phoques, tandis que, dans un espace donné, plus rapproché de près de cent milles des îles Pribilof, le total des prises, au cours d'une chasse de dix-huit jours, n'a été que de cinq cent cinquante-six phoques; en outre, à aucun moment, ce navire ne s'est trouvé à une distance inférieure à quarante-six milles des *rookeries* de phoques (4). L'itinéraire de la goëlette britannique *Alfred Adams* montre que le point le plus rapproché des îles où elle prit des phoques en 1887 est situé à environ soixante milles au sud de l'île Saint-Georges, et que la plus grande quantité de ses prises furent faites à cent vingt-cinq milles des îles (5). La goëlette *Ellen* ne s'est jamais trouvée à moins de cent seize milles des *rookeries* des îles (6), et le point le plus rapproché des îles où la goëlette *Annie* se soit jamais trouvée a été de soixante-dix-sept milles, et sa distance habituelle de plus de cent cinquante milles (7). Edward Shield, du district de Sooke, dans l'île de Vancouver, un des chasseurs employés à bord de la goëlette britannique *Carolina*, saisie en 1886 par le capitaine Abbey, des douanes maritimes des Etats-Unis, dit: « Pendant le temps de notre croisière, nous ne fûmes pas une seule fois en vue des côtes (8) ». On pourrait citer de nombreux témoignages analogues, mais il suffira de mentionner simplement les déclarations de James Douglas Warren au sujet des endroits où les navires *W.-P. Sayward*, *Grace*, *Anna Beck*, *Dolphin*, *Alfred Adams* et *Ada* furent saisis par le Gouvernement des Etats-Unis en 1887. Les distances données montrent combien les phoques s'éloignent de la terre, car M. Warren déclare que tous les navires saisis se livraient à la chasse à ces distances: le *W.-P. Sayward* se trouvait à environ cinquante-huit milles d'Ulanaska (la terre la plus rapprochée) (9); la *Grace* à environ quatre-vingt-

(1) Lord Stanley of Preston à Lord Knutsford, 28 février 1892, « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 4 (1892), C. 6633, n° 5, p. 2.

(2) Henry Poland, vol. II, p. 572; Sir J. Pauncefoot au marquis de Salisbury, 26 février 1892, « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 1 (1892), C. 6633, n° 8, p. 3.

(3) Morris Moss, vol. II, p. 342.

(4) Carte marine de l'itinéraire de la goëlette *Ada*, vol. I, p. 574.

(5) Carte marine de l'itinéraire de la goëlette *Alfred Adams*, vol. I, p. 543.

(6) Carte marine de l'itinéraire de la goëlette *Ellen*, vol. I, p. 525.

(7) Carte marine de l'itinéraire de la goëlette *Annie*, vol. I, p. 531.

(8) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 2 (1890), C. 6131, p. 8.

(9) *Ibid.*, p. 145.

douze milles d'Unalaska (la terre la plus rapprochée) (1) ; l'*Anna Beck* à environ soixante-six milles de la terre la plus rapprochée (2) ; le *Dolphin* à environ quarante-deux milles de l'île d'Unalaska (la terre la plus rapprochée) (3) ; l'*Alfred Adams* à environ soixante-deux milles de l'île d'Unalaska (la terre la plus rapprochée) (4), et l'*Ada* à environ quinze milles au nord de l'île d'Unalaska, comme terre la plus rapprochée (5).

Sir George Baden Powel, dans l'article qu'il a publié dans le *Times* de Londres, auquel il a déjà été fait allusion, dit : « Le fait est que les chasseurs de phoques canadiens prennent fort peu ou point de ces animaux dans les parages de ces îles (Pribilof) ».

Dans leur rapport, les Commissaires américains, après avoir parlé de l'absurdité d'un tel moyen de protection, disent : « Les nuages et les brouillards y règnent presque constamment, et il est difficile pour un navire d'établir exactement où il se trouve, après avoir croisé pendant peu de temps. La marge d'incertitude serait presque aussi étendue que la zone elle-même... Dans la plupart des cas, il serait difficile d'établir que le navire de chasse se trouve réellement dans les eaux prohibées (6) ». Le capitaine Shepard, des douanes maritimes des Etats-Unis, qui, en 1887 et en 1889, saisit un certain nombre de navires occupés à la chasse du phoque dans la mer de Behring, dit : « Dans mon opinion, si la chasse pélagique du phoque était prohibée dans une zone de trente, quarante, ou cinquante milles autour des îles Pribilof, cette prohibition n'exercerait absolument aucun effet comme moyen de protection à l'égard de ces animaux, parce que les phoques femelles vont beaucoup plus loin à la recherche de nourriture, et parce qu'il règne de tels brouillards dans le voisinage de ces îles qu'il serait impossible d'appliquer toute prohibition de ce genre (7) ». Le capitaine Abbey, qui fait également partie des douanes maritimes des Etats-Unis, et qui, en 1886, a saisi plusieurs navires de chasse dans la mer de Behring, dit : « Les brouillards règnent l'été d'une manière à peu près constante dans la mer de Behring. Sur les cinquante-huit jours que dura ma croisière dans ces parages, il fit du brouillard et il plut pendant cinquante-quatre jours, les quatre autres jours seulement furent à peu près beaux. Pour ce motif, il est des plus difficiles de saisir des navires dans la mer de Behring. On entend souvent la détonation des armes à feu dont se servent les chasseurs, alors qu'on ne peut distinguer aucun navire. Pendant quinze et vingt jours de suite, je n'ai pas vu le soleil, et je n'ai jamais vu d'étoiles dans la mer de Behring, car les nuits y sont constamment sombres et brumeuses (8) ». Le capitaine Bryant, dont il a déjà été question comme agent du Gouvernement aux îles Pribilof de 1870 à 1877, et qui, antérieurement à cette époque, avait été capitaine d'une baleinière qui avait croisé pendant plusieurs années dans la mer de Behring, dit : « Une zone de trente, quarante ou cinquante milles autour de l'île où la chasse du phoque est prohibée, n'accorderait que peu

(1) *Ibid.*, p. 148.

(2) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 2 (1890), C. 6131, p. 152.

(3) *Ibid.*, p. 156.

(4) *Ibid.*, p. 160.

(5) *Ibid.*, p. 161. Voir aussi William H. Smith, vol. II, p. 478 ; Fred Smith, vol. II, p. 349.

(6) Rapport des Commissaires américains de la mer de Behring, p. 376.

(7) Vol. II, p. 189.

(8) Vol. II, p. 186.

de protection, car, pendant la période du rut, après qu'elles ont mis bas, les femelles errent de temps à autre dans la mer de Behring, à la recherche de nourriture. Mais, en admettant cette hypothèse, même si l'établissement de cette zone pouvait protéger le phoque, il serait impossible, en raison de l'atmosphère qui y est si constamment brumeuse, d'empêcher les navires de dépasser une ligne imaginaire tirée à telle ou telle distance autour des îles Pribilof (1). D'autres personnes qui ont également examiné la question d'une zone protectrice en sont arrivées à une conclusion analogue à celle indiquée ci-dessus (2). Le capitaine Charles J. Turner, commandant de la croisière *Nymphie*, de la marine de Sa Majesté, laquelle se trouvait dans la mer de Behring en 1891, déclare que « le temps qu'il a éprouvé, pendant la plus grande partie de son séjour dans ces eaux, fut très brumeux et pluvieux, et que les brouillards facilitèrent beaucoup la fuite des goélettes de chasse (3) ». Enfin Lord Salisbury, en discutant la possibilité de limiter la chasse du phoque à la partie située au delà d'une ligne tracée à travers la mer, dit : « Que si la chasse du phoque est prohibée d'un côté d'une ligne purement imaginaire tracée en plein océan, alors qu'elle est permise de l'autre côté de cette ligne, il sera impossible, dans beaucoup de cas, d'établir qu'un navire se livre à la chasse illicite, ou de déduire cette conclusion du fait que des peaux ou des engins de chasse seront découverts à bord du navire (4) ». Et la justesse de cet argument est encore plus évidente lorsque ladite ligne imaginaire est presque constamment entourée de brumes et de brouillards.

Il résulte d'un examen minutieux des quatre méthodes de protection limitée proposées ci-dessus qu'aucune d'elles ne saurait préserver le troupeau de phoques d'Alaska d'une extermination certaine dans un avenir rapproché, quelle que soit la rigueur avec laquelle on les applique. Il s'ensuit donc que, si l'on juge nécessaire ou à propos, à un point de vue pratique ou commercial, de protéger les troupeaux de phoques du Pacifique septentrional et de la mer de Behring, la chasse pélagique doit être, sous toutes ses formes, à toute époque et dans toutes les eaux, absolument prohibée.

L'industrie de la peau de phoque.

Autrefois.

La valeur commerciale du troupeau de phoques d'Alaska, qui nécessite la protection dont il a déjà été parlé pour être préservé d'une destruction totale, saute aux yeux si l'on étudie l'industrie de la peau de phoque telle qu'elle existait autrefois et telle qu'elle est actuellement.

Autrefois, c'est-à-dire avant l'occupation de l'Alaska et de la mer de Behring par les Américains, les grandes sources d'approvisionnement pour les peaux de phoques à fourrure se trouvaient dans les deux hémisphères austral et boréal. Parmi celles des régions méridionales, dont il fut tiré des centaines de milliers de peaux au commencement de ce siècle, il faut citer le Sandwichland, les Shetland méridionales, l'île de la Désolation, l'île Goughs, l'île Kerguelen, l'île Massafuero, l'île San-Juan-Fernandez, les

(1) Vol. II, p. 9.

(2) H.-H. McIntyre, vol. II, p. 46 ; A.-P. Loud, vol. II, p. 39 ; George Wardman, vol. II, p. 179 ; H.-W. McIntyre, vol. II p. 138 ; H.-N. Clark, vol. II, p. 160.

(3) « Livre bleu anglais », États-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 115.

(4) Sir Julian Pauncelote à M. Wharton, 6 juin 1871 (Annexe).

îles Falkland, la Terre de Feu, la Patagonie, le cap Horn, les îles de la Géorgie du Sud, les Crozets (1), le cap de Bonne-Espérance, la Nouvelle-Zélande et d'autres contrées indiquées par le docteur Allen (2).

On a déjà montré jusqu'à quel point ces *rookeries* méridionales ont été dépeuplées (3), mais on trouve un exemple des quantités considérables capturées en peu de temps par les pêcheurs de phoques, exemple qui prouve combien ces côtes et ces îles australes abondaient en phoques à une certaine époque : c'est celui des Shetland méridionales, où trois cent vingt mille de ces animaux furent pris en deux ans, de 1821 à 1823 (4), et celui également de l'île Massafuero, d'où on expédia à Canton en sept ans plus de trois millions de peaux de phoques à fourrure. Indépendamment des sources australes, il y avait, pour les peaux de phoques, celles qu'on peut appeler tropicales, comprenant la Guadeloupe, les îles Galapagos, les îles Lobos (5), Saint-Félix et Saint-Ambroise (6), dont l'état de dépeuplement est bien connu, à l'exception cependant des îles Lobos, qui, comme on l'a indiqué précédemment, ont été pendant longtemps sous la protection du gouvernement de l'Uruguay (7). Les lieux d'approvisionnement dans l'hémisphère boréal étaient, comme à présent, les îles Pribilof, les îles du Commandant, le récif de Robben et les îles Kouriles, toutes, à l'exception de ces dernières, surveillées et exploitées par la Compagnie de l'Amérique russe.

Avant 1870, toutes les peaux de phoques à fourrure, sauf quelques milliers, étaient envoyées et vendues en Chine, où elles étaient épilées (8) ; la valeur marchande d'une peau était d'environ cinq dollars dans ce pays et un peu moindre en Europe (9). Mais, l'approvisionnement étant fort irrégulier, les prix subissaient tant de fluctuations qu'une cargaison de peaux se vendait quelquefois pour la somme modique de cinquante cents la pièce (10). La Russie recevait également une partie du stock de la Compagnie de l'Amérique russe (11). Quelques peaux cependant étaient achetées en Angleterre par MM. J.-M. Oppenheim et Cie (12), et, de 1850 à 1860, New-York (13) en tirait aussi de la Compagnie de l'Amérique russe. Mais ce fut seulement à partir de la concession des îles Pribilof à la Compagnie commerciale de l'Alaska en 1870, et grâce aux efforts réunis de celle-ci et de MM. C.-M. Lampson et Cie, que l'industrie de la peau de phoque reçut l'impulsion qui l'a amenée au point où elle se trouve actuel-

(1) Emil Teichmann, vol. II, p. 577 ; James W. Budington, vol. II, pp. 593-594 ; George Fogel, vol. II, p. 424 ; C.-A. Williams, vol. II, p. 536 ; George Comer, vol. II, p. 596 ; Alfred Fraser, vol. II, p. 555.

(2) Article du docteur Allen, 1^{re} et 2^e parties, vol. I, pp. 375-394.

(3) Voir ci-dessus, p. 218.

(4) C.-A. Williams, vol. II, p. 541.

(5) C.-A. Williams, vol. II, p. 542.

(6) Article du docteur Allen, 1^{re} et 2^e parties, vol. I, pp. 371-393 ; vol. II, p. 430.

(7) Emil Teichmann, vol. II, p. 578 ; Alfred Fraser, vol. II, p. 556 ; documents de l'Uruguay, vol. I, p. 448.

(8) Emil Teichmann, vol. II, p. 577 ; C.-A. Williams, vol. II, p. 541 ; lettre du conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe à l'administrateur en chef Baranof, en date du 6 avril 1817, vol. I, p. 80.

(9) C.-A. Williams, vol. II, p. 542.

(10) *Ibid*, vol. II, p. 542.

(11) Lettre du conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe au capitaine Rudakof, du 22 avril 1853, vol. I, p. 82.

(12) Walter E. Martin, vol. II, p. 567.

(13) Lettre du conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique russe à l'administrateur en chef des colonies de l'Amérique russe, du 8 novembre 1854, vol. I, p. 83.

lement (1). En même temps, les procédés pour la teinture et l'apprêt des peaux étaient perfectionnés par cette maison, et les peaux de phoque, devenues un article à la mode d'un usage général en Europe et en Amérique, acquéraient une valeur marchande beaucoup plus élevée (2).

Aujourd'hui.

Comme résultat de ces efforts et de l'augmentation des prix, Londres est devenu en fait le seul marché où se vendent les peaux des phoques à fourrure, et les acheteurs s'y rendent deux fois par an des divers pays pour en faire l'acquisition (3) ; la vente, qui comprend cent cinquante mille peaux et plus, se fait aux enchères publiques (4).

Les principales sources d'approvisionnement pour les peaux de phoques sont, actuellement, d'abord les îles Pribilof, puis les îles du Commandant, ensuite les prises dites « nord ouest » ou « Victoria (5) ». On reçoit également quelques peaux des îles Lobos, du cap Horn, des Falkland (6) et de l'Australasie (7).

Les tableaux annexés à la déposition de M. Emile Teichmann, de la maison C.-M. Lampson et C^{ie}, montrent que les îles Pribilof ont fourni, depuis leur concession à la Compagnie commerciale de l'Alaska jusqu'à l'année 1890, plus de la moitié des peaux vendues annuellement à Londres. Ils montrent aussi que, y compris les prises « nord-ouest », le troupeau d'Alaska a produit plus de 60 pour cent du stock universel, et que les deux grands troupeaux de l'Océan Pacifique septentrional et de la mer de Behring, menacés tous les deux d'extermination par la chasse pélagique, fournissent plus de 80 pour cent des peaux mises en vente chaque année à Londres. En 1889, dernière année dans laquelle cent mille phoques furent capturés aux îles Pribilof, le nombre des peaux données par ces deux troupeaux fut de 94 pour cent du stock total, les autres sources ne produisant pas douze mille peaux (8). Il résulte clairement de ce qui précède que la destruction du troupeau d'Alaska entraînera forcément la disparition, de la surface du globe, de l'industrie de la peau de phoque. Par conséquent, l'importance et la valeur de cette industrie, la perte qui résulterait de la non-interdiction de la chasse pélagique, indépendamment du dommage causé au Gouvernement des Etats-Unis par la destruction du troupeau de phoques, sont des questions qui méritent d'être prises en considération.

Perte en cas de destruction du troupeau.

Avec la concession actuelle des îles Pribilof, le Gouvernement des Etats-Unis perçoit un droit supérieur à 10 dollars (3) sur chaque peau brute prise dans ces îles, et, avant l'introduction de la chasse pélagique telle qu'elle est pratiquée actuellement, on pouvait, comme on l'a déjà dit, capturer

(1) Emil Teichmann, vol. II, p. 582.

(2) C.-A. Williams, vol. II, p. 546.

(3) C.-A. Williams, vol. II, p. 546 ; G.-C. Lampson, vol. II, p. 564.

(4) H.-S. Bevington, vol. II, p. 552.

(5) Emil Teichmann, vol. II, p. 579.

(6) H.-S. Bevington, vol. II, p. 551.

(7) Emil Teichmann, vol. II, p. 578.

(8) Emil Teichmann, vol. II, p. 585.

(9) Concession à la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord, vol. I, p. 106.

annuellement cent mille phoques dans les îles Pribilof, sans diminuer le troupeau (1). Le revenu annuel, pour les Etats-Unis, serait donc supérieur à un million de dollars. En outre, le Gouvernement des Etats-Unis tirait un autre profit des phoques d'Alaska réexpédiés d'Angleterre en Amérique. Au moins 70 pour cent des peaux d'Alaska sont importées aux Etats-Unis, après avoir passé par les mains de l'apprêteur et du teinturier à Londres. MM. C.-M. Lampson et C^{ie}, dans une lettre du 30 décembre 1890 au ministère des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, disent : « Pendant bien des années il n'a pas été acheté pour le compte des Américains moins de 75 pour cent de peaux de phoques, et celles-ci ont été réexpédiées aux Etats-Unis après avoir été travaillées à Londres (2). » Cette déclaration est confirmée par les sept principaux marchands de fourrures des Etats-Unis, qui évaluent le nombre des peaux d'Alaska importées de 65,000 à 75,000 (3). La valeur de ces peaux, avant le paiement du droit de douane aux Etats-Unis, s'élève en moyenne, pour une série d'années, à environ 25 dollars la pièce (4). Sur ces importations, le Gouvernement des Etats-Unis percevait un droit de 20 pour cent *ad valorem*, de sorte que le produit annuel des droits sur les peaux d'Alaska apprêtées et teintes s'élevait à 375,000 dollars, ce qui porte le total des recettes faites, chaque année, par le Gouvernement des Etats-Unis grâce au troupeau d'Alaska, au moins à 1,375,000 dollars, à condition que le nombre habituel de peaux soit pris par les concessionnaires des îles Pribilof. Ces peaux, apprêtées et teintes, une fois importées aux Etats-Unis, sont travaillées de nouveau et transformées en articles de peau de phoque, et les personnes employées à ces manipulations reçoivent en moyenne 7 dollars par peau, soit, pour les 70,000 peaux ainsi importées, la somme annuelle de 490,000 dollars (5). Si l'on ajoute à ce chiffre le bénéfice des fourreurs en gros et en détail et des marchands se livrant au commerce des peaux de phoques aux Etats-Unis, qui, d'après les fourreurs américains cités précédemment, est d'environ 30 dollars par peau, soit pour les 70,000 peaux importées chaque année 2,100,000 dollars (6), le produit total tiré annuellement aux Etats-Unis de la préparation et de la vente des peaux d'Alaska s'élève à 2,590,000 dollars. Le prix moyen de la peau d'Alaska sur le marché de Londres, pendant les dix dernières années, quand la concession de la Compagnie commerciale de l'Alaska était en vigueur (1880-1889), et quand 100,000 phoques étaient pris annuellement, s'élevait à 68 shillings 8 pence (7), ou (eu comptant le shilling à 24 cents 3) environ 16 dollars 50 cents. Les concessionnaires actuels, avec un chiffre d'affaires normal, pourraient espérer un prix semblable. Ils payent aux Etats-Unis 9 dollars 62 cents et demi pour chaque peau capturée, et les 60,000 dollars, prix annuel de la concession, augmentent cette somme de 60 pour cent par peau. En comptant 3 dollars par peau pour le salaire des employés, le transport, etc., le prix de revient d'une peau brute d'Alaska rendue à Londres serait d'environ 13 dollars 25 cents; la vente se faisant au prix moyen de 16 dollars 50 cents, le bénéfice pour les concessionnaires des

(1) Voir ci-dessus, p. 157.

(2) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 1 (1891), C. 6253, p. 11.

(3) Tableau de l'industrie américaine par les fourreurs, vol. II, p. 526.

(4) Tableau de l'industrie américaine par les fourreurs, vol. II, p. 526.

(5) Tableau de l'industrie américaine par les fourreurs, vol. II, p. 526.

(6) Tables des prix dressées par M. A. Fraser, vol. II, p. 561.

(7) Tables des prix dressées par M. Fraser, vol. II, p. 561.

iles serait de 3 dollars 25 cents par peau, c'est-à-dire de 325,000 dollars pour 100,000 peaux. Les indigènes qui conduisent et tuent les phoques dans les îles Pribilof reçoivent aussi 40 cents par peau, soit 40,000 dollars pour 100,000 peaux. La destruction du troupeau de phoques d'Alaska représenterait donc pour le Gouvernement et les habitants des Etats-Unis une perte annuelle de 4,330,000 dollars.

L'industrie de la peau de phoque dans la Grande-Bretagne repose uniquement, ainsi qu'on l'a montré, sur le troupeau de phoques d'Alaska. Or, pour la seule ville de Londres, un capital de 1,000,000 de livres sterling (1) se trouve engagé dans cette industrie, et celle-ci occupe de deux (3) à trois mille (2) personnes, dont beaucoup sont des ouvriers habiles, chargés de famille, vivant de ce travail (4), qui seraient forcées d'apprendre quelque autre métier si elle venait à disparaître. Les courtiers en fourrures de Londres, jusqu'en 1880, touchaient 6 pour cent du prix auquel ils vendaient les peaux de phoques (5), ce qui, pour 100,000 peaux d'Alaska, à 16 dollars la pièce, représente 96,000 dollars. Les autres frais que comportent les peaux sont l'apprêt et la teinture, qui se montent à environ 16 shillings pour chacune (6), ce qui fait en tout, pour les 100,000 peaux, une somme de 368,000 dollars. Une perte annuelle de 464,000 dollars résulterait donc, pour la Grande-Bretagne, de l'extermination du troupeau d'Alaska. Mais ce n'est là qu'une partie du préjudice subi réellement, car la disparition des huit dixièmes du stock des peaux de phoques doit nécessairement réduire l'industrie dans ce pays à une situation qui amènerait les capitaux à l'abandonner; de sorte qu'un outillage permanent, évalué à 80,000 livres sterling, deviendrait entièrement sans emploi si l'industrie en question devait prendre fin (7).

La République française éprouverait aussi une perte sérieuse par la destruction de ce précieux troupeau d'animaux à fourrure, dont l'industrie de la peau de phoque est tributaire dans une si large mesure. La seule maison Révillon frères, de Paris, a acheté dans les vingt dernières années plus de 400,000 peaux, dont la majorité a été transformée par elle en vêtements; la vente de ceux-ci s'est montée à environ 4,000,000 de francs par an pour une période de vingt ans. Cette maison emploie à peu près trois cents personnes, qui sont d'habiles ouvriers et seraient privées de travail par la disparition du stock de fourrures fourni par le troupeau d'Alaska, et on peut dire, d'une façon certaine, que cinq à six cents personnes vivent de l'industrie de la peau de phoque en France (8). Si les 20,000 peaux achetées annuellement par cette maison coûtent 25 dollars la pièce à Londres (9), le prix total serait d'environ 2,500,000 francs, et la perte annuelle résultant pour la France de l'atteinte portée au commerce de cette maison par la destruction du troupeau d'Alaska se monterait à peu près à 1,000,000 francs; mais comme il existe en France d'autres maisons

(1) Emil Teichmann, vol. II, p. 582; George-C. Lampson, vol. II, p. 565.

(2) Emil Teichmann, vol. II, p. 552; Walter E. Martin, vol. II, p. 568; G.-C. Lampson, vol. II, p. 565; George Rice, vol. II, p. 574; Arthur Hirschel, vol. II, p. 563.

(3) Henry Poland, vol. II, p. 571; H.-S. Bevington, vol. II, p. 552.

(4) Henry Poland, vol. II, p. 571; Walter E. Martin, vol. II, p. 568; G.-C. Lampson, vol. II, p. 565; George Rice, vol. II, p. 573.

(5) H.-S. Bevington, vol. II, p. 553.

(6) H.-S. Bevington, vol. II, p. 553.

(7) Arthur Hirschel, vol. II, p. 563.

(8) Léon Révillon, vol. II, p. 590.

(9) Déclaration des fourreurs américains, vol. II, p. 526.

de fourrures, faisant également le commerce des peaux de phoques, la perte serait sans aucun doute bien supérieure aux chiffres donnés ci-dessus.

En se basant simplement sur la perte établie par les calculs précédents, et en ajoutant les 3 dollars par peau comptés comme frais pour le paiement des employés des concessionnaires des îles Pribilof, le transport, etc., soit 300,000 dollars pour 100,000 peaux, la perte annuelle totale causée par la destruction de ce grand troupeau de phoques s'élèverait pour le monde entier à plus de 5,000,000 de dollars. En outre, un grand nombre de personnes employées par les fourreurs et les maisons de fourrures seraient privées de travail, et les trois cents indigènes des îles Pribilof seraient dépourvus de leur moyen de subsistance et deviendraient une charge pour le Gouvernement des Etats-Unis.

Tous ceux qui s'occupent du commerce des peaux de phoques s'accordent à déclarer que, pour conserver cette industrie, il faut que l'approvisionnement de peaux soit constant et régulier (1), autrement les acheteurs et les vendeurs courent de grands risques de perte, à cause de la fluctuation des prix, et les opérations d'achat et de vente deviennent des spéculations. Tel a été pour le marché le résultat de la chasse pélagique pendant les dernières années, ainsi que le montre M. H.-S. Bevington (2), et sa déclaration est confirmée par les fourreurs américains et autres personnes qui se livrent au commerce des fourrures (3). Il est donc clair que, même au cas où la chasse en pleine mer pourrait être faite sans amener fatalement la destruction du troupeau, elle aurait pour résultat de démoraliser et de ruiner en principe l'industrie de la peau de phoque, actuellement si bien établie.

Capitiaux engagés.

Après avoir examiné la perte générale résultant pour le monde de la destruction du troupeau de phoques d'Alaska, il convient de la comparer maintenant à l'industrie canadienne de la flotte employée à la chasse pélagique, industrie qui serait forcément abandonnée si la chasse en pleine mer était prohibée. D'après les rapports des pêcheries canadiennes de 1890, la valeur totale des vingt-neuf navires se livrant à cette chasse, y compris les canaux et les bateaux, était de 965,985 dollars (4). Suivant cette estimation, la valeur par tonne, non compris l'armement, est de 121 dollars 54, ce qui est excessif sans aucun doute. M. T.-T. Williams, qui s'est livré à une étude approfondie de l'industrie de la chasse du phoque par les Canadiens en 1889, pour le compte de la Compagnie commerciale d'Alaska, antérieurement aux offres de cette Compagnie pour une nouvelle concession des îles Pribilof en 1890, prétend que la construction et l'armement de ces navires coûtent à Victoria 80 dollars aux Etats-Unis (5). Les rapports des pêcheries canadiennes pour 1887 et 1890 montrent que douze des vingt-neuf navires de Victoria qui s'adonnaient à cette chasse en 1890 s'y livraient

(1) Walter E. Martin, vol. II, p. 563; Emil Teichmann, vol. II, p. 582; G. C. Lampson, vol. II, p. 566.

(2) Vol. II, p. 553.

(3) Déclaration faite par les fourreurs américains. Voir les dépositions de S. Ulmann, vol. II, p. 527; Alfred Harris, vol. II, p. 529; Henry Treadwell, vol. II, p. 529; Hugo Jaekel, vol. II, p. 531.

(4) Rapport des pêcheries canadiennes (1890), 183.

(5) Vol. II, p. 500.

également en 1887, et que quelques-uns d'entre eux étaient fort vieux et de peu de valeur. Ainsi la *Mary Taylor* et la *Mary Ellen* ont été construites il y a trente-cinq ans; la *Lilly* a quarante-six ans de service; le *Black Diamond* (appelé la *Catherine* en 1890), la *Juniata*, le *Wanderer*, la *Letitia* et le *Mountain Chief* sont tous hors d'état de tenir la mer et ne sont plus employés au cabotage parce qu'ils ne présentent plus de sécurité (1). M. A.-R. Milne, receveur des douanes du port de Victoria, a estimé, dans un rapport adressé au Gouvernement du Canada en 1889, la valeur totale de la flotte de vingt-quatre bâtiments, avec un tonnage total de 1,464 tonneaux, à 200,500 dollars (2), soit 83 dollars 50 cents par tonneau, ce qui fait 38 dollars 04 cents par tonneau de moins que dans l'évaluation de 1890. On comprend difficilement comment l'usure d'un navire peut augmenter sa valeur, mais tel semble être le cas pour la flotte de chasse de Victoria, d'après les rapports des fonctionnaires canadiens.

En admettant même que l'évaluation canadienne soit exacte, le capital britannique (1,000,000 de livres sterling) engagé dans l'industrie de la peau de phoque, qui doit être abandonnée si la chasse pélagique continue, dépasse le capital canadien de plus de 4,600,000 dollars; en d'autres termes, le capital canadien engagé se monte à moins de 6 pour cent du capital britannique.

La valeur de la flotte de Victoria en 1891, comprenant quarante-neuf navires avec leur armement, est donnée par le rapport des pêcheries canadiennes, pour cette année, comme s'élevant à 425,150 dollars, ce qui est également excessif (3). D'après l'estimation canadienne de 1890, la valeur moyenne par tonne des navires, y compris l'armement, est de 130 dollars 20 cents; en 1891, la même autorité évalue la tonne (navires et armement) à 132 dollars 73, soit 2 dollars 53 de plus par tonne que dans l'évaluation déjà exagérée de 1890. M. Levi W. Myers, consul des Etats-Unis à Victoria, a fait faire une estimation soigneuse de la valeur des navires de Victoria se livrant à la chasse du phoque par deux experts habitant tous les deux Victoria, et dont l'un surtout, M. W.-J. Stevens, est considéré comme une autorité en la matière et a été souvent employé par le Gouvernement du Canada pour examiner et expertiser des navires (4). D'après cette estimation, la valeur des navires en 1891 était de 203,200 dollars. Le consul Myers a pu relever également dans les registres de la Douane de Victoria l'âge approximatif des navires; son travail montre que sept d'entre eux sont « très vieux », deux « vieux », et que trente-trois sont en service depuis plus de six ans (5). Ce fait prouve jusqu'à l'évidence que l'évaluation canadienne est beaucoup trop au-dessus de la vérité.

Cependant, en admettant comme exacte la valeur de la flotte de 1891 donnée par les rapports canadiens, soit 425,150 dollars, le capital canadien n'atteint même pas encore 12 pour cent du capital britannique engagé dans l'industrie des peaux de phoques, et la Grande-Bretagne, par suite de l'abandon forcé de son matériel permanent employé à cette industrie,

(1) T.-T. Williams, vol. II, p. 500.

(2) T.-T. Williams, vol. II, p. 499-500.

(3) Rapport des pêcheries canadiennes (1891), p. LXXXV.

(4) Vol. I p. 507.

(5) Rapport du consul Myers (n° 156), vol. I, p. 511.

perdrait par cela seul une somme supérieure à tous les capitaux canadiens engagés.

D'après la même source d'informations, le Canada employait, en 1880, 678 hommes, blancs ou Indiens, à la chasse du phoque (1), et, en 1891, 439 Indiens et 643 blancs (2). A Londres, comme on l'a montré, deux à trois mille personnes sont employées dans l'industrie de la peau de phoque : on peut donc dire en toute certitude qu'à Londres seulement presque trois fois autant de gens vivent de cette industrie qu'il y en a d'occupés à la chasse pélagique du phoque au Canada. Le salaire moyen par semaine des employés dans l'industrie britannique est d'environ 30 shillings (3), soit 190,000 livres sterling (947,700 dollars) par an pour 2,500 personnes. D'après le rapport canadien de 1890 déjà cité, les recettes brutes tirées des peaux de phoques capturées par la flotte de Victoria ont été de 492,261 dollars, le produit de la chasse étant vendu à des prix surélevés à cause du petit nombre de peaux prises aux îles Pribilof, car le prix moyen de la peau en 1889, pour les phoques « nord-ouest », n'était que de 29 shillings 5 pence (9 dollars 58 cents) à Londres (4). Il est donc manifeste que les recettes annuelles brutes du Canada provenant de la chasse pélagique ne sont que la moitié environ de la somme payée annuellement en salaires par les maisons de Londres qui se livrent à l'industrie de la peau de phoque.

Si l'on compare le trafic du Canada à l'industrie des Etats-Unis, le contraste est encore plus frappant. On a déjà montré que les fourreurs, les manufacturiers et les marchands des Etats-Unis gagnent annuellement sur les peaux d'Alaska importées aux Etats-Unis et nécessaires à leurs besoins la somme de 2,400,000 dollars; que le chiffre total des salaires annuels payés aux gens employés dans les manufactures américaines s'élève à 490,000 dollars; que les recettes des indigènes des îles Pribilof sont de 40,000 dollars par an, et que les bénéfices des concessionnaires de ces îles, quand ils prennent 100,000 peaux, se montent à 325,000 dollars. Le chiffre brut tiré ainsi chaque année par les citoyens des Etats-Unis des peaux d'Alaska et donc d'environ 3,000,000 de dollars. La valeur des produits pélagiques de Victoria pour 1891 n'a pas été publiée dans les rapports des pêcheries canadiennes; mais, en admettant qu'elle soit de 492,261 dollars, comme elle est donnée par le rapport canadien de 1890 — chiffre qu'on a prouvé être anormal, les recettes brutes annuelles du Canada provenant de la flotte affectée à la chasse du phoque atteignent moins de 16 1/2 pour cent des bénéfices totaux réalisés par les habitants des Etats-Unis. La somme brute qu'a retirée le Canada de ses captures est seulement de 11 1/2 pour cent des profits annuels du Gouvernement et des citoyens des Etats-Unis sur les peaux d'Alaska.

Le nombre des personnes employées à la préparation des peaux de phoques aux Etats-Unis est de 3,360 (5), c'est-à-dire trois fois plus qu'il n'y avait de gens se livrant à l'industrie de la chasse du phoque à Victoria

(1) Rapport des pêcheries canadiennes (1890), p. 183.

(2) *Ibid.* (1891), p. LXXXV.

(3) Emil Teichmann, vol. II, p. 532; W.-E. Martin, vol. II, p. 568.

(4) Alfred Fraser, vol. II, p. 562.

(5) Déclaration des fourreurs, vol. II, p. 586.

en 1891, d'après les fonctionnaires canadiens, et cinq fois autant qu'il y en avait en 1890.

Les recettes que la France tire de son industrie des peaux de phoques dépassent, comme on l'a montré, 300,000 dollars (1,500,000 francs), c'est-à-dire au moins 66 pour cent des recettes brutes produites au Canada par la chasse pélagique en un an, quand les prix des peaux du nord-ouest étaient anormaux. Dans des circonstances ordinaires, comme en 1888 et 1890, les recettes tirées par la France de cette industrie seraient plus qu'égales aux recettes brutes du Canada provenant des captures opérées par la flotte de chasse. Le nombre des individus employés en France est aussi à peu près le même que celui des gens employés à la chasse pélagique au Canada en 1890.

Le nombre des personnes occupées par le maniement et l'industrie des peaux de phoques aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, est donc d'environ 6,400, c'est-à-dire plus de neuf fois le nombre de celles déclarées comme se livrant à la chasse pélagique au Canada en 1890, et environ six fois et demi le nombre donné pour 1891.

Il est très douteux, d'autre part, qu'il y ait véritablement des capitaux canadiens engagés dans la chasse pélagique. Les navires sont tous des navires ordinaires, les fusils sont des fusils ordinaires et les embarcations des embarcations ordinaires, pouvant tous être employés à quelque autre industrie (1), à l'exception peut-être des navires anciens et hors d'état de tenir la mer.

Mais, en admettant la réalité de cet engagement, on peut se demander si ceux qui risquent ainsi des capitaux couvrent d'ordinaire leurs frais avec la somme qu'ils tirent des captures. L'examen de la liste des navires se livrant à cette chasse et de leurs prises respectives, telle qu'elle est donnée par les rapports des pêcheries canadiennes, montre que le nombre des phoques pris par un navire varie considérablement. Ainsi, en 1889, plusieurs navires en prirent moins de trois cents chacun; une goëlette, avec un équipage de vingt-neuf hommes, n'en prit que cent soixante-quatre, tandis qu'un autre, avec vingt-deux hommes dépassa trois mille (2). En 1890, on peut constater le même écart (3). En 1889, le prix de vente moyen des peaux à Victoria était de 7 dollars 65 cents (4). Pour une capture de cent soixante-quatre animaux, conséquemment, la somme perçue serait de 1,254 dollars 60 cents, sur lesquels au moins 400 devraient être payés aux chasseurs, laissant ainsi 854 dollars 60 cents pour couvrir les dépenses totales d'un voyage d'au moins quatre mois. En supposant le salaire des hommes de 30 dollars par mois en moyenne, le coût du voyage, non compris les frais d'armement, serait d'au moins 3,000 dollars. Par suite, la perte pour le propriétaire ou l'affrèteur du navire serait d'au moins 2,000 dollars sur les capitaux engagés. On voit qu'une capture de mille phoques permettrait tout juste de couvrir les dépenses faites, et même dans ce cas, le capitaliste perdrait probablement, ou, du moins, ne recevrait pas un pour cent du capital ainsi engagé (5). C'est donc la possibilité de captures nombreuses qui incite à risquer des capitaux dans la

(1) T.-T. Williams, vol. II, p. 500.

(2) Rapport des pêcheries canadiennes, 1889, p. 253.

(3) *Ibid.*, 1890, p. 183.

(4) T.-T. Williams, vol. II, p. 499.

(5) T.-T. Williams, vol. II, p. 501.

chasse pélagique, et l'entreprise est une spéculation du caractère le plus incertain. Ceux qui se livrent à cette industrie trouvent aussi que l'éventualité d'un faible approvisionnement de peaux, de quelques sources qu'elles proviennent, est un champ favorable à la spéculation, le prix des peaux augmentant à mesure que leur nombre diminue sur le marché. On peut donc dire que l'intérêt des spéculateurs sur la chasse pélagique est de diminuer le troupeau et d'augmenter ainsi les prix, sans se préoccuper du résultat final, qui sera certainement l'extermination du phoque à fourrure d'Alaska. Cette phase de la spéculation est visée dans une lettre du Ministère des colonies de la Grande-Bretagne à Sir Charles Tupper en date du 13 juin 1891, qui est ainsi conçue : « Comme la cessation absolue de la chasse au phoque dans la mer de Behring augmentera considérablement la valeur du produit des pêcheries des côtes, le Gouvernement de Sa Majesté ne pense pas que les chasseurs de phoques de la Grande-Bretagne aient beaucoup à souffrir de leur exclusion de la mer de Behring (1). » Cette opinion est également conforme aux idées de lord Salisbury (2). La cessation de la chasse au phoque et la diminution du troupeau produiraient à peu près le même résultat, celui d'augmenter le prix de la peau de cet animal. Il est donc plus avantageux pour les personnes intéressées à cette chasse d'avoir des prix élevés, même si le troupeau est diminué, car elles tireront ainsi un revenu plus grand des capitaux qu'elles auront engagés. Il n'y a que fort peu de propriétaires ou de co-propriétaires de la flotte de chasse de Victoria qui vivent du produit de cette chasse, de sorte que ce n'est pas particulièrement leur intérêt de conserver le troupeau, leur but principal étant de réaliser de gros bénéfices, quelque puisse être le résultat final.

Le consul Myers, dans un rapport au département d'Etat, fait connaître les professions de soixante-onze propriétaires ou co-propriétaires de navires chassant le phoque et ayant Victoria comme port d'attache. Parmi eux 14 seulement vivent réellement de cette chasse, ainsi que 12 autres, employés dans des entreprises maritimes. Le reste se compose de gens qui se livrent à des professions diverses. Dans la liste on remarque plusieurs fonctionnaires, sept épiciers, un droguiste, un commissaire-priseur, un fermier, trois débitants de boissons, un plâtrier, un agent d'assurances, deux fondeurs en fer, trois agents de propriétés immobilières, un fabricant de voitures, un tanneur, deux femmes, un mécanicien et d'autres personnes ayant des occupations diverses (3). Il est évident que les gens qui se hasardent à entreprendre cette spéculation ont des professions aussi variées que ceux qui prennent des billets de loterie, et le même sentiment qui pousse ceux-ci à risquer ainsi leur argent a décidé ceux-là à courir les chances de la chasse du phoque.

Dans l'état de choses actuel, c'est-à-dire en présence de l'augmentation de la flotte de chasse, de la diminution du troupeau de phoques et de son extinction assurée dans quelques années, si la chasse pélagique continue, la valeur insignifiante des capitaux engagés par le Canada pour quelques années, comparativement à l'industrie de la peau de phoque dans le monde entier pendant un avenir illimité, semble indigne d'être prise en considération et d'entrer en balance avec la nécessité qu'il y a, au point de vue éco-

(1) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 39.

(2) *Ibid.*, n° 30, p. 16.

(3) Rapport du consul des Etats-Unis, L.-W. Myers, 29 avril 1892, vol. I, p. 514.

nomique, de protéger et de conserver la principale source d'approvisionnement de peaux de phoques du monde. L'interdiction de la chasse pélagique assure du travail à des milliers de gens en Angleterre et aux Etats-Unis pendant des générations et le placement de millions de capitaux.

La non-interdiction assure à quelques centaines de personnes du travail pendant quatre au cinq ans, l'engagement de cent ou deux cent mille dollars dans une affaire de spéculation exposée à des pertes, et la destruction finale du troupeau d'Alaska, source inépuisable de richesse pour le monde en cas de protection et de conservation judicieuses.

Réclamation des Etats-Unis pour dommages-intérêts.

L'article V de la convention du 18 avril 1892, pour le renouvellement du *modus vivendi* dans la mer de Behring, établit que « dans le cas où la décision des Arbitres infirmerait le droit des chasseurs britanniques de prendre des phoques dans les dites eaux, la Grande-Bretagne s'engage à verser aux Etats-Unis (pour eux-mêmes, leurs citoyens et concessionnaires), en considération de l'engagement qu'ils prennent de restreindre à sept mille cinq cents phoques par saison les prises dans les îles, une indemnité calculée sur la différence existant entre ce nombre de phoques et celui plus élevé qui, dans l'opinion des Arbitres, aurait pu être pris sans diminuer d'une façon anormale les troupeaux de phoques. »

Les dommages-intérêts auxquels les Etats-Unis peuvent avoir droit, d'après cette convention, doivent être accordés à titre de compensation, d'abord, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de la perte de recettes résultant de la diminution du nombre des phoques capturés, et ensuite, pour la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord, de la perte de bénéfices résultant de la même cause.

I. *Réclamation du Gouvernement.* — Par la concession accordée en 1890, la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord est convenue de payer au Gouvernement, pour le droit exclusif de prendre des phoques dans les îles Pribilof, un loyer annuel de 60,000 dollars, la taxe légale de 2 dollars par phoque capturé et une prime de 7 dollars 62 cents et demi par animal. En raison de la limitation de la prise en 1891, par les règlements du département de la Trésorerie découlant du *modus vivendi* de l'année précédente, de telle sorte qu'elle ne se monta qu'à 13,482 phoques au lieu de 100,000 fixés par les statuts, le secrétaire de la Trésorerie consentit, le 27 juin 1892, à accepter des concessionnaires, pour l'année finissant le 1^{er} avril 1892, au lieu du loyer et des droits ci-dessus, les sommes suivantes :

Taxe de 2 dollars sur 13,482 phoques.	26.964 dollars 00 cents.
Loyer $\left(\frac{13.482}{100.000} \times 60,000 \text{ dollars}\right)$	8.089 — 20 —
Prime sur 12,251 bonnes peaux $\left(\frac{12.251}{100.000}\right)$	
× 7 dollars 62 $\frac{1}{2}$ cents) × 12,251...	11.444 — 13 —
TOTAL.....	46.497 dollars 33 cents.

On remarquera que, dans ce calcul, le premier article, c'est-à-dire la

taxe, demeure le même que précédemment. Le deuxième article, c'est-à-dire le loyer, qui, dans la concession, est de 60,000 dollars, est réduit dans la proportion de la capture annuelle de 13,482 phoques à la prise maxima de 100,000. Le troisième article, la prime par peau de phoque, a été réduit d'après la même base.

Il n'a encore été conclu aucun arrangement définitif entre le Trésor et les concessionnaires quant à la somme à payer par ces derniers pour leur privilège de l'année courante; mais, si, comme cela est presque sûr, la transaction qui précède encore est adoptée, alors la perte éprouvée par le Gouvernement, pour laquelle il a droit à une indemnité à fixer par les Arbitres, peut s'estimer en substituant au nombre 13,482, dans le calcul ci-dessus, le nombre que les Arbitres jugeront avoir pu être pris, sans nuire au troupeau, en excédent des 7,500 peaux prévues par la convention.

Par exemple, s'il est établi que 40,000 phoques peuvent avoir été pris en plus des 7,500, le Gouvernement aura droit à une indemnité de 226,000 dollars ainsi calculée :

Taxe de 2 dollars sur 40,000 phoques.....	80.000 dollars.
Loyer ($\frac{40.000}{100.000} \times 60,000$ dollars).....	24.000 —
Prime sur ($\frac{40.000}{100.000} \times$ dollars 62 $\frac{1}{2}$ cents).....	
$\times 40,000$ dollars.....	122.000 —
TOTAL.....	226.000 dollars.

Le Gouvernement a droit à des dommages-intérêts se montant à cette somme parce qu'elle représente l'excédent qu'il recevrait des concessionnaires si les prises, au lieu d'être limitées à 7,500, l'étaient au nombre de phoques susceptibles d'être capturés sans diminution excessive du troupeau, pourvu que les Arbitres trouvent que ce nombre est de 47,500. S'ils fixent un nombre différent, alors le résultat précédent, donné à titre d'exemple, doit être augmenté ou diminué en conséquence.

II. *Réclamation des concessionnaires.* — D'après la convention du 18 avril 1892, la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord a droit, comme concessionnaire du Gouvernement, à une indemnité destinée à compenser la perte de profit résultant de la diminution forcée dans le nombre de phoques abattus. Quand les Arbitres auront fixé le nombre de ces animaux ayant pu être pris sans nuire au troupeau pendant la campagne actuelle, au-delà des 7,500 fixés par la convention, ils auront à établir ensuite le montant du bénéfice que les concessionnaires auraient probablement tiré de cet excédent, en sus de celui provenant actuellement de 7,500 phoques stipulés par la convention. La différence des profits ainsi obtenue représentera la somme à laquelle les concessionnaires ont droit comme indemnité, d'après l'article précité de la convention.

Pour évaluer le chiffre des bénéfices donnés par chaque phoque, on peut tirer quelques indications d'une demande de dommages-intérêts que les concessionnaires ont présentée au département de la Trésorerie des États-Unis pour les années 1890 et 1891, réclamation dont on trouvera une copie dans l'Appendice (1). On peut ajouter que cette réclamation

(1) Lettre de la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord au secrétaire de la Trésorerie, 12 avril 1892, vol. I, p. 320.

reçut satisfaction le 27 juin 1892 (1) par la remise, de la part de ce département, comme on l'a vu précédemment, de la plus grande partie du loyer et des primes dus pour l'année 1891 aux termes de la concession. Comme les prix élevés des peaux de phoques sur le marché de Londres en 1890 et 1891 se maintiennent encore, l'estimation des bénéfices contenue dans la réclamation susmentionnée serait probablement aussi exacte actuellement que pour les années pendant lesquelles ils furent réalisés (2).

Les Arbitres pourront, en ce qui concerne la fixation du nombre des captures ayant pu être faites sans nuire au troupeau pendant la présente campagne, trouver d'utiles renseignements dans les dépositions qui se trouvent aux pages 73, 93 et 111, du volume II de l'Appendice.

Il importe de noter aussi l'opinion de Sir George Baden-Powell, l'un des Commissaires envoyés par la Grande-Bretagne en 1891 pour étudier la situation de l'industrie de la peau de phoque. Dans sa dépêche du 9 mars 1892 à Lord Salisbury, il dit : « En ce qui concerne le *modus vivendi*, je suis d'avis que les prises d'une seule campagne ne peuvent préjudicier au troupeau de phoques; mais le renouvellement de la prohibition de l'année dernière et la limitation à 7,500, quoique non nécessaires, seraient avantageux ». Il propose alors l'arrangement conclu par la suite, à savoir qu'il soit pris dans les îles 7,500 phoques « au lieu de 30,000 », en employant évidemment ce dernier nombre — 30,000 — pour désigner la quantité de phoques pouvant, sans nuire au troupeau, être pris par les Etats-Unis, c'est-à-dire le même nombre que celui proposé par Sir Julian Pauncefote dans sa lettre du 29 février 1892 à M. Blaine (3). D'après cela, on demande que le nombre de 30,000 phoques représente le minimum que les Arbitres puissent raisonnablement fixer comme celui des prises pouvant être faites sans nuire au troupeau pendant la présente campagne.

Conclusion.

Les Etats-Unis, s'appuyant sur les preuves fournies et développées ci-dessus, prétendent que les points de fait qui suivent ont été pleinement établis :

1° Le phoque d'Alaska, engendré, né et élevé aux îles Pribilof, c'est-à-dire sur le territoire des Etats-Unis, est essentiellement un animal terrestre, qui ne va dans l'eau que pour y chercher sa nourriture et pour éviter la rigueur de l'hiver, et ne peut se reproduire ou vivre que dans un pays déterminé, dans un lieu d'une nature particulière et exceptionnelle, jouissant d'un climat spécial, et dans un milieu approprié, un séjour de plusieurs mois sur terre étant nécessaire pour sa reproduction. Le phoque d'Alaska est un animal domestique par ses habitudes, et il se laisse facilement mener par l'homme quand il est à terre. C'est un animal de grande valeur pour les Etats-Unis et pour l'humanité ; il est la source principale d'où le monde tire son approvisionnement de peaux de phoques à fourrure et la base d'un commerce et d'une industrie très importants pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La seule demeure du troupeau de phoques d'Alaska est située sur les îles Pribilof ; il ne fréquente aucun pays ; son

(1) Lettre du secrétaire de la Compagnie commerciale de l'Amérique du Nord, 27 juin 1892, vol. I, p. 521.

(2) Le prix d'une peau de phoque à Londres en 1890 atteignit 146 shillings, et, en 1891, 125 shillings. Voir Alfred Fraser, vol. II, p. 561.

(3) « Livre bleu anglais », Etats-Unis, n° 3 (1892), C. 6635, p. 155.

itinéraire, quand il quitte ces îles lors de ses migrations, est constant et limité principalement aux eaux baignant les côtes des Etats-Unis. Il ne se mêle à aucun autre troupeau, et, s'il était chassé de ces îles, il périrait probablement ; en tout temps, lorsqu'il est dans l'eau, l'identité de chaque individu peut être établie avec certitude, et en tout temps, soit pendant ses courtes absences de ces îles pour chercher de la nourriture, soit pendant sa migration hivernale, qui est de plus longue durée, il est mû par un sentiment déterminé ou instinct, qui le pousse à y retourner.

2° Grâce à la sage législation et à la judicieuse administration des Etats-Unis, ce troupeau de phoques s'est accru en nombre et en valeur, et, s'il existe actuellement, cette circonstance est due uniquement aux soins et à la protection dont l'ont entouré les Etats-Unis et la Russie, cette dernière propriétaire primitive de ces îles. Mais la capture des phoques dans l'eau, qui est nécessairement faite sans discernement ni mesure, et qui est cause que le plus souvent des femelles sont prises en état de gestation ou quand elles allaitent, a tellement réduit le chiffre de la natalité, que maintenant ce troupeau diminue rapidement en nombre. Cette diminution a commencé avec le développement de la chasse pélagique, et l'extermination de ce troupeau se produira certainement dans un avenir prochain, comme elle s'est produite déjà pour d'autres troupeaux, s'il n'est pas mis fin à un pareil massacre.

3° La chasse pélagique est un mode de capture illégitime, abusif et meurtrier, barbare et inhumain, à cause de la destruction excessive des femelles pleines et nourrices et des petits impuissants à se sustenter et condamnés ainsi à périr. Elle amènera la ruine totale du troupeau de phoques, des industries et du commerce auxquels il donne lieu, et le seul moyen de les conserver au monde et aux gouvernements auxquels ils appartiennent est d'interdire la chasse pélagique dans les eaux fréquentées par le troupeau.

4° Avant le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et même depuis 1799, jusqu'à la cession aux Etats-Unis en 1867, la Russie interdisait l'abatage des phoques dans toutes les eaux de la mer de Behring et y exerçait la surveillance nécessaire pour rendre cette défense efficace.

5° La mer de Behring n'était pas comprise dans les mots « Océan Pacifique » dont on s'est servi dans le traité de 1825, et celui-ci reconnaissait la légitimité de la surveillance exercée par la Russie dans la mer de Behring pour protéger les phoques.

6° Tous les droits de la Russie relativement à la protection du troupeau d'Alaska ont été cédés dans leur intégrité aux Etats-Unis par le traité de 1867, et, depuis cette cession, les Etats-Unis ont réglé par des lois, dont l'exécution est étroitement surveillée par le Gouvernement, l'abatage des phoques aux îles Pribilof, ont interdit cet abatage dans toutes les eaux de la mer de Behring, dans les limites de la cession, et, jusqu'à présent, ont insisté sur leur droit de faire observer cette défense ; mais, mûs par la crainte de troubler la paix existant entre eux et la Grande-Bretagne, par suite de l'opposition de celle-ci, ils ont cessé, dans une certaine mesure, de la faire observer.

7° La Grande-Bretagne a acquiescé à l'exercice de ce droit par la Russie dans la mer de Behring et à l'exercice continu du même droit par les Etats-Unis jusqu'en 1886.

8° Ce droit, la nécessité de cette défense et le devoir de la faire observer, n'ont jamais été contestés avant que des aventuriers isolés ne se fussent mis, vers 1883, à se livrer aux massacres contre lesquels s'élèvent les Etats-Unis.

9° Le placement des capitaux engagés par ces aventuriers dans la chasse pélagique constitue une spéculation, généralement peu lucrative et tout à fait insignifiante par ses résultats, si on la compare à l'industrie de la peau de phoque de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis, laquelle repose sur ce troupeau. Les profits, s'il y en a, résultant de la chasse pélagique, sont hors de toute proportion avec la destruction qu'elle cause.

D'après les propositions qui précèdent, si elles sont jugées établies, les questions importantes à trancher par ce haut Tribunal semblent être les suivantes :

1° Des individus qui ne sont pas sujets des Etats-Unis ont-ils un droit, à l'encontre de ce Gouvernement, droit auquel celui-ci doive se soumettre, de se livrer à la dévastation dont il se plaint, qu'il interdit à ses propres citoyens et qui doit avoir pour conséquence la destruction rapide de toute la propriété, de toute l'industrie et de tous les intérêts attachés à la conservation de ce troupeau de phoques ?

2° Si un pareil droit peut exister, ce que les Etats-Unis contestent en toute assurance, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne doivent-ils pas, en toute justice, en bonne politique, pour l'intérêt commun de l'humanité, et au nom de la protection que toutes les nations civilisées accordent aux animaux sauvages, sans défense et présentant de la valeur, conclure un arrangement équitable au moyen de règlements communs ou d'une convention, auxquels il conviendra de solliciter l'adhésion des autres gouvernements, afin d'empêcher l'extermination de ce troupeau de phoques et de le conserver pour eux-mêmes et pour le profit du monde ?

Sur la première des questions ainsi posées, le Gouvernement des Etats-Unis prétend que :

1° En raison des faits et de l'état de choses prouvés par les témoignages, il a un tel droit de propriété sur le troupeau de phoques d'Alaska, en tant que produit naturel de son sol, devenu d'une grande valeur pour ses citoyens et une source importante de bénéfices, grâce surtout à la protection dont il l'a entouré et aux sacrifices qu'il a faits pour lui, qu'il est autorisé à préserver ce troupeau de la destruction dont il est menacé, en recourant à toute contrainte raisonnable pouvant être nécessaire.

2° Abstraction faite du droit distinct de propriété sur ce troupeau, le Gouvernement des Etats-Unis a, pour lui-même et ses nationaux, un intérêt, une industrie et un commerce résultant de l'utilisation légitime et raisonnable du croît du troupeau de phoques sur son territoire, et il a qualité, d'après tous les principes applicables à ce sujet, pour protéger cette source de richesse contre toute destruction aveugle par des particuliers qui n'ont l'espoir d'en retirer que des bénéfices modiques et éventuels. Aucune partie de la haute mer n'est ou ne doit être ouverte aux particuliers pour leur permettre de se livrer à la destruction d'intérêts nationaux d'une semblable nature et d'une semblable importance.

3° Les Etats-Unis possédant, comme ils le possèdent seuls, le pouvoir de préserver et de soigner cet intérêt considérable ont, au sens le plus

juste, l'administration de ce troupeau pour le profit de l'humanité et doit pouvoir remplir ce devoir sans obstacle.

Relativement à la deuxième question ci-dessus posée, les Etats-Unis prétendent que l'extermination de ce troupeau de phoques ne peut être empêchée que par l'interdiction effective de la chasse pélagique dans toutes les eaux qu'il fréquente.

Le Gouvernement des Etats-Unis remet la discussion à l'appui des propositions ci-dessus à une période ultérieure de cette contestation.

Quant à la juridiction conférée par le traité, il estime qu'il est de la compétence de ce haut Tribunal de sanctionner par sa décision tout acte du pouvoir exécutif relatif à la matière contestée que l'une ou l'autre nation serait reconnue par le Tribunal, avoir adopté avec juste raison, suivant les circonstances ; ou d'édicter pour les Hautes Parties contractantes tout arrangement ou tous règlements y relatifs que l'équité, la bonne justice, l'humanité et une politique éclairée semblent exiger en la matière.

Comme conclusion, les Etats-Unis sollicitent le jugement de ce haut Tribunal à l'effet de reconnaître que :

1^o Antérieurement et jusqu'à la cession d'Alaska aux Etats-Unis, la Russie revendiquait et exerçait le droit exclusif de chasser le phoque dans les eaux de la mer de Behring ; elle revendiquait et exerçait aussi dans toute cette mer le droit d'empêcher, en recourant à une force raisonnable, quand il était nécessaire, tout empiètement sur ce droit exclusif.

La Grande-Bretagne, n'ayant à aucune époque résisté ou fait d'objections à ces affirmations de droit exclusif, ou à cet exercice de pouvoir, doit être considérée comme les ayant reconnus et acceptés.

L'étendue d'eau appelée maintenant mer de Behring n'était pas comprise dans les mots « Océan Pacifique » employés dans le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie et, après ce traité, jusqu'à la cession aux Etats-Unis, la Russie a continué d'affirmer les mêmes droits exclusifs, et d'exercer la même autorité et le même pouvoir exclusifs, comme on l'a dit ci-dessus.

Tous les droits de la Russie relatifs à la chasse du phoque dans la mer de Behring à l'est de la limite maritime fixée par le traité du 30 mars 1867 entre cette nation et les Etats-Unis, et tout le pouvoir et toute l'autorité que possédait et revendiquait la Russie pour protéger les dits droits, ont été transmis dans leur intégrité aux Etats-Unis d'après le susdit traité.

Les Etats-Unis ont la propriété du troupeau de phoques d'Alaska et un droit sur celui-ci de nature à justifier l'emploi par cette nation, sur les hautes mers, des moyens raisonnablement nécessaires pour empêcher la destruction de ce troupeau et pour en garantir la possession et le profit aux Etats-Unis. Tous les actes faits et toutes les mesures prises par les Etats-Unis pour protéger cette propriété et cet intérêt étaient justifiés et demeurent tels. Une indemnité sera, conformément à l'article V de la convention du 18 avril 1892, accordée aux Etats-Unis par la Grande-Bretagne, en paiement par celle-ci de la somme totale ci-dessus établie représentant les pertes subies par les Etats-Unis, ou toute autre somme que ce haut Tribunal trouvera juste ; ou bien :

2^o Si l'on estimait que les Etats-Unis n'ont pas la pleine propriété

revendiquée par eux, que le Tribunal déclare et décide que c'est un devoir international pour la Grande-Bretagne de concourir avec les Etats-Unis à l'adoption et à la mise en vigueur, à l'égard des citoyens des deux nations, de règlements élaborés et édictés par ce haut Tribunal, pour interdire et empêcher effectivement la capture, en n'importe quel point de la haute mer, des phoques appartenant au dit troupeau.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1894.

Paris, le 1^{er} juillet 1895.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel sur la situation de la Tunisie pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1894.

Depuis l'année 1890, il a été rendu compte, chaque année, des résultats de l'expérience si intéressante qui se poursuit dans la Régence sous les auspices de la France. Ces publications ont fait ressortir les progrès réalisés par l'administration du Protectorat. La lecture du présent rapport est de nature à fortifier l'impression favorable qui se dégage des précédents exposés.

Il a été possible d'entreprendre, sans emprunt, sans émission de titres, avec les seules ressources de l'Etat tunisien, la construction d'un réseau de voies ferrées qui mettra en valeur le nord et une partie du centre de la Tunisie. Ce grand projet a été approuvé par le Parlement français dans le courant de l'année 1894. Il est maintenant en pleine exécution.

Pendant la même année, les disponibilités des finances tunisiennes ont permis d'affecter une somme importante à la construction des routes qui sont le complément indispensable des voies ferrées. Elles permettront encore, vraisemblablement, de développer les voies ferrées dans l'intérieur des terres, de manière à rouvrir d'anciennes sources de prospérité.

Les chiffres ont leur éloquence ; ils ne suffiraient pourtant pas à rendre compte de la mission civilisatrice de la France. Quel a été, pour la Tunisie elle-même, l'effet du Protectorat ? On peut dire que son caractère principal est d'être progressif, sans faire aucune violence ni aux esprits, ni à la nature des choses.

Dans l'ordre moral, il est, au plus haut degré, un instrument de conciliation et de pacification. Non seulement l'ordre n'a cessé de régner, mais les indigènes ont la certitude que nous respectons leur culte, leurs personnes et leurs biens. D'une part, nous les intéressons à la marche du Gouvernement en leur ouvrant un débouché dans les administrations publiques : la plupart d'entre eux montrent de réelles aptitudes à s'assimiler nos règlements et nos procédés. Nous n'avons empiété ni sur l'administration des biens religieux, dont l'affectation a été scrupuleusement observée, ni sur la justice, ni sur l'enseignement indigène, nous ouvrons seulement les écoles à tous, sans acceptation de race ou de religion.

On peut observer d'autre part une tendance générale de l'administration et de la justice indigènes à se modeler sur les institutions similaires du pays protecteur. En ce qui concerne les transactions privées, toutes les affaires entre Européens et indigènes sont traitées de gré à gré et dans un esprit de justice. Aussi la partie la plus intelligente de la population locale a-t-elle rapidement prospéré. On cite des tribus dont les ressources ont décuplé en quelques années.

Par contre, ce régime ne fait nullement obstacle à la colonisation française. Il y a environ 15,000 Français dans la Régence. Ces 15,000 Français possèdent la plus grande partie des capitaux et 450,000 hectares de terres. Par l'intelligence, l'industrie et l'activité, ils priment toutes les colonies étrangères et suffiraient à justifier la prépondérance que les traités nous assurent. Rarement on a vu une colonie naissante aussi bien recrutée et vivant en meilleure harmonie, soit avec les éléments qui l'entourent, soit avec l'autorité. Les colons ont, dès à présent, des organes variés pour formuler leurs vœux. Ils en ont usé jusqu'ici avec une sagesse et une modération remarquables. Les délibérations des Chambres de commerce et d'agriculture, celles de la Conférence consultative présentent un caractère frappant d'esprit pratique.

Dans l'ordre matériel, les progrès réalisés par le Protectorat ont été lents et sûrs, ce qui est le propre d'une croissance, non pas hâtive et factice, mais conforme à la nature des choses. L'établissement des Européens sur un sol déjà occupé, au milieu d'une population dont les droits s'appuient sur des titres ou sur la tradition, ne saurait être assimilé à la prise de possession rapide de contrées à peu près vides. C'est une œuvre infiniment plus délicate. Mais c'est précisément dans un pareil milieu qu'il importe d'éviter les erreurs, les élans prématurés suivis de retours en arrière, les périodes d'engouement ou de lassitude.

Or, en Tunisie, le Protectorat n'a rien compromis, parce qu'il a marché avec prudence, en dehors de tout esprit de système. Les treize années qui se sont écoulées depuis l'occupation française lui ont permis de jeter les bases d'une solide organisation administrative et de fixer les méthodes les plus propres à assurer l'avenir de la colonisation.

On sait maintenant d'une manière certaine quels sont les types de routes les plus convenables à chaque région, quelles cultures réussissent dans telle ou telle partie de la Régence, sur quelles bases reposait son ancienne prospérité, comment on avait pu perfectionner le régime de ses eaux. On sait à quelles conditions la petite et la moyenne colonisation peuvent réussir. Le plan des voies de pénétration à établir est dès à présent arrêté dans l'esprit des ingénieurs. Le régime fiscal a été étudié et les réformes à faire, suffisamment tracées, ne dépendent plus que des ressources disponibles.

Aux résultats palpables et apparents, il convient donc d'ajouter un important travail préparatoire dont la Régence va être appelée à recueillir le fruit dans les années qui vont s'ouvrir.

Les bienfaits de l'œuvre que nous poursuivons en Tunisie, déjà manifestes, deviendront plus frappants encore, au moment où l'achèvement des routes, des voies ferrées et des ports, mettra en pleine valeur les richesses agricoles et minières de la Tunisie. Il est permis d'affirmer qu'en vertu de la vitesse acquise, les progrès de la colonisation seront bien plus rapides que pendant les premières années. Mais il n'en est pas moins vrai que les germes de ce progrès auront été, en grande partie, semés pendant la période que clôt l'année 1894.

CHAPITRE PREMIER

Gouvernement, administration. — Direction des renseignements et des contrôles. — Direction de l'agriculture. — Conférence consultative.

§ 1^{er}. — GOUVERNEMENT, ADMINISTRATION.

Une importante mesure d'ordre intérieur a marqué la fin de l'année 1894. On sait que, lors de l'organisation du contrôle civil, certains districts de la Régence, situés tant en Kroumirie que dans les régions de l'Ouest et du Sud éloignées des grands centres, avaient été laissés provisoirement sous la surveillance de l'autorité militaire. (Voir rapport de 1889-1890, p. 19.) A la suite de la longue période de tranquillité qui n'a

cessé de régner dans ces territoires depuis l'établissement de notre Protectorat, il a paru opportun d'y appliquer dorénavant les mêmes règles administratives qui avaient été mises en vigueur dans le reste de la Tunisie. Cette réforme a fait l'objet d'un décret du Président de la République, en date du 31 décembre.

De nouveaux contrôles et vice-consulats de France ont été créés à Gabès, Gafsa et Kasserine, et une annexe, rattachée au contrôle de Souk-el-Arba, a été instituée à Tabarca. Par contre, le contrôle et vice-consulat de La Goulette a été supprimé et son territoire, qui ne comprenait que la ville de ce nom, a été rattaché au contrôle de Tunis. Les contrôles de Djerba et de Tozeur ont été transformés en annexes, dépendant la première de Gabès et la seconde de Gafsa. Les territoires placés sous l'action directe de l'autorité militaire ne comprennent plus par suite que les régions situées à l'extrême sud de la Tunisie, et qui ne sont habitées, en dehors des oasis, que par des tribus nomades. Les remaniements administratifs occasionnés par la mise à exécution de ces mesures n'étant pas achevés, on a dû se borner, dans le tableau des circonscriptions territoriales de la Tunisie (Annexe A), à reproduire les indications qui se trouvaient dans le rapport de 1893.

La Commission, instituée pour étudier les moyens d'introduire dans la Régence notre système des poids et mesures, et dont la réunion avait été annoncée dans le précédent rapport (p. 6), a terminé ses travaux. Le projet qu'elle a élaboré prescrit l'usage exclusif dans toute l'étendue de la Tunisie, à partir du 1^{er} mars 1895, du système décimal dit « système métrique » en ce qui concerne les poids, les mesures de longueur et les mesures de volume. Il est fait défense à tous officiers publics ou ministériels de dresser et recevoir aucun acte dans lequel le poids, la longueur ou la capacité d'objets quelconques seraient calculés sur des unités appartenant à un système différent. La même interdiction est prononcée pour la rédaction d'actes sous seing privé, registres de commerce ou autres écritures privées. Aucune innovation n'est apportée quant à présent aux mesures agraires ni aux mesures de solidité (1).

Dans le courant de l'année 1894, 230 marques de fabrique (contre 75 en 1893) ont été enregistrées en vue de bénéficier des dispositions de l'Acte international de Madrid, du 14 avril 1891.

Le bureau de la propriété industrielle a enregistré 36 demandes de brevets d'invention contre 23 pendant l'année précédente; 34 brevets, tous de quinze ans, ont été délivrés contre 19 en 1893.

En vue de favoriser le développement de la colonisation européenne, ainsi que pour garantir les intérêts des débiteurs poursuivis, il a été prescrit d'annoncer par la voie des journaux, les ventes d'immeubles ordonnées par les tribunaux indigènes. Cette disposition nouvelle n'implique, d'ailleurs, aucune réduction de la durée des enchères publiques telle qu'elle est réglée par la loi musulmane.

A diverses reprises, il a été demandé au Gouvernement de remédier à la destruction du gibier.

(1) Ces dispositions ont été rendues exécutoires par un décret du 12 janvier 1895.

L'Administration n'a pas cru devoir poursuivre ce but par des restrictions à l'exportation, mais elle a abrégé la durée de la saison pendant laquelle la chasse du lièvre et de la perdrix était autorisée.

Cette période commençait le 20 août de chaque année pour se terminer le 15 février suivant.

Un décret du 10 juillet 1894 a enlevé à la date d'ouverture son caractère de fixité et a chargé le Premier Ministre de la déterminer par arrêté. Par application de ces nouvelles dispositions, l'ouverture de la chasse a été reculée, en 1894, au 15 septembre. On a évité ainsi, pendant la période des chaleurs, la destruction inutile du gibier, qui n'est pas transportable, à cette époque, même à l'intérieur du territoire.

La législation relative au commerce, à la détention et au port des armes, édictée par les décrets des 18 janvier 1883 et 20 octobre 1885, a été remaniée conformément aux vœux émis à différentes reprises par la Conférence consultative. Cette réforme a fait l'objet du décret beylical du 14 avril 1894.

Les municipalités, commissions municipales et commissions de voirie, ont continué à fonctionner d'une manière satisfaisante ; il n'en a pas été créé de nouvelles en 1894. Leur nombre est actuellement de 24, soit :

- 7 municipalités de plein exercice ;
- 7 commissions municipales ;
- 10 commissions de voirie.

Le régime des taxes a été modifié dans quelques localités, notamment à Sousse et à Sfax, où le tarif des droits d'entrée sur les céréales et les légumes secs a été complètement remanié (décrets des 14 avril et 13 mai 1894).

Une nouvelle impulsion a été donnée aux travaux intéressant la salubrité publique : la ville de Tunis a consacré en 1894 des sommes importantes au développement de son réseau d'égouts ; des travaux de même nature, dont le programme vient d'être définitivement arrêté, vont être commencés incessamment à Kairouan.

La police des cimetières, les services médicaux ont été réorganisés ou créés, notamment à Bizerte, à Nabeul et à Medjez-el-Bab.

Des services de visites sanitaires des viandes abattues et d'inspection des denrées alimentaires ont été créés à Tabarca, Tozeur et Gafsa.

Les travaux d'alimentation hydraulique de Sfax seront vraisemblablement achevés au cours de 1895 ; l'adduction dans la ville de Sousse des eaux de l'Oued Laya est un fait accompli.

Les travaux de voirie continuent à être activement poussés à Souk-el-Arba, à Béja, Kairouan, Monastier, Mahdia, Le Kef, Sousse et Bizerte ; les abattoirs de Gafsa et de Souk-el-Arba ont été ouverts ; une halle aux grains a été construite au Kef ; le marché couvert de Sousse, dont l'achèvement était annoncé dans le précédent rapport, a été inauguré dès le commencement de 1894.

§ 2. — DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS ET DES CONTROLES.
DIRECTION DE L'AGRICULTURE.

A. Colonisation. Renseignements. — Le nombre des demandes de renseignements sur la colonisation, l'agriculture, le commerce et l'industrie, qui ont été reçues de France, en 1894, et auxquelles il a été répondu, s'est élevé à 608 contre 577 en 1893.

Celui des billets à prix réduit qui ont été accordés à des émigrants français a été de 206.

10 lots de terrains domaniaux représentant 230 hectares ont été vendus dans les environs de Tunis et de Bizerte à des colons français qui s'y sont établis.

222 demandes de concessions de terres sialines ont été reçues. Dans ce nombre 24, portant sur 6,000 hectares, émanent de Français, 5 ont été formées par des étrangers et comprennent 160 hectares, et 193, portant sur 8,840 hectares, ont été introduites par des indigènes. 37 autorisations de plantation, visant des terres immatriculées, ont été délivrées pour 6,000 hectares, dont 4,000 à des planteurs français.

L'étendue totale des propriétés rurales achetées en 1894 par des Européens a été de 11,148 hectares ; dans ce chiffre 9,545 hectares ont passé entre les mains de Français.

Le service a préparé la participation de la Tunisie à l'exposition coloniale de Lyon. En dehors des nombreux exposants particuliers, l'Administration du Protectorat a réuni, dans un élégant bâtiment élevé à cet effet par la Chambre de commerce de Lyon, une collection complète d'échantillons des produits d'importation et d'exportation qui alimentent le commerce tunisien. Cette exhibition a permis aux négociants français de se rendre compte des ressources que leur offre la Régence, et elle a mis sous les yeux des fabricants les types de marchandises qui peuvent y trouver un écoulement. Un catalogue détaillé indiquant les principaux produits qui alimentent le commerce extérieur de la Tunisie avec mention des prix habituellement pratiqués, a été mis à la disposition des intéressés.

B. Domaine. — A dater du mois de mai 1894, la Direction de l'agriculture a été substituée à la Direction des finances dans la gestion du domaine rural. Les indications relatives à ce service, qui figuraient dans le précédent rapport, au chapitre II, § 2, ont été, par suite, reportées ici.

Les efforts de l'Administration se sont portés principalement sur les mesures propres à faciliter le développement de la colonisation. Deux opérations d'échange successives, effectuées avec la Djemaïa des Habous, ont permis d'acquérir 3,800 hectares de terres bien situées et favorables à l'installation de petits colons.

La délivrance de titres notariés arabes aux détenteurs de terres sialines qui ne désirent pas recourir à la procédure de l'immatriculation, a été organisée conformément aux prescriptions du décret du 8 février 1892 ; cette opération est actuellement en pleine activité.

La régularisation des concessions en enzel qui avaient été consenties sous le gouvernement du général Khereddine aux indigènes du Fahs, en vue de fixer au sol cette population nomade, a été continuée, et des titres ont été délivrés pour un total de 70 concessions représentant

6,000 fr. de rente. Une partie de ces rentes a été cédée à l'Administration des Habous en échange de terrains destinés à être vendus aux colons.

C. Agriculture. — Les surfaces ensemencées en céréales ont été sensiblement supérieures à celles des campagnes précédentes; elles ont atteint en 1894, 560,520 hectares pour le blé et 642,924 hectares pour l'orge.

La récolte dans le sud a donné de beaux résultats; les rendements ont atteint, à certains endroits, jusqu'à 30 et 40 fois la semence.

L'avoine a pris un développement qui mérite d'être noté. Cette culture n'est pratiquée en Tunisie que depuis une époque récente. Elle était inconnue des indigènes qui nourrissent uniquement leurs chevaux avec de la paille et de l'orge. Les colons français, au début, n'en produisaient que de petites quantités pour les besoins de leur exploitation. Depuis la promulgation de la loi du 19 juillet 1890, ils ont accru leur production en vue de l'exportation; en 1894, ils ont ensemencé plus de 5,000 hectares de cette céréale et ont obtenu un très beau rendement.

La récolte des vins, favorisée par l'abondance des pluies tardives, a atteint cette année le chiffre le plus élevé auquel on soit arrivé en Tunisie : 170,863 hectolitres pour 4,502 hectares en production déclarés par les propriétaires. Les vins ont été en même temps de bonne qualité.

Les plantations nouvelles n'ont pas dépassé en 1894 112 hectares; mais 600 hectares de vignes nouvelles sont entrés en production. Aucune trace de phylloxera n'a été découverte dans le vignoble.

La récolte des huiles est inférieure à la précédente; elle a été estimée à 25,545,800 litres contre 35,615,200 litres en 1893.

La statistique des animaux domestiques au 31 décembre 1894 accuse 62,771 chevaux, 123,909 ânes et mulets, 272,040 bêtes bovines, 1,145,725 bêtes ovines, 607,140 chèvres, 130,308 chameaux et 12,428 porcs, présentant pour tous les articles une augmentation sensible sur l'année dernière.

Un inspecteur de la viticulture et de l'arboriculture a été adjoint au service depuis le 1^{er} janvier 1894. Chargé d'opérer la reconnaissance agronomique des terres sialines, à l'effet d'en étudier la valeur culturale et de rechercher les points les plus propices à la plantation des oliviers, il a exploré dans une première campagne 500,000 hectares.

Le jardin d'essais et d'expériences de Tunis a continué les recherches entreprises précédemment.

Les céréales ont été l'objet d'une culture comparative qui a démontré la supériorité des variétés indigènes à grains durs sur les espèces de provenance européenne.

Les expériences de cultures fourragères ont été poursuivies : les essais de sulla, dont il a été fait mention au rapport de 1893 (p. 11) et qui avaient donné de beaux résultats, ont été repris sur de plus grandes proportions. Des semences ont été distribuées dans un certain nombre de fermes réparties dans tout le nord de la Tunisie.

Les collections du jardin se sont enrichies de nombreuses graines venues de différents pays étrangers. Celle des arbres à fruits s'est considérablement augmentée, tant à l'ail des variétés indigènes, que par l'introduction, effectuée après avis favorable du syndicat des viticulteurs, de greffes des meilleures variétés françaises.

Environ 70,000 plants d'arbres ont été vendus aux colons, contre 15,804 seulement en 1893.

Le chiffre des analyses effectuées en 1894 par le laboratoire de chimie s'est élevé à 4.292.

Le directeur chargé de l'établissement de la carte agronomique de la Régence a été envoyé en mission dans la région de Sfax et a rapporté les éléments d'une nouvelle feuille de la carte en cours de publication.

Ainsi que le précédent rapport le faisait prévoir, le laboratoire de vinification créé par le décret du 7 septembre 1893 a été transformé, par un décret du 4 avril 1894, en laboratoire de vinification et de bactériologie.

Cet établissement a répondu aux nombreuses demandes des colons qui désiraient être initiés aux méthodes scientifiques de conservation des vins et d'amélioration des procédés de vinification en usage. Au moment des vendanges, il a produit des levûres sélectionnées, qui ont été distribuées gratuitement aux propriétaires. Des conférences sur la vinification ont été faites par le directeur dans le local de la Chambre d'agriculture.

Des études sont poursuivies sur différentes maladies auxquelles est exposé le bétail et notamment sur le charbon. Un travail sur la diphtérie aviaire a été publié dans les *Annales de l'Institut Pasteur*. Un autre sur la dysenterie humaine a été l'objet d'une récompense décernée par l'Académie de médecine.

D. Application de la loi du 19 juillet 1890. — Les heureux résultats de cette loi, qu'avait signalés le rapport de l'année dernière, ont continué à se manifester en 1894. Le commerce total de la Tunisie, importations et exportations réunies, a atteint 78,855,481 fr. (somme qui n'a été encore surpassée qu'une seule fois, en 1890-1891), dépassant de plus de 10 millions le chiffre de 1893; la part de la France s'est élevée à 54,29 0/0; celle de la France et de l'Algérie réunies à 64,42 0/0. Les importations françaises en Tunisie ont passé de 21,725,601 fr. à 22,941,923 fr., en augmentation de plus de 1,200 000 fr. La part proportionnelle de la France dans ce commerce est de 54,70 0/0 et celle de l'Algérie, de 4,6 0/0. La France et l'Algérie réunies entrent donc actuellement pour près de 60 0/0 dans les importations tunisiennes.

Au cours de la discussion qui a précédé le vote de la loi du 19 juillet 1890, on avait exprimé la crainte que le régime de faveur accordé à la Tunisie ne favorisât l'introduction en France de produits étrangers qui traverseraient la Régence pour y prendre faussement le nom de tunisiens. En vue de prévenir ce danger, la délivrance des certificats d'origine a été entourée des plus sérieuses garanties. En fait, depuis que la loi est en vigueur, malgré la vigilance déployée au départ, aussi bien qu'à l'arrivée, aucune tentative de fraude n'a été constatée.

Le mouvement des importations étrangères dans la Régence n'a pas cessé d'être surveillé. Les renseignements fournis à cet égard par les statistiques officielles n'ont rien révélé d'anormal. On peut voir par les graphiques reproduits à la fin du présent paragraphe que depuis l'année 1885 les importations de céréales ont constamment diminué lorsque les exportations croissaient et inversement, ce qui écarte l'idée d'un transit frauduleux, et prouve que les fluctuations de ce commerce, avant comme après la promulgation de la loi du 19 juillet 1890, sont motivées

par l'abondance plus ou moins grande de la production locale. Les graphiques du commerce des vins montrent également que les importations de l'étranger diminuent depuis le jour où le vignoble, arrivant à l'âge de production, a pu alimenter une partie de la clientèle européenne en même temps qu'il écoulait en France une partie de sa récolte. En ce qui concerne les huiles, la faiblesse des quantités importées, et, pour le bétail, la taille et l'aspect particulier des races tunisiennes, qui permettent à l'œil le moins exercé de les distinguer des races étrangères, achèvent de dissiper toutes les appréhensions que l'on avait pu concevoir.

Cependant, comme l'absence de toute disposition pénale relative à cette nature spéciale d'opérations frauduleuses aurait pu être considérée comme une facilité offerte aux entreprises malhonnêtes, un décret beylical, promulgué le 26 novembre 1894, a frappé de peines sévères, pouvant s'élever à trois ans de prison, ceux qui auraient fabriqué ou falsifié des certificats d'origine, ou qui auraient fait, pour en obtenir, une fausse déclaration à l'autorité compétente ; le jugement de ces infractions est réservé aux tribunaux français, quelle que soit la nationalité des inculpés.

§ 3. — CONFÉRENCE CONSULTATIVE.

La Conférence consultative a tenu deux sessions en 1894, la première au mois d'avril et la seconde en décembre.

L'ordre du jour qui a été soumis à la Conférence dans ces deux sessions a été reproduit dans l'annexe J.

La session d'avril a été consacrée principalement à l'examen des différentes questions se rattachant au régime fiscal des peaux et laines ainsi qu'à la réforme des mahsoulats. En ce qui concerne ce dernier point, aucune résolution définitive n'a pu être arrêtée et les débats ont été remis à la session suivante.

Cette session, qui se tient ordinairement en novembre, a été reportée au mois suivant, pour permettre au nouveau résident général, M. Millet, de présider les travaux de la Conférence. Elle a été marquée, indépendamment de la continuation de la discussion sur la réforme des mahsoulats, par un important débat sur la colonisation et sur la question des mesures à prendre pour assurer, dans les meilleures conditions de célérité et d'économie possibles, l'achèvement du réseau routier de la Régence.

CHAPITRE II

Finances et Domaines.

§ 1^{er}. — FINANCES.

A. Réformes financières. — Les mesures adoptées par le Gouvernement du Protectorat en ce qui concerne la diminution du taux de l'impôt indigène de capitation dit « medjba » et dont il a été rendu compte dans les deux précédents rapports, ont reçu, en 1894, leur complète application. Cette taxe, qui était de 24 fr., et qui avait été ramenée à 22 fr. à partir du 1^{er} janvier 1893, n'est plus, depuis le 1^{er} février 1894, que de 20 fr. Elle a donc été réduite de plus de 16 0/0 en deux ans. Cette réforme représente, pour chacun des deux exercices, un dégrèvement de 460,000 fr. environ.

Les droits frappant les peaux et les laines ont été également l'objet d'un dégrèvement important. Ces produits étaient soumis, jusqu'ici, à un

régime fiscal assez compliqué et qui préjudiciait grandement aux intérêts des producteurs et des négociants.

En vue de donner satisfaction, dans la mesure compatible avec les nécessités budgétaires, aux vœux émis, à différentes reprises, par nos colons, les impôts établis sur les peaux et les laines ont été remaniés. Les dispositions édictées successivement sur la matière, et qui étaient éparses dans plusieurs lois, décrets ou règlements, ont été coordonnées et simplifiées. On a, en même temps, supprimé ou atténué les taxes qui pesaient le plus lourdement sur les transactions.

Ces mesures ont fait l'objet du décret du 13 décembre 1894, qui, en maintenant le droit de vente sur les marchés forains, a établi un tarif spécifique uniforme à l'entrée des villes d'octroi, obvié à la pluralité des perceptions, organisé le transit, et favorisé l'industrie en soumettant les peaux préparées au même tarif que les peaux brutes.

B. Impôts. — D'après la législation antérieurement en vigueur, l'impôt achour ou dime sur les céréales était payable en nature dans une grande partie de la Régence.

Depuis quelques années, le Gouvernement avait accordé aux redevables la faculté de se libérer en argent à un taux de conversion, fixé d'avance d'après le cours des céréales. La Direction des finances, en raison des inconvénients que présente la perception d'un impôt en nature, avait soin de calculer le taux de conversion de manière que les contribuables eussent avantage à se libérer en argent. Aussi l'habitude de s'acquitter en numéraire s'était-elle peu à peu répandue.

Le décret du 2 juillet 1894 a établi comme règle ce qui était devenu l'usage et rendu général le paiement en argent de l'impôt achour.

Les rôles de l'impôt kanoun établi sur les oliviers et sur les dattiers remontent à une époque éloignée. Ils ne répondent plus dans toutes les régions à l'état actuel des plantations.

Le décret du 22 janvier 1894 a prescrit la réfection de ces rôles et a réglementé la manière dont le recensement des arbres serait effectué.

La date du recensement est fixée par avance et portée à la connaissance des intéressés par des publications. Les propriétaires sont tenus de faire la déclaration des oliviers et des dattiers qu'ils possèdent. Lorsque l'opération commence, ils sont avertis de se trouver sur le terrain pour y assister. Plus tard, les rôles établis sont publiés et un délai de réclamation est fixé. Comme on le voit, toutes les garanties ont été accordées aux contribuables.

Le même décret, en vue d'encourager la plantation des oliviers et des dattiers, déclare les plantations nouvelles exemptes d'impôt pendant vingt ans.

Le recensement a été commencé dans le caïdat de Sfax. Au 31 décembre dernier, 240,570 arbres avaient été recensés dans 6,438 propriétés différentes.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, le remaniement de la législation sur les peaux et les laines a été l'occasion de dégrèvements importants en ce qui concerne les impôts auxquels ces produits sont soumis dans la Régence. C'est ainsi que les droits d'exportation qui frappaient les laines en suint et les déchets de laine ont été réduits respectivement de 13 fr. 57 et de 15 fr. 97 à 12 fr. par le décret précité du 13 décembre 1894; et que ceux qui étaient imposés sur les laines lavées ont été ramenés de 27 fr. 15

à 20 fr. ; en outre, le droit de 10 fr. 20, *ad valorem*, sur les laines filées a été supprimé.

Depuis l'abolition des droits de sortie sur le bétail, les éleveurs des territoires limitrophes de l'Algérie avaient pris l'habitude, pour éluder les droits d'exportation sur les laines, de faire procéder, au delà de la frontière, à la tonte de leurs troupeaux. Cette manœuvre, qui lésait les intérêts du Trésor, portait en outre préjudice au commerce des autres régions de la Régence. Pour la déjouer, le décret du 13 décembre 1894 a établi sur les animaux exportés par la frontière de terre, à l'époque de la tonte, un droit de 0 fr. 30 par tête représentant sensiblement le droit de marché et le droit de sortie sur la laine en suint (annexes K, L, M, N).

C. Analyse des budgets et de la situation financière. — L'exercice 1893, définitivement clos le 30 avril 1894, a été réglé avec un excédent de recettes de 3,381,312 fr. 75, qui a été incorporé au fonds spécial des excédents budgétaires.

On ne saurait toutefois conclure de ce résultat que la situation de l'exercice 1893 a été aussi satisfaisante que celle des exercices antérieurs. Il importe en effet de remarquer, comme le rappelle le rapport du Résident général sur l'exercice 1893 (*Journal officiel tunisien*, du 27 juillet 1894), que, sans des causes tout à fait accidentelles et anormales, l'excédent n'eût pas atteint le chiffre élevé qui vient d'être indiqué. Pour avoir une idée exacte des résultats de l'exercice, il faut défalquer, ainsi que le fait ressortir le tableau suivant, les encaissements exceptionnels opérés en 1893, et confondus dans les droits et taxes divers sous l'art. 31 du budget des recettes.

Excédent des recettes résultant du règlement de l'exercice 1893, ci.....		3.381.312 75
1 ^o Bénéfices bruts de la réforme monétaire, ci.....	1.285.178 39	
2 ^o Diverses sommes sans emploi au total de 874.490 fr. 38 résultant de la liquidation des divers comptes spéciaux hors budget dont l'apurement se poursuit, ci.....	874.490 38	
Encaissements exceptionnels, ci.....	2.159.668 77	2.159.668 77
L'excédent normal de l'exercice se trouve ainsi ramené au chiffre de.....		1.221.643 98
Dans cette somme, la plus-value liquidée sur les prévisions budgétaires des recettes représente.....	538.633 32	{ 1.221.452 48
Et les crédits sans emploi.....	682.819 16	
Le surplus, ci.....		191 50
résulte de l'excédent originaire de prévision.		

Jusqu'ici les dépenses publiques de la Régence étaient stipulées payables à Tunis seulement. La Direction générale des finances assurait néanmoins les paiements du personnel et de certains services du matériel dans toutes les autres localités, mais seulement dans la limite des fonds disponibles dans les diverses caisses publiques beylicales. Quant aux dépenses des grandes entreprises ou des travaux publics exception-

nels, elles n'étaient, à d'assez rares exceptions près, acquittées qu'à Tunis.

Pour couper court aux difficultés de toutes sortes qui en résultaient, un arrêté du Directeur des finances, du 20 septembre 1894, a créé dans les localités les plus importantes de la Régence, quatorze caisses de réserve destinées à assurer dans ces localités le paiement en tout temps des dépenses publiques de matériel aussi bien que de personnel.

Ces caisses sont gérées sans aucuns frais par les receveurs des contributions diverses ou des douanes des localités où elles sont instituées.

Pour compléter cet exposé sommaire, on trouvera aux documents annexes des tableaux *en francs* présentant :

1° Le projet de budget de l'exercice 1895, recettes et dépenses (annexe O) ;

2° Le relevé du rendement des contributions et revenus publics pendant l'exercice 1893 et les recettes prévues pour les exercices 1894 et 1895 (annexe P) ;

3° Le relevé comparatif des dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires (*Droits et produits constatés à la charge de l'Etat*) depuis l'exercice 1303 (annexe Q) ;

4° Le tableau synoptique des résultats des huit budgets (1303 à 1893) réglés pendant la même période (annexe R) ;

5° Un tableau du fonds spécial des excédents budgétaires (annexe S) ;

6° Un tableau du fonds de réserve (annexe T). — A propos de ce fonds, il convient de noter qu'un décret rendu le 41 janvier 1894, avec l'assentiment du Gouvernement français, a autorisé l'imputation sur le fonds de réserve des dépenses de construction des chemins de fer.

§ 2. — BIENS HABOUS.

Grâce à l'impulsion donnée au recouvrement des revenus et arriérés des Biens Habous, la situation financière de la Djemaïa s'est améliorée d'une façon appréciable en 1894. Les moins-values constatées depuis quelque temps ont fait place à un excédent, les recettes s'étant élevées à 1.470,000 fr., chiffre supérieur de 70,000 fr. au montant des prévisions. Cette situation favorable a permis à la Djemaïa d'engager quelques dépenses productives.

La reconnaissance des immeubles habous a été activement poursuivie : le nombre des plans dressés, qui atteignait le chiffre de 1,818 en 1893, est porté aujourd'hui à 2 554 ; la superficie reconnue était de 15,273 hectares au 31 décembre 1893 (voir rapport de 1893, p. 22), elle est aujourd'hui de 25,510 hectares. Cet inventaire a porté sur les terrains habous de Mateur, de Béja et de la banlieue de Tunis, qui sont actuellement reconnus en presque totalité.

CHAPITRE III

Justice et propriété foncière.

§ 1^{er}. — JUSTICE FRANÇAISE.

Le chiffre des affaires jugées par le Tribunal de Tunis, au cours de l'année 1894, s'est élevé à 3,993. Il est un peu inférieur au chiffre de 1893 qui était, comme l'indique le précédent rapport, de 4,050. Par con-

tre, le nombre des causes soumises au Tribunal de Sousse s'est légèrement accru.

§ 2. — JUSTICE INDIGÈNE.

Les indications présentées plus loin sur le fonctionnement des services pénitentiaires accusent une plus grande rapidité dans l'instruction des affaires criminelles. La proportion des affaires instruites a été, en 1894, plus considérable que l'année précédente.

Les sections civile et pénale de l'Ouzara fournissent, sur le fonctionnement de leurs tribunaux, les documents statistiques suivants :

	SECTION DES AFFAIRES	
	CIVILES.	PÉNALES.
Affaires en cours au 1 ^{er} janvier 1893...	832	473
Affaires reçues en 1894.....	2.515	3.717
Affaires jugées.....	2.489	3.329
Affaires en cours au 1 ^{er} janvier 1895...	858	861

§ 3. — SERVICES PÉNITENTIAIRES.

L'Administration pénitentiaire comprend : à Tunis, une maison d'arrêt, de justice et de correction pour les Européens, une prison préventive et correctionnelle indigène pour les hommes, un établissement de même nature pour les femmes ; au Bardo, une maison de correction pour les indigènes ; à La Goulette et à Rhar-el-Melah, deux bagnes ; à Nabeul, une maison de correction de condamnés indigènes ; et à Sousse, à Kairouan et à Sfax, trois établissements mixtes, c'est-à-dire servant à la fois de maison d'arrêt pour les Européens et de maison de correction pour les indigènes ; soit en tout dix établissements.

Au cours de l'année 1894, la prison de Nabeul a été complètement transformée. Les salles de détention ont été convenablement aménagées ; un logement pour le gardien-chef, ainsi qu'une infirmerie pour les malades ont été installés.

La prison de Kairouan, construite vers la fin de l'année 1893, a été pourvue en 1894 d'un gardien-chef européen.

Au 31 décembre 1893, l'effectif des prisons était de 1,177 détenus ; au 31 décembre 1894, il était seulement de 1,114, bien que le nombre des entrées dans le courant de l'année eût été supérieur à celui de l'année 1893. Ces résultats sont dus à la plus grande rapidité apportée dans l'instruction des affaires pendantes devant les tribunaux de l'Ouzara.

La mortalité a sensiblement diminué. Les soins d'hygiène, de propreté et de salubrité ont été l'objet d'une préoccupation constante. Les locaux de la prison de Tunis ne répondent pas entièrement aux besoins du service, mais toutes les précautions ont été prises pour remédier, dans la mesure du possible, aux déféctuosités qui avaient été signalées. Des douches ont été installées dans les principaux établissements et fonctionnent d'une façon régulière pendant la saison chaude ; en hiver, tous les linges, nattes et couvertures sont désinfectés par l'acide sulfureux. De nouvelles infirmeries spacieuses et bien aérées, installées pendant l'année 1894, sont visitées régulièrement par les médecins. La nourriture a été améliorée. Un régime alimentaire uniforme existe dans tous les établissements.

Le travail des condamnés, qui avait été pendant les années 1892 et 1893 expérimenté à la prison du Bardo, a été étendu successivement aux prisons de Sousse et de Nabeul. Il pourra, dans un avenir prochain, recevoir une nouvelle extension.

Le service anthropométrique, pendant l'année 1894, a fonctionné d'une façon régulière. Il a été mesuré et photographié 1,016 européens et mesuré simplement 3,135 indigènes. Sur ces nombres se trouvaient 266 récidivistes européens et 335 récidivistes indigènes. Dans le courant de l'année, ces différentes opérations ont donné lieu à 47 reconnaissances d'identité. A ce jour, le nombre des fiches anthropométriques existant à la collection de la prison de Tunis se trouve de 12,282.

§ 4. — LOI SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

Pendant l'année 1894, il a été déposé 489 réquisitions comprenant une contenance présumée de 38,879 hectares avec une valeur vénale de 10,100,898 fr.

En 1893, il a été déposé 269 demandes représentant une contenance déclarée de 251,000 hectares et une valeur de 13,198,059 fr. Ce total comprenait trois propriétés d'importance exceptionnelle représentant ensemble 134,000 hectares.

Le nombre total des titres établis avant le 31 décembre 1894 est de 834, correspondant à une contenance de 105,110 hectares et une valeur de 14,704,000 fr. (Voir annexes X et XI) (1)

CHAPITRE IV

Travaux publics.

A. Ports et chaussées. — 1^o Service maritime. — Ports de Tunis, Sousse et Sfax. — La construction et l'exploitation des ports de Tunis, Sousse et Sfax ont été concédées aux conditions indiquées dans le rapport de 1893. Pendant l'année 1894, les concessionnaires ont surtout organisé leurs services, élaboré les projets et réuni le matériel nécessaire aux chantiers.

Ils ont commencé les travaux dans le port de Tunis ; un petit chenal a été établi dans le lac, entre le bassin et les carrières du djebel Djelloud, pour assurer l'approvisionnement facile des moëllons destinés à la construction des quais ; les berges du chenal ont été perreyées, une douane a été construite à la Goulette, près du nouveau bassin.

Port de Bizerte. — Les travaux du port de Bizerte sont à peu près terminés, et l'ouverture du port au commerce aura lieu prochainement, en avance de près d'une année sur le terme du délai fixé au contrat de concession.

Port de Tabarca. — Un petit chenal de 1^m50 de profondeur a été creusé cette année pour permettre l'accès des chalands qui font le débarquement en rade. L'appontement a été éclairé par un feu de port.

Port de Nabeul. — Le seul ouvrage du port de Nabeul est un débarcadère-appontement construit en 1894. Sa longueur est d'une quaran-

(1) On trouvera plus loin, chapitre I^{er}, *Travaux publics*, des renseignements statistiques sur les opérations effectuées en 1894, par le Service Topographique, pour l'application de la loi sur la propriété foncière.

taine de mètres, et il est accostable aux embarcations calant moins de 1^m50. Il a coûté 15,000 fr.

Port de Mahdia. — Des draguages assez importants ont été faits en 1894 dans le port de Mahdia.

Port de la Skira. — Un bureau de port, avec tourelle portant un feu fixe, a été établi à la Skira, en 1894. Ce bâtiment a coûté 13,000 fr.

Port de Gabès. — La Commission nautique, qui a visité Gabès, en novembre 1891, avait recommandé l'établissement, dans la barre de l'Oued, d'une passe de 1 mètre de profondeur sous basse-mer et la construction d'un appontement métallique parallèle à la direction de cette passe. Ces travaux, assurément utiles, auraient engagé une dépense de 4 à 500,000 fr., qui semble trop élevée eu égard aux ressources disponibles.

Le but que s'est proposé l'Administration est plus modeste : il consiste à abaisser la barre de 0^m50 en la dérasant au niveau des basses-mers de vives eaux par l'emploi de la main-d'œuvre la plus rudimentaire, et à assurer, par le même procédé, le maintien des fonds ainsi réalisés. Cette amélioration, qui n'engage en rien l'avenir, permettrait l'accès journalier de l'Oued aux embarcations du pays, calant au plus 1 mètre. Elle a été commencée en 1894 et sera poursuivie régulièrement en 1895.

Port de Zarzis. — Un bureau et un feu de port ont été établis à Zarzis en 1894. Ils ont coûté environ 7,000 fr.

2° *Phares et fanaux.* — Trois phares sont actuellement en construction, ceux de Turgœness et de Bordj Djillidj dans l'île de Djerba et le phare de Tina, près de Sfax. Ces trois phares seront allumés en 1895, et compléteront les installations destinées à assurer l'éclairage des côtes de la Régence.

3° *Routes et ponts.* — Il a été construit, en 1894, 107 kilomètres de routes neuves qui viennent s'ajouter aux 788 kilomètres déjà construits et à l'état d'entretien.

Sur la route de Tunis à Gabès, 42 nouveaux kilomètres ont été construits, 16 sur la route de Tunis au Kef, 10 sur la route de Sousse à Djemal, 5 sur la route de Tunis à Zaghouan et 5 sur la route de la Soukra à Saint-Louis de Carthage.

Les principaux ouvrages d'art auxquels on a travaillé en 1894, sont :

Le pont métallique sur la route de Tunis au Kef, à la traversée de l'oued Tessa. Ce pont, d'une longueur de 71 mètres, est lancé et pourra être prochainement livré à la circulation ;

Une passerelle en bois de 24 mètres sur l'oued Bagra à la traversée de la piste de Zaghouan à Hammamet ;

Deux passerelles en bois de 6 mètres de longueur sur l'oued El Kardi, à la traversée des pistes de la Sebala au Mornag, au djebel Ressas et au djebel Salem ;

Un pont sur l'oued Ced ;

Trois ponts en bois de 56 mètres, 11 mètres et 8 mètres sur la route d'Hammamet à Kélibia ;

Un pont métallique de 12 mètres sur l'oued Djemal à Sahaline ;

Une passerelle en bois de 26 mètres sur l'oued Hamada à la rencontre de la route d'Enfidaville à Kairouan ;

Une passerelle en bois de 12 mètres sur l'oued Lakedry à la rencontre de la route de Tunis à Gabès ;

Un pont métallique de 6 mètres sur l'oued Agureb à la rencontre de la route de Tunis à Gabès.

4° *Chemins de fer.* — Dans le cours de l'année 1894, ont été définitivement approuvées par le Gouvernement français, les conventions passées entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie Bône Guelma pour la construction et l'exploitation d'un nouveau réseau. La première ligne de ce réseau, celle de Djedeïda à Bizerte, a été ouverte à l'exploitation le 1^{er} novembre de cette année.

Il paraît intéressant, pour compléter les indications contenues à ce sujet dans le rapport de 1893 (p. 31 à 35), d'exposer brièvement ici les différentes phases par lesquelles a passé la concession avant son approbation définitive, et de faire connaître en quoi consistera le nouveau réseau et les conditions dans lesquelles il sera construit puis exploité.

Le réseau tunisien proprement dit (413 kilomètres environ) comprend :

La ligne à voie normale de Djedeïda à Bizerte (73 kilomètres).

Et les lignes suivantes, à voie de 1 mètre entre les bords intérieurs des rails :

De Tunis à Zaghouan, avec embranchement sur la plaine du Fahs ;

D Hammam-Lif à Nabeul, avec l'embranchement de Menzel-bou-Zelfa ;

De Sousse à Kalaâ-Srira et Kairouan (cette ligne est destinée à remplacer le Decauville à traction de chevaux actuellement en exploitation) ;

De Sousse à Mokenine ;

De Kalaâ-Srira à Enfidaville, avec prolongement jusqu'à Bir-bou-Rekba, sur la ligne d'Hammam-Lif à Nabeul.

Ce prolongement, qui assure la jonction entre les lignes qui convergent sur Tunis et celles qui convergent sur Sousse, complètera la ligne directe de Tunis à Sousse, primitivement dénommée ligne du Sahel.

Ces lignes ont été concédées par la convention du 29 décembre 1880, c'est-à-dire avant l'établissement du Protectorat, à la Compagnie Bône-Guelma, aux mêmes conditions générales que la ligne de la Medjerda. C'est sous le régime de cette convention que fut exécutée la section de Tunis à Hammam-Lif, que le Gouvernement français admit au bénéfice de la garantie des lignes de la Medjerda.

Cette convention fut, en ce qui concerne la partie du réseau restant à construire, abandonnée et remplacée par deux conventions nouvelles, passées, le 12 octobre 1892, entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie concessionnaire.

Ces deux conventions relatives, la première à la ligne de Djedeïda à Bizerte, la seconde aux lignes du Sahel et du cap Bon, telles qu'elles sont énumérées à la classification ci-dessus, stipulent les conditions générales suivantes :

La durée de la concession sera de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 29 décembre 1880.

La construction sera exécutée par la Compagnie aux frais du Gouvernement tunisien, moyennant le prix forfaitaire de 5,600,000 francs pour la ligne de Djedeïda à Bizerte et un prix à débattre ultérieurement pour les lignes du Sahel et du cap Bon. Le capital de premier établissement

pourra s'accroître, pour la première de ces lignes, d'une somme de 400,000 francs et, pour l'ensemble des autres, d'une somme de 1,200,000 francs destinées aux installations complémentaires dont la nécessité serait reconnue pendant la durée de la concession.

Les économies que la Compagnie réaliserait sur le forfait de construction seront mises en réserve pour être affectées, avec leurs intérêts, aux dépenses de travaux de parachèvement, de grosses réparations et de renouvellement de la voie.

Le Gouvernement tunisien prend à sa charge les frais d'acquisition des terrains.

Les dépenses d'exploitation sont fixées à forfait et calculées au moyen de la formule $1,750 \text{ francs} + \frac{R}{2}$ avec minimum de 3,500 francs pour

la ligne de Djedeïda à Bizerte, au moyen de la formule $1,500 \text{ fr.} + \frac{R}{2}$ avec minimum de 3,000 francs pour les lignes du Sahel et du cap Bon.

Les insuffisances d'exploitation seront supportées par la Compagnie ; mais les excédents, dès qu'il s'en produira, seront d'abord affectés à rembourser ladite Compagnie des insuffisances supportées par elle, avec intérêt simple au taux de 4,60 p. 100. Ce remboursement une fois fait, l'excédent des recettes brutes sur les dépenses d'exploitation sera versé à l'Etat jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à 4,60 p. 100 du capital de premier établissement. Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci sera partagé par égales parts entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie.

Les deux conventions reconnaissent au Gouvernement tunisien le droit de rachat des lignes à partir du 7 mai 1902 et règlent les conditions de ce rachat.

Enfin, elles fixent les obligations de la Compagnie concessionnaire vis-à-vis du Gouvernement, tant au point de vue du contrôle qu'en ce qui concerne la circulation des agents des services publics.

A raison des risques que pourrait faire courir à la Compagnie concessionnaire des réseaux algérien et tunisien garantis l'exploitation du nouveau réseau, les deux traités du 12 octobre 1892 durent être soumis à l'approbation du Gouvernement français. Ils furent présentés une première fois au Parlement au cours des sessions de 1892 et 1893, mais c'est seulement le 12 août 1894 que fut votée une loi portant approbation de ces conventions et autorisant la Compagnie à prélever à titre d'avances, sur les réserves de son réseau garanti par l'Etat français, les insuffisances d'exploitation des lignes tunisiennes dont elle avait assumé la charge.

A la suite de cette décision du Gouvernement français, les conventions reçurent l'approbation définitive de Son Altesse le Bey par décret du 10 septembre 1894.

Enfin, la convention du 22 octobre 1892, relative aux lignes du Sahel et du cap Bon, a été complétée par un accord conclu le 19 octobre 1894 entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie Bône-Guelma et approuvé par le Gouvernement français. Cet accord définit les tracés définitifs des lignes dénommées dans la convention et fixe à 17,494,070 francs, soit environ 50,000 francs par kilomètre, le prix forfaitaire de leur construction.

La construction du chemin de fer de Djedeïda à Bizerte est régie par la première convention du 12 octobre 1892 et le cahier des charges du réseau de la Medjerda.

Un accord intervenu le 17 octobre 1892 entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie, agissant comme entrepreneur général, permit de procéder immédiatement à l'exécution des travaux, et la ligne put ainsi être livrée à l'exploitation le 1^{er} novembre 1894.

La construction de tout le réseau à voie de 1 mètre est régie par la seconde convention du 12 octobre 1892 et le cahier des charges du réseau de la Medjerda.

Les travaux de la ligne d'Hamman-Lif à Nabeul, avec embranchement sur Menzel-bou Zelfa, ont, à la suite d'un accord, intervenu le 21 octobre 1893, entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie, été commencés dans les mêmes conditions que pour la ligne de Djedeïda à Bizerte.

Les sections d'Hamman-Lif à Fondouk-Djedid et de Fondouk-Djedid à Soliman sont achevées comme infrastructure. La pose de la voie, le ballastage et la construction des bâtiments seront prochainement terminés.

L'infrastructure des sections de Fondouk-Djedid à Nabeul et de Soliman à Menzel-bou-Zelfa est poussée activement.

Il y a lieu d'espérer que l'ouverture à l'exploitation de la section Hamman-Lif-Grombalia et de l'embranchement Fondouk-Djedid-Menzel-bou-Zelfa aura lieu avant le milieu de l'année 1895, et que la communication par voie ferrée entre Tunis et Nabeul pourra être assurée vers la fin de cette année.

Les études définitives de la ligne de Sousse à l'Enfida ont été commencées dès le mois de novembre 1894; une première section va être mise en adjudication, et la ligne entière sera ouverte à l'exploitation vers la fin de 1895.

Les études définitives et l'exécution des autres lignes du réseau seront poussées avec activité, et on peut compter que tout le réseau nouvellement concédé sera terminé vers la fin de 1898.

L'exploitation du réseau à voie étroite sera régie à la fois par la convention de concession et par le cahier des charges du 20 février 1877.

En vertu de la deuxième convention du 12 octobre 1892, les tarifs à appliquer sur le nouveau réseau ne peuvent pas être supérieurs à ceux qui sont en vigueur sur les lignes de la Medjerda; les relèvements de tarifs que la Compagnie croirait utile de proposer devraient, préalablement à leur application, recevoir l'approbation du Gouvernement.

On trouvera à l'annexe Y un tableau contenant les résultats comparés de l'exploitation du réseau par la Compagnie Bône-Guelma de 1889 à 1893.

5. *Bâtiments.* — En dehors des travaux d'entretien proprement dits, il a été fait un certain nombre de travaux neufs, constructions nouvelles ou agrandissements de bâtiments existants.

Des améliorations ont été apportées à l'usine de lumière électrique de l'Hôtel des postes de Tunis, un bureau de poste a été commencé à Béja.

Des groupes scolaires ont été construits à Souk-el-Arba, Ain Draham et Djedeïda. A Tunis, le lycée a été considérablement agrandi.

Un bâtiment de gendarmerie est en construction à Sousse, la prison de la Zendala au Bardo a été l'objet d'un remaniement d'ensemble. enfin de nouveaux bureaux se construisent dans le bâtiment du Dar-el-Bey réservé à l'Administration générale et dans les bâtiments de la Direction générale des travaux publics.

Une douane a été construite à Djebel Araba, des bâtiments annexes ont été établis dans les douanes de Tunis et de bou Chebka.

6° *Aménagements d'eau.* — Les travaux d'adduction des eaux de l'Oued Laya à Sousse et de Sidi Salah à Sfax sont terminés.

En creusant la galerie souterraine devant servir au passage de la conduite d'adduction à Gabès des eaux d'Aïn Zeïd, on a rencontré des eaux d'infiltration d'une qualité semblable à celle de la source à amener. On s'est par suite contenté de capter provisoirement ces eaux, qui pourront suffire encore longtemps à l'alimentation de Gabès.

Des travaux sont en cours pour amener à Ghardimaou les eaux d'El-Aïoun par une conduite en fonte de 8 kilomètres. Ces travaux sont à peu près terminés.

A Nabeul, on a procédé à des captages de sources et réparé l'ancienne conduite romaine, ainsi que l'ancien bassin de concentration des eaux.

A Mareth, village indigène près de Gabès, on a capté la source alimentant ce centre ; toutes les eaux stagnantes autour de la source, dont la présence donnait lieu à de nombreux cas de fièvres typhoïdes, ont été écoulées et les parties asséchées ont été plantées d'eucalyptus.

La source alimentant le village de Métouïa, près de Gabès, vient d'être captée, les travaux seront terminés au commencement de 1895.

Une ancienne citerne située dans l'île Sidi Chaouch, dans le lac des Biban, a été réparée de manière à permettre le ravitaillement en eau potable des bateaux garde-pêche.

Des travaux exécutés aux sources de Cherichera, qui alimentent Kairouan, ont permis d'amener le débit de la conduite à 7 lit. 5 à la seconde et d'installer 12 nouvelles bornes-fontaines, avec leur canalisation.

La source Aïn Guettar, située vers le versant Nord du Djebel Yonnès, a été captée et l'eau amenée dans un réservoir sur la piste de Gafsa à Fériana, à 15 kilomètres de Gafsa.

Le barrage en terre de Sidi-el-Bey sur l'Oued Gabès a été entièrement reconstruit en maçonnerie, à la demande des indigènes qui ont versé une somme de 12,000 francs comme part contributive à ce travail, dont le coût a été de 31,000 francs.

On a également rétabli en maçonnerie le barrage de l'Oued Lala, qui sert à l'irrigation de l'oasis de ce nom.

7° *Travaux des villes.* — L'amélioration des centres urbains se continue aussi rapidement que le permettent les crédits qu'on peut y affecter. Tout travail de luxe est écarté, l'effort est concentré sur les travaux intéressant l'hygiène et l'amélioration de la voirie urbaine.

Tous les centres un peu importants sont aujourd'hui pourvus d'un service de balayage et d'éclairage, et ont leurs principales rues empierrées. Beaucoup ont été dotés d'abattoirs. On a indiqué plus haut ce qui avait été fait pour les alimenter en eau potable.

Dans plusieurs villes comme Tunis, Sousse, Sfax, Kairouan, Gabès, etc., on poursuit la construction méthodique des réseaux rationnels d'é-

gouts, parmi lesquels celui de Tunis pourra soutenir la comparaison, quand il sera terminé, avec ceux des plus grandes villes d'Europe. Il y a là un très grand effort, dont le but immédiat échappe un peu à la population, mais dont il y a lieu d'attendre les meilleurs résultats au point de vue de l'hygiène.

La ville du Kef a effectué à ses frais le captage et l'adduction des eaux de la source dite du Figuier.

B. Service de la police des ports et de la navigation. — Le tonnage de jauge des navires qui ont opéré dans les divers ports du littoral tunisien pendant l'année 1894, s'est élevé à 2,010,689 tonneaux, en augmentation de près de 200,000 tonneaux sur les chiffres de l'année 1893.

Dans ce total, les navires français figurent pour 1,091,195 tonneaux.

Le port de Tunis-Goulette est représenté avec 594,195 tonneaux, Sousse 263,206 et Sfax 215,804.

Les opérations auxquelles ont donné lieu ces mouvements se chiffrent par 243,788 tonnes de marchandises débarquées, et 188,603 tonnes embarquées dans tous les ports de la Régence.

Ces chiffres accusent une plus-value sur l'année 1893 de 16,575 tonnes à l'entrée et 72,201 tonnes à la sortie, qui doit être surtout attribuée au rendement de la récolte.

Dans ce trafic, le port de Tunis-Goulette figure pour 141,624 tonnes à l'entrée et 69,473 tonnes à la sortie ; celui de Sousse pour 35,554 et 37,961 tonnes ; Sfax pour 19,018 et 25,769 tonnes, Gabès pour 11,932 et 10,869 tonnes.

Les navires français ont transporté 196,970 tonnes, les navires tunisiens 50,610 tonnes, les navires italiens 92,084 tonnes, les navires anglais 56,537 tonnes, etc.

Le transport des animaux vivants a donné lieu à un mouvement de 25,000 têtes.

Sur ces chiffres, le port de Tunis-Goulette a exporté près de 20,000 têtes et celui de Sousse 4,000, dont la moitié à destination de France.

C. Service des mines. — 101 demandes en permis de recherches ont été déposées en 1894. Elles sont toutes relatives à des gisements de zinc, plomb, cuivre, lignites ou asphalte.

Parmi ces demandes : 59 ont été annulées, soit par suite de non-valeur des échantillons, soit parce que les pétitionnaires n'ont pas versé le montant des frais exigés pour l'enquête ; 34 sont encore à l'instruction et les 8 autres ont reçu une solution favorable.

Il a été délivré, en outre, 4 permis de recherches se rapportant à des demandes faites en 1893.

En 1894, 3 nouvelles concessions se rapportant toutes à des gisements de zinc et métaux connexes ont été accordées.

Ces trois concessions sont :

1° La concession de Fedj el-Adoum, à 20 kilomètres de Téboursouk, accordée à M. J. Faure.

L'extraction a été de 2,000 tonnes environ pendant l'année.

2° L'extension de la concession du Khanguet el-Tout accordée à M. J. Faure, de façon à comprendre dans le périmètre de la concession le gisement d'Aïn Roumi.

3° Enfin, la concession de Zaghouan accordée à la Société des Mines de Zaghouan.

Les derniers travaux de recherches faits dans cette mine permettent d'évaluer à plus de 30,000 tonnes la quantité de calamine exploitable.

Parmi les anciennes concessions, celles de Mokta el-Hadid et du Comité d'études des mines de Tabarca ne sont pas encore exploitées.

Il en est de même de la mine de zinc de Djebba concédée à la Société de construction des Batignolles.

A la mine de zinc du Khanguet el-Tout, M. J. Faure poursuit les travaux d'exploitation. Il a extrait pendant l'année 1,800 à 2,000 tonnes de calamine.

De nouveaux gisements de minerai viennent d'être découverts dans le périmètre de cette mine. D'anciennes galeries romaines ont été reconnues, remblayées avec de la calamine et creusées en plein minerai.

A la mine de zinc du Djebel Sidi Ahmet, exploitée par la Société royale asturienne, il n'a encore été fait aucune expédition de minerai.

On a extrait depuis la découverte de la mine, environ 2,700 tonnes de calamine qui sont restées sur le carreau de la mine.

Une carrière domaniale de pierre à chaux hydraulique, sise dans le Djebel Bou Kournine, a été louée pour une période de cinq années avec faculté de renouvellement.

Deux autres locations de carrières ont été consenties, cinq demandes de location sont à l'instruction.

Quatre permis de reconnaissance de phosphates dans les terrains domaniaux ont été délivrés en 1894.

On a restauré complètement en 1894 l'établissement thermal de Hammam M'Seïada, près Béja.

La conduite d'eau, obstruée par des dépôts calcaires, a été remplacée par une autre conduite de plus fort diamètre.

On avait, le 27 avril 1893, commencé le forage d'un puits artésien à Hount Souk (île de Djerba), mais les éboulements nombreux ayant fait coïncider et déformer la colonne, on a dû, le 4 octobre 1894, abandonner le travail.

Un nouveau puits est commencé, et les travaux marchent régulièrement.

A Mettonia, près Gabès, des travaux de forage ont commencé le 9 juin 1894 avec un diamètre initial de 0 m. 41. Le 18 juillet, à la profondeur de 47 m. 50, on a rencontré une première nappe.

Le dégagement de la nappe et l'installation de la locomobile ont duré jusqu'au 4 septembre. Le 13 du même mois, on a rencontré une deuxième nappe à 56 m. 80 ; le débit mesuré a donné 1,360 litres à la minute.

A El-Maïder, le travail a ralenti par suite de deux ruptures du trépan, mais les travaux marchent actuellement avec régularité, et la nature des terrains rencontrés fait espérer qu'on arrivera bientôt à la nappe artésienne.

Enfin, on a commencé récemment, à Oudreff, un nouveau sondage. Les travaux avancent activement et à la date du 10 décembre, à une profondeur de 25 mètres, on a rencontré une première nappe malheureusement peu abondante. Les travaux continuent pour atteindre des nappes plus importantes.

D. *Service topographique.* — Pendant le cours de l'année 1894, il a été déposé 489 réquisitions avec une contenance présumée de 58,879 hectares et il a été réalisé 236 immatriculations comprenant une superficie de 13,782 hectares ; 405 plans correspondant à une contenance de 63,837 hectares ont été remis à la Conservation foncière. Enfin, il a été borné 545 immeubles comprenant 165,000 hectares.

Actuellement, l'état général du service de l'immatriculation est le suivant :

Du 14 juillet 1886 au 16 mars 1892, il a été déposé 196 réquisitions d'immatriculations correspondant à une contenance de 95,000 hectares. Sur ces 196 immatriculations, 10 ont été rejetées ou retirées, 176 ont donné lieu à l'établissement d'un nombre égal de titres avec une contenance de 85,414 hectares, 10 affaires restent en suspens, les litiges ayant été renvoyés devant les tribunaux français ou indigènes ou des mesures d'instances ordonnées par le tribunal mixte étant en cours d'exécution.

Du 16 mars 1892 au 31 décembre 1894, c'est-à-dire depuis les modifications apportées au régime primitivement édicté par la loi du 1^{er} juillet 1885, il a été déposé 1,247 réquisitions avec une contenance présumée de 376,000 hectares. De ces immatriculations 27 ont été rejetées ou retirées et 415 titres délivrés pour une superficie de 21,694 hectares. De plus, le service topographique a remis au greffe du tribunal mixte 401 plans comprenant 101,275 hectares. Les propriétés bornées dont le plan n'est pas remis sont au nombre de 339 avec 161,000 hectares. La propriété de l'Enfida (100,000 hectares) est comprise dans ce dernier chiffre. Le plan en sera terminé vers le milieu de l'année 1895.

Des mutations partielles, après lotissement d'immeubles immatriculés, ont amené l'établissement de 243 titres.

Le nombre total des titres, au 31 décembre, est ainsi de 834 avec 108,626 hectares.

Le recensement des biens domaniaux n'a donné lieu qu'à la reconnaissance de limites d'enzel à l'intérieur des propriétés déjà levées.

Il a été dressé, en 1894, 25 croquis d'immeubles habous à constituer en enzel ; ces croquis comprennent 6,960 hectares.

Il a été recensé 736 immeubles habous comprenant 10,040 hectares.

Le plan de la ville de Tunis a été continué. Toute la partie au nord des boulevards Bab Benat et Bab Souika, de la rue des Maltais et de la Marine, est terminée. Le quartier européen entre le boulevard Bab-Djedid, les rues des Femmes, de la Rivière, le fort de Sidi Ganen et le lot précédent est levé sur le terrain.

Au 31 décembre 1894, le personnel du service topographique comprenait 3 vérificateurs, 21 géomètres assermentés, 3 élèves-géomètres et 12 géomètres auxiliaires.

E. *Administration des forêts.* — En 1894, le service des forêts a fait exécuter les travaux suivants :

Démasclage de 577,000 chênes-liège ;

Ouverture de 148 hectares de tranchées de protection contre l'incendie ;

Ouverture de 103 kilomètres de chemins et sentiers pour assurer la surveillance, le débardage des lièges et la vidange des coupes ;

Construction d'une maison forestière à Ghardimaou ;

Travaux divers ayant pour objet l'amélioration des postes forestiers et la canalisation de plusieurs sources ;

Essai de reboisement au Djebel bou Guernin (Hammam-Lit).

Les travaux de fixation des sables dans les oasis du Sud, entrepris depuis plusieurs années, ont été continués avec succès.

Le service a procédé cette année à la première récolte de liège de reproduction. Ces travaux ont été faits en régie dans la circonscription de Tabarca, et par entreprise dans les circonscriptions d'Ain Draham et de Souk-el-Arba. Ces opérations, bien préparées et bien dirigées, ont donné des résultats satisfaisants.

Les dépenses du service des forêts atteindront la somme de 470,000 francs, en chiffres ronds.

Les adjudications des coupes d'écorces à tan et de bois d'industrie (traverses de chemins de fer), la vente des lièges de reproduction et les délivrances des produits accidentels dépasseront la somme de 690,000 francs.

Les recettes seront donc, pour 1894, supérieures d'environ 220,000 francs au montant total des dépenses ; ce qui représente une augmentation de plus du double, par rapport aux résultats de l'année 1893.

CHAPITRE V

Enseignement public. — Antiquités et arts.

§ 1^{er}. — DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT.

A. *Enseignement français. — Etablissements scolaires.* — Depuis le mois d'octobre 1893, six nouvelles écoles publiques et laïques ont été ouvertes en Tunisie : des écoles de garçons à Menzel-Temime et à Sousse ; une école de filles à Tabarca et des écoles enfantines mixtes à Bizerte, Medjez el-Bab et Kairouan.

Au 31 décembre 1894, le nombre des établissements scolaires français, publics et privés, était de 101, dont 65 destinés aux garçons, 24 aux filles et 12 mixtes ; 79 de ces établissements sont laïques et 22 congréganistes. Ils se décomposent de la manière suivante :

1^o ECOLES PUBLIQUES.

		Laïques. Congréganistes.		
Ecoles primaires.	De garçons	58	dont 51	7
—	De filles	21	— 11	10
—	Mixtes	10	— 10	»
Ecoles secondaires.	Lycées et collèges.	3	— 3	»
—	Jeunes filles	1	— 1	»
Totaux		93	76	17

Dans 21 écoles laïques de garçons et 4 mixtes, les instituteurs sont chargés d'assurer le service postal et télégraphique.

2^o ECOLES PRIVÉES.

		Laïques. Congréganistes.		
Ecoles.	De garçons	4	dont 2	2
—	De filles	2	— 1	1
—	Mixtes	2	— »	2
Totaux		8	3	5

Lycée Carnot. — Le lycée de Tunis, dont l'organisation a été réglée par le décret du 29 septembre 1893, a reçu, au mois de juin dernier, le nom de *Lycée Carnot*. L'installation matérielle de l'établissement est aujourd'hui satisfaisante. Les locaux ont été considérablement agrandis depuis deux ans. Deux nouvelles ailes ont été construites.

Les cours d'enseignement commercial et agricole ont reçu cette année un certain développement.

La population scolaire a continué à augmenter ; elle atteint aujourd'hui le chiffre de 370 enfants ; en 1892, elle était de 320 élèves.

Ecole secondaire des jeunes filles. — Aucune modification n'a été apportée depuis l'an dernier à l'organisation de l'Ecole secondaire des jeunes filles. Cet établissement est bien tenu et bien dirigé et jouit d'un bon renom auprès des familles.

Le nombre des élèves est actuellement de 393. Il était en 1892 de 207.

Collège Alaoui. — L'augmentation considérable de la population scolaire dans cet établissement a nécessité la construction de nouvelles salles de classe et d'un laboratoire de chimie.

Le nombre des élèves (y compris ceux de l'Ecole annexe), qui était de 422 en 1892, est aujourd'hui de 552.

Des maisons d'école ont été construites cette année à TébourSouk, Souk el-Arba, Menzel Temime et Aïn Draham.

Cours divers. — Les cours publics de langue arabe ont été suivis pendant l'année scolaire 1893-1894 avec la même assiduité que durant l'année précédente.

Les cours préparatoires au certificat d'arabe parlé ont été fréquentés par une moyenne de 37 auditeurs ; ceux du brevet élémentaire d'arabe par 19 et ceux du diplôme supérieur par 7.

Les cours de commerce, ouverts à Tunis, pendant l'hiver 1893-1894, n'ont pas donné les résultats qu'ils paraissaient promettre au début. Le nombre des auditeurs, assez élevé pendant les premiers mois, a peu à peu diminué et les cours ont dû être suspendus.

Des cours d'adultes ont été faits dans différentes localités.

Population scolaire. — Le nombre des élèves qui était, en 1893, de 13,436, a atteint, en 1894, le chiffre de 13,970, soit une augmentation de 534 écoliers.

La population scolaire comprend 9,156 garçons et 4,814 filles.

Les écoles publiques reçoivent 10,312 enfants et les écoles privées 3,658.

Au point de vue des nationalités, les élèves se répartissent de la manière suivante :

Français	2.135
Italiens	2.146
Malgais	1.447
Musulmans	3.520
Israélites	4.500
Divers	222
Total	<u>13.970</u>

Cantines scolaires. — Les cantines scolaires, instituées dans les quatre principales écoles primaires de Tunis, ont distribué, pendant l'année 1893-1894, 24,902 portions dont 15,866 gratuites.

Ces chiffres indiquent suffisamment les services rendus aux familles par cette œuvre.

Personnel enseignant. — Au mois de juillet 1894, le personnel enseignant des écoles publiques comprenait un effectif de 278 maîtres ou maîtresses. Il se compose exclusivement de fonctionnaires français et d'instituteurs musulmans. Ces derniers ont fait leurs études à l'Ecole normale de Tunis.

Examens. — Les résultats des examens pour les différents certificats et diplômes recherchés par les élèves ou auditeurs sont les suivants :

423 enfants se sont présentés à l'examen du certificat d'études primaires ; 46 aspirants et 30 aspirantes ont subi l'examen du brevet élémentaire ; 6 aspirants et 8 aspirantes ont subi les épreuves du brevet supérieur ; 14 candidats ont été reçus aux baccalauréats. Le certificat d'arabe parlé a été délivré à 17 étudiants ; le brevet élémentaire d'arabe à 5 et le diplôme supérieur à 2.

Bibliothèques. — La bibliothèque française de Tunis a été transférée dans un local mieux approprié aux besoins de ce service ; son installation maintenant définitive est des plus satisfaisantes. Les bibliothèques populaires de Tunis, Bizerte, Souk el-Arba, Sousse, Sfax et La Goulette, ont été, comme les années précédentes, très fréquentées. Une bibliothèque nouvelle a été créée au Kef.

Au total 23,107 volumes ont été prêtés à 9,140 lecteurs, durant l'année 1893-1894.

B. Enseignement indigène. — Le nombre des élèves qui reçoivent l'enseignement coranique n'a pas varié depuis l'année dernière.

Les professeurs de la Grande Mosquée de Tunis apportent le plus grand zèle dans l'accomplissement de leurs fonctions ; les cours sont faits avec un soin tout particulier. Les résultats constatés dans les examens témoignent que le niveau des études s'élève progressivement.

Les étudiants continuent à venir très nombreux de tous les points de la Tunisie ; quelques-uns mêmes sont étrangers à la Régence. Un certain nombre d'auditeurs musulmans ont été admis, sur leur demande, à suivre des cours spéciaux de français.

C. Service météorologique. — Le service météorologique de la Régence a été remis cette année à la Direction de l'Enseignement.

Les postes sont actuellement au nombre de 21 : 11 sont desservis par le service de Santé militaire ; 3 par des colons ; 1 par le service de la poste ; 6 par le service de l'Enseignement.

Dans toutes les stations de la Régence, les observations portent sur la température (maximum et minimum), la direction du vent, la pluie. Les stations du service de Santé et celles du service de l'Enseignement fournissent, en plus, des observations barométriques et psychrométriques.

Dans chaque station, un relevé des observations est mensuellement adressé à la Direction de l'Enseignement. Ces relevés permettent d'établir un Bulletin mensuel général pour la Tunisie et un relevé général annuel.

§ 2. — SERVICE DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS.

Le classement des monuments historiques se poursuit régulièrement. Leur revision méthodique a porté cette année sur les contrôles civils

de Bizerte, TebourSouk, Le Kef, Maktar, Sousse, Sfax et sur le territoire militaire de Gafsa. Les plans des ruines les plus intéressantes ont été dressés : 400 clichés nouveaux sont venus enrichir les collections photographiques du Service.

Un arrêté mettant 93 immeubles sous enquête de classement a été rendu.

Un décret prononçant le classement de 75 immeubles a été promulgué.

Il ne s'est produit, en 1894, grâce à la surveillance exercée par l'inspection, aucune infraction au décret du 7 mars 1886 relatif à la conservation des monuments historiques.

Le Service a commencé cette année à recueillir les matériaux d'un *Corpus inscriptionum arabicarum* de la Régence. Ce travail est en bonne voie d'exécution. La plus grande partie des inscriptions de la ville même de Tunis est déjà estampée ou photographiée : des textes inédits d'une réelle importance ont été découverts dans plusieurs mosquées.

L'inspecteur chef du service des antiquités a terminé le déblaiement de la villa romaine qu'il avait découverte, l'année précédente, à Oudena (*Uthina*). Une subvention de 500 francs lui a été personnellement accordée, à cet effet, par le Ministère de l'instruction publique. Le plan de l'édifice a été relevé dans tous ses détails. Vingt-deux chambres, pavées de précieuses mosaïques, ont été dégagées. Les mosaïques les plus remarquables ont été enlevées par les soins de l'inspection et transportées au musée du Bardo. Elles sont au nombre de quinze, couvrant plus de 150 mètres carrés de superficie : elles représentent des scènes de chasse, de pêche, de vendanges, des tableaux empruntés à la vie réelle ou à la mythologie. D'autres objets d'art trouvés au cours des fouilles, une statue d'homme en marbre blanc, notamment, ont été également déposés au musée.

Les fouilles que M. Bouyac a entreprises à Bijga avec des subventions du Service des antiquités et du Ministère de l'instruction publique ont amené la découverte d'un temple, d'inscriptions importantes, de statues en marbre blanc, une Vénus drapée, une Abondance, toutes deux aujourd'hui au musée du Bardo.

A Dougga, le temple de Cælestis a été dégagé par le personnel du musée du Bardo, à l'aide d'une subvention de 2,000 francs accordée par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Un torse d'Esculape, trouvé au cours des fouilles, a été transporté au musée du Bardo.

Le P. Delattre a pu entreprendre à Carthage, grâce à une somme de 3,000 francs mise à sa disposition par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, des fouilles méthodiques sur la colline Saint-Louis et dans la nécropole de Bordj-Djedid : elles ont amené de nombreuses et intéressantes trouvailles qui ont été déposées au musée Saint-Louis.

D'autres recherches archéologiques, exécutées sur divers points du territoire et dues à l'initiative d'officiers, de fonctionnaires, de colons, ont eu également d'heureux résultats. On citera notamment la découverte d'un nouveau sanctuaire punico-romain à Batria (*Botria*), celle de mosaïques à Sousse, d'inscriptions à Maktar, au Kef, à Souk el-Abiod.

Le musée du Bardo n'a reçu en 1894 que 2,357 visiteurs, étant demeuré fermé pour cause de réparations pendant la période de la plus grande affluence des touristes.

Ses collections se sont enrichies d'une pièce d'un prix inestimable, la patère de Bizerte, toute en argent incrusté d'or, de nombreuses mosaïques, de quatre statues en marbre blanc, de bijoux d'or ornés de pierres précieuses provenant de Carthage, de textes épigraphiques puniques ou latins.

Le médaillier, constitué cette année même, a reçu dès sa création quatorze pièces d'or romaines ou arabes, et mille trente-huit deniers d'argent provenant d'une trouvaille faite à Monastier.

L'inspecteur adjoint du service des antiquités a été désigné pour organiser, en qualité de commissaire général, la section tunisienne de l'exposition coloniale de Lyon. L'exposition particulière du Service des antiquités comprenait vingt-quatre tableaux contenant douze cents photographies, des plans, des aquarelles, méthodiquement classés, et accompagnés de toutes les indications nécessaires pour en faire comprendre l'intérêt.

Le Gouvernement tunisien a obtenu un grand diplôme d'honneur pour l'ensemble de son exposition.

L'inspecteur chef du Service des antiquités a répondu à cent cinquante lettres émanant de savants français ou étrangers et contenant des demandes de renseignements ou de documents. Il a mis à la disposition de M. l'administrateur du Collège de France les clichés les plus intéressants des collections du service, pour en tirer des épreuves destinées aux collections du Collège de France.

CHAPITRE VI

Postes et télégraphes. — Police sanitaire.

§ 1^{er}. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Pendant l'année 1894, une recette et 27 distributions des Postes ont été créées. L'ensemble des voies parcourues par les services de transport des dépêches s'est accru de 220 kilomètres. Le trajet total quotidien des courriers s'est augmenté de 450 kilomètres.

Le réseau des courriers s'élève à 3,760 kilomètres dont 350 kilomètres de chemins de fer et 3,410 kilomètres de voies de terre. Sur ce dernier chiffre, 700 kilomètres qui comprennent les routes principales de la Régence sont desservis par des entreprises de voitures entretenues par l'office postal.

Un bureau télégraphique a été ouvert ; 250 kilomètres de fils ont été posés. Déduction faite des câbles côtiers, dont le développement s'élève à 807 kilomètres, le réseau comprend 2,456 kilomètres de lignes aériennes portant 4,890 kilomètres de conducteurs.

Le comptage annuel a fait ressortir sur les résultats du dénombrement des correspondances de l'année dernière une augmentation de 835,000 objets sur un total de 11,300,000, soit environ 7 1/2 p. 100. En 1893, l'excédent avait été un peu moindre ; il avait porté tout entier sur l'expédition. Cette fois, par une sorte de balance, il se manifeste à peu près exclusivement à la réception.

Ce comptage a mis en évidence le développement des correspondances déterminé par la réduction des taxes du régime intérieur qui est entré en activité à partir du 1^{er} mars de l'année 1893. Le rapprochement des quantités de timbres-poste, vendus avant la réforme et après, fait

voir que le nombre des lettres s'est accru de 85 p. 100 en 1894 par rapport à 1892. En retranchant la part due au développement normal des correspondances, qui peut être évaluée à 15 p. 100 à l'exemple de la progression constatée dans les échanges avec la France, il reste acquis à la réforme une proportion de 70 p. 100. Les cartes-lettres ont triplé comme nombre et les cartes postales ont doublé. Ces résultats dépassent de beaucoup les prévisions les plus favorables.

Mandats. — Le service des articles d'argent a continué de se développer. L'effet total se traduit par une augmentation de 31,000 mandats tant à l'expédition qu'à la réception, soit 13 p. 100. Le service intérieur présente une plus-value de 17 p. 100 ; le trafic avec la France a augmenté de 14 p. 100 et avec l'étranger de 11 p. 100. Ces constatations s'appliquent au nombre des articles d'argent, mais les sommes expédiées en France ont diminué de près de 1 p. 100 ; celles à l'adresse de l'étranger sont restées pour ainsi dire stationnaires. Cet arrêt dans le progrès des transactions d'articles d'argent avec la France doit être attribué au développement de l'organisation des institutions privées de crédit dans la Régence.

Chargements. — Le service des chargements et des objets recommandés a pris une extension importante qui se traduit dans l'ensemble par un accroissement supérieur à 10 p. 100 quant au nombre et à 11 p. 100 quant aux sommes. Les échanges intérieurs ont encore la part la plus large dans ce progrès qui se chiffre par une augmentation du quart dans le montant des objets de valeur déclarée.

Recouvrements. — Le service des recouvrements présente dans son ensemble une augmentation de 5 p. 100 quant au nombre des effets de commerce, mais en même temps une diminution de 6 p. 100 en ce qui concerne leur montant. La cause de cette moins-value, qui se produit pour la première fois, est, selon toute probabilité, celle qui a déterminé la baisse signalée dans le montant des articles d'argent. En effet, les maisons de banque se chargent des recouvrements comme des transmissions de fonds, du moins pour les sommes importantes.

Colis postaux. — Le trafic des colis postaux a pris une extension très notable, l'augmentation est de 23,000 colis sur un total de 118,000, soit de 20 p. 100. Dans le service intérieur, l'accroissement atteint le taux de 42 p. 100. Dans les échanges avec la France, il s'élève à 20 p. 100 au départ et à 12 p. 100 à l'arrivée. Quant au trafic avec l'étranger, qui est du reste minime, l'augmentation se réduit à 10 p. 100.

Le service des colis contre remboursement et des colis avec valeur déclarée prend déjà une certaine importance.

Il a été traité cette année 266 colis contre remboursement d'une somme totale de 56,405 francs et 526 colis avec valeur déclarée de 194,780 francs.

Exploitation télégraphique. — Les dépêches privées se sont accrues dans les relations avec la France. Les échanges intérieurs, par contre, sont en baisse plus ou moins rapide. Depuis 1891, par rapport à cette année, la diminution dépasse 10 p. 100.

Une légère diminution a été signalée dans le nombre des abonnés du réseau téléphonique, mais l'exploitation témoigne d'un développement exceptionnel dans l'échange des conversations. L'accroissement sur l'année précédente est considérable ; il n'est pas loin de 30 p. 100.

Caisse d'épargne. — La réduction à 2 fr. 75 de l'intérêt payé aux déposants de la caisse d'épargne qui a été mise en application à partir du 1^{er} janvier 1893, a apporté dans la situation de ce service des modifications, qui ont rompu la progression constatée jusque-là. Cependant, l'année 1894 peut être considérée, au moins en ce qui touche les versements, comme présentant des résultats favorables : le nombre des livrets ouverts dans l'année s'est accru de 274, alors que la moyenne antérieure de l'augmentation était seulement de 205. Le nombre des versements s'est augmenté de 1,985 contre 1,800 précédemment. La plus-value des sommes déposées est de 200,000 francs contre 300,000. Dans leur ensemble, les versements ont gagné 16 p. 100 quant au nombre et 6 p. 100 quant aux sommes.

Les remboursements sont restés presque stationnaires comme nombre, 350 en plus, alors qu'auparavant, l'accroissement était d'environ 1,500. Il en est résulté une augmentation notable de l'avoir des déposants, qui dépasse maintenant deux millions.

Le relevé statistique joint au présent rapport permet de suivre la marche des opérations de l'Office postal depuis sa création. (Voir annexe W.)

§ 2. — POLICE SANITAIRE.

Des cas de variole ayant été constatés à Tunis et sur d'autres points de la Régence, une vive impulsion a été donnée à la vaccination. Au laboratoire de bactériologie a été adjoint un service vaccinogène qui fournit à toute la Tunisie la pulpe nécessaire demandée précédemment en France.

Le service a fourni, pendant les deux derniers mois de 1894, 16,940 doses de vaccin.

Dans la ville de Tunis, un service de vaccinations à domicile a été organisé concurremment avec les vaccinations effectuées au Bureau central.

Le nombre total des vaccinations opérées en 1894 s'élève à 8,594.

Au mois de juin a été inauguré l'institut antirabique, adjoint au laboratoire de bactériologie. Du 15 juin au 31 décembre, 67 personnes ont été traitées, savoir :

Colons français	14
Militaires	41
Indigènes tunisiens	28
Malgais	6
Italiens.	6
Personnes venues d'Alger.	2

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le Ministre des affaires étrangères,
G. HANOTAUX.

(Ce rapport est suivi de nombreuses annexes qu'il nous est impossible de reproduire.)

FRANCE

Décret réglant l'émigration hors du Sénégal de travailleurs originaires de la Colonie.

17 juin 1895 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 23 juillet 1860 sur l'émigration ;

Vu les décrets, en date des 9 mars et 15 mars 1861, rendus pour l'exécution de ladite loi, lesquels seront promulgués au Sénégal en même temps que le présent décret ;

Vu le décret du 6 mars 1877, promulguant le code pénal métropolitain au Sénégal et dépendances,

Décrète :

Article premier. — Nul ne peut entreprendre au Sénégal et dans les pays protégés relevant de cette colonie les opérations d'engagement ou de transport des émigrants ou de recrutement des travailleurs engagés à temps sans l'autorisation du gouverneur, en conseil privé.

Art. 2. — Les compagnies ou agences d'émigration ou de recrutement de travailleurs pour des colonies ou pays n'appartenant pas à la France ne pourront être autorisées à entreprendre les opérations d'engagement et de transport des émigrants qu'à titre essentiellement temporaire et exceptionnel et à la condition de fournir un cautionnement dont le minimum est fixé à la somme de 40,000 francs.

Art. 3. — Les compagnies ou agences agissant pour le compte et sous la garantie de l'administration d'une colonie française pourront être dispensées de la formalité du cautionnement par le gouverneur, en conseil.

Art. 4. — Le cautionnement sera versé en numéraire et portera intérêt à raison de 3 p. 100 par an.

Il ne pourra être restitué que six mois après la déclaration faite par les compagnies ou agences qu'elles renoncent à l'exercice de leur industrie, ou après le retrait de l'autorisation, ou le décès des personnes autorisées.

Art. 5. — L'autorisation sera toujours révocable par le gouverneur, soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé :

1° En cas d'abus grave ;

2° Toutes les fois que la situation économique ou politique de la colonie sera jugée de nature à nécessiter la suppression des opérations pour lesquelles aura été délivrée l'autorisation.

Art. 6. — Les compagnies sont responsables de leurs agents, qui doivent être munis d'une procuration authentique.

Art. 7. — Aucun navire affecté au service de l'émigration ne pourra

(1) *Journal officiel* du 27 juin 1895. — Dans le rapport qui précède le décret, le Ministre des colonies se borne à dire que le recrutement au Sénégal de travailleurs indigènes destinés à des colonies étrangères, en échappant jusqu'à ce jour à toute réglementation, a donné lieu parfois à de regrettables abus. C'est pour rendre impossible le retour de pareils faits qu'on propose d'édicter un certain nombre de dispositions devant permettre désormais à l'administration locale de soumettre aux garanties nécessaires l'embauchage des travailleurs sénégalais.

sortir du port sans que le capitaine ou l'armateur soit muni d'un certificat constatant que toutes les prescriptions imposées, soit par la loi du 23 juillet 1860, soit par les décrets et arrêtés ministériels rendus en exécution de cette loi, dans l'intérêt de la police et des émigrants, ont été remplies.

Art. 8. — Le gouverneur peut, en conseil, prendre tous arrêtés d'exécution qu'il jugera utiles pour assurer le service de l'émigration. Ces arrêtés seront sanctionnés par les peines portées à l'article 10 ci-après.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions des articles 1 et 7 du présent décret sera poursuivie devant les tribunaux de police correctionnelle et punie d'une amende de 50 à 5,000 francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double.

L'article 463 du code pénal ne sera pas applicable.

Art. 10. — Toute contravention aux règlements d'administration publique, aux décrets et arrêtés ministériels rendus pour l'exécution de la loi de 1860, ainsi qu'aux arrêtés pris par le gouverneur en exécution du présent décret, sera punie de un à quinze jours de prison et de 15 à 100 francs d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double.

L'article 463 du code pénal ne sera pas applicable.

Art. 11. — Les délits et contraventions pourront être constatés, savoir :

1° Au Sénégal, par les commissaires de l'émigration, en qualité d'officiers de police du procureur de la République, par tous les officiers de police judiciaire et par les fonctionnaires et agents qu'un arrêté du gouverneur aura investis, soit définitivement, soit temporairement, des attributions de commissaire de l'émigration ;

2° A bord des navires français, dans les ports étrangers, par les consuls.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire ; ils seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Art. 12. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

CHAUTEMPS.

FRANCE

Décret interdisant à la Martinique l'exportation de la monnaie de billon.

30 mai 1895 (1)

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,
Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,
Le conseil d'Etat entendu,

(1) *Journal officiel* du 5 juin 1895.

Décrète :

Article premier. — L'exportation de la monnaie de billon est interdite à la Martinique.

Art 2. — Toute infraction au présent décret est constatée par les agents des douanes et de la force publique et punie de cinq à quinze jours de prison et de 50 à 100 francs d'amende.

Les mêmes peines sont appliquées contre les capitaines de navires qui embarquent sciemment lesdites monnaies à leur bord.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 mai 1895

Félix FAURE.

— Voici le rapport du Ministre des colonies qui explique le décret précédent :

Monsieur le Président,

Par une lettre du 11 mars dernier, le gouverneur de la Martinique a attiré l'attention de mon département sur la situation inquiétante que créait pour la colonie l'élévation du change. Cette situation, provoquée par l'avisement du prix des sucres, a amené les commerçants à opérer leurs remises en numéraire. Cette façon de procéder menace d'apporter une grande gêne dans les menues transactions journalières, en privant les habitants de la menue monnaie qui leur est nécessaire. Pour remédier à cet état de choses, M. Morachini a demandé que l'exportation des monnaies divisionnaires d'argent et de billon fût interdite à la Martinique.

En ce qui concerne les monnaies d'argent, la mesure proposée par l'administration locale me paraît inutile et dangereuse ; inutile, parce que, même en cas d'exportation de cette monnaie, la circulation peut être assurée au moyen de bons de caisse de 2 fr., 1 fr. et 0 fr 50 ; dangereuse, parce qu'elle provoquerait une élévation subite du change et priverait tout d'un coup le commerce d'un moyen de remise sur lequel il est en droit de compter.

Je pense donc qu'il y a lieu d'interdire seulement l'exportation de la monnaie de billon par analogie avec ce qui existe à la Réunion.

FRANCE

Décret instituant un Gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

13 juin 1895 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décrète :

Article premier. — Il est institué un gouverneur général de l'Afrique occidentale française (2).

(1) *Journal officiel* du 17 juin.

(2) Par décret du 16 juin, M. Chaudié, inspecteur général des colonies, a été nommé gouverneur général de l'Afrique française.

Art. 2. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française est le représentant du gouvernement de la République dans les territoires du Sénégal, du Soudan français, de la Guinée française et de la Côte d'Ivoire.

Art. 3. — Le Sénégal est placé sous l'autorité immédiate du gouverneur général.

Les colonies de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Soudan français sont placées avec le Sénégal sous la haute direction politique et militaire du gouvernement général ; elles gardent respectivement leur autonomie administrative et financière sous l'autorité de gouverneurs résidant à Conakry et à Grand-Bassam et d'un lieutenant-gouverneur résidant à Kayes. Le cercle de Bakel et la région du Bambouck dans le cercle de Kayes sont distraits du Soudan français et rattachés au Sénégal.

Le cercle de Faranah est rattaché à la Guinée française.

Art. 4. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française centralise toute la correspondance du Soudan ainsi que la correspondance politique et militaire des gouverneurs de la Guinée française et de la Côte d'Ivoire.

Le gouverneur du Dahomey lui adresse un duplicata de tous ses rapports politiques et militaires.

Art. 5. — Le gouverneur général est responsable de la défense intérieure et extérieure de l'Afrique occidentale française. Il dispose, à cet effet, des forces de terre et de mer qui y sont stationnées. Les gouverneurs de la Guinée française et de la Côte d'Ivoire et le lieutenant-gouverneur du Soudan français ne peuvent entreprendre aucune opération militaire sans son autorisation, sauf le cas d'urgence où il s'agirait de repousser une agression.

Le gouverneur général ne peut en aucun cas exercer le commandement direct des troupes. La conduite des opérations militaires appartient à l'autorité militaire qui doit lui en rendre compte.

Art. 6. — Un officier général ou supérieur remplira les fonctions de commandant en chef des troupes de l'Afrique occidentale française.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 8. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 juin 1895.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
CHAUTEUPS.

— Ce décret est ainsi motivé par le rapport du Ministre des colonies :

Monsieur le Président,

La situation créée dans le Soudan méridional par les opérations militaires qui ont eu lieu récemment au sud de Koung et les conflits d'attributions qui s'étaient produits déjà l'année dernière entre des gouverneurs voisins au sujet d'incidents survenus dans les contrées avoisinant notre protectorat du Fouta-Djallon, ont appelé mon attention sur la nécessité, devenue impérieuse, de donner plus d'unité, dans nos possessions du Nord-Ouest africain, à la direc-

tion politique et à l'organisation militaire. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer à votre haute approbation un décret qui constitue un gouvernement général de l'Afrique occidentale française, s'étendant sur les territoires du Sénégal, de la Guinée française, du Soudan et de la Côte d'Ivoire, mais laissant à chacune de ces quatre colonies son autonomie administrative et financière.

Le Dahomey demeurera en dehors de ce gouvernement général ; toutefois, la nécessité de suivre une même politique dans l'Ouest africain m'a conduit à vous proposer, Monsieur le Président, d'imposer au gouverneur de cette colonie l'obligation d'envoyer en duplicata tous ses rapports politiques et militaires au gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Dans le but d'assurer à la conduite des opérations militaires la même unité qu'à la direction politique, il m'a paru nécessaire de donner le commandement en chef des troupes de l'Afrique occidentale française à un officier général ou supérieur placé sous la haute autorité du gouverneur général.

LES RELATIONS FRANCO-SUISSES

FRANCE

Loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes.)

16 août 1895 (1)

Article unique. — Les tarifs de douanes résultant de la loi du 11 janvier 1892 sont modifiés conformément au tableau annexé à la présente loi.

Tableau annexé à la loi du 16 août 1895.

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES ARTICLES	DR OITS (DÉCIMES COMPRIS)
		Tarif minimum.
35 <i>ter</i>	Lait concentré additionné de sucre dans la proportion de moins de 40 p. 100 (100 kilogr). 40 p. 100 des droits du sucre raffiné, plus 6 francs.	
36	Fromages dits de Gruyère.	12 »
293	Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctoriales :	
	Autres :	
	Noirs et violets	10 »
	Rouges et jaunes	15 »
380	Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres teints.	300 »
407	Tissus de coton pur unis, croisés et coutils imprimés. La surtaxe d'impression qui se percevait par 100 mètres de longueur sera calculée par 100 mètres carrés.	
411	Tissus de toute sorte en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints, blanchis ou glacés.	

(1) *Journal Officiel* du 17 août.

Supprimer la note A.

Remplacer la note : « Rentreront dans cette catégorie les tissus contenant des lileaux espacés de moins de 1 mètre » par la note ci-contre.

La sur-axe n'est pas exigible lorsque l'effet produit par les fils teints, blanchis ou glacés, n'ex-cède pas un dixième de la surface totale.

419

Bonneterie de coton :

Tous articles, autres que la ganterie, en mailles de bonneterie, brodés à la main ou à la machine ou ornés de dentelles ou de passementerie
Ajouter la note suivante

Ne sont pas considérés comme brodés ou ornés de dentelle ou de passementerie, les articles de bonneterie ayant un petit crochet, une petite garniture à la main, une petite dentelle ou un ruban servant d'attache, si ces additions constituent de simples accessoires augmentant de moins de 10 p. 100 le prix de l'objet.

443

Bonneterie de laine :

Dernier paragraphe
Même note qu'à l'article 419.

456

Tissus et foulards de soie pure :

Ecrus (100 kilogr.).	400	»
En couleur.	240	»
Noirs.	200	»
Crêpes, tulles et passementerie de soie pure. . . .	400	»

Bonneterie. Autres objets en tous genres :

Tous autres objets, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non.	400	»
Tous articles, autres que la ganterie, en mailles de bonneterie, brodés à la main ou à la machine ou ornés de dentelles ou de passementerie.		

Même note qu'à l'article 419.

459 bis

Ajouter la note suivante.

Les broderies en coton disposées sur tissu de coton uni (à chaîne et à trame) en bandes ou raies, et présentant des alternatives régulières et de largeur sensiblement égale de tissu brodé et non brodé, acquitteront :

1^o La surtaxe de broderie sur le poids des parties brodées, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids du tissu non brodé évalué à forfait à 30 p. 100 ;

2^o Le droit du tissu sur l'étoffe de fond, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids des fils brodeurs, évalué à forfait à 30 p. 100.

Bénéficieront également de cette disposition, les broderies de coton sur tissu de coton dites « volants », dans lesquelles la partie de tissu non brodée aura une largeur notablement supérieure à celle de la partie brodée. La largeur ou hauteur de la surface brodée des articles terminés par des dentelures ou festons est mesurée de la pointe des dentelures aux points de broderie formant l'extrémité opposée de la bande brodée.

497

Mouvements de montres sans boîte :

Mouvements et porte-échappements à l'état d'ébauche

	ou de finissage, sans trace aucune de plantage d'échappement (la douzaine).	» 75
498	Mouvements et porte-échappements avec échappement fait, ou présentant seulement des traces de plantage d'échappement, mais ni dorés, argentés ou nickelés:	
	Si l'échappement est à cylindre (la douzaine).	3 50
	Si l'échappement est à ancre ou autre	6 »
499	Mouvements entièrement finis, dorés, argentés ou nickelés :	
	Si l'échappement est à cylindre.	27 »
	Si l'échappement est à ancre ou autre.	33 »
	Montres finies sans complication de système :	
500	Avec boîtes en or :	
	Si l'échappement est à cylindre (la pièce).	3 25
	Si l'échappement est à ancre ou autre.	4 »
500 bis	Avec boîtes en argent :	
	Si l'échappement est à cylindre.	1 »
	Si l'échappement est à ancre ou autre.	1 25
500 ter	Avec boîtes en toute autre matière non précieuse (A) :	
	Si l'échappement est à cylindre.	» 50
	Si l'échappement est à ancre ou autre.	» 75
	Montres compliquées (répétitions), secondes indépendantes, quel que soit le genre d'échappement; chronomètres de poche (1):	
501	Montres avec boîtes en or.	10 »
501 bis	Montres avec boîtes en argent.	4 »
501 ter	Montres avec boîtes en matière non précieuse (A). .	2 50
	Extraire les chronographes des n ^{os} 501 à 501 ter, pour en faire une catégorie spéciale :	
501 quater	Chronographes (quel que soit le genre d'échappement) :	
	Avec boîtes en or	5 »
	Avec boîtes en argent.	2 »
	Avec boîtes en matière non précieuse (A).	1 25
503	Boîtes de montres finies en matière non précieuse (A).	» 25
	Articles nouveaux à introduire dans le tarif :	
503 bis	Boîtes de montre brutes (2), en or, argent ou en matière non précieuse (A), 100 kilogr.	16 »
	(A) Compléter la note A des n ^{os} 500 ter, 501 ter, 501 quater, 503 et 503 bis, par les additions suivantes.	

Seront toutefois considérées comme boîtes en matière non précieuse celles dont la carrure, le rehaut, les lunettes, le pendant, la couronne ou l'anneau sont dorés, argentés ou plaqués. Les boîtes en argent entièrement dorées et les boîtes en matières non précieuses entièrement dorées ou argentées devront être traitées comme boîtes d'argent ou boîtes de matière non précieuse, si elles portent à l'intérieur du fond l'insculpation : argent doré, ou métal doré, ou métal argenté.

(1) Par chronomètre de poche, on entend la montre dont l'échappement est à bascule ou à ressort.

(2) Sont considérées comme boîtes brutes, celles dont aucune charnière n'est finie, et qui ne sont ni polies ni guillochées, ni gravées.

507 et 508	Carillons et boîtes à musique de toutes dimensions (100 kilogr.).	50 »
512 bis	Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbines, pompes, ventilateurs pesant : Plus de 3,000 kilogr. :	
	Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte.	8 »
	Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	10 »
	De 250 à 3,000 kilogr.	10 »
	Moins de 250 kilogr.	15 »
520	Machines à fabriquer le papier.	8 »
524	Machines dynamo-électriques pesant : 5,000 kilogr. et plus :	
	Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte.	12 »
	Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	20 »
	2,000 à 5,000 kilogr. :	
	Renfermant au moins 50 p. 100 de fonte.	18 »
	Renfermant moins de 50 p. 100 de fonte.	20 »
	De 1,000 à 2,000 kilogr.	20 »
	De 50 à 1,000 kilogr.	30 »
	De 10 à 50 kilogr.	80 »
527 bis	Appareils frigorifiques pesant :	
	250 kilogr. et plus.	14 »
	Moins de 250 kilogr.	25 »
536	Induits de machines dynamo-électriques et pièces détachées, telles que bobines pleines ou vides en métal, entourées de cuivre isolé, pièces travaillées en cuivre pesant moins de 1 kilogr., numérotées et marquées, ajustées ensemble ou démontées pour machines électriques, pesant :	
	Plus de 2,000 kilogr.	35 »
	De 1,000 à 2,000 kilogr.	40 »
	De 200 à 1,000 kilogr.	45 »
	De 1 à 200 kilogr.	60 »
	Moins de 1 kilogr.	75 »
536 bis	Lampes à arc dites régulateurs.	60 »

Le Président de la République française,

Sur le rapport des ministres des affaires étrangères, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des finances et de l'agriculture,

Vu la loi du 29 décembre 1891,

Vu les lois des 11 janvier 1892, 30 juin et 4 juillet 1893, 27 février, 14 et 17 novembre 1894 et 16 août 1895,

Décède :

Article premier. — Le tarif minimum inscrit au tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 et modifié par les lois des 30 juin et 4 juillet 1893, 27 février, 14 et 17 novembre 1894 et 16 août 1895 sera, à partir du 19 août 1895, appliqué en France, y compris l'Algérie et les colonies et possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, aux marchandises originaires de la Suisse.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 16 août 1895.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes
et des télégraphes,*

ANDRÉ LEBON.

Le ministre des affaires étrangères,

G. HANOTAUX.

Le président du conseil, ministre des finances,

A. RIBOT.

Le ministre de l'agriculture,

GADAUD.

**Instructions du conseiller d'Etat, directeur général des douanes,
pour l'application de la loi du 16 août 1895.**

Paris, 17 Août 1895.

Je transmets avec la présente circulaire l'ampliation d'une loi du 16 courant, qui modifie, sur quelques points intéressant plus particulièrement l'importation suisse, le tarif minimum établi par la loi générale des douanes du 11 janvier 1892. Insérée au *Journal officiel* du 17 août, cette loi sera exécutoire dès le lundi 19 août, à l'ouverture des bureaux, les formalités prescrites pour assurer cette exécution de toute urgence se trouvant remplies.

A l'égard des produits qu'elle dénomme, la loi du 16 août 1895 remplace le tarif minimum de 1892. En ce qui concerne les autres articles, le tarif minimum résultant des lois du 11 janvier 1892, des 30 juin et 4 juillet 1893 et des 27 février, 14 et 17 novembre 1894, est maintenu en vigueur. Quant au tarif général, il ne subit aucune modification.

J'expose ci-après l'économie des nouvelles tarifications.

N° 35 ter. — Lait concentré additionné de sucre.

D'après le tarif minimum de 1892, le lait concentré additionné de sucre acquitte :

1° Le droit du sucre raffiné sur le sucre qu'il contient et dont la proportion est évaluée à moins de 50 p. 100 de son poids total, soit . . . 34 fr.

2° Une surtaxe de fabrication de 6

Droit total 40 fr.

par 100 kilogr. net.

Or, il a été établi qu'en pratique le lait concentré sucré, importé dans les conditions du tarif minimum, ne contient pas habituellement plus de 40 p. 100 de sucre. Pour tenir compte de ce fait, la loi du 16 août 1895 substitue au droit actuel une tarification d'après laquelle le lait concentré additionné de moins de 40 p. 100 de sucre n'acquittera comme droit principal, en tarif minimum, que 40 p. 100 du droit du sucre raffiné, le taux de la surtaxe de fabrication étant maintenu à 6 fr., soit un droit total de 32 fr. 20 par 100 kilogr. net.

Le service scientifique des douanes sera appelé, en cas de doute, à déterminer la proportion de sucre contenue dans les laits sucrés importés. En cas de contestation, on aurait recours à l'expertise légale.

Le lait concentré renfermant de 40 à 50 p. 100 de sucre continuera à

acquitter, en tarif minimum, la moitié des droits du sucre raffiné, plus 6 fr. par 100 kilogr.

Quant au lait concentré sucré à 50 p. 100 ou plus, il demeure passible du droit des sirops pour l'application des deux tarifs.

N° 36. — *Fromages dits de Gruyère.*

Actuellement, les fromages sont uniformément taxés à 15 fr. par 100 kilogr. net, sans distinction d'espèce.

La loi nouvelle édicte une tarification spéciale (12 fr. par 100 kilogr. net) pour les fromages dits de gruyère. On devra comprendre sous cette dénomination les fromages de l'espèce dite de Gruyère, désignés en France sous le nom générique de fromages de Gruyère.

Le fromage de Gruyère est un fromage de chaudière ou cuit. Sa pâte est jaune pâle, tendre, mais consistante, d'une certaine élasticité, ne s'émiettant jamais et d'une saveur franche. Elle est parsemée de cavités sphéroïdes de dimensions variables connues sous le nom d'yeux et qui contiennent, dans les bonnes sortes, un liquide limpide et salé.

Le fromage de Gruyère s'importe généralement en pains ou meules de 25 à 80 kilogr. renfermés dans des cuveaux en bois de forme évasée à la partie supérieure.

N° 293. — *Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctoriales et autres.*

Les droits afférents à ces produits sont ramenés aux taux du tarif conventionnel de 1882, c'est-à-dire à 10 fr. par 100 kilogr. brut, pour les extraits noirs et violets, et 15 fr. par 100 kilogr. net pour les extraits rouges et jaunes.

N° 380. — *Fils de soie à coudre, à broder, à passementerie, mercerie et autres, teints.*

Droit fixé à 300 francs par 100 kilogr. net. Par suite, les fils de soie à coudre, à broder, etc..., se trouvent, comme les soies moulinées, uniformément taxés en tarif minimum, qu'ils soient écrus ou teints.

N° 407. — *Tissus de coton pur unis, croisés et coutils imprimés.*

Aux termes de la loi du 11 janvier 1892, la surtaxe d'impression est perçue aux 100 mètres de longueur pour les tissus dont la largeur n'excède pas 1 mètre. Une note spéciale (renvoi A du n° 407) porte que, lorsque la largeur des tissus excède 1 mètre, le droit est augmenté proportionnellement. Ainsi 100 mètres de tissus d'une largeur de 80 centimètres sont imposés pour 100 mètres. Au contraire, 100 mètres de tissu ayant 1 m. 10 de large sont taxés pour 110 mètres. Ces dispositions sont maintenues en tarif général; mais, en ce qui concerne le tarif minimum, la surtaxe d'impression devra être perçue aux 100 mètres carrés, comme cela avait lieu pour l'application des anciens tarifs conventionnels.

La conséquence de cette modification est la suppression, en tarif minimum, du renvoi A du n° 407, devenu ainsi sans objet, puisque la perception de la surtaxe sera basée, dans tous les cas, sur la surface du tissu.

N° 411. — *Tissus de toute sorte en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout*

ou en partie avec des fils teints, blanchis ou glacés. -- Tissus à rayures ou à lileaux.

En ce qui concerne les tissus présentant des rayures ou des lileaux en fils blanchis, teints ou glacés, une disposition spéciale de la loi du 11 janvier 1892 prescrit de soumettre au régime des tissus fabriqués avec des fils blanchis, teints ou glacés, les tissus de l'espèce dans lesquels les lileaux sont espacés de moins de 1 mètre.

La loi du 16 août 1895 remplace cette disposition, pour l'application du tarif minimum, par une règle moins restrictive portant que la surtaxe n'est pas exigible lorsque l'effet produit par les fils teints, blanchis ou glacés, n'excède pas un dixième de la surface totale.

Conformément à la note 350 du Tarif officiel (édition de 1895), on doit entendre par effet produit l'espace occupé par les fils teints, blanchis ou glacés.

Les tissus à lileaux ou à rayures dans lesquels l'effet produit par les fils teints blanchis ou glacés excédera un dixième de la surface totale seront traités comme tissus fabriqués avec des fils teints, si les rayures sont en fils teints sur fond blanchi ou écru ; comme tissus fabriqués avec des fils blanchis, si les rayures sont en fils blanchis sur fond écru, comme tissus fabriqués avec des fils teints glacés, si les rayures sont en fils teints glacés sur fond blanchi ou écru, etc.

Lorsque l'effet produit par les lileaux ne dépassera pas un dixième de la surface totale, les tissus seront taxés comme tissus écrus ou blanchis, selon que le fond sera écru ou blanchi.

Il est bien entendu que le régime nouveau vise uniquement les tissus à rayures ou lileaux, à l'exclusion des étoffes à dessins, à fleurs, à motifs, etc., des dentelles, de la passementerie, des mousselines brochées, etc., dans lesquels, d'ailleurs, la surface des parties en fils teints, blanchis ou glacés, ne peut être mesurée d'une manière régulière.

Je rappelle que les tissus blanchis en pièces renfermant des parties en fils teints doivent d'une manière générale être imposés comme tissus teints en fils. Tel est le cas, par exemple, pour les mousselines blanchies brochées de fils teints, pour les serviettes blanchies avec lileaux en fils de couleur, etc. Le même régime doit être appliqué aux articles qui, tissés avec des fils écrus et des fils teints, ont été ensuite soumis au blanchiment. On reconnaîtra ces tissus à ce que le blanchiment fait perdre aux fils teints leur éclat primitif.

Enfin les tissus blanchis en pièces ou écrus contenant un fil ou lileau de couleur dans la lisière et les tissus teints en pièces présentant un fil ou lileau blanc dans la lisière ne doivent pas être considérés comme étoffes teintes ou blanchies en fils.

N° 419. — *Bonneterie de coton, fil perse, béraudine, purs ou mélangés.*

Les objets en bonneterie de coton, fil perse, béraudine, autres que la ganterie (caleçons, gilets, jér-ey, cache-corsets, fichus, etc.), sont imposés à 600 fr. ou 300 fr. par 100 kilogr. net, selon qu'ils sont ou non brodés à la main ou à la machine ou ornés de dentelles ou de passementerie.

On considère aujourd'hui comme articles non brodés ni ornés de dentelles ou de passementerie :

1° Les jerseys, gilets de chasse et autres articles analogues simplement piqués ou bordés, sans qu'il y ait à distinguer selon que la ganse est à

cheval (repliée sur le bord du vêtement) ou à plat (cousue à plat le long du bord, à l'endroit) ;

2° Les châles et fichus en mailles de bonneterie avec franges également obtenues sur le métier à bonneterie ;

3° Et, d'une manière générale, tous les articles brodés, brochés ou garnis de guipures, de dentelles ou de passementerie, lorsque ces ornements n'augmentent pas la valeur des objets de plus de 5 p. 100. Dans le cas contraire, ils acquittent le droit des articles brodés ou garnis.

En ce qui concerne cette dernière catégorie d'objets et par analogie avec ce qui est réglé par la note 408 du tarif officiel à l'égard des vêtements confectionnés en drap avec accessoires en velours, ganses, rubans, etc., la loi du 16 août 1893 dispose que ne seront pas considérés comme brodés ou ornés de dentelles ou de passementerie les articles de bonneterie ayant un petit crochet, une petite garniture à la main, une petite dentelle ou un ruban servant d'attache, si ces additions constituent de simples accessoires augmentant de moins de 10 pour 100 le prix de l'objet à l'état non garni.

La nouvelle règle n'a pas été rédigée au vu des types arrêtés d'avance. Il appartiendra à la douane et, en cas de contestation, aux experts de déterminer, lors de l'importation, la valeur proportionnelle des garnitures et, par suite, de fixer le classement.

Rien n'est modifié aux errements suivis aujourd'hui pour l'application des deux tarifs à l'égard des jerseys, gilets de chasse, etc., simplement piqués ou bordés, et des fichus avec franges en mailles de tricot.

Quant aux articles revêtus de dentelles ou de passementerie, importés dans les conditions du tarif général, ils continueront à être taxés comme brodés ou garnis, toutes les fois que ces garnitures augmenteront leur valeur de plus de 5 p. 100.

N° 443. — *Bonneterie de laine.*

Les dispositions spéciales adoptées pour la bonneterie de coton sont applicables de tous points aux articles correspondants en bonneterie de laine (Voir ci-dessus n° 419.)

N° 459. — *Tissus, foulards, crêpes, tulles et passementerie de soie pure.*

Le tarif minimum de 1892 taxe uniformément à 4 fr. par kilogramme tous les tissus de soie pure (autres que les pongees, corah et tussah extra-européens non teints ni imprimés, que les dentelles, la bonneterie, les rubans et les broderies), c'est-à-dire les étoffes unies (taffetas, satins, sergés, gazes, etc.) les étoffes façonnées ou brochées, les foulards, les crêpes (crêpes proprement dits et crêpes de santé), le tulle et la passementerie.

Ces articles formeront dorénavant deux catégories : d'une part, les étoffes unies, façonnées ou brochées et les foulards, y compris les foulards ayant subi un calandrage ou un gaufrage au sortir du métier, et, d'autre part, les tulles, les crêpes de toute sorte et la passementerie.

Les tissus de la première catégorie seront taxés à 4 fr. par kilogramme lorsqu'ils seront à l'état écru ou blanchi, à 2 fr. 40 lorsqu'ils seront teints en couleur autre que le noir, et à 2 fr. lorsqu'ils seront teints en noir. Le droit afférent aux tulles, à la passementerie et aux crêpes de soie pure, reste fixé à 4 fr. par kilogramme, que ces articles soient écrus, blanchis ou teints.

N° 459. — *Bonneterie de soie ou de bourre de soie.*

Le droit afférent à la catégorie des articles non brodés ni garnis en bonneterie de coton et de laine représente exactement 50 p. 100 du droit des articles brodés ou garnis en tricot des mêmes textiles. Dans la classe de la bonneterie de soie, au contraire, la taxe des objets non brodés ni garnis atteint 62,50 p. 100 de celle des objets ornés ou brodés.

Afin de mettre ces taxes en harmonie, le droit de la catégorie (tous autres objets, y compris les vêtements et parties de vêtements ajustés ou non, en bonneterie de soie ou de bourre de soie), a été abaissé de 5 fr. à 4 fr. par kilogramme, soit exactement la moitié du droit de la bonneterie de soie brodée ou garnie de dentelles ou de passementerie.

En ce qui concerne le classement des objets avec garnitures en dentelles ou en passementerie, la loi du 16 août 1895 introduit dans la classe de la bonneterie de soie ou de bourre de soie une règle identique à celle qu'elle a édictée pour la bonneterie de coton et de laine. (Voir Bonneterie de coton, n° 419).

N° 459 bis. — *Broderies de coton sur tissus de coton uni (à chaîne et à trame).*

Les broderies de coton sur tissus de coton acquittent, d'après le tarif minimum de 1892 :

1° Le droit du tissu qui supporte la broderie, c'est-à-dire du tissu de fond ou fond de la broderie ;

2° Une taxe spéciale, dite surtaxe de broderie, de 800 fr. par kilogramme net.

L'application de cette tarification a lieu dans les conditions ci-après :

On constate le poids net total de la marchandise (tissu et broderie), c'est-à-dire le poids net de la marchandise dans l'état où elle se présente. La catégorie du tissu de fond à l'état non brodé d'après le poids aux 100 mètres carrés et le nombre de fils aux 25 millimètres carrés est déterminée par épreuve sur un échantillon découpé dans la partie qui ne supporte pas de broderie ou sur un spécimen également non brodé, remis par l'importateur et dont l'identité a été préalablement reconnue. Cette opération terminée, le droit du tissu et la surtaxe de broderie sont respectivement perçus sur le poids total de l'article importé, c'est-à-dire sur le poids cumulé du tissu et des fils composant la broderie. En d'autres termes, les deux taxes sont perçues cumulativement sur le poids total de la pièce de broderie qui comprend à la fois le poids du tissu (brodé ou non brodé) et celui des fils brodeurs.

Cette tarification est modifiée en ce qui concerne :

1° Les broderies à la mécanique en fils de coton disposées sur tissu de coton uni (1) (à chaîne et à trame) en bandes ou raies et présentant des alternatives régulières et de largeur sensiblement égale de tissu brodé et non brodé ;

2° Et les broderies à la mécanique en fils de coton sur tissu de coton (2) (à chaîne et à trame) dites « volants » dans lesquelles la partie du tissu non brodé a une largeur sensiblement supérieure à celle de la partie brodée.

Ces articles acquitteront désormais, en tarif minimum :

(1) C'est-à-dire obtenu avec cinq lames ou moins.

(2) Ces articles devront être repris séparément dans les relevés statistiques avec leur poids net total (100 kilogr., dans l'exemple cité).

a) La surtaxe de broderie (800 fr. par 100 kilogrammes net) sur le poids des parties brodées, y compris le tissu sous-jacent, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids du tissu non brodé, évalué à forfait à 30 p. 100 ;

b) Le droit du tissu uni, selon la catégorie, sur l'étoffe de fond, c'est-à-dire sur le poids total, déduction faite du poids des fils brodeurs, évalué à forfait à 30 p. 100.

Lorsqu'on lui présentera des broderies rentrant dans l'une des catégories visées par la loi du 16 août 1895, le service établira, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui, le poids net total de la marchandise et la catégorie du tissu à l'état non brodé. Mais, au lieu de percevoir le droit du tissu sur le poids cumulé du tissu et des fils brodeurs et la surtaxe de broderie sur le poids cumulé du tissu brodé et non brodé, il ne liquidera la première de ces taxes que sur le poids du tissu et la seconde sur le poids de la broderie. Le poids du tissu et le poids de la broderie s'obtiendront respectivement en déduisant du poids net total constaté, d'une part, 30 p. 100 pour le poids des fils brodeurs et, d'autre part 30 p. 100 pour le poids du tissu non brodé.

Soit, par exemple, à liquider 100 kilogrammes de broderies en fils de coton sur tissu de coton uni (à chaîne et trame) blanchi, de 5 à 7 kilogr., 44 fils et plus.

La liquidation devra être établie comme suit :

Droit du tissu.

Poids net total	100
A déduire pour le poids des fils brodeurs . .	30
Poids du tissu	<u>70 à 360 fr. = 252 fr.</u>

Surtaxe de broderie.

Poids net total	100
A déduire pour le poids du tissu non brodé . .	30
Poids de la broderie (tissu sous-jacent et fils brodeurs	<u>70 à 800 fr. = 560 fr.</u>
Total (2)	<u>812 fr.</u>

La nouvelle tarification s'applique exclusivement aux broderies à la mécanique en fils de coton sur tissu de coton uni (à chaîne et à trame) à alternatives régulières de bandes brodées et non brodées dites entre-deux ou bandes à festons et aux broderies à la mécanique en fils de coton sur tissu de coton uni (à chaîne et trame) dites volants, sous la condition que, dans les premières, les parties non brodées aient une largeur à peu près égale aux parties brodées, et que, dans les secondes, le tissu non brodé occupe une largeur sensiblement supérieure à celle du tissu brodé.

Les broderies dites entre-deux ou bandes à festons sont constituées par une pièce de tissu uni couverte, parallèlement aux lisières de l'étoffe, de bandes ou raies brodées, séparées l'une de l'autre par un intervalle d'une largeur à peu près égale de tissu non brodé. Les bandes brodées ne présentent, dans le sens de la longueur, aucune solution de continuité. Enfin, les bandes à festons sont festonnées, comme l'indique d'ailleurs leur appellation commerciale.

Pour mesurer la largeur respective des bandes brodées et des parties non brodées, on tracera entre ces parties et parallèlement aux lisières des

lignes séparatives au crayon. Au moyen du compas, du double décimètre ou de tout autre instrument, on s'assurera que l'intervalle non brodé existant entre les bandes brodées, c'est-à-dire la largeur des parties non brodées, est sensiblement égale à la largeur des raies brodées. Pour les bandes festonnées, les lignes seront tracées, d'une part, suivant la pointe des dentelures et, de l'autre, suivant les points de broderie formant l'extrémité opposée de la bande brodée.

Les volants, auxquels le nouveau tarif est applicable, sont des bandes brodées plus ou moins larges, qui se composent d'un ou de plusieurs motifs de broderie dont chacun est suivi d'un espace de tissu non brodé d'une largeur notablement supérieure à celle du motif brodé. La largeur ou hauteur de la surface brodée sera mesurée de la pointe des dentelures ou festons aux points de broderie formant l'extrémité opposée de la bande brodée.

Les bureaux d'importation seront pourvus d'échantillons représentant les types de broderies visés par le nouveau tarif.

Toutes les broderies autres que celles qui viennent d'être décrites continueront à acquitter cumulativement le droit de tissu et la surtaxe de broderie sur leur poids net total sans aucune déduction.

Ce sont notamment :

Les broderies à la main de toute sorte ;

Les broderies mécaniques de coton sur tissu de coton uni dites à fond plein ;

Les broderies mécaniques de toute sorte sur tissu de coton autre qu'uni ;

Les mouchoirs, taies d'oreiller, draps de lit, nappes, serviettes, etc., brodés et, en général, tous les articles brodés à l'état confectionné ;

Les broderies sur tissu autre que de coton, quelles que soient leurs dispositions, c'est-à-dire les broderies sur tissu de lin, de chanvre, de ramie, de jute, de laine, de soie, de bourre de soie, etc. ;

Les broderies sur tulles de tout textile ;

Les broderies chimiques ou aériennes ;

Les broderies en fils de soie, de bourre de soie, de lin, de laine, etc., sur tissu de coton ;

Les broderies en fils métalliques, etc.

Je rappelle que, conformément aux dispositions de la note 365 du tarif officiel, confirmée par un avis du comité consultatif des arts et manufactures en date du 19 juillet 1893, on doit admettre comme écrus les tissus de coton (à chaîne et à trame) brodés, qui ont été simplement passés à l'eau pour faciliter le travail des aiguilles du métier, sous la double condition qu'ils n'aient pas perdu la nuance de l'écru et qu'ils n'aient pas subi la main-d'œuvre de l'apprêt. Les tissus de l'espèce, qui, après avoir été lavés, auraient été apprêtés d'une manière quelconque, devraient être soumis à la surtaxe de blanchiment. Le service ne perdra pas de vue, d'ailleurs que le régime des tissus blanchis est applicable à tout tissu qui a reçu un travail de blanchiment proprement dit.

Dès la mise en vigueur de la loi du 11 janvier 1892, il a été réglé que le travail de la broderie pouvait être exécuté au moyen de fils blanchis ou teints, sans que ce fait entraînât l'application des surtaxes afférentes au blanchiment, à la teinture ou à la fabrication avec des fils teints ou blanchis. Par suite, les broderies en fils blancs ou de couleur sur tissu écru

acquittent aujourd'hui le droit du tissu écreu augmenté de la surtaxe de broderie ; les broderies en fils de couleurs sur tissu blanchi payent le droit blanchi augmenté de la surtaxe de broderie, etc. En d'autres termes, on n'applique les surtaxes de blanchiment, de teinture ou de fabrication avec des fils teints ou blanchis aux broderies sur tissu que lorsque le tissu de fond est lui-même blanchi, teint ou composé de fils teints ou blanchis.

La loi du 16 août 1895 n'apporte aucune modification à ces errements.

Horlogerie (petit volume).

N° 497. — *Mouvements et montres sans boîtes. — Mouvements et porte-échappements à l'état d'ébauche ou de finissage, sans trace aucune de plantage d'échappement.*

Droit fixé à 75 centimes la douzaine.

N° 498. — *Mouvements et porte-échappements avec échappement fait ou présentant seulement des traces de plantage d'échappement, mais non dorés, ni argentés, ni nickelés.*

Ces mouvements paieront désormais 3 fr. 50 par douzaine, si leur échappement est à cylindre, et 6 fr. s'il est à ancre ou autre.

N° 499. — *Mouvements entièrement finis, dorés, argentés ou nickelés.*

Le droit est porté de 24 fr. à 27 fr. par douzaine pour les mouvements finis dont l'échappement est à cylindre. Il est au contraire abaissé de 36 fr. à 33 fr. par douzaine pour les mouvements finis à ancre ou autre.

Sont maintenues de tout point les prescriptions du renvoi A des n°s 497, 498 et 499, relatives au classement des mouvements de montres d'après le degré de main-d'œuvre qu'ils ont reçu et au poinçonnage des mouvements insérés dans les montres-importées de l'étranger.

N°s 500, 500 bis et 500 ter. — *Montres finies sans complication de système.*

Les droits actuels sont remplacés par les taxes suivantes :

Montres à boîtes d'or.

Echappement à cylindre, 3 fr. 25 (1) la pièce.

Echappement à ancre ou autre, 4 fr. la pièce.

Montres à boîtes d'argent.

Echappement à cylindre, 1 fr. la pièce.

Echappement à ancre ou autre, 1 fr. 25 la pièce.

Montres à boîtes en matières non précieuses.

Echappement à cylindre, 50 centimes la pièce.

Echappement à ancre ou autre, 75 centimes la pièce.

N°s 501, 501 bis et 501 ter. — *Montres compliquées.*

Les chronographes ont été distraits de cette classe et formeront un article spécial sous le n° 501 quater (Voir ci-après).

Les montres dites répétitions, secondes indépendantes, etc., restent clas-

(1) Taux actuel.

sées dans les montres compliquées, quel que soit le système de leur échappement.

Mais, d'après une disposition spéciale de la nouvelle loi, on ne considérera comme chronomètres de poche passibles du droit des montres compliquées que les montres dont l'échappement est à bascule ou à ressort. Les montres à tout autre système d'échappement, désignées sous la dénomination de chronomètres de poche, seront admises comme montres sans complication de système.

Enfin les droits des montres compliquées ont été fixés aux taux ci-après :

Montres à boîtes d'or, 10 fr. la pièce ;

Montres à boîtes d'argent 4 fr. la pièce ;

Montres à boîtes de matières non précieuses, 2 fr. 50 la pièce.

N° 501 quater. — *Chronographes.*

Les chronographes, quel que soit le système de leur échappement, payeront dorénavant :

Avec boîtes en or, 5 fr. la pièce ;

Avec boîtes en argent, 2 fr. la pièce,

Et avec boîtes en métal non précieux, 1 fr. 25 la pièce.

N^{os} 500 ter, 501 ter, 501 quater et 503. — *Montres compliquées ou non, chronomètres de poche et chronographes avec boîtes en argent ou en matière non précieuse. Boîtes de montres vides en argent ou en matière non précieuse.*

Aux termes d'une disposition spéciale du tarif de 1892, les montres compliquées et non compliquées, les chronomètres de poche et les chronographes avec boîtes en matière non précieuse, garnis d'ornements en or ou en argent ou bien d'ornements dorés ou argentés, sont taxés comme montres à boîtes en or ou en argent. Les boîtes de montres vides en métal non précieux revêtues des mêmes garnitures sont passibles du droit afférent aux boîtes de montres vides en or ou en argent.

D'un autre côté, en conformité de la note 439 du tarif officiel, les montres avec boîtes en argent, garnies d'ornements en or ou dorés et les boîtes vides en argent revêtues d'ornements semblables sont taxées comme montres à boîtes d'or ou comme boîtes en or.

La loi du 16 août 1895 apporte certains tempéraments à ces dispositions, pour l'application du tarif minimum. Elle décide que l'on devra admettre comme boîtes ou comme montres en matière non précieuse, selon l'espèce, les boîtes en matière non précieuse et les montres avec boîtes en matière non précieuse dans lesquelles la carrure, le rebaut, les lunettes, le pendant, la couronne ou l'anneau sont dorés, argentés ou plaqués.

Les montres avec boîtes en argent entièrement dorées et les boîtes vides en argent entièrement dorées n'acquitteront que les droits des montres à boîtes d'argent, selon l'espèce, ou celui des boîtes vides en argent, lorsqu'elles porteront, à l'intérieur du fond, insculpés au poinçon les mots argent doré. De même, les montres avec boîtes en matière non précieuse entièrement dorées et les boîtes vides en matière non précieuse entièrement dorées seront admises comme montres à boîte de matière non précieuse, selon l'espèce ou comme boîtes vides en matière non précieuse, lorsque le fond intérieur sera revêtu de l'inscription métal doré. Enfin les

montres en métal non précieux et les boîtes de la même matière entièrement argentées entreront au droit des montres en métal commun, selon l'espèce, ou des boîtes vides en métal commun, à la condition de porter insculpés à l'intérieur du fond les mots *métal argenté*.

La règle posée par le tarif de 1892 et les exceptions résultant de la loi nouvelle s'appliquent aux articles d'horlogerie (petit volume) ci-après désignés : montres non compliquées, montres compliquées, chronomètres de poche et chronographes avec boîtes en argent ou en matière non précieuse, et boîtes de montres vides en argent ou en matière non précieuse.

N° 503 bis. — *Boîtes de montres brutes.*

Aux termes d'une décision ministérielle du 27 juin 1882, les ébauches de boîtes en argent dites dégrossissages, à l'état tout à fait brut, sont traitées comme ouvrages en argent (n° 495). Quant aux boîtes en or, en argent ou en matière non précieuse, elles suivent le régime des boîtes finies en or, argent ou métal commun, sans égard à l'état dans lequel elles sont importées, c'est-à-dire qu'elles soient brutes ou plus ou moins ouvrées.

Ce classement est partiellement modifié, en ce qui concerne le tarif minimum, par l'établissement d'une taxation spéciale (16 fr. les 100 kilogr.) pour les boîtes de montres brutes en or, en argent et en métal commun (n° 503 bis). On ne considérera comme boîtes brutes que celles dont aucune charnière ne sera finie et qui ne seront ni dorées, ni argentées, ni polies, ni guillochées, ni gravées. Toute boîte qui sera présentée dans un état de fabrication plus avancé sera passible du droit des boîtes finies, selon le métal.

Il a été expressément spécifié que le droit de 16 fr. sera perçu sur la même base qu'en Suisse, c'est-à-dire sur le poids brut.

N°s 507 et 508. — *Carillons et boîtes à musique.*

D'après le tarif minimum de 1892, ces objets sont passibles d'un droit différent, selon que leur longueur atteint ou non 20 centimètres.

La loi du 16 août 1895 les impose à une taxe unique de 50 fr. par 100 kilogr. net, quelles que soient leurs dimensions.

N° 512 bis. — *Machines hydrauliques à roues, à piston, à turbine pompes, ventilateurs.*

Au lieu d'une seule catégorie, les appareils de 250 kilogr. et plus formeront, à l'avenir, deux subdivisions, savoir :

Machines pesant de 250 kilogr. à 3,000 kilogr. inclusivement, 10 fr. les 100 kilogr. net.

Machines pesant plus de 3,000 kilogr., 8 francs les 100 kilogr. net.

Le service remarquera que, pour bénéficier du droit réduit, les appareils de la deuxième catégorie devront non seulement peser plus de 3,000 kilogrammes, mais encore contenir au moins 50 p. 100 de fonte ordinaire, c'est-à-dire de fonte de fer moulée. Les machines d'un poids supérieur à 3,000 kilogr., qui ne rempliront pas cette dernière condition, restent passibles du droit de 10 fr. qui leur est appliqué aujourd'hui.

Les déclarations relatives aux machines, dont on demandera l'admission au droit de 8 fr., devront être appuyées de notes de détail donnant explicitement la nomenclature des pièces entrant dans la construction des appa-

reils, ainsi que leur composition (fer, fonte, acier, cuivre, etc.) et leur poids.

A l'égard des pompes, il n'échappera pas au service que le n° 512 bis ne comprend pas les appareils de l'espèce d'un poids inférieur à 20 kilogr., lesquels sont spécialement taxés sous la rubrique petites pompes de ménage (n° 569)

N° 520. — *Machines à fabriquer le papier.*

Droit ramené de 9 à 8 fr. par 100 kilogr. net.

N° 524. — *Machines dynamo-électriques.*

La classe des dynamos de 1,000 kilogr. et plus est divisée en trois catégories :

1^o Machines pesant 5,000 kilogr. et plus renfermant au moins 50 p. 100 de fonte moulée ordinaire, 12 fr. les 100 kilogr. net ;

2^o Machines pesant 2,000 kilogr. inclusivement à 5,000 kilogr. exclusivement et renfermant au moins 50 p. 100 de fonte moulée ordinaire, 18 fr. les 100 kilogr. net ;

3^o Machines pesant de 1,000 kilogr. inclusivement à 2,000 kilogr. exclusivement, 20 fr. les 100 kilogr. net.

Les appareils de 2,000 kilogr. à 5,000 kilogr. et de 5,000 kilogr. et plus qui ne renferment pas au moins 50 p. 100 de fonte ordinaire, demeurent passible du droit de 20 fr.

Les déclarations relatives aux appareils pour lesquels on demandera l'application des nouvelles taxes devront être appuyées de notes de détail présentant la nomenclature des pièces composant les dynamos, la nature du métal dont elles sont formées, ainsi que le poids de chacune d'elles.

Ces énonciations seront contrôlées avec le plus grand soin. Le service devra veiller à ce que les machines déclarées au droit de 12 fr. ou de 18 fr. contiennent la proportion de fonte ordinaire requise. Il importera notamment de ne pas considérer comme étant en fonte les pièces de ces appareils formées d'acier coulé. Les agents de la visite sont tenus depuis longtemps de distinguer les pièces de ces machines en fonte des pièces en acier coulé. Lorsqu'elles sont à l'état brut, il doit les différencier des objets bruts correspondants en acier coulé (nos 554 et 557). A l'état ouvré, la distinction est encore nécessaire (nos 532 et 533). Par suite, la loi du 16 août 1895 ne crée pas une situation nouvelle à cet égard.

Aux termes du tarif, on ne doit admettre au régime des machines complètes que les appareils munis de tous les organes nécessaires à leur fonctionnement. Tout appareil présenté à l'état incomplet est passible du droit des pièces détachées de machines selon l'espèce.

Ce principe devra être maintenu pour l'application de la nouvelle tarification introduite dans la classe des machines dynamo-électriques.

N° 527 bis. — *Appareils frigorifiques.*

Le droit afférent à la catégorie des appareils de 250 kilogr. et plus est fixé à 14 fr. par 100 kilogr.

N° 536. — *Induits et pièces détachées de machines électriques.*

Au droit uniforme de 75 fr. par 100 kilogr. établi par la loi du 11 janvier 1892, est substituée la tarification suivante :

Induits, pièces détachées, etc., pesant, par unité :

- Plus de 2,000 kilogr., 35 fr. les 100 kilogr. net ;
 - De 1,000 kilogr. exclusivement à 2,000 kilogr. inclusivement, 40 fr. les 100 kilogr. net ;
 - De 200 kilogr. exclusivement à 1,000 kilogr. inclusivement, 45 fr. les 100 kilogr. net ;
 - De 1 kilogr. inclusivement à 200 kilogr. inclusivement, 60 fr. les 100 kilogr. net ;
 - Moins de 1 kilogr., 75 fr. les 100 kilogr. net.
- Les transformateurs électriques suivront, par assimilation, le régime des induits et pièces détachées de machines électriques.

N° 536 bis. — Lampes à arc dites régulateurs.

Ces appareils ont été distraits du n° 536 et formeront une catégorie spéciale au droit de 60 fr. par 100 kilogr. net (n° 536 bis).

Les deux annexes ci-jointes indiquent les modifications qu'il y aura à apporter aux pages 12 bis, 38 bis, 88 bis, 99 bis, 100 bis, 105 bis, 144 bis, 115, 115 bis, 122 bis, 123 bis, 124 bis, 125 bis, 126 bis, 127 bis, 128 bis et 165 bis du Tableau des droits. Les chefs devront veiller à ce que ces rectifications soient faites immédiatement sur les exemplaires du Tarif officiel déposés dans les bureaux pour être tenu à la disposition du public.

Le service des douanes ne perdra pas de vue, en appliquant les modérations des taxes résultant de la nouvelle loi, que si, d'une manière générale, les pays qui jouissent de nos tarifs les plus réduits, doivent en bénéficier de plein droit, il n'en est pas moins vrai qu'elles ont été inspirées surtout par le désir d'opérer entre la République française et la République helvétique un rapprochement commercial depuis longtemps souhaité.

Au cas où des difficultés viendraient à se produire, quant à l'interprétation et à l'application de ces nouvelles mesures, le service aurait à m'en référer directement, sous le timbre de mon cabinet.

Les directeurs sont invités à notifier immédiatement la présente circulaire aux agents placés sous leurs ordres et au commerce.

Le Conseiller d'Etat, directeur général,
G. PALLAIN.

Rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes), par M. Jules Méline, député (1).

Messieurs, le Gouvernement vous a saisis d'un projet de loi portant modification d'un certain nombre d'articles du tarif des douanes du 11 janvier 1892. Bien que ce projet n'ait pas le caractère d'un traité de commerce et qu'il ne soit pour les Chambres françaises qu'un acte volontaire et unilatéral leur laissant une entière liberté d'appréciation et de vote, il revêt cependant un caractère particulier qui ne permet pas de le considérer comme un de ces projets ordinaires qui viennent de temps en temps corriger les imperfections ou les insuffisances de nos tarifs.

Le Gouvernement ne nous dissimule pas que celui-ci a pour objet uni-

(1) Ce rapport a été lu dans la séance de la Chambre des Députés du 6 juillet.

que de rétablir sur des bases normales nos relations commerciales avec la Confédération suisse, en nous assurant immédiatement, avec quelques autres avantages, le traitement de la nation la plus favorisée, et qu'il est la conclusion d'une longue négociation entre les deux pays.

Nous constatons d'abord avec satisfaction que cette négociation a eu pour résultat de substituer à la convention commerciale de 1892, repoussée par la Chambre, une convention nouvelle d'un caractère et d'une portée absolument différents tant au point de vue du nombre des articles touchés que de l'importance des réductions consenties et de leur répercussion sur les autres pays.

La convention de 1892 ne contenait pas moins de soixante-deux articles modifiant toutes les parties essentielles de nos tarifs et en bouleversant complètement l'économie; beaucoup de ces articles étaient sans intérêt pour la Suisse et ne pouvaient profiter qu'à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Belgique et même à l'Italie. Si la Chambre de 1892 l'avait adoptée, elle aurait ruiné d'un coup l'œuvre si péniblement édifiée par elle; aussi faut-il la féliciter de sa clairvoyance et de sa résistance.

Ce que vient de faire le Gouvernement la venge de toutes les attaques dont elle est l'objet depuis deux ans pour son acte de courageuse fermeté; les résultats obtenus par lui prouvent combien elle a eu raison de défendre jusqu'au bout l'intérêt français et de ne pas céder à la pression qu'on voulait exercer sur elle. Pour se convaincre du service qu'elle a rendu à la France, il suffit de comparer la convention de 1892 à celle qui vous est aujourd'hui soumise.

Le nombre des articles compris dans la convention de 1892 tombe de 62 à 29, et il est à remarquer que sur ces 29 articles, la commission des douanes de 1892, qui avait fait preuve d'un esprit de conciliation et de transaction dont ses adversaires économiques ne lui ont su aucun gré du reste, en avait déjà accepté 20, en sorte qu'on peut dire que le projet actuel ne porte en réalité que sur 9 articles nouveaux.

La Suisse a renoncé à ses prétentions d'abaissement de droits sur les articles suivants : vaches, taureaux, bouvillons et génisses, lait, chocolat, pâtes de cellulose, ferro-aluminium, bronze d'aluminium, extrait de châtaignier, lampes électriques à incandescence, fils de coton teints ou glacés, tissus de lin et de chanvre, tissus de coton blanchis et teints, tissus imprimés, tissus fabriqués avec des fils teints, brillantés et façonnés, satinettes de coton, camisoles en laine, rubanerie de coton, mousselines brochées, rubanerie mélangée de soie, crêpes de soie, fichus et écharpes de soie, broderies à la main et à la mécanique sur soie, broderies diverses en coton, métiers à tisser, machines pour la minoterie.

Voilà pour le nombre des articles.

Voyons maintenant la différence d'importance dans les réductions pour les articles conservés de l'ancienne convention.

Pour les fromages de Gruyère, la réduction de 11 fr. consentie en 1892 tombe à 12 fr. dans le projet nouveau. Nous trouvons ensuite pour les fils de soie 300 fr. au lieu de 50 et 75 fr., pour les tissus de soie 200 et 240 fr. au lieu de 50 fr., pour la broderie 560 fr. de taxe fixe au lieu de 450 fr., et 70 p. 100 du droit de tissu au lieu de 60 p. 100; pour la bonneterie, les tissus de coton imprimés et ceux fabriqués avec des fils teints, les réduc-

tions de droit consenties en 1892 disparaissent et sont remplacées par des concessions sur le mode de perception du droit actuel.

Pour mieux comprendre encore la différence des deux conventions, il faut les traduire par quelques chiffres significatifs.

Il était fait remise à la Suisse, par la convention de 1892, de 1,658,000 francs de droits, et aux autres pays de 1,195,000 fr., soit un total de 2,852,000 fr.

Le projet actuel fait remise à la Suisse de 891,000 fr. de droits, à l'étranger de 209,000 fr., total 1,100,000 fr., soit 1,752,000 fr. de différence avec la convention de 1892.

On voit quel écart il y a avec la répercussion vis-à-vis de l'étranger des abaissements de droits consentis en 1892 et celle qui résultera des droits qu'on vous propose aujourd'hui, et on peut se faire ainsi une idée de ce que la malheureuse convention de 1892 aurait coûté à la France si elle avait été acceptée et ratifiée.

Projet actuel.

Cela dit sur le passé, arrivons maintenant au projet nouveau que le Gouvernement vous soumet, et voyons s'il est acceptable pour le Parlement.

Il n'est pas douteux que, si différent qu'il soit de celui de 1892, si atténuées que soient les réductions de droits qui y figurent, elles n'en constituent pas moins des concessions d'une grande importance et qui, pour deux de nos grandes industries surtout, pour celles de la soie et de la broderie, seront d'un poids très lourd. Un abaissement de près de 50 p. 100 sur notre tarif minimum pour les tis-us de soie et 30 p. 100 sur les broderies de coton suisses, nous paraît excessif, et il est très regrettable que notre Gouvernement ait été obligé d'accepter des conditions aussi dures.

Protestations de la broderie, de l'industrie de la soie, de la fabrication de machines dynamo-électriques, de celle des tissus imprimés ou fabriqués avec des fils teints.

Sur ces différents points votre commission a reçu les protestations les plus vives des intéressés. Elle a entendu d'abord la chambre de commerce, les industriels et même les ouvriers de Saint-Quentin, qui ont très vivement combattu le projet du Gouvernement, surtout en ce qui concerne la broderie fine, qu'ils considèrent comme sacrifiée par la nouvelle taxation. Ils nous ont exposé que les nouveaux tarifs avaient donné un élan extraordinaire à la production de la broderie dans toute la région saint-quentinoise, que beaucoup d'ouvriers tisseurs s'étaient mis à travailler pour leur compte en achetant à crédit un métier qui constitue aujourd'hui toute leur fortune. Ils estiment que tant chez les fabricants que chez les ouvriers, il s'est construit plus de 1,800 métiers nouveaux depuis 1892.

Un membre industriel de la délégation a vivement critiqué la base même de la réduction consentie à la Suisse; il a fait observer que le droit sur les tissus n'était pas un avantage fait au tisseur, qu'il n'était que la restitution du droit qu'il avait payé lui-même sur le tissu étranger; il a ajouté qu'il ne comprenait pas la réduction consentie sur le droit du tissu, car la partie brodée de ce tissu est faite elle-même avec des fils qui payent un droit de douane beaucoup plus élevé que le tissu lui-même.

Un autre membre, industriel également, a présenté à votre commission

des échantillons de broderie pour lesquels la réduction de droits proposée abaisserait la production à 7 p. 100 de la valeur du produit.

Nos honorables collègues MM. Hugues et Desjardins ont appuyé ces protestations, et M. Desjardins a soutenu un amendement qu'il a déposé sur le bureau de la Chambre et qui crée pour la broderie trois catégories comportant une réduction de 25 p. 100 pour les broderies sur tissus de coton de 28 à 35 fils aux 5 millimètres carrés, de 15 p. 100 pour les broderies sur tissus de 36 à 43 fils, et de 10 p. 100 pour les broderies sur tissus de 44 fils et au-dessus.

Après les tisseurs sont venus les représentants de l'association de la soierie lyonnaise, qui ont vivement protesté contre l'énorme réduction que le projet fait subir aux droits sur les tissus de soie. Ils ont exposé, comme les brodeurs, que notre nouveau régime économique avait donné une grande impulsion à la fabrication lyonnaise; ils estiment à plus de 7,000 le nombre des métiers nouveaux mis en mouvement depuis deux ans. Ils craignent que la diminution des droits n'arrête cet élan et ne cause un grave préjudice aux ouvriers.

Ils ont ajouté que le droit réduit serait à peine la représentation de la taxe de 3 fr. que le tissage est obligé de supporter pour les soies moulinées étrangères. Pour les soies de parapluie, le droit sur le tissu serait même inférieur au droit sur les moulinées.

La chambre de commerce de Lyon s'est, au contraire, déclarée favorable au projet du Gouvernement, non seulement parce qu'elle le trouve conforme à l'intérêt général de la France et de la région lyonnaise, mais parce qu'elle le considère comme sans danger pour l'industrie de la soie elle-même.

Enfin votre commission a entendu le syndicat des fabricants de machines dynamo-électriques, qui s'est plaint vivement de l'établissement d'une catégorie nouvelle insérée sous le n° 524 du tarif, avec un abaissement du droit de 20 fr. à 12 fr. pour les machines pesant plus de 5,000 kil. et renfermant plus de 50 p. 100 de fonte.

La prétention du syndicat est que ce droit constituerait une véritable anomalie, parce qu'il serait inférieur aux droits mêmes des pièces détachées qui entrent dans la composition de ces machines et qui varient entre 15 et 25 fr. Les déposants ont en outre exprimé la crainte que la douane ne puisse distinguer entre les pièces détachées et les machines elles-mêmes et que la nouvelle réduction ne favorise la fraude.

Nous devons aussi mentionner la protestation dirigée par un membre de la commission, M. Lechevallier, contre les modifications des articles 411 et 407 du tarif. La première s'applique aux tissus imprimés et substitue pour le calcul de la surtaxe d'impression le mètre carré au mètre de longueur, ce qui diminue sensiblement la protection des tissus imprimés.

La seconde exemple du paiement de la surtaxe relative aux tissus fabriqués avec des fils teints, blanchis ou glacés, les tissus dans lesquels l'effet produit par les fils teints, blanchis ou glacés, n'excède pas un dixième de la surface totale; de l'avis de notre honorable collègue, cette réduction va favoriser l'introduction en France des mouchoirs de coton avec bordure de couleur.

Réponse du Gouvernement. — Broderie.

A toutes ces objections, le Gouvernement, avec lequel votre commission a eu plusieurs entrevues, a fait la réponse suivante :

En ce qui concerne la broderie, M. le directeur général des douanes a fait observer qu'en opérant pour le calcul du droit une déduction à forfait sur le poids du tissu et sur celui de la broderie, le Gouvernement avait cru faire une application équitable du tarif en atténuant pour certaines catégories de broderies de coton ce que le cumul des deux taxes sur le tissu et sur la broderie pouvait avoir de rigoureux.

Il est convaincu que la broderie se méprend sur l'importance et la gravité de la réduction proposée. Il fait observer d'abord que le droit actuel est maintenu sans changement pour les broderies à la main, les broderies sur tout tissu autre que de coton, sur tissu de lin, de chanvre, de jute, de laine, de soie et de bourre de soie, les broderies sur tulles de tout textile, les broderies chimiques ou aériennes, les broderies de soie, de laine ou de lin sur tissu de coton, et, enfin, les broderies en coton sur tissu de coton, autres que celles qui sont définies au projet, et notamment, par exemple, les broderies dites à fond plein.

Quant à la répercussion du droit réduit, elle sera plus faible qu'on ne croit. L'administration l'établit de la façon suivante : en 1892, dernière année qui a précédé la rupture de nos relations avec la Suisse, les importations de broderies de coton de toute nature provenant de la Suisse se sont élevées à 47 017 kilogr. De ce chiffre il faut déduire les quantités afférentes aux broderies chimiques et sur tulles, qui restent soumises à l'ancien droit, soit 6,022 kilogr.

Il reste donc 41,995 kilogr. qui peuvent être touchés par la réduction du droit.

Or, si on estime à 250 fr. la moyenne des droits sur le tissu et si on y ajoute la surtaxe sur la broderie de 800 fr., on arrive à une surtaxe moyenne de 1,050 fr. par 100 kilogr. qui, appliquée à 41.915 kilogr., donne une somme de 440,407 fr. de droits qui auraient été perçus.

La réduction proposée de 30 p. 100 va ramener le droit à 735 fr., chiffre encore supérieur de 85 fr. au droit du tarif antérieur à 1892 qui n'était que de 450 fr. ; appliquée aux 41.915 kilogr. d'importation, elle donne un droit total de 308,663 fr.

La réduction proposée se réduit donc à la différence entre 440.949 fr. et 308,663 fr., c'est-à-dire à 132,284 fr. en tout.

Quant à l'amendement de l'honorable M. Desjardins, le Gouvernement n'a pas cru pouvoir l'accepter. Il considère comme impossible de rouvrir sur ce nouveau terrain des négociations qui ont été si laborieuses, si difficiles. Il pense en outre que cet amendement, à raison même de son caractère général, aurait le grave inconvénient de se substituer entièrement à la taxation actuelle pour toutes les broderies et de détruire ce qui reste du tarif des broderies.

Il est fort probable que la Suisse ne l'accepterait qu'à cette condition, et la broderie perdrait ainsi le bénéfice des exceptions pour lesquelles elle conserve les avantages du tarif actuel.

Il est à remarquer d'ailleurs que la tarification en vigueur tient déjà compte dans une certaine mesure du principe même de l'amendement de M. Desjardins, puisque le droit sur le tissu perçu sur le poids du tissu brodé augmente avec la finesse de ce tissu. Si on étendait la même progression à la surtaxe de broderie, qui empêcherait les Suisses de mettre leurs broderies fines sur des tissus ordinaires pour échapper au paiement du droit ?

Industrie de la soie.

Arrivant à la soie, le Gouvernement a déclaré que, s'il avait fait une concession sur le tarif du tissage de soie, c'est que, sans cette concession, il aurait été absolument impossible de s'entendre avec la Suisse. Il est vrai que celle-ci accepte, dans d'autres pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, des droits infiniment plus élevés qu'en France, mais elle ne les accepte que parce qu'ils sont sans intérêt pour elle, ses débouchés n'étant pas là.

Le Gouvernement a eu grand-peine à obtenir la réduction du droit à 200 francs et 240 fr. seulement après l'énorme concession qui avait été faite en 1892 et qui le ramenait à 50 fr. Il croit que ce qui reste du droit constituera encore une protection très sérieuse pour le tissage de la soie ; pour en calculer l'effet, il ne faut pas oublier que la plupart des tissus de soie reçoivent en apprêt et en teinture un supplément de poids qui va jusqu'à 190 p. 100. Le droit sur le tissu lui-même se trouve ainsi indirectement augmenté.

C'est pour le même motif que l'argument tiré de la répercussion de la surtaxe de 3 fr. sur les soies moulinées doit être écarté. Il est à remarquer d'abord que cette surtaxe ne joue pas ou presque pas, et que, par conséquent, elle n'impose aucune charge au tissage ; en tous cas, sa répercussion se trouverait singulière : elle est réduite par la charge du tissu lui-même.

Le Gouvernement a ajouté que, depuis quelques années, la valeur des tissus de soie pure était en baisse constante, ce qui augmentait ainsi progressivement la proportion du droit.

Machines dynamo-électriques.

Aux objections présentées sur le tarif des machines dynamo-électriques, M. le directeur du commerce extérieur a répondu qu'il n'était pas exact de dire que le tarif sur les machines devait nécessairement être plus élevé que celui des pièces détachées. Une machine est un ensemble dans lequel entrent beaucoup de parties grossières qui ne sauraient être soumises aux droits élevés des pièces détachées ; il suffit que le droit sur la machine représente la moyenne de ces droits.

Notre tarif tout entier repose sur ce mode de calcul. C'est ainsi que les machines à vapeur fixes pesant plus de 250 kilogr. sont tarifées à 12 fr., alors qu'il entre dans la composition de ces machines des pièces qui payent 15 fr., 20 fr., et même 35 et 40 fr.

On retrouve le même droit de 12 fr. pour les cardes non garnies, pour les machines à ouvrir et à préparer le lin, la laine, le coton, pour les métiers continus à filer ou à retordre.

On trouve même des droits de 10 fr. pour les machines hydrauliques pesant plus de 250 kilogr. et de 9 fr. pour les machines à fabriquer le papier.

Le droit de 12 fr. sur les machines dynamo-électriques est, du reste, supérieur à celui de la plupart des pièces détachées qui entrent dans leur composition : ce sont du fer ou de l'acier machine (n° 208), taxés à 6 fr. 50 ; du fil de cuivre (n° 221), taxé à 10 fr. ; du bronze (n° 535), taxé à 25 fr. ; des pièces en acier coulé (n° 557), taxées à 8, 15, et 18 fr. Il est à remarquer que ces derniers droits de 15 et 18 fr. ne s'appliquent qu'aux objets de 1 à 3 kilogr. et ne peuvent se trouver qu'en quantité négligeable dans des appareils pesant plus de 5,000 kilogr.

Le droit de 12 fr. est donc supérieur à la moyenne des taxes imposées

aux différentes pièces détachées. Ce droit avait été réduit par la convention de 1892 à 6 fr., et le Gouvernement considère comme un succès d'en avoir obtenu le doublement.

Restait l'objection de notre honorable collègue M. Lechevallier, relative aux tissus imprimés et aux tissus fabriqués avec des fils teints.

M. le ministre du commerce y a répondu qu'en ce qui concerne le calcul du droit à la surface, c'est-à-dire au mètre carré, au lieu du calcul à la longueur, il avait été reconnu juste par plusieurs chambres de commerce et accepté par la commission des douanes en 1892.

En ce qui concerne les tissus fabriqués avec des fils teints, si on a fait une exception de faveur pour ceux où les fils teints ne représentent pas plus d'un dixième de la surface, elle est justifiée par l'équité. Sans ce tempérament, la douane serait obligée d'imposer le régime des tissus fabriqués avec des fils teints à des articles très ordinaires, tels que torchons et serviettes, qui présentent deux minces linteaux de couleur, ce qui représenterait pour certains tissus taxés à 70 fr. par exemple, une surtaxe de fabrication de 50 p. 100, soit 35 fr., à laquelle viendrait s'ajouter la surtaxe de teinture, soit 30 fr. La surtaxe totale égalerait presque le droit du tissu lui-même.

Toutes ces raisons données par le Gouvernement ont une incontestable valeur et nous reconnaissons volontiers qu'elles sont de nature à diminuer sérieusement les inquiétudes des intéressés sur l'avenir qui les attend. Et cependant il faut reconnaître en toute impartialité que les réductions de droits exigées par la Suisse pour la soie et la broderie n'en sont pas moins très considérables et qu'elles dépassent la juste mesure à laquelle elles auraient dû s'arrêter.

Aussi votre commission n'aurait-elle pas hésité à vous proposer la modification de ces parties du projet, si le Gouvernement ne lui avait déclaré qu'il lui était impossible de s'y prêter et d'entrer à nouveau en négociations avec la Suisse pour obtenir des conditions meilleures.

Sans doute, ce droit de modification vous appartient, et la Chambre est absolument libre d'en user. En 1892, nous n'avions pas hésité à lui proposer de s'en servir, parce que le projet qui lui était soumis contenait la désorganisation complète de notre régime économique. Et puis, c'était la seule convention modificative de nos tarifs, et le Parlement avait bien le droit de la discuter à fond et de la reviser. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même : le projet qui nous est soumis ramène, après de longs pourparlers, la convention de 1892 aux points mathématiques en dehors desquels le Gouvernement nous déclare que tout accord serait impossible. Il est donc fort à craindre que le gouvernement suisse, qui n'a rien voulu entendre en 1892, se refuse à de nouvelles négociations et que tout ne soit de nouveau rompu.

Dans ces conditions, nous n'avions que deux partis à prendre : accepter le projet tel quel ou le repousser. Avant de prendre une résolution aussi grave, nous avons mis en balance les avantages et les inconvénients qu'il présentait et, après mûr examen, il nous a paru que les avantages l'emportaient sur les inconvénients et nous faisaient un devoir de vous en proposer l'adoption.

Et d'abord, il nous était impossible d'oublier les origines de l'affaire et il ne dépendait pas de nous de nous dégager du passé comme nous l'aurions voulu. Après le vote de nos tarifs en 1892, si modérés et si sages,

l'expérience le prouve tous les jours, il aurait fallu prendre, vis-à-vis de la Suisse, une attitude à la fois ferme et conciliante.

A toutes les critiques préventives qu'elle adressait à notre nouveau régime, il fallait opposer cette réponse bien simple : « Nous vous proposons de faire l'expérience de nos tarifs pendant une période quelconque, deux ou trois ans, et nous acceptons loyalement que l'expérience prononce entre nous. S'il est démontré, comme vous le dites, que nos nouveaux droits sont prohibitifs ou excessifs, nous acceptons d'avance d'en demander la réduction au Parlement. Mais ne préjugeons rien et laissons parler les faits. »

Il nous paraît impossible que la Suisse ait fermé l'oreille à un langage aussi loyal, aussi courtois. Si elle s'était obstinée à résister, elle aurait prouvé son arrière-pensée de nous arracher des concessions à tout prix, même les moins justifiées ; mais alors nous avions le droit pour nous et nous étions autorisés à nous faire respecter par les moyens les plus énergiques.

Au lieu de cela, le gouvernement d'alors a capitulé sans même se défendre, il a été au-devant des vœux de la Suisse, lui accordant tout, même ce qui ne l'intéressait pas et ce qui ne pouvait profiter qu'aux nations qui s'agitaient dans la coulisse, si bien que de concession en concession il en est venu à cette convention de 1892 qui a soulevé contre elle, on peut le dire, la France tout entière.

A ce moment, l'embarras du Parlement fut grand comme aujourd'hui ; ce n'est pas de gaieté de cœur qu'on se brouille, même momentanément, avec un pays ami, surtout un pays auquel on est attaché par tant de liens étroits et de souvenirs reconnaissants. La commission des douanes d'alors, cédant à ces sentiments, fit tout ce qui dépendait d'elle pour éviter la rupture ; elle poussa le sacrifice à ses dernières limites en allant jusqu'à abaisser certains articles du tarif minimum qui sortait à peine de ses mains et qui était le résultat de délibérations si approfondies.

La seule chose qu'elle refusa de faire, ce fut de se renier elle-même, de désavouer le Parlement français et de fouler au pied les volontés du pays en détruisant dans son essence l'œuvre même qu'elle venait d'édifier.

On ne lui sut aucun gré de ses efforts de conciliation ; le gouvernement suisse les repoussa en se refusant à toute concession, et la Chambre, convaincue sans doute de l'inutilité de celles qu'on lui proposait, rejeta le projet en bloc.

On sait ce qui advint en Suisse. La Suisse nous déclara une guerre implacable en élevant contre nous la barrière d'un tarif différentiel qui majorait les droits de son tarif général de 100 à 300 p. 100. Nous nous contentâmes de lui opposer comme défense notre tarif général, c'est-à-dire une majoration presque insignifiante de 25 p. 100 ; ce qui prouve combien ce tarif est insuffisant en cas de lutte avec l'étranger et combien le Gouvernement eut tort, en 1892, de se refuser aux majorations que lui demandait la commission des douanes. La lutte était donc d'une inégalité flagrante et il était trop clair qu'elle devait tourner à notre détriment.

Si l'on avait voulu résister sérieusement, et mettre de notre côté tous les avantages dans les négociations de l'avenir, il fallait d'abord suivre la Suisse sur le terrain où elle nous appelait, établir à notre tour un tarif différentiel, ce qui n'avait rien que de naturel, et attendre.

Du jour où on a renoncé à adopter cette procédure de bon sens, on a

mis la France dans une situation tellement fausse, disons le mot, tellement absurde, qu'elle ne pouvait se prolonger davantage, et on comprend que le Gouvernement ait fait les plus grands efforts pour y mettre un terme.

C'est la première raison qui a frappé votre commission et qui l'a décidée à ne pas rejeter le projet du Gouvernement malgré ses faiblesses évidentes.

Elle ne pouvait se dissimuler qu'il y a des mesures difficiles à prendre quand l'heure en est passée ; autant l'établissement d'un tarif différentiel aurait été compréhensible au moment même où la Suisse nous opposait le sien, autant il serait peu compris aujourd'hui, et voilà pourquoi sans doute aucun gouvernement n'a eu la hardiesse de le proposer.

Cela étant, il n'est pas douteux que le projet du Gouvernement, malgré ses imperfections évidentes, substitue à la situation présente une situation infiniment meilleure pour la France. Il fait cesser une guerre où tous les désavantages étaient de notre côté, et qui nous était si douloureuse ; sans doute il ouvrira plus largement notre marché à l'importation suisse, bien qu'il soit à remarquer que les droits auxquels resteront soumis les produits suisses compris dans la convention seront encore plus élevés que ceux de l'ancien tarif antérieur à 1892.

Mais, d'un autre côté, nous allons retrouver, sur le marché suisse, une situation égale à celle de tous nos concurrents, et nous y bénéficierons de concessions que ce pays a consenties par voie de traité à l'Allemagne, à la Belgique, à l'Autriche, à l'Italie.

Nos viticulteurs verront s'ouvrir devant eux les larges débouchés qu'ils avaient perdus, et nous sommes d'autant plus heureux de les leur restituer que nous n'oublions pas avec quelle abnégation la plupart des départements viticoles du Midi se sont prononcés contre la convention de 1892 et nous ont aidés à la repousser dans l'intérêt général du pays. Ce ne sont pas seulement nos vins, ce sont nos sucres, notre bétail, nos lainages, nos confections, nos articles de modes qui vont profiter du nouveau régime.

Pour faire ressortir les avantages réciproques de la nouvelle taxation, le Gouvernement nous donne, dans son exposé des motifs, des chiffres saisissants. En supposant que le mouvement d'affaires de la France et de la Suisse soit resté le même qu'en 1892, les droits de douane que nous aurions à payer à la Suisse seraient de 14 millions supérieurs à ceux que nous aurons à payer en vertu de la convention qui vous est soumise ; au contraire, ceux que la Suisse aurait à nous payer ne seraient que de 2,749,000 fr. supérieurs à ceux que cette convention nous assure chez nous. Il est évident que le calcul est un peu fictif et que l'énorme différence du profit que chaque pays doit retirer de la nouvelle tarification tient surtout à l'élévation exorbitante du tarif suisse et à la faiblesse de notre tarif général ; mais le raisonnement n'en est pas moins exact et il prouve quel intérêt considérable nous avons à faire cesser une inégalité aussi choquante et aussi dommageable pour nos intérêts.

Malgré la toute puissance de ces raisons, certains membres de votre commission avaient hésité un instant à donner leur adhésion au projet par des scrupules d'un autre ordre. Ils craignaient, en touchant une première fois à notre tarif minimum, d'en ébranler le principe et de faire naître au dehors cette idée que le Gouvernement français était disposé à faire de nouvelles concessions et qu'il n'y avait qu'à frapper à notre porte pour les

obtenir. Nous n'avons pas besoin de dire que, si sur un point aussi important il avait pu subsister l'ombre d'un doute, le projet aurait rencontré contre lui l'immense majorité de votre commission.

Mais les déclarations du Gouvernement à ce sujet ont été tellement formelles, tellement loyales et rassurantes qu'elles ont eu facilement raison de toutes les hésitations. Elles se trouvent du reste confirmées par ce passage si clair et si net de l'exposé des motifs : « Il est une autre considération que nous signalons à toute l'attention du Parlement, car elle nous a guidés pendant tout le cours des pourparlers laborieux et donne à leur heureuse conclusion toute sa véritable portée. Par le *modus vivendi* que vous êtes appelés à sanctionner, la dernière résistance que rencontrait encore l'idée fondamentale de notre politique douanière tombe enfin. La Suisse qui, en 1892, avait paru contester à notre tarif minimum l'autorité d'une œuvre durable dans l'ordre des relations internationales, l'accepte au prix de modifications peu importantes, et s'inscrit à son tour sur la liste des nations à la clairvoyance desquelles il s'est successivement imposé par son principe rationnel et sa modération avérée. L'œuvre de 1892 reçoit ainsi la consécration de l'universelle adhésion. »

Jamais notre régime économique n'avait reçu de la bouche du Gouvernement une approbation plus solennelle; jamais on n'avait rendu à sa sagesse et à sa modération un hommage plus éclatant. Après de telles déclarations, il n'est plus à craindre qu'on essaye d'y faire de nouvelles brèches; ceux qui le tenteraient sauraient d'avance que ce serait peine perdue et que sur ce terrain ils trouveraient devant eux le Gouvernement et la Chambre complètement unis. La loi qu'on vous propose clôt définitivement la discussion sur notre tarif minimum, et c'est là un avantage qui a bien son prix.

Elle conserve en même temps à notre régime son caractère essentiel, et c'est encore un point sur lequel il importe d'insister pour rassurer nos fabricants de soie et nos brodeurs. Après comme avant le vote de la loi, nous restons les maîtres de nos tarifs; les droits nouveaux que nous allons inscrire à notre tarif minimum ne sont nullement consolidés et nous pourrions les corriger si la nécessité nous en était jamais démontrée. Il est trop évident, par exemple, que si les réductions que nous proposons de consentir pouvaient mettre en péril de grandes industries comme celle de la soie et celle de la broderie, ainsi que le soutiennent les déposants que nous avons entendus, et s'il était ainsi démontré que nous avons été trop loin dans la voie des concessions, le Parlement n'hésiterait pas à revenir en arrière et à rétablir des droits suffisants pour les défendre.

Pour toutes ces raisons, votre commission vous propose d'adopter le projet du Gouvernement.

L'adhésion que vous lui donnerez sera un acte de raison et de bonne politique conforme à l'esprit de conciliation et de transaction que vous avez constamment apporté dans le règlement de nos affaires économiques. Vous vous êtes toujours attachés à défendre notre marché intérieur en sauvegardant les intérêts de notre exportation, et vous y serez fidèles en ouvrant à la France le seul marché qui restait fermé à l'application de notre nouveau régime.

En même temps, vous effacerez les dernières traces de cette guerre d'intérêts qui entretenait la division entre deux peuples faits pour s'entendre et qui ont toujours marché la main dans la main. Il faut bien le dire, et il

est bon que la Suisse le sache, c'est à ce courant de vieilles et profondes sympathies que nous obéissons autant qu'à notre intérêt personnel, en faisant pour elle ce que nous ne ferions pour personne, nous lui aurons ainsi donné une nouvelle preuve du désintéressement et de l'abnégation de notre patriotisme.

SUISSE

Arrêté du Conseil fédéral concernant l'entente commerciale avec la France.

16 août 1895 (1).

Le Conseil fédéral suisse,

En exécution de l'arrêté fédéral du 16 août 1895, ainsi conçu :

Article premier. — Le Conseil fédéral est autorisé :

1° A rapporter le tarif différentiel du 27 décembre 1892, établi pour les produits français (Rec. off., nouv. série, XIII. 241) et à appliquer à ces derniers le tarif d'usage aussi longtemps que les produits suisses seront traités en France selon le tarif minimum réduit ;

2° A appliquer aux produits du pays de Gex les dispositions du règlement convenu le 23 juillet 1892 (F. féd. 1892, V. 616).

Art. 2. — L'article additionnel à la convention du 23 février 1882 sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, signé à Berne le 25 juin 1895 (F. féd. 1895, III. 722), est ratifié.

Art. 3. — Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

En abrogation de l'arrêté du Conseil fédéral du 27 décembre 1892, concernant le traitement douanier, à l'entrée en Suisse, de marchandises de provenance française à partir du 1^{er} janvier 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 238) ;

En abrogation de l'arrêté du Conseil fédéral du 28 décembre 1892, concernant la tarification des produits horlogers français entrant en Suisse, à partir du 1^{er} janvier 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 262) ;

En abrogation de l'arrêté du Conseil fédéral du 23 février 1895 concernant les importations de la zone franche de la Haute-Savoie et du pays de Gex (Rec. off., nouv. série, XV. 403) ;

Arrête :

1° Les produits français seront traités selon le tarif d'usage suisse.

2° Les produits du pays de Gex seront traités, par voie autonome, d'après les dispositions du règlement qui avait été convenu avec le gouvernement français en 1892 (F. féd. 1892, V. 616).

3° Les produits de la zone franche de la Haute-Savoie seront traités comme ceux du territoire douanier français, sous réserve des stipulations contraaires de la convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, du 14 juin 1881 (Rec. off., nouv. série, VI. 455).

4° Les arrêtés du Conseil fédéral des 14 février, 11 et 14 avril 1893,

(1) Feuille fédérale du 17 août.

concernant les certificats d'origine à produire lors de l'importation de marchandises en Suisse (Rec. off., nouv. série, XIII 318, 363 et 367), sont abrogés.

5° Le présent arrêté entrera en vigueur le 19 août 1895.

6° Le département fédéral des finances et des douanes est chargé de pourvoir à son exécution.

Berne, le 16 août 1895.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération :

ZEMP.

Le chancelier de la Confédération :

RINGIER.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'entente commerciale avec la France.

(Du 29 juillet 1895).

Monsieur le président et messieurs,

Vers le milieu de novembre de l'année dernière, M. l'ambassadeur de France à Berne nous fit des ouvertures aux termes desquelles son gouvernement se montrait disposé à rechercher avec le conseil fédéral les bases d'une entente commerciale entre les deux pays. Après avoir examiné la situation sous toutes ses faces et d'accord avec le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, nous nous sommes déclarés prêts à entamer des négociations et avons chargé de cette mission M. le Dr Cramer-Frey, conseiller national, qui a bien voulu l'accepter. Les premiers pourparlers eurent lieu en décembre. Diverses circonstances, telles que les changements survenus en janvier dans la présidence et dans le ministère, ainsi que les difficultés inhérentes à la chose elle-même, ont retardé la conclusion de l'entente. Elle est intervenue le 25 juin de cette année, sous forme d'un échange de notes. La note française porte que le gouvernement de la République se propose de présenter à l'approbation des chambres les réductions du tarif minimum convenues entre M. Cramer-Frey et M. Barrère (voir annexe I). La note suisse déclare qu'en échange le conseil fédéral proposera à l'assemblée fédérale de décider l'application du tarif d'usage (sans réductions de droits) aux produits français et qu'il procédera, en faveur du pays de Gex, au rétablissement par voie autonome des facilités inscrites dans le règlement spécial (voir annexes IIIa et IIIb) qui formait l'une des parties de l'arrangement commercial conclu en 1892. En même temps, il a été procédé à la signature d'un article additionnel à la convention de 1882 sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, par lequel les droits sur les bois sciés rentrant dans le trafic frontière sont réciproquement réduits de moitié pour une quantité de 15,000 tonnes par année et pour chaque pays (voir annexe II). Cet article doit être ratifié par les parlements des deux états.

★ ★ ★

On voit que, sauf les stipulations sur les bois sciés, l'entente intervenue n'a pas le caractère d'un traité ; elle constitue un *modus vivendi*

reposant sur des mesures autonomes prises par les parlements et en vertu duquel la Suisse et la France, après réduction du tarif minimum français, se traitent sur le pied de la nation la plus favorisée, pendant un temps indéterminé.

Les réductions convenues à l'entrée en France et les facilités résultant des notes interprétatives sont indiquées en détail dans les annexes I et IV, qui établissent aussi la comparaison avec les anciens droits et les quantités exportées. Le tableau ci-après indique en pour cent la proportion dans laquelle le tarif minimum français a été réduit.

	Le tarif minimum français a été réduit de 0/0.
Lait concentré.	8
Fromage.	20
Bois sciés.	50
Extraits d'espèces tinctoriales.	25-33
Soie à coudre, à broder, etc., teinte.	25
Tissus de coton : imprimés.	15
— en fils teints.	15-18 (1)
Bonneterie garnie : de coton et de laine.	50 (2)
— de soie.	20-40
Tissus de soie : noirs.	50
— en couleurs.	40
Broderies de coton.	30
Montres : ordinaires : en or.	6
— — autres.	30-40
— compliquées.	33-50
— chronographes : en or.	33
— — autres.	75
Boîtes à musique de petites dimensions.	45
Machines : hydrauliques.	20 (3)
— à fabriquer le papier.	11
— dynamo-électriques.	10 (4)-40 (5)
Machines : appareils frigorifiques.	7 (6)
Parties de machines dynamo-électriques (induits, etc.)	20-53

L'exportation totale de ces articles, pour autant qu'elle peut être établie, se montait en 1890, sous le régime de l'ancien traité, à environ 54 millions de francs formant le 44 0/0 de notre exportation totale en France (7) ; en 1894, elle était encore d'environ 26 millions 1/2 soit 37 0/0 de cette exportation (8).

Une partie des concessions qui figuraient dans l'arrangement de 1892 ont été refusées par le gouvernement français (voir annexe VI), savoir

(1) Pour les tissus de coton dans lesquels l'effet produit par les fils teints, blanchis ou glacés n'excède pas un dixième de la surface totale, la surtaxe de teinture, de blanchiment ou de glacement est complètement supprimée ; cette concession correspond, suivant les genres de tissus, aux chiffres indiqués ci-dessus.

(2) La bonneterie munie de petites garnitures (crochets, dentelles, rubans, etc.), est actuellement classée dans une rubrique de tarif plus élevée ; nous avons obtenu l'abandon de ce système, ce qui, à l'égard des droits, produit un effet correspondant à la proportion indiquée ci-dessus.

(3) Pesant plus de 3,000 kilog.

(4) Pesant 5,000 kilog. ou plus.

(5) Pesant 2,000, 3,000 kilog.

(6) Pesant 250 kilog. ou plus.

(7) 123 millions de francs, sans les métaux précieux et les monnaies.

(8) 71,7 millions de francs, sans les métaux précieux et les monnaies.

celles touchant le bétail, le lait frais, les pâtes de cellulose, les alliages d'aluminium, les sucres tannins, les lampes électriques (sauf les lampes à arc), les fils de coton teints, chinés et glacés, les tissus de coton pur, blanchis, teints et façonnés, la rubannerie de coton et de mi-soie, les métiers à tisser, les machines pour la minoterie, les machines-outils et les appareils à chauffage pour brasseries et distilleries, etc. L'exportation totale de ces articles en France s'élevait, en 1890, à environ 15 millions de francs ; en 1894, après l'application du tarif général, elle était encore d'environ 11 millions. Cette fois-ci, le gouvernement français s'est d'avance montré décidé à éviter à tout prix un échec parlementaire et à ne donner les mains qu'à un arrangement exclusif de toute concession qui pourrait entraîner un refus du parlement. A la vérité, cette considération ne pouvait pas avoir d'influence favorable sur le résultat des négociations, mais elle prouvait tout au moins que les intentions du gouvernement étaient sérieuses et nous apportait ainsi la garantie sans laquelle, après l'expérience de 1892, il ne nous aurait pas été possible d'entrer en pourparlers. Nous avons dû ainsi, dès le début, nous pénétrer de l'idée que nous n'obtiendrions pas tout ce qui nous avait été accordé précédemment. Si, toutefois, nous nous sommes décidés à laisser poursuivre les négociations jusqu'à la fin, c'est qu'il nous a paru convenable de ne pas trancher cette question si importante — continuation de la guerre douanière ou entente — sans avoir été fixés auparavant sur ce qu'il serait possible d'obtenir, et sans connaître la manière dont nos industries et notre agriculture accueilleraient les résultats des pourparlers.

En ce qui concerne les concessions de 1892 non renouvelées, il faut bien remarquer une chose, c'est que, dans leur majeure partie, elles visaient des articles que d'autres pays exportent en France en plus grandes quantités que la Suisse, ainsi qu'on en peut juger par le tableau suivant :

IMPORTATION EN FRANCE EN 1891.

		q.
Fils de coton simples et retors.	Total.	101.931
Dont : provenant d'Angleterre.	43.567	
— de Belgique.	34.635	
— de Suisse.	15.681	
— d'Allemagne.	7.920	
Tissus de coton : écrus et blanchis.	—	15.679
Dont : provenant d'Angleterre.	9.779	
— de Suisse.	3.829	
— d'Allemagne.	1.239	
— teints et en fils teints.	—	6.105
Dont : provenant d'Angleterre.	3.813	
— d'Allemagne.	1.009	
— de Suisse.	985	
— imprimés.	—	12.587
Dont : provenant d'Allemagne.	6.500	
— d'Angleterre.	4.617	
— de Suisse.	1.380	
— façonnés.	—	4.851
Dont : provenant d'Angleterre.	2.809	
— d'Allemagne.	992	
— de Suisse.	990	

		Tonnes.
Machines.	—	53.300
Dont : provenant d'Angleterre.	47.311	
— d'Allemagne.	15.940	
— de Belgique.	8.554	
— des Etats Unis.	2.448	
— de Suisse.	1.939	
Pâtes de cellulose.	—	126.925
Dont : provenant de Norvège.	77.090	
— d'Allemagne.	15.571	
— de Suède.	10.476	
— de Belgique.	9.231	
— de Suisse.	8.990	

La France n'a pas consenti à des concessions sur ces articles, parce qu'en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, elles auraient profité aussi et sans prestations correspondantes à des pays qui y avaient autant et même plus d'intérêt que nous. Telle est la raison prépondérante invoquée par la France à cet égard. Si néanmoins une concession notable a pu être obtenue sur les tissus de coton imprimés et sur quelques espèces importantes de machines, cela prouve simplement que les difficultés particulièrement ardues contre lesquelles nous avons à lutter ne nous ont pas découragés de faire tout ce qui était possible pour notre industrie du coton et celle des machines.

En ce qui a trait spécialement aux *fils de coton* , nous avons, déjà en 1892, dû renoncer, pour les principaux genres, à un abaissement du tarif et n'avions obtenu qu'une réduction de la surtaxe pour les fils teints, glacés et chinés ; l'exportation de ces articles en France est peu importante, et en renonçant à une concession en leur faveur, nous ne faisons pas un grand sacrifice. Quant aux *rubans de soie* , leur importation en France a augmenté depuis 1890, malgré l'application du tarif général (1890 : 793 q. ; 1894 : 898 q.) ; en outre, les représentants de la rubanerie de soie ont déclaré pouvoir accepter le tarif minimum. Il en est de même pour la *pâte de bois* ; notre part à l'importation générale de la France est relativement minime et notre exportation n'a pas décliné depuis 1890. Au lieu de pâte de bois humide, pour laquelle l'arrangement de 1892 prévoyait une réduction de 1 fr., nous exportons plutôt maintenant de la pâte sèche.

Nos envois de bétail en France n'ont pas non plus diminué sous le régime du tarif général dans une mesure donnant lieu à des inquiétudes. Cela s'explique par le fait qu'il ne s'agit pas d'animaux de boucherie, mais bien de notre bétail d'élevage et de ferme que la France, en raison des qualités particulières qu'elle distinguent, a tout intérêt à se procurer. Il y a lieu d'ailleurs de se souvenir que, déjà lors des négociations du traité de commerce de 1882, qui a duré jusqu'en 1892, la France avait réservé son entière autonomie à l'égard des droits sur le bétail ; ceux-ci, en effet, ne figuraient pas dans ce traité. Même en 1892, lorsque le vote de l'arrangement par le parlement français devint douteux, nos agriculteurs auraient été disposés à renoncer aux concessions convenues pour le bétail, si ce sacrifice eût pu assurer le vote de l'arrangement et par conséquent les réductions consentis sur les fromages. Il ne serait donc pas équitable de faire, de l'absence d'une réduction des droits sur le bétail (exportation de 1890 : 2,3 millions de francs), un grief

contre l'arrangement, d'autant moins que ce dernier accorde à l'agriculture des avantages considérables pour les fromages, le lait condensé et les bois (exportation 18 millions).

Lorsque la nécessité de renoncer à une partie importante des précédentes concessions françaises fut devenue évidente, ce sacrifice demandé à nos industries d'exportation nous permit en revanche de prétendre aussi à une réduction des contre-prestations de la Suisse et de ménager ainsi d'autant mieux les intérêts de certaines de nos industries dont les produits trouvent leur écoulement surtout dans le pays même. Nous avons donc refusé toutes les réductions de droits que nous avions consenties en 1892, celles entre autres sur les parfumeries, les gants, l'horlogerie, les instruments d'optique, les ardoises pour toitures, la chaux hydraulique, le ciment romain, les poissons et les légumes en conserves, le vin en bouteilles, les huiles fines, le savon, les tissus de laine, les confections et les articles de modes, la quincaillerie et les articles de fantaisie (voir annexe VI).

L'importation totale de ces articles de France en Suisse s'élevait en 1890 à environ 15 millions de francs ; en 1894, après l'application du tarif différentiel, elle se montait encore à environ 5.3 millions. Par contre, l'exportation totale des marchandises pour lesquelles la France nous a refusé les concessions de 1892, s'élevait également, en 1890, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à environ 15 millions de francs ; en 1894, après l'application du tarif général, elle était encore de 10.9 millions de francs. Si l'on prend pour base l'importation de 1890, qui se faisait encore dans des conditions normales, on peut donc dire qu'il y a équilibre entre les positions de 1892 abandonnées de part et d'autre. D'une manière générale, la France renonce à toute concession spéciale et obtient simplement, en échange de ses réductions de droits, l'application de notre tarif d'usage, c'est à dire le traitement de la nation la plus favorisée.

Ce résultat, malgré ses imperfections, nous a paru acceptable dans son ensemble, et après avoir pesé tous les éléments entrant en ligne de compte, nous n'aurions pas pu assumer la responsabilité de repousser l'entente.

Avant et durant les négociations, nous n'avons pas manqué, d'ailleurs, de communiquer en toute occasion avec les intéressés. Nous avons pu tout d'abord nous appuyer sur les travaux préparatoires et les préavis du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, ainsi que sur les riches matériaux déjà réunis lors des enquêtes de 1892 ; nous avons en outre eu recours, dans toutes les questions d'ordre spécial, aux renseignements et aux conseils des industriels compétents. Vers la fin des négociations et avant que l'accord définitif fût intervenu, nous avons réuni en conférence un certain nombre d'industriels et d'agriculteurs compétents, ainsi que plusieurs membres de l'assemblée fédérale. Dans cette réunion, l'avis général a été exprimé que, malgré ses lacunes, l'arrangement convenu offrait de si nombreux avantages qu'il devait être préféré à la continuation de la guerre douanière. Cette opinion a été émise même par les représentants des branches qui n'obtiennent que des facilités de peu d'importance ou qui doivent se contenter de la seule concession du tarif minimum.

L'annexe IV établit la comparaison entre les nouveaux et les anciens droits d'importation en France ; l'annexe VII donne un état de notre commerce avec ce pays.

Nous ajoutons les explications suivantes concernant diverses positions :

Fromage. — En France, on comprend sous le nom de Gruyère tous les fromages similaires de pâte dure fabriqués en Suisse (Emmenthal, Sbrinz, etc.) ; c'est pourquoi le tarif modifié ne mentionne que le « fromage dit de Gruyère ».

Sauf les fluctuations habituelles, notre exportation de fromage en France n'a pas, jusqu'ici, diminué autant qu'on le craignait au début, bien que ce produit eût été soumis en 1892 au nouveau droit minimum de 15 francs et en 1893 au droit général de 25 francs au lieu de l'ancien droit conventionnel de 4 francs. L'exportation s'est élevée, en 1890, à 65,160 q. (1), en 1891, à 64,523 q., en 1892, à 66,536 (2), en 1893, à 53,415 q., en 1894, à 58,104 q.

De l'avis des hommes compétents, cette stabilité dans l'exportation ne doit cependant pas être recherchée dans le fait que le droit de 25 fr. serait sans importance ; ils l'attribuent principalement à la disette de fourrage en France pendant les deux dernières années. Ils estiment que, soumise au droit général de 25 francs, notre exportation rétrograderait considérablement dans les années où la production fourragère serait normale en France. La réduction du droit minimum au taux de 12 francs qui représente à peu près le 80 0 de la valeur, doit donc être considéré comme sauvegardant, au moment utile, les intérêts majeurs de notre industrie fromagère et par conséquent de notre agriculture.

Dans les pays qui sont nos principaux débouchés pour le fromage, les droits appliqués à ce produit sont actuellement les suivants :

	q.		q.
1851. . .	52.464	1871. . .	206.708
1853. . .	61.060	1879. . .	210.174
1856. . .	73.627	1883. . .	269.472
1862. . .	86.021	1887. . .	278.860 (valeur 40.678.000 francs).
1867. . .	148.387		

	Droit. Fr. par 100 kg.	Exportation. de Suisse	
		1890 (3) q.	1894 (4) q.
1. France	12 —	65.160	58.104
2. Italie	11 —	61.482	49.481
3. Allemagne.	18.75 (5)	51.640	46.202
4. Autriche-Hongrie.	12.50	12.813	13.821
5. Etats-Unis d'Amérique	env. 45 —	21.940	22.687
6. Belgique.	12 —	6.619	4.916
7. Russie.	env. 132 —	2.461	4.706
8. Angleterre.	Exempt.	2.207	3.229

(1) Y compris les fromages à pâte molle.

(2) Non compris les fromages à pâte molle. Le tableau du développement de notre exportation totale de fromage depuis 1851 peut présenter ici de l'intérêt. (Les années ayant une exportation rétrograde ont été laissées de côté.)

(3) Y compris le fromage à pâte molle.

(4) Non compris le fromage à pâte molle.

(5) Fromage à pâte dure, en pains ayant la forme de meules, la pièce pesant au moins 50 kilog.

A la réduction du droit d'entrée obtenue pour notre industrie fromagère viennent s'ajouter deux concessions qui intéressent également l'agriculture, l'une en faveur du lait concentré (exportation, 1890, 3,341 q. d'une valeur de 5,343,341 francs ; 1894, 3,621 q., y compris le lait stérilisé) l'autre en faveur des bois sciés. Ainsi que nous l'avons dit, cette dernière réduction est consignée dans un article additionnel à la convention de 1882 sur les rapports de voisinage. Bien que réciproque, elle est stipulée plutôt en faveur de la Suisse que de la France, car ce pays ne nous livre que peu de bois. Les droits français sur les bois sciés sont maintenant réduits aux taux suivants pour le trafic frontière :

	Tarif général.	Tarif minimum ancien. nouveau.	
		Fr. par tonne (1.000 kg.).	
Bois communs, sciés :			
de 80 mm. d'épaisseur et au-dessus . .	15 —	40 —	5 —
— d'une épaisseur supérieure à 35 mm. et			
inférieure à 80 mm	17.50	12.50	6.25
— de 35 mm. d'épaisseur et au-dessous .	25 —	17.50	8.75

Tissus de coton imprimés. — La concession consiste en ce que la surtaxe d'impression, qui varie de 3 fr. 75 à 10 fr. selon le nombre des couleurs, sera calculée au mètre carré au lieu du mètre de longueur. Les tissus imprimés ont une largeur moyenne de 70 cm. Il s'agit par conséquent d'une réduction de la surtaxe d'impression d'environ 50 0/0. La surtaxe de 3 fr. 75 sur le droit du tissu d'une et deux couleurs s'élève, par exemple, suivant le mode de calcul actuel, par 100 m. ², à 5 fr. 36 ; d'après le nouveau mode de calcul elle sera de 3 fr. 75.

L'exportation en France de tissus de coton imprimés a été la suivante :

	1890	1891	1892	1893	1894
Tissus :					
	Milliers de francs.				
Lourds	1.167	1.115	556	325	418
Légers.			246	19	17

Dans les pays qui sont nos principaux clients, les droits sur cet article sont actuellement les suivants :

	Droit. Francs par 100 kilog.	Importation de Suisse.	
		1890 q.	1894 q.
Italie.	146.90 (1)	4.120	2.032
France	env. 185 à 209	1.672	692
Espagne	370 ; 400	770	82
Allemagne	150 —	612	176
Autriche	150 à 200	1.202	792
Roumanie	60 ; 160 (2)		
Bulgarie	10 1/2 0/0	2.914	2.209
Serbie	55		
Turquie d'Europe et d'Asie.	8 0/0	3.566	2.951
Indes néerlandaises	6 0/0	2.304	1.545
Indes britanniques.	5 0/0	2.198	2.010

Tissus de soie. — Contre notre attente, cet article a été l'un de ceux

(1) Tarif minimum réduit pour les principales sortes.

(2) Pour les tissus légers.

qui, au cours des négociations, ont soulevé le plus de difficultés. Tandis que la chambre de commerce de Lyon, représentant l'opinion de la majorité des industriels en soie de cette ville, avait toujours été opposée à l'établissement d'un droit protecteur et qu'elle approuvait le retour à la franchise complète ou presque complète, une opposition croissante se produisit de la part d'un syndicat comprenant un grand nombre de fabricants qui, grâce aux droits élevés, se sont livrés à la fabrication des spécialités suisses. S'appuyant sur une pétition signée par plusieurs milliers d'ouvriers, le syndicat protesta d'abord contre toute diminution sensible des droits. En fin de compte, nous avons obtenu la réduction de 400 fr. à 200 fr. pour les tissus noirs et à 240 fr. pour les tissus en couleurs, ce qui représente un droit de 3 à 5 0/0 de la valeur du tissu ; si nous avions insisté pour de plus fortes réductions, l'entente aurait inévitablement échoué.

Sous l'influence de l'application du tarif minimum puis du tarif général, l'exportation en France de tissus de soie pure a baissé de 3.618 q. en 1890, à 952 q. en 1893. En 1894, il a été exporté 1,001 q. valant, en chiffres ronds, 8 millions de francs. Nous pouvons espérer que l'application des nouveaux droits donnera un nouvel essor à l'exportation des tissus en couleurs, notamment : celle des tissus noirs sera un peu plus difficile ; dans ces tissus, en effet, la charge des matières chimiques est très considérable, en sorte que le droit pèse d'autant plus lourdement sur eux.

Dans les pays qui forment nos principaux débouchés, les droits sur les tissus de soie pure sont aujourd'hui les suivants :

		Droit. Francs par 100 kg.	Importation de Suisse.	
			1890. q.	1894. q.
France	tissus noirs.	200		
	tissus en couleurs.	240	3.618	1.121
Angleterre.			3.167	5.071
		Exempts.		
Etats-Unis d'Amérique		45 0/0 et 50 0/0.	992	2.342
Allemagne.		750	793	936
Autriche-Hongrie		500 (1)	246	470
Belgique.		700 (2)	206	386
Turquie		8 0/0	110	163

Broderies. — A côté des tissus de soie, cet article est celui qui a fait naître le plus de difficultés. Certaines spécialités nous ont occupés très activement jusqu'au dernier jour des négociations. En raison de la diversité des articles et de la combinaison des droits sur le tissu avec la surtaxe de broderie, les modifications de tarif ont nécessité des négociations compliquées. Ces modifications représentent une réduction d'ensemble d'environ 30 0/0. Elle ne s'applique pas aux rideaux, mais aux garnitures à l'exception de quelques unes de leurs spécialités. Le nouveau droit, qui varie selon la qualité du tissu, forme maintenant un total d'environ 750 francs en moyenne. La valeur moyenne déclarée dans la statistique pour l'exportation en France des articles brodés pour garni-

(1) Pour tissus unis et armures ; autres 1,000 francs.

(2) Ou 15 0/0 de la valeur, au choix de l'importateur, conformément à la loi de juillet 1895 sur le tarif des douanes. Ancien droit belge sur les soieries : 300 fr. ou 10 0/0 de la valeur.

tures, était, en 1890, de 3,991 fr., en 1891, de 4,133 fr., en 1892, de 4,454 fr., en 1893, de 5,524 fr., et en 1894, de 6,084 fr. par 100 kilog. Calculé sur le chiffre de l'année 1890, le droit de 750 fr. représentait environ le 19 0/0 de la valeur de la marchandise.

L'exportation de broderies en France a été, dans la période de 1890 à 1894, la suivante :

	1890.	1892.	1893.	1894.
	Milliers de francs.			
Broderies de coton au crochet : rideaux.	128	35	11	17
— — — — — autres .	51	16	23	47
Broderies de coton au plumetis :				
Garnitures	4.410	2.139	1.158	785
Sur tulle	86	350	461	311
Spécialités, robes, etc	697	838	849	1.245
Broderies de coton à la main et broderies sur tissus de lin (1892, 1893 et 1894, y compris les dentelles)	267	199	143	263
Broderies sur tissus de soie	1.767	920	468	676
Total	6.767	4.497	3.113	3.344

Horlogerie. — Les réductions du tarif français, convenues en 1892 et approuvées alors par la chambre des députés, ont été reprises sans changement dans le nouvel arrangement. La France réclamait en revanche, pour ses montres et parties détachées de montres, la concession de l'ancien droit suisse de 30 fr. stipulé en 1892. En 1891, lors de la revision du tarif douanier, ce droit avait été porté à 100 fr. Sur ce point aussi, nous sommes restés fidèles au principe de ne pas céder au delà de notre tarif d'usage et nous avons maintenu le droit majoré de 100 francs.

Notre exportation en France a été la suivante :

	1890.	1892.	1893.	1894.
	Milliers de francs.			
Pièces ébauchées de montres et ébauches	1.228 (1)	586	574	627
Horloges et pendules à ressort	35	28	20	28
Boîtes à musique	309	202	197	194
Pièces finies de montres	(2)	302	302	200
Horloges et pendules à poids	—	2	3	4
Montres en nickel	1.612	1.137	498	539
Montres en argent	958	787	285	275
Montres en or	1.125	743	509	431
Chronographes, montres à répétition	49	108	104	119
Mouvements finis	71	24	54	40
Boîtes en nickel	4	3	2	3
Boîtes en argent	35	16	10	10
Boîtes en or	236	127	80	51
Total	5.662	4.065	2.638	2.521

Par contre, l'importation de France en Suisse des articles ci-dessus s'est élevée aux chiffres suivants :

(1) Y compris les pièces finies de montres.

(2) Comprises dans la position : « Pièces ébauchées de montres ».

	1890.	1892.	1893.	1894.
		Milliers de francs.		
Pièces ébauchées de montres et ébauches	1.948	1.609	388	513
Horloges et pendules à ressort.	314	110	48	84
Boîtes à musique	60	38	14	10
Pièces finies de montres	—	123	148	173
Horloges et pendules à poids.	—	8	6	7
Montres en nickel.	1.157	639	1	1
Montres en argent	39	23	1	1
Montres en or.	172	103	4	17
Chronographes, montres à répétition . .	2	1	1	—
Mouvements finis	54	47	—	—
Boîtes en nickel.	91	45	—	—
Boîtes en argent	57	3	—	—
Boîtes en or.	1.346	186	56	3
Total.	5.340	2.935	667	809

Machines. — De même que pour les tissus de coton, les anciennes concessions sur les machines nous ont été en partie refusées, soit par des motifs de protection, soit en raison des répercussions qui se seraient produites en faveur de l'importation d'autres pays. Nous obtenons, en revanche, de notables diminutions sur le tarif minimum pour les machines hydrauliques et dynamo-électriques de grand poids, ainsi que pour les machines à fabriquer le papier et les appareils frigorifiques.

L'exportation des machines en France a plutôt augmenté que diminué au cours des dernières années ; cela provient en partie de la demande plus considérable de machines pour l'industrie textile et de moteurs pour fabriques, provoquée par les droits majorés.

L'exportation de machines en France a été la suivante :

	1890.	1892.	1893.	1894.
		Milliers de francs.		
Machines dynamo-électriques	— (1)	611	829	621
Machines pour l'agriculture et l'économie domestique.	— (2)	68	46	46
Machines pour la minoterie.	888 (3)	826	998	872
Machines à coudre.	— (4)	32	15	14
Machines pour la filature et le retordage	—	54	35	66
Machines à broder.	65	167	319	233
Machines à tricoter et machines pour la bonneterie	108 (5)	152	120	122
Métiers à tisser et machines pour le tissage	304	713	893	758
Machines-outils	—	95	86	80
Autres machines.	2.018	1.275	1.041	760
Pièces de machines grossièrement ébauchées.	34	37	28	28
Total.	3.417	4.030	4.410	3.600

*
* *

(1) Comprises dans la position : « Autres machines ».

(2) Comprises dans la position : « Machines pour la minoterie ».

(3) Machines pour la minoterie et machines pour l'agriculture

(4) Comprises dans la position : « Machines à broder ».

(5) Machines à coudre et machines à broder.

Les abaissements de tarif convenus ont été votés le 8 juillet par la Chambre française des députés et le 11 juillet par le Sénat sous forme de loi autonome. Le parlement français a en outre ratifié l'article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage. Conformément à l'engagement que nous avons pris, nous proposons à votre adoption les mesures suivantes dans la forme du projet d'arrêté annexé au présent message :

1° La suppression du tarif différentiel du 27 décembre 1892 et son remplacement par le tarif d'usage, c'est-à-dire la concession à la France du traitement de la nation la plus favorisée ;

2° L'application aux produits du pays de Gex des facilités du règlement spécial convenu en 1892 avec la France comme partie intégrante de l'arrangement commercial qui a échoué ;

3° La ratification de l'article additionnel à la convention précitée, concernant les droits sur les bois, déjà approuvé par le Parlement français.

La portée de la concession à la France de notre tarif d'usage ressort, dans une certaine mesure, de l'annexe V qui établit, pour les principaux articles français d'exportation, une comparaison entre ce tarif et celui qui était en vigueur avant 1892.

La France retirera évidemment des avantages de cette concession, de même que nous pouvons, de notre côté, attendre un résultat favorable de l'application à nos produits du nouveau tarif minimum français, l'entente n'ayant naturellement pas eu d'autre but. Il ne faudrait cependant pas exagérer la portée de l'application à la France du régime accordé aux autres pays et en conclure que nous lui donnons plus qu'elle ne nous donne elle-même. Notre tarif d'usage actuel, on le sait, est loin d'être en tous points identique au précédent ; il contient pour nombre d'articles français des élévations souvent considérables, tout comme le tarif français en renferme pour nos produits. Nos droits ont en effet été augmentés pour les tissus de laine, de coton et de lin, les rubans et les broderies de soie, la confection, la bonneterie, l'horlogerie, la bijouterie, les cuirs, les ouvrages en cuir, les gants, les ouvrages en fer, la mercerie, les savons, le bétail, le vin en bouteilles, etc., etc. Si, en se plaçant à un autre point de vue, on compare le montant des droits à la valeur de la marchandise, on constate une fois de plus que ce n'est pas toujours le tarif suisse qui est le plus modéré. Notre droit conventionnel sur le vin en fûts, par exemple (importation de France en 1890 : 10 millions), s'élève à 13 0/0 environ de la valeur — ce qui s'explique par les exigences de notre budget ; — le nouveau droit minimum français sur le fromage (exportation en France en 1890 : 15 millions de francs) n'atteint par contre que le 8 0/0 de la valeur. Sur le sucre (importation 8 millions), nous prélevons environ le 20 0/0 — également pour des raisons d'ordre financier — et sur le gruau (importation 4 millions) le 11 0/0, alors que le droit français sur la viande (exportation 4 millions 1/2) ne représente que le 9 0/0, celui sur le beurre (1.2 millions) le 2 0/0, etc.

Il y a lieu en outre de tenir compte du fait que nous avons pris l'habitude d'acheter dans d'autres pays les principaux articles que nous fournissait la France ; il ressort en effet du tableau ci-dessous que la reprise complète de notre marché pour ce pays n'est nullement assurée et que le Gouvernement français avait ses raisons pour se montrer

réserve dans l'appréciation des avantages qui pourront découler de l'application de notre tarif d'usage.

	Importation suisse.		
	1890. hl.	1892. hl.	1894. hl.
Vin :			
De France	271.132	245.228	28.198
D'Italie	298.255	590.329	275.446
D'Esgagne	100.370	166.473	412.347
Sucre :	Tonnes (à 10 q.).		
De France	18.595	17.490	83
D'Autriche	15.094	21.810	43.703
Cuir :	q.	q.	q.
De France	5.009	4.620	2.840
Des Etats-Unis	3.884	6.697	11.398
D'Allemagne	9.161	8.616	10.806
De Belgique	2.665	1.884	2.711
Tissus de laine :			
De France	5.540	4.825	1.193
D'Allemagne	17.150	16.550	19.853
D'Angleterre	6.050	5.666	7.218
Ouvrages en fer :	Tonnes (à 10 q.).		
De France	4.825	4.882	3.900
D'Allemagne	9.087	10.470	14.176
De Belgique	431	393	4.383
Savons :			
De France	21.878	24.878	17.471
D'Angleterre	975	1.145	6.050
Papier et ouvrages en papier :			
De France	6.063	6.980	3.552
D'Allemagne	24.000	24.370	27.870

En ce qui concerne spécialement le vin, l'exportation française en Suisse s'élevait, en 1876, à 771,000 hl., d'une valeur totale de 27 millions ; en 1891, elle atteignait encore 302,000 hl. ; en 1894, elle était tombée à 28,000 hl., représentant une valeur de 800,000 fr. C'est l'Italie et l'Espagne qui ont pris la place occupée précédemment par la France ; l'Espagne, en effet, se heurtant aux droits français et poussée par l'abondante récolte des deux dernières années, a rapidement développé son exportation directe à destination de la Suisse et nous a livré en 1894 412,000 hl., c'est-à-dire la moitié de nos approvisionnements. Aussi longtemps que la France n'aura pas réduit ses droits sur le vin, l'Espagne forcément continuera à lui faire une concurrence directe sur le marché suisse. Il en est de même pour le sucre d'origine française dont l'importation, s'élevant à 8 millions en 1890, est tombée à 33,000 francs en 1894 et qui a été remplacée par les produits autrichiens, lesquels chercheront à conserver autant que possible notre marché. Mêmes observations pour les tissus de laine, le cuir, le papier, les ouvrages en fer, les savons, etc. ; cette diminution considérable des importations de France en Suisse a été couverte principalement par l'Allemagne et l'Angleterre.

Nous pensons avoir suffisamment montré par ces exemples que le souci de regagner le terrain perdu n'existe pas uniquement du côté suisse et qu'il ne saurait être question de dire que l'accord intervenu a avantage l'un des pays au détriment de l'autre.

La réouverture de notre marché aux produits français par suite de l'application du tarif d'usage ne doit pas, d'ailleurs, être jugée au seul point de vue des avantages qui en résultent pour la France. Pour les articles d'alimentation et les matières premières, il est aussi de notre intérêt que la concurrence française puisse contribuer à diminuer notre dépendance envers d'autres pays. Le tarif différentiel ne pèse pas sur la France seulement, mais aussi sur nous. Par sa nature même, il n'était pas destiné à durer longtemps ; nous étions, il est vrai, bien décidés à l'appliquer tant que cela serait nécessaire, mais nous comptions aussi sur son prompt effet. En l'établissant, nous n'avions pas en vue l'inauguration d'une politique protectionniste et ne cherchions pas à favoriser artificiellement la création de nouvelles industries ni à développer, grâce à son action spéciale, celles qui existent déjà. En arrachant au protectionnisme français la plupart des réductions réclamées et en faisant brèche au principe de l'intangibilité du nouveau tarif, notre tarif différentiel a atteint son but, et nous pouvons considérer comme un avantage le retour au tarif d'usage, c'est-à-dire à notre système douanier normal et constitutionnel. Remarquons aussi — et cela a été relevé par plus d'un orateur au cours de la conférence mentionnée à la page 7 — que le gros rendement fiscal provenant de l'application du tarif différentiel n'est pas, à la longue, un fait réjouissant ; mieux vaut, pour le bien du pays, voir tarir cette source d'excédents de recettes, que de courir le risque d'éveiller de dangereux appétits et de pousser aux dépenses exagérées.

Les modifications apportées à l'arrêté du conseil fédéral du 23 février 1895 concernant le pays de Gex par l'application du règlement de 1892, sont indiquées à l'annexe III b. Le changement essentiel consiste dans l'extension de la franchise de droits à 4,000 hl. de vin au lieu de 2,000. L'importation des autres articles du pays de Gex, qui n'a que 20,000 habitants, n'est pas de grande importance.

Quant à la zone franche de la Haute-Savoie, l'application du tarif d'usage aux produits du territoire douanier français mettra fin au traitement exceptionnel fixé pour cette zone par l'arrêté du conseil fédéral du 23 février 1895 ; tous les produits de cette contrée seront traités sur le même pied que ceux du territoire douanier français, sous réserve des stipulations spéciales de la convention de 1831 relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche.

* *

En recommandant à votre approbation le projet d'arrêté annexé au présent message, nous remarquerons pour terminer que, par sa nature même, le *modus vivendi* ne comporte pas de durée déterminée. Ensuite des réductions apportées au tarif minimum français et adoptées par le parlement, les deux pays s'appliqueront réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée aussi longtemps qu'ils le jugeront utile. Une telle indétermination éveillera au premier abord un sentiment d'insécurité commerciale ; mais en y regardant de plus près, on comprendra

facilement qu'un accord, quelque provisoire qu'il soit, conclu au prix de longues et difficiles négociations, ne se dénonce pas ainsi du jour au lendemain, à moins qu'il ne s'agisse de l'améliorer ou de le compléter. Sans pouvoir rien garantir à cet égard, nous tenons cependant pour probable que le nouvel arrangement sera d'assez longue durée. Stipuler un terme eût été lui donner un caractère conventionnel, ce que les deux parties désiraient éviter pour le moment. En choisissant la voie autonome, le Gouvernement français ménageait, au moins en apparence, le système qui domine en France et dont les défenseurs n'admettent pas qu'on déroge au tarif douanier par des traités en forme ; il n'en reste pas moins vrai qu'ensuite de l'entente avec la Suisse, le tarif a été réduit et le système entamé. Et pour nous, ce mode de procéder offrait d'abord cet avantage qu'un vote négatif du parlement n'aurait eu que le caractère d'une affaire d'ordre intérieur.

D'ailleurs, en raison des limites apportées de part et d'autre aux concessions à faire, les négociations ne pouvaient conduire à la conclusion d'un traité normal pour un certain temps. Il s'agit en réalité d'un provisoire contenant tout juste les éléments d'un *modus vivendi*. Nous n'entendons nullement en grossir les avantages et nous ne nous dissimulons pas qu'en Suisse, comme en France, il décevra bien des espérances et bien des prétentions. Que l'on se garde cependant de méconnaître les avantages obtenus ; le nouvel arrangement nous permettra de retrouver la plus grande partie de notre ancienne exportation en France et les deux pays, au lieu de se créer de nouvelles entraves, songeront plutôt à améliorer encore leurs rapports réciproques. Tel est le résultat des négociations dont la France, il faut le répéter, a pris l'initiative. Il nous était impossible de ne pas répondre à ces avances en faveur d'une réconciliation économique des deux pays. Le rapprochement sur la base convenue nous paraît une issue pour le moment satisfaisante de la lutte engagée par la Suisse seule contre les exagérations des tarifs français, et nous estimons qu'elle est préférable à la continuation des hostilités économiques pendant un temps illimité et sans la certitude d'un meilleur succès.

Agréez, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 29 juillet 1895.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le vice-président :

A. LACHENAL.

Le chancelier de la Confédération :

RINGIER.

ANNEXES AU MESSAGE DU CONSEIL FÉDÉRAL.

L'annexe I contient les modifications apportées au tarif des douanes de France. L'annexe II un article additionnel à la convention entre la France et la Suisse sur les rapports de voisinage.

ANNEXE III a.

Règlement relatif au pays de Gex.

Annexe A à l'arrangement commercial qui avait été conclu entre la Suisse et la France, le 23 juillet 1892, mais qui n'est pas entré en vigueur.

Le gouvernement de la Confédération suisse s'engage à accorder aux produits du pays de Gex, indépendamment des avantages spécifiés dans l'arrangement commercial en date de ce jour, les facilités suivantes (1) :

Article premier. — Les bureaux de péages fédéraux établis sur la frontière du pays de Gex admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral, outre les objets déjà affranchis par la loi, les produits mentionnés dans le présent article, savoir :

- 1° L'écorce à tan et les mottes à brûler en provenant ;
- 2° Le bois à brûler brut, fendu, scié ou en fagots, et le charbon de bois ;
- 3° Le bois en grume ou équarri, les planches, liteaux et échelas ;
- 4° Les herbes et les feuilles de hêtre et autres pour fourrage ou litière, les feuilles de mûrier et la litière de roseaux, y compris le foin et la paille ;
- 5° Les jeunes arbres et les arbrisseaux fruitiers ou de forêts, ordinaires ;
- 6° Les déchets d'animaux et de végétaux ordinaires, comme engrais non chimiques, sciure de bois, son, mais non les déchets de feuilles de tabac et autres servant pour une branche spéciale d'industrie ;
- 7° Les céréales en gerbes ;
- 8° Le colza en gerbes ;
- 9° Les lins et chanvres bruts ou teillés ;
- 10° Les plantes médicinales ;
- 11° Les os, cornes et suifs ;
- 12° Les pierres brutes, taillées, creusées au ciseau ou taillées à la boucharde ;
- 13° Les tuiles et les briques ;
- 14° La chaux de toute sorte ;
- 15° La terre glaise, l'argile, la terre réfractaire, les scories ;
- 16° La vannerie et les cribles ordinaires pour l'agriculture.

Art. 2. — Lesdits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée fédéral les produits suivants provenant du pays de Gex, savoir :

- 1° Les légumes frais et le jardinage ;
- 2° Les fruits frais ;
- 3° Les pommes de terre ;
- 4° Le pain ;
- 5° Les volailles vivantes ou mortes ;
- 6° Les œufs frais ;
- 7° Le lait ;
- 8° Le beurre frais ;
- 9° Le miel.

Les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnements de marché. Ils devront, en conséquence, être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charges à dos, chars ou charrettes.

Le poids de chaque importation desdits produits ne devra pas dépasser celui de cinq quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais, pour lequel le poids maximum est fixé à cinq kilogrammes pour chaque importation en franchise.

Il est, d'ailleurs, entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie du pays de Gex.

Article 3. — Seront admis en franchise à l'importation, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, les produits suivants, savoir :

(1) D'après la présente proposition, il ne s'agit plus d'une stipulation contractuelle, mais de l'application du règlement sur la base d'une décision autonome de l'assemblée fédérale.

	Quintaux métriques de 100 kg. au poids brut.
1° Le vin blanc, jusqu'à concurrence de	3.500
— rouge.	500
2° La bière et le cidre	300
3° Les fromages de toute espèce.	2.500
4° Les peaux brutes	700
5° Les peaux tannées, même colorées ou teintées, de veaux, moutons ou chèvres.	200
6° Les gros cuirs	600
7° Les outils pour l'agriculture et outils de taillandier	200
8° Les caisses de bois pour emballage	600
9° L'ébénisterie, les meubles et la menuiserie	100
10° Les tonneaux et charpentes,	200
11° Les marbres de Thoiry bruts ou sciés, en plaques polies ou non	500
12° La poterie ordinaire	3.000
13° Les ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise.	200
14° Les vêtements et la lingerie.	50

Art. 4. — Les tanneries du pays de Gex seront autorisées à exporter annuellement, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, en franchise du droit de sortie fédéral, jusqu'à concurrence de mille peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches, et de huit mille peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres.

De plus, tous les droits à la sortie de Suisse fixés à 20 centimes les 100 kg. au tarif suisse, seront réduits à 10 centimes les 100 kg. sur les articles à destination du pays de Gex.

Art. 5. — Il ne sera perçu aucun droit de transit, ni pour le bétail, ni pour les objets de toute espèce que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et importent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse.

La Suisse se réserve toutefois de prendre les mesures nécessaires de contrôle et de police pour ce transit, ainsi que d'interdire entièrement le passage ou l'entrée du bétail en cas d'épizootie. Les taxes perçues pour le contrôle sanitaire seront réduites de moitié sur le bétail en transit.

Art. 6. — Les marchandises affranchies des droits d'entrée pourront être introduites en Suisse par tous les bureaux de péage et postes de perception à la frontière des cantons de Vaud et de Genève. Elles devront suivre les routes de péage et être déclarées auxdits bureaux ou postes de perception.

Les marchandises désignées à l'article 3 ci-dessus, ainsi que les produits exportés en franchise aux termes de l'article 4, ne pourront entrer en Suisse ou en sortir que par les bureaux du Grand-Sacconnex, de Meyrin, de Crassier, de Chavannes, de Sauverny et de Chancy.

L'administration des péages fédéraux délivrera, pour les marchandises désignées aux articles 3 et 4 ci-dessus, des billets de crédit valables du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées par lesdits articles.

Tous les habitants de la zone seront admis, sans distinction de nationalité, au bénéfice des dispositions des cinq articles précédents, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificats d'origine, etc., jugées nécessaires par l'administration des péages fédéraux, en vue de assurer de la provenance des marchandises importées. Les produits énumérés à l'article 3 devront toujours être accompagnés de certificats d'origine délivrés par la sous-préfecture de Gex.

Art. 7. — Les vêtements taillés en Suisse qui seront envoyés dans le pays de Gex pour y être cousus seront exportés de Suisse en franchise de droits de sortie et réimportés en Suisse en exemption du droit d'entrée afférent aux vête-

ments confectionnés. L'importation et l'exportation de ces objets ne pourront s'opérer que par les bureaux de Meyrin, Sacconnex et Vireloup.

L'administration des péages fédéraux se réserve d'exercer un contrôle au moyen de livrets dont seront pourvues les personnes qui profiteront de cette facilité, et qu'elles devront présenter aux bureaux des péages fédéraux.

Les ouvriers résidant dans le pays de Gex et se rendant à leur travail en Suisse seront exemptés de tous droits sur leurs outils. A cet effet, des livrets leur seront remis par l'administration des péages fédéraux.

Art. 8. — Il est entendu que le bureau de frontière des Fourgs, département du Doubs, pourra, comme jusqu'à présent, expédier, soit pour le transit, soit pour l'entrée en France, les fromages, l'horlogerie, y compris les boîtes à musique, les outils et fournitures d'horlogerie.

Art. 9. — Les dispositions qui précèdent seront mises en vigueur en même temps que l'arrangement commercial en date de ce jour et auront la même durée.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 juillet 1892.

(Signatures).

ANNEXE III b.

Modifications que subira l'arrêté du conseil fédéral du 23 février 1895, concernant le pays de Gex, ensuite de l'application, par voie autonome, du règlement de 1892.

1° A teneur de l'arrêté du conseil fédéral du 23 février 1895, les produits suivants sont admis au taux du tarif d'usage en quantités illimitées, sauf le vin blanc qui est admis en franchise jusqu'à concurrence de 2,000 hl. D'après le règlement de 1892 proposé, ces produits seront admis en franchise jusqu'à concurrence des quantités ci-après indiquées :

	Arrêté du conseil fédéral du 23 fév. 1895. Droits. Fr. par 100 k. bruts	Règlement de 1892. Franchise pour les quantités ci-après.
	Franchise jusqu'à 2,000 hl. (2)	
1. Vin blanc (1)	3.50	3.500
2. Vin rouge.	4 —	300
3. Bière.	1.50	300
4. Cidre.	4 —	2.500
5. Fromages de toute espèce	» 60	700
6. Peaux brutes	8 —	200
7. Peaux tannées, même colorées ou teintes, de vœux, moutons ou chèvres.	16 —	600
8. Gros cuirs.	10 et 12	200
9. Outils pour l'agriculture et outils de taillandier	1.60	600
10. Caisses de bois pour emballage	6 à 50	100
11. Ebénisterie, meubles et menuiserie	6 à 12	200
12. Tonneaux et charpentes	2 —	500
13. Marbres de Thoiry, sciés en plaques.	3 —	3.000
14. Poterie ordinaire	3 à 12	200
15. Ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise	65 et 70	50
16. Vêtements et lingerie		

(1) D'après l'arrêté du conseil fédéral du 23 février 1895, les coupages étaient exclus du droit conventionnel.

(2) Au delà de 2,000 hl., droit conventionnel de 3 fr. 50.

2° Les tanneries du pays de Gex pourront exporter annuellement de Suisse, en franchise du droit de sortie fédéral, jusqu'à concurrence de 1,000 peaux brutes de bœufs ou de vaches et de 8,000 peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres.

3° Tous les droits à la sortie de Suisse, fixés à 20 centimes les 100 kg. au tarif suisse, seront réduits à 10 centimes sur les articles à destination du pays de Gex.

4° Les taxes perçues pour le contrôle sanitaire du bétail que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et importent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse, seront réduites de moitié.

5° Les vêtements taillés en Suisse, qui seront envoyés dans le pays de Gex pour y être cousus, seront exportés en Suisse en franchise de sortie et réimportés en Suisse en exemption du droit d'entrée afférent aux vêtements confectionnés.

6° Les ouvriers résidant dans le pays de Gex et se rendant à leur travail en Suisse seront exemptés de tous droits sur leurs outils.

Annexe IV. — Tableau comparatif des principales positions réduites du tarif minimum français.

DROITS FRANÇAIS			ARTICLES		EXPORTATION DE SUISSE EN FRANCE			
Ancien tarif (d'avant 1892)	Tarif général	Tarif minimum			1890	1891	1892	1893
		actuel.	nouveau					
		par 100 kilogr.					Milliers de francs	
32. —	44. —	40. —	33. 20	Lait concentré.	343	224	208	262
1. —	25. —	15. —	12. —	Fromage (à pâte dure).	10,664	10,951	10,108	8,385
10; 15 exempt.	20; 30	15; 20	10; 15	Extraits de bois de teinture.	344	325	315	112
	600.	400.	300.	Fils de soie à coudre, à broder, etc., teints.	env. 600	env. 600	185	156
env. 110. —	env. 284. —	env. 219. —	env. 185. —	Tissus de coton imprimés (2).	1,607	1,115	803	343
	jusqu'à 315. —	jusqu'à 243. —	jusqu'à 208. —	Tissus de coton, en fils teints (2).	438	476	242	102
env. 100. —	env. 233. —	env. 165. —	env. 135. —	Tissus de coton, en fils teints (2).	438	476	242	102
	jusqu'à 278. —	jusqu'à 194. —	jusqu'à 166. —	Bonneterie confectionnée, brodée ou ornée de dentelles, etc. (4).				
225. —	800. —	600. —	300. —	de coton.	189	154	154	67
242. —	800. —	600. —	300. —	de laine.	551	456	269	152
exempte (5)	1000. —	800. —	500. —	de soie.	1,239	1,428	723	548
exempte (5)	600. —	500. —	400. —	de soie sans garniture.				
	600. —	400. —	200. —	Tissus de soie :				
		240. —	240. —	noirs.	24,160	26,683	18,337	8,898
exempt				en couleurs.	5,372	4,481	3,377	2,502
450. —	env. 1500. —	env. 1160. —	env. 800. —	Broderies en coton (7).				
				Montres sans complication de système :				
3 50	6; 7. —	3 25; 4 25	3 25; 4. —	en or.	1,125	1,254	743	509
1 "	2; 3. —	1 25; 1 75	1. —; 1 25	en argent.	958	1,091	787	285
0 50	2; 2 50	0 75; 1 25	0 50; 0 75	autres.	1,612	1,976	1,137	498
comme ci-dessus	10 à 20	5 à 15	2 50 à 10	Chronographes.	31	86	108	119
		par 100 kilogr.		Boîtes à musique.	307	406	202	192
40. —	60. —; 120. —	45. —; 90. —	50. —	Machine :				
				hydrauliques : pompes, ventilateurs : pesant plus de 3,000 kilogr.				
6; 10	15. —	10. —	8. —	Machine à fabriquer le papier.	3,420	3,364	4,292	4,481
5. —	15. —	9. —	8. —	Dynamo-électriques : pesant plus de 2,000 kilos.				
6; 10	30. —	20. —	12. —; 18. —					

(1). Y compris le fromage à pâte molle. — (2) Pour les tissus de coton imprimés ou en fils teints, ainsi que pour les broderies, pour lesquels les droits sont calculés en tenant compte de plusieurs facteurs, on a établi un taux correspondant au droit moyen des principales sortes d'articles de notre exportation. — (3) Pour les tissus où l'effet produit par les fils teints, etc. excède pas un dixième de la surface totale : les autres sont soumis au tarif minimum actuel (105 à 196). (4) En tant que les garnitures augmentent de moins de 10 0/0 le prix de l'objet. — (5) Filosello 200. (6) Tous les tissus de soie pure, y compris les châles et écharpes, mais sans la gaze à blinder. — (7) Pour les tissus de coton imprimés ou en fils teints, ainsi que pour les broderies, pour lesquels les droits sont calculés en tenant compte de plusieurs facteurs, on a établi un taux correspondant au droit moyen des principales sortes d'articles de notre exportation.

ANNEXE V. — *Tableau comparatif des droits suisses pour les principaux articles de l'importation de France.*

DROITS SUISSES				IMPORTATION DE FRANCE				
Ancien tarif d'usage d'avant 1892	Tarif différentiel pour les marchandises françaises	Tarif général de 1891	Tarif d'usage actuel (1)	1890	1891	1892	1893	1894
Francs par 100 kilogr. bruts.				En milliers de francs				
6 00	7 00	7 00	6 00	5.318	4 675	6.587	7.802	5.089
6 00	7 00	7 00	6 00	5.562	356	356	205	480
16 00	400 00	16 00	16 00	4.602	4.602	4.397	1.612	1.560
16 00	300 00	100 00	100 00	2.007	2.053	1.116	381	310
16 00	300 00	100 00	60 00	550	475	865	192	84
16 00	300 00	100 00	100 00	246	233	186	169	263
100 00	400 00	180 00	60 00	404	141	194	68	53
30 00	400 00	180 00	180 00	796	664	46	38	35
30 00	500 00	200 00	200 00	448	594	52	362	308
150 00	600 00	300 00	175 00	1.004	985	109	3	2
						734	235	292
Soie :								
				197	189	135	171	3
				5.568	4.962	5.947	1.140	1.273
				389	374	305	52	50
				365	426	191	14	7
				489	513	773	103	99
				511	549	426	83	77
				1.137	1.071	1.109	233	198
				593	474	506	77	53
Laine :								
				206	179	127	19	32
				626	520	462	60	48
				293	509	309	99	104
				749	792	954	294	181
				276	254	226	79	53
				1.256	1.253	1.242	187	172
Lin :								
				1.614	1.258	1.061	79	76
				378	329	400	58	67
				9.635	9.084	8.828	800	1.072
				739	859	1.203	415	510
Coton :								
				206	179	127	19	32
				626	520	462	60	48
				293	509	309	99	104
				749	792	954	294	181
				276	254	226	79	53
				1.256	1.253	1.242	187	172
Lain :								
				1.614	1.258	1.061	79	76
				378	329	400	58	67
				9.635	9.084	8.828	800	1.072
				739	859	1.203	415	510

(1) Par tarif d'usage, on entend le tarif général avec les réductions stipulées par les traités. — (2) Tissus de laine cardée 100. Tissus de laine peignée 120. — (3) Tissus de plus de 300 gr. par mètre carré, 55 ; plus légers, 80. — (4) De plus de 7 kilogr. par 100 mètres carrés, 40 ; plus légers, 45. — (5) Velours et veloutes, 40 ; autres, 16. — (6) Vins mousseux.

DROITS SUISSES

Ancien tarif d'usage d'avant 1892	Tarif différentiel pour les marchandises françaises	Tarif général de 1891	Tarif d'usage actuel
Francs par 100 kilos bruts			
8 50	20 00	9 00	9 00
7 50	15 00	7 50	7 50
10 00	25 00	12 00	10 50
7 00	12 00	8 00	7 00
4 00	25 00	6 00; 10 00 ⁽²⁾	4 00
1 00	4 00	4 00	1 00
2 50	2 50	2 50	exempta
16 00	50 00	50 00	15 00
3 00	35 00	6 00	4 50
4 00	10 00	6 06	4 00
6 00	16 00	12 00	6 00
exempta	1 00	exempta	exempta
2 00; 3 00	15 00	15 00	2 à 15 ⁽³⁾
exempta	2 00	2 00	exempta
5 00 ⁽⁴⁾	2 50	2 50	2 00
150 00	300 00	150 00	150 00
1 00	5 00	1 00	1 00
1 00	3 00	1 00	1 00
15 00	30 00	30 00	15 00
15 00	40 00	25 00	25 00
12 00	40 00	25 00	18 00
5 00	30 00	20 00	12 00
5 00	20 00	10 00	10 00
5 00	12 00	6 00	5 00
5 00 ⁽⁵⁾	12 00	8 00	5 00
3 00 ⁽⁵⁾	8 00	8 00	4 00
0 50	4 00	2 00	0 50
0 50	4 00	2 00	2 00
0 50	4 00	2 00	2 00
Par pièce			
30 00	2 00; 2 50	100 00	100 00
16 00	2 00	100 00	100 00
16 00	(6)	16 00	16 00
30 00	500 00	300 00	200 00

- (1) Y compris le beurre fondu, salé, etc.
 (2) Fromage à pâte dure, 6; à pâte molle, 10.
 (3) Oranges et citrons, 2; raisins de table, séchés, dattes, figues, amandes, noisettes, 3; autres, 15.
 (4) Gruau de froment dur, 1.25.
 (5) Jusqu'à 25 kil., 3; au-delà, 5.
 (6) Ebauches, 1.50 par douzaine; parties détachées, 100 par q.

IMPORTATION DE FRANCE

1890	1891	1892	1893	1894
En milliers de francs				
COMESTIBLES (suite):				
Sucre en pains, plaques, etc.	3.489	2.333	2.308	54
Sucre, autre (à l'exception du sucre coupé).	4.161	5.293	4.016	230
Sucre coupé ou en poudre	279	220	1.071	121
Beurre, frais	1.788 ¹	1.742	1.560	1.673
Fromage	917	1.036	1.234	354
Oeufs	954	921	903	1.190
Poissons, frais	383	387	345	375
— en conserves, en vases jusqu'à 5 kilogr.	451	660	424	157
Viande, fraîche	923	1.049	1.387	348
Volaille vivante	411	306	284	235
Volaille morte	2.537	2.251	2.793	2.892
Fruits frais	296	420	386	802
Fruits du midi	797	542	293	100
Fruits frais (à l'exception des pommes de terre).	841	559	570	408
Farine, gruau, etc.	5.147	6.492	6.219	4.304
Cigares, cigarettes	206	163	50	31
Huile d'olives en fûts	413	380	434	212
Autres huiles grasses, en fûts	1.886	1.937	2.102	1.846
ANIMAUX:				
Boeufs	5.964	6.171	7.684	3.550
Taureaux	2.479	2.065	1.158	297
Vaches et génisses	1.447	1.468	95	21
Jeunes bêtes	201	222	1.031	923
Veaux gras	2.08	1.932	152	150
Autres veaux	436	371	3.269	715
Porcs pesant plus de 60 kilogr.	389	363	266	325
Porcs pesant jusqu'à 60 kilogr.			118	422
Moutons			12	73
Chèvres.			8	14
HORLOGERIE ET BIJOUTERIE:				
Montres en nickel.	1.157	1.282	639	1
Boîtes de montres en or.	1.546	1.115	186	56
Parties détachées de montres et ébauches.	1.848	1.667	1.609	388
Bijouterie, vraie	743	1.484	1.067	557

DROITS SUISSES				IMPORTATION DE FRANCE				
Ancien tarif d'usage d'avant 1892	Tarif différentiel pour les marchandises françaises	Tarif général de 1891	Tarif d'usage actuel					
Francs par 100 kilos bruts				1890	1891	1892	1893	1894
4 00	12 00	4 00	4 00	3 341	2 754	2 604	1 232	1 243
0 60	2 00	0 60	0 60	730	808	148	189	223
1 70	3 00	1 70	1 70	1 495	847	615	331	116
2 50	5 00	2 50	2 50	383	51	389	309	377
5 00	12 00	6 00	5 00	404	484	623	420	398
7 00	15 00	10 00	7 00	2 736	2 531	2 531	1 517	1 517
20 00	35 00	35 00	22 00	440	510	342	172	130
40 00	100 00	50 00	40 00	241	231	234	124	150
16 00	50 00	50 00	30 00	247	240	232	156	170
				En milliers de francs				
				INDUSTRIE DES MÉTAUX :				
				Machines				
				Rails en fer, de dimensions grossières				
				Rails en fer, de dimensions fines				
				Forges grossier				
				Ouvrages en fonte de fer, tout à fait grossiers, bruts				
				Ouvrages en fonte de fer, autres				
				Ouvrages en fonte de fer forgés, communs, bruts				
				Ouvrages en fer forgé, fins, polis, etc.				
				Coutellerie				
				Clautromerie, ouvrages en cuivre et en laiton				
				Bois :				
				Charbon				
				Bois de construction et bois d'œuvre, bruts				
				Bois de chène, séché				
				Bois scié, autre				
				Ouvrages en bois, grossiers, bruts				
				Meubles : peints, vernis, plaqués				
				" polis, rembourrés, etc.				
				Linge travail				
				Cuir pour selles, harnais, courroies, cuir de veau				
				Autres sortes de cuir				
				Ouvrages en cuir, fins				
				Chauvures en cuir, fines				
				Chauvures en lastings				
				Gants de peau				
				ARTICLES DIVERS :				
				Eaux minérales				
				Couleurs d'aniline				
				Couleurs, autres				
				Objets de parure, autres qu'en or et argent				
				Ciment de Portland				
				Ouvrages de tailleur de pierres, bruts				
				Savons ordinaires				
				Porcelaine				
				Quinquillierie et mercerie, communes				
				Quinquillierie et mercerie, le dessin, etc.				
				Fournitures pour l'épuration, le dessin, etc.				
				Jouets				

(1) Edifices et selles d'assises, faux et faucilles, 7 ; autres, 10. — (2) En bois d'ébenisterie ou plaqués en bois de cette espèce, 50. — (4) Couteaux et crayons, 50 ; autres, 25. — (5) Crayons noirs et de couleur, ardoises et boursés, etc., 38 ; en bois d'ébenisterie ou plaqués en bois de cette espèce, 50. — (6) Crayons d'ardoise, 20 ; autres, 25.

ANNEXE VI. — *Importation, exportation et régime douanier des articles de l'arrangement de 1892 pour lesquels aucune concession n'a plus été faite par la Suisse et par la France.*

DROITS FRANÇAIS				EXPORTATION EN FRANCE			
Ancien droit d'avant 1892.		Arrangement de 1892		Nouveau tarif général		A. — ARTICLES SUISSES	
Fr.	Fr.	Fr.	Tarif minimum				
par pièce.	Fr.	Fr.	Fr.				
20 00	5 00	10 00	—				
12 00	5 00	10 00	—				
8 00	5 00	10 00	—				
Par 100 kilos	Fr.	Par 100 kilos	Par 100 kilos				
exempt	exempt (3)	5 00	2 50				
98 40	120 00	150 90	—				
exemptes	1 00	2 50	2 00				
500 00	2 50 à 7 50	4 75 à 13 00	3 50 à 10 00				
exempt	1 50	5 00	3 00				
18 50	250 00	400 00	350 00				
18 50	500 00	800 00	700 00				
45 00 (4)	53 00 (4)	76 50 (4)	58 00 (4)				
exempt	50 00	400 00	300 00				
82 80	148 35	210 42	154 80				
92 00 (5)	150 05 (5)	214 20 (5)	167 20 (5)				
97 00 (5)	156 00 (5)	210 00 (5)	161 00 (5)				
Droit du tissu écor, uni, augmenté de :							
10 0/0	10 0/0 (6)	39 0/0	30 0/0				
72 00 (5)	50 00 (5)	170 00 (5)	131 00 (5)				
100 00	125 00	160 00 (8)	125 00 (8)				
100 00	300 00	504 00	384 00				
207 00	368 00	490 00	372 00				
300 00	300 00	600 00	400 00				
exempte	50 00	1 800 00	1 200 00				
5 à 15	5 à 40	8 à 70	5 à 50				

(1) Boufs, laureaux, vaches, génisses et jeunes bêtes. — (2) Génisses et jeunes bêtes. — (3) En outre, admission temporaire des recipients. — (4) Droits calculés pour les principales sortes. — (5) Droits calculés pour les principales sortes. (6) Tissés au métier Jacquard. — (7) Ecor, blanchis, teints. — (8) 13 kilos et plus les 100 mètres carrés. — (9) Les produits de soie bénéficient des nouvelles réductions convenues pour les tissus de soie.

(1) Boufs, laureaux, vaches, génisses et jeunes bêtes. — (2) Génisses et jeunes bêtes. — (3) En outre, admission temporaire des recipients. — (4) Droits calculés pour les principales sortes. — (5) Droits calculés pour les principales sortes. (6) Tissés au métier Jacquard. — (7) Ecor, blanchis, teints. — (8) 13 kilos et plus les 100 mètres carrés. — (9) Les produits de soie bénéficient des nouvelles réductions convenues pour les tissus de soie.

(1) Boufs, taureaux, vaches, génisses et jeunes bêtes. — (2) Génisses et jeunes bêtes. — (3) En outre, admission temporaire des récipiendaires. — (4) Droits calculés pour les principales sortes. — (5) Droits calculés pour les principales sortes. — (6) Tissés au métier Jacquard. — (7) Ecrus, blanchis, teints. — (8) 13 kilos et, plus les 100 mètres carrés. Les rubans teints sont assujettis à la surface de teinture. — (9) Les broderies de soie bénéficient des nouvelles réductions convenues pour les tissus de soie.

DROITS SUISSES					IMPORTATION DE FRANCE					
Ancien tarif conventionnel d'ant. 1892	Arrangement de 1892	Tarif différentiel pour les marchandises françaises	Tarif général de 1891	Tarif d'usage actuel	B. — ARTICLES FRANÇAIS					
					Mille francs					
Francs par 100 kilos bruts										
30 00	50 00	150 00	50 00	50 00	Parfumerie et cosmétiques :					
30 00	50 00	150 00	100 00	100 00	emballés en gros.					
16 00	25 00	80 00	40 00	40 00	emballés en détail					
30 00	100 00	300 00	300 00	150 00	Chaussons de lièbre					
16 00	30 00	80 00	80 00	40 00	Gants de peau					
30 00	30 00	100 00	50 00	50 00	Lunettes, spectroscopes, etc.					
30 00	30 00	(3)	100 00	100 00	Pendules à ressorts, autres (2)					
0 10	0 70	1 40	1 00	1 00	Montres de poche et leurs pièces détachées, finies,					
0 40	0 40	—	0 50	0 50	Ardoises pour toitures					
0 40	0 40	—	0 50	0 50	Caux hydraulique.					
16 00	25 00	50 00	50 00	16 00	Ciment romain, en vases pesant jusqu'à 5 kilos inclusivement, etc.					
3 50	10 00	40 00	25 00	25 00	Vin en bouteilles					
3 50	20 00	80 00	40 00	40 00	Vins moussés en bouteilles					
10 00	15 00	25 00	20 00	20 00	Huiles grasses, en fûts ou estagnons					
1 30	2 75	6 00	5 00	5 00	Savons ordinaires					
1 50	20 00	50 (5)	40 00	40 00	Savons parfumés					
4 00	15 00	—	20 00	20 00	Couvertures de coton, sans travail à l'aiguille, autres					
7 (6) 15	20 00	—	50 00	50 00	Tapis tissés faits du jute, de chanvre, de manille, etc.					
25 00	75 00	250 00	100; 120 (7)	80 00	Tissus de laine, blancs, teints, etc., pesant 300 grammes et moins par mètre carré					
40 00	100 00	350 00	180 00	105 00	Objets confectionnés, de laine ou mi-laine					
30 00	120 00	—	200 00	200 00	Articles de mode, fleurs artificielles, plumes de parure,					
16 à 150 (9)	100 00	300 00	200 00	120 00	Quincaillerie fine et articles de fantaisie.					
					sty. 4.500 sty. 4.000					
					sty. 1.137 sty. 1.071					
					sty. 1.281 sty. 1.284					
					sty. 367 sty. 461					
					sty. 875 sty. 997					
					sty. 253 sty. 198					
					sty. 303 sty. 320					
					sty. 52 sty. 63					

(1) Chaussures en étoffes, sans semelles en cuir. — (2) Autres que les pendules d'après le système américain ainsi que les pendules à ressort de la Forêt-Noire en caque de bois. — (3) Montres sans complication de système, par pièces; en or, 6 et 7 francs; en argent, 2 et 3 francs; en métal commun, 2 fr. 50 (le droit le plus élevé s'applique aux montres avec mouvements autres qu'un cylindre). Montres à système compliqué; en or, 20 fr.; en argent, 15 fr.; en métal commun, 10 fr. Boîtes; en or, 2 fr.; en argent, 1 fr.; autres, 50 centimes. Parties détachées, finies, 100 fr. par (6). — (4) Y compris les parties ébauchées et les ébauchées. — (5) Pour les savons transparents. — (6) Tapis de jute. — Tissues de fils cardés, 100 fr.; tissus de fils peignés, 120 fr. — (8) Y compris les chapeaux de dames, garnis. — (9) Articles en ivoire, 16; articles avec garnitures, 30; autres, 150.

ANNEXE VII. — **Aperçu du commerce entre la Suisse et la France.**A. *Importation totale de la Suisse (commerce spécial).*

Statistique suisse.

(Les métaux précieux, monnayés et non travaillés n'y sont pas compris.)

Millions.		Millions.	
	—		—
1885.	fr. 727,5	1890.	fr. 926,7
1886.	763,7	1891.	914,2
1887.	797,9	1892.	951,0
1888.	784,0	1893.	808,0
1889.	874,1	1894.	800,3

L'importation de France en Suisse accuse les sommes suivantes (en millions de francs):

1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
169.7	170.6	190.0	177.1	198.8	207.0	203.6	171.2	102.5	94.5

Exportation totale de la Suisse (commerce spécial).

Statistique suisse.

(Les métaux précieux, monnayés et non travaillés n'y sont pas compris.)

Millions.		Millions.	
	—		—
1885.	fr. 633,6	1890.	fr. 698,0
1886.	646,8	1891.	666,7
1887.	649,9	1892.	652,3
1888.	652,0	1893.	641,6
1889.	690,6	1894.	616,9

L'exportation en France ascende aux chiffres suivants (en millions de francs):

1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
119.4	123.4	116.2	126.1	126.4	123.0	124.3	101.3	73.1	71.7

Commerce de la Suisse avec divers Etats pendant la période de 1890 à 1894.

Statistique suisse.

	IMPORTATION EN SUISSE					Millions de francs				
	de					1890	1891	1892	1893	1894
Allemagne						289	287	222	233	238
Italie						127	134	135	142	140
France						207	204	171	103	94,5
Autriche-Hongrie						102	86	68	76	80
Angleterre						52	46	42	41	43
Russie						34	47	49	55	56
Belgique						32	24	20	21	23
Etats-Unis						29	31	41	38	35
Egypte						14	13	14	11	11
Pays du Danube						9	6	9	7	4
Pays-Bas						9	10	3	3	3
EXPORTATION DE LA SUISSE EN										
Allemagne						178	160	158	164	154
Angleterre						106	113	117	118	118
Etats-Unis						83	72	76	80	72
France						123	124	101	73	72

	Millions de francs				
	1890	1891	1892	1893	1894
Italie	50	47	46	43	38
Autriche-Hongrie	39	36	37	40	39
Russie	14	14	13	18	22
Inde britannique	12	12	12	12	11
Belgique	12	11	40	10	12

Les modifications sensibles indiquées par les chiffres ci-dessus dans le mouvement commercial suisse avec divers pays (Allemagne et autres) s'expliquent en grande partie par la détermination plus exacte du pays de provenance et de destination. (Ordonnance du 12 janvier 1892 concernant la statistique du commerce de la Suisse avec l'étranger)

B. Importation totale en France (commerce spécial).

Statistique commerciale française.

Millions.		Millions.	
	—		—
1885	fr. 4.088,4	1890	fr. 4.138,9
1886	4.208,1	1891	4.767,8
1887	4.026,0	1892	4.188,0
1888	4.107,0	1893	3.853,7
1889	4.316,5	1894	4.119,5

L'importation suisse en France accuse les chiffres suivants (en millions de francs) :

1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
116.0	108.6	104.8	97.2	101.5	101.2	103.4	92.0	67.2 ¹	67.0

Exportation totale de France (commerce spécial).

Statistique commerciale française.

Millions.		Millions.	
	—		—
1885	fr. 3.088,1	1890	fr. 3.753,4
1886	3.248,8	1891	3.570,0
1887	3.246,5	1892	3.460,7
1888	3.246,7	1893	3.236,4
1889	3.704,0	1894	3.275,0

L'exportation française en Suisse donne les sommes suivantes (en millions de francs) :

1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
188.2	209.9	216.6	209.1	230.5	242.8	234.8	227.9	158.6 ²	159.8

(1) Ce chiffre présente, avec le total des importations de la Suisse, tel qu'il figure au « Tableau général du commerce de la France » pour 1893, une différence en moins de 7,631,000 fr., s'appliquant aux produits importés des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, lesquels ont été, jusqu'en 1893, confondus par erreur avec les marchandises provenant de la Suisse. A partir de 1894, les importations de la zone franche font l'objet, dans les publications statistiques françaises, d'un compte distinct. — Les chiffres pour les années antérieures à 1893 doivent donc être rectifiés dans ce sens.

(2) La note ci-dessus s'applique également aux exportations de France à destination de la Suisse, dont la valeur totale est ramené, pour 1893, de 172,8 millions à 158,6 millions, soit une différence de 14,159,000 fr. correspondant à l'importation du territoire douanier français dans les zones. — Les chiffres pour les années antérieures à 1893 doivent aussi être rectifiés dans ce sens.

Commerce de la France avec divers Etats pendant la période de 1890 à 1894.

Statistique française.

IMPORTATION EN FRANCE DE	Millions de francs				
	1890	1891	1892	1893	1894
Angleterre	627	589	531	493	503
Belgique	501	487	388	395	379
Allemagne	351	367	327	323	326
Etats-Unis	317	486	533	317	371
Russie	195	212	166	235	—
Indes anglaises	210	250	201	217	—
Espagne	354	412	278	208	181
Argentine	210	198	177	167	182
Italie	122	124	132	151	138
Algérie	208	187	195	142	—
Suisse	104	103	92	67 ¹	67 ¹
Autriche	113	134	62	70	—

EXPORTATION DE LA FRANCE EN

Angleterre	1026	1013	1030	965	960
Belgique	538	500	502	505	505
Allemagne	342	364	355	335	346
Etats-Unis	329	248	240	205	190
Algérie	195	207	190	185	—
Suisse	243	235	228	159 ¹	160 ¹
Italie	150	126	133	128	124
Espagne	153	181	135	114	113
Brésil	81	103	70	75	83
Argentine	104	52	62	60	54
Turquie	60	53	60	56	59
Pays-Bas	44	43	49	53	—

(1) Voir les notes au bas de la page 999.

C. Tableaux spéciaux.

Statistique suisse.

I. — EXPORTATION EN FRANCE.

	Millions de francs				
	1886	1890	1892	1893	1894
Industrie de la soie	37,4	43,5	35,3	19,4	18,3
Tissus	23,5	26,4	18,5	9,0	8,2
Rubans	0,9	3,1	4,9	2,9	4,1
Broderies	0,2	1,1	0,9	0,5	0,7
Confections	0,8	1,5	0,9	0,6	0,7
Organsin et trame	3,6	3,7	2,6	1,1	1,1
Filoselle moulinée	5,4	4,6	4,6	3,3	1,8
Déchets	0,8	1,5	0,8	0,6	0,4
Industrie du coton	16,8	16,6	12,2	5,6	6,0
Filés	5,5	5,2	4,1	1,3	2,0
Tissus	4,1	4,8	3,7	1,1	1,3
Broderies	6,2	5,6	3,4	2,6	2,4
Industrie de la laine	2,2	3,1	2,0	1,7	1,4
Tissus	1,3	2,1	1,3	1,2	0,8
Confections	0,2	0,6	0,4	0,3	0,2
Industrie du lin	0,3	0,7	0,4	0,4	0,6
Tissus élastiques	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2

Pailles, modes et mercerie	2,3	3,1	2,9	2,9	3,4
Tresses, ouvrages en pailles fines . . .	1,2	1,9	1,6	1,8	2,1
Chapeaux de toutes sortes	0,7	1,0	0,7	0,8	0,8
Mercurie de toute espèce	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
Horlogerie, bijouterie, boîtes à musique, instruments	11,5	8,1	6,0	4,8	4,0
Montres de poche et pièces détachées . .	6,9	5,3	3,8	2,4	2,3
Bijouterie, etc.	0,6	0,2	0,2	0,1	0,1
Or et argent laminés, etc.	3,3	1,8	1,0	1,3	1,0
Boîtes à musique	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Instruments scientifiques	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4
Machines et parties de machines	3,2	3,4	4,3	4,5	3,6
Métaux et ouvrages en métaux	1,3	1,4	1,6	1,5	1,3
Ouvrages en métaux	0,8	0,9	1,0	0,9	0,5
Métaux	0,4	0,6	0,6	0,6	0,8
Livres, images, papier	1,3	1,3	1,1	0,8	0,9
Livres, images, etc.	0,8	1,0	0,7	0,6	0,7
Papier et ouvrages en papier	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2
Chocolat, confiserie, etc.	0,6	1,0	1,1	1,1	1,2
Chocolat	0,3	0,5	0,6	0,6	0,6
Confiserie, etc.	0,3	0,5	0,5	0,6	0,5
Spiritueux, etc.	2,4	2,4	2,0	1,4	1,2
Vermouth, liqueurs	?	1,1	0,9	0,6	0,6
Bière	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5
Couleurs, espèces chimiques, etc. . . .	2,7	3,1	2,9	2,4	2,2
Couleurs de goudron, extraits de ma- tières colorantes	1,7	1,8	2,0	1,4	1,1
Cigares, tabacs	0,6	0,2	0,03	0,05	0,1
Bois, ouvrages en bois	6,3	4,9	3,9	3,0	3,1
Bois d'œuvre	3,7	3,0	1,8	0,8	1,1
Pâte de bois	1,5	0,9	1,3	1,4	1,5
Ouvrages en bois	1,1	0,8	0,7	0,6	0,5
Animaux	4,9	3,1	2,2	2,4	2,3
Bêtes à cornes	4,4	2,5	1,8	1,9	1,8
Chevaux	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Produits du lait	13,8	11,9	12,4	10,2	11,5
Fromage	13,2	10,7	10,2	8,4	10,2
Beurre	1,8	0,3	1,5	1,1	0,5
Lait condensé, farine lactée	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Viande	5,7	5,0	4,2	4,3	4,7
Viande de boucherie, fraîche	5,2	4,3	3,8	3,9	4,1
Cuir, peaux, cuir	2,8	3,4	2,8	3,3	2,3
Cuir et peaux brutes	2,4	2,9	2,1	2,8	1,9
Cuir	0,4	0,5	0,4	0,2	0,2
Produits de la minoterie	1,9	2,1	1,2	1,0	0,9
Produits horticoles et agricoles	0,3	0,7	0,4	0,4	0,2

II. — IMPORTATION DE FRANCE.

Industrie de la soie	53,6	51,2	28,8	22,4	17,0
Grège	18,8	17,3	0,8	0,2	0,1
Filoselle peignée	12,9	15,6	9,6	10,0	8,0
Organsin, trame	7,3	5,3	6,6	7,8	5,1
Déchets	4,0	3,7	1,1	0,2	0,3
Tissus	4,4	4,6	5,7	2,0	1,8
Confections	2,0	1,0	0,8	0,3	0,2
Ruhans	1,8	2,6	2,0	0,5	0,4
Passementerie, broderies, dentelles, etc.	1,1	1,9	1,1	0,6	0,7
Industrie de la laine	11,5	11,5	11,5	4,2	3,7

Fils	0,6	0,5	0,3	0,3	0,2
Tissus	6,7	5,9	6,2	1,3	1,4
Confections.	1,8	1,6	1,6	0,3	0,3
Couvertures et tapis	0,7	0,9	0,8	0,1	0,1
Rubans, passementerie	0,4	0,9	1,0	0,1	0,1
Feutre et ouvrages en feutre	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2
Laine non travaillée	1,3	0,8	1,3	1,8	1,4
Industrie du coton	4,7	5,8	4,3	1,3	1,2
Tissus	1,4	2,0	2,1	0,6	0,4
Rubans, passementerie	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1
Confections.	1,1	1,3	1,4	0,2	0,2
Coton écru et déchets.	1,5	1,9	0,0	0,2	0,2
Industrie du lin	1,9	2,6	2,3	0,5	0,5
Tissus	1,1	1,7	1,3	0,2	0,1
Confections.	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1
Modes (non compris les confections)	2,2	2,2	2,0	0,8	0,9
Chapeaux pour dames, plumes de parure {	1,3	0,9	1,2	0,5	0,5
Fleurs artificielles }		0,4			
Montres, bijouterie, etc..	5,1	7,7	5,5	2,9	3,5
Montres de poche et fournitures.	2,6	5,0	2,8	0,6	0,7
Bijouterie, etc..	0,9	1,2	1,2	0,6	1,4
Or et argent, laminés, etc.	1,2	1,3	0,8	1,1	0,8
Instruments scientifiques.	0,3	0,3	0,5	0,35	0,5
Métaux, machines	6,9	17,0	13,8	8,8	8,9
Métaux bruts non travaillés	0,6	2,0	1,4	1,3	1,8
Fer en rails, tôle, fil de fer	0,7	3,8	1,1	0,5	0,4
Ouvrages en fer de toute sorte	2,8	4,8	5,6	3,5	3,4
Cuivre, laiton, } laminés, etc..	1,0	2,2	2,0	1,8	1,7
plomb, étain, zinc } ouvrages	0,5	0,8	0,9	0,5	0,4
Machines et parties de machines	1,3	3,3	2,7	1,2	1,2
Matières minérales	1,4	4,1	4,4	2,8	3,5
Pierres, graviers, sable, etc..	0,4	2,8	3,1	1,5	1,9
Ciment, chaux, gypse.	1,9	1,3	1,2	1,3	1,4
Houille, coke, briquettes	2,8	7,2	1,0	6,4	6,6
Poteries, ouvrages en verre et en pierre	1,7	2,3	3,3	1,6	1,8
Poteries	0,7	1,2	1,5	0,8	0,9
Verre et ouvrages en verre	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5
Cuir, ouvrages en cuir	5,8	5,1	5,1	2,5	2,6
Cuir, cuirs et peaux tannés	2,8	2,3	2,6	1,6	1,7
Ouvrages en cuir	3,0	2,8	2,4	0,9	0,9
Bois, ouvrages en bois	2,7	4,8	4,2	3,0	2,9
Bois à brûler, charbon, molles à brûler.	0,8	1,5	1,4	1,5	1,4
Bois d'œuvre	0,6	1,4	1,3	0,6	0,5
Ouvrages en bois	1,3	1,9	1,3	1,0	1,0
Mercerie	3,2	2,2	2,3	1,1	1,2
Espèces chimiques, couleurs, etc.	9,6	10,3	8,3	5,6	5,4
Espèces chimiques et matières brutes	4,0	3,3	3,3	2,1	1,8
Couleurs et matières brutes	1,2	1,1	1,0	0,5	0,6
Matières pour usage pharmaceutique, drogueries, parfumeries	1,1	1,1	0,9	0,6	0,6
Huiles et graisses	2,0	3,6	1,8	1,4	1,4
Savons	1,4	1,4	1,3	1,0	1,0
Livres, images, papier	2,5	3,4	4,3	3,0	3,3
Livres, images, etc.	1,7	2,4	3,1	2,6	2,8
Papier, ouvrages en papier	0,8	1,1	1,2	0,5	0,5
Animaux	12,0	14,8	15,7	8,4	8,2
Bêtes à cornes	7,3	10,1	10,1	4,9	4,8
Chevaux et poulains	3,0	1,9	2,0	1,5	2,1

Porcs.	1,2	2,5	3,3	1,7	1,1
Moutons et chèvres	0,5	0,4	0,3	0,1	0,1
Comestibles du genre animal	6,4	9,5	9,6	8,4	7,9
Volaille, gibier.	2,5	3,0	3,0	3,2	3,1
Beurre	0,9	1,8	1,6	1,7	1,5
Viande fraîche	0,4	0,9	1,4	0,3	0,1
Poissons.	0,6	0,9	0,8	0,6	0,7
Fromage	1,1	0,9	1,2	0,4	0,4
Œufs	0,7	1,0	0,9	1,2	1,2
Comestibles et boissons divers.	3,5	2,5	2,8	1,5	0,6
Vin	10,2	10,4	10,0	1,2	1,6
Sucre, café, fèves de cacao.	6,2	13,6	7,4	0,4	0,03
Sucre	3,6	7,9	7,4	0,4	0,03
Blé, produits de la minoterie	6,7	8,5	10,0	5,5	5,3
Blé et légumes à cosse	3,7	3,2	3,7	1,2	1,8
Farine, semoule, etc.	2,8	5,1	6,3	4,4	3,5
Fruits, etc.; produits agricoles.	4,3	5,3	4,1	4,3	3,4
Pommes de terre, légumes frais	0,9	1,1	1,0	0,7	0,8
Fruits, raisins frais	1,1	0,6	0,9	1,1	0,9
Fruits du midi	0,9	0,8	0,3	0,1	0,1
Produits agricoles divers.	1,1	2,4	1,9	2,4	1,6
Matières brutes et déchets divers d'ani- maux et de végétaux	3,5	3,5	2,9	4,1	2,9
Cuir et peaux bruts	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Matières animales non dénommées.	0,3	0,4	0,6	0,1	0,5
Paille pour usages industriels	1,1	1,1	0,1	0,2	0,1
Déchets et engrais.	1,9	1,7	1,9	3,3	2,2

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

AUTRICHE-HONGRIE

Un congrès des nationalités non-magyares de Hongrie s'est tenu à Pest le 10 août. Voici l'appel adressé par le Comité provisoire :

Aux Roumains, Slovaques et Serbes de l'Etat hongrois.

L'état de choses qui est résultat de la malheureuse politique intérieure suivie par les gouvernements hongrois, surtout depuis 1873, inspire de sérieux et légitimes soucis à tout véritable patriote.

Les cercles politiques, qui, à la suite de la transaction de 1867, ont pris l'engagement de consolider l'Etat hongrois, de donner satisfaction à tous ses habitants et de conduire notre patrie commune à la prospérité et au bonheur par le labeur commun de tous ses enfants, n'ont pas tenu cet engagement et il semble, au contraire, qu'ils ne l'ont pris au début que sous la réserve de ne pas le respecter plus tard.

Les gouvernements et les législatures de Budapest, au lieu de tendre à la consolidation de l'Etat, se sont mis au service exclusif d'une utopie, qu'ils n'ont pas pu eux-mêmes définir par des notions et des mots concrets, mais à laquelle ils ont donné le nom, d'un euphémisme fantastique, de : « idée de l'Etat national magyar ». Au lieu de rendre aux peuples la justice promise, ils ont cultivé seulement les intérêts d'un seul peuple, qu'ils ont, au mépris des principes constitutionnels, élevé au rang de peuple privilégié, tandis qu'ils ont dégradé au rôle d'étrangers dans leur propre patrie les autres peuples qui habitent depuis les temps les plus anciens dans ces contrées.

Au lieu de mettre en pratique l'égalité loyale et sincère des droits, ils ont fait, par des voies directes et indirectes, par les lois et des mesures de gouvernement, tout leur possible pour ravir à la vie publique de l'Etat tous les éléments qui n'ont pas voulu jurer par leur patriotisme patenté. Au lieu de créer à tous les peuples des garanties légales d'existence et de développement, ils n'ont même pas tenu compte du petit nombre de droits qui leur ont été garantis par des lois antérieures et travaillent même aujourd'hui à visage découvert et avec une brutalité révoltante, avec tout l'appareil de l'Etat, par tous les moyens politiques et sociaux, à l'anéantissement des nationalités non magyares.

Les résultats funestes de cette politique néfaste ne pouvaient pas manquer et ils prennent de jour en jour des proportions plus inquiétantes. Aujourd'hui, nous en sommes déjà arrivés à ce point que la question des nationalités de Hongrie constitue un objet de débats dans la presse européenne, dans les cabinets et les parlements étrangers. Le monde entier voit dans les relations intérieures de notre patrie un foyer dangereux et assiste avec anxiété aux violences impétueuses des oppresseurs et aux tentatives désespérées des opprimés. Nous en sommes déjà arrivés à ce point que les amis et les ennemis de la patrie, bien plus ceux-là mêmes dont nous nous plaignons,

sont obligés de reconnaître que cela ne peut plus marcher ainsi et qu'il faut chercher et appliquer les moyens de guérison.

Et il ne serait pas difficile de trouver ces moyens, si on les cherchait sincèrement et loyalement. Mais c'est là principalement que gisent la plus grande malédiction et le plus complet malheur ! Ceux qui détiennent le pouvoir de l'Etat et en abusent si fréquemment, manquent précisément du plus petit rudiment de sincérité et de bonne foi.

Continuellement, depuis les débuts de l'époque constitutionnelle actuelle jusqu'à aujourd'hui, nous avons fait, nous, non Maygars, tous nos efforts pour convaincre nos adversaires des erreurs dans lesquelles ils se sont embourbés. Mais nos efforts ont été vains.

Dans la presse, au parlement et dans les assemblées, on a montré aux détenteurs du pouvoir que dans la voie où ils se sont engagés ils nous conduiront à leur perte et à la nôtre et que ce n'est que par le chemin du droit et l'égalité qu'on pourra parvenir à la prospérité et à la consolidation de la patrie.

Tout cela, cependant, n'a eu d'autre résultat positif que de nous convaincre tous que l'idée de toute entente avec les chauvins est exclue. Comment convaincre celui qui ne veut pas être convaincu ? Comment montrer le danger à celui qui ferme les yeux exprès pour ne pas le voir ?

Il n'existe donc pas aujourd'hui de Roumain, Slovaque ou Serbe, aimant sa race et sa langue qui admette que par la voie des réclamations et en attendant que le sentiment de justice pénètre dans l'âme pétrifiée de l'adversaire, on puisse réaliser une amélioration du sort insupportable de nos peuples.

Il en résulte que nous devons placer sur un autre terrain la lutte légale pour notre conservation nationale et notre émancipation. Nous devons nous organiser, nous tous qui avons les mêmes droits à défendre, de manière à pouvoir nous présenter devant l'adversaire, non pas comme des réclamants qui mendent, mais comme un facteur conscient de ses droits et se sachant assez puissant pour les conquérir.

Mais cette organisation-là, une seule des nations non-magyares ne peut pas se la donner ; toutes ensemble peuvent la former, car c'est seulement en réunissant nos forces que nous pourrions devenir dans notre pays ce facteur imposant dont les justes prétentions ne peuvent être un instant méconnues.

Dans ce but, de même que nos chefs, au début de cette ère prétendue constitutionnelle, ont reconnu l'importance de l'alliance des nationalités et l'ont affirmée à différentes occasions, nous avons accentué de nouveau et unanimement notre solidarité, maintenant que la question nationale est devenue aiguë ; nous nous sommes efforcés de créer une base sur laquelle nous puissions nous organiser comme un facteur puissant, irrésistible.

Sur l'initiative des Roumains devenue si pressante pendant ces derniers temps, les comités centraux de nos partis nationaux ont nommé les délégués suivants : MM. le docteur Ioan Ratiu, Eugène Brote, Aurel Propovici, de la part des Roumains ; Paul Mudron, dr. Milos Stefanowitz, dr. Samo Daxuer, Matus Dula, et dr. Jaroslav Minich de la part des Slovaques, et le docteur Emile Gavrilă de la part des Serbes.

Ces délégués se sont réunis pour la première fois à Vienne les 10 et 11 janvier 1893 pour discuter les bases sur lesquelles notre alliance doit être assise. Le 14 et le 15 novembre 1893, les délégués suivants de nos partis se sont réunis de nouveau, les autres ayant été dans l'impossibilité d'assister à la séance. Ce sont MM. Ion Ratiu et Jules Coroiano, de la part des Roumains, Paul Mudron et le docteur Samo Daxuer, de la part des Slovaques, le docteur Emile Gavrilă et Nicolas Ioximovitch, de la part des Serbes. A cette réunion, tenue à Budapest, un programme commun d'action a été formulé qui doit maintenant être soumis à la délibération de nos partis ou plutôt de nos

peuples. D'autres réunions ont encore suivi où le projet de programme a reçu sa formule définitive.

Cependant, l'aggravation de la situation politique et surtout les procès politiques par lesquels nous sommes passés ces derniers temps, et qui ont absorbé toute notre activité et toute notre attention, ont empêché jusqu'à ce jour l'élaboration définitive d'un *programme d'action commune*.

C'est pourquoi nous annonçons que le congrès des trois nations se réunira le 10 août (29 juillet n. st.) à Budapest, où sera résolue sans retard cette question importante.

L'ordre de jour du congrès portera : Etablissement d'un programme d'action commune.

Sibiu, Turceausky-Svatz-Martin, Novi-Sad,

9/21 juillet 1895.

Le comité provisoire des délégués des partis nationaux roumain, slovaque et serbe :

VASILE MAUGRA,	PAUL MUDRON,
DR. STEFAN PETROVICI,	DR. SAMO DAXUER,
DR. EMILE GAVRILA,	NICOLAS IOXIMOVICI.

-- Nous empruntons à *l'Indépendance roumaine* du 15 août, le texte des résolutions votées par le Congrès :

Les membres des nationalités roumaine, serbe et slovaque de Hongrie, assemblés le 10 août 1895 à Budapest, énoncent ce qui suit :

I. L'alliance serbe, slovaque et roumaine déclare qu'elle tiendra à l'intégrité des pays de la couronne de Saint-Etienne.

II. Respectant les rapports ethniques et le développement historique de la Hongrie en vertu desquels la Hongrie n'est pas un Etat auquel un seul peuple peut donner son caractère national, mais un état qui tire son caractère de la totalité des peuples de la Hongrie, réunis en un seul tout, les Roumains, les Slovaques et les Serbes demeurant en Hongrie et en Transylvanie, soutenant l'intégrité des pays de la couronne de Saint-Etienne, veulent déduire des rapports ethniques existants et du développement historique de la Hongrie toutes celles des conséquences qui sont nécessaires pour l'administration de l'Etat basée sur l'affermissement et le développement de tous les peuples de la Hongrie.

III. La nature de l'Etat hongrois, produit par les rapports ethniques et par le développement historique, ne permet pas qu'un seul peuple, qui ne forme même pas la majorité de la population, s'arroge le droit de former seul l'Etat.

La totalité seule des peuples de la Hongrie a le droit de s'identifier avec l'Etat, ainsi que le déclarent les lois existantes. En conséquence, l'idée dite de l'Etat national magyar, accaparant les attributs de l'Etat au profit d'un seul peuple qui est en minorité et qui, avec l'aide des pouvoirs d'Etat usurpés, asservit ainsi les autres peuples de la Hongrie qui sont en majorité, est en contradiction avec les rapports ethniques et avec le développement historique de la Hongrie, mais fait aussi en même temps périliter les conditions d'existence des autres peuples de la Hongrie qui composent la majorité du pays.

IV. En présence de ce péril, qui déjà par les faits prépare l'anéantissement des conditions d'existence des autres peuples de la Hongrie et de la Transylvanie, qui forment la majorité du pays, les Roumains, Slovaques et Serbes de Hongrie et de Transylvanie, soutenant leurs propres programmes nationaux qu'ils ont eus jusqu'à ce jour, concluent une alliance pour défendre par tous les moyens légaux leurs nationalités et espèrent pour le même

intérêt que les Russes et les Allemands de Hongrie adhéreront à cette alliance, car cette alliance ne contient rien d'illégal, mais tend surtout à établir par des moyens légaux la Hongrie sur des bases naturelles. Et la base naturelle, c'est de considérer l'autonomie nationale dans le cadre des comitats arrondis.

V. Cette alliance des nationalités n'exclut pas que chaque nationalité, d'après les circonstances particulières, puisse tendre à un développement propre et dans ce but les nationalités alliées se promettent un concours réciproque.

VI. Qu'il soit donné liberté complète aux peuples non-magyars dans les limites indiquées par leurs langues et aux territoires autonomes (comitats, villes municipales, communes), le caractère de la nationalité respective par l'emploi de la langue nationale par les autorités administratives et judiciaires. Mais là où les langues sont mélangées, pour rendre l'administration plus facile, que les comitats soient divisés d'après les limites des langues.

VII. A ce point de vue, les Roumains, les Slovaques et les Serbes ne peuvent pas être satisfaits de la loi dite des nationalités de 1868. Cette loi semble n'avoir été rendue que pour servir de masque en présence de l'étranger pour une prétendue tolérance à l'égard des nationalités. En fait, cette loi n'est pas respectée et est tout à fait illusoire. Aussi longtemps que cette loi des nationalités est en vigueur, les Serbes, les Roumains et les Slovaques la respecteront comme loi, mais prétendent de l'Etat qu'elle soit aussi respectée à leur égard et même qu'elle soit élargie en faveur des nationalités dans le sens d'une égale justice. Si une fois les nationalités sont mises dans la possibilité d'être représentées au parlement hongrois, elles s'efforceront de changer la loi des nationalités actuelle dans le sens des principes de l'autonomie nationale compris dans ce programme.

Elles insisteront particulièrement pour que le devoir de l'Etat de soutenir par les moyens de l'Etat les tendances culturelles des différents peuples de Hongrie soit rempli dans tous ses détails.

VIII. Les nationalités de Hongrie sont mises dans la triste situation de ne pas pouvoir prendre part au pouvoir législatif de l'Etat hongrois. La Hongrie étant considérée comme le domaine d'un seul peuple, le pouvoir de l'Etat tend à donner au parlement hongrois le caractère de la représentation d'un Etat national. En se plaçant à ce point de vue, on a créé pour la Transylvanie une loi électorale inique et oppressive, même d'après la loi électorale de la Hongrie proprement dite, les cercles électoraux sont formés et les listes électorales sont composées de telle façon que les électeurs des nationalités sont éliminés et anéantis ; aux élections, enfin, les autorités administratives usent à l'égard des nationalités de moyens tyranniques de pression et de dispositions arbitraires, tels que rien de semblable ne peut se passer nulle part à des élections dans l'Europe civilisée. Dans des circonstances semblables, alors que le droit sacré de la liberté électorale est devenu illusoire, les Serbes, les Slovaques et les Roumains comme partis sont forcés pour le moment de s'abstenir des élections pour le parlement.

IX. En liaison avec ce qui précède, l'alliance des nationalités désire l'introduction du suffrage universel direct et secret, désire une détermination plus juste des circonscriptions électorales, la cessation des influences administratives aux élections et l'abrogation de ces dispositions législatives aux termes desquelles l'omission du paiement des contributions entraîne la perte du droit électoral.

X. Attendu qu'il n'existe pas en Hongrie une seule loi pour le droit de libre réunion et d'association, mais que les ordonnances ministérielles relatives à cette question, vieilles et équivoques, sont interprétées et mises

en application d'une façon arbitraire par les organes administratifs, de telle sorte que, pour les réunions publiques et pour la formation des associations des nationalités, ils mettent en œuvre tous les empêchements possibles et qu'il en résulte que le droit de réunion et d'association n'existe presque pas pour les nationalités, l'alliance des nationalités prétend à la création d'une loi précise et démocratique sur le droit de libre réunion et d'association.

XI. Attendu que, par le système actuel, les autonomies des églises et des écoles garanties par la loi sont devenues illusoires par suite de l'immixtion arbitraire de la part du gouvernement, l'alliance des nationalités demande le respect des autonomies légales ecclésiastiques et scolaires et leur extension dans l'intérêt véritable de l'autonomie.

XII. Considérant que, en Hongrie, la grande institution du jury existe exceptionnellement seulement pour les procès de presse et vu que la dislocation de ces jurys est calculée avec intention de telle façon que, dans les affaires de presse des non Magyars, les Magyars seuls jugent, avec des sentiments hostiles à l'égard des nationalités et sans comprendre même la langue des non Magyars, ce que prouve jusqu'à l'évidence le transfert du jury de Sibiu à Cluj.

Attendu que cette institution est de cette façon falsifiée et dirigée contre tout mouvement un peu libre de la presse des nationalités, qui sont par conséquent totalement dépouillées de la liberté de la presse, l'alliance des nationalités prétend à la dislocation de ces jurys dans toutes les localités, où, en faisant disparaître l'institution préjudiciable des interprètes, il sera possible de procéder aux débats dans la langue originale de l'article incriminé ou bien à la suppression totale de l'institution du jury et à l'attribution des affaires de presse aux tribunaux réguliers.

XIII. Attendu qu'il existe en Transylvanie une loi exceptionnelle pour les affaires de presse, et qu'en Hongrie la liberté de la presse est amoindrie par l'obligation d'un cautionnement, l'alliance des nationalités exige une loi unitaire pour la liberté illimitée de la presse.

XIV. L'alliance des nationalités désire la liberté sur tous les terrains et il convient ainsi en première ligne qu'elle lutte pour la liberté des confessions existantes. A ce point de vue, l'alliance des nationalités luttera par tous les moyens légaux pour la révision des lois politico-ecclésiastiques, d'autant plus que celles-ci sont dirigées contre la vie nationale de chaque peuple.

XV. Les nationalités de Hongrie désirent la représentation de leurs intérêts par un ministre désigné par la Couronne d'après le mode dont sont représentées la Croatie et la Slavonie par un ministre sans ressort.

XVI. Pour atteindre les buts proposés et en vue d'une direction unitaire, l'alliance des Slovaques, Serbes et Roumains sera représentée par un comité élu de délégués serbes, slovaques et roumains, qui sera composé de 4 membres de chaque nation.

XVII. Ce comité disposera le nécessaire pour effectuer une organisation vigoureuse et veillera à ce que, de temps à autre, dans toutes les occasions, il lance une protestation contre la politique de dénationalisation des défenseurs actuels du pouvoir d'Etat.

XVIII. Le Comité veillera à ce que la bonne entente entre les nationalités isolées soit gardée et que tout ce qui pourrait détruire cette bonne entente soit écarté.

XIX. Pour édifier le grand public européen, qui n'est pas suffisamment

orienté sur les rapports nationaux de Hongrie, le Comité s'efforcera d'éclairer la presse européenne.

XX. Le Congrès stipule de se réunir périodiquement et de confier au comité dirigeant le soin de décider du lieu et du temps et de faire la convocation.

XXI. Le comité élaborera avant la réunion du Congrès un *Memorandum* qui, au nom des peuples représentés par cette alliance, exposera pleinement la situation, dans le but d'être présenté à Sa Majesté Impériale et Royale.

XXII. Au cas où la réunion du comité délégué sera vaine, les principes compris dans ce programme serviront comme direction de la politique nationale des Slovaques, des Serbes et des Roumains.

BELGIQUE

Interpellation relative au Congo.

A la séance de la Chambre des représentants du 27 août, M. Colfs a demandé s'il est vrai que les mahdistes ont pénétré dans l'Etat du Congo, si des postes belges ont été brûlés et si des armes ont été enlevées par les mahdistes. Il a demandé si la nouvelle de ces combats était arrivée à Bruxelles avant le vote récent des crédits et quel fut le véritable but de l'expédition Jacques. Il a réclamé une enquête sérieuse pour établir la vérité. Une commission parlementaire devrait interroger, sous la foi du serment, les officiers qui résidèrent au Congo.

M. de Burlet, ministre des affaires étrangères, répond que l'interpellation ne peut pas aboutir, puisque la Belgique n'est pas à la veille de reprendre le Congo. Le gouvernement belge n'est pas responsable des batailles qui ont pu avoir lieu, ni de leurs résultats. Il ne serait responsable que si l'annexion du Congo à la Belgique était votée. L'union personnelle avec le Congo existe ; mais tant que la Belgique n'exercera pas le droit de souveraineté sur le Congo, c'est la loi de 1890 uniquement qui réglera les relations entre les deux Etats.

Il ne s'est rien passé au Congo depuis le vote des crédits. Il y a eu des troubles dans la région de l'Aruwimi, mais ils n'ont rien d'extraordinaire. Cette région sera pacifiée comme les autres.

M. Lorand, progressiste, qui s'est toujours distingué par son hostilité contre le Congo, intervient ensuite dans le débat pour reprocher au gouvernement de l'Etat indépendant de violer ses engagements, de dissimuler la vérité et d'engager la Belgique dans une voie sans issue. Le gouvernement belge ne cesse d'être trompé. Il se passe des choses graves au Congo. L'Etat du Congo s'est attiré des difficultés avec l'Angleterre par la pendaison sommaire de Stokes. M. Lorand dit que la région de l'Aruwimi est en révolte ; des blancs ont été tués ; les nègres se révoltent contre les cruautés commises. Cette guerre a, paraît-il, coûté la vie à 70,000 personnes.

Le Congo devra payer les frais de la guerre mahdiste et l'indemnité due aux héritiers de Stokes.

M. de Burlet reproche à M. Lorand son langage antipatriotique.

M. Lorand insiste. Il dit que le déficit du Congo ne cessera pas d'augmenter. Il reproche au Congo sa soif d'expéditions. Le devoir du gouvernement est d'avertir le souverain du Congo qu'il sort de son rôle.

M. Colfs insiste pour qu'il soit ordonné une enquête parlementaire.

M. de Burlet renouvelle la fin de non-recevoir qu'il a opposée à l'interpellation. On ne peut, dit-il, demander une enquête sur les affaires politiques d'un Etat étranger. L'annexion du Congo n'est pas en discussion. En ce qui concerne l'affaire Stokes, en Angleterre on observe une réserve prudente à ce sujet. Rien ne permet à M. Lorand d'affirmer que le Congo fait une expédition militaire de conquête dans la région qui lui a été cédée à bail sur le Haut-Nil. Le cas échéant, la Belgique saurait faire les représentations nécessaires à l'Etat indépendant.

La Belgique et l'Etat indépendant ont les meilleures relations avec les Etats étrangers.

Le président lit un ordre du jour de M. Colfs, réclamant une enquête parlementaire sur ce qui se passe au Congo.

M. Wæste dit que l'enquête n'est pas recevable, le Congo étant indépendant.

Après un échange d'observations, M. Colfs retire son ordre du jour. L'incident est clos.

Au Sénat, M. Janson a interpellé sur le Congo dans le même sens que M. Colfs à la Chambre. M. Schollaert, au nom du gouvernement, a fait une réponse identique à celle de M. de Burlet.

Après une courte discussion, le Sénat a adopté, par 38 voix contre 12 et 10 abstentions, un ordre du jour exprimant son entière confiance dans la conduite du gouvernement vis-à-vis du Congo.

Le commerce extérieur de la Belgique.

Le ministère des finances publie, en un volume compact, le tableau du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pendant l'année 1894. Les résultats généraux du mouvement commercial durant cet exercice sont inférieurs à ceux de l'année précédente. Le chiffre des importations et des exportations générales réunies, qui s'élève à 5 milliards 127 millions, est inférieur de 5 0/0 à celui de 1893 : il y a diminution de 107 millions sur les importations, de 165 millions sur les exportations.

Pour le commerce spécial, les échanges avec les pays d'Europe représentent 79.1 0/0 du mouvement des importations et des exportations réunies ; le reste (20.9 0/0) forme la part de nos relations avec l'Amérique, l'Asie et l'Afrique.

Les valeurs de l'importation de France en Belgique sont de 282 millions ; celles de notre exportation en France de 283 millions 5, l'exportation dépassant l'importation de 1 0/0. La mise en consommation des produits importés en France a augmenté de 1 0/0 comparativement à l'année antérieure. Les articles sur lesquels on constate les différences les plus notables sont :

a) Augmentation : vins (3,500,000 fr.). — Farines et pain (3 millions). — Pierres (3 millions). — Matières minérales brutes (2,800,000 fr.). — Matières animales brutes (2,800,000 fr.). — Pommes de terre (1,500,000 fr.). — Résines et bitumes (1,300,000 fr.). — Huiles végétales (1,400,000 fr.). — Soies (700,000 francs). — Merceries (350,000 fr.). — Habillements (250,000 fr.).

b) Diminution : engrais (2,500,000 fr.). — Fils de lin (3 millions). — Chiffons (1,800,000 fr.). — Café (1,800,000 fr.). — Coton (1,500,000 fr.). — Chevaux (1,250,000 fr.). — Objets d'art (800,000 fr.). — Fruits (350,000 fr.).

L'exportation des produits belges vers la France s'est élevée à 283 millions, accusant une diminution de 8 0/0 sur le précédent exercice.

Les diminutions portent principalement sur les matières textiles, les récoltes et fourrages, la houille, les pierres, les fils de lin et de laine, les engrais, les

sirops. Par contre, il y a augmentation pour les viandes, les poteries, les légumes, la levûre, le beurre, les œufs de volaille, les couleurs et les produits typographiques.

Pour l'Angleterre, nos exportations dépassent de 33 0/0 les importations. Les deux catégories de produits belges qui rencontrent le plus de faveur dans le Royaume-Uni sont les verreries et les fruits de toute espèce.

Avec les Pays-Bas, notre commerce apparaît en décroissance ; des deux côtés, il y a une diminution de 13 0/0 sur l'année précédente ; toutefois, la Belgique envoie à ses voisins du Nord des quantités de plus en plus considérables d'engrais, de fils de lin, de métaux, de farines, de produits chimiques et de charbons de terre.

L'exportation des produits belges vers les territoires de l'Union douanière allemande a diminué de 2 0/0.

La diminution est le plus sensible sur les grains, les fils de laine, les engrais, les soies, les betteraves, les métaux et les farines.

Les importations des pays d'Amérique, considérées dans leur ensemble, sont en augmentation de 5 0 0. Nos exportations vers ces pays ont diminué de 19 0/0 ; mais elles ont augmenté de 6 0/0 avec les Indes anglaises ; de 8 0/0 avec le Cap, la Guinée, l'île Maurice et la Senégambie ; de 11 0/0 avec le Danemark, de 13 0/0 avec la Chine, de 15 0/0 avec l'Australie, de 21 0/0 avec l'Espagne, de 26 0/0 avec la Russie, de 38 0/0 avec la Roumanie, de 39 0/0 avec les Indes néerlandaises, de 46 0 0 avec le Japon, de 56 0/0 avec Singapour, de 68 0/0 avec la Turquie, où nous envoyons principalement des armes, des bougies, des produits chimiques, des voitures pour chemins de fer et tramways.

Les exportations belges vers l'Etat indépendant du Congo sont en diminution de 2 0/0, tandis que les importations de ce pays ont augmenté de 6 0 0. La Belgique a surtout dirigé vers le Congo des armes (182,000 fr.), des viandes (442,000 fr.), de l'acier ouvré (3 millions), des tissus de coton (1,400,000 fr.) ; elle a reçu du Congo pour 2 millions de francs de caoutchouc, pour 5 millions d'huiles de palme, pour 5 millions et 200,000 francs d'ivoire brut.

BRÉSIL

La question de l'île de la Trinité.

Nous empruntons à l'*Indépendance belge* les documents officiels échangés entre le ministère brésilien des affaires étrangères et la légation britannique au sujet de cette question.

Note à la légation britannique, en date du 22 juillet 1895.

Le 19 courant, j'ai eu l'honneur d'apprendre de M. Constantin Phipps, E. E. et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique, à propos de la nouvelle donnée par quelques journaux de l'occupation de l'île de la Trinité, dans l'océan Atlantique entre l'Amérique méridionale et la côte occidentale de l'Afrique, par des sujets de Sa Majesté, qu'elle ne lui paraissait pas dénuée de fondement. Immédiatement je fis observer que cette île faisant partie du domaine de la République des Etats-Unis du Brésil, une semblable occupation serait illégitime et ne pourrait prévaloir ; je lui affirmai que ce domaine était non équivoque, ce qui serait démontré en temps opportun ; et je lui annonçai que j'avais non seulement donné ordre par télégramme à la légation brésilienne à Londres de m'adresser des informations à ce sujet,

mais je lui fis part de l'agitation qui se produisait dans l'esprit public à cette occasion, de même que pour tous les autres faits internationaux provoquant la fermentation et l'exaltation du naturel et noble sentiment de la nationalité.

Le *Paiz* du lendemain ayant dénoncé la résolution du gouvernement fédéral d'envoyer à cette île un navire de guerre pour s'assurer du fait de l'occupation, M. Constantin Phipps eut la courtoisie de me faire parvenir à trois heures de l'après-midi, pour plus ample information, une déclaration que le fait de l'occupation, au nom de la Couronne d'Angleterre, était avéré, parce qu'il s'agissait d'un territoire abandonné et ne possédant aucun vestige de possession d'aucune autre nation.

Je ne lui cachai ni la surprise ni le déplaisir que cela me causait, lui renouvelant mes affirmations de la veille appuyées par les antécédents historiques et les témoignages des géographes.

Les doutes concernant l'effectivité de l'occupation ayant été dissipés, M. Phipps me dit qu'il conviendrait de suspendre l'ordre relatif à la sortie du navire de guerre, qu'il allait porter mes observations à la connaissance de son gouvernement et que, dans quarante-huit heures, il aurait des instructions pour traiter de cet incident, désagréable aux relations que maintiennent heureusement les deux pays, le Brésil et l'Angleterre.

J'accomplis maintenant le devoir de consigner ici, comme je le promis à M. Phipps, les raisons sur lesquelles je me suis fondé pour qualifier d'illégitime l'occupation de l'île de la Trinité ; mais, auparavant, permettez-moi cependant de lui communiquer que, par télégramme reçu hier de la légation du Brésil à Londres, on me dit avoir été informé par le Foreign Office que cette occupation date de janvier dernier au nom du gouvernement anglais pour le service du câble sous-marin argentin, sans avoir donné publicité à cet acte ni fait aucune notification.

L'île de la Trinité, comme M. Phipps le sait, est située entre le 20°31' de latitude sud et le 43°47'57" de longitude. A l'est du méridien de Rio-de-Janeiro, elle est distante, selon, — « The practice of navigation and nautical astronomy » — de H. Rapper (Lieut. R. N., 7^e éd., London, 1862) de 631 milles géographiques du point de la côte de l'Etat d'Espirito Santo situé dans la même latitude. Découverte par les Portugais en 1501, ce fut seulement le 15 avril de 1700 que le capitaine anglais Edmond Halley y débarqua et le 31 mai 1775 J. Cook, à son second voyage. En 1781, le gouvernement de la Grande-Bretagne, se trouvant en guerre avec celui de l'Espagne, envoya occuper cette île dans le but d'entraver le commerce espagnol avec les colonies de la Plata, ce qui motiva de sérieuses réclamations de l'Espagne au Portugal ; ce dernier ordonna alors au vice-roi du Brésil d'envoyer une expédition pour arrêter l'occupation. En 1782, un établissement militaire portugais y fut alors formé et le 16 septembre de cette même année, le vice-roi reçut ordre d'établir des communications régulières avec l'île. Pendant le voyage de La Pérouse en 1785, le drapeau portugais fut aperçu sur une montagne et seulement, par ordre du 6 février 1795, le détachement et l'armement qui s'y trouvaient furent transportés par la frégate *Princeza da Beira*, qui arriva à Rio le 11 octobre de la même année.

Avec l'indépendance du Brésil, l'île de la Trinité cessa d'appartenir au Portugal.

En 1825, la corvette brésilienne *Itaparica*, commandée par le capitaine de la marine de guerre Diogo Jorge de Brito, y fut envoyée en commission par le gouvernement brésilien ; et en 1831 la Régence, au nom de l'Empereur, envoya procéder à des études et à un examen sur son utilisation.

Furent encore envoyés en commission dans cette île par le gouvernement : la corvette *D. Isabel* en 1856, la corvette *Bahiana* en 1871, *Nitchevoy* dans

cette même année, et en 1884, puis dernièrement le transport de guerre *Penedo*, en avril 1894, sous le commandement du premier lieutenant de l'escadre Joaquim Sarmanho.

Avant la commission confiée en 1894 au transport *Penedo*, le gouvernement de la République avait commencé des travaux dans le sens d'une adaptation de l'île au service pénitencier, ce dont font foi deux avis du 11 juillet et du 14 octobre 1891 du ministère de la justice.

Malte-Brun et Elisée Reclus (ce dernier encore en 1894), parmi les terres appartenant au Brésil, énumèrent l'île de la Trinité, pour ne pas invoquer Pierre Larousse (Dict. Univ., t. XV).

Je dois aussi insister auprès de M. Phipps sur ce que, sous le régime de l'Empire, le gouvernement brésilien, par décret n° 9334 du 29 novembre 1884, accorda au citoyen Joao Alves Guerra la permission d'explorer des mines, d'extraire des produits naturels et d'établir des salines dans l'île de la Trinité, la considérant alors comme une annexe de la province do Espirito Santo. Tout cela est décisif.

L'occupation est le moyen légitime d'acquérir un domaine, seulement relativement à des choses qui n'ont point de maître — *res nullius*. — Sont considérées comme telles seulement celles qui n'ont été sous le domaine de personne, soit qu'elles n'aient appartenu à personne, soit qu'elles aient été abandonnées par leur ancien possesseur.

L'abandon ne peut se présumer, en vertu de la règle *nemo suum jactare proesumitur*; il faut manifester l'intention de renonciation et de cessation de pouvoir physique sur la chose, et ne pas le confondre avec les simples « délaissement » ou « désertion ». Le propriétaire peut laisser la chose « désertée » ou la délaisser et cependant en conserver la possession. Le fait de la possession légale ne consiste pas seulement dans la détention réelle de la chose, mais aussi à la tenir à sa libre disposition. L'absence du propriétaire, le délaissement ou la désertion n'excluent par la libre disposition. De là l'adage : *Animo retinetur possessio*.

Gaius (Inst. C. 4 § 154) enseigne... « *Quoniam possidemus animo solo quum « volumus retinere possessionem. — Neque vero deseri locum aliquem satis « est, ut pro derelicto habendus sit, sed manifestis appareat indicibus derelin- « quendi affectio,* » dit avec plus de force Mühlenbruch, Doctrina Pandect. §§ 241 et 251.

L'abandon ne peut découler que de la manifestation expresse de la volonté et c'est pour cela que l'*animus* est la possibilité de reproduire la première volonté d'acquisition de la possession, comme l'enseigne Savigny (§ 32), sans qu'il y ait nécessité d'avoir constamment la conscience de la possession.

Pour l'abandon, il est nécessaire d'effectuer un nouvel acte de volonté dirigé en sens contraire de la première volonté, *animus in contrarium actus*.

Pro derelicto autem habetur quod dominus ea mente abjecerit ut id rerum suarum est nolit, disent les Institutes.

Lorsque la chose dont on invoque l'abandon pour légitimer l'occupation est du domaine d'une nation, la nécessité de l'appuyer par une manifestation positive et expresse de ne pas vouloir continuer à posséder, devient plus rigoureuse par cela même que la possession territoriale ne présume pas l'abandon, la présomption n'est pas d'être *res nullius* comme dans le cas des Institutes, *Insula quæ in mari nata est (quod raro accidit) occupantis fit : nullius enim esse creditur*.

Si l'île de la Trinité fut découverte par les Portugais et par eux occupée militairement jusqu'en 1793, si ces faits sont historiques et que les annales des nations excluent l'ignorance de celles-ci; si par des actes positifs et publics le gouvernement brésilien a toujours manifesté la conviction que l'île de la Trinité est un territoire national, la condition de l'occupation qui a pour objet le *res nullius* ne se justifie pas.

La possession se perd *corpore* seulement lorsque la faculté de disposer devient complètement impossible, lorsque disparaît l'état de fait qui ne permet pas de disposer de la chose possédée.

Si le Brésil n'a pas manifesté par acte exprès sa volonté d'abandonner l'île, qui fut adjugée au continent brésilien par le fait de son indépendance politique, et si, M. Phipps en conviendra, il n'existe pas actuellement un état de fait qui l'empêche de disposer de l'île ou de l'utiliser quand et comment il le juge bon, il a conservé avec le domaine la possession intégrale ; comme l'île n'est pas *res pro derelicta*, son occupation au nom du gouvernement anglais est sans titre légitime d'acquisition ou de domaine.

Ces réflexions soumises à M. Phipps, je crois qu'il ne laissera pas de les soumettre au gouvernement de S. M. la reine d'Angleterre, comme protestation contre l'occupation de l'île de la Trinité, qui fait partie du territoire brésilien, et je suis certain que lorsqu'aura disparu l'équivoque de l'abandon et de la qualité de *res nullius*, le gouvernement britannique enverra des ordres pour suspendre l'occupation, rendant ainsi hommage aux sentiments de justice qui accentuent une fois de plus les dispositions dans lesquelles se trouvent les deux gouvernements, celui du Brésil et celui de l'Angleterre, de conserver inaltérées les relations qu'ils maintiennent entre eux. Pour infirmer que soit la valeur de l'île de la Trinité, le gouvernement fédéral se croit obligé d'agir comme il le fait, parce que, si la lésion de droit était consentie et voulue, le point d'honneur national n'en serait pas moins affecté.

Je réitère à M. le Ministre les assurances de ma haute considération.

CARLOS DE CARVALHO.

A M. Constantin Phipps.

Note de la Légation britannique.

Pétropolis, le 20 juillet 1895.

Monsieur le ministre,

Je n'ai pas manqué, après mes conférences avec Votre Excellence vendredi et samedi dernier, de communiquer au principal secrétaire d'Etat des affaires étrangères de Sa Majesté les observations de Votre Excellence, relatives à l'acte attribué au gouvernement de Sa Majesté de l'occupation de l'île de la Trinité.

J'ai l'ordre d'informer Votre Excellence que la possession de l'île en question fut pour la première fois prise par la Grande-Bretagne en l'an 1700. Aucune preuve ne fut alors rencontrée de possession portugaise ni aucune protestation présentée par le Portugal. Dans l'opinion, toutefois, du marquis de Salisbury, il ne peut exister aucun titre brésilien supérieur à celui de la Grande-Bretagne. Quand le gouvernement de Sa Majesté a pris possession pour la seconde fois de cette île et de celle de Martim Vaz en janvier dernier, il n'a rencontré aucun signe d'occupation étrangère et comme la Trinité devient nécessaire pour une station télégraphique, le gouvernement de Sa Majesté ne peut consentir à abandonner ses droits sur elle.

J'ai eu la plus vive satisfaction d'informer lord Salisbury que Votre Excellence, de la manière la plus cordiale, s'était rangée à l'opinion que j'eus l'honneur de lui exposer qu'il ne serait pas nécessaire, en vue de la connaissance que j'ai donnée de la question au gouvernement de Sa Majesté, d'envoyer un navire de guerre à la Trinité et je suis certain que Votre Excellence ne laissera pas de reconnaître qu'il ne peut être opportun d'envoyer un navire pour affirmer le droit de souveraineté dans une île qui se trouve au pouvoir du gouvernement de Sa Majesté.

Je profite de l'occasion, M. le ministre, pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

CON. PHIPPS.

A Son-Excellence, M. Carlos de Carvalho, Ministre des affaires étrangères.

· *Seconde note à la légation britannique.*

Ministère des affaires étrangères, Rio-de-Janeiro, 23 juillet 1895.

En ce moment, trente-cinq minutes après-midi, j'ai l'honneur de recevoir la note datée du 20 courant par laquelle M. Constantin Phipps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique, me communique, par ordre de son gouvernement, que la possession de l'île de la Trinité a été pour la première fois prise par la Grande-Bretagne en l'an 1700 sans qu'il y eût protestation de la part du Portugal, et que l'opinion de lord Salisbury, principal secrétaire d'Etat des affaires étrangères, est qu'il ne peut avoir de titre brésilien à la possession de cette île supérieur à celui de la Grande-Bretagne. M. Phipps ajoute que le gouvernement de Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne ayant occupé l'île de la Trinité et celle de Martim-Vaz, en janvier dernier, pour y établir une station de câble télégraphique, elle ne peut consentir à abandonner ce droit sur elles.

Que M. Phipps me permette de lui répondre, et pour qu'il le transmette à lord Salisbury, que le meilleur titre de droit du Brésil sur l'île de la Trinité est la reconnaissance solennelle, positive et pratique, de ce droit par l'amirauté anglaise qui, le 22 août 1782, expédia des ordres explicites à l'officier anglais qui commandait l'île de la Trinité pour qu'il en effectuât l'évacuation sans retard et la remit au gouvernement portugais, comme appartenant aux possessions du royaume de Portugal dans l'Amérique du Sud et sujette au Vice-Royaume du Brésil.

M. Phipps voit donc que lord Salisbury, faisant remonter les titres anglais à 1700, année en laquelle le capitaine Edmond Halley aborda à l'île de la Trinité, découverte par les Portugais au commencement du seizième siècle, tombe dans une erreur que les archives britanniques pourront facilement dissiper.

J'offre de soumettre à M. Phipps copie des instructions que le capitaine de la marine de guerre, commandant le bâtiment *Nossa Senhora dos Prazeres*, reçut le 7 décembre 1782 du vice-roi du Brésil, Luiz de Vasconcellos et Souza, pour l'établissement militaire de l'île de la Trinité en cette année et pour que continue, comme elle continua, la retraite des forces anglaises qui s'y trouvaient indûment. De tout cela, le vice-roi donna communication à son gouvernement le 20 décembre de la même année.

Par elles, M. Phipps verra que la Grande-Bretagne a cédé à la justice et à la raison en se retirant de l'île de la Trinité et en proclamant les droits échus au Brésil par le motif de son indépendance politique et parce que l'île de la Trinité était sous la juridiction du gouvernement de Rio-de-Janeiro.

Le titre de 1700, invoqué par lord Salisbury, ne résistera pas aux faits antérieurs comme il ne peut résister aux faits subséquents.

Je sou mets également à l'appréciation de M. Phipps la lettre royale du 22 février 1724, dans laquelle le roi Jean de Portugal donna des ordres pour empêcher que la Compagnie anglaise de Guinée se serve de l'île de la Trinité pour le commerce des esclaves. C'est là, sans aucun doute, une solennelle protestation contre l'acte de 1700 pratiqué par le capitaine Halley.

J'accomplis le devoir d'en appeler aux sentiments de justice du gouvernement de S. M. la reine de la Grande-Bretagne dans le but d'éloigner des bonnes relations qu'il maintient avec la République des E. E. U. U. du Brésil ce motif de perturbation.

Il n'y a pas de doute qu'à la vérification de ce que j'affirme, succédera spontanément la désoccupation de l'île de la Trinité, comme le fit, en 1792, le gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Quant à l'allusion relative à la prière qu'il me fit de suspendre l'envoi d'un navire de guerre brésilien à l'île, je dois déclarer qu'après ce qu'il m'a exposé de la part de son gouvernement, il n'y avait plus nécessité de l'envoyer pour s'assurer que le gouvernement de Sa Majesté la Reine exerçait un acte de

souveraineté par l'occupation de cette île, je protestai de la façon la plus vive contre une semblable assertion, faisant réserve de tous droits généralement quelconques du Brésil et demandai la permission de faire sentir à M. Phipps, ce que je lui ai déclaré verbalement aujourd'hui, à 11 1/2 heures du matin, que, forte de son droit, la république des Etats-Unis du Brésil ne l'abandonnera pas, confiante avant tout dans les sentiments du gouvernement de S. M. la Reine d'Angleterre.

Je réitère, à monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

CARLOS DE CARVALHO.

A Monsieur Constantin Phipps.

A cet échange de vues des diplomates brésilien et anglais sur cette intéressante question, l'*Indépendance belge* croit devoir ajouter encore en faveur de la légitimité des droits du Brésil dans cette affaire deux faits prouvant, suivant elle, que le Brésil n'a jamais fait cession de ses droits sur cette partie de son territoire.

Le premier est l'offre que fit M. le Dr Cassiano de Nascimento, lorsqu'il fut ministre des affaires étrangères de cette île, au gouvernement italien, pour y installer un lazaret pour les passagers et marins atteints du choléra. Mais cette offre fut déclinée, l'île n'offrant pas de conditions assez favorables.

L'autre fait, plus récent, est un voyage que fit, sous le gouvernement du maréchal Floriano Peixoto, le vapeur *Penedo*. Il entra dans les vues du gouvernement d'en faire un lieu de déportation pour délits politiques.

Une relation de ce voyage, écrite par un officier de l'armée, fils de M. le colonel Leite de Castro, dit que le débarquement y est très pénible et qu'on n'y obtient de l'eau douce qu'avec la plus grande difficulté.

Il est à espérer que cet incident ne s'aggraverait pas davantage et sera, au contraire, très prochainement arrangé en sauvegardant les intérêts et l'amour-propre de chacune de ces deux grandes nations liées par d'importants intérêts commerciaux.

BULGARIE

A la fin du mois d'août, M. Natchovitch, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, a adressé la note suivante à M. C.-N.-E. Eliot, gérant l'agence diplomatique et consulat général de Sa Majesté britannique à Sofia, pour protester contre les massacres de musulmans dont on accusait les bandes bulgares en Macédoine :

Le *Times*, de Londres, dans son numéro du 7 de ce mois, a publié une dépêche de Sofia dans laquelle il est dit que la population musulmane serait exposée en Bulgarie à des mauvais traitements et que douze Turcs auraient été assassinés dernièrement par des individus revenant des frontières macédoniennes.

Sachant que les correspondants des journaux étrangers sont journellement victimes des plus grossiers mensonges répandus à dessein par certains cercles ou des individus malintentionnés à l'égard de la Bulgarie, le gouvernement princier n'a point prêté attention à ladite dépêche : il s'est borné, suivant son habitude en pareil cas, à ordonner aux autorités locales d'ouvrir une enquête sévère sur les faits signalés. Par excès de précaution, M. Stoïlof a même adressé aux préfets une circulaire dans laquelle, en leur faisant part de ces bruits répandus à l'étranger, il les invitait à calmer les esprits, s'il y avait lieu, et à veiller à la sécurité et à la tranquillité de la population musulmane.

Le gouvernement bulgare s'est contenté de prendre ces mesures sans plus se préoccuper des assertions du *Times* : il espérait que le nouveau mensonge lancé à cette occasion tomberait de lui-même, comme tant d'autres men-

songes que des gens malveillants inventent et répandent dans le but de dénigrer et de compromettre la principauté et son gouvernement.

Malheureusement, cette fois-ci, il en a été tout autrement avec la dépêche publiée par le *Times*.

Ce fut d'abord Nébyl bey qui, sur la base de cette dépêche, m'adressa une première réclamation, en m'assurant de son côté que les musulmans seraient persécutés en Bulgarie et que douze musulmans auraient été déjà massacrés. Ensuite, dans le Parlement anglais, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères a déclaré que l'Agence royale britannique à Sofia aurait été chargée d'attirer l'attention du gouvernement bulgare sur les faits susmentionnés. Puis, à Yildiz-Kiosk, le secrétaire de Sa Majesté impériale le sultan aurait signalé à M. Dimitrof les mêmes faits, en se basant sur l'autorité du *Times*. En dernier lieu, on vient de nous informer que la Sublime Porte aurait dénoncé ces mêmes faits aux grandes puissances.

Dans ces conditions, j'espère que vous trouverez très naturel, monsieur le gérant, que le gouvernement princier s'alarme, à la fin, des conséquences de la dépêche envoyée par M. Bouchier, votre ressortissant, qui est le correspondant du *Times* à Sofia. Aussi, d'après une décision prise en conseil des ministres présidé par son Altesse Royale le prince, je viens vous prier de vouloir bien inviter M. Bouchier à se rendre sur les lieux des crimes qu'il a signalés à Londres, à faire une enquête aussi sévère qu'il lui plaira, pour découvrir les noms des victimes et les indiquer au gouvernement, puisque nos autorités civiles, judiciaires et militaires, qui ont été simultanément chargées de cette tâche, n'ont pu trouver aucune trace de ces crimes.

M. Bouchier voyagera aux frais du gouvernement bulgare et sera muni de lettres ouvertes qui mettront toutes les autorités susmentionnées à son entière disposition pour faciliter ses recherches. J'espère que M. Bouchier acceptera cette proposition avec d'autant plus d'empressement, que son honneur et l'honneur du *Times* sont engagés dans cette affaire.

— Le 15 juillet, M. Stambouloff, l'ancien premier ministre, a été assassiné dans une rue de Sophia. Les coupables ont réussi à se soustraire aux recherches de la police. « L'attentat de la rue Rakovsky, dit le journal *La Bulgarie*, est de ceux qui soulèvent l'indignation générale et les protestations unanimes des honnêtes gens. Quel que soit le mobile qui ait poussé les assassins de M. Stambouloff, quel que soit le but qu'ils aient poursuivi — et il n'est que trop clair que le but était la vengeance — leur crime est odieux, il apparaît inexcusable, il révolte la conscience publique, il sera unanimement flétri. Si M. Stambouloff avait à répondre de quelques-uns de ses actes comme homme politique et à se justifier de certaines mesures prises par lui durant son long ministère, la Constitution a justement prévu le cas des responsabilités ministérielles, et pour bien les dégager, elle a institué une juridiction spéciale de laquelle seule dépendait l'ex-ministre. Pourquoi, dès lors, appartiendrait-il à qui que ce soit de se faire justice soi-même, alors que la loi, cette sauvegarde de la société, confère à tous les citoyens bulgares le droit de demander des comptes à ceux qui ont détenu temporairement une parcelle quelconque du pouvoir ? Une nation, une société où l'on pourrait s'habituer à de tels actes, s'armer et se ruiner sur son semblable pour se venger, dégènerait bien vite en un pays barbare, et la civilisation y reculerait d'un coup de toute l'étendue par elle gagnée et déjà conquise.

« Encore une fois, ceux qui ont attaqué M. Stambouloff sont sans excuse et rien ne pourrait justifier leur abominable agression.

« Il est malheureusement à craindre que quelques-uns ne veuillent le tenter, ou tout au moins essayer d'en pallier l'énormité. Pour cela ils diront bien haut que si les haines anciennes, quelques violentes qu'elles fussent, pouvaient à la rigueur s'assouvir avec le temps et peut-être lentement s'oublier, il appartenait au parti du ministre démissionnaire de mettre un terme à cette

campagne virulente qu'il n'a cessé de mener durant 14 mois contre tous ses adversaires.

« Cependant ces considérations elles-mêmes ne sauraient atténuer en aucune façon l'horreur qu'inspire à tous le drame sanglant de lundi. »

On a remarqué qu'aucun membre du Gouvernement n'a assisté aux funérailles de l'ancien Président du Conseil. Pour expliquer les raisons de cette abstention, voici la traduction du télégramme, adressé par le Souverain à M. le Dr. Stoilow, Président du Conseil :

Carlsbad, 8-20 juillet.

Sous l'impression de la profonde indignation et de la vive douleur que j'ai ressenties à la réception de la nouvelle annonçant le lâche attentat commis sur M. Stamboulow et la mort de celui qui a tenu une place si considérable dans les annales de notre histoire, J'ai voulu, d'accord avec vous et comme vous, oublier devant le tombeau ensanglanté les malentendus qui M'avaient séparé de lui ; J'ai cru de mon devoir de rendre à l'éminent défunt les honneurs dignes de ses services, en lui faisant des funérailles nationales.

Cependant, en présence de ces pieuses et loyales démarches de Ma part, la conduite inconvenante d'une famille — dont Je comprends et respecte la terrible douleur — ; les injures inouïes lancées contre moi et mes conseillers par les partisans du défunt ; les indignes calomnies dont Je ne m'abaisserai point à relever les attaques sans exemple auxquelles vous et moi Nous sommes exposés en Europe par la malveillance des uns et par l'aveuglement des autres, — M'imposent le devoir de vous conseiller de vous abstenir de toute participation aux obsèques de l'ex-Ministre Président.

Je prévois que cette décision que J'ai dû prendre à regret, donnera à nos adversaires l'occasion de nous lancer de nouvelles injures ; mais Je pense que cette décision que les circonstances nous imposent, est la seule digne de l'honneur du Souverain et de Ses Ministres devant la nation qui a placé en eux sa confiance. Pleinement et plus que jamais solidaire avec Mes fidèles conseillers dont J'apprécie la valeur, fier de porter avec eux le lourd fardeau des soupçons et des iniquités, puisant de la force dans la justice d'une politique libérale et éclairée, J'attends avec sang-froid l'apaisement de la tempête, ayant la certitude que Mon Gouvernement remplira jusqu'au bout son devoir, découvrira et punira d'une façon exemplaire les assassins de feu Stamboulow.

(Signé) FERDINAND.

ESPAGNE

64 prélats ont envoyé une adresse au pape pour protester contre les fêtes destinées à célébrer l'anniversaire de la prise de Rome par les troupes italiennes. En voici le texte :

« Très Saint-Père, Depuis qu'on commença à répandre insidieusement la
 « funeste idée de la formation du royaume d'Italie, l'épiscopat espagnol
 « soupçonna, avec raison, et le monde catholique aussi redouta que cette
 « nouvelle royauté ne dressât un trône en face du trône pontifical, en le
 « posant dans le palais même qui était la propriété des papes ; et il pres-
 « sentit aussi que cette idée serait en quelque sorte le précurseur d'une usur-
 « pation que réaliseraient la perfidie, l'astuce et la fortune d'une agression
 « armée ! En vérité, ces craintes se sont complètement réalisées en donnant
 « une célébrité déplorable au triomphe de l'iniquité, puisque l'entrée, dans
 « Rome, des troupes italiennes, a été déclarée Fête nationale, et qu'on donne
 « comme fait accepté ou consenti cet anniversaire qu'on essaye de célébrer
 « solennellement, et qui contredit les bases de la vérité et de la justice ainsi
 « que les principes du droit ; puisqu'on voit dans la Ville Sainte, en s'em-
 « parant sans façon des titres de propriété d'autrui, se réaliser un fait per-

« turbateur de toute légitimité dans Rome, ce centre de l'unité chrétienne. Avec un procédé pareil, et sous les yeux de la civilisation moderne, l'honneur et le droit, encore indivisibles sans que les différences de région, de climat ni de site puissent altérer l'excellence des actions humaines, ni la rectitude des consciences, sont maintenant mortellement blessés. De sorte que la série d'événements dont le dénouement reçoit les honneurs d'une célébration nationale, se dresse, au milieu de la société moderne, comme le triomphe éclatant, soit de l'hypocrisie, soit de l'audace : et comme la négation du droit international, puisque les relations diplomatiques de l'univers étaient unies avec la gérance politique de Rome. Ainsi et les trésors matériels, intellectuels et moraux que l'on gardait dans la Ville Eternelle formant partie de l'héritage et de la fortune des nations chrétiennes, tout cela a passé en d'autres mains, l'usurpation s'étant emparée des palais, des couvents et des dépendances de la Sainte Propagande. »

« Ainsi la ville de Rome, mère et maîtresse de la Vérité, fondée sur la pierre ferme, voit actuellement l'image vivante d'un paganisme diplomatique et perturbateur. »

« Devant ce spectacle nullement étrange dans les temps modernes, et qui est caractéristique des sophismes parlementaires et des aveuglements de sectaires, l'épiscopat espagnol, fidèle observateur de sa mission qui est de veiller, à la fois, à la conservation de la saine doctrine, et sincère dépositaire de l'affection et de l'adhésion la plus complète pour son chef spirituel, envoie aujourd'hui à Votre Sainteté un message vif et cordial, qui servira d'interprète de leurs sentiments de très tendre dévouement au Saint-Siège, en unissant à ce message la protestation claire, transparente et énergique qui dicte à des cœurs nobles et reconnaissants le respect de la paternité pontificale. »

« Désirant faire constater devant tous les vivants, et pour l'avenir, la manifestation de ce sentiment, les prélats espagnols réitérent à Votre Sainteté, non pas pour la forme, mais avec la sincérité des fils de Castille et de Léon, le témoignage de leur vénération profonde et, face contre terre, demandent humblement pour eux, pour le clergé et pour le peuple fidèle, la bénédiction apostolique. Donné à Tolède, en la fête de Saint-Jacques, ce 18^e jour d'août 1895. »

ÉTATS-UNIS

Une nouvelle étoile au drapeau de l'Union.

Le correspondant du *Times* à New-York annonce que, par ordre du secrétaire de la guerre, une nouvelle étoile a été ajoutée au drapeau de l'Union. Elle représente l'Etat d'Utah qui, cependant, n'entrera dans l'Union que le 4 juillet 1896. Il y aura alors 45 Etats, et tous les drapeaux de l'armée devront porter 45 étoiles.

Depuis longtemps la population de l'Utah était assez considérable pour permettre à ce territoire d'être admise au rang d'Etat. Mais elle se compose en partie de mormons et on a hésité longtemps à les admettre au rang des autres Américains. Depuis un certain temps, il est vrai, la polygamie tombe en désuétude chez les « saints des derniers jours » et d'ailleurs leur proportion par rapport à la population totale de l'Utah tend à décroître en présence de l'afflux des immigrants, surtout irlandais.

— Une intéressante question internationale aurait été tranchée par le nouveau secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Olney. Voici le fait d'après le récit de *La Nation* de New-York :

Le secrétaire Olney, écrit la revue américaine, a rendu un service aux

principes moraux et à la cause de la paix en définissant les devoirs des citoyens envers les puissances étrangères avec lesquelles nous vivons en paix. Sa lettre a été écrite en réponse à une demande d'information adressée au Secrétariat d'Etat par le caissier d'une banque de Texas qui désirait savoir s'il y avait une loi interdisant à la dite banque d'être le dépositaire des fonds souscrits pour la cause de l'indépendance de Cuba.

Le Secrétaire a répondu qu'il n'y a pas de loi précise concernant les banquiers qui reçoivent en dépôt de l'argent destiné à fomenteur une révolution à l'étranger, il n'y a à ce sujet aucun précédent judiciaire. Cependant, les devoirs généraux des citoyens envers les Etats avec lesquels nous vivons en paix ont été définis par la Cour suprême. Ces devoirs se résument en ceci : le citoyen est obligé d'être en guerre avec tout pays avec lequel le Gouvernement est en guerre, mais il est également tenu à vivre en paix avec tout pays avec lequel son Gouvernement vit en paix. Ce principe est la base de tout gouvernement, car sans le respect de cette maxime, il n'y a aucun ordre social possible, ni relations pacifiques entre les citoyens de divers pays.

FRANCE

Rapport fait au nom de la Commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi sur la trahison et l'espionnage (urgence déclarée), par M. Marc Sauzet, député.

Messieurs,

Votre Commission de l'armée, par un premier rapport de M. Jules Roche du 6 avril 1893, vous avait proposé de détacher du projet de loi sur la trahison et l'espionnage, déposé par le Gouvernement, le 24 décembre 1894, « les dispositions relatives aux crimes qui sont de nature à compromettre d'une façon plus grave les intérêts de la défense nationale. » Elle espérait ainsi aboutir à combler, au plus vite, celles des lacunes de notre loi pénale dont s'était surtout émue l'opinion publique. Ce résultat n'a pas été atteint. Nous vous proposons aujourd'hui de profiter de ce retard, sans le prolonger davantage, pour accomplir une œuvre législative complète, mieux ordonnée, plus rationnelle.

Sans rien changer, quant au fond, aux conclusions qui vous étaient soumises sur un point spécial, nous vous apportons un système d'ensemble pour la répression des crimes et délits intéressant la sécurité nationale.

Depuis le jour où elle a été saisie du projet du Gouvernement, votre Commission n'a pas cessé de poursuivre la réalisation d'une double idée.

D'une part, elle considérait qu'il serait plus exemplaire et plus pratique de faire rentrer dans une loi unique, — dans le cadre du Code pénal de préférence, — toutes les prescriptions tendant à réprimer les actes dangereux pour la sûreté extérieure du pays (1).

D'autre part, elle jugeait essentiel, tant au point de vue de la réalité des faits que pour la satisfaction de l'équité, de distinguer absolument entre l'acte du Français qui, méconnaissant le premier de ses devoirs envers la patrie, se rend coupable de trahison, et l'acte de l'étranger qui, par les investigations diverses comprises sous le mot d'espionnage, sert son pays, tout en menaçant le nôtre.

L'un, en temps de paix comme en temps de guerre, commet un « abominable forfait ». L'exposé des motifs du 24 décembre 1894 a raison de le dire et nul n'y contredira.

(1) C'était le système de notre Code pénal de 1810. C'est le système du Code pénal italien du 30 juin 1889 (Annexe I) et celui de la législation russe (Annexe III). La Commission du Reichstag paraît y avoir songé également quand elle a été saisie du projet d'où est sortie la loi de 1893 (Annexe IV); mais elle a reculé devant un travail de remaniement de sixtes trop considérable.

L'autre manque assurément au respect de ces convenances internationales, de cette courtoisie réciproque que les nations policées se sont toujours fait un point d'honneur d'ériger en principe. Mais, sans scruter les mobiles, souvent très honorables, qui, en fait, le sollicitent, on doit reconnaître qu'il ne mérite à aucun degré la qualification du traître, ni son châtiement, même devant la loi du pays dont il compromet la sûreté.

L'idée de cette distinction est presque banale. On la retrouve dans toutes les propositions et dans toutes les discussions. Aucune législation, à notre connaissance, ne la consacre. Aucun projet ne fonde résolument la classification pénale des actes qui menacent la sûreté extérieure de l'Etat sur la nationalité de leurs auteurs.

Ajoutons enfin qu'en dehors de la trahison et de l'espionnage toute une série de divulgations, imputables soit à la malveillance, soit à la simple légèreté ou négligence de nationaux ou d'étrangers, doit être prévue dans l'intérêt de la défense du pays. Il serait imprudent de les négliger. Il serait inique de les placer sur la même ligne que les actes du traître ou de l'espion.

Peut-être est-ce pour n'avoir pas ainsi séparé très nettement des infractions si différentes qu'on laisse en suspens, depuis tant d'années (1), le problème d'une loi contre les crimes ou délits menaçant notre sécurité extérieure. Un jour, l'insuffisance de la répression éclate à tous les yeux et on se hâte d'improviser des mesures de circonstance. L'anxiété patriotique suggère les propositions les plus excessives, qui n'ont d'effet que de servir d'épouvantail auprès des Parlements étrangers pour les entraîner à voter des mesures équivalentes (2).

(1) Voici, depuis notre loi du 18 avril 1886, les divers documents parlementaires qui touchent à la trahison ou à l'espionnage :

20 octobre 1890 (n° 914). Projet de loi (MM. de Freycinet, Barbey et Fallières) abrogeant la loi de 1886. C'est le texte qui a servi depuis à tous les projets de modification de la loi de 1886 émanés du Gouvernement. L'exposé des motifs indique avec précaution les lacunes à combler.

— A la même date (n° 917), la proposition de MM. Millevoye et Gauthier (de Clagny) modifie la loi de 1886 en élevant les pénalités. Elle frappe l'étranger, « qui trouve dans sa nationalité une excuse », moins rigoureusement que le Français.

— A la même date (n° 924), la proposition de M. Paulin-Méry édicte la peine de mort contre tout individu convaincu d'espionnage.

— 13 novembre 1890 (n° 989), rapport de M. Montaut, au nom de la Commission d'initiative.

— 18 juin 1891 (n° 518), proposition de MM. Rousse, Leygue, A. Boyer, Lagnol, Baulard, Lacôte, déférant au Conseil de guerre ou à la Cour d'assises tous les Français poursuivis pour trahison et espionnage. L'exposé des motifs s'élève, au nom de la justice, contre l'égalité des pénalités contre les Français et contre des étrangers.

— 20 juin 1891 (n° 1327), rapport au nom de la Commission de l'armée, par M. C. Dreyfus.

— 26 novembre 1891 (n° 1754), rapport supplémentaire après accord entre la Commission de l'armée et le Gouvernement sur une rédaction nouvelle.

— 1^{er} mai 1894 (n° 595), proposition de MM. Gauthier (de Clagny), Deloncle, Marcel-Habert, Brinard reproduisant presque complètement le projet du 26 novembre 1891.

— 24 décembre 1894 (n° 1142), proposition de M. Julien Gonjon tendant à faire perdre la qualité de Français aux espions et aux traîtres.

Au Sénat, le 24 décembre 1894, M. Morellet et plusieurs de ses collègues ont déposé une proposition (n° 61) dont l'article unique porte : « Dans aucun cas les crimes ou les délits contre la défense nationale, commis soit en temps de guerre, soit en temps de paix, ne seront considérés comme crimes ou délits politiques. »

— Le 11 janvier 1895 (n° 3), M. Monsservin a proposé de modifier les articles 76, 78, 80 à 82 du Code pénal et le régime des circonstances atténuantes pour crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

(2) C'est ainsi que l'exposé des motifs du projet allemand qui a abouti à la loi du 3 juillet 1893, est précédé d'un certain nombre de documents de législation comparée, parmi lesquels, à côté des articles 80-82 de notre Code pénal et de notre loi du 10 avril 1886, figure le projet présenté, au nom de la Commission de l'armée, le 26 novembre 1891, projet qui édictait la peine de la mort dans certains cas d'espionnage comme au cas de trahison. (Sténographie des débats du Reichstag, 1893, p. 408.)

Votre Commission a voulu éviter ce péril : elle a chargé une sous-Commission de coordonner les diverses propositions que le Gouvernement lui avait apportées à la suite du projet du 24 décembre, en s'efforçant — de distinguer les faits de trahison, les faits d'espionnage, les faits de divulgation coupable ou dangereuse, — de faire rentrer les textes nouveaux dans la classification du Code pénal.

Ce dernier résultat paraît pouvoir être atteint par un simple remaniement des articles 75 à 83, qui figurent à la section première, chapitre 1^{er}, titre I du livre III, sous le titre, toujours très exact, « de Crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. »

Dans les articles nouveaux, la distinction tripartite, indiquée ci-dessus, serait faite avec la plus grande netteté :

Les articles 75 à 78 réprimeraient la trahison, c'est-à-dire des actes commis par des Français.

L'article 80 punirait l'espionnage, c'est-à-dire des actes commis par des étrangers.

L'article 82 statuerait sur des actes de divulgation imputables soit à des Français, soit à des étrangers.

Deux dispositions intermédiaires seraient édictées :

L'une (article 79) pour le cas où les faits constitutifs de la trahison chez un Français émaneraient d'étrangers. Cet étranger n'est pas un traître, à moins qu'il ne se trouve dans des conditions spéciales de domicile ou de résidence en France, ou investi de quelque mission officielle par notre Gouvernement ;

L'autre (article 82) pour le cas où un Français serait complice d'espions étrangers. Ce Français ne saurait être considéré simplement comme un espion, c'est un traître. Il serait jugé et puni comme traître.

Cette brève indication de l'économie générale des textes suffit à dégager les grandes lignes du projet que votre Commission vous apporte.

Quelques explications détaillées, sur chacun des articles, préciseront la raison d'être et la portée des mesures de défense nationale que nous vous soumettons, en permettant de les comparer soit à notre législation, actuellement en vigueur, soit aux lois étrangères les plus récentes que nous reproduisons en annexes.

Article premier. — Il édicte la modification des articles 75 à 83 du Code pénal, que nous allons successivement examiner.

Trahison.

Art. 75 (Code pénal). — L'article 75 concentre en trois alinéas les trois articles 75, 76 et 77 actuels du Code pénal.

Le texte nouveau, comme les anciens, édicte la peine de mort contre les actes de trahison visés. Il ne se heurtera plus aux conséquences combinées de la Constitution de 1848, supprimant la peine de mort en matière politique et de la loi du 8 octobre 1830, rangeant parmi les crimes politiques les attentats contre la sûreté extérieure de l'Etat. Le fait seul que notre article 75 est postérieur à la Constitution de 1848 suffirait pour entraîner ce résultat rigoureux mais nécessaire. L'article 2 de la loi achèvera de l'assurer de la façon la plus catégorique, en décidant que les crimes et délits prévus par les articles 75 à 83 du Code pénal ne peuvent être considérés comme ayant un caractère politique.

Conformément aux propositions du Gouvernement et aux indications du rapport de M. Jules Roche, le mot « sciemment » est intercalé dans le deuxième alinéa, correspondant à l'ancien article 76, « afin de rendre le texte plus précis. »

L'expression de toute personne agissant dans l'intérêt d'une puissance étrangère, qu'on retrouvera dans les articles 76 et 78, est substituée à celle d'« agents » qui comporte la preuve, trop souvent impossible, d'une mission officielle.

Enfin, le deuxième et le troisième alinéas, comme le premier, marquent

nettement que la trahison est le fait de tout Français qui... et non pas de quiconque... accomplit les actes énumérés. C'est la première application de l'idée fondamentale qu'un étranger, en principe, ne peut pas être traître à la France, et ne doit pas être puni comme tel par la loi française.

Art. 76 (Code pénal). — L'article 76 (nouveau) prévoit la trahison en temps de guerre, par livraison ou communication à l'ennemi « des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire ».

La généralité de ces expressions embrasse des hypothèses que les termes des deux derniers alinéas de l'article 75 pourraient laisser échapper.

Il rend, d'autre part, sans objet l'article 78 actuel du Code pénal (1).

De même que l'article 75, le texte s'applique à tout Français, sans distinguer, comme les articles 80 et 81 actuels (2), s'il est fonctionnaire ou non. — En temps de guerre, cette distinction ne nous semble pas justifiée.

Mais il s'applique aux seuls Français et non pas à toute personne, suivant l'expression de l'article 82 actuel (3), qui comprenait à tort sous la même incrimination l'étranger et le national. Le « quiconque aura livré ou communiqué... » de l'article 80, proposé par le rapport de M. Jules Roche, eût présenté le même défaut d'exactitude dans la notion de la trahison.

Art. 77 (Code pénal). — Cet article ne fait que reproduire la disposition de l'article 79 actuel du Code pénal, en visant non seulement les machinations et manœuvres des deux derniers alinéas de l'article 75, mais aussi les faits de trahison prévus par l'article 76, aussi dangereux que les premiers pour la sécurité de nos « alliés agissant contre l'ennemi commun ».

Art. 78 (Code pénal). — Avec l'article 78 nous passons à des actes commis en temps de paix.

Eux aussi doivent émaner d'un Français pour être constitutifs de la trahison. Nous avons par suite supprimé, ici encore, le « quiconque » de l'article 81 proposé dans le rapport de M. Jules Roche.

Si odieux, si dangereux pour la sécurité de la patrie que soit le crime, il n'est puni de mort que s'il émane d'un fonctionnaire. Dans le cas contraire, la peine sera celle des travaux forcés à temps. Nous revenons ainsi, pour la trahison en temps de paix, à la distinction des articles 80 à 82 actuels du Code pénal que nous avons écartée en temps de guerre. Nous substituons les travaux forcés à

(1) Art. 78. — Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis de la détention, sans préjudice de plus forte peine, dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.

(2) Art. 80. — Sera puni des peines exprimées en l'article 76 tout fonctionnaire public, tout agent du Gouvernement, ou toute autre personne qui, chargée ou instruite officiellement, ou à raison de son état, du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livré aux agents d'une puissance étrangère ou de l'ennemi.

Art. 81. — Tout fonctionnaire public, tout agent, tout préposé du Gouvernement chargé, à raisons de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agents de l'ennemi, sera puni de mort.

(3) Art. 82. — Toute autre personne qui, étant parvenue par corruption, fraude ou violence, à souscrire lesdits plans, les aura livrés ou à l'ennemi ou aux agents d'une puissance étrangère, sera punie comme le fonctionnaire ou agent mentionné dans l'article précédent, et selon les distinctions qui y sont établies.

Si lesdits plans se trouvaient, sans le préalable emploi de mauvaises voies, entre les mains de la personne qui les a livrés, la peine sera, au premier cas mentionné dans l'article 81 : la déportation.

Et au second cas du même article, un emprisonnement de deux à cinq ans.

la détention et à la déportation qu'édictaient les articles 81 et 82. Ces peines, à caractère politique, ne sont pas le châtimement convenable aux traîtres.

La Commission n'a pas cru devoir, dans le texte même, inscrire de réserves pour le cas où la livraison ou communication à un Gouvernement étranger serait la suite d'une autorisation du Gouvernement français. Il lui a paru évident qu'alors l'élément intentionnel, sans lequel il ne saurait y avoir de trahison, fait défaut.

Art. 79 (Code pénal). — Les actes prévus par les articles précédents peuvent avoir été commis par un étranger. En principe, on n'est pas en face d'un traître. Nous nous refusons à punir l'étranger comme tel. Pour mieux marquer la distinction dont nous voulons que la loi s'inspire, nous édictons contre le coupable étranger cette peine de la détention, peine à caractère politique, que nous venons, dans l'art. 78, de remplacer par les travaux forcés contre le Français traître.

L'internement, pendant cinq ans au moins, vingt ans au plus (art. 20 Code pénal), est une menace et une protection suffisante contre l'étranger.

Nous ne cédon point d'ailleurs à un accès de générosité internationale irréflectie, ni à un penchant aveugle pour la symétrie d'une construction théorique. Il est des étrangers qui sont établis au milieu de nous dans des conditions telles qu'ils doivent être assimilés à des Français. S'ils ont obtenu l'autorisation de domicile, alors même qu'elle ne les conduirait pas à la naturalisation, qu'elle serait périmée ou retirée, — s'ils résident depuis dix ans en France, — s'ils ont été investis par la confiance de notre Gouvernement de fonctions comme celles de consuls, — ils contractent envers la France des devoirs de fidélité auxquels ils ne peuvent pas manquer, sans mériter d'être qualifiés de traîtres. Notre loi pénale les punira comme traîtres, justement.

Espionnage.

Art. 80 (Code pénal). — Nous arrivons à l'espionnage. Nous n'essayons pas d'en donner une définition abstraite, mais, aussi nettement que pour la trahison, crime de Français, nous laissons entendre que l'espionnage est un acte d'étranger.

Contre cet acte nous voulons nous garder, sans aucune des exagérations de pénalités qui énervent la répression, loin de l'assurer, avec les précautions les plus minutieuses dans le détail des faits incriminés.

En cette matière, nous ne croyons pas à l'utilité des peines trop graves : elles ne sauraient avoir d'effet comminatoire et préventif à l'égard d'hommes souvent guidés par les sentiments patriotiques les plus désintéressés. Le projet de 1891 était, à nos yeux, d'une rigueur excessive et impolitique, qu'on retrouve dans la proposition de M. Gauthier de Clagny du 1^{er} mai 1894.

Le rapporteur de la loi de 1886 (1) nous paraît avoir été bien mieux dans la vérité quand il écrivait, justifiant l'application à l'espionnage de peines correctionnelles : « Pourvu que ces peines soient assez sévères pour produire un effet d'intimidation, et qu'elles soient assez graduées pour pouvoir s'adapter aux différents cas, mieux vaut qu'elles soient modérées afin de ne rencontrer dans la conscience du juge aucune répugnance à les prononcer. Moins est de chercher à frapper fort qu'à frapper sûrement... »

Donc, nous conservons à l'espionnage le caractère de simple délit correctionnel que lui donne la loi de 1886, laissant au juge un large pouvoir d'appréciation par l'écart entre le minimum et le maximum de la prison (deux ans à cinq ans) et de l'amende de 1,000 à 5,000 fr.).

Ajoutons aussi que l'application de l'article 463 à ce délit, va de soi, puisque, désormais, c'est par une disposition du Code pénal même qu'il est atteint.

Le texte prévoit deux hypothèses :

Celle de l'étranger présumé espion ;

(1) Séance du 15 avril 1886 (*Annales*, p. 923).

Celle de l'étranger démontré espion.

Entraînent la culpabilité du second certains cas qui, commis par le premier, échappent à la qualification d'espionnage, sauf à tomber sous le coup de l'article 82.

Dans les deux hypothèses, c'est l'étranger seulement et non plus le « toute personne » de l'article 5 de la loi de 1886 (1), qui est visé ; pour le Français qui commettrait les actes prévus au texte, il y aurait trahison. Il tomberait sous le coup de l'article 78.

Celui-là est présumé espion, sans qu'il y ait lieu de prouver chez lui aucune intention, qui use de » manœuvres ayant pour but de tromper les agents de l'autorité ou de déjouer leur surveillance (2) » pour accomplir un des faits énumérés.

L'énumération n'est autre que celle des deux numéros de l'article 5 de la loi de 1886, précisée et complétée conformément aux indications qu'on trouve déjà dans l'exposé des motifs du projet du Gouvernement du 20 octobre 1890.

Vient ensuite l'étranger qui n'a usé d'aucune manœuvre frauduleuse. Il agit au grand jour, mais avec l'intention démontrée de renseigner un Gouvernement étranger : « dans un but d'espionnage. » Il sera puni comme espion, non seulement pour les faits mentionnés au premier paragraphe, mais encore s'il a « organisé ou employé un moyen quelconque de correspondance », — s'il s'est « procuré » ces objets, plans, écrits, documents, renseignements », secrets, dont la livraison ou la communication par un Français constitue le crime de trahison. (Art. 76 et 78.)

Par là se révèle le lien entre l'espionnage et la trahison qui, jusqu'à présent, les a fait confondre : les actes commis dans les deux cas sont analogues, souvent identiques. C'est la qualité de l'agent (Français ou étranger) qui les différencie.

Art. 81 (Code pénal). — Cet article est celui qui traduit le plus énergiquement notre volonté d'établir une distinction radicale entre l'espionnage, simple délit de l'étranger, et la trahison, crime du Français.

Il rompt avec les règles de notre droit pénal sur la complicité, dans le cas où le complice de l'espion est un Français.

Que si, en effet, l'espion a des complices étrangers, les articles 59 et 60 du Code pénal s'appliqueront, avec toutes les conséquences de la théorie de la complicité : identité d'incrimination et de peine contre le complice et contre l'auteur principal. Nous n'estimons pas qu'il y ait, pour cette hypothèse, utilité à reproduire l'article 9 (3) de la loi de 1886 ou à dire expressément qu'elle rentre dans le droit commun.

Mais si le complice de l'espion est un Français, nous nous refusons à traiter simplement le Français comme coupable d'espionnage. Nous disons qu'il est un traître et nous lui appliquons, comme l'article 78, les travaux forcés en temps

(1) Art 5. — Sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de mille à cinq mille francs :

1° Toute personne qui, à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom, ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, se sera introduite dans une place forte, un poste, un navire de l'Etat ou dans un établissement militaire ou maritime ;

2° Toute personne qui, déguisée ou sous un faux nom, ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, aura levé des plans, reconnu des voies de communication ou recueilli des renseignements intéressant la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'Etat.

(2) Cette formule remplace celle de l'article 5 ci-dessus : « à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom, ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité ».

(3) Art. 9. — Sera punie comme complice toute personne qui, connaissant les intentions des auteurs des délits de la présente loi, leur aura fourni logement, lieu de retraite ou de réunion, ou qui aura sciemment recélé les objets et instruments ayant servi ou devant servir à commettre ces délits.

de paix, comme l'article 76, la mort en temps de guerre. Telle était déjà la solution de l'article 83 actuel du Code pénal (1) pour le cas de recel d'espions par un Français.

L'auteur principal, il est vrai, n'est coupable que d'un délit. Le complice est déclaré coupable d'un crime. Il faut l'affirmer ou répudier la déclaration fondamentale du projet.

Objectera-t-on pratiquement que des doutes vont s'élever sur la ou les juridictions à saisir, Tribunal correctionnel pour le délit de l'espion, Cour d'assises pour le crime du traître ? Ces doutes seront résolus comme dans les autres cas de connexité de crimes et de délits, sans qu'il y ait intérêt à formuler ici des règles expresses et spéciales.

Divulgations.

Art. 82 (Code pénal). — Ce texte doit être rapproché des articles 1 à 4 actuellement en vigueur de la loi du 18 avril 1886 (2) qu'il remplace.

Nous élargissons encore ici l'écart entre les limites extrêmes des peines que le juge pourra prononcer (3 mois à 5 ans d'emprisonnement ; 100 à 5,000 francs d'amende) ; car les faits prévus dans les trois alinéas comportent des différences sensibles de gravité.

Le premier alinéa réprime de véritables manquements à un devoir professionnel.

La privation des droits civiques que nous édictons est une peine en harmonie avec les faits prévus. L'article 187 du Code pénal la prononce contre des actes d'indiscrétion moins graves. C'est là, d'ailleurs, le seul cas où nous maintenons, et pour l'interdiction des droits civiques seulement, la disposition de l'article 12 de 1886 (3). (Cf., article premier, 1^o alinéa final, même loi.)

(1) Art. 83. — Quiconque aura recélé ou aura fait receler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de mort.

(2) Article premier. — Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 1,000 à 5,000 francs :

1^o Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement qui aura livré ou communiqué à une personne non qualifiée pour en prendre connaissance, ou qui aura divulgué en tout ou en partie les plans, écrits ou documents secrets intéressant la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'Etat, qui lui étaient confiés ou dont il avait connaissance à raison de ses fonctions. La révocation s'ensuivra de plein droit ;

2^o Tout individu qui aura livré ou communiqué à une personne non qualifiée pour en prendre connaissance, ou qui aura divulgué en tout ou en partie les plans, écrits ou documents ci-dessus énoncés, qui lui ont été confiés ou dont il aura eu connaissance, soit officiellement, soit à raison de son état, de sa profession ou d'une mission dont il aura été chargé ;

3^o Toute personne qui, se trouvant dans l'un des cas prévus dans les deux paragraphes précédents, aura communiqué ou divulgué des renseignements tirés desdits plans, écrits ou documents.

Art. 2. — Toute personne autre que celles énoncées dans l'article précédent, qui, s'étant procuré lesdits plans, écrits ou documents, les aura livrés ou communiqués, en tout ou en partie, à d'autres personnes, ou qui, en ayant eu connaissance, aura communiqué ou divulgué des renseignements qui y étaient contenus, sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 500 à 3,000 francs. — La publication ou la reproduction de ces plans, écrits ou documents, sera punie de la même peine.

Art. 3. — La peine d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 à 3,000 francs sera appliquée à toute personne qui, sans qualité pour en prendre connaissance, se sera procuré lesdits plans, écrits ou documents.

Art. 4. — Celui qui, par négligence ou par inobservation des règlements, aura laissé soustraire, enlever ou détruire, les plans, écrits ou documents secrets qui lui étaient confiés à raison de ses fonctions, de son état ou de sa profession, ou d'une mission dont il était chargé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2,000 francs.

(3) Art. 12. — Indépendamment des peines édictées par la présente loi, le Tribunal pourra prononcer, pour une durée de cinq ans au moins ou de dix ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille énoncés en l'article 42 du Code pénal, ainsi que l'interdiction de séjour prévue par l'article 19 de la loi du 28 mai 1885.

Il sera rare que ce devoir professionnel s'impose à des étrangers. Le fait n'est cependant pas impossible. Aussi ne distinguons-nous plus entre le Français et l'étranger.

Le deuxième alinéa vise de simples négligences, infiniment moins graves moralement, mais aussi dangereuses pour la sécurité du pays.

Enfin, dans l'alinéa 3, les divulgations par un procédé quelconque, émanant de simples particuliers, soit Français, soit étrangers, peuvent engager à des degrés très divers la responsabilité de leurs auteurs. Ceux-ci, d'ailleurs, en tout cas, ne seront punissables que si leur mauvaise foi est prouvée, c'est-à-dire s'il est démontré qu'ils savaient que les secrets par eux dévoilés intéressent la défense du territoire.

Votre Commission s'est préoccupée du respect de la liberté des informations, si chère à la presse de tous les pays. Mais elle ne pouvait oublier que le devoir d'une certaine réserve dans la divulgation des secrets intéressant la défense nationale s'impose naturellement aux Français, et elle l'a légalement imposé aux étrangers.

Votre Commission devait se préoccuper aussi des limites assignées par les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle à l'action de la loi pénale française. L'application pure et simple de ces deux textes ne réserverait-elle pas un abri légal aux prévenus des délits de notre article 82, quand les divulgations incriminées se produiraient à l'étranger ?

Il faut éviter toute incertitude à cet égard. Pour écarter toute idée d'appliquer l'article 5, § 2, du Code d'instruction criminelle aux prévenus français, pour assurer l'application de l'article 7 du Code d'instruction criminelle aux prévenus étrangers, nous avons eu soin de dire expressément que la peine sera prononcée par nos Tribunaux, — quand, en fait, les coupables pourront leur être déférés, — soit que les actes de divulgation, publication, aient été commis en France, soit qu'ils l'aient été à l'étranger.

Le principe de la territorialité de la loi pénale ne saurait prévaloir contre les nécessités de la défense nationale. L'article 7 du Code d'instruction criminelle s'inspirait déjà de cette idée pour les crimes contre la sûreté de l'Etat commis par des étrangers à l'étranger. Le fait que nous n'admettons plus qu'un étranger puisse commettre envers la France le crime de trahison et que nous correctionnalisons, presque dans tous les cas, les attentats qu'il commet contre notre sûreté extérieure, ne saurait lui assurer l'impunité s'il a la prudence d'opérer seulement sur territoire étranger.

Art. 83 (Code pénal). — Cette disposition, qui reproduit l'article 8 de la loi de 1886, s'explique d'elle-même.

Art. 2. — Nous avons déjà indiqué, sur l'article 75 nouveau du Code pénal, que cette disposition expresse eût pu être écartée sans inconvénient.

Le résultat poursuivi par ceux qui l'ont proposée (1) était de corriger l'interprétation, très exacte suivant nous, qui a empêché d'appliquer la peine de mort en vertu de l'article 76 actuel du Code pénal. Ce résultat sera atteint par la mise en vigueur du nouvel article 75.

Une affirmation solennelle est sans inconvénients ; mais il n'y a aucune illusion à se faire sur sa portée. C'est une règle de notre droit interne et rien de plus. Au point de vue du droit international, les Etats étrangers continueront à considérer les crimes et délits prévus par nos articles 75 à 83 comme des infractions politiques, et à nous refuser l'extradition de leurs auteurs, même français.

Ajoutons que nous n'avons pas cru pouvoir comprendre dans cette déclaration de principe les articles 84 et 85, pour lesquels le caractère politique doit être maintenu à raison du vague des incriminations.

(1) C'est là l'objet unique notamment de la proposition de loi déposée au Sénat par M. Morellet et plusieurs de ses collègues, le 24 décembre 1894. Annexe n° 61.

Art. 3. — Il était indispensable de modifier l'article 108 du Code pénal pour qu'il fût applicable aux auteurs de délits, aussi bien qu'aux auteurs de crimes attentatoires à la sûreté de l'Etat.

La rédaction proposée rend désormais inutile l'article 10 (1) de la loi de 1886.

Art. 4. — L'addition proposée à l'article 77 du Code de justice militaire et à l'article 104 du Code de justice maritime tranche la question de la juridiction compétente.

C'est un des points sur lesquels les plus graves divergences se sont manifestées dans votre Commission.

Plusieurs de ses membres proposaient de faire des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat des infractions militaires, justiciables, en tout cas, des Conseils de guerre (2).

Nous n'examinerons pas la valeur doctrinale du système dont il n'y aurait là qu'une application.

Signalons seulement, d'une part, qu'il serait au moins étrange, pour la trahison, de la considérer comme un crime militaire.

Elle ne comporte pas nécessairement des infractions aux seuls devoirs militaires. Elle ne consiste pas toujours dans la révélation de secrets militaires.

D'autre part, s'il est exact, comme nous l'avons cru, de réserver la qualification d'espionnage à des actes commis par des étrangers, ne serait-il pas contradictoire d'y voir un délit militaire ?

Il y a plus. La conception du délit militaire, qu'on propose de fonder sur la nature du délit et non pas sur la qualité du délinquant, conforme au principe de la loi du 29 octobre 1790 et à plusieurs dispositions de la législation intermédiaire, a été abandonnée d'abord par la loi du 19 octobre 1791, puis par celle du 13 brumaire an V, sauf quelques exceptions, enfin et surtout par notre Code de justice militaire de 1857.

Cette conception, nous ne la critiquons pas en elle-même, nous disons seulement que son introduction dans notre législation ne doit pas se faire incidemment, à propos d'une seule catégorie d'infractions. C'est un problème à étudier dans une revision d'ensemble de nos Codes militaires.

Enfin, votre Commission s'est arrêtée au parti d'inscrire dans le Code pénal les mesures qu'elle vous propose contre la trahison et l'espionnage. Elle ne pouvait pas perdre de vue le principe posé au seuil même du Code pénal, dans l'article 5 : « Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires. »

La majorité l'a pensé ainsi.

Telle était déjà la conclusion du rapporteur de la loi du 18 avril 1886. « Le fonctionnement des Conseils de guerre, étendu à des civils d'une façon permanente, constituerait une sorte d'état de siège général qui serait peut-être difficilement accepté par l'opinion publique. »

Si donc l'individu poursuivi pour infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat est un militaire, les Conseils de guerre seront compétents. S'il est civil, les Tribunaux correctionnels ou la Cour d'assises statueront.

Une difficulté restait à prévoir pour le cas où l'infraction aurait été commise à la fois par des civils et des militaires.

(1) Art. 10. — Sera exempt de la peine qu'il aurait personnellement encourue le coupable qui, avant la consommation de l'un des délits prévus par la présente loi, ou avant toute poursuite commencée, en aura donné connaissance aux autorités administratives ou de police judiciaire, ou qui, même après les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation des coupables ou de quelques-uns d'entre eux.

(2) L'idée se retrouve dans la proposition de M. Rousse, du 18 juin 1891, et dans plusieurs amendements au projet de 1891.

Les lois de la Révolution ont souvent varié à cet égard, et les législations étrangères diffèrent beaucoup aujourd'hui.

L'article 76 de notre Code de justice militaire est ainsi conçu : « Lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, comprend des individus non justiciables des Tribunaux militaires et des militaires ou autres individus justiciables de ces Tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les Tribunaux ordinaires, sauf les cas exceptés par l'article suivant... »

L'article 77 énumère quatre exceptions :

« Tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les Tribunaux militaires :

« 1^o..... »

« 2^o S'il s'agit de crimes ou de délits commis par des justiciables des Conseils de guerre et par des étrangers ;

« 3^o..... »

« 4^o..... »

Votre Commission vous propose d'ajouter un 5^o, c'est-à-dire une cinquième exception pour les crimes et délits prévus par les articles 75 à 83 du Code pénal.

Nous ne nous dissimulons pas les objections que cette solution peut soulever. Elle avait été écartée par la loi de 1886 (1), mais les raisons développées par l'honorable rapporteur ne nous paraissent plus décisives : « Il est de règle en France, écrivait-il, que toutes les fois qu'un militaire est sous le coup d'une accusation dans laquelle se trouve impliqué un civil, l'un et l'autre doivent être jugés par les Tribunaux correctionnels. Et comme, dans la majorité des cas d'espionnage en temps de paix, le forfait est accompli par des civils ou de complicité avec eux, outre l'inconvénient du principe dont nous parlons, il en résulterait cet autre de pratique que la juridiction militaire n'aurait lieu d'intervenir que dans un nombre très restreint de circonstances... »

En vertu du 2^o précité de l'article 77 actuel du Code de justice militaire, l'étranger inculpé d'espionnage ou de divulgations en même temps qu'un militaire, est attiré par lui devant le Conseil de guerre. Pourquoi ne pas étendre cette solution et l'appliquer au Français non militaire poursuivi pour trahison ou pour divulgations en même temps qu'un militaire ?

Il nous eût semblé plus choquant, dans un débat qui touche aux intérêts de la défense nationale, que l'accusé militaire fût distrait de la juridiction du Conseil de guerre. N'y aurait-il pas là, pour lui, comme une sollicitation à se donner un complice civil ?

D'autre part, il ne serait pas pratique d'organiser des poursuites distinctes du militaire devant le Conseil de guerre, du civil devant la Cour d'assises ou le Tribunal correctionnel (2).

Le Gouvernement s'est rallié à notre manière de voir. La Chambre comprend la gravité des motifs qui l'ont inspirée.

Art. 5. — Il est à peine besoin d'insister sur la portée du paragraphe ajouté à l'article 203 du Code de justice militaire. Il aura pour effet de rendre applicable la peine de mort à tout militaire qui, même en temps de paix, se rend coupable de trahison par l'un des actes prévus à l'article 78 du Code pénal.

Une disposition identique sera inscrite dans l'article 263 du Code de justice maritime avec l'addition des mots ou affrété, après l'expression « navire convoyé », addition qui a été réclamée par le département de la Marine.

(1) Art. 41. — La poursuite de tous les délits prévus par la présente loi aura lieu devant le Tribunal correctionnel et suivant les règles édictées par le Code d'instruction criminelle. Toutefois les militaires, marins ou assimilés demeureront soumis aux juridictions spéciales dont ils relèvent, conformément aux Codes de justice militaire des armées de terre et de mer.

(2) C'est la solution qu'on pourrait prétendre trouver dans le dernier alinéa de l'article 41 ci-dessus, de la loi de 1886.

Nous pensons que l'insertion de ces deux dispositions dans nos Codes de justice militaire exclura l'admission de circonstances atténuantes en faveur des militaires coupables de trahison. Il en eût été autrement s'il n'avait été possible de les poursuivre qu'en vertu de l'article 78 du Code pénal.

Art. 6. — L'abrogation de la loi du 18 avril 1886 ne peut soulever de difficultés.

Nous avons reproduit successivement celles de ses dispositions qui sont remplacées par les textes nouveaux.

Les articles 6 et 7 (1) disparaîtront sans inconvénient, étant donnée la précision des articles 80 et 82 ci-dessus.

Quant à l'article 13 (2), il devient inutile, puisque les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont désormais, comme les crimes, prévus et punis dans le Code pénal. Les circonstances atténuantes leur seront applicables, en vertu de l'article 463 lui-même.

Telles sont les dispositions du projet que nous avons, d'accord avec le Gouvernement, l'honneur de soumettre au vote de la Chambre.

En lui demandant une prochaine et prompte délibération que le Sénat voudra sans doute ratifier dans un bref délai, nous ne ferons que nous conformer au vœu des deux Assemblées qui, dès le mois de décembre dernier, volaient l'urgence sur les propositions dont elles étaient saisies.

PROJET DE LOI

Article premier. — Les articles 75 à 83 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 75. — Sera puni de mort :

1^o Tout Français qui aura porté les armes contre la France ;

2^o Tout Français qui aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec une puissance étrangère ou avec toute personne agissant dans l'intérêt d'une puissance étrangère pour l'engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour lui en procurer sciemment les moyens, — dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités ;

3^o Tout Français qui aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances de la République, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, forts, ports, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres envers la République, soit de toute autre manière.

Art. 76. — Sera puni de mort tout Français qui aura livré ou communiqué à l'ennemi, ou à toute personne agissant dans l'intérêt de l'ennemi, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté de l'Etat.

(1) Art. 6. — Celui qui, sans autorisation de l'autorité militaire ou maritime, aura exécuté des levés ou opérations de topographie dans un rayon d'un myriamètre autour d'une place forte, d'un poste ou d'un établissement militaire ou maritime, à partir des ouvrages avancés, sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de cent à mille francs.

Art. 7. — La peine d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de seize à cent francs sera appliquée à celui qui, pour reconnaître un ouvrage de défense, aura franchi les barrières, palissades ou autres clôtures établies sur le terrain militaire ou qui aura escaladé les revêtements et les talus des fortifications.

(2) Art. 13. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 77. — Les peines exprimées aux articles 75 et 76 seront les mêmes, soit que les actes énoncés en ces articles aient été commis envers la France, soient qu'ils l'aient été envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun.

Art. 78. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout Français qui aura livré ou communiqué, soit à un Gouvernement étranger, soit à toute personne agissant dans l'intérêt d'un Gouvernement étranger, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat. — Si le crime prévu au paragraphe précédent a été commis par un Français auquel lesdits objets, plans, écrits ou documents ont été confiés, ou qui en a eu connaissance à raison de ses fonctions, la peine sera la peine de mort.

Art. 79. — Si le coupable des faits prévus par les articles 76 et 78 est de nationalité étrangère, la peine sera celle de la détention.

Toutefois, seront assimilés au Français l'étranger qui aura été admis à domicile, celui qui réside en France depuis dix ans, celui qui aura été investi d'une fonction ou mission officielle par le Gouvernement français.

Art. 80. — Sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 1,000 à 5,000 fr. :

1° Tout étranger qui, à l'aide de manœuvres ayant pour but de tromper les agents de l'autorité ou de déjouer leur surveillance, se sera introduit dans un fort, un ouvrage quelconque de défense, un navire de l'Etat, un établissement militaire ou maritime, — ou qui aura, par un procédé quelconque, levé des plans, reconnu des voies de communication ou moyens de correspondance, recueilli des renseignements intéressant la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat.

2° Tout étranger qui, dans un but d'espionnage, aura accompli un des actes mentionnés dans le paragraphe précédent, — ou aura organisé ou employé un moyen quelconque de correspondance, — ou se sera procuré des objets, plans, écrits, documents, renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat.

Art. 81. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout Français qui aura facilité, par un moyen quelconque, les recherches ou manœuvres d'espions ou agents étrangers, qu'il aura connus pour tels, ou qui les aura sciemment recelés ou fait receler. — En temps de guerre, la peine sera la peine de mort.

Art. 82. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de 100 à 5,000 fr. :

1° Toute personne qui, ayant reçu, — soit à raison de son état, de ses fonctions ou de sa profession. — soit à raison d'une mission ou d'un travail qui lui a été confié, le dépôt ou la communication d'objets, plans, écrits, documents, renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat, — les aura, soit en France, soit à l'étranger, en tout ou en partie, soit publiés ou divulgués, soit livrés ou communiqués à une personne non qualifiée pour en prendre connaissance. Le coupable sera, de plus, interdit des droits civiques et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus;

2° Toute personne qui, se trouvant dans l'un des cas prévus au paragraphe précédent, aura, soit en France, soit à l'étranger, par négligence ou inobservation des règlements, laissé détruire, soustraire ou enlever même momentanément, les objets, plans, écrits, documents ou renseignements énoncés audit paragraphe, ou en aura laissé prendre connaissance ou copie;

3° Toute personne, autre que celles énumérées au paragraphe premier du présent article, qui, s'étant procuré lesdits objets, plans, écrits, documents ou renseignements, ou en ayant eu connaissance totale ou partielle, les aura, — soit en France, soit à l'étranger, sachant que leur secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat, — livrés, commu-

niqués, divulgués, publiés ou reproduits par un procédé quelconque, en tout ou en partie.

Art. 83. — Toute tentative de l'un des délits prévus par les articles 80 et 82, paragraphes 1 et 3, sera considérée comme le délit lui-même.

Art. 2. — Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat prévus par les articles 75 à 83 du Code pénal ne peuvent être considérés comme ayant un caractère politique.

Art. 3. — L'article 108 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 108. — Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes ou délits attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots, crimes ou délits, et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné au Gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire connaissance de ces complots, crimes ou délits, et de leurs auteurs ou complices ou qui, même après les poursuites commencées, auront procuré l'arrestation des coupables ou de quelques-uns d'entre eux.

Art. 4. — 1° Il est ajouté à l'article 77 du Code de justice militaire du 9 juin 1857, pour l'armée de terre, un paragraphe 5 ainsi conçu :

Art. 77 (Code justice militaire). — 5° S'il s'agit de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat prévus par les articles 75 à 83 du Code pénal, commis par des justiciables des Conseils de guerre et par des individus non justiciables de ces Conseils.

2° Le même paragraphe est ajouté sous le n° 4 à l'article 104 du Code de justice militaire du 4 juin 1858 pour l'armée de mer :

Art. 104 (Code justice maritime). — 4° S'il s'agit de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat prévus par les articles 75 à 83 du Code pénal, commis par des justiciables des Conseils de guerre et par des individus non justiciables de ces Conseils.

Art. 5. — 1° Il est ajouté à l'article 205 du Code de justice militaire du 9 juin 1857, pour l'armée de terre, un paragraphe 5 ainsi conçu :

Art. 205 (Code justice militaire). — Est puni de mort avec dégradation militaire, tout militaire.....

5° Qui livre ou communique, soit à un Gouvernement étranger, soit à toute personne agissant dans l'intérêt d'un Gouvernement étranger, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou la sûreté extérieure de l'Etat.

2° Le même paragraphe est ajouté à la fin de l'énumération du n° 1 de l'article 263 du Code de justice militaire du 4 juin 1858, pour l'armée de mer, modifié ainsi qu'il suit :

Art. 263 (Code justice maritime). — Est puni de mort :

1° Tout individu au service de la Marine ou embarqué sur un bâtiment de l'Etat, ou sur un navire convoyé ou affrété.... qui livre ou communique, soit à un Gouvernement étranger, soit à toute autre personne agissant dans l'intérêt d'un Gouvernement étranger, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret intéresse la défense du territoire et dépendances ou sûreté extérieure de l'Etat.

Art. 6. — La loi du 18 avril 1886 et toutes les dispositions contraires à présente loi sont abrogées.

— Le 4 juillet, a eu lieu un banquet en l'honneur du premier anniversaire de la création de la Chambre de commerce américaine à Paris. Pour donner plus de relief à cette fête, on avait choisi la date de la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis. M. Eustis, ambassadeur des Etats-Unis, présidait.

Au dessert, l'honorable M. Tyng, président de la Chambre de commerce, a pris le premier la parole en anglais et célébré les vertus économiques des deux républiques qui sont, dit-il excellemment, « deux nations libres coopérant sur le terrain du progrès économique, pour la plus grande gloire de l'humanité. »

Après lui, M. Eustis se lève et s'adresse à M. Hanotaux dans les termes suivants :

Monsieur Hanotaux,

Au nom de mes compatriotes, je vous remercie d'avoir eu la bonté de nous faire l'honneur d'assister à notre banquet. Pour cet acte de courtoisie de votre part, nous vous sommes très reconnaissants, parce que c'est un nouveau témoignage de votre sympathie et, je puis dire, de votre admiration pour la République américaine.

Votre renommée est répandue dans tous les pays ; l'autorité de votre nom, le mérite de vos grands services sont reconnus dans les deux continents ; vous êtes appelé ce soir à répondre au toast que j'ai l'honneur de porter au citoyen qui, avec dignité et avec succès, remplit les hautes fonctions de chef de l'Etat de la nation française :

Au Président de la République !

M. Hanotaux a répondu :

Monsieur l'Ambassadeur, Mesdames, Messieurs,

J'ai accepté avec empressement l'aimable invitation que M. l'ambassadeur Eustis m'a adressée en votre nom.

Permettez-moi de vous en remercier tout d'abord. Où trouver, en effet, un milieu plus naturellement incliné que le vôtre aux choses de la paix et qui, par conséquent, convienne mieux au rôle et au devoir d'un Ministre des affaires étrangères ? Faire la paix et veiller sur elle quand elle existe, c'est là, en effet, le tout de notre métier. Le comprendre autrement, c'est trahir le mandat que la confiance des peuples nous a remis.

Or, Messieurs, il me semble que si cette vérité doit rencontrer quelque part un écho, c'est parmi vous.

Quand, il y a plus d'un siècle, la République des Etats-Unis est née, ceux qui ont contribué à sa fondation se sont inspirés d'un idéal tout moderne, et cet idéal, ils l'ont en somme atteint, autant qu'il est permis à l'humanité de réaliser ses rêves. Ils ont, à la fois, donné un grand exemple de liberté démocratique et introduit dans le monde un puissant élément de concorde et de pacification. Car tel est bien le caractère et le résultat de l'œuvre entreprise par ces hommes simples et forts qui se sont faits libres pour se rendre plus actifs et qui, en si peu de temps, ont arraché la vaste Amérique à l'inutile sommeil de la barbarie.

Aujourd'hui, Messieurs, après un siècle de vie laborieuse, votre nation marche, pleine de vigueur et de juvénile allégresse, au premier rang des peuples civilisés, et elle emploie visiblement son admirable sens pratique et la légitime autorité dont elle jouit parmi les peuples à restreindre de plus en plus, dans le monde, les œuvres de la force et à développer chaque jour davantage les œuvres de la paix.

Vous êtes les dignes représentants de cette nation parmi nous, Messieurs, vous qui vivez par le commerce et qui faites un échange constant de valeurs et de produits, d'idées et de sentiments avec cette vieille France qui se glorifie d'avoir deviné l'avenir de votre patrie en se penchant sur son berceau.

Je voyais ces jours-ci une médaille frappée en France en 1781 pour célébrer la naissance de la « liberté américaine » : *non sine diis animosus infans*, dit l'exergue. Le « généreux enfant » a grandi ; homme fait, il pourrait se passer de tout secours, s'il ne fallait toujours, même aux forts, le secours des dieux, c'est-à-dire l'aide du droit et de la justice.

Or, Messieurs, n'est-ce pas une chose digne d'attention qu'un même idéal ait rapproché déjà, il y a plus de cent ans, la jeune démocratie qui, chez vous, s'essayait à la vie, et la vieille nation qui couvrait dans ses flancs les grandes transformations de l'époque révolutionnaire ?

Quelle étrange rencontre que celle qui se fit dans les splendeurs du palais de

Versailles entre l'envoyé de la République naissante, Franklin, et le Ministre de la royauté mourante, le comte de Vergennes !

De leurs entretiens, Messieurs, il existe encore à l'heure présente un témoin, et, quoiqu'il soit muet, j'ai pensé qu'il ne vous serait pas déplaisant que son image figurât parmi vous. C'est la table devant laquelle était assis le Ministre d'alors et qui sert encore de table de travail à ses successeurs.

Si nous savions interroger les tables, que ne ferions-nous pas dire à celle-ci ? Quels secrets d'Etat n'a-t-elle pas entendus ? De quelles entrevues historiques n'a-t-elle pas été le témoin ? Mais, quoi qu'on en dise, les tables ne parlent pas. A défaut de ces graves révélations que nous pourrions en attendre, permettez-moi de vous raconter l'amusante anecdote qui se serait passée devant cette table et qui, si elle n'est pas authentique dans tous ses détails, peint du moins le caractère des personnages.

On dit que quand Franklin vint en France, il se trouva quelque peu étonné par le luxe et le bourdonnement de la cour de Versailles.

Les courtisans, gens naturellement évaporés, menaient grand bruit autour de lui. Il était, lui, naturellement taciturne. La société des Amis à laquelle il appartenait, s'était, comme vous le savez, fait une loi du silence.

Vergennes était aussi un homme froid, mesuré, peu communicatif. L'introducteur, après avoir présenté Franklin, se retira. Seuls, les deux hommes d'Etat se saluèrent. Vergennes, d'un geste, fit signe à Franklin de s'asseoir, et il attendit.

Franklin, cependant, n'ouvrait pas la bouche ; peut-être voulait-il mettre à l'épreuve la gravité de son interlocuteur. On lui avait dépeint les Français comme si loquaces... Le Ministre sentit qu'il allait manquer aux devoirs de la courtoisie et de l'hospitalité. Il tira donc sa tabatière et offrit une prise à Franklin. Celui-ci prit le tabac, réfléchit un instant, salua et huma silencieusement. Vergennes, de son côté, en avait fait autant et lui avait rendu raison.

Au bout d'un moment, Franklin se leva. Vergennes se leva à son tour. Ils se saluèrent pour prendre congé, et ces deux diplomates réservés s'en tinrent là dans cette première entrevue, qui devait être suivie d'autres si fécondes...

J'espère, Messieurs, que votre indulgence m'excusera de m'être départi à votre table de l'exemple que Vergennes donna ce jour-là, devant la sienné, aux diplomates de l'avenir.

Si je garde encore un instant la parole, c'est pour porter un toast au Président de la République des Etats-Unis d'Amérique, à l'illustre M. Cleveland, à la démocratie américaine tout entière et à ceux qui la représentent si dignement parmi nous.

De vifs applaudissements frénétiques ont salué le Ministre des Affaires étrangères.

Après lui, M. Morss, les généraux Draper et Meredith Read ont parlé, et M. Lebon, Ministre du Commerce, dans une improvisation chaleureuse, a très habilement fait allusion aux doctrines économiques particulières à chacune des deux nations ; il a demandé aux Etats-Unis d'accepter les vins de France et a promis que celle-ci prendrait les cotons américains.

M. Lebon a obtenu un franc succès lorsqu'il s'est écrié :

La vie devient si active que nous n'avons plus le temps de nous perdre dans les rêves du passé ou de l'avenir, il faut saisir le présent avec énergie ; je souhaite qu'en cela nous imitions la grande démocratie américaine et qu'en suivant ses exemples nous établissions ainsi entre elle et nous des relations morales à côté des relations commerciales.

Discours de M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, prononcé à Saint-Quentin, le 7 juillet, à la pose de la première pierre du monument commémoratif de la défense de cette ville en 1557.

Messieurs,

Mes chers compatriotes,

Le monument dont nous posons la première pierre est un monument de

défense nationale. C'est un hommage rendu, après plus de trois siècles, aux vaillants hommes qui, enfermés dans les murailles chancelantes d'une ville mal fortifiée, arrêtaient pendant plusieurs semaines toute une armée ennemie, et donnèrent au pays le temps de reprendre haleine et de retrouver ses forces au lendemain d'un des plus cruels désastres qui aient menacé notre indépendance.

Cette histoire héroïque est trop connue ici pour que j'aie à la rappeler en détail. Quelques paroles suffiront :

Après une courte trêve, les hostilités avaient éclaté entre le roi de France et le roi d'Espagne. La fleur des armées françaises, sous les ordres de leur plus illustre capitaine, le duc de Guise, était engagée loin de la mère patrie, au cœur du royaume de Naples. Tandis que les provinces du nord de la France sont démunies, Philippe II, qui venait de succéder comme roi d'Espagne à Charles-Quint, amasse des troupes en grand nombre sur la frontière des Flandres, et « pourvoie à dresser des forces belles et grosses pour exécuter haute entreprise ». Cette armée, commandée par le duc de Savoie Philibert-Emmanuel, marche sur la Picardie, traverse la Thiérache, emporte Vervins et Guise, et vient mettre le siège devant Saint-Quentin. La ville était faible, mal armée, les remparts en mauvais état, la garnison à peu près nulle. L'illustre Coligny, alors gouverneur de la Picardie, voit le péril qui menace la France ; il comprend que du sort de cette place peut dépendre celui du pays tout entier. Il faut laisser au connétable de Montmorency le temps de rassembler une armée pour barrer le chemin de Paris. Ce ne sont pas seulement les jours, les heures elles-mêmes sont précieuses. Coligny se jette dans la place avec quelques centaines d'hommes, fait appel au courage et au dévouement des habitants. Il annonce le secours qui se prépare au dehors, anime tout de son infatigable activité. Saint-Quentin s'organise, brûle ses faubourgs, arme ses remparts, répare les brèches déjà faites ; le courage des habitants et des soldats supplée au défaut des murailles : *civis murus erat* ; écrira plus tard sur la façade de votre hôtel de ville le poète latin Santeuil.

Cependant, on attend toujours le secours qui doit venir du dehors. On est à bout de forces, mais l'espoir soutient les énergies. Enfin, on apprend que l'armée du connétable de Montmorency s'approche pour débloquer la ville. Une grande bataille s'engage, mais le connétable est vaincu. La journée de Saint-Laurent voit une des défaites les plus graves qu'aient subies les armées françaises, et dans les fossés de la ville on recueille quelques soldats fugitifs qui viennent raconter le désastre. Il semble que tout est perdu et qu'il ne reste plus qu'à capituler.

Un instant la garnison perd courage ; mais Coligny relève les esprits ; il est présent partout. Toute l'artillerie espagnole tonne contre les remparts. Une armée de 30,000 hommes presse quelques centaines de soldats. Onze brèches sont ouvertes. La ville, à bout de ressources, tient dix-sept jours encore. Enfin elle est prise d'assaut. Mais, pendant ce temps, Paris s'arme et se prépare à la résistance. Le roi convoque à Laon « tous soldats, gentilshommes ou autres, ayant suivi les armées ou pouvant les suivre ». On apprend bientôt que le duc de Guise a traversé rapidement l'Italie et qu'il a débarqué à Marseille ; il se dirige vers le Nord.

L'armée de Philippe II, épuisée par le long effort du siège, décimée par les maladies, mal payée et mal nourrie, se débande. Philippe II donne lui-même l'ordre de la dissoudre. Ainsi — et j'emploie ici les propres expressions de votre illustre compatriote Henri Martin, — « cette formidable invasion, qui avait paru menacer l'existence même de la France, n'aboutit qu'à la conquête du Vermandois ». La France reconnaissante inscrit dans ses annales une de ces journées glorieuses où un coin de terre s'illustre pour le salut de tous, où le courage de quelques citoyens décide de l'existence de la patrie.

Cet esprit de sacrifice, Messieurs, s'il est une partie de la France où il se soit affirmé, c'est assurément sur cette frontière du Nord-Est, dans cette marche de Picardie dont l'existence n'a été qu'une longue épreuve durant les siècles qui ont vu s'accomplir le lent travail de l'unité nationale. Ici, l'amour de la patrie

et la foi dans ses destinées se respirent avec l'air qui vous environne. Vos voisines Laon et Reims sont le berceau de notre unité. Vos vastes plaines ont été cent fois envahies, délivrées, prises, reprises. Il n'y a pas une place aux environs : Guise, Corbie, Landrecies, Bohain, le Catelet, pas une bicoque qui n'ait eu son heure de gloire et son heure de dévouement. Ce n'est pas de ces régions qu'on peut dire qu'elles n'ont jamais vu le feu des bivouacs ennemis. Mais toujours leurs vertus militaires ont résisté aux envahisseurs et ont marqué de traits héroïques les annales de la défense nationale. Ces vertus, Coligny les retrouvait parmi les populations de la province.

Et il fait lui-même l'éloge de ces « bons hommes de la frontière qui avaient accoutumé de faire la guerre en de petits forts où ils se tenaient », et auxquels il avait confié une part importante de la défense. Il vante surtout votre ancien maireur : « Jamais, dit-il, je ne vis de son état un plus affectionné ni diligent serviteur qu'étoit le major de la ville, nommé Gibercourt, tant pour le service du roi que pour le bien et conservation de la ville. »

Cet esprit, Messieurs, a survécu parmi vous à travers les siècles. Vous l'avez retrouvé tout aussi actif, tout aussi généreux, lorsque des maux plus récents ont frappé la patrie. C'est lui qui a dicté à votre compagnie des canonniers, qui existait déjà lors du siège de 1557, sa brave devise :

Enfants d'une ville frontière,
Nous sentons la poudre à canon.

C'est lui enfin qui a inspiré le généreux donateur dont les dispositions testamentaires ont voulu que ce monument commémoratif s'élevât au milieu de votre place vénérable, près de votre charmant Hôtel de Ville, à deux pas de ce beffroi dont la voix mâle retentit dans les jours d'épreuve et rassemble à ses pieds le concours empressé de tous les citoyens.

Mais pourquoi, par un faux point d'honneur local, restreindre à une seule province les vertus qui sont celles de notre France tout entière ? Ce sentiment profond de l'unité nationale, cette force de résistance contre l'étranger, ce ressort qui sauve l'honneur alors même que tout paraît perdu et qui travaille au relèvement du pays quand il semble irrémédiablement abattu, n'est-ce pas ce qui caractérise la France et ce qui marque les pages les plus illustres et les plus tragiques de son histoire ?

Placée au carrefour des grands chemins, la France a toujours tenté le pas des conquérants. Mais elle leur a tenu tête, et par une longue et invincible patience, elle a fini par en avoir raison. Châlons ou Poitiers, Orléans ou Valmy, Belfort ou Saint-Quentin, il s'est toujours trouvé une pierre où s'est heurté le flot de l'invasion et qui souvent a servi de base à la reconstruction de l'édifice national.

La France est-elle jamais tombée plus bas qu'aux mauvaises heures de la guerre de Cent Ans, alors que, selon le mot si pittoresque du chroniqueur, tout n'était que fumières dans le royaume ? Cependant, au fort de la tempête, un fond invincible de fidélité nationale subsiste dans les cœurs. Rouen s'écrie : « La terre prise, les cœurs sont imprenables. » Poitiers dit au vainqueur : « Nous cédon's à la force, nous obéirons ; vous avez nos murs, nos cœurs ne se mouvront. » Bientôt des couches profondes de ce peuple surgit la bonne Lorraine qui ramène le roi à Reims. Après deux générations le mal est réparé et la France apparaît dans la maturité rayonnante des belles années de Charles VIII, de Louis XII et de François I^{er}.

L'époque de la Ligue voit renaitre nos misères. Paris est de nouveau occupé. L'invasion est partout. Espagnols, Anglais, Allemands, Belges, Savoyards, il semble que l'Europe déborde sur nous. Henri IV monte à cheval ; il rallie tous les Français à son panache, et la France délivrée, plus fière et plus forte, confie aux grands hommes d'Etat qui lui succèdent les moyens d'achever l'œuvre de l'unité et d'abattre l'orgueil de ses puissants adversaires.

Il en fut de même à l'époque révolutionnaire. Toujours les temps de

misère ont été suivis de lendemains glorieux. La devise de ce pays est qu'il ne faut jamais désespérer de lui.

Ainsi cette nation souvent mutilée, mais comme forgée et martelée au fer et au feu du malheur, a vu s'écrouler autour d'elle plus d'une vaste domination dont l'hégémonie avait paru éternelle, Ramassée sur elle-même, groupant rapidement autour du centre l'activité de ses provinces, elle est maintenant la plus ancienne nation vivante dans le monde, et, quoi qu'en disent des pessimistes de commande, elle ne se sent nullement sur le penchant de sa ruine.

Cette force de survivance, Messieurs, la France ne la doit pas seulement à l'énergie du sentiment patriotique qui anime le plus humble de ses enfants, à cette tradition nationale qui enveloppe et soutient chacun de nous; elle la doit aussi à l'indéniable nécessité du rôle qu'elle remplit parmi les autres nations et qui lui a assuré de tout temps des sympathies précieuses, des concours actifs et persévérants. Nous ne sommes pas les seuls à le dire, Messieurs, si la France venait à disparaître, il manquerait quelque chose à l'harmonie du monde, et l'astre de la justice devrait se voiler.

Mais, Messieurs, pour que cette parole soit toujours exacte, pour que cette conviction se retrouve jusque dans la pensée de ceux qui n'ont pas les mêmes raisons que nous d'aimer notre patrie, il faut que celle-ci, de son côté, reste fidèle aux devoirs que sa destinée lui impose. Il faut qu'elle demeure la gardienne attentive des idées généreuses et de ces grands principes qui ne reposent que sur le droit. Chaque fois que, séduite par des mirages trompeurs, elle s'est laissé entraîner hors de cette voie, elle a été rudement châtiée. Pour rester elle-même, la France doit se dérober à l'égoïsme et à l'iniquité.

Assurée de sa force et de sa sagesse, économe de ses énergies, secourable aux faibles, sûre dans ses amitiés, capable d'élans et de sacrifices, en garde contre l'esprit d'aventures, la France peut envisager l'avenir avec confiance. Cette confiance, elle la puise dans sa propre histoire et dans les annales de ces vieilles villes de la frontière si souvent assiégées, toujours reprises, si souvent attaquées, toujours vaillantes, si souvent occupées, toujours fidèles et toujours récompensées de leur fidélité.

Et si les morts de 1537, dont nous célébrons la mémoire aujourd'hui, pouvaient se dresser devant nous, c'est le langage qu'ils tiendraient à leurs descendants, en leur parlant de la patrie sauvée, à cette place même, par leur sang-froid, leur courage et leur invincible ténacité.

GRANDE-BRETAGNE

Le 6 juillet, le nouveau chef du Gouvernement a prononcé son premier grand discours depuis son retour au pouvoir. Il y a répondu, dans les termes dont voici le résumé, aux attaques de lord Rosebery contre la prédominance législative des pairs :

Lord Salisbury appelle l'attention sur le récent discours de lord Rosebery, dans lequel ce dernier a dit que, si l'on pouvait obtenir la suppression de la Chambre des pairs en ce qui concerne la prépondérance législative, on aurait fait la moitié ou les trois quarts du chemin nécessaire pour faire passer les réformes désirées par le parti libéral.

L'orateur demande quelle peut être cette prépondérance attribuée à la Chambre des lords, qui ne prend aucune part aux votes déplaçant les Gouvernements, à la fixation du budget des services publics.

Quant aux autres affaires, la Chambre des lords a exactement les mêmes pouvoirs législatifs que la Chambre des communes. Où donc voit-on cette prépondérance législative? Qu'a donc fait la Chambre des lords pour que lord Rosebery fasse une proposition telle que, depuis deux cent cinquante ans, on n'en a jamais entendu au Parlement?

Comment lord Rosebery peut-il dire que la Chambre des lords a mis les menottes à ses partisans?

La Chambre des lords a rejeté le bill sur les tenanciers évincés. Mais ceux-là mêmes qui avaient adopté le bill le déclaraient impossible à appliquer dans la forme sous laquelle il était soumis à la Chambre des lords. Ce bill aurait empêché de continuer à administrer la propriété foncière en Irlande.

Certes, la Chambre des lords s'opposera toujours énergiquement à de pareils bills ; mais, continue l'orateur, le véritable crime de la Chambre des lords a été de rejeter le home rule, et quoi qu'on puisse dire, c'est là la question sur laquelle, dans les élections prochaines, le pays aura vraiment à se prononcer. Si dans cette question on a mis les menottes au parti radical, qu'aurait fait ce parti si les menottes lui avaient été ôtées ? Dans la Chambre des communes, on aurait eu quatre-vingts membres qui n'y auraient rien eu à faire ; c'eût été là une mesure révolutionnaire qu'on n'aurait pu abolir ensuite que par des moyens violents et également révolutionnaires.

Le pays a été sauvé d'un pareil état de choses par les menottes que la Chambre des pairs a mises au parti radical.

Selon lord Rosebery, la suppression de la prépondérance législative de la Chambre des lords permettrait seule l'adoption des bills appuyés par le parti radical : mais procéder à cette suppression serait créer une autocratie législative au profit de la Chambre des communes.

La condition nécessaire pour que des réformes profondes puissent être faites dans les institutions du royaume, c'est que ces réformes puissent être acceptées par une grande majorité du pays.

Le home rule, pas plus que la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles, n'a été appuyé par une suffisante majorité de la nation.

Par contre, il y a des problèmes dont il faut se préoccuper. Ils sont pleins de difficultés, mais leur solution permettra de rétablir la prospérité et de diminuer la misère et les souffrances parmi les classes pauvres.

Lord Salisbury ne prétend pas avoir une panacée pour guérir les maux de l'agriculture, mais cette question mérite plus que toute autre la plus grande attention de la part du Parlement. L'orateur cite quelques questions qui pourraient être en partie résolues, telles que celle du système actuel des impôts qui sont mal réglés et qui pèsent lourdement sur l'agriculture.

Le transport de produits par chemin de fer et l'avenir de la petite culture intéressent beaucoup l'agriculture. Il y a aussi beaucoup à faire pour réviser les lois sur l'assistance publique.

La Chambre des lords a bien mérité du pays en écartant du terrain politique les discussions stériles et irritantes et en attirant l'attention de ses membres sur un sujet plus utile : celui de l'amélioration de l'état social du peuple.

La politique du Gouvernement est négative en ce qui concerne tout changement à apporter aux institutions fondamentales du pays ; elle est positive en tant qu'elle vise à adoucir les misères de tant de millions de pauvres créatures.

Lord Rosebery a répondu brièvement qu'il avait en vain attendu une déclaration de politique de la part du nouveau premier Ministre et que, quant aux arguments en faveur de la Chambre des lords, ils ne pouvaient rien contre ce fait : à savoir que 500 pairs sont absolument et perpétuellement résolus à rejeter toute législation libérale, quel que soit le parti au pouvoir dans la Chambre populaire et représentative.

Voici, pour être complet, le texte même du passage du discours de lord Rosebery auquel se rapportent plus particulièrement les arguments de lord Salisbury :

Qu'est-ce que la question de la Chambre des lords ? Allez et voyez vous-mêmes. Allez à la Chambre des lords, on ne s'y dispute pas les places. Vous y verrez groupés du côté du Gouvernement à peu près cinq cents pairs, ou du moins ceux d'entre eux qui jugent convenable d'assister aux séances. Ils sont rangés en ordre de bataille. De l'autre côté de la Chambre vous verrez, dispersés dans un océan de banquettes rouges, quelque vingt ou trente misérables

pairs. Et si vous vous dites que ces vingt ou trente pairs représentent le parti libéral pendant la présente législature, le parti libéral, quand il est en majorité à la Chambre des communes comme cela est présentement le cas, ou quand il représente une puissante minorité ou la majorité, comme j'espère que cela sera le cas dans le prochain Parlement, cela vous donnera matière à réflexion. Et si vous réfléchissez que ces cinq cents pairs ne sont là que pour s'opposer par voie d'hérédité à toutes les propositions qui émanent du parti libéral, cela, aussi, vous donnera matière à réflexion. Messieurs, je crois que c'est là le pivot de toutes les questions politiques. Et en parlant ainsi, j'ai la conviction que je parle non comme un homme de parti, mais en patriote ; car je ne vois pas seulement le danger présent, mais aussi le danger immense pour un avenir prochain. Je sais que l'on dit, même dans notre parti, que la question de la Chambre des lords est secondaire, car cette Chambre finit toujours par céder à la volonté du peuple.

Cela est-il vrai ? Pour ma part, je ne puis découvrir la volonté du peuple que dans sa représentation élue, et si cette représentation exprime la volonté du peuple, ce qu'on nous objecte n'est pas vrai. Mais alors, on nous objecte que la Chambre des lords cédera toujours à une majorité suffisante. « Vous ne disposez pas, dira-t-on, d'une majorité suffisante aux Communes. Les lords céderont toujours à une majorité de 100 voix. » Mais il n'est pas toujours facile d'avoir une majorité de 100 voix. Et cela revient à dire que le parti libéral ne peut gouverner qu'avec une majorité de 100 voix, tandis que le parti conservateur peut gouverner avec une majorité de 10 voix.

Reprenant ensuite la question du home rule, lord Rosebery a soutenu cette opinion qu'elle ne pouvait être résolue, de même que la plupart des autres questions importantes, que par une réforme de la Chambre des lords.

CHAMBRE DES COMMUNES. (Séance du 22 août.)

Discussion du budget des dépenses des Affaires étrangères.

Sir Charles Dilke se dit satisfait des déclarations de lord Salisbury au sujet de l'Arménie et de la Chine ; mais il désire des explications au sujet de sa politique relativement au Siam, et surtout relativement à l'évacuation de Chantaboun et à la création d'un Etat intermédiaire entre les possessions anglaises et françaises en Indo-Chine.

Il croit que l'occupation de l'Égypte est la cause de presque toutes les difficultés de la politique anglaise à l'extérieur et la source de sa faiblesse militaire. Il désire des renseignements au sujet de la récente expédition dans l'Ouganda et les pays avoisinant le Congo. Il demande avant tout la suppression de l'esclavage et l'interdiction de la vente des boissons alcooliques dans les pays de protectorat anglais.

M. Bryce déclare que, au sujet de l'Arménie, le Gouvernement aura l'appui de tous les partis. Quant au Siam, il espère qu'on ne demandera pas de détails au Gouvernement, car la question est délicate et rien ne doit être dit qui puisse porter atteinte aux relations amicales avec la France.

M. Gibson Bowles déclare que l'Égypte est la source de toutes les difficultés que l'Angleterre trouve en Afrique. Elle n'a retiré aucun avantage de son occupation. Certes, les difficultés de l'évacuation sont grandes, mais il espère que le Gouvernement actuel saura les aplanir. Nous n'aurons plus alors de difficultés pour arriver à une entente avec la France sur les autres questions.

L'orateur condamne ensuite l'intervention dans les affaires d'Arménie, et il nie que l'Angleterre ait pris un engagement spécial d'intervenir dans l'administration de l'Arménie ou de protéger les Arméniens. Nous n'avons nullement le droit d'insister sur l'exécution du traité de Berlin par la Turquie, à moins

que nous n'insistions aussi sur l'accomplissement des engagements pris par les autres signataires du traité, surtout par la Russie.

M. Stanley, l'explorateur, dit que la déclaration de sir Charles Dilke, dans laquelle l'Angleterre doit évacuer l'Égypte pour se concilier l'amitié de la France l'étonne et l'amuse. Sir Charles Dilke a été lui-même un des plus grands obstacles à l'évacuation de l'Égypte. Il a toujours été opposé à la construction du chemin de fer de l'Ouganda. M. Stanley ajoute que l'Angleterre ne peut évacuer l'Égypte jusqu'à ce qu'elle lui ait rendu sa force antérieure.

M. Stanley dit qu'il sera temps de parler de l'évacuation de l'Égypte quand les Anglais auront organisé leurs forces dans l'Ouganda et se seront mis en position de pouvoir rendre le Soudan à l'Égypte et, par conséquent, de donner à ce dernier pays le commandement des eaux du Nil supérieur.

La suppression de l'esclavage à Zanzibar dépend aussi de la construction du chemin de fer de l'Ouganda; car aussitôt que l'on aura arrêté la traite des esclaves dans l'intérieur, l'esclavage cessera naturellement à Zanzibar.

M. Curzon, secrétaire parlementaire pour les Affaires étrangères, répond ainsi, en ce qui concerne le Siam : Depuis la communication de la correspondance diplomatique, il y a un an, nous avons été principalement occupés par la démarcation géographique des États sur le Haut-Mékong. Le commissaire anglais vient de retourner en Angleterre. Son rapport est entre les mains du Gouvernement seulement depuis quelques jours. Il serait donc prématuré de publier ce document tant que les négociations sur l'État-tampon ne sont pas terminées. Le Gouvernement n'est pas encore prêt à faire une déclaration quelconque au sujet de la politique sur la question de la création de cet État-tampon.

Quant aux États Chans, des déclarations très nettes ont été déjà faites plusieurs fois à la Chambre; Mong-Sing est occupé par un officier britannique depuis plusieurs mois. Aucune troupe française ne s'y trouve. La présence de cet officier anglais constitue une déclaration suffisante de nos idées de possession dans ce territoire, de notre politique générale relativement au Siam, et de la revendication des intérêts politiques et commerciaux de la Grande-Bretagne dans ce pays. La présence de cet officier est aussi une sauvegarde pour l'autonomie et pour l'indépendance du Siam, au sujet desquelles des assurances ont non seulement été données dans les Chambres françaises, mais aussi répétées par les membres responsables du Gouvernement français. Il y a donc lieu d'espérer que cette politique et ses principes peuvent être appliqués sans mettre en danger nos relations amicales avec la France.

Quant à la convention de délimitation franco-chinoise, le sous-secrétaire d'État au *Foreign Office* ne peut pas dire si les rapports qu'on a publiés sont vrais. Le Gouvernement ne possède pas le texte du traité, qui n'est pas ratifié. Le Gouvernement surveillera étroitement les intérêts britanniques, en ce qui concerne les concessions commerciales et les exploitations de mines; et, par suite de la clause de la nation la plus favorisée, l'Angleterre partagera les avantages obtenus par tous les autres pays.

La politique de nos prédécesseurs au sujet de l'Arménie, dit M. Curzon, est acceptée par nous, et il n'y a aucune entente secrète sur cette question avec la France et la Russie.

Relativement au Niger, le Gouvernement a appris par les dernières nouvelles reçues que les officiers commandant les expéditions françaises étaient retournés en France.

Passant à l'Égypte, M. Curzon déclare que tout ce que le Gouvernement peut dire, c'est qu'il accepte de continuer la politique suivie par ses prédécesseurs, du moins en tant qu'il est en son pouvoir. Les conditions posées comme pouvant rendre l'évacuation possible ne sont certainement pas encore accomplies, et il n'est survenu aucune raison d'examiner à nouveau la question.

L'orateur parle de l'opinion de M. Stanley relativement aux avantages politiques et commerciaux qui résulteront de la construction du chemin de fer dans l'Ouganda, et il approuve les appréciations de l'explorateur.

D'après les informations du Gouvernement, dit M. Curzon, il n'y aurait aucune expédition française se dirigeant vers le Haut-Nil.

M. Flynn demande une réduction de 1,000 livres sterling dans le budget du Ministère des Affaires étrangères, pour protester contre la politique du Gouvernement qui n'a donné aucune promesse d'abolir l'esclavage dans les pays de protectorat anglais.

M. Balfour déclare que le Gouvernement anglais a l'intention de construire un chemin de fer dans l'Ouganda le plus tôt possible. Le Gouvernement, dit-il, adhère aux déclarations faites par ses prédécesseurs sur la question de l'esclavage à Zanzibar.

M. Flynn retirant sa motion, le budget du Ministère des Affaires étrangères est adopté.

— Dans la même séance, le député libéral écossais sir John Leng a demandé si, en conformité du vœu exprimé par lui, M. Arthur Balfour conseillerait au Gouvernement d'envoyer des convocations à une Conférence internationale pour arriver à une entente sur les moyens de donner une base plus stable à la circulation monétaire internationale.

Voici la réponse du leader ministériel de la Chambre basse :

Je suis et j'ai toujours été en faveur d'une entente internationale à ce sujet, mais je n'ai pas le droit d'engager mes collègues sur ce point et il n'y a aucune raison de croire qu'une entente quelconque puisse résulter à présent d'une Conférence internationale.

Sir Matthew, Ministre de l'Intérieur, a été interrogé ensuite sur l'affaire Cornélius Herz et s'est exprimé en ces termes :

Nous nous sommes mis en relations avec le Gouvernement français dans le but d'avoir une convention nous mettant à même de faire quelque chose dans l'affaire de Cornélius Herz, conformément à la loi qui a été adoptée à la dernière session.

Jusqu'à ce que la convention soit conclue, nous ne pouvons rien faire pour accélérer le procès qui est en instance contre Cornélius Herz.

Enfin M. Curzon, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, a donné le renseignement suivant relatif aux affaires d'Arménie :

Bahir pacha a été révoqué de son poste de gouverneur de Van ; mais on ne sait pas s'il sera traduit devant un Conseil de guerre à Constantinople, sous l'accusation de traitements inhumains infligés à des prisonniers chrétiens.

— La Chambre a passé alors à la discussion du budget des dépenses coloniales, qui a été adopté. Ça été pour l'amiral Field l'occasion de se plaindre de ce qu'une subvention fût payée à une Compagnie française de navigation pour le transport des dépêches à l'île Maurice.

M. Chamberlain, secrétaire d'Etat pour les colonies, lui a répondu qu'il examinera le contrat passé avec cette Société.

Le même Ministre a dit, en outre, que la construction de chemins de fer dans l'Ouest africain ne nécessiterait aucune assistance financière de la métropole, ces colonies étant prospères.

Le Système métrique en Angleterre.

La Commission nommée par la Chambre des communes pour faire une enquête sur l'introduction du système métrique dans le Royaume-Uni s'est déclarée entièrement favorable à cette mesure. Dans le rapport qu'elle a rédigé et qui vient d'être publié avec d'autres documents parlementaires, elle déclare que les commerçants, consultés par elle, ont dit que le système actuel des poids et mesures apportait des difficultés dans les relations commerciales de l'Angleterre avec les pays d'Europe qui, tous, sauf la Russie, ont adopté le système métrique répandu en outre dans beaucoup d'autres pays des autres parties du monde. Partout on s'en est bien trouvé, et les Etats-Unis étudient l'opportunité de son adoption.

Au point de vue scolaire, l'abandon du système compliqué des poids et mesures anglais ferait économiser un temps considérable : un an, dit le rapport.

Pour ces raisons, la Commission recommande l'adoption immédiate du système métrique des poids et mesures qui serait rendu obligatoire dans deux ans et son enseignement dès à présent dans les écoles.

ITALIE

Inauguration du Monument Mac Mahon à Magenta.

Le 4 juin, a été inauguré sur le champ de bataille de Magenta un monument élevé en l'honneur du maréchal de Mac Mahon.

Le maire, M. Brocca, prend d'abord la parole. Nous extrayons de son discours le passage suivant :

Ce monument que Magenta, au nom de toute l'Italie reconnaissante, élève aujourd'hui au soldat valeureux et habile, venu de France avec le consentement du peuple et l'enthousiasme de la foi, pour partager le sort des armes italiennes, est le symbole d'une idée grande et généreuse.

Modeste dans sa forme, ce monument synthétise la fraternité des deux peuples ; il donne à l'Italie un grand enseignement et il adresse à la France l'expression d'une insigne et impérissable reconnaissance....

... A vous, frères de France, génération forte et novatrice, à vous, enfant illustre de celui que nous honorons, qui êtes venus ici avec une pieuse sollicitude pour renouveler de frémissants souvenirs, il m'est agréable, au nom de toute l'Italie, de vous rendre l'hommage cordial et ému de l'âme.

Sur ce bronze, que le soleil d'été s'attardera à caresser de ses rayons étincelants, la grande habileté et l'amour du sculpteur sont alliés à l'habileté d'un des plus grands architectes de notre pays.

Nous garderons pour nous, pour vous, Français, ce bronze mémorable. En y cultivant des fleurs perpétuelles du souvenir, l'épopée lointaine revivra perpétuelle et sacrée.

Comme l'ossuaire de Solferino, cette effigie complète la série des souvenirs communs aux deux peuples. Ils se sentent attirés l'un vers l'autre comme les pôles d'un aimant idéal et enferment la vieille pensée latine dans un embrassement de fer, embrassement doux dans lequel l'âme s'évanouit d'émotion.

Et vous, général de Vaulgrenant, qui avez partagé la joie, l'agitation et les dangers de la victoire avec le maréchal de Mac Mahon, en rentrant dans votre pays, apportez aux frères français les fleurs que l'Italie répand aujourd'hui aux pieds du chef bien-aimé ; dites que le nouveau monument restera comme un symbole éternel de la reconnaissance de l'Italie envers la France qui, en associant son bras puissant à celui du roi légendaire, a contribué à faire de notre terre une seule nation qui ne désire qu'égaliser ses autres sœurs dans les arts de la paix.

Le général Mocenni, ministre de la guerre, parle ensuite et prononce le discours suivant, comme représentant du roi :

C'est un insigne honneur pour moi que de représenter le roi d'Italie à l'inauguration de ce monument, par lequel les Italiens reconnaissants veulent transmettre aux générations futures le nom du vaillant guerrier français dont l'habile initiative et l'incomparable valeur ont obtenu que la victoire posât encore ses ailes sur les drapeaux de la France et de l'Italie. La victoire de Magenta fut éclatante. Par elle, Milan fut délivré et la Lombardie le fut presque entièrement ; par elle et par les victoires qui suivirent, fut réalisée l'aspiration de l'Italie depuis des siècles : la liberté et l'indépendance de notre patrie.

Trente-six ans se sont écoulés depuis ce jour mémorable ; mais l'Italie n'oublie pas et n'oubliera jamais que la généreuse nation française fit franchir les Alpes et la mer par des bataillons nombreux, forts et aguerris, pour aider les Italiens à réaliser la plus grande et la plus sainte de leurs aspirations. Elle n'oublie pas et n'oubliera jamais les malheureux fils de France tombés ici, arrosant de leur sang ce sol où nous sommes venus accomplir un acte de reconnaissance et saisir cette occasion d'envoyer un salut d'affection à la France et d'amitié à sa vaillante armée que nous eûmes souvent comme compagne d'armes, et dont nous eûmes l'honneur de partager les gloires et les fatigues.

Honneur à la mémoire des valeureux fils de France ici tombés pour la gloire de leur drapeau et pour la liberté de l'Italie !

Honneur au vaillant et illustre maréchal de Mac Mahon dont l'intelligence et la bravoure lui ont bien mérité le titre de duc de Magenta. Vous avez été bien inspiré, maire de Magenta, en accomplissant cet acte de gratitude à la mémoire d'un si grand soldat. Vous avez interprété dignement la pensée de notre roi, du gouvernement italien et de notre armée, et je considère comme un grand honneur cette occasion qui m'est offerte de vous remercier en leur nom.

En leur nom, je salue la représentation militaire que le gouvernement français a voulu associer à nous en cette solennelle cérémonie. Je salue notamment son illustre chef, le général de Vaulgrenant, en le priant de vouloir bien être, à son tour, notre interprète pour lui exprimer notre amitié envers la généreuse nation française, et pour porter notre salut à sa vaillante armée.

Quant à vous, capitaine de Mac Mahon, qui êtes témoin de la reconnaissance que l'Italie garde à la mémoire de tous ceux qui ont versé leur sang pour sa sainte cause, et qui êtes témoin aussi de la mémoire que l'Italie garde au grand soldat qui fut votre père, soyez également notre interprète pour exprimer tout notre dévouement à l'illustre veuve de ce grand mort, et pour l'assurer que l'affection des Italiens n'oublie pas l'héroïque figure du maréchal de Mac Mahon.

Après le général Mocenni, le sénateur Massarani parle au nom de la province de Milan. Puis M. Campi, maire de Milan, fait l'éloge du maréchal de Mac Mahon et rappelle son passé :

Ah ! messieurs, continue-t-il, il a pu surgir parmi nous des malentendus, des dissentiments ; mais jamais la haine ou l'inimitié ne nous divisera. Que ce monument, élevé au milieu des traces encore visibles de la bataille, en ces lieux où sont religieusement gardés les restes des braves que le maréchal conduisit à la victoire, des enfants de la France morts pour notre pays, soit un nouveau gage d'une inaltérable et éternelle affection !

S'adressant ensuite, en français, au général de Vaulgrenant et au capitaine de Mac Mahon, il les prie d'être, auprès de leurs compatriotes, les interprètes

de ses sentiments de reconnaissance. Il termine en criant : « Vive la France ! Vive l'Italie ! »

Le curé de Magenta lit un discours patriotique de circonstance dont les termes sont très sympathiques pour la France. Lorsqu'il dit que les deux peuples ne peuvent pas se haïr, de la foule partent des approbations.

Le capitaine Camperio dit quelques paroles au nom de la Ligue latine.

Le général de Vaulgrenant s'avance alors et prend la parole :

C'est pour moi, dit-il, un grand honneur que d'être appelé à rendre hommage, au nom de l'armée française, au duc de Magenta. Les circonstances qui m'attachèrent au maréchal peuvent seules expliquer le choix fait de ma personne pour remplir cette mission. Il m'a été donné de servir longtemps auprès de lui et de partager pendant dix-sept ans ses bons et ses mauvais jours. Je reconnais avec émotion le lieu où je l'ai rencontré pour la première fois. Il n'était pas un inconnu lorsqu'il débarqua avec les troupes d'Afrique sur le sol italien pour combattre à côté de ceux qui furent ses compagnons d'armes en Crimée.

Les annales de notre armée étaient déjà pleines de son nom. L'histoire de sa vie, jusqu'en 1859, serait celle de toutes les guerres que la France soutint depuis 1830 ; partout la gloire avait marqué sa place, sa bravoure était légendaire. Je me souviens de la confiance qu'il nous inspirait. Cette confiance, il l'a justifiée dans la journée du 4 juin qui mit le sceau à sa renommée.

Le général de Vaulgrenant fait ensuite l'éloge du caractère et du cœur du maréchal de Mac Mahon, puis achève son discours par cette péroraison :

En terminant, qu'il me soit permis d'exprimer ma reconnaissance à S. M. le roi qui a daigné se faire représenter à cette cérémonie. J'adresse aussi mes remerciements au ministre de la guerre, à la municipalité et en particulier au syndic de Magenta. Nous n'avons pas oublié qu'il est venu à Paris partager notre deuil au moment des funérailles du maréchal. C'est à sa généreuse initiative qu'est due la création de cette belle statue. C'est une grande pensée que de l'avoir placée au milieu des chers et illustres morts qui dorment en si grand nombre autour de nous et dont je viens de fouler les cendres avec un religieux respect.

Au nom de l'armée française, je salue la vaillante armée italienne et en particulier les représentants des troupes qui combattirent à Magenta.

Le général de Vaulgrenant qui a reçu le grand cordon des Saints-Maurice-et-Lazare, a adressé un télégramme au premier aide de camp du roi, pour exprimer ses remerciements. Le général a reçu pendant la cérémonie la réponse suivante :

J'ai communiqué votre gracieuse dépêche au roi. Sa Majesté vous remercie de vos sentiments et est très heureuse de vous avoir donné les marques de sa haute bienveillance en ce jour dont le souvenir glorieux pour la France et sa brave armée restera ineffaçable dans le cœur de tous les Italiens.

Général PONZIO VAGLIA.

— Le 10 juin a été inaugurée la 19^e Législature.
Le Roi a donné lecture du discours suivant :

ARCH. DIPL. 1895. — 2^e SÉRIE, T. LV (117)

15

Je salue les nouveaux représentants de la nation, certain que leur conscience est éclairée sur la tâche élevée qui s'impose à eux et qu'ils ont la ferme volonté de l'accomplir.

Le peuple italien, réuni dans ses comices, a manifesté avec une telle clarté sa pensée que les nouveaux élus ne peuvent désormais rester dans l'incertitude sur la nature des problèmes qui exigent les promptes résolutions du Parlement. L'organisation des finances formera encore une fois le premier et le principal objet de vos délibérations.

Les projets de lois proposés et adoptés dans la première période de la dernière session ont eu certainement pour effet de relever le crédit de l'Etat et ont aidé efficacement à diminuer l'écart entre les recettes et les dépenses annuelles; mais la solidité du budget n'a pas encore été entièrement obtenue. En présence de l'urgence de remèdes suffisants, mon gouvernement a donc pris quelques mesures qui ont immédiatement produit et au-delà des prévisions les heureux effets attendus de leur application immédiate.

Ces mesures ont été aussitôt soumises à la sanction législative et elles vous seront de nouveau présentées, afin que vous portiez sur elles le jugement qui est réservé de plein droit à votre autorité; mais l'équilibre effectif du budget ne pourra être réalisé qu'en contenant les dépenses dans les limites plus étroites que les nécessités impérieuses des services publics pourront encore comporter. Il reste un pas à faire pour atteindre le but; j'ai la confiance que vous vous inspirerez de votre patriotisme élevé et de la connaissance exacte de vos devoirs et que vous y trouverez la force nécessaire pour surmonter les dernières difficultés et assurer le complet rétablissement des finances publiques. C'est là le terrain commun où tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti, peuvent se mouvoir librement.

En agissant ainsi, le Parlement se montrera à la hauteur de ce que le pays attend de lui.

Après avoir consolidé les finances de l'Etat, relevé à l'étranger le crédit qui aide au développement économique de la nation et avivé ainsi les sources de la production et du travail, nous pourrons affronter avec plus de sécurité et résoudre avec résolution et dignité le grave problème des finances communales et préparer les réformes administratives de manière à ce qu'elles répondent mieux aux exigences du temps présent et au caractère de notre peuple.

D'autres propositions de nature diverse vous seront présentées simultanément avec celles concernant les finances et je les recommande également à votre attention.

La garantie suprême de toute société est une justice sûre, prompte, égale pour tous et au-dessus de tous; mon gouvernement vous proposera donc quelques modifications aux lois en vigueur, afin que les institutions judiciaires assurent mieux la protection des droits privés et la tranquillité publique. Tout citoyen, même occupant des charges élevées, doit pouvoir être appelé à rendre raison de ses actes et être soumis à la loi commune.

Il convient donc, et cela vous sera proposé, de régler plus nettement la compétence judiciaire sur les actes accomplis non seulement dans les rangs inférieurs, mais dans les degrés élevés des fonctions publiques.

Mais il est une responsabilité pesant également sur tous les hommes de bien, une œuvre à laquelle nous sommes tous appelés à concourir; c'est celle de la paix sociale. Mon gouvernement, gardien de l'ordre, a dû maintenir cette paix sociale par la force, mais il est d'accord avec moi pour préférer à l'emploi de la force la bienveillance entre concitoyens, et à la répression a succédé et continuera à succéder la clémence dans une mesure encore plus large, aussitôt que l'ordre rétabli donnera la garantie d'une stabilité résultant de la volonté commune.

Je compte qu'une persuasion efficace sera exercée sur les inconscients et les égarés, grâce à une législation destinée à donner une signification de

plus en plus élevée et effective au principe de la fraternité humaine, auquel visera aussi l'éducation donnée dans l'école.

C'est dans l'amélioration du sort des humbles que j'ai cherché, vous le savez, la gloire de mon règne. Vous ne pourrez mieux vous associer au bonheur de ma famille, réjouie par d'heureux événements, qu'en faisant en sorte que, dans la grande famille italienne, il n'y ait plus de sujets de violence ni de haine.

Ce sera le but auquel visera mon gouvernement, but auquel vous devez viser avec lui.

C'est avec une sincère satisfaction que je constate la cordialité des relations établies entre les autres peuples et le nôtre, entre mon gouvernement et les gouvernements étrangers. L'Europe respire en paix par notre volonté aussi, et aucune défiance, aucun soupçon ne plane sur nos intentions. C'est donc avec un légitime plaisir que nous envoyons nos navires prendre part au pacifique rendez-vous des autres flottes qui vont célébrer une œuvre admirable, accomplie sous les auspices de mon ami et allié l'empereur d'Allemagne. De là, ils iront rendre le salut de la plus intime amitié à la flotte et à la nation britanniques.

J'ai à cœur de vous signaler ce nouveau témoignage de l'efficacité pratique de cette intimité dans un continent où l'Italie et l'Angleterre se touchent et agissent d'accord, en portant le drapeau de la civilisation. Là où les peuples les plus avancés rivalisent d'énergie pour l'honneur d'étendre leurs domaines, notre armée, faisant face à l'ennemi, a renouvelé, de Kassala à Adouah, les gloires de la valeur italienne. Là, le gouvernement anglais a donné à l'Italie une nouvelle preuve de sa sympathie, en empêchant que, des ports soumis à son protectorat dans le golfe d'Aden, des armes n'arrivent à la barbarie en révolte contre nous.

Toutefois l'organisation de l'Afrique italienne, considérée dans les rapports avec les conditions des intérêts généraux de la nation, ne cesse pas de former et formera sans relâche l'objet des soins assidus de mon gouvernement.

Bien loin de vouloir une politique d'aventures, nous aspirons en réalité à acquérir la sécurité permanente de nos positions. Nos efforts seront particulièrement consacrés à la préparation graduelle de l'indépendance financière de la colonie envers la mère-patrie.

Nous allons célébrer le premier jubilé de notre Italie dans cette troisième Rome, dans la Rome Eternelle où il fut donné à mon père de couronner l'édifice indestructible de l'unité nationale. Je suis sûr de ne pas vous appeler en vain à une œuvre par laquelle cette année mémorable doit apporter désormais le bien-être au peuple italien. Notre pensée et notre action doivent être à la hauteur de ce grand but.

Ce sera l'honneur de la dix-neuvième législature, que je suis heureux d'inaugurer, que la communauté d'aspirations et d'affection entre la dynastie et le pays sur laquelle se sont élevées les nouvelles destinées de l'Italie ait en vous des interprètes laborieux et fidèles, et que le respect pour la dignité de ces libres institutions qui sont la foi de ma Maison vous inspire pour préparer un avenir solide et serein à la patrie italienne.

— Dans la séance de la Chambre des Députés du 14 juin, le baron Blanc, ministre des affaires étrangères, répond à une question d'un député au sujet de l'Erythrée. Il dit que les derniers événements ont été la conséquence de l'application du projet fondamental exposé en 1894.

« En mesurant graduellement notre action aux moyens dont nous disposons, dit le baron Blanc, en repoussant et en prévenant les attaques, en distinguant soigneusement les mesures militaires à prendre pour la défense du développement organique de la colonie, qui ne doit plus être une charge, mais un profit pour la mère patrie, nous avons assuré ce développement et

maintenu les bonnes relations entre l'Italie et les autres puissances intéressées en Afrique. L'occupation de Kassala nous a acheminés vers la solution de la partie internationale du problème, confirmant notre solidarité de fait et de droit avec l'Angleterre, laquelle a répondu par des mesures prises à Zeilah.

« Par l'occupation de l'Aghamé et du Tigré, nous avons établi sur des bases solides, non seulement notre défense contre des attaques éventuelles des chefs indigènes du Sud qui ont manqué à leur parole et se sont adonnés à la pratique de l'esclavage, mais aussi notre solidarité d'intérêts avec les populations du Tigré qui ont toujours fait la force de l'Ethiopie et qui ont réclamé notre protection contre l'anarchie provoquée par la défection de certains chefs.

« Ayant établi selon le droit international notre protectorat et déterminé nos sphères d'influence de la mer Rouge à l'océan indien, nous entendons développer nos relations économiques de l'Erythrée à la côte de Benadir, de l'Atbara au Juba.

« La première base d'échanges et de rapports pacifiques sera la colonisation agricole du haut plateau de l'Erythrée. Dans la paix, à laquelle nous avons toujours visé, comme dans la guerre, qui n'a pas été provoquée par nous et qui aboutit à notre victoire, telle fut, telle sera l'inspiration de notre politique. Les documents que je vais déposer persuaderont le Parlement que nous sommes entrés dans une voie qui, modeste au début et prudente, nous promet un avenir prospère. Nous sommes sincèrement convaincus de préparer cet avenir en restant fidèles à cette politique désormais définitivement éclaircie. »

SUÈDE et NORVÈGE

Un journal suédois important, le *Stockholms Dagblad*, a pensé, peut-être non sans raison, que les questions de politique scandinave étaient trop peu connues à l'étranger, et il a publié en langue française un article (n° du 23 août) sur le conflit de l'union entre la Suède et la Norvège.

Nous le publions à titre de renseignement et sans vouloir en aucune façon prendre parti dans le débat.

Le conflit de l'Union.

Cette question, on le sait, a été pendant plusieurs années et est encore une des plus brûlantes de notre politique. De quoi s'agit-il en somme ? Quelle est l'origine de cette question ? Et quel est son état actuel ?

Pour nous exprimer brièvement, la question est celle-ci : Les Norvégiens veulent être sur un pied d'égalité parfaite avec la Suède, estimant que cette égalité n'existerait pas tant qu'ils n'auraient pas obtenu ce qui leur a manqué jusqu'ici, à savoir non seulement une organisation consulaire qui leur soit propre, mais encore la participation à la direction des affaires étrangères, qu'ils veulent aussi contrôler d'une manière indépendante.

De ces deux exigences, celle qui concerne l'organisation consulaire est de date très ancienne — elle remonte aux premiers jours de l'Union, — tandis que l'autre n'a été soulevée que plus tard. On peut dire que ces deux exigences rencontrent les sympathies de la majorité du peuple norvégien. Mais tandis que, pour la direction des affaires étrangères, les conservateurs et les modérés veulent atteindre leur but sans rompre la communauté actuelle avec la Suède, les radicaux réclament un Ministre des Affaires étrangères spécial pour la Norvège.

Les deux partis opposés diffèrent aussi sur la manière de faire accepter les réformes qu'ils réclament. Les radicaux ont regardé ces réformes comme des questions exclusivement norvégiennes, qui doivent tout simplement être résolues par la décision de la représentation et du Gouvernement norvégiens. Ils

soutiennent cette manière de voir en disant que l'acte d'union entre les deux pays « Riksakten » ne regarde pas expressément comme étant communes les affaires en question. Aussi ont-ils déclaré ce qui suit : « Nous avons le droit de résoudre ces questions par nous-mêmes. Nous ne voulons sous aucunes conditions renoncer à ce droit. Cela blesserait notre dignité et nous cesserions par là même d'être les maîtres dans notre propre maison. »

Tel est le point de vue que le parti radical a soutenu et défendu depuis que, par les élections générales de 1890 à l'Assemblée nationale le « Storting », il a eu la majorité et obtenu un Gouvernement pris dans la gauche. Ce n'est que dans les dernières semaines de la session de cette année que ce parti a dû modifier son point de vue et admettre — non sans certaines réserves, il est vrai, — la solution des questions par la voie de négociations avec la Suède.

C'est précisément le moyen que le groupe opposé a toujours indiqué comme étant le seul équitable. Car, dit-il, il est de fait que les consulats et les affaires étrangères sont communs et l'ont toujours été depuis l'origine de l'union, et il est dans la nature même de l'union que la communauté ne peut être modifiée qu'avec le consentement des deux pays.

Le roi, de son côté, partage entièrement cette manière de voir. Aussi n'a-t-il pas hésité à user du droit que lui confère la loi fondamentale de refuser sa sanction aux décisions du Storting, lorsqu'elles allaient dans un sens contraire ; et cela malgré les efforts tentés pour lui rendre sa situation aussi difficile que possible. Les moyens pour y parvenir n'ont pas manqué aux radicaux, qui, au Storting, ont une majorité de quelques voix. Ainsi ils ont eu l'indélicatesse, pour nous servir d'une expression modérée, de diminuer pendant la durée de son règne la liste civile du roi ainsi que celle du prince royal ; on a imposé certaines conditions inacceptables pour le vote du budget des Affaires étrangères, et, comme il n'en a pas été tenu compte, on a refusé de voter ce budget, ce qui a forcé la Suède à avancer le contingent norvégien des frais communs. Par son attitude, la gauche a rendu impossible au roi d'accepter jusqu'ici un autre Ministère que celui qui a été pris dans les rangs de la droite il y a deux ans.

Quelle attitude la Suède a-t-elle prise à l'égard de ce mouvement d'indépendance dans le pays-frère ? Tout d'abord, on peut dire qu'en Suède les partisans de l'union — c'est-à-dire la presque totalité de la population — n'ont point opposé aux prétentions norvégiennes un *non possumus* inflexible. Au contraire, ils se sont montrés disposés à aller autant que possible au-devant de ces exigences. Il est vrai qu'on est peu enclin à accorder la cessation de la communauté dans les affaires consulaires, puisqu'une pareille mesure se heurterait nécessairement à de grandes difficultés dans la pratique. Il faut remarquer que l'institution consulaire des Royaumes-Unis, telle qu'elle a été organisée jusqu'ici, n'a en aucune façon donné lieu à des plaintes fondées en ce qui concerne la manière dont les intérêts des deux pays ont été surveillés par les consuls, qu'ils fussent suédois ou norvégiens, fait qui a été amplement reconnu par la plupart des commerçants et des navigateurs norvégiens. Toutefois la Suède admettra bien la réforme consulaire, si la Norvège y tient absolument. On est disposé aussi à accorder à la Norvège, sous certaines conditions, l'égalité avec la Suède quant à la direction des affaires étrangères. Déjà, en 1893, le Gouvernement suédois a proposé au Gouvernement norvégien que le poste de Ministre des Affaires étrangères pût dorénavant être occupé aussi bien par un Norvégien que par un Suédois, responsable devant les représentations des deux pays, tandis que jusqu'à présent il a été exclusivement occupé par des Suédois. Cette offre qui donnerait, nous semble-t-il, à la Norvège l'égalité qu'elle demande si instamment, la Suède la maintient toujours ; mais, bien entendu, elle n'ira pas plus loin, jugeant impossible de donner à la Norvège un Ministre particulier des Affaires étrangères, car une direction commune des affaires de l'Union vis-à-vis l'étranger est la condition même de l'existence de cette Union.

La Suède ne peut pas y renoncer. Et le roi Oscar II a dit, il y a quelques années, lorsqu'il se trouvait sur le territoire norvégien, qu'il considérerait la

nomination d'un Ministre des Affaires étrangères spécial pour pour la Norvège comme équivalant à la dissolution de l'Union. Et la majorité du peuple suédois ainsi que la droite norvégienne pensent de même. La gauche norvégienne partage elle-même cet avis, bien qu'en général elle ne veuille pas le reconnaître pour ne pas avouer que le but suprême de ses efforts est précisément la dissolution de l'Union.

En tous cas, la Suède considère comme son droit indiscutable de pouvoir dire son mot sur toute modification des rapports des Royaumes-Unis entre eux. La Diète suédoise le « Riksdag » a fait connaître expressément son opinion sur ce point au sujet de l'organisation consulaire. La Suède, pour consentir à ce que demande la Norvège, réclame aussi quelques concessions de la part de celle-ci. Aussi le Riksdag suédois a-t-il demandé au Gouvernement de préparer sans retard une revision de l'acte d'Union, document qui, il faut le dire, est bien obscur et défectueux pour régler la situation des deux pays vis-à-vis l'un de l'autre.

Cependant il importe ici de borner ses prétentions : c'est une des principales règles qu'impose une saine politique suédoise, d'autant plus que les Norvégiens sont très peu disposés à toucher à leur loi fondamentale. Mais il existe en Suède un parti nombreux qui pratique assez difficilement sur ce point la vertu de la modération.

L'attitude ferme du roi et du Riksdag n'a pas été sans effet. La majorité du Storting a fini par juger nécessaire de permettre des négociations avec le pays-frère, sous la condition expresse toutefois que le Gouvernement du pays serait confié à un ministère « agissant d'accord avec le Storting ». On ne voulait pas reconnaître comme tel le Ministère de droite présidé par M. Stang ; or, celui-ci est toujours resté au gouvernail, quoique, dès le commencement de cette année, il ait demandé au roi d'agréer sa démission. On a vainement tenté bien des efforts pour constituer un Ministère qui permit une collaboration entre le roi et la représentation. Cependant le Storting fut enfin obligé, le 5 juillet, de voter et le budget consulaire et le budget diplomatique, ainsi que le remboursement, à la Suède, de ses avances pour le maintien de la représentation des Royaumes-Unis à l'étranger. Le fait qu'en revanche les dotations du roi et du prince royal n'ont pas été portées à leur ancien chiffre a suscité en Suède un sentiment très désagréable. Dans quelques milieux on a également ressenti une impression pénible du vote du Storting qui a accordé un crédit de quinze millions et demi de couronnes pour le renforcement de la défense nationale sur terre et sur mer, somme très considérable relativement aux ressources de la Norvège. On a vu dans ce vote un indice qu'en Norvège on n'est point étranger à la pensée de complications sanglantes avec le pays-frère. Malheureusement cette pensée a trouvé un aliment dans certaines tendances chauvinistes en Suède. Dans d'autres milieux, au contraire, ce vote a plutôt inspiré de la satisfaction, parce que jusqu'ici on s'était plaint, et à juste titre, au point de vue unioniste, du peu de soin que la Norvège a donné au développement de sa défense.

Quant à la revision de l'acte d'Union, cette question doit, paraît-il, rester en suspens dans l'attente du changement ministériel projeté en Norvège.

SUISSE

Le 1^{er} août, le tir fédéral a été inauguré officiellement à Winterthur. Un banquet a eu lieu à cette occasion. M. Zemp, président de la Confédération, y a prononcé un discours dans lequel il a rappelé les grands et difficiles problèmes intéressant la vie économique, politique et sociale. En terminant, il a constaté que la Suisse entretient d'excellents rapports avec tous les pays. Les relations commerciales avec la France ont été notamment améliorées par le nouvel arrangement que les Chambres fédérales approuveront.

M. Barrère, ambassadeur de la République française, a pris ensuite la parole au nom du Corps diplomatique. Il a remercié tout d'abord pour l'accueil fait

aux représentants des Etats étrangers, il s'est excusé de devoir, lui, un nouveau venu, parler au nom de diplomates qui résident depuis longtemps à Berne. Ces derniers auraient été mieux qualifiés que lui pour parler de ce beau paysage, de ces grandes fêtes populaires, dont le peuple suisse est justement fier.

« C'est dans ces occasions, dit-il, qu'on admire la belle ordonnance des destinées nationales de la Suisse ; son originalité au milieu des Etats, qui lui assure une place que personne ne jalouse, car elle l'occupe pour le plus grand bien du progrès. La Suisse prouve qu'il n'est pas nécessaire de posséder de vastes frontières pour tenir une large place dans les destinées du monde civilisé ; de cela il n'est personne qui n'en fasse honneur à ses vertus natives et à son courage. »

L'orateur voit cette situation unique dans le fait que la Suisse ne marchandait pas les sacrifices pour rester maîtresse de son sort et qu'elle se consacrait avant tout aux arts de la paix.

« C'est à la Suisse que les Etats ont demandé d'être dépositaire de leurs pouvoirs dans les grandes institutions internationales, nées du besoin de rapprochement des peuples.

« On se plait aussi à recourir à son arbitrage, à son sens inné de la justice, quand des intérêts matériels étrangers sont en conflit. »

L'orateur termine en disant que s'il lui était permis de déposer un instant la qualité dans laquelle il a l'honneur de parler, il dirait la satisfaction profonde dont il est pénétré en voyant la sagesse des deux Gouvernements qui ont rétabli des relations économiques normales.

Il termine en formant des vœux pour le bonheur et la prospérité de la Suisse, dont la personnalité morale n'a rien à envier à celle des plus grands et des plus puissants.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Institut de droit international.

L'Institut de droit international a tenu sa 16^e session à Cambridge, du 8 au 14 août. Vingt membres et douze associés, appartenant à douze nationalités différentes, ont pris part à ses travaux. Le Bureau a été constitué comme suit : M. J. Westlake, président ; MM. Clunet et Perels, vice-présidents ; M. Ernest Lehr, secrétaire-général, est en fonction depuis 1892 pour six ans.

Nous donnons le texte des principales résolutions votées.

Sanction pénale à donner à la Convention de Genève.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'INSTITUT EN SÉANCE DU 12 AOÛT 1895.

I

Projet de Convention complémentaire de celle du 22 août 1864.

Les Gouvernements de....., voulant se donner réciproquement un témoignage de leur ferme désir d'assurer l'observation de la Convention de Genève du 22 août 1864 par les personnes et dans les territoires soumis à leur autorité, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Chacune des parties contractantes s'engage à élaborer une loi pénale visant toutes les infractions possibles à la Convention de Genève.

Art. 2. — Dans le délai de trois années, ces lois devront être promulguées et notifiées au Conseil fédéral suisse, qui les communiquera par la voie diplomatique aux puissances signataires de la Convention de Genève.

Les changements que l'un ou l'autre des Etats contractants ferait subir ultérieurement à sa loi pénale seraient aussi notifiés au Conseil fédéral suisse.

Art. 3. — L'Etat belligérant qui se plaindrait d'une violation de la Convention de Genève par des ressortissants de l'autre Etat belligérant, a le droit de

demander, par l'entremise d'un Etat neutre, qu'une enquête ait lieu. L'Etat mis en cause est obligé de faire cette enquête par ses autorités, d'en communiquer le résultat à l'Etat neutre qui a servi d'intermédiaire et de provoquer, s'il y a lieu, la punition des coupables conformément aux lois pénales.

Art. 4. — Les Etats signataires de la Convention de Genève qui n'auront pas souscrit d'emblée au présent acte pourront le faire en tout temps, par une notification adressée à tous les signataires antérieurs dans la forme reçue pour les accessions à la Convention elle-même.

II

Vœu.

Afin de donner à l'Etat belligérant dont les ressortissants sont accusés d'avoir violé la Convention de Genève, tous les moyens de prouver son impartialité et la non culpabilité des accusés, l'Institut de droit international émet le vœu que les puissances signataires de la Convention de Genève reconnaissent l'existence et l'autorité d'un Comité international de la Croix-Rouge, dont les membres pourraient, sur la demande de l'Etat belligérant accusé, être délégués par celui-ci afin de prendre part à une enquête sur le théâtre de la guerre, sous les auspices des autorités nationales compétentes.

Projet de Règlement international sur la tutelle des majeurs, adopté en séance du 12 août 1895.

I

L'interdiction des majeurs est régie par leur loi nationale.

II

En principe, l'interdiction ne peut être prononcée que par les autorités compétentes du pays auquel la personne à interdire appartient par sa nationalité.

Les autorités du pays où elle réside doivent toutefois ordonner toutes mesures conservatoires ou provisoires, soit quant à la personne, soit quant aux biens.

III

L'interdiction prononcée par les autorités compétentes du pays d'origine produit son effet dans tout autre pays sans qu'il soit besoin d'exequatur.

Toutefois les autorités étrangères ont le droit d'en subordonner, sur leur territoire, l'effet vis-à-vis des tiers à des mesures de publicité analogues à celles que prescrit la loi locale pour l'interdiction des nationaux.

IV

Par dérogation au principe de l'article II, toutes les fois que les autorités du pays d'origine d'un étranger ne peuvent pas, pour une cause quelconque, statuer sur la demande d'interdiction, celles du pays où cet étranger réside deviennent compétentes pour prononcer l'interdiction.

En dehors de ce cas, ces dernières autorités sont tenues de se déclarer incompetentes, même d'office.

V

Toutes les fois que, d'après l'article IV, les autorités de la résidence sont saisies d'une demande en interdiction d'un étranger, elles doivent, avant de statuer, la porter à la connaissance de l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat intéressé, en lui indiquant un délai pour présenter contre la demande les observations ou exceptions qu'elle jugerait opportunes.

VI

L'agent diplomatique ou consulaire, avant de répondre, prend l'avis des

autorités compétentes (notamment, du ministère public) du dernier domicile du défendeur dans son pays d'origine.

VII

Lorsque les autorités étrangères sont compétentes pour statuer sur une demande d'interdiction, elles suivent pour l'instruction de l'affaire la même procédure que s'il s'agissait d'une personne du pays.

La demande en interdiction peut être formulée par les personnes ou les autorités qui ont le droit de l'introduire, soit d'après la loi nationale, soit d'après la loi de la résidence.

Elles ne peuvent prononcer l'interdiction que pour les causes admises par la loi nationale de la partie, et l'interdiction produit les effets que lui attribue cette loi. L'administration de la personne et des biens de l'interdit est organisée par les autorités étrangères conformément à la loi du lieu. La surveillance de l'incapable est confiée, autant que possible, aux personnes qu'y appelle la loi dudit incapable, encore qu'elles n'y aient pas un droit absolu d'après la loi locale.

VIII

Les dispositions qui précèdent recevront leur application sans qu'il y ait à distinguer entre les meubles et les immeubles de l'incapable.

Revision de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, créant une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Résolutions adoptées par l'Institut dans les séances des 10 et 12 août.

L'Institut de droit international a l'honneur de recommander les modifications suivantes à l'attention de la prochaine Conférence diplomatique chargée de reviser la Convention de Berne du 9 septembre 1886, créant une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Art. 2. — Rédiger l'alinéa 2 comme suit : « La jouissance de ces droits et la faculté de les faire valoir en justice sont subordonnées seulement à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre. »

Supprimer la seconde partie de l'al. 3 depuis les mots « ou si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entr'eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte ». En conséquence, la durée de la protection serait constamment celle de la loi du pays où la protection est réclamée.

Art. 3. — Porter de dix à vingt ans la durée de protection minima des *traductions*.

Art. 7. — Faire rentrer dans le texte même de la Convention l'explication du procès-verbal portant que la disposition du premier alinéa de l'article 7 ne s'applique qu'aux écrits concernant la politique du jour, et non aux *essais ou études ayant trait à des questions de politique ou d'économie sociale d'une signification plus générale*, les dernières œuvres restant soumises au droit commun.

Dire formellement que les *articles de science et d'art* sont soumis à la règle de l'article 7, premier alinéa, de la Convention de 1886.

Dire expressément que les *romans-feuilletons* sont soumis aux mêmes règles que les œuvres littéraires publiées en volumes.

Statuer expressément que chacun peut reproduire les *articles politiques, nouvelles du jour et faits divers*, à la seule condition d'en indiquer la source exacte.

Art. 9. — Rédiger le 3^e alinéa comme suit : « Les stipulations de l'article 2

s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, *sans qu'il soit besoin que l'auteur ait expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique*, sous réserve des dispositions de la loi du pays d'origine de l'œuvre. »

A l'article 10, supprimer le deuxième alinéa.

Au premier alinéa, ajouter après... *adaptations...* les mots : *transformation d'un roman en pièce dramatique ou vice versa*.

Ajouter un dernier alinéa :

« *L'exécution publique des œuvres musicales à l'aide d'instruments mécaniques doit être traitée comme l'exécution publique à l'aide de tous autres moyens.* »

Art. 14. — Introduire une disposition en vue de permettre, dans des délais péremptoires, l'écoulement des reproductions achevées ou préparées avant l'entrée en vigueur du traité. Elles seraient à cet effet munies d'estampilles ou autres marques distinctives.

Introduire dans la Convention une disposition interdisant de reproduire par la photographie une œuvre littéraire ou artistique protégée.

Règlement sur les Immunités diplomatiques adopté par l'Institut en séance du 13 août 1895.

Article premier. — Les ministres publics sont inviolables. Ils jouissent, en outre, de « l'exterritorialité », dans le sens et la mesure qui seront indiqués ci-après, et d'un certain nombre d'immunités.

1. — Inviolabilité.

Art. 2. — Le privilège de l'inviolabilité s'étend :

1° A toutes les classes de ministres publics qui représentent régulièrement leur souverain ou leur pays ;

2° A toutes les personnes faisant partie du personnel officiel d'une mission diplomatique ;

3° A toutes les personnes faisant partie de son personnel non officiel, sous cette réserve que, si elles appartiennent au pays où réside la mission, elles ne jouissent du privilège que dans l'hôtel de la mission.

Art. 3. — Il oblige le Gouvernement auprès duquel le ministre est accrédité à s'abstenir, envers les personnes qui en jouissent, de toute offense, injure ou violence, à donner l'exemple du respect qui leur est dû et à les protéger, par des pénalités spécialement rigoureuses, contre toute offense, injure ou violence, de la part des habitants du pays, de telle sorte qu'elles puissent vaquer à leurs fonctions en toute liberté.

Art. 4. — Il s'applique à tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement des fonctions, notamment aux effets personnels, aux papiers, aux archives et à la correspondance.

Art. 5. — Il dure pendant tout le temps que le ministre ou fonctionnaire diplomatique passe, en sa qualité officielle, dans le pays où il a été envoyé.

Il subsiste même en temps de guerre entre les deux puissances, pendant le temps nécessaire au ministre pour quitter le pays avec son personnel et ses effets.

Art. 6. — L'inviolabilité ne peut être invoquée :

1° En cas de légitime défense de la part de particuliers contre des actes commis par les personnes mêmes qui jouissent du privilège ;

2° En cas de risques courus par l'une desdites personnes, volontairement ou sans nécessité ;

3° En cas d'actes répréhensibles commis par elles, et provoquant de la part de l'Etat auprès duquel le ministre est accrédité des mesures de défense ou de précaution; mais, hormis les cas d'urgence extrême, cet Etat doit se borner à signaler les faits au Gouvernement dudit ministre, à demander la punition ou le rappel de l'agent coupable, et à faire, s'il y a lieu, cerner son hôtel pour empêcher des communications ou manifestations illicites.

2. — *Exterritorialité.*

Art. 7. — Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires attachés à sa mission, et les membres de leur famille demeurant avec eux conservent leur domicile d'origine et demeurent régis par les lois de ce domicile, en tant que c'est le domicile qui régit les lois et les juridictions.

Leur succession s'ouvre audit domicile, et les autorités locales n'ont pas le droit de s'y immiscer, à moins d'en être requises par le chef de la mission.

Art. 8. — Les actes qu'un ministre public ou son représentant fait personnellement, ou auxquels il intervient, en sa qualité officielle et conformément à sa loi nationale, relativement à ses nationaux, sont valables pourvu que ladite loi ait été observée, et nonobstant la *lex loci*, comme le seraient des actes de même nature faits ou passés dans le pays même du ministre.

Les actes auxquels intervient le ministre ou son représentant, même en sa qualité officielle, doivent être conformes à la *lex loci* :

1° S'ils intéressent une personne qui n'appartient pas au pays représenté par le ministre ou qui relève, pour une raison quelconque, de la juridiction territoriale; 2° si, devant sortir effet dans le pays où réside la mission, ils sont de ceux qui ne peuvent être valablement faits au dehors et en autre forme. Sont régis par la même loi les actes conclus dans l'hôtel de la mission, mais auxquels le ministre ou ses agents n'avaient pas qualité pour intervenir à titre officiel.

Art. 9. — L'hôtel du ministre est exempt du logement militaire et des taxes qui le remplacent.

Nul agent de l'autorité publique, administrative ou judiciaire, ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement exprès du ministre.

Art. 10. — Le ministre peut avoir dans son hôtel une chapelle de son culte, mais à condition de s'abstenir de toute manifestation extérieure dans le pays où l'exercice public de ce culte n'est pas autorisé.

3. — *Immunités.*

A. — IMMUNITÉS EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Art. 11. — Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission, et les membres de leur famille demeurant avec eux sont dispensés de payer :

1° Les impôts personnels directs et les taxes somptuaires;

2° Les impôts généraux sur la fortune, soit sur le capital, soit sur le revenu;

3° Les décimes de guerre;

4° Les droits de douane quant aux objets à leur usage personnel.

Il appartient à chaque Gouvernement d'indiquer les justifications auxquelles il entend subordonner ces exemptions d'impôts.

B. — IMMUNITÉ DE JURIDICTION.

Art. 12. — Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission, et les membres de leur famille demeurant avec eux sont exempts de toute juridiction, civile ou criminelle, de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités; en principe, ils ne sont justiciables, soit au civil, soit au criminel, que des Tribunaux de leur propre pays. Le demandeur pourra s'adresser

au Tribunal de la capitale du pays du ministre, sauf le droit du ministre de faire la preuve qu'il a son autre domicile dans son pays.

Art. 13. — En ce qui concerne les crimes, les personnes dénommées en l'article précédent restent soumises à leur loi pénale nationale, comme si elles les avaient commis dans leur propre pays.

Art. 14. — L'immunité survit aux fonctions quant aux actions se rattachant à l'exercice desdites fonctions. En ce qui concerne les actions ne s'y rattachant pas, l'immunité ne peut être invoquée que pendant la durée même des fonctions.

Art. 15. — Ne peuvent se prévaloir du bénéfice de l'immunité les personnes appartenant par leur nationalité au pays auprès du Gouvernement duquel elles sont accréditées.

Art. 16. — L'immunité de juridiction ne peut être invoquée :

1° En cas de poursuites exercées à raison d'engagements contractés par la personne exempte, non en sa qualité officielle ou privée, mais dans l'exercice d'une profession exercée par elle dans le pays concurremment avec ses fonctions diplomatiques;

2° En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire.

Elle subsiste même en cas de contravention dangereuse pour l'ordre ou la sécurité publique ou de crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, sans préjudice du droit pour le Gouvernement territorial de prendre telles mesures conservatoires qu'il appartiendra (art. 6, 3°).

Art. 17. — Les personnes jouissant de l'immunité de juridiction peuvent refuser de comparaître comme témoins devant une juridiction territoriale, à condition, si elles en sont requises par la voie diplomatique, de donner leur témoignage même dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays délégué auprès d'elles à cet effet.

L'Institut international de statistique.

L'Institut international de statistique a tenu, à la fin d'août, à Berne, sa cinquième session. Il nous a paru intéressant de rappeler, à cette occasion, l'origine et l'objet de cette Société.

L'Institut a été fondé en 1885; avant cette époque, le Congrès international de statistique avait servi de lien entre les statisticiens et avait été l'occasion de leurs réunions. Quelques hommes éminents livrés à l'étude des questions sociales avaient conçu l'idée de cette institution en 1851, à Londres, où les avait amenés la première Exposition universelle. Parmi eux se trouvait Quetelet, le savant éminent qui a exercé une influence si considérable sur la démographie et ouvert de vastes perspectives dans la science sociale. Le projet ne put être mis à exécution qu'en 1853, année où la première session du Congrès fut tenue à Bruxelles. Ce Congrès, qui était composé principalement de chefs des bureaux de statistique des Etats européens, a eu neuf sessions, dont la dernière est celle de Budapest, en 1876.

En 1878, pendant l'Exposition universelle, les statisticiens ne furent représentés à Paris que par leur Commission permanente, et, depuis cette époque jusqu'en 1883, il n'y eut aucune réunion ni de la Commission, ni du Congrès. Il semble que cette institution, malgré son caractère scientifique, ait alors porté ombrage à quelques Gouvernements.

Cependant, ce Congrès avait déjà rendu des services notables à la statistique. Les relations amicales qu'il avait établies entre statisticiens ont continué après les sessions et ont beaucoup facilité l'échange international des publications et des idées. Il a discuté et arrêté des cadres et des formules pour l'établissement des statistiques; il a stimulé les Gouvernements à faire des publications dont il

a démontré l'utilité; il s'est appliqué à rendre les méthodes uniformes et les résultats comparables; il a provoqué la préparation de la statistique internationale et, bien qu'il n'ait pas obtenu tout ce qu'il aurait désiré, du moins il a beaucoup contribué à augmenter le nombre et à améliorer la qualité des publications de statistique dans le monde civilisé.

En 1883, un double anniversaire, le vingt-cinquième de la Société de statistique de Paris et le cinquantième de la Société royale de statistique de Londres, réunit à Londres un grand nombre de savants et c'est à cette occasion que fut fondé l'Institut international de statistique.

Cette Société n'a pas seulement pour but de grouper les principaux statisticiens, chefs de bureaux de statistique, écrivains, à l'exclusion des personnes étrangères à ce genre d'études, dont la présence a été quelquefois un inconvénient dans les sessions de l'ancien Congrès; elle discute les méthodes, propose des cadres rationnels dont l'uniformité, quand plusieurs Etats les auront adoptées, pourra rendre les comparaisons internationales possibles ou plus faciles, encourage les enquêtes et publie un bulletin périodique; c'est ainsi que, par des moyens purement scientifiques, elle exerce son influence sur les administrations qui recueillent les statistiques et les savants qui s'en servent.

L'Institut international est un corps indépendant, ne relevant que de lui-même; sans être exposé aux mêmes dangers que le Congrès, il est néanmoins en relation avec les différents Gouvernements, étant composé en grande partie de fonctionnaires, qui la plupart reçoivent de leur Gouvernement la mission de le représenter officiellement dans le sein de l'Institut. Partout où l'Institut s'est réuni, il a reçu de la part du Gouvernement l'accueil le plus empressé et le plus bienveillant. Lors de la dernière réunion, le président des Etats-Unis, M. Cleveland, s'était fait représenter et avait exprimé le regret d'être empêché de se rendre à Chicago pour souhaiter la bienvenue aux membres de l'Institut. Et, cette année, le Conseil fédéral suisse, pour témoigner sa sympathie à cette utile institution, a accordé à la Commission centrale de la Société suisse de statistique, constituée en Comité de réception, une subvention qui lui permettra de recevoir dignement ses hôtes et de publier le bulletin de leurs travaux.

L'Institut international se compose de 140 membres titulaires; ce nombre est limité par les statuts. Le bureau de l'Institut réélu à chaque session, c'est-à-dire tous les deux ans, est resté le même depuis la fondation. Il se compose de sir W. Rawson, président de la Société de statistique de Londres, président; MM. Levasseur et Lexis, vice-présidents; M. Bodio, secrétaire général et M. J.-B. Martin, trésorier.

La Croix-Rouge hors d'Europe.

Nous empruntons au *Journal de Genève* les détails suivants sur l'action de la Société de la Croix-Rouge dans les principaux pays extra-européens où elle a entrepris de faire accepter les principes de la Convention de Genève.

Aux Etats-Unis, la Société s'efforce depuis longtemps d'obtenir du Parlement que le signe de la croix rouge sur fond blanc soit protégé contre l'emploi abusif qui peut en être fait. Après une longue et pénible campagne, elle était à la veille d'atteindre son but, quand elle vit toutes ses espérances s'évanouir brusquement. Le bill qu'elle avait appelé de ses vœux venait d'être voté par les Chambres, lorsque les pouvoirs du président expirèrent, avant qu'il eût pu y apposer sa signature, de telle sorte maintenant que tout est à recommencer.

Dans l'île de Cuba, la Croix-Rouge espagnole paraît se tenir sur la réserve en présence de l'insurrection actuelle. Le Comité central de Madrid a envoyé dans l'île, en abondance, du matériel pour les pansements antiseptiques, mais il a sursis à l'expédition d'une ou de plusieurs ambulances. Les sous-Comités qui existent dans la colonie n'ont, de leur côté, rien fait, semble-t-il, pour les victimes nombreuses des combats qui se livrent près d'eux. On n'en a du moins reçu aucun avis dans les cercles les mieux informés.

Au Vénézuéla du moins, où la guerre civile continue de sévir, la Croix-Rouge

ne restera pas inactive. Nous avons annoncé, dans notre dernière Chronique, la fondation, à Caracas, d'une Société qui y est maintenant bien établie, et qui a dû s'empressez déjà auprès des blessés, lors des engagements récents dont les journaux nous ont entretenus, heureuse, d'avoir dès sa naissance, à montrer son zèle et sa charité. Elle est maintenant en instances pour être affiliée à la Fédération internationale de la Croix-Rouge, et elle l'obtiendra sans doute à bref délai; mais, en attendant, rien ne l'empêche de faire ses preuves sur son territoire, et de se montrer ainsi digne de l'adjonction qu'elle sollicite.

Le président de la Société vénézuélienne, un Anglais, sir Kennett Barrington, fait, de son côté, de louables efforts pour qu'au Vénézuéla, et ailleurs, la Convention de Genève prévale entre les combattants, dans les guerres civiles aussi bien que dans les guerres internationales.

Au cours d'une allocution qu'il a prononcée à ce sujet, il a même précisé la teneur de l'accord qu'il voudrait voir conclure entre les autorités et les rebelles. Une pareille entente n'est pas un rêve, puisqu'elle a existé deux fois déjà en Espagne, pendant les guerres carlistes; mais il est évident qu'elle ne peut s'établir d'avance et par mesure générale.

En Afrique, on trouve à l'œuvre la Société congolaise. Quelque pacifique qu'il soit par essence, l'Etat du Congo s'est vu contraint de guerroyer pour purger son territoire des bandes d'Arabes esclavagistes. Il a mobilisé ses troupes pour une campagne qui a été couronnée de succès et qui a été, pour la Croix-Rouge du pays, l'occasion d'un déploiement d'activité d'autant plus nécessaire que les armées opéraient dans des régions dépourvues de ressources, et que sans elle les soldats malades ou blessés n'auraient reçu aucune assistance. Il y a eu trois ambulances volantes, pour accompagner les colonnes qui opéraient dans les districts de l'Ouellé, de Stanley-Falls et du Lualaba. La Société entretenait, en outre, deux postes sanitaires à Lukungu et à Léopoldville, ainsi qu'un hôpital à Boma.

L'hôpital de campagne que la Croix-Rouge italienne a envoyé dans l'Erythrée y est toujours, et son personnel, ses chefs surtout, y sont l'objet de tous les égards possibles de la part de l'armée. Invités par les officiers à toutes leurs fêtes patronales (Saint-Martin, Sainte-Barbe, etc.), ils ont éprouvé le désir de rendre ces politesses, et ont demandé au Comité central de Rome la permission d'avoir, eux aussi, leur jour de réjouissance le 22 août, anniversaire de la signature de la Convention de Genève, afin de pouvoir convier leurs camarades militaires à la célébrer avec eux. Cette autorisation leur a été accordée, comme on pense bien; mais, de plus, le Comité de Rome a décidé que la Croix-Rouge italienne, toutes les fois qu'elle serait en service actif, commémorerait à une date fixe la fondation de la Croix-Rouge. Il est vraisemblable que cette solennité sera rattachée, non au 22 août, mais au 26 octobre; car c'est ce jour-là qu'en 1863 les bases de la Croix-Rouge ont été jetées, à Genève, par une Conférence internationale, antérieurement à l'accord du 22 août 1864.

En ce qui concerne l'Asie, l'accession du royaume de Siam à la Convention de Genève a été signée à Berne, le 29 juin dernier par un plénipotentiaire du roi Chulalongkorn, M. Rolin-Jacquemyns, son conseiller. Depuis deux ans elle était résolue en principe, mais une grave maladie du souverain du Bangkok en avait retardé l'accomplissement. Le Siam est le troisième Etat asiatique, avec la Perse et le Japon, qui se rallie officiellement aux principes humanitaires du traité de 1864, et, comme les puissances européennes qui possèdent des territoires en Asie professent les mêmes idées en matière de droit des gens, il ne reste plus guère à y convertir dans ce continent que la Chine, la Corée et l'Afghanistan.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} juillet. — *De l'organisation du suffrage universel : I. La crise de l'Etat*

moderne, par Ch. Benoist. — *Les mémoires de Goethe*, par Ed. Rod. — *Les finances russes : le budget et le rouble*, par Raphaël-Georges Lévy. — *Le Moyen-Age : poètes et philologues*, par le vicomte de Vogüé (à propos de deux ouvrages récents de M. Gaston Paris).

15. — *Auguste Comte. Ses idées générales et sa méthode*, par Em. Faguet. — *Le canal maritime allemand et les flottes modernes* (article anonyme ayant pour but de montrer en quoi le canal allemand mérite l'attention des militaires, des politiques, de tous ceux qui cherchent à pénétrer un peu des secrets de l'avenir. D'après l'auteur, l'ouverture de la nouvelle route maritime doit avoir pour première conséquence l'accroissement rapide de la marine allemande et l'accentuation nette de son caractère offensif). — *Les fouilles récentes en Egypte*, par E. Amélineau. — *La femme nouvelle*, par T. de Wyzewa (d'après divers articles de Revues anglaises).

1^{er} août. — *Auguste Comte : sa morale et sa religion*, par Em. Faguet. — *Condition de la femme aux Etats-Unis ; en Louisiane*, par Th. Benzon. — *L'esthétique des batailles*, par Robert de la Sizeranne. — *Essai sur Goethe : la crise romantique*, par Ed. Rod. — *La question tchèque*, par Pierre Darest. (C'est aujourd'hui la question vitale de la politique autrichienne. Elle est surtout le principal obstacle au progrès du germanisme. A ce double titre, elle a pour la France un intérêt de premier ordre, dit très bien M. Darest au début de son exposé sobre et clair.) — *J.-J. Rousseau et le cosmopolitisme littéraire*, par le vicomte de Vogüé. — *Napoléon inconnu*, par G. Valbert (à propos de la publication de Fréd. Masson).

15. — *De l'organisation du suffrage universel. Expédients et palliatifs*, par Ch. Benoist. — *La famille de Rubens*, par Em. Michel (détails curieux sur la vie du père du peintre). — *Le mouvement économique*, par Aug. Moireau.

Le Correspondant.

10 juillet. — *L'épopée d'un déserteur*, par G. Gaulis. (Il s'agit d'Omer-Pacha, un moment généralissime de l'armée turque pendant la guerre de Crimée, dont la vie est certes, comme le dit son biographe, une des plus hasardeuses, des plus romanesques et des moins connues de notre temps.) — *Le nouveau pays de l'or*, par Hervé de Kérouhant. (Détails sur l'exploitation des mines du Transvaal ; cette exploitation n'aurait pas un très long avenir devant elle, mais elle sera remplacée par l'industrie et l'agriculture qui transformeront le pays.) — *La poésie contemporaine en Italie*, par F. Carry. — *Récits militaires*, par de Lanza de Laborie (analyse de mémoires récents). — *Un duel politique et ses conséquences pendant la Révolution*, par Pierre de Croze. (C'est le duel entre Ch. de Lameth et le duc de Castries où le premier fut blessé.)

25 juillet. — *La mission de M. de Gontaut à Berlin*, par le duc de Broglie. (M. de Gontaut a représenté la France à Berlin du 4 décembre 1871 à la fin de 1877. C'est d'après ses souvenirs que le duc de Broglie raconte cette mission, et on en lira le récit avec un vif intérêt. Le premier article va jusqu'au commencement de 1873 et rend compte des négociations relatives à la libération du territoire.) — *Le centenaire de la déportation à la Guyane*, par Paul Mimande. (Détails très curieux sur l'exécution du décret par lequel, le 1^{er} avril 1795, la Convention ordonna la déportation de Barère, Billaud-Varenne, Collot-d'Herbois et Vadier.) — *Le Casier civil*, par le comte de Franqueville. (Exposé d'un système très simple qui serait de nature à rendre de grands services.) — *Le cannibalisme au Niger*, par J. Bubendorf, supérieur d'une mission. — *Mœurs et physionomies du XVIII^e siècle*, par de Lanza de Laborie (à propos de diverses publications récentes).

Revue politique et littéraire.

6 juillet. — Quelques lettres inédites de Michelet. (Elles sont adressées à

E. Noël.) — *La défense des colonies et des expéditions coloniales.* — *La trahison du général Sarrazin* (1808-1814), par A. Delacour (aperçu de sa vie aventureuse d'après ses mémoires peu connus). — *Un mariage turcoman : les nomades de l'oasis de Merv*, par O. Diamanti. — *Max Müller et le parlement des religions* (analyse d'un article récent du grand philologue qui estime que la réunion de ce Parlement à Chicago est le plus grand événement de l'année 1893).

13. — *Un explorateur français : Dutreuil de Rhins*, par H. Jacottet (biographie par un ami). — *La France en 1802*, d'après les récits de quelques voyageurs anglais, par Pierre Mille. (Cet article est consacré à la province et rempli de détails curieux bien présentés.)

20. — *Le général Ducrot*, d'après sa correspondance, par le colonel Patry. — *De Bordeaux à Dakar*, par Gaston Donnet (impressions de voyage sans prétention).

27. — *La tragédie de Sofia* (article anonyme peu favorable au Gouvernement bulgare). — *Une bretonne : Henriette Renan*, par Ch. Le Goffic. — *En Sahara : Gorée, Saint-Louis*, par Gaston Donnet. — *Un panégyrique de Diderot*, par Em. Faguet (il s'agit de l'ouvrage récent de M. Collignon).

3 août. — *La France en 1814 : Paris*, d'après les récits de quelques voyageurs anglais, par Pierre Mille (suite des très intéressantes études que M. Mille a eu l'heureuse idée d'entreprendre). — *En Sahara : Du Sénégal au Tiris*, par Gaston Donnet. — *L'arrière grand-père de Montaigne*, par Paul Stapler. (Il s'appelait Ramon Eyquem, il vivait au ^{xv}e siècle et était marchand de poisson salé à Bordeaux. Devenu riche, il acheta en 1477 la maison noble de Montaigne. L'auteur des *Essais* a eu la vanité de chercher à dissimuler cette origine fort honorable.)

10. — *Quelques lettres inédites de M^{me} Desbordes-Valmore*. (Elles ont été écrites au cours d'un voyage en Italie, en 1838.) — *Cosmopolitisme littéraire*, par Em. Faguet (à propos de l'ouvrage de M. Joseph Texte, *Rousseau et les origines du cosmopolitisme littéraire*). — *Les souvenirs du général du Verdy du Vernois sur la guerre de 1870-71*, par Edm. Neukomm. (Le général, ancien ministre de la guerre, descendant d'une famille française émigrée en Prusse après la révocation de l'Édit de Nantes, a commencé de publier ses mémoires dans la *Deutsche Rundschau*. Pendant la guerre, il était attaché à M. de Moltke et était donc très bien placé pour suivre ce qui se passait au grand état-major. Son récit est fait très simplement et donne des renseignements curieux en ce qui concerne M. de Moltke. La présente analyse va du début de la guerre à l'installation du Roi à Versailles, le 4 octobre.)

17. — *Les journées de Metz* (13-18 août 1870), par le colonel Patry (avec des figures indiquant les positions des armées), article qui se termine ainsi : Ce crime de félonie envers le chef de l'Etat dont il a trahi la confiance, ce crime de forfaiture envers son armée dont il a, sans profit pour le pays, gaspillé le sang et compromis l'honneur, ce crime de lèse-patrie en un mot, Bazaine aurait dû le payer de sa vie.) — *La France en 1814 : Paris, les mœurs*, par Pierre Mille. — *Le nouveau député de Limerick, John Daly*, par Paul Mimande. (Ce député irlandais est interné et mis au secret depuis onze ans dans une des prisons-bagnes du Royaume-Uni.) — *La Fayette pendant la guerre d'Amérique* (compte-rendu par Alfred Rambaud d'un ouvrage publié récemment aux États-Unis).

24. — *De l'école au régiment : l'éducation des adultes*, par Henry Béranger (avec des lettres de MM. René Goblet, Edouard Petit et Max Leclerc). — *Napoléon à la guerre*, par le général du Barail (d'après les mémoires du général Lejeune qui ont le mérite de nous montrer Napoléon vivant sur les champs de bataille au milieu de ses soldats).

31. — *Pamphlets et pamphlétaires : MM. Paul de Cassagnac, Drumont et Rochefort*, par Pierre Puget. — *Lacordaire*, par Em. Faguet (d'après l'ouvrage de M. d'Haussonville). — *De Moltke et Bazaine jugés par un Alle-*

mand (analyse d'articles publiés dans une revue berlinoise et desquels il résulterait que, malgré le nombre de ses soldats et l'organisation de son armée, l'Allemagne a le plus souvent dû ses succès à la chance et aussi à l'inconcevable et criminelle attitude de Bazaine).

Revue générale de droit international public.

Mai-Juin. — *Les changements de nationalité et le droit des gens*, par F. Stoerk, professeur à l'Université de Greifswald. (Etude d'une question délicate qui ne pourra être résolue d'une manière pratique si on part d'idées trop absolues comme celle suivant laquelle il faudrait refuser dorénavant dans les pays civilisés toute influence au *jus soli* sur l'acquisition de la nationalité.) — *De la neutralité dans les guerres entre Etats, les guerres civiles et les différends entre Etat protecteur et Etat protégé*, par M. le président Féraud-Giraud. (La question avait un intérêt particulier à cause du différend franco-malgache.) — *La question arménienne et les réformes projetées en exécution de l'art. 61 du Traité de Berlin de 1878*, par Ed. Engelhardt. (Personne n'est plus compétent que l'auteur pour l'étude de cette difficile question.) — *Les délits anarchistes et l'extradition*, par G. Diena, avocat à Florence. (L'auteur est d'avis que les infractions anarchistes, au point de vue de l'extradition, ne doivent pas être assimilées aux délits politiques. Si, dans l'état actuel du droit positif, l'extradition ne peut pas toujours avoir lieu pour toute espèce d'infractions anarchistes, elle peut cependant être concédée pour celles qui ont le plus de gravité. Il serait à désirer qu'une entente générale intervint sur ce point entre tous les Etats civilisés.) — *Chronique* : Traités conclus entre diverses Républiques de l'Amérique du Sud et des Etats européens, contenant des clauses intéressantes pour le droit international (clause compromissoire, situation des étrangers en cas de guerre civile, responsabilité pour dommages subis, droit d'expulsion) ; Incident diplomatique entre la France, la Belgique, l'Italie et le Venezuela (réclamation d'indemnité pour dommages subis par les nationaux pendant la guerre civile, publication d'une pièce diplomatique concernant le Venezuela, rupture des relations avec la Belgique et la France) ; Bassin du Haut-Nil, prétentions anglaises, Droits de l'Egypte et de la Porte ; Les bureaux de poste étrangers en Turquie, leur légalité, tentative de suppression.

Juillet-août. — *L'incompétence des Tribunaux français à l'égard des Etats étrangers et la succession du duc de Brunswick*, par E. Audinet (étude approfondie d'une affaire qui soulevait diverses questions de droit international public et privé). — *L'annexion du Congo à la Belgique et le droit international*, par Paul Fauchille. (Exposé très clair et très documenté comprenant deux parties : 1^{re} l'historique, 2^o la légalité de l'annexion. L'auteur pense que la Belgique ne peut régulièrement s'annexer le Congo sans une autorisation des puissances garantes de sa neutralité.) — *Le droit de navigation dans le Niger*, par A. Duchêne (étude de la question de savoir si la liberté de navigation, stipulée par l'Acte de Berlin de 1885, s'applique aux bâtiments des marines militaires. L'auteur la résout affirmativement contrairement aux prétentions de la Compagnie royale du Niger). — *Chronique* : *Chine et Japon*, fin de la guerre, traité de paix, intervention de l'Allemagne, de la France et de la Russie, situation créée par les événements ; *France*, motion adoptée par la Chambre des Députés en vue de la conclusion avec les Etats-Unis d'un traité d'arbitrage permanent ; *Italie*, les frontières des possessions italiennes de l'Afrique orientale, telles qu'elles résultent de diverses conventions (exposé précis d'après de nombreux documents) ; *Paraguay*, retrait de l'exequatur du consul de France.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 juillet. — *La politique française dans l'Indo-Chine* : Annam, par J. Sil-

vestre. — *La révolution polonaise de 1830-1834 et la déposition de Nicolas*, par J. Barosz (fin d'un travail fait d'après des documents peu connus). — *La bourgeoisie rochelaise du XVIII^e siècle*, par J. Périer (détails intéressants sur la vie commerciale du siècle dernier puisés notamment dans les archives de la Chambre de commerce de la Rochelle).

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Juillet. — *France* : Droits sur les boissons et consommations, moyenne par habitant dans les principales villes ; les patentes en 1894 ; le commerce extérieur de la Tunisie. — *Belgique* : projet de réforme de la contribution personnelle. — *Allemagne* : projet de loi sur les habitations à bon marché. — *Autriche-Hongrie* : projet de budget commun pour 1896. — *Espagne* : projet de budget pour 1895-1896. — *Russie* : la dette publique en 1887 et en 1895.

Revue politique et parlementaire.

3 juillet. — *Les causes morales et sociales du socialisme contemporain*, par Edm. Villey. — *L'impôt sur la rente*, par Fernand Faure (réponse à l'article de M. Léon Say publié précédemment dans la même Revue). — *Encore Napoléon*, par H. Doniol. — *La législation des Sociétés de secours mutuels devant le Parlement français*, par Maurice Bellom. — *Les indemnités aux victimes des erreurs judiciaires*, par Ed. Seligman. — *Les Conseils généraux et la décentralisation*, par M. Salles. — *Les valeurs mobilières étrangères et le budget de 1896*, par M. Joignac. — *La vie politique et parlementaire en Autriche et en Danemark*.

5 août. — *La discipline de la Légion d'Honneur*, par M. Léon Aucoc, membre de l'Institut (travail considérable auquel des événements récents donnent un grand intérêt d'actualité). — *La politique espagnole*, par Em. Castelar. — *L'élection des sénateurs*, par Léon Duguit (à propos de diverses propositions de lois). — *La caution judicatum solvi et la loi du 5 mars 1895*, par F. Surville. (L'auteur regrette que la question de la caution à fournir par les étrangers demandeurs n'ait pas été étudiée dans son ensemble et il craint des mesures de rétorsion.) — *Le marquis di Rudini*, par le Dr Fiamingo. — *La vie politique et parlementaire en Angleterre, aux Etats-Unis et en Italie*.

Revue d'histoire diplomatique.

1895-III. — *Compte-rendu de la séance annuelle de la Société d'histoire diplomatique*. — *Les négociations masquées*, par le comte d'Antioche. (Suivant l'auteur, il y a négociation masquée toutes les fois qu'un souverain, un chef d'Etat ou un ministre des affaires étrangères noue une négociation avec un Gouvernement à l'insu et en dehors de son propre représentant régulier ou en opposition avec lui. Il en rappelle cinq exemples empruntés à notre histoire diplomatique, de 1836 à 1870.) — *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales principalement pendant la Révolution française*, par Eug. Müntz (suite d'un très intéressant travail). — *Une République fondée par Louis XIV*, par Ed. Engelhardt. (Cette République fondée dans les vallées vaudoises du Piémont ne dura que quatre ans). — *Un collaborateur de Richelieu et de Mazarin, Bernard Du Plessis-Besançon*, par le comte H. de Beaucaire. — *L'erreur de Goertz*, par Gabriel Syveton.

Revue des Revues.

1^{er} juin. — *L'Alsace-Lorraine et le mouvement pacifique*, par la baronne de Suttner. — *Dans les coulisses du Second Empire*, par M. Vandam. — *Le premier mariage de Joséphine*, par Frédéric Masson.

1^{er} juillet. — *L'abaissement intellectuel de notre fin de siècle*, par Guillaume Ferrero. — *Souvenirs inédits de l'année terrible : Après Sedan*, par Archibald Forbes ; *Une lettre inédite du général Sheridan*.

15. — *Sa Majesté Céleste. La vie intime de la Cour du Japon*, par le D^r de Bazemont (avec illustrations). — *La noblesse russe*, par Niémirny. — *Napoléon I^{er} et les Etats-Unis*, par Miss Ida Tarbell.

1^{er} août. — *La question féminine*, par M. Benedikt, professeur à l'Université de Vienne. — *Napoléon III et l'Impératrice Eugénie*, par H. de Sybel.

15 août. — *L'Italie de nos jours*, par le D^r Colajanni, député au Parlement italien (article pessimiste). — *Les mémoires inédits du prince Stanislas Poniatowski* (notes curieuses pour l'histoire de la société de la fin du siècle dernier). — *Un espion russe au XVII^e siècle* (récit d'après une revue russe). — *Les amusements des villes d'eaux au XVIII^e siècle*. — *La morale automatique* (analyse de l'article d'une Revue américaine).

Bulletin des transports internationaux par chemins de fer.

Juillet. — Règlement de transport pour les chemins de fer d'Allemagne. — *Le grand chemin de fer sibérien* (avec une carte). — Interprétation de la disposition de la convention de Berne d'après laquelle, en cas d'avarie, le chemin de fer aura à payer le montant intégral de la dépréciation subie par les marchandises. — *Les chemins de fer du monde* (tableaux statistiques).

Le droit d'auteur.

15 juillet. — Législation italienne sur les droits des auteurs des œuvres de l'esprit. — *La protection des œuvres d'architecture* (commentaire de la Convention de Berne et exposé des réclamations des architectes). — De l'étendue de la protection dont jouissent les auteurs unionistes en France, en ce qui concerne les titres des journaux.

La propriété industrielle.

31 juillet. — *La revision de la loi russe sur les brevets*. — Jurisprudence de divers pays.

Le Mémorial diplomatique.

7 juillet. — *L'Eglise grecque et la situation actuelle* (suite), par Lucien Leuwen (grecs, catholiques et protestants en présence, la réconciliation et l'union des Eglises).

14 juillet. — *La France et le Danemark*, par Fr. de Jessen.

21 juillet. — *L'ambassade éthiopienne* (situation particulière de l'Abyssinie et du roi Ménélik). — *L'évolution du droit international*, par G. Liuroff (à propos du précis de droit international public de M. Piédelièvre).

28 juillet. — *Une page d'histoire diplomatique*, par H. Ned (à propos du livre du duc de Broglie sur la paix d'Aix-la-Chapelle). — *Les armées étrangères : l'armée anglaise*, par A. Pierrier.

4 août. — *L'agriculture et la marine en Grèce*, par J. Cound. — *L'évolution du droit international* (fin).

11 août. — Lettre d'Italie (compte-rendu des séances du Parlement).

18 août. — A propos de récentes interviews concernant l'alliance franco-russe. — *L'empereur Nicolas II et la politique russe* (à propos de l'ouvrage de M. Notovitch).

21 août. — *L'Eglise grecque et la situation actuelle* (dialogue pour conclusion, regard sur l'avenir).

La Guerre Sino-Japonaise et ses conséquences pour l'Europe, par F. de Villenoisy, 48 pages in-8°. — Lavauzelle, éditeur, 11, place Saint-André-des-Arts, Paris.

S'inspirant de l'histoire passée des peuples de l'Extrême-Orient et de leur état actuel, M. de Villenoisy montre que la guerre qui vient de finir amènera dans un avenir prochain : une diminution sensible de la puissance maritime des Anglais ; une transformation profonde de l'Empire chinois devenu vassal du Japon après avoir été le suzerain des peuples jaunes et qui se reconciliera sous peu avec le vainqueur ; enfin, la création d'un concert de tous ces peuples devenus nos rivaux sur le terrain économique et peut-être militaire, si les puissances qui ont des sujets asiatiques ne réussissent pas à se faire place dans cette confédération naissante.

Par l'annexion de Formose, l'Empire du Mikado va s'étendre du Kamtchatka aux Philippines, et ses flottes interdiront, s'il le veut, l'accès des côtes chinoises. Par une politique habile, poursuivie en silence depuis son avènement en 1867, ce prince a procuré à son pays tous les bénéfices d'une situation géographique plus avantageuse encore que celle de l'Angleterre ; il l'a doté déjà d'une industrie qui nous fera bientôt concurrence sur notre propre marché.

L'auteur estime qu'il est trop tard pour mettre obstacle à la grandeur future du Japon. Ce que l'on tenterait dans cette voie précipiterait la crise. Il croit au contraire que le premier allié européen des Japonais s'assurera une prépondérance politique exceptionnelle et préconise une triple alliance de la France, de la Russie et du Japon. Il la croit même inévitable quoique retardée par l'intervention qui vient d'avoir lieu et dont l'Angleterre seule profite.

Un diplomate à Londres, par Charles Gavard (vol. in-12, Paris, 1895, Librairie Plon, Nourrit et Cie).

Un de nos diplomates les plus distingués, M. Charles Gavard, mort en juillet 1893, s'était trouvé, de 1871 à 1877, attaché à l'ambassade française de Londres, d'abord en qualité de premier secrétaire, puis de ministre plénipotentiaire faisant fonction de chargé d'affaires. Il sut se faire accueillir avec faveur non seulement dans le monde politique et diplomatique, mais aussi dans la haute société d'Angleterre, dans cette aristocratie britannique, si difficilement pénétrable. M. Gavard fut donc à même de voir beaucoup, et ce qu'il voyait, à la Cour, à l'ambassade, dans les salons ou même dans les rues de Londres, il se plaisait à le raconter dans des notes prises sur le vif et dans des lettres à sa famille. Ce sont ces notes et ces lettres qui viennent de paraître à la librairie Plon, sous le titre : *Un diplomate à Londres*. Ecrit avec un humour charmant, un esprit incisif, d'une plume très alerte, ce livre peint à merveille la société anglaise en même temps qu'il éclaire certains dessous de la diplomatie.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE. — SUISSE

Article additionnel à la Convention sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882.

25 juin 1895 (1).

Pour faciliter le trafic frontière, dans l'intérêt des populations limitrophes, pourront être réciproquement importés d'un pays dans l'autre, moyennant le paiement d'une taxe égale à la moitié des droits du tarif le plus réduit, selon l'espèce, les bois sciés provenant des scieries situées dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Ces importations ne pourront excéder 15 000 tonnes par an, pour chaque pays, sous réserve des mesures de contrôle prises d'un commun accord par les administrations des deux pays.

Le présent article additionnel, qui fera partie intégrante de la convention du 23 février 1882 entre la France et la Suisse, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 1896.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent article additionnel.

Fait en double expédition, à Berne, le 25 juin 1895.

Signé : Camille BARRÈRE.

Signé : A. LACHENAL.

Exposé des motifs présenté aux Chambres françaises.

Messieurs,

Lors de l'arrangement commercial signé en 1892 entre la France et la Suisse,

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne le 16 août et la promulgation en a été faite dans le *Journal Officiel de la République française* du 25 août.

ARCH. DIPL. 1895. — 2^e SÉRIE, T. LV (117)

17

les deux gouvernements avaient convenu d'un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882.

Cet article additionnel, qui avait pour but de faciliter les relations de bon voisinage entre les deux pays, était conçu dans les termes suivants :

« Pour faciliter le trafic frontière, dans l'intérêt des populations limitrophes, pourront être réciproquement importés d'un pays dans l'autre, moyennant le paiement d'une taxe égale à la moitié des droits du tarif le plus réduit selon l'espèce, les bois sciés provenant des scieries situées dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

« Ces importations ne pourront excéder 15.000 tonnes par an pour chaque pays, sous réserve des mesures de contrôle prises d'un commun accord par les administrations des deux pays.

« Le présent article additionnel, qui fera partie intégrante de la convention du 23 février 1882, entre la France et la Suisse, sera ratifié, etc.... »

Ces dispositions avaient paru à la commission des douanes de 1892 favorables aux intérêts des deux pays, et le rapporteur de cette commission, M. Georges Graux, en avait proposé l'adoption en s'exprimant de la manière suivante :

« Aux termes de cette convention, dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière, les produits du sol, le charbon, les animaux et autres produits spécialement déterminés sont importés en franchise. Cette convention règle : les indemnités pouvant être dues pour les dégâts sur les chemins publics, le mode de désignation des gardes préposés à la conservation des bois et du gibier, la répression des délits et contraventions pouvant être commis ; elle édicte, en un mot, toute une réglementation du régime des forêts limitrophes.

« Cette convention n'a pas été dénoncée en même temps que le traité de commerce portant la même date ; elle reste par conséquent en vigueur.

« Lorsque les deux gouvernements ont négocié l'arrangement commercial et la convention littéraire, ils ont pensé qu'il y aurait lieu d'ajouter un article à la convention, article additionnel devant, par conséquent, faire partie intégrante de cette convention.

« Cet article a pour but de faciliter le trafic des bois sur la frontière et de donner aux bois sciés dans un rayon de dix kilomètres sur la frontière franco-suisse des avantages analogues à ceux donnés aux produits du sol sur la frontière franco-belge.

« Il autorise l'entrée de ces bois au demi-droit du tarif le plus réduit.

« Pour empêcher l'importation d'autres bois que ceux travaillés par d'autres scieries que celles situées dans le rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière et pour éviter la fraude que pourraient faire ces scieries en faisant transiter, au demi-droit, des bois provenant d'usines plus éloignées, les importations sont limitées pour chaque pays à 15.000 tonnes par an.

« Des mesures de contrôle, qui seront prises ultérieurement par un accord entre les deux nations amies, assureront la limitation à ce chiffre de l'importation respective des deux pays.

« Cet article n'ayant d'autre objet que de faciliter entre les deux pays les rapports de bon voisinage, votre commission générale des douanes vous propose de voter la loi, qui autorise le Président de la République à notifier et à faire exécuter l'article additionnel à la convention de 1882 ».

N'ayant rien à ajouter à ces observations, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de loi dont la teneur suit, etc.

Instructions du conseiller d'Etat, directeur général des douanes, pour l'application de l'article additionnel.

Paris, le 25 août 1895.

Le *Journal officiel* du 15 août courant a publié une loi du 30 juillet précédent, dont le texte accompagne la présente circulaire, et qui a autorisé le Pré-

sident de la République à ratifier un article additionnel à la convention franco-suisse de bon voisinage du 23 février 1882, conclu à Berne le 25 juin 1895.

En vue de faciliter le trafic frontière, dans l'intérêt des populations limitrophes, cet acte stipule la faculté, pour chaque pays, d'importer annuellement dans l'autre pays, sous le paiement de la *moitié des droits du tarif le plus réduit*, selon l'espèce, une quantité maxima de 15,000 tonnes de bois sciés (1) provenant des scieries situées dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Les ratifications ayant été échangées le 16 août, un décret du 23 du même mois, inséré au *Journal officiel* du 25, a promulgué cet article, qui sera exécutoire à partir du 29 août 1895.

La nouvelle clause fait partie intégrante de la convention de 1882.

Il a été convenu entre les deux administrations que l'application de l'article additionnel du 25 juin 1895 aurait lieu dans les conditions ci-après :

Les bois provenant des scieries de la zone de dix kilomètres seront admis au régime de faveur sur la présentation de bons de crédit émanant de la direction générale des douanes françaises pour l'importation de Suisse en France, et de la direction générale des douanes fédérales pour l'importation de France en Suisse ;

Chaque bon sera de la valeur de 5 quintaux métriques ;

Les quantités représentant des fractions de 5 quintaux seront soumises au demi-droit sur leur poids réel. Mais elles seront imputées sur les bons de crédit en considérant chaque fraction de quintal comme un quintal. Ainsi, pour une introduction de 350 kilogrammes, on percevra la taxe sur 350 kilogrammes et le bon recevra une imputation partielle de 4 quintaux. Ce dernier sera conservé au bureau d'entrée à la disposition de l'intéressé, qui aura la faculté d'en apurer le montant par des introductions ultérieures ;

Les déclarations pourront être faites par les ayants droits ou par des tiers ;

Les bons resteront annexés aux déclarations pour justifier l'application du droit réduit ; — *Ces dispositions étaient essentielles pour assurer à la petite industrie la faculté de se servir d'un même bon pour des envois fractionnés.*

Chaque année, la direction générale des douanes de chaque pays établira le nombre de bons représentant la quantité maxima de 15,000 tonnes admissible au régime de faveur, soit 30,000 bons de 5 quintaux, numérotés de 1 à 30,000. Les bons pour l'importation de Suisse en France seront remis au gouvernement fédéral, qui les fera distribuer aux ayants droits. De même, les bons pour l'importation de France en Suisse seront remis au gouvernement français, qui les fera distribuer aux ayants droit par les directeurs des douanes de la frontière franco-suisse, de concert avec l'autorité préfectorale (2).

A la fin de chaque mois, les directeurs intéressés adresseront à l'administration un relevé des quantités de bois importés au demi-droit par les bureaux de leur circonscription, avec l'indication des numéros de bons de crédits remis à l'appui de ces opérations.

L'administration fera déposer dans les bureaux d'entrée un modèle des bons qu'elle délivrera pour l'application de la nouvelle convention.

Les directeurs sont priés de porter ces dispositions à la connaissance du service et du commerce.

Le conseiller d'Etat, directeur général,

G. PALLAIN.

(1) Y compris les bois rentrant dans la classe des bois en éclisses.

(2) Pour les quatre derniers mois de 1895, il sera établi 10,000 bons représentant le tiers de la quantité admissible annuellement.

ESPAGNE. — MAROC

Convention pour assurer l'exécution des Traités en vigueur entre l'Espagne et le Maroc, dans la partie relative à la place et au camp de Mélélla.

5 mars 1894 (1).

Au nom de Dieu tout-puissant, afin d'assurer l'effet qui leur est dû aux articles des traités en vigueur entre l'Espagne et le Maroc, relatifs à la place et au camp de Melilla, jusqu'ici inexécutés, et pour éviter dans la suite le retour d'événements aussi lamentables que ceux qui sont survenus audit camp dans les mois d'octobre et de novembre de l'année dernière, S. M. la Reine-Régente d'Espagne, au nom de son auguste fils le Roi Alphonse XIII, et S. M. le Roi du Maroc, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine-Régente d'Espagne, don Arsenio Martinez de Campos, capitaine général des armées nationales, etc.,

Et S. M. le Roi du Maroc, Sidi Mohammed el Mefadel Ben Mohammed Garnit, son ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — S. M. le Sultan du Maroc s'oblige, en conformité de ce qui a été stipulé dans l'article 7 du traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Maroc, signé à Tetuan le 26 avril 1860, et suivant ce qui a été déclaré à l'ambassadeur extraordinaire de S. M. la Reine d'Espagne, dans l'audience publique qu'il eut dans la ville du Maroc le 31 janvier de la présente année, à châtier les habitants du Riff, auteurs des événements survenus à Melilla dans les mois d'octobre et novembre de l'année 1893. Le châtiment sera imposé immédiatement, et si cela n'est pas actuellement possible, il sera infligé durant l'été prochain, conformément aux lois et aux formes de procéder marocaines.

Si le gouvernement de Sa Majesté catholique ne trouve pas suffisant le châtiment infligé aux coupables, il pourra exiger de la manière la plus péremptoire que S. M. schériffienne inflige la peine d'un degré supérieur, toujours, bien entendu, conformément aux lois et aux formes de procéder marocaines.

Art. 2. — Dans le but d'assurer l'exacte exécution de l'article 4 de la convention du 24 août 1859 et de ce qui est établi dans l'acte de démarcation des limites de la place de Melilla et de son camp neutre du 26 juin 1862, il sera procédé par les deux gouvernements intéressés à la nomination d'une Commission composée de délégués espagnols et marocains chargés de rendre effective la démarcation de la ligne polygonale qui délimite du côté du camp marocain la zone neutre, en plaçant des bornes de pierre à chacun de ses sommets et, entre les dites bornes, des piliers en maçonnerie en nombre suffisant, à 200 mètres de distance l'un de l'autre.

La zone comprise entre les deux lignes polygonales sera neutre, il n'y sera établi d'autres chemins que ceux qui conduisent du camp espagnol au camp marocain et vice-versa, et il ne sera pas permis d'y faire paître des troupeaux ni d'y cultiver des terres. Il ne pourra non plus entrer

(1) *Gazette Officielle* de Madrid du 14 juin 1894. — Les ratifications avaient été échangées à Tanger le 3 juin 1894.

dans ladite zone des troupes (*fuergas*) de l'un ou de l'autre camp ; sera seul autorisé le passage dans ladite zone des sujets des deux nations allant d'un territoire à l'autre, pourvu qu'ils ne portent pas d'armes.

Le territoire compris dans la zone neutre sera définitivement évacué par les habitants actuels le 1^{er} novembre de l'année courante ; les maisons et les cultures existant sur ledit territoire seront détruites par eux avant la date précitée, à l'exception des arbres fruitiers qui pourront être transplantés jusqu'au mois de mars 1895.

Art. 3. — Le cimetière et les ruines de la mosquée de Sidi-Aguariach demeureront clos convenablement par un mur dans lequel il sera ouvert une porte afin que les Maures puissent y pénétrer sans armes pour prier dans ce lieu sacré ; il ne sera point permis de faire dans la suite des inhumations dans ledit cimetière. La clef de la porte susmentionnée demeurera en la possession du Caïd, chef des troupes du Sultan, à qui se réfère l'article suivant.

Art. 4. — Afin d'éviter tout nouvel acte d'agression de la part des habitants du Riff, et pour assurer comme il convient l'exécution de ce qui est prévu dans l'article 6 du traité du 26 avril 1860, S. M. le Roi du Maroc s'engage à établir et à maintenir constamment dans les alentours du camp de Melilla un Caïd avec un détachement de quatre cents Maures du Roi.

Seront également dans les mêmes conditions établies et maintenues constamment d'autres forces marocaines à proximité des places espagnoles de Chafarinas, Penon de los Vélez ou de la Gomera et Alhucemas, conformément à ce qui est établi dans l'article 6 de la convention du 24 août 1859, relative aux limites de Melilla et dans l'article 5 du traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Maroc du 26 avril 1860. Ces forces dépendront du même Caïd que celles de Melilla.

Une force suffisante, avec son Caïd, stationnera dans le même but, dans la suite, dans les limites de Ceuta.

Art. 5. — La nomination à la charge de Pacha du camp de Melilla portera nécessairement, maintenant et dans la suite, sur un dignitaire de l'Empire qui, à raison de ses conditions spéciales, offre des garanties suffisantes de maintenir des relations de bonne harmonie et d'amitié avec les autorités de la place et du camp de Melilla. Le gouvernement marocain devra donner préalablement avis de sa nomination et de la cessation de ses fonctions au gouvernement de S. M. la Reine d'Espagne.

Ledit Pacha pourra résoudre par lui-même, d'accord avec le gouverneur de Melilla, les difficultés et les réclamations exclusivement locales et, en cas de désaccord entre les deux autorités, le soin de les résoudre sera déferé aux représentants des deux nations à Tanger à l'exception des questions qui, par leur importance, exigent l'intervention des deux gouvernements.

Art. 6. — A titre d'indemnité des frais occasionnés au Trésor espagnol par les événements survenus dans les alentours de Melilla, dans les mois d'octobre et novembre 1893, S. M. marocaine s'engage à payer au gouvernement espagnol la somme de quatre millions de *duros* ou de vingt millions de *pesetas* dans la forme suivante :

Un million de *duros* comptant, dans le délai de trois mois, lequel commencera le 5 mars 1894, jour de la signature de la présente convention,

correspondant au 26 de Chaaban de l'an 1311 de l'Hégire, et prendra fin le 4 juin de l'année courante.

Les trois millions restant seront payés dans le délai de sept ans, par termes semestriels de douze cent mille *duros*, en effectuant le paiement du premier terme dans l'intervalle de temps compris entre le 5 juin et le 4 décembre 1894 ; le deuxième, le 4 juin 1895 ; le troisième, le 4 décembre 1895 ; le quatrième, le 4 juin 1896 ; le cinquième, le 4 décembre 1896 ; le sixième, le 4 juin 1897 ; le septième, le 4 décembre 1897 ; le huitième, le 4 juin 1898 ; le neuvième, le 4 décembre 1898 ; le dixième, le 4 juin 1899 ; le onzième, le 4 décembre 1899 ; le douzième, le 4 juin 1900 ; le treizième, le 4 décembre 1900 ; le quatorzième, le 4 juin 1901 ; et le quinzième et dernier, le 4 décembre 1901.

Le paiement des dites sommes sera réalisé dans les ports de Tanger et Mazagan, aux dates antérieurement indiquées ; elles devront être remises au délégué désigné à cet effet par le gouvernement espagnol, en monnaie ayant cours légal en Espagne et aussi en *duros* dits d'Isabelle à l'exclusion des *duros* moyens et des *pesetas* dites des Philippines.

S'agissant d'un paiement à terme, requérant une garantie, S. M. la Reine d'Espagne considère comme suffisante la parole de S. M. le Sultan ; toutefois si, à l'expiration de l'une des années susmentionnées, le gouvernement marocain diffère le paiement correspondant à ladite année, il payera au gouvernement espagnol l'intérêt à 6 0/0 l'an de la somme non acquittée. Si le retard excède une annuité, le gouvernement espagnol pourra surveiller (*intervenir*) les quatre douanes des ports de Tanger, Casablanca, Mazagan et Mogador, sauf à renoncer à ce droit s'il le juge opportun.

Tant que la somme convenue de quatre millions de *duros* n'aura pas été intégralement payée, le gouvernement marocain ne pourra négocier aucun emprunt avec les autres nations, ni avec les particuliers, en donnant comme garantie le droit de surveiller (*intervenir*) les douanes des ports marocains ; toutefois si le gouvernement de S. M. le Sultan est dans la nécessité de contracter un emprunt pour payer les termes ci-dessus stipulés, il se mettra à cet effet d'accord avec le gouvernement espagnol.

Le gouvernement marocain a la faculté d'effectuer par anticipation le paiement des termes ci-dessus spécifiés, s'il le juge convenable.

Art. 7. — La présente convention sera ratifiée par S. M. la Reine d'Espagne et par S. M. le Roi du Maroc, et l'échange des ratifications aura lieu à Tanger dans le délai de soixante jours ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent en double exemplaire, et l'ont scellé de leur seing, dans la ville de Maroc le 5 mars 1894 de l'ère chrétienne, lequel jour correspond au 26 de Chaaban de l'an 1311 de l'Hégire.

(L. S.) Signé : ARSENIO MARTINEZ DE CAMPOS ;

(L. S.) Signé : MOHAMMED EL MEFADEL BEN MOHAMMED GARNIT.

Note. — L'incident de Melilla demeure ainsi terminé, sans qu'il puisse être l'objet d'une nouvelle réclamation en plus de celles qui ont été consignées dans les 7 articles de la présente convention.

Signé : ARSENIO MARTINEZ DE CAMPOS ;

MOHAMMED EL MEFADEL BEN MOHAMMED GARNIT.

ESPAGNE. — MAROC

Convention additionnelle à la Convention Hispano-Marocaine du 5 mars 1894, par M. Groizard, ministre d'Etat et Sid-el-Hadj-Abd-el-Kerm-Bricha-Ben-el Hadj-Mohammed-Bricha-el-Tetuani.

24 février 1895.

Article premier. — S. M. schériffienne, conformément aux stipulations de l'article premier de la convention hispano-marocaine signée en la ville de Maroc le 5 mars 1894, procédera au châtimement des Riffains, auteurs des événements survenus à Melilla dans les mois d'octobre et novembre 1893, et cela quand elle pourra disposer de la force suffisante pour y parvenir.

Le gouvernement de S. M. catholique a pleine confiance à ce sujet, quant à l'exécution de ce qui est convenu, dans la justice et la sévérité de S. M. l'Empereur du Maroc, et accepte son offre solennelle de réprimer et de punir avec la dernière rigueur tous les Riffains qui porteraient atteinte à l'avenir aux traités et conventions en vigueur.

Art. 2. — Les délais fixés dans le dernier paragraphe de l'art. 2 dudit traité de Maroc pour la démarcation de la ligne polygonale destinée à délimiter à travers le territoire marocain la zone neutre, pour son évacuation définitive par ses habitants actuels, pour la destruction des maisons et cultures et pour la transplantation des arbres fruitiers, seront prorogés d'un an, à dater du jour de la signature de la présente convention.

Art. 3. — S. M. l'Empereur du Maroc, conformément au compromis établi par l'art. 4 du traité de Maroc, s'oblige, pendant les absences du Prince Mouley Rafa, à établir immédiatement et à maintenir dans les environs de Melilla un détachement de 400 Maures sous le commandement d'un Caïd et s'engage d'ores et déjà à installer les forces nécessaires dans les environs des autres places espagnoles aux fins prévues par ledit traité de Maroc.

Art. 4. — Le gouvernement du Sultan, étant obligé par l'art. 6 du traité de Maroc à payer au comptant au gouvernement espagnol un million de *duros* et ayant seulement payé sur cette somme 598,021 *duros* et restant en conséquence débiteur de 401,979 *duros*, s'engage à mettre à la disposition du gouvernement espagnol dans le port de Mazagran cette somme de 401,979 *duros* et cela dans le délai de 80 jours à dater de la signature de la présente convention.

Si, pour des raisons imprévues, le gouvernement marocain ne pouvait pas exécuter ce compromis, il payera un intérêt de 6 0/0 sur le capital à l'Espagne pendant toute la durée du retard.

Art. 5. — Le gouvernement marocain ayant déjà payé, le 31 décembre 1894, 200,000 *duros*, montant du premier des quinze paiements stipulés dans l'art. 6 du traité de Maroc et comme il reste encore à effectuer quatorze paiements, chacun d'eux de 200,000 *duros*, qui forment un total de 2,800,000 *duros*, le gouvernement de S. M. schériffienne offre au gouvernement espagnol, qui l'accepte, de lui payer en une fois, dans le délai de six mois, en échange des quatorze paiements, 1,300,000 *duros* en or. Ce paiement devra être fait dans un port marocain et une fois perçus les 401,979 *duros* restant dus sur le paiement au comptant stipulés par l'article 4 de cette convention, et 1,400,000 *duros* en or,

montant des quatorze paiements, le gouvernement marocain demeurera libre de tout engagement aux obligations stipulées, et celles-ci seront considérées comme entièrement payées.

Le paiement de 1,400,000 *duros* que doit faire le gouvernement marocain au gouvernement espagnol, pourra être effectué en toutes espèces de monnaies d'or ayant cours dans quelque pays que ce soit, mais leur valeur devra être calculée sur leur valeur de circulation dans leurs pays respectifs.

Art. 6. — Conformément aux stipulations de l'art. 6 du traité de Maroc au sujet de la garantie des obligations acceptées, l'Espagne considère comme suffisante la parole de S. M. le Sultan. Mais, si, malgré son désir et pour des motifs insurmontables, le gouvernement marocain retardait l'accomplissement du paiement convenu dans l'article antérieur, il payera au gouvernement espagnol un intérêt de 6 0/0 annuel sur la somme non payée. Si le retard excédait un an, conformément aux stipulations de l'art. 6 du traité de Maroc, le gouvernement espagnol pourra percevoir les recettes des quatre douanes des ports de Tanger, Casablanca, Mazagan et Mogador, tout en pouvant renoncer à ce droit, s'il le jugeait opportun.

Art. 7. — Restent en vigueur les stipulations antérieures intervenues entre l'Espagne et le Maroc, et qui ne sont pas modifiées par cette convention, notamment celles du traité du 5 mars 1894 et des autres conventions relatives à la place de Melilla.

Art. 8. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tanger dans un délai de quarante jours.

Signé : GROIZARD, ministre d'Etat;
SID-EL-HADJ-ABD-EL-KERM-BRICHABEN-EL-HADJ-MOHAMMED-BRICHABEL-TETUANI.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

PÊCHERIES DE BEHRING

**Contre-Mémoire présenté au Tribunal d'arbitrage de la part du
Gouvernement de Sa Majesté Britannique (1).**

PRÉAMBULE

Il sera peut-être utile d'offrir quelques observations préliminaires sur le plan général et sur l'arrangement du contre-mémoire suivant.

Pour faciliter les citations, et pour éviter les longueurs, il a été décidé de suivre l'arrangement adopté dans le mémoire du gouvernement britannique. En examinant le mémoire présenté par le gouvernement des Etats-Unis, on a observé que l'arrangement des arguments contenus dans la première partie de ce mémoire, c'est-à-dire dans la partie qui traite de questions historiques et juridictionnelles, s'accordait d'une manière générale avec les divisions des chapitres du mémoire britannique. On a donc placé au commencement de chaque chapitre de ce contre-mémoire le titre du chapitre correspondant du mémoire britannique. Mais puisqu'il arrive souvent que des arguments se référant à un point donné se rencontrent dans plusieurs endroits différents du mémoire des Etats-Unis, on a placé en tête de chaque chapitre les arguments employés par les Etats-Unis, et indiqué les pages du mémoire des Etats-Unis où se trouvent les passages cités. Chaque chapitre est, en outre, précédé d'un court précis des arguments opposés par le gouvernement de Sa Majesté Britannique à ceux des Etats-Unis.

On a évité autant que possible de répéter les arguments avancés dans le mémoire britannique ; il y a cependant des cas où il aurait été impossible de répondre au raisonnement du mémoire des Etats-Unis, sans récapituler certains arguments déjà avancés par la Grande-Bretagne.

Les chapitres I à V traitent, sous les différents titres auxquels on vient de faire allusion, des premiers quatre points soumis à MM. les arbitres en vertu de l'article VI du traité du 29 février 1892.

La cinquième question posée dans l'article VI du traité, est la suivante :
• Les Etats-Unis ont-ils aucun droit et, dans le cas affirmatif, quel droit, soit de protection, soit de propriété, aux phoques à fourrure qui fréquen-

(1) Pour le *Mémoire* de la Grande-Bretagne, v. *Archives*, 1895, I, p. 269, II, p. 31 et 133.

Pour le *Mémoire* des Etats-Unis, auquel répond ce contre-mémoire, v. *Archives*, 1895, II, p. 263, et III, p. 17.

tent les îles de la mer de Behring appartenant aux Etats-Unis, dans le cas où ces phoques seraient rencontrés en dehors du rayon ordinaire de trois milles ? » Le mémoire des Etats-Unis traite cette question de sorte qu'il a été nécessaire, en rédigeant ce contre-mémoire, de procéder d'une façon différente de celle suivie pour les quatre premières questions. En effet, il est déclaré, à la page 85 du mémoire des Etats-Unis, qu'indépendamment de la juridiction établie et exercée par la Russie avant la cession de l'Alaska et jusqu'au moment de cette cession, le gouvernement des Etats-Unis a un « droit de protection et de propriété à l'égard des phoques à fourrure fréquentant les îles Pribyloff quand ces animaux se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles », et ce gouvernement base ce droit « sur les principes établis du droit commun et du droit civil, sur l'usage des nations, sur les lois de l'histoire naturelle, et sur les intérêts communs de l'humanité ».

Le mémoire des Etats-Unis ne contient aucun argument fondé sur la première des dites bases, c'est-à-dire sur les principes du droit commun et du droit civil. Or, dans ce contre-mémoire, on propose de démontrer, d'abord et du point de vue de ces principes mêmes, que la prétention des Etats-Unis est sans précédent, et on répondra ensuite aux arguments fondés sur le prétendu usage des nations. C'est au chapitre VI que cette partie du mémoire des Etats-Unis sera examinée.

A l'avis du gouvernement de Sa Majesté, les lois de l'histoire naturelle et les intérêts communs de l'humanité ne sauraient d'aucune manière entrer dans la question de savoir si les Etats-Unis ont le droit de protection et de propriété qu'ils s'arrogent et de la jouissance duquel ils cherchent à exclure les autres nations. Mais, puisque le gouvernement de Sa Majesté soutient que les faits cités à l'appui des arguments fondés sur l'histoire naturelle des phoques et sur les intérêts communs de l'humanité sont tout à fait, ou, du moins en grande partie, inexacts, on s'occupera de ces sujets dans les différentes sections du chapitre VII.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a aucune observation à ajouter aux chapitres VI et VII du mémoire britannique, chapitres qui traitent de la conduite tenue par les Etats-Unis et par la Russie de 1867 à 1886, et des différentes prétentions avancées par les Etats-Unis depuis 1886.

Ces sujets sont traités dans la première partie de ce contre-mémoire.

La question du règlement mentionné à l'article VII du traité, qui pourra éventuellement être nécessaire, et la question des eaux auxquelles ce règlement devra s'appliquer, sont discutées dans la deuxième partie. Pour des raisons qui sont données en détail dans la correspondance reproduite dans l'appendice, cette question est examinée dans ce contre-mémoire, uniquement pour satisfaire à la demande des Etats-Unis, que des arguments sur toutes les questions que les arbitres pourraient avoir à considérer soient présentés au tribunal dans le mémoire et le contre-mémoire. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique présente ces arguments sous toute réserve, et sans préjudice à sa prétention que MM. les arbitres ne pourront pas entamer la question de ce règlement international avant d'avoir décidé les cinq questions posées à l'article VI, questions sur lesquelles ils sont tenus par les termes du traité de se prononcer clairement ; de la décision de ces questions dépend celle de savoir s'il faut procéder à la discussion du règlement. Dans le cas où les arguments contenus dans le contre-mémoire des Etats-Unis rendraient nécessaire ou utile

la production de preuves additionnelles dans cette matière, le gouvernement de Sa Majesté se réserve aussi le droit d'en fournir.

Avant de procéder à la discussion détaillée des points relevés dans le mémoire des Etats-Unis et sur lesquels les deux gouvernements ne sont pas d'accord, il conviendra de faire quelques observations sur les traductions des documents russes cités dans le mémoire présenté de la part du gouvernement des Etats-Unis et sur lesquels il a appuyé. Ces documents appartiennent, pour la plupart, aux archives de la Compagnie Russe-Américaine, archives cédées aux Etats-Unis par la Russie en vertu de l'article II du traité de 1867. Les originaux sont déposés aux archives du « Department of State », à Washington, et n'ont pas, jusqu'à présent, été publiés.

Les traductions se trouvent aux pages 49 à 90, vol. i, de l'appendice du mémoire des Etats-Unis, et elles sont citées aux pages 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 54, 55, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 103 et 104 du mémoire.

Des fac-similé des originaux sont donnés à la fin du volume i de l'appendice des Etats-Unis.

Une première lecture des extraits fournis dans le mémoire des Etats-Unis a suffi pour faire naître le soupçon que certains passages n'étaient pas correctement traduits. Les fac-similé fournis à l'appendice ont été examinés par une personne de confiance, au service du gouvernement de Sa Majesté et connaissant à fond la langue russe ; un grand nombre d'erreurs et d'intercalations très importantes ont été découvertes. Plusieurs n'avaient apparemment aucun objet, mais la plupart ne s'expliquaient que par l'hypothèse d'une falsification préméditée dans un sens favorable aux prétentions des Etats-Unis. Ceci paraissait si grave qu'on a cru devoir confier à une seconde personne la tâche de faire une traduction indépendante. Cette seconde traduction a été complétée au mois d'octobre et elle a entièrement confirmé l'impression créée par le premier examen des documents.

Le gouvernement des Etats-Unis a découvert le fait, indépendamment du gouvernement de Sa Majesté Britannique, au commencement du mois de novembre, et l'agent des Etats-Unis en a donné l'explication dans une lettre adressée, le 19 du même mois, aux arbitres et à l'agent britannique. L'agent des Etats-Unis a, en même temps, annoncé qu'il retirait un certain nombre des documents en question, et il a fourni des traductions révisées des autres. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît, avec plaisir, que ces traductions révisées sont parfaitement conformes à l'original, à l'exception de quelques inexactitudes d'une importance minime. Il y a, cependant, dans le mémoire, des allégations et des arguments basés sur les traductions originaires, ou appuyés principalement sur ces traductions. Ces allégations et ces arguments demandent une réplique ; il sera donc nécessaire, dans le cours du présent examen, d'appeler l'attention sur les traductions et les documents originaux.

La simple comparaison des traductions correctes avec les traductions erronées ne suffit pas pour démontrer l'effet produit par les passages fictifs et intercalés sur l'argument contenu dans le mémoire des Etats-Unis. On montrera donc jusqu'à quel point chaque partie de l'argument est basée sur ces intercalations et sur ces erreurs. Et si on élimine les passages fictifs et si on corrige les traductions erronées, il ne reste plus aucune preuve à l'appui des prétentions suivantes des Etats-Unis : (a) que le gouverne-

ment russe et la Compagnie Russe-Américaine se seraient arrogé et auraient exercé une juridiction exclusive à l'égard du commerce et de la chasse dans la mer de Behring ; et (b) que l'Oukase de 1821 n'aurait fait qu'annoncer des prétentions existantes et depuis longtemps exercées. Les soi-disant preuves de ce que ces droits avaient existé auparavant, et avaient été longtemps exercés, sont la pure invention du traducteur, en tant que ces droits impliquaient une juridiction maritime exceptionnelle.

CHAPITRE I

TITRE A. — *L'usage des eaux de la mer de Behring et des autres eaux de l'Océan Pacifique du Nord, avant 1821.*

Allégations des Etats-Unis.

1. Mémoire des Etats-Unis, p. 25 : « Par suite de la découverte, de l'occupation et de la colonisation permanente, les côtes et les îles de la mer de Behring, la chaîne aléoutienne et la péninsule d'Alaska, sont devenues probablement, dès 1800, partie incontestée du territoire de l'empire russe. »

2. Mémoire des Etats-Unis, p. 26 : « Tandis que le droit de la Russie au territoire situé au nord et à l'ouest de la péninsule d'Alaska, et à cette péninsule même, était reconnu de tous, ses prétentions sur la côte nord-ouest du continent américain, étaient sérieusement contestées par plus d'une puissante nation. »

3. Mémoire des Etats-Unis, p. 33 : « Tandis que le droit de la Russie au territoire qui embrassait les îles Aléoutiennes, la péninsule d'Alaska et les côtes et les îles de la mer de Behring était incontesté, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Etats-Unis avançaient, dans la dernière partie du dix-huitième siècle et dans le premier quart du siècle actuelle, des prétentions irréconciliables entre elles et aux côtes et aux îles adjacentes du continent américain au sud du 60° de latitude nord et s'étendant jusqu'à la Californie. »

4. Mémoire des Etats-Unis, p. 42 : « Après que l'Oukase ou la concession de 1799 eut donné à la Compagnie Russe-Américaine une certaine autorité exclusive sur le commerce et la colonisation, l'administration de cette Compagnie, agissant avec la sanction du gouvernement russe, n'a pas permis aux navires étrangers de visiter la mer de Behring. »

5. Mémoire des Etats-Unis, p. 49 : « L'Oukase de 1799, qui réclamait pour la Russie la juridiction exclusive dans le sud jusqu'à 55° de latitude nord, n'a soulevé de protestation de la part d'aucune puissance étrangère. Personne ne s'est plaint de l'exclusion des navires étrangers du commerce avec les indigènes et de la chasse des animaux à fourrure, dans les eaux de la mer de Behring et aux îles Aléoutiennes, exclusion qui résultait de l'Oukase en question et de la concession de privilèges exclusifs à la Compagnie Russe-Américaine. »

6. Mémoire des Etats-Unis, p. 69 : « Avant la date des traités de 1824 et 1855, et jusqu'à cette date, la Russie a réclamé et exercé des droits exclusifs de commerce, de chasse et de pêche, sur les côtes et dans toutes les eaux de la mer de Behring. »

Résumé de la réponse du Gouvernement britannique.

Il n'est pas démontré que le droit qu'on affirme à l'allégation (2), avoir été « reconnu de tous », ait été reconnu par qui que ce fût pendant la période en question. La seule colonie russe située au nord des îles Aléoutiennes était celle de Nouchagak, qui comptait cinq habitants russes, et qui fut fondée en 1818. L'existence d'un droit basé sur la découverte était fort douteuse. Il n'existait aucun droit fondé sur l'occupation ou sur la colonisation.

Pour ce qui regarde la question du droit de la Russie, et de la reconnaissance de ce droit par d'autres nations, les preuves fournies pour cette période ne contiennent rien qui indique une distinction entre les côtes situées au nord du 60° de latitude nord et celles au sud de ce parallèle.

L'Oukase de 1799 prétendait donner à la Compagnie Russe-Américaine des droits exclusifs par rapport aux autres sujets russes, mais non pas par rapport aux étrangers ; de semblables droits exclusifs ne pouvaient être exercés que sur terre ; il n'est pas question, dans l'Oukase, d'exclure les navires étrangers de la mer de Behring, ni de leur défendre d'y chasser les animaux à fourrure ; les seules preuves par lesquelles on cherche à démontrer que le gouvernement russe ait sanctionné de semblables mesures sont des passages intercalés par un traducteur dans des documents contemporains, et depuis retirés.

L'Oukase de 1799 n'a pas été communiqué aux puissances étrangères, et les dispositions de cet acte n'étaient pas applicables aux étrangers.

La Russie n'a revendiqué des droits exclusifs sur la mer de Behring qu'une seule fois, en 1821, et cette revendication a été faite par écrit seulement.

Les allégations (1), (2) et (3) peuvent être discutées ensemble. Les allégations (2) et (3) sont presque identiques, si on excepte la mention du 60° de latitude nord faite dans l'allégation (3). Avant 1821, aucune distinction n'avait été faite, pour ce qui concerne les droits de la Russie, entre les côtes situées au nord et celles situées au sud de ce parallèle ; et, dans les documents cités comme preuves pour la période dont il s'agit, on ne trouve rien qui puisse indiquer qu'une semblable distinction ait été faite.

Rien n'indique que les prétentions de la Russie sur la côte orientale de la mer de Behring aient été reconnues comme bien fondées par une nation quelconque avant 1824. Avant les explorations faites par Cook en 1778 et 1779, les contours de cette côte étaient inconnus aux géographes, et il n'y a rien qui fasse croire que la Russie ait prétendu posséder un « droit de domaine » sur cette côte avant l'Oukase de 1779, instrument qui, apparemment, base ce droit sur la « découverte par des navigateurs russes dans les temps reculés ». La traduction de cet Oukase donnée dans les mémoires britannique et américain, et qui a été tirée de l'histoire de l'Alaska par Bancroft, parle d'un « droit de possession » de la Russie ; mais ces mots ne se trouvent pas dans le texte russe, dont une traduction correcte est donnée dans le présent contre-mémoire.

Des observations faites par le capitaine Cook sont citées comme prouvant l'existence de « l'influence et des coutumes russes » sur la côte orientale de la mer de Behring. Or, même si ce navigateur avait trouvé des exemples de « l'influence et des coutumes » russes, ce ne serait pas une preuve que les Russes ont occupé ou possédé cette grande étendue de côte. Son récit prouve, au contraire, que, sur toute cette côte, il n'a rencontré ni Russes ni autres gens civilisés, mais uniquement des indigènes. Le capitaine Cook dit, en outre, que les Russes qu'il a rencontrés à Ounalaska « ne connaissent aucune partie de la côte américaine, excepté celle qui est située en face de cette île. »

Le capitaine Cook a rencontré à Samgnoudha, dans l'île d'Ounalaska, un Russe qui s'appelait Erafim Gregorioff Sin Ismyloff, et qu'il décrit comme étant la personne la plus importante parmi les Russes de cette île et des îles voisines. Le capitaine Cook dit, en parlant de la partie du continent située au nord d'Ounalaska :

« Ismyloff et les autres ont affirmé qu'ils n'avaient aucune connaissance du continent américain vers le nord, et que ni le lieutenant Synd, ni aucun autre Russe ne l'avait visité dans les derniers temps.... D'après les renseignements que nous avons pu obtenir d'Ismyloff et de ses compatriotes, les Russes auraient fait plusieurs tentatives pour s'établir sur la partie du continent en face d'Ounalaska et des îles adjacentes ; ils auraient cependant toujours été repoussés par les indigènes, qui, selon Ismyloff et les autres, seraient très perfides. »

Le capitaine Cook dit aussi :

« Il (Ismyloff) connaissait parfaitement la géographie de ces régions, et toutes les découvertes que les Russes y avaient faites. »

Le capitaine Cook a reçu d'Ismyloff des cartes. Voici ce qu'il écrit à l'égard d'une de ces cartes :

« La seconde carte.... indiquait toutes les découvertes faites par les Russes à l'est de Kamtchatka, vers l'Amérique ; si nous exceptons le voyage de Behring et de Tcherikoff, ce n'est pas grand'chose. »

Il dit, en terminant :

« Ils m'ont assuré, à diverses reprises, que les îles marquées sur cette carte étaient les seules dont l'existence leur était connue, et qu'aucun Russe n'avait jamais vu aucune partie du continent américain vers le nord, excepté la partie située en face du pays des Tschutkis. (Le pays des Tschutskis, mentionné ici, est le côté occidental du détroit de Behring.) »

D'ailleurs, le fait que le capitaine Cook a pris possession, au nom de la Grande-Bretagne, de certains endroits le long de la côte américaine, montre clairement l'idée qu'il s'était faite de l'étendue de la souveraineté russe sur cette côte. Ses instructions contenaient le paragraphe suivant :

« Vous prendrez possession, au nom du roi de la Grande-Bretagne, et avec le consentement des indigènes, d'endroits favorables dans les pays que vous aurez découverts, et qui n'auront pas déjà été découverts ou visités par une autre puissance européenne. Vous distribuerez aux habitants des articles qui resteront comme preuves et témoignages de votre visite. Dans le cas où vous aurez découvert un pays inhabité, vous en prendrez possession au nom de Sa Majesté, en y laissant des marques et des inscriptions prouvant que le pays a été découvert par les Anglais, et qu'ils sont les possesseurs. »

Conformément à ces instructions, Cook a laissé des preuves de découverte sur l'île de Kaye près du « Prince William's Sound » ; de plus il a abordé à l'anse de Cook et au cap Newenham, près de l'embouchure du fleuve Kouskokvim, dans la baie de Bristol, et il y a formellement pris possession du pays. Ce dernier endroit est situé sur la côte orientale de la mer de Behring.

Le seul établissement russe (si toutefois il mérite cette désignation), situé sur la côte orientale de la mer de Behring, et qui soit mentionné dans le mémoire des Etats-Unis, est celui de Nouchagak, dans la baie de Bristol. Cet établissement n'a été fondé qu'en 1818 et, en 1819, il ne comptait que cinq habitants russes.

M. Blaine lui-même dit, dans une dépêche adressée à Sir J. Pauncefote, en date du 17 décembre 1890 :

« A l'époque de la conclusion de ces traités (de 1824 et 1825), il n'y avait qu'un seul établissement sur les côtes de la mer de Behring. Cet établissement était russe. »

Le ministre des finances, dans la lettre qu'il adressa au ministre de la marine, en date du 9 avril 1820, ne cachait pas l'impossibilité dans laquelle se trouvait la Compagnie Russe-Américaine d'exercer une surveillance effective sur le territoire qu'elle réclamait.

Dans la discussion provoquée par la convention de 1824 (voir Lyman, « Diplomacy of the United States »), il a été dit explicitement :

« Nous n'avons pas parlé de la côte au nord de la baie de Bristol, parce qu'on n'a jamais prétendu que les Russes aient eu des établissements de ce côté. »

Sur la carte officielle russe publiée en 1802 (voir l'Appendice IV du mémoire britannique) on trouve la note suivante en manuscrit :

« La Compagnie ne possède point d'établissements dans et au nord de la presqu'île d'Alaska, quoique ses vaisseaux visitent ces régions. »

Il convient de faire observer que la commission de hauts fonctionnaires

russes, à laquelle fut confié l'examen des questions soulevées par la Compagnie Russe-Américaine, relativement au traité de 1824 entre la Russie et les Etats-Unis, s'est bornée à déclarer, dans son rapport du 21 juillet 1824 :

« Que... la Russie a fondé des établissements permanents, non seulement sur la côte de la Sibérie, mais aussi dans le groupe des îles Aléoutiennes ».

Il est évident, d'après la nature de ce rapport, que, si des établissements avaient existé sur la côte orientale de la mer de Behring, la Commission en aurait fait mention.

De fait, avant 1824, les Russes n'avaient établi, sur toute l'étendue de la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le détroit de Behring jusqu'à la péninsule d'Alaska, aucun titre fondé sur l'occupation, et tout titre basé sur la découverte était incertain et contestable.

Si une autre puissance avait pris possession d'une partie de la côte qui n'était pas effectivement occupée par la Russie, celle-ci n'aurait pas pu faire valoir des prétentions au territoire en question ; et si d'autres nations avaient étendu leurs opérations commerciales au nord de la péninsule d'Alaska, ainsi qu'elles les ont étendues jusqu'aux limites de cette péninsule, la Russie n'aurait pas eu le droit de protester. Dans l'opinion des autres nations, il n'y aurait eu aucun avantage à disputer à la Russie les droits territoriaux ; et du point de vue pratique, la côte, aussi loin vers le sud que la baie de Behring, était alors considérée aussi inutile qu'un banc de glace flottant.

Il n'y a donc aucun fondement pour la prétention que :

« Par suite de la découverte, de l'occupation et de la colonisation permanente, les côtes et les îles de la mer de Behring, la chaîne Aléoutienne et la péninsule d'Alaska sont devenues, probablement dès 1800, partie incontestée du territoire de l'empire russe ».

Aucune distinction n'a été faite, ni par les autres nations, ni par la Russie elle-même, entre le droit de la Russie à la côte américaine au nord du 60° de latitude nord, et son droit à la côte au sud de ce parallèle. Jusqu'en 1821, le gouvernement russe n'a fait aucune distinction entre les différentes parties de la côte nord-ouest depuis le 53° jusqu'au détroit de Behring.

Ce fait ressort clairement de l'Oukase de 1799. Voici la traduction correcte du texte russe donné par Golovnin et par Tikhméniéff :

« Nous, Paul I, par la grâce de Dieu, Empereur et Autocrate de Toutes les Russies, à la Compagnie Russe-Américaine placée sous notre haute protection :

« Le profit et les avantages qui reviennent à notre Empire des industries et du commerce dans lesquels sont engagés nos fidèles sujets dans la mer du nord-ouest et dans les régions de l'Amérique contigües à cette mer, ayant attiré notre attention et considération, nous prenons sous notre protection immédiate la Compagnie organisée dans le but d'exploiter ces industries et ce commerce. Nous ordonnons qu'elle porte le nom de Compagnie Russe-Américaine sous notre haute protection, et nous voulons que nos autorités militaires viennent à l'aide de la Compagnie de toute manière possible, quand elle en aura fait la demande, avec nos forces de terre et de mer ; nous avons approuvé un règlement pour la conduite de la Compagnie et pour faciliter ses opérations, et nous lui concédons par cette

charte, donnée sous notre main impériale, les privilèges suivants pour une période de vingt ans à dater d'aujourd'hui :

« 1. Vu la découverte faite, dans les temps passés, par des navigateurs russes, de la côte de la partie nord-est (1) de l'Amérique, depuis le 55° de latitude nord, et de la chaîne d'îles qui s'étend depuis le Kamtchatka vers le nord jusqu'à l'Amérique, et, vers le sud, jusqu'au Japon ; et, vu le droit de domaine que possède la Russie sur cette côte et sur ces îles, nous permettons à la Compagnie d'exploiter toutes les industries et d'occuper tous les établissements qui se trouvent, à l'heure qu'il est, sur la côte nord-est de l'Amérique, depuis le 55° ci-dessus mentionné jusqu'au détroit de Behring et au delà de ce détroit, ainsi que sur les îles Aléoutes, Kuriles, et autres situées dans l'Océan du nord-est.

« 2. Il sera permis à la Compagnie de faire de nouvelles découvertes, non seulement au nord du 55° de latitude nord, mais aussi au sud de ce méridien, et d'occuper au nom de la Russie les régions qu'elle pourrait découvrir, en suivant les règles existantes à ce sujet, pourvu que ces régions n'aient pas été occupées par d'autres puissances ni ne fassent pas partie de leur territoire.

« 3. Dans le territoire ci-dessus désigné, la Compagnie aura droit à tout ce qu'elle a trouvé, et à tout ce qu'elle trouvera plus tard, dans la terre et sur sa surface, et personne ne lui disputera ce droit.

« 4. Dès aujourd'hui, nous permettons à la Compagnie d'établir des colonies et de construire des fortifications quand et partout où il sera nécessaire, et d'envoyer dans cette région des navires avec marchandises et industriels, sans que personne n'ait le droit de s'y opposer.

« 5. La Compagnie pourra communiquer par mer avec toutes les nations voisines, et pourra faire le commerce avec elles, avec la permission, toutefois, de leurs gouvernements respectifs, et avec notre haute sanction, afin que les opérations de la Compagnie ne soient entravées d'aucune manière.

« 6. La Compagnie pourra prendre à son service, pour la navigation, pour l'exploitation des industries, et pour ses établissements, des personnes, de toutes les classes, qui sont libres, et d'une bonne réputation, et qui n'abuseront pas de la liberté dont elles jouiront ; en considération de la grande distance qui sépare ces parages de la Russie, nos autorités donneront aux colons de l'Etat et aux autres personnes libres qui voudront s'y rendre, des passeports valables pour une période de sept années. La Compagnie ne prendra à son service aucun paysan mortuaire, sans avoir obtenu le consentement de son seigneur, et elle paiera tous les droits qui sont dus au gouvernement pour tous ceux qu'elle prendra à son service.

« 7. Quoiqu'il soit défendu par nos Décrets de couper du bois dans aucune des forêts de l'Etat sans la permission préalable du collège de l'Amirauté, néanmoins, en considération de la grande distance qui sépare ce département du territoire d'Okhotsk, nous permettons à la compagnie de couper le bois qui lui sera nécessaire pour radouber ses navires, et, le cas échéant, pour en construire de nouveaux, sans faire aucun paiement.

« 8. Il sera permis à la compagnie d'obtenir chaque année, pour la

(1) Cette erreur qui se trouve dans le texte de l'Oukase de 1793, semble avoir eu son origine dans l'accord conclu en 1778 entre Chénikoff et Golikoff. Golovnin la constate dans cet accord, et il ajoute la note suivante : « Le nord-est et le nord de l'Amérique ». Cette erreur est due à la stupidité et à l'ignorance de la géographie d'un notaire d'Irkoutsk qui a dressé l'accord ; il aurait dû dire : « les côtes nord-ouest de l'Amérique ». (Mate-rialui, I^{re} partie, p. 55.)

chasse, pour les signaux, et pour les cas imprévus qui pourraient se présenter sur le continent de l'Amérique et dans les îles, de 40 à 50 pouds de poudre de l'arsenal du gouvernement à Irkutsk, et 200 pouds de plomb de l'établissement de Mertchinsk. La compagnie paiera les prix du jour en argent comptant.

« 9. Dans le cas où un des associés de la compagnie deviendrait le débiteur de l'Etat ou d'un particulier, et où les moyens qu'il possède, indépendamment de sa part du capital de la compagnie, ne suffiraient pas pour liquider sa dette, ce capital devra être transféré à son créancier. Or, selon les règles de la compagnie, le capital ne pourra pas être retiré, et le créancier, qui aurait pris la place de l'autre, devra donc se contenter de ce qu'il recevra au partage des bénéfices de la compagnie ; à la fin de la période des privilèges de la compagnie, le capital lui sera payé.

« 10. En accordant à la compagnie, pour une période de vingt ans, dans toute l'étendue des terres et des îles ci-dessous mentionnées, « le droit » exclusif d'acquérir des propriétés, d'exploiter les industries, de faire le « commerce, d'occuper les établissements et d'en fonder de nouveaux, et « profiter par les découvertes de nouvelles contrées », nous déclarons ne pas concéder ces avantages et ces privilèges à ceux qui désireraient entreprendre des voyages dans ces parages de leur propre initiative, ni à ceux qui sont engagés dans les industries et dans le commerce de ces parages, qui y ont leurs navires et leurs marchandises, qui en certains cas possèdent des actions de la compagnie, mais qui refuseraient de s'associer à la compagnie ; toutefois, ces derniers, s'ils ne veulent pas s'associer à la compagnie sous les conditions prescrites par le règlement, pourront continuer à exploiter les industries et à jouir des avantages qui se rattachent à cette exploitation, dans les mêmes conditions qu'auparavant, « mais seulement « jusqu'à l'arrivée en Russie de leur navires », après quoi la compagnie seule jouira de ces privilèges sous peine de perdre tous les privilèges qui viennent de lui être accordés.

« 11. Tous les tribunaux reconnaîtront l'autorité de la direction en chef de la Compagnie Russe-Américaine placée sous notre haute protection, dans la conduite des affaires de la compagnie, et tout mandat émanant d'un tribunal dans une affaire qui concerne la compagnie, sera signifié à la direction de la Compagnie, et non pas à un des associés.

« En conclusion, nous ordonnons à nos autorités militaires et civiles et à nos tribunaux de ne mettre aucune entrave aux opérations de la Compagnie Russe-Américaine placée sous notre haute protection, et de la protéger en cas de nécessité contre toute espèce de torts et de pertes, et de donner aide et assistance à la direction de la compagnie. »

Il convient de faire observer que l'Oukase ne fait mention ni de chasse, ni de terrains de chasse. Les parties des articles 1 et 10, qui contiennent des expressions d'après la traduction donnée par Bancroft, ont trait, en effet, aux industries, au commerce, et aux établissements. La version des articles 1 et 2, fournie par Bancroft, diffère d'une manière importante de celle que nous venons de donner. La version de Bancroft parle de la « possession » par la Russie, au lieu du simple « droit de domaine », basé apparemment sur la « découverte » ; elle ne fait pas mention de la côte « au delà » du détroit de Behring ; et, en dernier lieu, elle ne fait pas ressortir clairement la circonstance, maintenant démontrée, que le gouver-

nement russe reconnaissait l'existence des territoires sur la côte, au nord du 55° de latitude nord, aussi bien qu'au sud de ce parallèle, lesquels ne faisaient pas encore partie du domaine russe, et qui pouvaient même être occupés par d'autres puissances. L'article 10, d'après la traduction ci-dessus, permet aux industriels d'exercer leurs industries comme auparavant, mais seulement « jusqu'à l'arrivée en Russie de leurs navires ». Ces mots, omis par Bancroft, prouvent que la concurrence russe était seule visée.

Il importe de noter que cet Oukase était également applicable aux établissements russes, sans exception, sur toute l'étendue de la côte mentionnée, et sans distinction de latitude; et puisque cet acte ne fait aucune distinction entre les parties nord et les parties sud de la côte, les faits indiqués au chapitre I du mémoire britannique s'appliquent également à la question de l'existence et de l'étendue de la juridiction russe, de quelque partie de la côte qu'il s'agisse; ces mêmes faits suffisent à démontrer qu'il était permis aux étrangers de faire le commerce sans être molestés ou entravés.

Dans le cours de la discussion qui eut lieu, par suite de la promulgation de l'Oukase de 1821, entre le Comte de Nesselrode, le Comte de Lieven, et le Duc de Wellington, à l'occasion du Congrès de Vérone, le Comte de Nesselrode remit au Duc de Wellington un mémoire, daté du 11 (23) novembre 1822, contenant le passage suivant, comme il a déjà été dit à la page 43 du mémoire britannique :

« Les mesures de précaution et de surveillance qui seront prises alors sur la partie russe de la côte d'Amérique se trouveront entièrement conformes aux droits dérivant de sa souveraineté, ainsi qu'aux usages établis entre nations. »

Le Duc ne tarda pas d'opposer des objections à ce mémoire. Le 28 novembre 1822, il adressa au Comte de Lieven une note, dans laquelle il dit :

« Vérone, le 28 Novembre 1822.

« Monsieur le Comte,

« Ayant considéré la pièce que votre Excellence m'a remise hier soir, de la part de son Excellence le Comte Nesselrode, au sujet de nos discussions sur l'Oukase russe, je dois vous informer que je ne saurais consentir, de la part de mon gouvernement, à prendre ce document comme base de négociations ayant pour objet le règlement de la question qui a surgi entre les deux gouvernements.

« Nous nous opposons à l'Oukase pour les raisons suivantes :

« 1. Sa Majesté impériale s'arroge, par cet acte, dans l'Amérique du Nord, une souveraineté exclusive dont nous ne saurions admettre l'existence ni l'étendue. Sur ce point, toutefois, le mémoire du Comte de Nesselrode présente une base pour les négociations, et mon gouvernement sera prêt à le discuter, soit à Londres, soit à Saint-Pétersbourg, aussitôt que l'état des discussions provoquées par l'autre question soulevée par l'Oukase permettra aux deux gouvernements de s'occuper de celle-ci.

« 2. La seconde raison pour laquelle nous nous opposons à l'Oukase, c'est que, par cet édit, Sa Majesté impériale exclut d'une partie considérable de la haute mer les navires des autres nations.

« Nous devons insister que la réclamation d'un tel droit est contraire au droit des gens. Il nous est impossible d'entrer dans une négociation basée sur un document par lequel cette prétention est de nouveau, et pleinement énoncée. Nous soutenons qu'aucune puissance n'a le droit d'exclure

une autre de la mer. Une puissance peut spontanément, et par son propre acte, s'exclure de la navigation sur certaines côtes, mers, etc., mais elle ne peut légitimement en être exclue par une autre. Tel est, à notre opinion, le droit international. Il nous est impossible de négocier au sujet d'un document énonçant une prétention en conflit avec ce principe.

« Dans ces circonstances, il me semble que la meilleure manière de procéder serait que vous vous déclarassiez prêt à entamer des négociations sur la question entière, sans poser de nouveau le principe que nous combattons, et que nous ne saurions accepter.

« Agréez, etc.

(Signé) « WELLINGTON. »

Enfin le 29 novembre 1822, le Duc informa M. G. Canning, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères de la Grande-Bretagne, que le mémoire du 11 (23) novembre avait été retiré, et que l'Empereur de Russie était prêt à commencer des négociations sur :

« La question entière des prétentions de l'Empereur dans l'Amérique du Nord, en les réservant toutes dans le cas où le résultat des négociations ne sera pas satisfaisant pour les deux parties. »

D'ailleurs, la déclaration suivante, faite le 17 juillet 1823, par M. Adams, Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, au Baron de Tüyl, Ministre de Russie à Washington, démontre clairement que la prétention de la Russie aux côtes de la Mer de Behring n'était nullement reconnue par le gouvernement des Etats-Unis comme incontestée :

« Nous contesterions le droit de la Russie à « tout » établissement territorial sur ce continent. »

Cette déclaration a été confirmée par M. Adams dans une dépêche adressée, le 22 juillet 1823, à M. Middleton, Ministre des Etats-Unis à Saint-Petersbourg. M. Adams affirma, en parlant de l'Oukase de 1799, que :

« La Russie n'avait jamais auparavant « revendiqué » (asserted) le droit de souveraineté sur aucune partie du continent nord-américain. »

A la même date, M. Adams écrivit comme suit à M. Rush, Ministre des Etats-Unis à Londres :

« Il résulte de l'examen de ces prétentions, qu'elles ne sont pas basées sur des faits constatés. « Les droits fondés sur la découverte, qui sont « réclamés par la Russie sur ce continent, n'ont d'autre base que la probabilité qu'en 1741 le Capitaine Tchirikoff aurait vu de la mer la montagne « qui s'appelle Mont-Saint-Elie » et qui est située à peu près sous le 59° de latitude nord. En 1582 déjà, des navigateurs espagnols avaient découvert la côte jusqu'au 57° 30'.

« Les différentes nations européennes qui ont fondé des établissements dans cet hémisphère, n'ont jamais admis que l'occupation d'une île pût justifier des prétentions à la possession de territoires situés sur le continent dans le voisinage duquel se trouve cette île. C'est plutôt le contraire qui est généralement reconnu comme principe », etc.

Cependant, quelles que fussent les prétentions de la Russie par rapport à la côte nord-ouest de l'Amérique et aux îles adjacentes — que ces prétentions aient été admises ou non — il est certain qu'avant 1821 la Russie n'avait jamais eu la prétention d'exclure de la navigation de la Mer de Behring les navires des autres nations, ni d'étendre sa juridiction sur les eaux de cette mer comme étant *mare clausum*, soit comme mer intérieure. Au contraire, c'était la concurrence que les navires et commerçants des autres nations faisaient à la Compagnie Russe-Américaine, qui, en 1821,

a déterminé la Russie à chercher à établir une surveillance administrative, et qui lui a servi de justification. Le bien-fondé de ce qui vient d'être dit est prouvé par les autorités citées au chapitre I, titre (A) du mémoire britannique, ainsi que par les lettres Nos. 1, 2, 3, 4 et 5 de la correspondance de la Compagnie Russe-Américaine, qui contiennent un nombre considérable de passages dans lesquels la Compagnie se plaint de la concurrence des commerçants étrangers.

La cinquième des allégations placées en tête de ce chapitre peut, avec avantage, être examinée avant la quatrième. Elle affirme, en substance, qu'aucune puissance étrangère n'a protesté ni n'a élevé d'objections contre l'Oukase de 1799. En réponse à cette allégation, nous pouvons citer les paroles de M. Middleton, qui dit :

« Cet Oukase, qui est, dans sa « forme », un édit d'un caractère purement intérieur, n'a jamais été communiqué à aucun état étranger, avec la demande de respecter ses dispositions. »

En effet, le gouvernement de sa Majesté Britannique n'a découvert aucun indice de la communication de l'Oukase de 1799, sous quelque forme que ce fût, à aucun gouvernement étranger.

Il ressort, d'ailleurs, de l'examen des dispositions de l'Oukase lui-même que cet édit se rapportait uniquement aux droits de la Compagnie Russe-Américaine, à l'exclusion des autres sujets russes. M. Middleton et M. Adams ont constaté ce fait, qui, du reste, appert plus clairement de la traduction révisée de l'Oukase.

Pour se convaincre de ce que les concessions accordées à la Compagnie Russe-Américaine n'étaient pas des actes internationaux, et qu'on n'a pas voulu les présenter comme tels, mais que ces édits étaient, au contraire des actes d'ordre purement intérieur ne visant pas les nations étrangères, on n'a qu'à étudier le texte de ces documents mêmes, et les dispositions des Oukases examinées aux pages 66 et suivantes. Tous ces actes, à l'exception de la charte basée directement sur l'Oukase de 1821, se bornent strictement à exclure les sujets russes.

L'objet des concessions n'était aucunement la surveillance des étrangers, mais, en premier lieu, la réunion, en une seule compagnie, des nombreuses compagnies russes rivales, dont la concurrence faisait naître des abus sérieux ; en deuxième lieu, l'objet des concessions était la protection de la Compagnie Réunie.

Il convient, en outre de faire observer, que les droits « exclusifs » et spéciaux, concédés à la Compagnie Russe-Américaine par l'Oukase de 1799, étaient destinés à être exercés sur des terres déjà acquises, ou qui seraient découvertes à l'avenir, dans les limites d'une étendue déterminée, et non pas dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, ni dans d'autres eaux non territoriales quelconques.

Passons à l'examen des allégations (4) et (6) notamment que :

4. En vertu de l'Oukase de 1799, la Compagnie Russe-Américaine, agissant avec l'autorité du gouvernement russe, n'a pas permis aux navires étrangers de visiter la Mer de Behring ; et

6. Jusqu'à la date des traités de 1824 et 1825, la Russie a réclamé et a exercé des droits exclusifs de commerce, de chasse et de pêche dans toutes les eaux de la mer de Behring.

Ni l'une ni l'autre de ces allégations n'est basée sur des faits constatés. Nous venons de démontrer que l'Oukase de 1799 était d'ordre purement

intérieur. Dans le rapport de Golovenin sur les « Colonies de la Compagnie », écrit en 1818, cet officier dit combien il était important de présenter une meilleure apparence aux « étrangers qui visitent ces parages ». Il n'y a aucun exemple que la Russie ait empêché des navires étrangers de visiter la Mer de Behring ; et il ne faut pas oublier que l'Oukase de 1799 était également applicable à toutes les parties de la côte américaine, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 55° de latitude nord. Il y avait toujours des navires étrangers qui faisaient le commerce en des endroits situés au nord du 55°, où l'Oukase était destiné à sortir les mêmes effets que dans la mer de Behring elle-même.

D'autre part, le seul cas cité par les Etats-Unis, où la Russie aurait effectivement réclamé, avant 1821, des droits exclusifs sur la Mer de Behring est celui du contrat Riccord-Pigott en 1819.

Les Etats-Unis citent trois lettres (du 10 avril 1820, du 23 avril 1820 et du 31 mars 1821) comme

« prouvant que la Russie a prétendu exercer, et a effectivement exercé, une surveillance complète sur la Mer de Behring avant 1821. »

Il ressort de ces lettres, que Riccord, surintendant de Kamtchatka, avait fait un accord avec un nommé Pigott, de nationalité anglaise, pour une période de dix ans, à partir de 1819,

« Concernant la pêche de la baleine et l'extraction de l'huile de baleine et des autres animaux marins, sur les côtes de Kamtchatka et sur celles de toute la Sibérie Orientale, dans les havres et les baies et entre les îles. »

Ce contrat a été désapprouvé par le gouvernement russe, lequel, ayant accordé à une compagnie russe le privilège exclusif du commerce de ces régions, ne voulait naturellement pas que ce privilège fût cédé, en partie, à des étrangers. La Compagnie Russe-Américaine a donc été invitée à entreprendre la pêche de la baleine, et à armer un navire à cette fin parce que « l'industrie de la pêche de la baleine pourrait être utile comme moyen de pourvoir aux besoins des habitants de Kamtchatka et d'Okhotsk, dans le cas où les autres pêcheries ne suffiraient pas à leur maintien. »

Le gouvernement russe ordonna, en outre, de défendre à tout étranger de s'associer à une corporation marchande, ou de s'établir à Kamtchatka ou à Okhotsk, et de ne permettre à aucun navire étranger

« de faire le commerce dans ces endroits sous aucun prétexte, ni d'entrer dans les ports de la Sibérie Orientale, excepté en cas de relâche forcée . . . De plus, on informera l'Anglais Davis à Okhotsk, et l'agent de Dobello à Kamtchatka . . . que le gouvernement leur refuse la permission de rester dans ces endroits, ou d'y bâtir des maisons, ou d'y posséder des immeubles ; les autorités locales les aideront à vendre leurs biens et à quitter le pays. »

Nous avons cité ces instructions, parce qu'elles démontrent clairement que, dans le cas dont il s'agit, le gouvernement russe n'a exercé d'autre juridiction que la juridiction territoriale ordinaire, qui appartient à toute nation comme propriétaire du sol, et que ce gouvernement n'a fait aucune tentative pour empêcher les navires étrangers de naviguer sur l'océan.

Le reste de la correspondance concernant ce sujet a été communiqué par le gouvernement des Etats-Unis, depuis la date de la présentation du mémoire des Etats-Unis, en réponse à une demande faite par l'agent britannique en vertu de l'article IV du traité du 29 février 1892. Cette correspondance est imprimée dans l'appendice du présent contre-mémoire.

Elle prouve clairement que Pigott a fréquenté la Mer de Behring de 1819 à 1822, et qu'il a fait plus d'une visite à Kamtchatka en 1819. Il était un de ce grand nombre de commerçants qui avaient visité des endroits des deux côtés de la Mer de Behring ; il avait étendu ses opérations commerciales sur la côte américaine jus-qu'au détroit de Kotzebue, au nord du Déroit de Behring. Voici quelques extraits tirés de cette correspondance.

Les passages suivants figurent dans un rapport adressé, probablement de Sitka, à la Compagnie Russe-Américaine, au mois de janvier 1821 :

« Le 29 septembre [1820], le brick américain « Pedlar » est arrivé à ce port. Son capitaine est Meek, dont le frère vous est bien connu. M. Pigott, que vous connaissez bien, se trouvait à bord. Il était ou le subrécargue ou l'armateur du navire puisqu'il avait la surveillance de la cargaison, et puisqu'il dirigeait les mouvements du navire. Il avait fait le voyage de Kamtchatka en dix-huit jours.

« Il se trouvait alors dans la rade deux bâtiments de guerre, et ce fait m'a donné de fréquentes occasions pour rencontrer Pigott, car il connaissait les officiers des deux bâtiments. Ils s'étaient rencontrés au-delà du Déroit de Behring, dans le Déroit de Kotzebue, et leurs navires y avaient mouillé l'un à côté de l'autre. Il disait, avec hésitation, qu'il y faisait alors le commerce.

« Je dois avouer que j'avais tort quand j'écrivais à Michel Michailovitch qu'un seul bâtiment de guerre suffirait pour mettre fin à ce trafic. A dire la vérité, je savais bien que j'avais tort ; mais je craignais l'arrivée de toute une escadre, ou, au moins, de deux frégates. Cela m'a fait peur, comme administrateur des colonies américaines, et comme Russe. Ils auraient mangé toutes nos provisions, et auraient fait dépenser à l'Empereur de fortes sommes, sans faire beaucoup de bien.

« Comment une seule frégate pourrait-elle mettre fin à ce trafic sur nos côtes, qui abondent en détroits et en ports excellents, et que ces Américains connaissent si bien qu'on pourrait les appeler les pilotes de ces côtes ? Ils seront toujours en bons termes avec les indigènes.... »

Le 1^{er} février 1820, le gouverneur-général de la Sibérie adressa au Comte de Nesselrode, Secrétaire d'Etat, une lettre qui contenait les passages suivants :

« 1. Nous n'ignorons pas que la Compagnie Américaine se plaint de ce que des citoyens des Etats-Unis font le commerce de troc dans ses établissements, et qu'ils fournissent des armes à feu aux indigènes. Ces plaintes sont bien fondées, mais il n'y a rien à faire. Ce serait en vain qu'on inviterait le gouvernement des Etats-Unis à empêcher ce commerce ; les règles commerciales des Etats-Unis ne permettent pas au gouvernement d'intervenir dans un cas semblable. Il n'y a qu'une chose à faire : que la compagnie tâche d'améliorer les défenses des principaux endroits des colonies, et que le gouvernement ne favorise au moins pas ce commerce étranger. Or, il est certain qu'on le favoriserait beaucoup en permettant l'établissement d'une pêcherie de la baleine sur les côtes est de la Sibérie. L'établissement d'une pêcherie de la baleine serait un prétexte et un encouragement pour le commerce étranger.

« 2. Quoique l'industrie des fourrures de Kamtchatka et d'Okhotsk soit tombée en décadence, pour diverses causes, et qu'elle n'ait plus aucune importance, le commerce actuel, et son avenir, sont, néanmoins, entre les mains des commerçants russes. Si on établissait sur la côte une industrie confiée aux étrangers, il est certain que le commerce entier

passerait entre leurs mains. Dans ce pays désert, il est impossible d'établir une surveillance effective ; et, d'ailleurs, comment empêcher l'importation de l'eau-de-vie, du rhum, etc. ?

« 4. M. Riccord dit, dans sa lettre, que nos forces sont si peu nombreuses dans cette partie du monde, qu'il serait impossible d'empêcher les étrangers de pêcher la baleine. D'abord, nous ne sommes, peut-être, pas aussi faibles qu'il le suppose. Il est possible que l'apparition, de temps en temps, d'un seul navire bien armé suffirait pour effrayer, et pour disperser, tous ces baleiniers. D'ailleurs, s'il leur est possible de s'emparer de cette industrie par force, pourquoi admettre cette force par un accord formel ? »

L'extrait suivant, tiré d'une lettre au sujet de Pigott, adressée par le conseil de l'administration de la Compagnie Russe-Américaine au capitaine Muravieff, administrateur en chef des colonies russes-américaines, n'est pas sans intérêt :

« 28 février 1822.

« Le Conseil avait été informé que le capitaine Pigott, qui était à Kamtchatka, avait l'intention de se rendre dans nos colonies, et votre dépêche n° 8, du 18 janvier 1821, a confirmé la supposition du conseil que cette personne se proposait de visiter des eaux appartenant à la Russie. Comme vous venez de le rapporter, il a été forcé par le mauvais temps de vous faire une visite. Vous avez fait bien de l'assister. Il est certain, cependant, qu'il ne serait jamais venu à Novo Arkhangelsk, s'il n'avait pas été forcé à entrer dans ce port ; son intention était de ramasser des fourrures secrètement en d'autres endroits. C'était pour cela, et voulant prendre pied dans les îles Aléoutiennes, ou dans les îles septentrionales situées du côté du Détroit de Behring, afin de pouvoir mieux poursuivre ses opérations, qu'il a fait les propositions que vous connaissez à l'égard de la pêche de la baleine et d'autres poissons, laquelle il prétendait vouloir exploiter pour le bien du Kamtchatka et d'Okhotsk. En attendant, il vient de demander de Dobello, l'ami de M. Riccord, la permission de faire le commerce avec les Tchuktches (sur la côte nord de l'Asie) et de battre pavillon russe pendant qu'il est ainsi occupé. »

Dans le mémoire présenté par les Etats-Unis, plusieurs passages tirés de la correspondance de la Compagnie Russe-Américaine sont cités comme preuve que la Russie avait réclamé une juridiction maritime. Nous allons montrer que les soi-disant preuves consistent entièrement en passages qui n'existent pas dans les documents originaux, et qui ont été intercalés.

Les citations sont données ci-dessous. Les passages intercalés, sont soulignés et placés entre crochets.

Aux pages 43 et 44, les Etats-Unis citent, à l'appui de leurs arguments, les extraits suivants d'une lettre adressée, sous la date du 9 avril 1820, par le ministre des finances russe au ministre de la marine russe :

« Il semble être absolument nécessaire dans l'intérêt de la conservation de notre souveraineté dans la partie nord-est de l'Amérique « et dans les îles et dans les eaux situées entre les îles » d'y maintenir toujours deux navires de la flotte impériale. »

Le Ministre propose ensuite d'envoyer pendant l'année courante deux navires, dont l'un croiserait à l'ouest et au nord de Sitka ; puis, selon le mémoire des Etats-Unis, la lettre continue dans les termes suivants :

« Le commandant.... après avoir visité avec soin les côtes des îles Aléoutiennes, la côte du Kamtchatka, les îles Kuriles « et les eaux intermédiaires » peut retourner au port de Pétopavlovsk pour y passer l'hiver.

L'autre navire (partant de Pétropavlovsk), après avoir visité la côte orientale de la Péninsule de Kamtchatka jusqu'au 6.^o de latitude nord, et la côte occidentale de l'Amérique depuis ce parallèle jusqu'à l'île d'Ounalaska, « et les eaux intermédiaires (mer de Behring) », devra se rendre à Kadiak, et de là à Sitka, pour y passer l'hiver. Ces deux navires armés croiseront dans les localités qui viennent d'être nommées, afin de protéger nos colonies « et d'exclure tout navire étranger occupé à faire un trafic ou à « exploiter une industrie au préjudice des intérêts de la compagnie russe, « et à ceux des habitants indigènes de ces régions. »

A la page 46 est donné l'extrait suivant d'une lettre adressée, le 10 avril 1820, au conseil d'administration de la Compagnie Russe-Américaine par le ministre des finances :

« Le gouvernement ayant, dans l'intérêt de la Compagnie Américaine, exclu tous les étrangers du Kamtchatka et d'Okhotsk, et leur ayant défendu de s'occuper du commerce « et de chasser et de pêcher dans toutes « les eaux de la Sibérie Orientale », il s'attend à ce que la compagnie, de son côté, se charge de la responsabilité de fournir à ces régions tous les nécessaires de la vie....

« En conclusion, Sa Majesté l'Empereur, afin d'éviter à l'avenir des « complications semblables, a décidé qu'aucun accord qui donnerait à des « navires ou à des sujets étrangers libre accès aux eaux adjacentes aux « côtes des colonies russes, ou limitées par ces côtes, ou qui leur permet-
« trait d'y naviguer pour les fins du commerce, ne serait approuvé par le « gouvernement impérial. »

A la page 47, encore, on trouve la citation suivante d'une lettre adressée, le 23 avril 1820, à l'administrateur en chef des colonies à Sitka, par le conseil d'administration :

« ... Comme commandeur de toutes nos colonies, vous devez agir selon la volonté de notre haut protecteur. Vous allez donc défendre à tous les étrangers, sans distinction, d'avoir des relations, ou de faire le commerce, avec des habitants indigènes, « ou de visiter les eaux, fréquentées « par les loutres marines et les phoques à fourrure, sur lesquelles nos « opérations s'étendent », sous les peines les plus sévères, y compris la confiscation des navires et la détention des équipages engagés dans ce trafic illégal. Vous devez procéder avec la plus grande sévérité dans les cas où des étrangers auraient vendu aux indigènes des armes, de la poudre ou du plomb. « Il est nécessaire de leur faire comprendre que leur présence dans « nos eaux est contraire à nos lois, et qu' » ils ne seront, dans aucun cas, admis dans un port, à moins que vous ne soyez convaincu, ou que vos subordonnés ne soient convaincus, que des vies humaines sont en danger. En un mot, vous devez agir en plein accord avec les vues du gouvernement impérial « et défendre contre tous les intrus le domaine terrestre et « maritime qui nous a été concédé par la grâce de l'Empereur, et qui est « essentiel à notre existence et à notre prospérité extérieures ». Vous ne perdrez pas de temps à communiquer ces instructions à vos officiers subordonnés, afin qu'ils leur servent de guide dans leurs relations avec les étrangers. Vous aurez soin, en particulier, d'en faire part aux commandants des vaisseaux qui naviguent dans nos eaux, « afin qu'ils puissent « chasser les étrangers intrus. »

Aux pages 40, 41 et 42, on trouve des citations tirées de trois autres lettres, datées respectivement le 31 mars 1821, le 20 septembre 1821 et le 28 février 1822, savoir :

« . . . Les principes sur lesquels sont basées les mesures prises par le gouvernement devront aussi être appliqués à votre manière de procéder avec les étrangers qui pourraient visiter nos colonies » et vous emploierez toute la « force dont vous disposez pour les chasser de nos eaux.... »

« Cet acte précieux à la main, il vous sera possible de prendre une nouvelle position, et de vous opposer avec fermeté à toutes les tentatives des étrangers pour empiéter sur nos droits et nos privilèges. Sa Majesté Impériale ne veut pas qu'on nous laisse seuls à défendre la terre et les eaux sur lesquelles nos privilèges exclusifs s'étendent. On a donné à une escadre de bâtiments de guerre l'ordre de s'apprêter à croiser le long des côtes nord-est de l'Asie et des côtes nord-ouest de l'Amérique.

« Il vous est maintenant possible de faire valoir nos droits, et de chasser de nos eaux et de nos ports les intrus qui menacent de rendre inefficaces les bienfaits et les dons que Sa Majesté impériale a bien voulu accorder à notre compagnie. »

« Quant aux phoques à fourrure, puisque notre gracieux souverain a bien voulu affermir de sa forte main notre juridiction et nos droits exclusifs dans ces eaux, nous pouvons bien réduire le nombre de phoques à tuer annuellement, et attendre l'accroissement naturel qui résultera de cette mesure, accroissement qui nous assurera à l'avenir un rendement abondant. »

Une lettre adressée le 3 août 1820, à l'administrateur en chef par le conseil d'administration, n'est pas citée dans le mémoire des Etats-Unis, mais elle est imprimée à l'appendice. En voici un extrait :

« Vous observerez. . . que nous n'approuvons pas les rapports avec les étrangers « ni l'admission des étrangers dans les limites de nos possessions », excepté « n cas de nécessité absolue. Nous avons presque toujours eu à constater des pertes considérables comme résultat de ces rapports » et la seule présence des étrangers dans nos eaux est devenue « une question capitale de laquelle dépend l'existence même de la Compagnie. »

Des instructions adressées par la Compagnie Russe-Américaine à son comptoir de Kadiak, sous la date du 3 août 1820, sont annexées à la lettre précitée. Cet annexe n'est pas cité dans le mémoire américain, mais il est imprimé à l'appendice. Il contient le passage suivant :

« Feu Banaroff avait souvent reçu des instructions de s'abstenir autant que possible de toute communication avec les étrangers qui visitaient nos colonies.... « afin de conserver intacts nos précieux privilèges dans les eaux dans lesquelles s'étendent notre commerce et notre industrie », nous pouvons bien nous passer des articles de luxe que les étrangers veulent nous vendre. »

Il ne faut pas oublier que les passages placés entre crochets n'existent pas dans les documents originaux. Ces originaux, quand on les lit sans les passages intercalés, loin de fournir la preuve de ce que le gouvernement russe réclamait un droit de domaine sur la Mer de Behring, réfutent cette allégation, et démontrent clairement que ce gouvernement ne se souciait que de protéger le commerce sur la côte.

Quand on se rappelle la position des auteurs et des destinataires de ces lettres, il devient clair, non seulement que les étrangers en nombre considérable ont fréquenté la Mer de Behring, mais encore que la Russie et la Compagnie Russe-Américaine ont reconnu l'impossibilité de les en empê-

cher, et que toute surveillance devait se borner strictement à la juridiction territoriale ordinaire.

Il n'y a, en outre, rien qui indique que des mesures aient été prises à la suite des instructions émises par le conseil d'administration de la compagnie, afin d'empêcher les étrangers de faire le commerce dans la Mer de Behring.

Il est donné de soutenir que les propositions formulées à la page 38 du mémoire britannique, quant à l'usage des eaux de la mer de Behring jusqu'à 1821, et appuyées par les preuves citées dans ce mémoire, n'ont pas été réfutées par les faits et les arguments présentés dans le mémoire des États-Unis ; il ressort, au contraire, du nouvel examen qui vient d'être fait de ce sujet, que la Russie n'a, jusqu'en 1821, ni réclamé, ni exercé des droits exclusifs vis-à-vis des autres nations, dans les eaux non-territoriales du Pacifique du Nord, y compris l'étendue d'eau aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring.

CHAPITRE II.

TITRE (B). — *L'Oukase de 1821, et les circonstances qui s'y rattachent, jusqu'à l'intervention des traités de 1824 et 1825.*

ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS.

1. Mémoire des États-Unis, p. 49 : « Il est donc démontré par les citations qui viennent d'être faites que l'Oukase de 1821, en tant que cet édit avait trait aux côtes et aux eaux de la Mer de Behring, énonçait des droits préexistants de juridiction commerciale, et qui y avaient été appliqués depuis nombre d'années. »

2. Mémoire des États-Unis, p. 50 : « Ce ne fut que lorsque l'Oukase de 1821 prétendit étendre la juridiction de la Russie sur le continent américain vers le sud et jusqu'au parallèle du 51° de latitude nord, et placer les côtes et les eaux de l'océan dans cette région sous l'autorité exclusive de la Compagnie Russe-Américaine, que les gouvernements des États-Unis et de la Grande Bretagne firent d'énergiques protestations. Il ressort de la correspondance à laquelle les protestations donnèrent lieu, qu'elles furent évoquées par la réclamation d'une juridiction sur une grande partie de l'Océan Pacifique (en opposition à la Mer de Behring) et par les prétentions irréconciliables des trois nations à la côte sur laquelle la Russie cherchait à étendre un domaine exclusif. »

3. Mémoire des États-Unis, p. 56 : « Aucune mention n'est faite de la Mer de Behring, ni dans les protestations, ni dans les négociations, ni dans les traités. »

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Si on écarte les passages intercalés, les citations auxquelles fait allusion l'allégation (1) ne contiennent aucun indice de la revendication d'une juridiction exclusive sur les côtes et les eaux de la Mer de Behring.

Dans toutes les protestations et négociations qui ont abouti aux traités de 1824 et 1825, n'était question que d'un seul espace de mer, celui défini dans l'Oukase de 1821. L'absence de toute allusion à la Mer de Behring sous un nom distinctif prouve que cette mer n'était séparée d'aucun point de vue du reste de l'étendue en question.

Dans toutes les protestations et négociations, la Mer de Behring était comprise sous la désignation « Océan Pacifique » ; et toute la côte occidentale de l'Amérique, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, était comprise sous la désignation de « côte nord-ouest. »

La prétention de la Russie à la juridiction maritime était celle qui donna lieu aux protestations les plus vigoureuses de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis, et c'est la clause par laquelle cette prétention fut abandonnée qui occupe la première place dans les deux traités.

Les « citations qui viennent d'être faites », mentionnées dans l'allégation (1) comme prouvant que l'Oukase de 1821, en tant qu'il avait trait aux côtes et aux eaux de la Mer de Behring, énonçait des droits préexis-

tants, ont été examinées dans la dernière partie du chapitre précédent. Les documents cités sont des lettres datées respectivement des 9, 10 et 23 avril 1820, du 31 mars et du 20 septembre 1821, et du 28 février 1822. Il ressort de l'examen des traductions correctes, que les documents originaux ne contiennent absolument rien à l'appui de cette allégation.

Nous avons déjà fait observer que la présence d'étrangers dans les possessions russes étant la principale cause et la justification de la promulgation de l'Oukase, et par suite, sans doute, des plaintes faites à ce sujet, l'Oukase défendit aux étrangers de s'approcher à une distance de moins de 100 milles de toute la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord.

Les termes de l'Oukase ne fournissent aucun indice de la prétendue distinction entre les côtes et les eaux de la Mer de Behring, et des autres mers. Cet Oukase, comme celui de 1799, revendique un droit à toute la côte spécifiée, et considère toute la côte comme étant sujette à la même juridiction.

Voici les termes de l'Oukase :

« L'exercice du commerce, de la chasse de la baleine et de la pêche, et de toute autre industrie, sur toutes les îles, et dans les ports et golfes, de la côte nord-ouest de l'Amérique depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, et depuis les îles Aléoutes jusqu'à la côte orientale de la Sibérie, de même que le long des îles Kuriles, depuis le Détroit de Behring jusqu'au cap sud de l'île d'Urup, c'est-à-dire jusqu'au 45° 50' de latitude nord, est réservé exclusivement aux sujets russes. »

Dans la lettre, datée du 31 octobre 1821, et adressée au Marquis de Londonderry par le Baron de Nicolay, dans laquelle cet Oukase a été communiqué officiellement au gouvernement britannique, la mer située entre les côtes ainsi définies est désignée comme « cette partie de l'Océan Pacifique que bordent nos possessions en Amérique et en Asie. »

Le Baron de Nicolay dit en terminant :

« Les officiers commandant les bâtiments de guerre russes destinés à veiller dans l'Océan Pacifique au maintien des dispositions susmentionnées, ont reçu l'ordre de les mettre en vigueur à l'égard des navires étrangers sortis d'un port d'Europe après le 1^{er} mars 1822, ou des Etats-Unis après le 1^{er} juillet. A partir de ces dates, aucun navire ne pourra légalement prétexter ignorance du nouveau règlement. »

Il est difficile de comprendre pourquoi il est dit, dans le mémoire des Etats-Unis, que la Mer de Behring n'est mentionnée, ni dans les protestations, ni dans les négociations, ni dans les traités. L'absence de toute allusion à la Mer de Behring sous un nom distinctif pendant le cours des négociations terminées en 1824 et 1825 fournit une preuve convaincante à l'appui du raisonnement du gouvernement de Sa Majesté. La cause de ce silence saute aux yeux. Il s'agissait, dans cette controverse, de l'étendue entière visée par l'Oukase, et la partie de l'Océan Pacifique située au nord des îles Aléoutiennes ne se distinguait pas de la partie située au sud de ces îles. Si on entendait faire cette distinction, on l'aurait mentionnée plus d'une fois; et si les eaux de la Mer de Behring devaient recevoir un traitement exceptionnel, on n'aurait pas manqué de formuler une clause spéciale à cette fin.

Par rapport à ce point, nous appelons l'attention sur le chapitre II du mémoire britannique, et sur la correspondance imprimée dans l'appendice du même mémoire.

L'Oukase du 4 septembre 1821, qui a donné lieu à ces protestations, négociations et traités, réclamait le droit exclusif de l'exercice du commerce, de la chasse de la baleine, et de la pêche dans toutes les îles, et dans les ports et golfes, de toute la côte du nord-ouest de l'Amérique depuis le détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord, et des îles Aléoutiennes.

M. de Poletica prétend, dans la lettre qu'il a adressée à M. Adams, sous la date du 28 février 1822 :

« Que les possessions russes dans l'Océan Pacifique s'étendent sur la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le Déroit de Behring jusqu'au 51° degré de latitude septentrionale, et sur la côte opposée de l'Asie et sur les îles adjacentes, depuis le même déroit jusqu'au 45°. L'espace de mer dont ces possessions forment les limites, réunit toutes les conditions qui se rattachent ordinairement à des mers fermées, et le gouvernement russe pourrait, par conséquent, se croire autorisé à exercer sur cette mer des droits de souveraineté, et nommément celui d'en interdire l'approche aux étrangers. Mais il a préféré ne s'appuyer que sur ses droits essentiels, sans se prévaloir d'aucun avantage géographique. »

M. Poletica prétend que les eaux ainsi limitées sont des « mers fermées ». Dans toute cette correspondance, il s'agit de ces mêmes limites, soit expressément, soit implicitement (1).

Ainsi M. Adams dit, dans la lettre qu'il adressa, le 22 juillet 1823, à M. Middleton, que :

« Les prétentions du gouvernement impérial embrassent la juridiction territoriale exclusive depuis le 45° degré de latitude nord sur la côte asiatique, jusqu'au 51° degré de latitude nord sur la côte occidentale du continent américain. Le gouvernement russe s'arroge le droit d'interdire à toute autre nation la navigation et la pêche à une distance de 100 milles de la côte. Les Etats-Unis ne sauraient admettre aucune de ces prétentions. Leur droit de navigation et de pêche est absolu. Ils ont exercé ce droit dès la paix de 1783, et dans toute l'étendue de l'océan du sud, avec les seules exceptions et exclusions ordinaires des juridictions territoriales, lesquelles, en ce qui concerne la Russie, sont bornées à certaines îles situées au nord du 55° de latitude, et n'ont pas de validité sur le continent américain. »

Le mémoire de M. Middleton, daté du 1^{er} (13) décembre 1823, qui contient le passage suivant, démontre clairement quelle était son opinion au sujet de cet Oukase, qui prétendait même fermer le Déroit de Behring.

« L'Oukase va même jusqu'à fermer un déroit qui n'a jamais été fermé jusqu'ici, et qui est à présent l'objet principal de découvertes pleines d'in-

(1) Voir, en particulier, dans la correspondance entre la Russie et les Etats Unis :

M. de Poletica à M. Adams, 2 avril 1822.

M. Adams à M. Middleton, 22 juillet 1823.

M. Adams à M. Rusch, 22 juillet 1823.

Mémoire de M. Middleton, 1^{er} décembre 1823.

Dans la correspondance entre la Grande-Bretagne et la Russie :

Baron de Nicolay au Marquis de Londonderry, 31 octobre 1821.

Comte de Nesselrode au Comte de Lieven 7 octobre 1821.

Messieurs F. Enderby et Mellish au Board of Trade 27 novembre 1821.

M. G. Canning au duc de Wellington, 27 septembre 1822.

Ship-owners' Society à M. G. Canning, 11 juin 1823.

M. Enderby au Board of Trade, 7 février 1824.

Et dans la correspondance à la Compagnie Russe-Américaine :

Ministre des Finances à la Compagnie Russe-Américaine, 18 juillet 1822.

Comte de Nesselrode à N. S. Mordvinof, 11 avril 1824.

térêt et d'avantages pour la science... L'application de droits territoriaux à une distance de 100 milles des côtes des deux continents, et la défense de s'approcher à la même distance de ces mêmes côtes et de celles de toutes les îles situées entre les deux continents, sont des innovations dans le droit international et des mesures sans précédents. »

Le 12 juillet 1824, M. G. Canning remit à Sir C. Bagot, Ambassadeur de Sa Majesté à Saint-Petersbourg, un projet de convention qu'il était autorisé à signer.

Ce projet contenait les dispositions suivantes :

« Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, désirant resserrer les liens d'amitié et de bonne intelligence qui les unissent, moyennant un accord qui réglerait, sur le principe d'une convenance réciproque, différents points relatifs au commerce, à la navigation et aux pêcheries de leurs sujets sur l'Océan Pacifique, ainsi que les limites de leurs possessions et établissements sur la côte nord-ouest de l'Amérique; leurs dites Majestés ont nommé des plénipotentiaires pour conclure une convention à cet effet, savoir :

« Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, etc., etc., etc ;

« Et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, etc., etc., etc. ;

« Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — « Il est convenu entre les hautes parties contractantes que leurs sujets respectifs navigueront librement dans toute l'étendue de l'Océan Pacifique, y compris la mer au dedans du Déroit de Behring, et ne seront point troublés ni molestés en exerçant leur commerce et leurs pêcheries, dans toutes les parties du dit océan, tant au nord qu'au sud.

« Bien entendu, que la dite liberté de pêche ne sera exercée par les sujets de l'une des deux puissances qu'à la distance de 2 lieues maritimes des possessions respectives de l'autre.

« Art. 2. — La ligne séparative entre les possessions des deux hautes parties contractantes sur le continent et les îles de l'Amérique du nord-ouest, sera tracée de la manière suivante :

« En commençant des deux points de l'île dite du Prince de Galles, qui en forment l'extrémité méridionale, lesquels points sont situés sous le parallèle de 54°40', et entre le 131° et 133° degré de longitude ouest (méridien de Greenwich), la ligne de la frontière, entre les possessions britannique et russe, remontera, au nord, par la passe dite le Portland Channel jusqu'à ce qu'elle touche à la côte de la terre ferme située au 56° degré de latitude nord. De ce point, elle suivra cette côte, parallèlement à ses sinuosités, et sous ou dans la base vers la mer des montagnes qui la bordent, jusqu'au 139° degré de longitude ouest du dit méridien. Et de là, la susdite ligne méridionale 139° degré de longitude ouest, en sa prolongation jusqu'à la Mer Glaciale, formera la limite des possessions britanniques et russes, sur le dit continent de l'Amérique du nord-ouest.

« Art. III. — Il est convenu néanmoins, par rapport aux stipulations de l'article précédent :

« 1. Que la susdite lisière de côte sur le continent de l'Amérique, formant la limite des possessions russes, ne doit, en aucun cas, s'étendre en

largeur depuis la mer vers l'intérieur, au-delà de la distance de lieues maritimes, à quelque distance que seront les susdites montagnes.

« 2. Que les sujets britanniques navigueront et commerceront librement à perpétuité sur la dite lisière de côte et sur celle des îles qui l'avoisinent.

« 3. Que la navigation et le commerce des fleuves du continent traversant cette lisière, seront libres aux sujets britanniques, tant à ceux habitant ou fréquentant l'intérieur de ce continent, qu'à ceux qui aborderont ces parages du côté de l'Océan Pacifique.

« Art. 4. — Le port de Sitka, ou Novo Archangelsk, sera et restera à jamais ouvert au commerce des sujets de Sa Majesté Britannique.

« Art. 5. — Par rapport aux autres parties des côtes du continent de l'Amérique du nord-ouest, et des îles qui l'avoisinent, appartenantes à l'une et à l'autre des deux hautes parties contractantes, il est convenu que, pendant l'espace de dix ans à compter du avril 1824, leurs vaisseaux respectifs, et ceux de leurs sujets, pourront réciproquement fréquenter, sans entrave, les golfes, havres et criques des dites côtes, dans des endroits non déjà occupés, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays.

« Bien entendu :

« 1. Que partout où il se trouve un établissement de l'une des hautes parties contractantes, les sujets de l'autre ne pourront y aborder, sans la permission du commandant ou autre préposé de cet endroit, à moins qu'ils n'y soient forcés par tempêtes ou quelque autre accident.

« 2. Que la dite liberté de commerce ne comprendra point celui des liqueurs spiritueuses, ni des armes à feu, des armes blanches, de la poudre à canon, ou d'autres espèces de munitions de guerre. Tous lesquels articles les deux puissances s'engagent réciproquement de ne point laisser vendre ni transférer, en manière quelconque, aux indigènes de ces pays. »

Ce premier projet de convention accordait donc aux sujets des deux puissances, en vertu de l'article 1^{er}, le droit de naviguer :

« Librement dans toute l'étendue de l'Océan Pacifique, y compris la mer au dedans du Déroit dit de Behring. »

Il fut suggéré par le comte de Liéven, dans le mémoire qu'il communiqua à M. G. Canning, au mois de juillet 1824, que le gouvernement impérial pourrait hésiter à accepter cette stipulation :

« Sans en modifier l'énoncé actuel pour ne point exposer les côtes de ses possessions asiatiques dans la Mer Glaciale aux inconvénients qui pourraient naître de la visite des Bâtimens étrangers. »

Il est évident que cette objection se rapportait entièrement au Déroit de Behring et aux possessions asiatiques de la Russie situées au delà de ce déroit, et non pas à la Mer de Behring.

Le 24 juillet 1824, M. Canning écrit, à propos de l'objection faite par le Comte de Liéven :

« Il n'est point irrationnel de supposer que la puissance qui a pensé faire une mer fermée de l'Océan Pacifique soit disposée à revêtir du même caractère le déroit situé entre deux côtes dont elle est devenue le propriétaire reconnu; mais la clôture du Déroit de Behring, ou la faculté de le fermer dans l'avenir, amènerait un état de choses que l'Angleterre ne pourrait tolérer. Nous ne pourrions pas, non plus, nous laisser exclure, soit directement, soit indirectement, d'une mer où la science et le génie de nos marins ont été engagés et sont toujours engagés dans des entreprises

auxquelles non seulement la Grande-Bretagne mais le monde civilisé est intéressé. »

Comment croire que M. Canning aurait concédé à la Russie le droit d'exclure les navires des eaux non-territoriales de la Mer de Behring, au moment même où il s'opposait à la fermeture du Détroit de Behring et de la Mer Glaciale ?

Au mois d'août 1824, les plénipotentiaires russes remirent à Sir C. Bagot un contre-projet, qui contenait les articles suivants :

« Art. 5. — Les hautes puissances contractantes stipulent en outre que leurs sujets respectifs navigueront librement sur toute l'étendue de l'Océan Pacifique, tant au nord qu'au sud, sans entrave quelconque, et qu'ils jouiront du droit de pêche en haute mer, mais que ce droit ne pourra jamais être exercé qu'à la distance de 2 lieues marines des côtes ou possessions, soit russes, soit britanniques.

« Art. 6. — Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, voulant même donner une preuve particulière de ses égards pour les intérêts des sujets de Sa Majesté Britannique et rendre plus utile le succès des entreprises, qui auraient pour résultat de découvrir un passage au nord du continent Américain, consent à ce que la liberté de navigation mentionnée en l'article précédent s'étende, sous les mêmes conditions, au Détroit de Behring et à la mer située au nord de ce détroit. »

Les négociations furent cependant interrompues, par suite d'un manque total d'accord sur certains points, comme le rapporte Sir C. Bagot.

Un des points sur lesquels les Plénipotentiaires russes refusaient de céder, était la stipulation formulée à l'article 5 du projet britannique, en tant qu'elle permettait aux sujets britanniques de visiter, pendant une certaine période, les golfes, havres et criques dans des endroits non encore occupés de la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le 60° de latitude nord jusqu'au Détroit de Behring. Ils déclaraient que cette côte appartenait absolument et incontestablement à Sa Majesté Impériale en ajoutant qu'il n'était pas dans l'intention de S. M. I., de concéder à quelque puissance que ce fût, pour une période quelconque, le droit en question.

La stipulation concernant la liberté de navigation sur la haute mer, stipulation qui a été, plus tard, incorporée à l'art. I^{er} du traité, n'était cependant pas un des points sur lesquels il y avait manque d'accord ; et rien n'indique que les plénipotentiaires russes se soient opposés aux propositions du gouvernement britannique, pour le motif que la Russie possédait des droits exceptionnels sur les eaux non-territoriales de la Mer de Behring.

L'article 6 du contre-projet russe montre que la Russie ne prétendait pas exclure les navires étrangers des eaux situées au sud de la Mer Glaciale et du Détroit de Behring. Cet article porte que, comme concession, la Russie n'insiste pas pour le droit d'exclusion à l'égard de la Mer Glaciale et du Détroit de Behring ; mais l'article ne mentionne même pas la Mer de Behring.

A l'interruption des négociations, Sir C. Bagot rappela aux plénipotentiaires russes que les prétentions de la Russie à une juridiction maritime dans le Pacifique, prétentions qu'il avait espéré voir abandonner de la manière la plus simple et la moins désagréable, c'est-à-dire, en la cachant sous un rajustement général des questions en dispute, n'avaient, par suite de l'interruption des négociations, pas encore été retirées. Il ajouta que son

gouvernement serait probablement d'avis que cette question demanderait néanmoins d'être réglée.

Par rapport à l'article 6 du contre-projet, Sir C. Bagot écrit comme suit :

« Je fis entendre clairement aux plénipotentiaires russes que, dans mon opinion, il était peu probable que le Gouvernement de Sa Majesté, ou celui d'une autre puissance maritime quelconque, consentit à accepter la liberté de navigation dans le Détroit de Behring comme une concession de la part de la Russie. »

Le mémoire des Etats-Unis attache une grande importance à ce qu'après la conclusion du traité avec les Etats-Unis, et avant celle du traité avec la Grande-Bretagne, la Russie aurait cherché à donner au premier des deux traités une interprétation différente de celle que la Grande-Bretagne y attache aujourd'hui. Cette interprétation se trouve dans le rapport, daté du 21 juillet 1824, d'une commission spéciale, composée de fonctionnaires russes, et chargée de considérer certaines questions soulevées par la Compagnie Russe-Américaine relativement au traité.

Ce document a été reproduit pour la première fois dans le mémoire des Etats-Unis. Il n'est dans aucun sens un document international et les questions posées par la Compagnie Russe-Américaine, auxquelles il répond, ne sont pas données.

La traduction citée dans le mémoire des Etats-Unis renferme des inexactitudes d'une grande importance. Voici le texte de cette traduction. Les mots placés entre crochets sont intercalés :

« 7. Que, puisque la souveraineté de la Russie sur les côtes de la Sibérie « et de l'Amérique » ainsi que sur les îles Aléoutiennes « et les mers « intermédiaires » a été reconnue depuis longtemps par toutes les puissances, il n'est pas possible que les articles de la convention précitée se rapportent à ces côtes, îles « et mers », cette convention n'ayant trait qu'au territoire disputé sur la côte nord-ouest de l'Amérique et dans les îles adjacentes ; et que la Russie, pleinement convaincue de son droit incontesté, a fondé, il y a longtemps, des établissements permanents sur la côte de la Sibérie et dans la chaîne des îles Aléoutiennes ; par conséquent, les sujets américains ne pourraient pas, en vertu de l'article 2 de la convention du 5 avril (17) avril, aborder sur la côte ou faire la chasse ou la pêche sans la permission de nos commandants ou gouverneurs. Ces côtes de la Sibérie et des îles Aléoutiennes ne sont pas baignées par l'Océan du Sud ou Pacifique, mentionné dans l'article 1^{er} de la convention, mais par la Mer Glaciale et les Mers de Kamtchatka et d'Okhotsk, mers qui, selon toutes les cartes authentiques et toutes les géographies, ne font pas partie de l'Océan du Sud ou Pacifique. »

On peut conclure de ce rapport que les deux points suivants avaient été soulevés par la Compagnie :

1. On croyait que l'article 1^{er} de la convention permettrait aux citoyens des Etats-Unis de visiter des endroits qui n'avaient pas encore été occupés sur la côte de la Sibérie et des îles Aléoutiennes, pour y trafiquer avec les indigènes.

2. La compagnie désirait limiter à la côte située au sud du Détroit de Cross le droit de pêcher et de faire le commerce, concédé aux Etats-Unis pour une période de dix ans en vertu de l'article 4.

Pour remédier à l'état de choses indiqué au point (1), on a employé dans

ce rapport, et cela pour la première fois, l'argument que la Mer de Behring ne faisait pas partie de l'Océan Pacifique ou Mer du Sud.

Quant au second point, la Commission exprima l'opinion, que la Baie de Yakutat ou de Behring était située :

« Sous une latitude (59° 30' nord) où les droits de la Russie n'ont jamais été contestés, et que cette circonstance importante nous permet d'appliquer à cette baie la déclaration générale qui a été faite au sujet des îles aléoutiennes et des autres endroits septentrionaux. »

Quant au Détroit de Cross, la commission était d'avis que :

« Puisqu'il est situé sous le 57° de latitude nord, soit entre les limites des îles et des régions où le droit de souveraineté de la Russie a été contesté, il n'est pas possible d'appliquer la même règle à ce détroit. »

Le gouvernement russe suivit la recommandation de la commission, et envoya au Baron de Tuijl, ministre russe à Washington, l'instruction de proposer à M. Adams que le détroit de Cross formât la limite nord de la région dans laquelle les citoyens des Etats-Unis jouiraient du droit de pêche et de commerce pendant la période stipulée de dix ans.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas communiqué à celui de Sa Majesté les instructions données au Baron de Tuijl par le gouvernement russe, ni les dépêches adressées par le Baron à son gouvernement. Les dépêches dans lesquelles il rapporta le résultat de ces négociations n'ont pas non plus été communiquées. L'historique suivant de ce qui s'est passé entre le Baron de Tuijl et M. Adams est tiré de ce dernier :

« Lundi le 6. — Le Baron de Tuijl, ministre russe, m'a adressé une note dans laquelle il demandait une entrevue immédiate, à cause des instructions qu'il a reçues hier de sa Cour. Il est venu, et m'ayant fait entendre qu'il éprouvait quelque difficulté à remplir ses instructions, il a dit que la Compagnie Russe-Américaine avait jeté des hauts cris en apprenant les termes de la convention au sujet de la côte nord-ouest conclue en juin dernier par M. Middleton, et qu'en exerçant son influence elle avait persuadé à son gouvernement de lui envoyer des instructions se rapportant à deux points. Le premier était qu'à l'échange des ratifications de la convention, il devait délivrer une note explicative qui porterait que le gouvernement russe n'entendait pas que la convention donnerait aux citoyens des Etats-Unis la liberté de faire le commerce sur la côte de la Sibérie et dans les Îles Aléoutiennes. L'autre point était qu'il devait proposer la modification de la convention de façon à défendre à nos navires de faire le commerce sur la côte nord-ouest au nord du 57° de latitude. Il m'a remis une minute qui se rapportait au premier de ces points.

« Je lui ai répondu que nous serions prêts à faire notre possible pour entrer dans les vues de son gouvernement, mais que le seul moyen de modifier une convention était d'en faire une nouvelle, et que l'interprétation d'une convention, une fois conclue, était l'affaire d'autres départements du gouvernement, pour lesquels l'exécutif n'était pas autorisé à parler; que si, à l'échange des ratifications, il me délivrait une note du même contenu que celle qu'il venait de me communiquer d'une manière informelle, je lui donnerais cette réponse, que chez nous l'interprétation des traités est du ressort des tribunaux (et que l'exécutif, même s'il était prêt à accepter l'interprétation que le Baron disait être celle du gouverne-

ment russe, ne saurait répondre pour les tribunaux, ni pour la nation) (1). J'ai ajouté que la convention serait immédiatement présentée au Sénat, et que toute communication qui pourrait être faite de la part du gouvernement russe avant ou à l'échange des ratifications, et qui se rapporterait à l'interprétation de la convention ou qui en modifierait la signification, devrait être présentée au Sénat, et ne pourrait avoir d'autre effet que de soulever des doutes, et peut-être de produire de l'hésitation dans cette assemblée, et ainsi de servir les desseins de ceux, si toutefois il y en avait, qui pourraient chercher à empêcher la ratification de la convention. Cette ratification était ardemment désirée par les deux gouvernements, non seulement parce qu'elle amènerait la solution d'une question difficile qui s'était élevée entre eux, mais aussi parce qu'elle tendait à resserrer les liens d'amitié qui les unissaient et qui étaient si avantageux aux deux pays, amis naturels dans la vraie signification de ces mots. S'il me permettait d'indiquer quelle serait, à mon avis, la meilleure manière de procéder, je lui donnerais le conseil d'attendre le moment de l'échange des ratifications, et de faire cet échange, purement et simplement; plus tard, si les instructions de son gouvernement étaient péremptoires, il pourrait présenter la note, à laquelle je répondrais dans les termes que je venais d'indiquer. C'était la seule réponse qu'il serait possible de lui donner. Mais si les instructions laissaient la matière à sa discrétion, il ferait mieux d'informer son gouvernement de l'état de choses existant ici, de notre entretien, et de la réponse que je serais obligé de donner s'il présentait la note. J'étais d'avis que sa cour déciderait alors qu'il ferait mieux de ne pas présenter la note. Des ennemis de la bonne entente entre les Etats-Unis et la Russie avaient inspiré des doutes au gouvernement russe. Nos commerçants n'allaient pas gêner les Russes sur la côte de la Sibérie ou au nord du 57° de latitude, et on ferait mieux de ne pas leur donner de semblables idées. Le gouvernement impérial devrait au moins attendre la mise en vigueur de la convention avant de faire des démarches ultérieures; et j'avais la certitude qu'il n'entendrait aucune plainte au sujet des effets de ce traité. Si des plaintes venaient à s'élever, ce serait alors le moment pour s'entendre au sujet de l'interprétation à donner aux dispositions de cet acte, ou à entamer des négociations pour les modifier; et, quelle que fût la personne qui se trouverait alors à la tête du gouvernement des Etats-Unis, il pourrait être sûr qu'on ferait de son mieux pour éloigner tout ce qui pourrait donner lieu à des plaintes, et pour satisfaire aux demandes bien fondées de l'Empereur.

« Le Baron dit que les mêmes idées lui étaient venues; qu'il avait fait cette démarche pour remplir les instructions qu'il avait reçues; mais qu'il n'ignorait ni la manière dont les différents pouvoirs étaient distribués par notre constitution, ni la circonstance que l'exécutif ne pouvait pas régler les questions de cette nature. Il attendrait donc l'échange des ratifications sans présenter sa note, en se réservant de décider ultérieurement s'il la présenterait peu de temps après la ratification, où s'il informerait son gouvernement de ce qu'il avait fait, en le priant de lui indiquer la conduite qu'il devait tenir. Il m'a donc prié de considérer ce qui s'était passé entre nous comme non avenu. J'y ai consenti volontiers, en donnant

(1) Ce passage ne paraît pas dans la citation faite par M. Blaine du journal de M. Adams (*Mémoire des Etats-Unis*, Appendice, vol. i, p. 277). Il est cependant important, parce qu'il indique que le gouvernement des Etats-Unis n'était pas disposé à accepter l'interprétation qu'on lui proposait.

l'assurance, comme je l'avais souvent fait, que le Président avait la plus grande confiance dans le Baron, et dans ses efforts pour resserrer les liens qui unissaient les deux pays. Je n'ai pas manqué d'informer le Président immédiatement de ce qui s'était passé à notre entretien, et il a exprimé son approbation de la détermination que le Baron avait finalement prise. »

Il ressort de cet historique des négociations qu'aucune note n'a été présentée par le Baron de Tuijl. Rien n'indique, en effet, qu'une note ait même été écrite. Le document communiqué par les Etats-Unis, soit-disant copie de la note, porte les mots « note explicative à présenter », et à ce qu'il paraît, n'est que la minute d'une note. Voici le texte de cette minute :

« Note explicative à présenter au gouvernement des Etats-Unis lors de l'échange des ratifications dans le but d'écarter d'autant plus sûrement tout motif de discussions futures, au moyen de laquelle note on reconnaîtrait positivement exceptées de la liberté de chasse, de pêche, et de commerce, stipulées en faveur des citoyens des Etats-Unis pour dix ans, « les îles Aléoutiennes, les côtes de la Sibérie, et engénéral les possessions russes sur la côte nord-ouest de l'Amérique jusqu'au 59° 30' de latitude « nord. »

« Il paraît que ceci n'est qu'une conséquence naturelle des stipulations arrêtées, car les « côtes de la Sibérie » sont baignées par la mer d'Ochotsk, la Mer de Kamtschatka, et la Mer Glaciale, et non par la Mer du Sud mentionnée dans l'article premier de la convention du 5 (17) avril. C'est aussi par la Mer de Kamtschatka ou l'Océan du Nord, que sont baignées les îles Aléoutiennes.

« L'intention de la Russie n'est point d'entraver la libre navigation de l'Océan Pacifique. Elle se bornerait à faire reconnaître comme bien entendu et placé à l'abri de toute espèce de doute le principe, que depuis le 59° 30' aucun vaisseau étranger ne pourrait approcher de ses côtes et ses îles, ni y faire la chasse ou la pêche qu'à la distance de deux lieues marines. Ce qui n'empêchera pas d'accueillir les bâtiments étrangers avariés ou battus par la tempête. »

Selon la dépêche de M. Blaine, datée du 17 décembre 1890, cette minute, ou mémoire, n'aurait pas été présenté au moment de l'échange des ratifications, mais aurait été communiqué quinze jours plus tard. Il ne semble pas qu'on en ait accusé réception, n'y qu'on y ait répondu. A ce qu'il paraît, toute l'affaire a procédé d'une manière informelle.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le Baron de Tuijl n'a suggéré, ni dans ce document, ni dans sa conversation avec M. Adams, que la Mer de Behring était fermée, or que son gouvernement réclamait la juridiction sur une étendue de cent milles des côtes. Sa prétention était que le « traité » ne touchait pas cette mer, et que les Etats-Unis n'y jouiraient que des droits ordinaires des nations indépendantes sur la haute mer. Quand il parle des bâtiments en détresse, il présume qu'il y aura des bâtiments ; et la distance de deux lieues est assignée comme limite de la juridiction territoriale.

Voici l'historique de cette transaction selon l'écrivain russe Tikhmé-nieff :

« La convention n'ayant pas encore été ratifiée, l'Empereur, sur la

représentation de la compagnie que cette partie de la convention à laquelle nous venons de faire allusion était préjudiciable aux intérêts de la compagnie, donna l'ordre d'ouvrir une enquête au moyen d'une commission spéciale. Dans le protocole de la commission, approuvé par l'Empereur, il a été déclaré, entre autres, que cette stipulation de la convention qui concédait aux citoyens des Etats-Unis le droit de pêcher dans les eaux de la colonie et de faire le commerce avec les habitants de la côte, ne devrait pas être entendue comme leur donnant le droit d'approcher de la côte de la Sibérie Orientale ou des îles Aléoutiennes et Kuriles, que les autres puissances avaient depuis longtemps reconnues comme étant le domaine exclusif de la Russie, et que cette stipulation n'était applicable qu'au territoire disputé sur la côte nord-ouest de l'Amérique entre le 54° 40' et le 57°.

« Vu cette déclaration, le chef du ministère des affaires étrangères et la commission étaient d'avis qu'afin de sauvegarder les droits de la compagnie, et de prévenir la possibilité d'une interprétation erronée de la convention, on devrait envoyer au ministre russe aux Etats-Unis l'instruction de faire une déclaration formelle et explicative à l'occasion de l'échange des ratifications de la convention. Le ministre rapporta qu'il y avait des raisons qui l'empêchaient d'exécuter cette instruction, et qu'il n'y avait aucun moyen d'expliquer la stipulation en question au cabinet de Washington autrement que par une note verbale. Il ajouta qu'une déclaration formelle pourrait donner lieu à des disputes sérieuses, empêcher la ratification de la convention, et produire un effet tout autre que celui qu'on désirait, en faisant naître des soupçons qui ne seraient autrement jamais entretenus. La convention a donc été ratifiée.

Il ressort de ces citations relatives au rapport de la commission et de la tentative faite, à la suite de ce rapport, pour entamer des négociations que :

1° La Compagnie Russe-Américaine ne s'inquiétait que pour le commerce et la pêche de la côte, et ne faisait aucun cas de la mer de Behring.

2° Le Baron de Tuijl n'a pas réclamé pour la Russie une juridiction sur la Mer de Behring ; car il dit, dans la minute de la note, que la Russie se contenterait, au nord du 59° 30', d'une limite de deux lieues marines.

3° Ce n'est « qu'après » la conclusion de la convention, et dans l'intention expresse de rendre agréables aux directeurs de la Compagnie Russe-Américaine les stipulations de l'article I, qu'a été suggérée cette interprétation des mots « Océan Pacifique ou Mer du Sud », sur laquelle le gouvernement des Etats-Unis fonde aujourd'hui sa prétention.

4° M. Adams a rejeté la proposition du Baron de Tuijl et l'interprétation que la Russie cherchait à donner au traité, et finalement la convention a été ratifiée dans sa forme originale, sans explication ni modification.

5° Dans toutes les protestations et négociations qui ont précédé les traités de 1824 et 1825, la Mer de Behring était comprise dans l'expression « Océan Pacifique », et toute la côte occidentale de l'Amérique depuis le Détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord dans les mots « côte nord-ouest. »

6° Le traité de 1825 avec la Grande-Bretagne ne fait aucune distinction entre la Mer de Behring et le reste de l'Océan Pacifique, quoique l'attention du gouvernement russe ait forcément été appelée sur ce point par les représentations faites par la Compagnie Russe-Américaine (par suite de

la conclusion du traité avec les Etats-Unis) dans l'intention de faire excepter certaines parties des côtes de la Mer de Behring.

Il est donc évident que c'était à la revendication de la juridiction maritime par la Russie que les gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis attachaient le plus d'importance. C'est surtout cette prétention qui a donné lieu à leurs protestations vigoureuses et formelles; et ils ont demandé, et ont obtenu, que la Russie y renonçât non pas d'une manière partielle, mais totalement et formellement.

Les faits rapportés dans ce chapitre donnent force majeure aux conclusions qui avaient été établies à la page 61 du mémoire britannique, et les nouvelles preuves démontrent clairement que l'Oukase de 1821 a rencontré, de la part de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, une protestation immédiate et formelle. Pour faire apprécier à leur juste valeur les conclusions en question, il faut rappeler que cet Oukase constituait l'unique tentative faite par la Russie pour s'arroger des droits de souveraineté dans les eaux non territoriales de l'Océan Pacifique du Nord, y compris la Mer de Behring, et pour limiter, dans ces mêmes eaux, les droits des autres nations. Par suite de ces protestations, la Russie abandonna purement et simplement les droits qu'elle avait réclamés à la surveillance et au domaine exclusifs.

CHAPITRE III

TITRE C. — *La question de savoir si l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de la Mer de Behring est compris dans l'expression « Océan Pacifique », telle qu'elle est employée dans le texte du traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie.*

ALLÉGATIONS DES ETATS-UNIS.

1. Mémoire des Etats-Unis, p. 26. — « Expression (côte nord-ouest du continent américain) par laquelle on veut désigner la côte située entre le Détroit du Prince Guillaume et l'embouchure du fleuve Columbia. »

2. Mémoire des Etats-Unis, p. 52. — « De l'examen des cartes terrestres et marines, et des écrits des navigateurs de l'époque de la négociation et de la conclusion de ces traités, ou antérieurs à cette époque, il ressort que l'expression « Grand-Océan, appelé communément Océan Pacifique ou Mer du Sud », employée dans l'article I du traité de 1824 avec les Etats-Unis, et l'expression « Océan, appelé communément Océan Pacifique (1), employée dans l'article I du traité de 1825 avec la Grande-Bretagne, ne s'appliquaient pas à la Mer de Behring, et ne comprenaient pas cette Mer. Nous annexons une liste de ces cartes terrestres et marines, qui méritent d'être examinées en détail. Elles fournissent la preuve que les meilleurs géographes ont toujours distingué cet espace de mer de l'océan situé au sud, en lui donnant un nom particulier; les noms les plus usités sont : Mer de Kamtcheka, Mer de Behring, Mer du Nord-Est, Océan de l'Est. »

3. Mémoire des Etats-Unis, p. 57. — « Par l'Oukase de 1821, la Russie avait ouvertement revendiqué certaine juridiction extraordinaire sur la Mer de Behring et sur une partie de l'Océan Pacifique; cependant les traités qui suivirent, et qui ont réglé tous les différends provoqués par cet Oukase ne font pas mention de cette juridiction en ce qui concerne la Mer de Behring, tandis qu'ils y renoncent expressément et formellement en ce qui touche l'Océan Pacifique. »

4. Mémoire des Etats-Unis, p. 58. — « Il ressort de l'examen de la correspondance et des traités.... que les côtes, eaux intérieures, etc., sur lesquelles il était permis aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne de faire le commerce sans entraves pendant une période de dix années, étaient limitées à l'ouest par la Baie de Yakutat et le Mont Saint-Elie; c'est-à-dire que ce droit fut restreint à la seule partie de la côte au sujet de la possession de laquelle quelque contestation était possible (2). »

(5) Mémoire des Etats-Unis, p. 69. — « Que l'espace de mer connu sous le nom de Mer

(1) « Article IV du traité de 1821, et article VII du traité de 1825. »

(2) « Article IV du traité de 1824, et article VII du traité de 1825. »

de Behring n'était pas compris dans l'expression « Océan Pacifique », dont on s'est servi dans le traité de 1825. »

6. Mémoire des Etats-Unis, p. 297. — « Que la Mer de Behring n'était pas comprise dans l'expression « Océan Pacifique » dont on s'est servi dans le traité de 1825. »

7. Mémoire des Etats-Unis, p. 303. — « Que l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de Mer de Behring n'était pas compris dans l'expression « Océan Pacifique » employée dans le traité de 1825. »

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Il suffit d'examiner une collection complète de cartes terrestres et marines pour se convaincre que « l'Océan Pacifique » comprend la Mer de Behring. Ce Gouvernement n'a pas pu trouver une seule carte qui tende à la conclusion contraire, en égard à la grandeur des lettres et aux positions relatives des noms. Dans les concessions de la Compagnie Russe-Américaine, on parle des Iles Kuriles, qui sont en dehors de la Mer de Behring, mais dans l'Océan Pacifique, comme étant situées dans l'Océan du Nord-Est », soit la Mer du Nord-Est, ce qui prouve que cette dernière est identique avec l'Océan Pacifique.

A part la preuve fournie par les cartes, et par les négociations antérieures, que l'expression « Océan Pacifique », employée dans les traités, comprend la Mer de Behring, ce fait est encore prouvé par les traités mêmes. Les deux traités ouvrent aux sujets des Parties Contractantes, pour un terme de dix années, les ports de la côte nord-ouest. Cette côte n'est définie par aucune clause explicative et il est prouvé par la correspondance préliminaire et par l'article III du traité de 1825 qu'elle s'étendait jusqu'au Détroit de Behring. L'ouverture des ports implique le droit d'en approcher et ne s'accorde guère avec la supposition que la Mer de Behring était fermée.

Le Gouvernement des Etats-Unis donne aujourd'hui à l'expression « côte nord-ouest » la signification qu'on trouve à l'allégation (1), sans, toutefois, la justifier par des preuves. Il avait déjà interprété cette expression de trois manières différentes dans la correspondance qui aboutit au Traité d'Arbitrage, et la Grande-Bretagne a réfuté chacune de ces trois interprétations. De ces trois interprétations, deux n'ont pas paru dans le mémoire des Etats-Unis. Selon la troisième, qu'on trouve à l'allégation (4), la « côte nord-ouest », mentionnée dans les deux traités, serait identique avec la « lisière » dont parle le traité de 1825. Cependant, l'expression n'avait pas cette signification dans le traité de 1824, puisqu'on n'y fait pas mention d'une « lisière », et qu'il n'était pas question, entre les deux parties, d'une « lisière ». De même, dans le traité de 1825, il est impossible que la « côte nord-ouest » ait été identique avec la « lisière », puisqu'il était expressément stipulé que le droit de fréquenter les ports serait un droit réciproque, dont les deux puissances jouiraient également, tandis que la « lisière » appartiendrait exclusivement à la Russie. En outre, l'article II du traité avec les Etats-Unis défend aux sujets russes d'aborder aux établissements des Etats-Unis sur la « côte nord-ouest » sans permission préalable, et l'article II du traité avec la Grande-Bretagne contient la même stipulation par rapport aux établissements britanniques.

L'interprétation que le Gouvernement de Sa Majesté donne à l'expression « côte nord-ouest » est confirmée par l'emploi qu'on en fait dans les lettres patentes préparées par le Gouvernement russe conformément aux stipulations du traité du 20 décembre concernant la Traite. Dans ce cas, il est évident que la côte est de la Mer de Behring est comprise dans l'expression « côte nord-ouest ». Cette interprétation est encore confirmée par l'usage qu'on fait de l'expression « côte nord-ouest » dans les traités de commerce entre la Grande-Bretagne et la Russie du 11 janvier 1843, et du 12 janvier 1859.

D'après les passages cités du mémoire des Etats-Unis, l'examen des cartes terrestres et marines et des écrits des navigateurs de l'époque en question, prouverait que les expressions « Grand Océan, appelé communément Océan Pacifique ou Mer du Sud », et « l'Océan appelé communément Océan Pacifique », employées dans les traités, ne se rapporteraient pas à la Mer de Behring et ne comprenaient pas cette mer. Relativement à ces affirmations, il convient de faire les observations suivantes.

Le mémoire des Etats-Unis affirme qu'il est démontré par les cartes terrestres et marines, dont la liste est donnée dans l'appendice du mémoire, que :

« Les meilleurs géographes ont toujours distingué cet espace de mer de l'Océan situé au sud, en lui donnant un nom particulier..... »

Cette liste de cartes est la même que celle communiquée à Sir Julian Pauncefote par M. Blaine dans sa lettre du 17 décembre 1890. M. Blaine écrivit alors que cette liste contenait :

« Une grande partie des cartes les plus authentiques publiées pendant les quatre-vingt-dix années antérieures à 1825, dans la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, dans les Pays-Bas, en France, en Espagne, en Allemagne et en Russie. »

Cette liste de cartes est commentée dans l'appendice du présent contre-mémoire. Il suffit de faire observer ici que cette liste est très incomplète, et qu'elle ne fait pas mention d'un grand nombre de cartes qui auraient certainement dû se trouver entre les mains de l'auteur. Il cite quelquefois une seule des cartes d'un atlas dans des cas où les cartes non citées prouveraient le contraire de ce qu'il cherche à établir.

D'ailleurs, l'auteur de la liste n'a pas fait attention à la grandeur relative des lettres dont les noms sont composés, ni aux positions que les noms occupent sur les cartes. Il ressort, en effet, de l'examen qui a été fait de celles des cartes dont on a pu obtenir l'édition identique, que, dans un grand nombre de cas cités dans le mémoire des Etats-Unis, les noms « Mer de Kamtchatka », etc., sont placés de manière à ne se rapporter qu'à une petite partie de l'espace connu actuellement sous le nom de Mer de Behring.

On trouvera dans l'appendice du présent contre-mémoire une liste de cartes choisies sans égard à d'autres circonstances que la date de leur publication. Cette liste démontre que dans la majorité des cartes authentiques se rapportant à la période en question, la Mer de Behring n'est indiquée par aucun nom distinctif.

Il est donc permis d'affirmer l'inexactitude de l'allégation de M. Blaine que sa liste représente « l'opinion d'une grande partie du monde civilisé » pendant les quatre-vingt-dix années antérieures à 1825.

Le mémoire des Etats Unis prétend, en outre, que l'expression « mer du nord-est », ou « mer de l'est », est employée pour désigner l'espace de mer qui, à l'heure qu'il est, est généralement connu sous le nom de Mer de Behring. Les Etats-Unis se voient forcés d'insister sur cette interprétation, à cause de la mention de « l'océan du nord-est » et de la « mer du nord-est » dans la première et dans la troisième des concessions de la Compagnie Russe-Américaine, où ces expressions sont employées pour définir le champ des opérations de cette compagnie ; l'emploi de ces expressions dans les concessions est cité dans le mémoire des Etats-Unis à l'appui de leur prétention. La traduction correcte de la concession de 1799 dit, cependant, qu'il est permis à la Compagnie :

« D'exploiter toutes les industries et d'occuper tous les établissements qui se trouvent à l'heure qu'il est, sur la côte nord-est de l'Amérique, depuis le 55° degré ci-dessus mentionné jusqu'au détroit de Behring et au delà de ce détroit ainsi que dans les « Iles Aléoutiennes, Kuriles et autres situées dans l'Océan du Nord-Est. »

La section I de la troisième concession parle de la Compagnie Russe-Américaine comme étant :

« Etablie pour faire le commerce sur le continent de l'Amérique du nord-ouest et dans les îles Aléoutiennes et Kuriles, ainsi que dans toutes les parties de la mer du nord-est », etc.

Les citations précédentes démontrent le mal-fondé de la conclusion que les Etats-Unis cherchent à établir. Les deux passages prouvent clairement

que l'expression « Océan du nord-est ou Mer du nord-est » était employée, non pas comme désignation spéciale de la Mer de Behring, mais comme synonyme du terme « Océan Pacifique ». Les Iles Kuriles sont situées dans l'Océan Pacifique, mais en dehors de la Mer de Behring.

Quant à l'expression « Océan de l'Est », le mémoire des Etats-Unis cite deux autorités à l'appui de la prétention que c'était un des noms de la Mer de Behring. Ces autorités sont, « Coxe's Russian Discoveries », et un globe de D. Adams, Londres, daté de 1797. L'appendice du présent contre-mémoire donne des détails à l'égard de ces ouvrages. Il convient cependant de faire observer ici, que dans le livre de Coxe l'expression « Océan de l'Est » est employée comme synonyme de « Océan Pacifique », et que les noms qu'on trouve sur les globes d'Adams n'éclaircissent pas le point en dispute.

Les notes que nous donnons dans l'appendice démontrent clairement que l'expression « Océan de l'Est » (expression trouvée sur quelques cartes, quoiqu'elle ne soit employée que rarement) est synonyme de « Océan Pacifique ». Nous appelons l'attention tout particulièrement sur les différentes cartes russes qui y sont énumérées.

Les passages suivants, tirés de la dépêche de Lord Salisbury en date du 21 février 1891, réfutent d'une manière convaincante tous les arguments fondés sur l'emploi d'un nom particulier par les géographes :

« Je ne saurais cependant admettre la justesse de la prétention de M. Blaine que l'expression « Océan Pacifique » ne comprenait pas la Mer de Behring. Je crois que dans l'acception ordinaire des mots, la Mer de Behring faisait et fait partie de l'Océan Pacifique, et que cette dernière expression a été employée pour donner la plus grande étendue possible au droit que le gouvernement britannique revendiquait formellement, de naviguer et de pêcher librement dans toutes les parties et sur toute l'étendue de cet océan. M. Blaine cite à l'appui de sa prétention que les mots « Océan Pacifique » ne comprennent pas la Mer de Behring, une longue liste de cartes sur lesquelles des expressions distinctes de celles de « l'Océan Pacifique », savoir : « Mer de Behring, Mer de Kamtchatka ou Mer d'Anadir », sont employées pour désigner la Mer de Behring. Cet argument n'a que peu de force s'il n'est pas également applicable à tous les autres océans du monde. Or, personne ne niera que le Golfe de Gascogne fait partie de l'Océan Atlantique, ni que le Golfe du Lion fait partie de la Méditerranée ; sur la plupart des cartes, cependant, ces étendues d'eau, annexes des grandes mers, ont des désignations distinctes. La question de savoir si, en employant l'expression « Océan Pacifique, on voulait, ou non, comprendre la mer de Behring, dépend de la question de savoir laquelle de ces deux acceptions était alors considérée comme la plus correcte. Or, l'intervalle de temps qui nous sépare de l'époque en question n'est pas très grand, et rien n'indique que l'usage ait changé depuis la signature du traité anglo-russe de 1825. C'est donc en examinant les géographies et les dictionnaires géographiques qu'on décidera cette question de la manière la plus satisfaisante. J'annexe à cette dépêche une liste d'environ trente ouvrages de cette classe, portant diverses dates de 1795 en avant, et publiés en différents pays. Ces ouvrages démontrent que l'expression « Océan Pacifique », dans sa signification ordinaire, comprend la « Mer de Behring. »

Cette liste, complétée par l'addition d'un grand nombre de nouveaux

exemples, se retrouve dans l'appendice du présent contre-mémoire. Le gouvernement de Sa Majesté appelle l'attention de MM. les Arbitres sur le langage employé par les différents auteurs cités, lequel prouve clairement que la Mer de Behring était considérée, à la date du traité, ainsi qu'elle l'est actuellement, comme faisant partie de l'Océan Pacifique.

Le langage du traité de cession de 1867 entre la Russie et les Etats-Unis est entièrement d'accord avec le point de vue du Gouvernement de Sa Majesté; car dans cet acte on parle, et avec justesse, des Iles du Commandeur comme étant situées dans l'Océan Pacifique.

Le gouvernement des Etats-Unis semble vouloir appuyer la théorie que la Mer de Behring est une étendue d'eau d'une nature distincte de celle de l'Océan Pacifique, par l'aperçu géographique de cette mer donné au commencement du mémoire des Etats-Unis. Cet aperçu géographique est de nature à induire en erreur.

A la page 13 du mémoire des Etats-Unis, figure une description de la Péninsule d'Alaska, dans la seule intention, à ce qu'il paraît, de pouvoir dire qu'il y a dans cette péninsule :

« Des seuils bas et marécageux formant des portages pratiqués par les indigènes pour le transport de leurs barques de l'Océan Pacifique à la baie de Bristol. »

On cite, comme autorité pour cette description, la « Géographie » de Reclus, vol. xv p. 201; voici, cependant, le passage de Reclus que représente la paraphrase qui vient d'être rapportée.

« Les montagnes péninsulaires de l'Alaska sont coupées de distance en distance par des seuils très bas, des portages - en russe « *perenossi* » — que les bateliers pratiquent en effet pour le transport de leurs barques d'un versant à l'autre versant. »

En effet, Reclus ne fait pas mention ici de l'Océan Pacifique, ni de la Baie de Bristol, et il ne laisse pas entendre que la baie de Bristol ne fait pas partie du Pacifique.

Le passage suivant qui a trait aux Iles Aléoutiennes, porte aussi sur la question du rapport entre la Mer de Behring et la grande étendue de l'Océan Pacifique.

« Les détroits ou les passes qui séparent les îles sont de différentes largeurs; ceux de la partie orientale sont généralement étroits, et, pour la plupart ne sont pas navigables. Les plus importants sont la passe d'Ounimack, large de 11 milles, et celle d'Amukta, dite aussi de « Soixante-douze », qui a 42 milles de largeur. »

Ce passage est également de nature à induire en erreur.

Les plus grandes des Iles Aléoutiennes sont situées près de la côte de l'Amérique. Vers l'ouest, elles deviennent de plus en plus petites, et les ouvertures qui les séparent deviennent de plus en plus grandes jusqu'à la dernière île, celle d'Attou, qui est à une distance de 600 milles de l'extrémité de la Péninsule de Kamtchatka, dont le point le plus rapproché est à une distance de 370 milles. Dans les Iles des Renards, qui forment le groupe le plus à l'est des Iles Aléoutiennes, les détroits sont plus nombreux; le plus important est celui d'Ounimak; mais les passes d'Akutan et d'Ounalga sont aussi navigables.

Voici une liste des ouvertures qui conduisent à la Mer de Behring :

	Milles Géographiques.
Passe d'Ounimak.	18 1/2
Passe d'Akoutan.	2 1/2
Passe d'Ounalga.	1 1/2
Passe d'Oumnuak.	3
Entre l'île d'Adougakh (celle des Iles des Renards qui est située le plus à l'ouest) et l'île de Kagamil.	18
Entre l'île de Kagamil et l'île de Chougi- nadack (deux ouvertures).	4
Entre l'île de Chouginadack et l'île de Younaska.	15
Entre l'île de Younaska et l'île d'Amou- khta (deux ouvertures).	11
Passe d'Amoukhta.	35
Passe de Sigouam.	12 3/4
Entre l'île d'Amlia et l'île d'Atka.	1 3/4
Entre l'île d'Atka et l'île d'Ianaga (neuf ouvertures).	22
Entre l'île d'Ianaga et l'île d'Illakh.	14 1/2
Entre l'île d'Illakh et l'île d'Ougidakh.	9
Entre l'île d'Amatignak et l'île d'Amchitka Entre l'île d'Amchitka et l'île de Kyska (trois ouvertures).	50
Entre l'île de Kyska et l'île de Bouldir.	23 1/2
Entre l'île de Bouldir et les Iles Semitchi.	64
Entre les Iles de Semitchi et l'île d'Attou.	52
Entre l'île d'Attou et l'île de Cuivre.	15
Entre l'île de Cuivre et l'île de Behring.	190
Entre l'île de Behring et Kamtchatka.	26
	95
Total.	684

Ces chiffres montrent que, du côté sud de la Mer de Behring, sur la distance totale de 1.060 milles géographiques qui séparent l'extrémité occidentale des Iles des Renards de la côte de l'Asie, il y a environ 660 milles de mer, soit les deux tiers à peu près de la distance totale.

Il a été démontré dans le dernier chapitre que, dans tout le cours des négociations qui ont abouti aux traités de 1824 et 1825, il était question de toute l'étendue de mer à laquelle se reportait l'Oukase de 1821, y compris la Mer de Behring; et nous venons de démontrer que l'expression « Océan Pacifique », employée par les géographes, comprend la Mer de Behring. Il convient maintenant d'examiner les traités mêmes.

Le traité entre les Etats-Unis et la Russie a été conclu le premier. Dans l'article I, il est stipulé que dans aucune partie de l'Océan Pacifique les citoyens ou sujets respectifs des deux puissances ne seront gênés, soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pêche, soit dans la faculté d'aborder aux côtes sur des points qui ne seraient pas déjà occupés, afin d'y faire le commerce avec les indigènes. Aux termes de l'article II, il est convenu que les citoyens des Etats-Unis n'aborderont, sans la per-

mission des autorités, à aucun point où il se trouve un établissement russe et que les sujets russes ne pourront aborder sans permission à aucun établissement des Etats-Unis sur la côte nord-ouest. Il est stipulé, par l'article III, que les citoyens des Etats-Unis ne pourront fonder aucun établissement sur la côte nord-ouest de l'Amérique au nord du 54° 40', et que les sujets russes n'en pourront fonder aucun au sud de ce parallèle. L'article IV porte que, pendant un terme de dix années, les vaisseaux des deux puissances pourront fréquenter réciproquement les mers intérieures, les golfes, havres et criques sur la côte mentionnée dans l'article précédent, afin d'y faire la pêche et le commerce avec les naturels du pays.

En vertu de l'article IV, les citoyens des Etats-Unis peuvent, pendant dix années, fréquenter les mers intérieures, etc., de cette partie de la côte nord-ouest qui est assignée à la Russie. Cette liberté implique que les mers extérieures, qui conduisent aux mers intérieures, ne sont pas fermées. Si la côte nord-ouest comprend la côte de la mer de Behring, ni cette mer elle-même, ni une zone de 100 milles autour des côtes de cette mer n'étaient donc fermées. L'hypothèse que cette mer était fermée implique la nécessité d'interpréter l'expression « côte nord-ouest » dans un sens restreint, nécessité dont le gouvernement des Etats-Unis et ses conseillers se sont parfaitement rendu compte.

Le mémoire britannique démontre, en citant de nombreux extraits de la correspondance qui a précédé les traités, que l'expression « côte nord-ouest », telle qu'on l'a employée dans le cours de ces négociations, ne comprenait rien moins que toute la côte de l'Amérique du Nord, depuis le détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord.

Le mémoire des Etats-Unis ne dit pas sur quelles bases il fonde la définition de l'expression « côte nord-ouest » qui figure dans l'allégation (1). Si les négociateurs du traité de 1824 avaient voulu limiter cette expression très générale à la côte située entre le Prince William Sound et le fleuve Columbia, on s'attendrait à trouver dans le traité une clause explicative. Il suffira peut-être de dire que cette définition s'est produite à la suite de trois autres mises en avant par les Etats-Unis dans la correspondance aboutissant à la conclusion du traité d'arbitrage, définitions qui, toutes, ont été réfutées par le gouvernement de Sa Majesté.

Dans une dépêche adressée à Sir J. Pauncefote le 30 juin 1890, M. Blaine examine les traités de 1824 et 1825, et fait observer qu'il est « évident » (plain) que, dans ces deux actes, l'expression « côte nord-ouest » ne comprenait que la côte située entre le 50° et le 60° de latitude nord. Mais dans une autre dépêche, datée du 17 décembre 1890, dans laquelle il discute en détail la signification des expressions « Océan Pacifique » et « côte nord-ouest », il déclare que la question de l'interprétation de la première est étroitement liée à (prominently involves) celle de la dernière ; et il soutient, qu'en employant l'expression « côte nord-ouest », on désigne la côte située entre le 42° et le 60° de latitude nord. Ces deux définitions ne méritaient pas, apparemment, d'être insérées dans le mémoire des Etats-Unis.

La troisième définition a survécu sous la forme de l'allégation (4). Il est évident que l'étendue de côte mentionnée dans cette allégation n'est autre que la « lisière » définie par le traité de 1825. Cette lisière est la bande étroite de côte située entre le 56° de latitude nord et le point d'intersection du 141° de longitude ouest. Mais il suffit de rappeler un seul fait pour prouver que ce n'est pas la « lisière » définie par le traité de 1825, qui est

désignée, dans le traité de 1824, par l'expression « côte nord-ouest ». Les limites finalement assignées à la « lisière » par le traité de 1825 n'avaient même pas été suggérées lorsque le traité de 1824 fut signé ; et à cette époque, les négociations entre la Grande-Bretagne et la Russie avaient été interrompues. Le traité porte la date du 17 avril 1824, et ne fait naturellement aucune mention d'une « lisière ». Il est vrai qu'il a été question d'une lisière dans les négociations entre les gouvernements britannique et russe. Les limites de cette lisière ont été définies en différentes manières à différents moments par « projet » et « contre-projet » ; cependant, même aussi tard que le 8 décembre 1824, aucune de ces définitions n'avait encore pris la forme finalement arrêtée. A cette date, M. G. Canning écrivit comme suit à M. S. Canning :

« Nous serions aussi prêts à fixer à dix années la durée de la liberté réciproque de fréquenter nos deux territoires, et d'y faire le commerce. Cette stipulation pourrait être faite dans des termes identiques avec ceux de l'article IV de la convention avec les Etats-Unis.

Ce passage prouve que M. Canning n'entendait pas l'expression « côte nord-ouest » comme étant limitée à la « lisière », puisque toutes les propositions faites à l'égard de la « lisière » étaient d'accord sur ce point, qu'elle devait appartenir à la Russie. Si l'acceptation de l'expression avait été aussi limitée qu'on le prétend, la stipulation soigneusement définie de l'article IV, que « les vaisseaux des deux puissances, ou qui appartiendraient à leurs citoyens ou sujets respectifs, pourront réciproquement fréquenter, sans entrave quelconque, les mers intérieures », etc., aurait été dépourvue de sens, puisqu'elle n'aurait conféré aucun avantage à la Russie. De plus l'article II finit par ces mots :

« Réciproquement, les sujets russes ne pourront aborder, sans permission, à aucun établissement des Etats-Unis sur la côte nord-ouest ».

Il faut ensuite examiner le traité de 1825. M. Blaine dit, dans sa dépêche du 17 décembre 1890, déjà citée :

« Je cite les premiers articles de ces deux traités, car leur sens est identique à tous les points de vue, quoique les expressions employées soient quelque peu différentes. »

Si les faits exposés ci-dessus prouvent que l'expression « Océan Pacifique », telle qu'elle est employée dans le premier traité, comprend la Mer de Behring, il est évident qu'ils prouvent que cette expression, telle qu'elle est employée dans le second traité, comprend également cette mer.

Les deuxièmes articles des deux traités sont, de même, presque identiques en forme. Celui du traité de 1825 se termine par ces mots :

« Les sujets russes ne pourront aborder, sans permission, à aucun établissement britannique sur la côte nord-ouest ».

Il est évident qu'ici encore l'expression « côte nord-ouest » ne se rapporte pas à la « lisière ».

L'article III, dans le texte français original, commence par ces mots :

« La ligne de démarcation entre les possessions des hautes parties contractantes sur la côte du continent et les îles de l'Amérique nord-ouest sera tracée ainsi qu'il suit :

Puis on définit la ligne. Elle part d'un point initial sous le 54° 40' de latitude nord, et continue jusqu'à la Mer glaciale.

L'article IV définit la limite entre la bande étroite de côte assignée à la

Russie, comme il a déjà été dit, et les possessions britanniques. Cette bande est décrite ainsi :

« La lisière de côte mentionnée ci-dessus comme devant appartenir à la Russie. »

L'article V et l'article VI distinguant, tous les deux, entre « côte » et « lisière ».

L'article VII a une correspondance étroite avec l'article IV du premier traité. Comme le dit M. Blaine (qui est sur ce point d'accord avec M. Canning), le premier article est presque une répétition (practically a repetition) du second. D'après l'allégation (4), la permission, concédée par les deux articles, de fréquenter les ports, ne se rapporterait pas à toute la côte mentionnée dans l'article III, mais à la « lisière ». Cependant c'est le mot « côte » qui est employé dans l'article VII et non pas le mot « lisière » ; de plus, l'allégation (4) détruit le caractère réciproque de cet article.

Quant à l'expression « côte nord-ouest » ou « côte nord-ouest de l'Amérique », il est difficile de trouver des exemples de son emploi, sous l'une ou sous l'autre forme, comme terme géographique ; et il est rare de rencontrer une définition exacte de sa signification. La définition donnée par Greenhow, et citée à la page 69 du mémoire britannique, est parfaitement d'accord avec le point de vue de la Grande-Bretagne. Sur les cartes cette expression ne se voit que rarement ; l'examen d'un nombre assez considérable de cartes a, cependant, révélé quelques exemples de son emploi, à des dates antérieures et postérieures à celles du traité de 1825. Il ressort de cet examen, que l'expression a été employée d'une manière très vague et générale, et sans rapport précis aux degrés de latitude ou de longitude.

Les exemples suivants prouvent d'ailleurs que l'expression « côte nord-ouest de l'Amérique » a été employée par la Russie et par les Etats-Unis dans des actes internationaux où il est clair que les mots en question étaient censés, pour les parties contractantes, comprendre la côte orientale de la Mer de Behring.

Ainsi, dans le traité du 20 décembre 1841, entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse et la Russie, pour la répression de la Traite, il est stipulé que :

« Dans aucun cas, le droit mutuel de visite ne pourra être exercé sur les bâtiments de guerre des hautes parties contractantes. »

En vertu de la section 8 de l'annexe (B) du même traité qui contient les « Instructions pour les croiseurs », cette exemption est appliquée également aux navires de la Compagnie Russe-Américaine, lesquels devront être munis d'une patente russe « qui constatera leur origine et leur destination ». La formule de la patente qu'on trouvera dans les « Commercial Treaties » de Hertslet, cite d'abord cette section, puis continue dans les termes suivants :

« En conséquence de cette stipulation, la direction principale de la Compagnie Russe-Américaine, expédiant le vaisseau de mer appartenant à cette compagnie, portant le nom de _____, construit telle année _____, du jaugeage de tant de tonneaux _____, se trouvant sous le commandement de _____, vers les côtes nord-ouest de l'Amérique, dans les colonies s'y trouvant, avec le droit d'entrer dans tous les ports et havres, selon que l'exigeront les circonstances, a jugé conforme au paragraphe ci-dessus mentionné de l'instruction de munir le dit vaisseau, indépendamment de la patente qui se délivre aux vaisseaux marchands, d'après

les lois, pour le droit d'arborer le pavillon russe à l'étranger, de la présente patente qui aura force pendant tout le temps que durera sa navigation pour les affaires de la compagnie, et garantira le vaisseau de la visite des croiseurs des puissances qui sont parties contractantes du traité. »

Il est évident que, dans ce document, rédigé par le Gouvernement Russe, l'expression « côte nord ouest » comprend la côte orientale de la mer de Behring ; car autrement il faudrait supposer qu'on n'avait pas l'intention de donner des patentes aux navires qui se rendaient à la côte orientale de cette mer et que le gouvernement était prêt à les exposer au risque de la visite, quoique le traité autorisât leur exemption.

Le traité du 11 janvier 1843, entre la Grande-Bretagne et la Russie (article XII), stipule :

« Il est entendu que pour ce qui concerne le commerce et la navigation dans les possessions Russes sur la côte nord-ouest de l'Amérique, la convention conclue à Saint-Petersbourg le 16 (28) février 1825, est maintenue en vigueur. »

Il est à présumer que l'expression « côte nord-ouest » avait absolument la même signification en 1843 qu'elle avait lorsque la Russie l'employait en 1841.

Le traité du 12 janvier 1859 entre la Grande-Bretagne et la Russie porte (article XIX) :

« Pour ce qui concerne le commerce et la navigation dans les possessions Russes sur la côte nord-ouest de l'Amérique, la convention conclue à Saint-Petersbourg le 16 (28) février 1825 est maintenue en vigueur. »

Aux termes de l'article XXII, ce traité restait en vigueur pendant dix années (soit au-delà de l'année 1867).

Il est certain que des navires battant pavillon britannique ont, sans être entravés par la Russie, navigué, pêché et fait le commerce dans les eaux de la Mer de Behring, après comme avant la conclusion de ce traité, et jusqu'à 1867, date de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis.

L'avertissement mentionné à la page 59 du mémoire des Etats-Unis, et dont le texte figure à l'appendice du même mémoire (vol i, page 91), fournit encore une preuve que le gouvernement des Etats-Unis ne faisait aucune distinction entre les côtes de la mer de Behring et celles des autres parties du Pacifique. Cet avertissement a été publié, le 16 septembre 1845, par le gouvernement des Etats-Unis sur la demande de la Russie. En voici le texte :

« Le ministre russe à Washington a informé le Secrétaire d'Etat que le gouvernement impérial, désirant accorder aux territoires russes dans l'Amérique du Nord une protection officielle contre les empiètements des navires étrangers, a, dans cette intention, autorisé la Compagnie Russe-Américaine de faire stationner des croiseurs le long de la côte.

« On recommande donc aux navires américains de se garder de violer le traité en vigueur entre les deux pays en abordant, sans la permission du gouverneur ou du commandant, à un point quelconque de la côte russe-américaine où il y a un établissement russe, ou en fréquentant les mers intérieures, les golfes, havres et criques sur cette côte à un point quelconque au nord du 54° 40' de latitude nord ».

Il est évident que l'application de cet avertissement ne devait pas être

limitée à la partie de la côte russe-américaine entre le 60° et le 54° 40', ni à celle située entre le 59° 30' et le 54° 40', ni encore à la côte comprise entre un autre point quelconque et ce dernier parallèle.

Le vrai but de l'avertissement était de rappeler aux citoyens des Etats-Unis les stipulations du traité de 1824, qui leur défendaient d'aborder, sans la permission du gouverneur, à des endroits de la côte russe-américaine où il y avait des établissements russes.

Par rapport à ce point, le mémoire des Etats-Unis appelle, en outre, l'attention sur les :

« Déclarations formelles faites à ce sujet par le gouvernement russe dans le cours des négociations et après la conclusion des traités. »

Ce mémoire cite ensuite deux passages tirés de la correspondance de la Compagnie Russe-Américaine.

Le sens du premier de ces passages, qui est tiré d'une lettre adressée au conseil d'administration de la Compagnie Russe-Américaine par le ministre russe des finances, sous la date du 18 juillet 1822, est sérieusement altéré par une intercalation :

« Les règles à proposer partiront, probablement, du principe qu'il n'est
« plus nécessaire d'interdire la navigation des navires étrangers en dedans
« de la distance mentionnée par l'Oukase du 4 septembre 1821, et que
« (en ce qui concerne toute cette partie de notre côte qui est baignée par
« l'Océan ouvert) nous n'étendrons pas notre juridiction maritime au-delà
« de la limite acceptée par toutes les puissances maritimes (Mais en ce qui
« concerne les mers intérieures et les eaux enfermées dans le territoire
« russe, telles que la mer d'Okhotsk et la Mer de Behring ou la mer de
« Kamchatka, ainsi que les golfes, baies ou bras de mer situés dans notre
« territoire, nous ferons toujours valoir le droit d'y exercer la surveillance
« la plus stricte.) »

Un passage qui appuie, de tous les points de vue, l'argument du gouvernement de Sa Majesté, est devenu, par l'introduction des mots « baignée par l'Océan ouvert » et par l'addition de la clause finale, la pierre fondamentale de la prétention contraire des Etats-Unis.

Le second passage cité à l'appui de la prétention des Etats-Unis est tiré du rapport de la commission chargée d'étudier l'effet du traité entre la Russie et les Etats-Unis. Ce passage a déjà été examiné aux pages 35-37 ; et il suffit de répéter la première phrase de la citation, avec les intercalations :

« Vu que la souveraineté de la Russie sur les côtes de la Sibérie (et de
« l'Amérique) et sur les Iles Aléoutiennes (et les mers intermédiaires) a
« depuis longtemps été reconnue par toutes les puissances. »

Si on supprime les intercalations, ce passage est tout en faveur de l'argument du gouvernement britannique.

Les faits et les arguments avancés au cours de ce chapitre prouvent que

(a) Les traités de 1824 et 1825 ont déclaré et reconnu que les sujets de la Grande-Bretagne et des Etats Unis avaient le droit de naviguer et de pêcher dans toutes les parties des eaux non territoriales visées par l'Oukase ;

(b) L'étendue d'eau connue maintenant sous le nom de la Mer de Behring, était comprise dans l'expression « Océan Pacifique », telle qu'elle

est employée dans le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et,

(c) Les interprétations données à l'expression « côte nord-ouest » ou « côte nord-ouest de l'Amérique » dans le mémoire des États-Unis sont sans fondement.

CHAPITRE IV

Titre D. — L'usage, entre 1821 et 1867, des eaux connues aujourd'hui sous le nom de la Mer de Behring.

ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS

1. Mémoire des États-Unis, p. 40 : « Les Iles Pribyloff, demeure du troupeau de phoques d'Alaska, sont situées à moins de 200 milles italiens au nord de la chaîne aléoutienne; ainsi l'Oukase était applicable à une étendue suffisamment grande de la moitié orientale de la Mer de Behring pour permettre à la Russie de protéger le troupeau pendant son séjour dans cette mer. »

2. Mémoire des États-Unis, p. 57 : « Il incombe donc à la Grande-Bretagne de prouver que cette juridiction, reconnue comme existant en 1825, a été perdue. On ne prétend pas qu'elle ait été exercée dans tous les cas possibles. La Russie n'a jamais cherché à empêcher les navires de traverser la Mer de Behring pour se rendre dans la Mer Glaciale; elle n'a pas, non plus, toujours appliqué strictement la prohibition de la pêche de la baleine dans la zone de 100 milles des côtes; mais en ce qui concerne les phoques à fourrure, il sera démontré que la juridiction en question a toujours été exercée pour leur protection. »

3. Mémoire des États-Unis, p. 61 : « Le bien-fondé de l'allégation que la Russie n'a pas, par les traités de 1824 et de 1825, abandonné ses prétentions à la surveillance exclusive du commerce, et particulièrement de l'industrie des fourrures, de la Mer de Behring, est prouvé par ce fait qu'elle a continué à exercer cette surveillance, dans la mer en question, après, comme avant, la date de ces traités. »

4. Mémoire des États-Unis, p. 69 : « En troisième lieu. Après la conclusion du traité de 1825, le gouvernement russe a continué à exercer une juridiction exclusive sur toute l'étendue de la Mer de Behring, jusqu'à la date de la cession de l'Alaska aux États-Unis, en tant que cette juridiction était nécessaire pour assurer à la Compagnie Russe-Américaine le privilège exclusif de l'industrie des phoques à fourrure, et pour empêcher la prise, soit sur terre, soit en mer, des phoques à fourrure fréquentant les Iles Pribyloff, par toute autre personne ou par toute autre compagnie. »

« En quatrième lieu. Avant et après le traité de 1825, et jusqu'à la date de la cession de l'Alaska aux États-Unis, il était défendu aux sujets et aux navires britanniques d'entrer dans la Mer de Behring pour y chasser les phoques à fourrure, et rien n'indique que le gouvernement britannique ait jamais protesté contre l'application de cette défense. »

5. Mémoire des États-Unis, p. 73 : « Il a été démontré, que les phoques à fourrure des Iles Pribyloff dans la Mer de Behring étaient la principale source de richesses pour la Compagnie Russe-Américaine, et que cette source de richesses était gardée avec tant de jalousie par l'ordre et sous l'autorité du gouvernement impérial, qu'il était défendu aux navires étrangers de chasser les phoques dans aucune partie de la Mer de Behring, ou dans les passes des Iles Aléoutiennes; et que, pour appliquer cette défense, des croiseurs étaient employés à faire des patrouilles dans cette mer aussi longtemps qu'elle est restée territoire russe. »

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

Il n'incombe pas à la Grande-Bretagne de prouver qu'une Juridiction qui n'a jamais été acquise par la Russie, ni reconnue par d'autres nations, a été perdue.

La Russie n'a pas fait preuve de modération en ne mettant pas fin à la chasse de la baleine. En 1846, le ministre des affaires étrangères russe écrivit : « Nous n'avons pas le droit d'exclure les navires étrangers de cette partie du grand océan qui sépare la côte orientale de la Sibérie de la côte nord-ouest de l'Amérique. »

Par les traités, la Russie a en effet abandonné sa prétention, existant sur le papier, à l'exercice d'une surveillance exclusive sur le commerce de la Mer de Behring. Semblablement aux privilèges concédés à la Compagnie Russe-Américaine par la concession de 1799, ceux qui ont été accordés à cette compagnie par les concessions subséquentes n'étaient exclusifs que par rapport aux autres sujets russes. La seule concession qui ait la prétention d'exclure les étrangers est celle de 1821.

Ce n'est pas le phoque à fourrure qui était la principale source de richesses pour cette compagnie. Cet animal valait autrefois moins que la loutre.

Rien n'indique que les navires étrangers aient été exclus de la Mer de Behring, ou de la chasse des phoques dans cette mer ; les seules preuves avancées à l'appui de l'allégation que la Russie aurait donné l'ordre de les exclure, consistent en passages intercalés, par un traducteur, dans des documents contemporains et, depuis, retirés par le gouvernement des Etats-Unis.

Les allégations précitées du gouvernement des Etats-Unis équivalent à la déclaration que la juridiction de la Russie sur la Mer de Behring a toujours été exercée dans l'intention spéciale de protéger l'industrie des phoques à fourrure ; et que l'objet visé par le gouvernement russe dans la prétendue exclusion de la Mer de Behring de la portée des traités de 1824 et 1825, était la protection de l'industrie des fourrures.

L'allégation que la Russie a effectivement exercé une juridiction sur la Mer de Behring et que cette juridiction a eu pour objet de protéger l'industrie des fourrures, a déjà été examinée dans le mémoire britannique. Il est nécessaire ici de renvoyer aux documents cités dans le chapitre II du mémoire britannique, où il est démontré que l'objet de l'Oukase de 1811 était d'empêcher le trafic illicite, et les empiètements sur le commerce de la Compagnie Russe-Américaine ; il est également nécessaire de renvoyer aux faits présentés en détail dans le chapitre IV du mémoire britannique, faits qui prouvent qu'avant et après la date des traités de 1824 et 1825, les navires étrangers n'ont pas cessé de fréquenter la Mer de Behring pour y faire des explorations, le commerce et la pêche.

Les instructions envoyées, en 1846, par le ministère des affaires étrangères russe suffisent, à elles seules, pour réfuter l'argument avancé par les Etats-Unis sur ce point. Non seulement la limite des 100 milles, qu'on avait cherché à établir par l'Oukase, n'a pas été appliquée ; mais, comme il appert des instructions, on n'a pas même songé à interdire l'approche des navires étrangers, ou de les gêner d'aucune manière au delà de la limite reconnue de 3 milles des côtes.

Le mémoire des Etats-Unis affirme, en outre, « que la raison pour laquelle on a, en 1821, choisi la limite de 100 milles » était que cette limite aurait « assuré à la Compagnie Russe-Américaine le privilège exclusif du profit (1) très lucratif » que faisait cette Compagnie. Il est prétendu que, les Iles Pribyloff étant situées à une distance de moins de 200 milles italiens au nord de la chaîne Aléoutienne, l'Oukase a une étendue d'eau suffisamment grande de la moitié orientale de la mer de Behring, pour permettre à la Russie de protéger la pêche des phoques à fourrure.

Il est vrai que, dans la conversation avec le gouverneur-général de la Sibérie, citée à la page 40 du mémoire des Etats-Unis, il est fait allusion au « trafic très lucratif », que faisait la Compagnie Russe-Américaine ; mais il faut rappeler que le commerce des peaux de phoque à fourrure n'était pas la seule, ni même la principale branche de ce trafic. A cette époque, les chasseurs et les commerçants recherchaient surtout la loutre marine, et il en avait été ainsi depuis les premiers temps. La peau de cet animal commandait sur les marchés un prix beaucoup plus élevé que celle d'aucun autre animal. Ce commerce s'occupait aussi des peaux de renard, de martre, de castor, d'ours, et d'autres animaux à fourrure. On obtenait une grande quantité de peaux de phoques à fourrure, mais elles ne commandaient qu'un prix assez médiocre.

(1) Faute d'impression. Lisez « trafic ». Voir le mémoire des Etats-Unis, appendice, vol. I, p. 35.

Cook dit des Russes qu'il avait rencontrés en 1778 :

« Ils recherchent surtout la loutre marine (sea-beaver or otter). Je ne les entends jamais demander un autre animal. Les autres peaux n'ont pas la même valeur, mais ils les achètent aussi ».

Bancroft écrit, en parlant d'une époque plus récente, celle du traité anglo-russe :

« En 1825, le capitaine d'un des navires de la compagnie troquait des peaux de phoque à fourrure dans les îles Sandwich sur la base de 1 dol. 75 c. la peau. Ce prix paraît excessif, quand on se rappelle qu'à Kiakhta le prix n'était que de 5 à 7 roubles papier (1 dollar à 1 dol. 40 c.) ; c'était cependant le taux auquel on échangeait ordinairement les peaux à Novo-Arkhangelsk avec les capitaines américains et anglais. »

Il est donc évident qu'on ne saurait tirer parti de la citation faite à la page 40 du mémoire des Etats-Unis, la conclusion que la limite de 100 milles ait été choisie dans l'intention spéciale de protéger les phoques à fourrures.

Il n'aurait pas été nécessaire, d'ailleurs, de fixer la limite à une aussi grande distance de la côte, si le gouvernement russe n'avait eu en vue que la protection des phoques à fourrure. En appliquant la limite des 100 milles, on aurait complètement exclu les navires étrangers de toute navigation sur les eaux du détroit de Behring, de la mer de Behring, et de la mer d'Okhostk, ainsi que d'une grande étendue de mer au sud de la chaîne Aléoutienne, et le long des côtes des deux continents.

Dans un des passages cités au commencement de ce chapitre, le mémoire des Etats-Unis tente d'expliquer un fait incontesté, qui sert d'appui à l'argument de la Grande-Bretagne : notamment que la Russie n'a jamais empêché les navires étrangers d'entrer librement dans la mer de Behring pour les besoins de la navigation, et particulièrement pour l'exploitation de la pêche de la baleine.

Il est évident qu'en l'absence de tout avertissement public, la prétendue réserve spéciale à l'égard des phoques à fourrure (si toutefois elle a jamais existé ou a jamais été valide) a dû nécessairement être ignorée des marins des différentes nations qui, de temps en temps, visitaient ces parages. D'ailleurs la Russie n'a jamais tenté de maintenir dans la mer de Behring des forces navales suffisantes pour faire respecter, à force d'armes, une semblable prohibition.

En second lieu, l'attention est appelée sur l'absence de preuves à l'appui de l'allégation que la Russie s'est réservé le droit exclusif de pêcher le phoque à fourrure.

Il a été déjà démontré qu'avant la conclusion du traité de 1825, la souveraineté possédée par la Russie sur les côtes de la mer de Behring n'était pas de nature à permettre à cette puissance d'exclure les navires des autres nations, — même des côtes. Encore moins avait-elle le droit d'empêcher les navires d'aller sur la haute mer ou d'y exercer une industrie.

Il n'est nulle part question, ni dans les négociations, ni dans les traités, d'une réserve spéciale du droit d'exclure les étrangers de la pêche des phoques.

Il est admis que la pêche de la baleine, industrie expressément interdite par l'Oukase, a été exploitée librement après la conclusion des traités, et il existe des preuves d'un grand développement de cette industrie.

Des documents se rapportant à ce sujet ont été cités dans le mémoire

britannique. Le passage suivant, tiré de la description de cette pêcheerie par Ivan Petroff, complètera les détails sur les opérations des pêcheurs de la baleine après 1840. Petroff dit, dans le cours de son examen de la condition du territoire d'Alaska avant la cession aux Etats-Unis :

« Aux termes des traités avec l'Angleterre et l'Amérique, il n'était permis à aucun navire appartenant à l'une de ces deux nations de chasser ou de pêcher dans une zone de trois lieues (*sic*) marines de la côte, mais comme il n'y avait pas de vaisseau armé du gouvernement dans les colonies, les pêcheurs de baleine ne se souciaient guère des dispositions du traité. »

Le Dr W. H. Dall, parlant d'une époque plus récente, fait, en 1870, les observations suivantes au sujet de certaines branches du commerce de la mer de Behring et de ses environs :

« Depuis 1850, des commerçants venant des îles Sandwich ont visité le détroit de Kotzebue et le havre de Grantley tous les printemps.... A Honolulu, ils chargent leurs navires de munitions, fusils de chasse belges à deux coups, quincaillerie et rhum ou alcool. Ils suivent la glace à mesure qu'elle fond, et arrivent généralement au détroit de Behring vers la fin de juin. Ils donnent ordinairement des marchandises valant 50 cent. pour une peau de martre. Les navires portent le plus souvent des outils pour la pêche de la baleine et les équipages sont, pour la plupart, composés de Kanakas. Une seule baleine suffit pour couvrir les dépenses du voyage, et les bénéfices du commerce sont alors des bénéfices nets. »

Il a déjà été démontré, par la correspondance citée aux pages 21 et 22, que le commerce se faisait dans les limites de la mer de Behring dans les années qui ont précédé et qui ont suivi 1821.

En somme, il n'y a aucune preuve qu'une limitation de la chasse des phoques ait été admise par les autres nations, qu'elle ait été jamais mise en vigueur ou qu'elle ait jamais existé.

La Grande-Bretagne nie absolument qu'il incombe à elle de prouver que la Russie a perdu la prétendue juridiction sur la mer de Behring. Le sens des traités est d'ailleurs si clair qu'il ne reste rien à prouver. Mais dans tous les cas, lorsqu'une nation réclame une juridiction plus étendue que celle reconnue par les autres états, c'est à elle de prouver l'existence de la juridiction en citant des cas où elle a été exercée, et où elle a été reconnue par d'autres puissances. Il ne suffit pas de citer, à l'appui des prétentions des Etats-Unis, le fait négatif que, pendant plusieurs années, après la publication de l'Oukase et la conclusion des traités, il n'a été constaté aucun cas de navires exerçant la chasse pélagique dans la mer de Behring.

Sur ce point, Lord Salisbury, dans la dépêche qu'il a adressée à Sir J. Pancefote sous la date du 2 août 1890, écrivit comme suit :

« On ne saurait admettre qu'un droit public de pêcher, de prendre des phoques ou de poursuivre une autre occupation légitime sur la haute mer doive être considéré comme abandonné par une nation, parce que, pendant un certain nombre d'années, les sujets de cette nation n'ont pas eu besoin de l'exercer. »

Le mémoire des Etats-Unis lui-même témoigne que l'absence dans la mer de Behring de navires pêcheurs de phoques n'était pas due à des mesures prises par la Russie pour les en exclure ; le mémoire relève que ce

n'est qu'après la cession de l'Alaska aux Etats-Unis que la chasse pélagique est devenue réellement une industrie.

Il est évident, d'ailleurs, qu'en 1846 le gouvernement russe avait une tout autre idée de ses droits que celle que se fait le gouvernement des Etats-Unis. Le gouverneur-général de la Sibérie Orientale adressa, cette année, une demande spéciale au gouvernement, le priant de faire respecter la défense de pêcher la baleine dans une zone de 40 milles de la côte. Le gouvernement russe déclara, en réponse à cette demande, non pas qu'il préférerait ne pas « appliquer strictement » ce droit, mais que le droit n'existait point. Voici en quels termes le ministère des affaires étrangères s'est prononcé à ce sujet.

« Nous n'avons pas le droit d'exclure les navires étrangers de cette partie du grand océan qui sépare la côte orientale de la Sibérie de la côte nord-ouest de l'Amérique, ni d'exiger une somme d'argent comme condition de la permission de pêcher la baleine.

« Le ministère des affaires étrangères était d'avis que l'application de la zone en question aurait pour effet de rouvrir les discussions qu'on avait eues antérieurement avec l'Angleterre et la France à ce sujet. La limite de la portée du canon, soit environ 3 milles d'Italie, serait la seule qui ne donnerait lieu à aucune dispute. Le ministère des affaires étrangères fit observer, en conclusion, qu'aucune puissance n'avait jusqu'alors réussi à limiter la liberté de la pêche dans les mers ouvertes, et que de semblables prétentions n'avaient jamais été reconnues comme bien fondées par les autres puissances ».

Les instructions données aux croiseurs au sujet de la pêche de la baleine dans la mer d'Okhotsk, citées à la page 121 du mémoire britannique, sont conformes aux vues exprimées dans la lettre précitée.

Il est déclaré de la part des Etats-Unis, dans un des passages cités au commencement de ce chapitre :

« Que la Russie n'a pas, par les traités de 1824 et 1825, abandonné ses prétentions à la surveillance exclusive du commerce, et particulièrement de l'industrie des fourrures, dans la mer de Behring ».

Il est dit que cette allégation est pleinement confirmée parce que la même surveillance aurait été exercée sur les eaux de cette mer après la date des traités.

A l'appui de cette allégation, on cite les concessions accordées en 1829 et en 1842 à la Compagnie Russe-Américaine, ainsi que des extraits de certains documents dans les archives de la compagnie.

D'après le mémoire des Etats-Unis, la concession de 1829 aurait été une confirmation de la concession de 1811, excepté en tant que cette dernière avait été modifiée par les traités de 1824 et 1825.

Les modifications auxquelles il est fait allusion sont d'une grande importance, et méritent d'être examinées avec le plus grand soin.

Aux termes de la section 1 du règlement annexé à l'Oukase du 7 septembre 1821 :

« L'exploitation du commerce de la pêche de la baleine, de la pêche, et de toute autre industrie dans toutes les îles, tous les ports et tous les golfes, de toute la côte nord-ouest de l'Amérique, depuis le détroit de Behring jusqu'au 51° de latitude nord... est concédée exclusivement aux sujets russes ».

Par l'article 2 de la concession du 13 septembre 1821, l'Empereur a concédé à la Compagnie Russe-Américaine :

« Le privilège de chasser et de pêcher, à l'exclusion de tous les autres sujets russes ou étrangers, dans tous les territoires depuis longtemps dans la possession de la Russie sur les côtes de l'Amérique du nord-ouest, depuis l'extrémité nord de l'île de Vancouver, située sous le 51° de latitude nord, jusqu'au détroit de Behring et au delà de ce détroit... ».

L'article 6 de la concession contient le passage suivant :

« Afin que la Compagnie puisse jouir des droits exclusifs qui lui sont concédés, et dans le dessein d'empêcher qu'elle soit molestée ou gênée à l'avenir par des sujets russes ou par des étrangers, un règlement a été établi, etc. ».

Il est évident que le langage de cette concession, ainsi que les différences entre ce langage et celui de l'Oukase de 1799, étaient la conséquence des dispositions de l'Oukase de 1821, édit par lequel, comme il a plusieurs fois été remarqué, la Russie a tenté, pour la première fois, d'exclure les sujets des nations étrangères de toute la région visée.

Dans la première concession délivrée après la conclusion des traités de 1824 et 1825, c'est-à-dire celle du 29 mars 1829, le changement de langage est frappant.

Voici les articles 2 et 3 de cette concession :

« 2. Les limites de la navigation et des industries de la Compagnie sont définies par les traités conclus avec les Etats-Unis d'Amérique le 5 (17) avril 1824, et avec l'Angleterre le 16 (28) février 1825.

« 3. Dans tous les endroits assignés à la Russie par ces traités, le droit d'exploiter toutes les industries de fourrures et de la pêche sera réservé à la compagnie, à l'exclusion de tous les autres sujets russes ».

Si, en dépit des traités, le gouvernement Russe avait eu la prétention d'exclure les étrangers de la mer de Behring, il est certain qu'il aurait employé des termes qui, tout en ouvrant aux étrangers les eaux et les côtes situées au sud de la mer de Behring, aurait réservé les eaux et les côtes de cette mer.

Si le gouvernement russe avait eu l'intention de faire cette distinction, il l'aurait certainement faite à cette occasion, et l'omission devient encore plus significative si on examine les concessions de 1829 et de 1844 du point de vue des protestations de la Compagnie Russe-Américaine contre les traités, et si on les considère du point de vue du rapport de la commission qui a examiné les plaintes de la compagnie en 1824.

La concession de 1844 est tout aussi significative.

La section 2 décrit la ligne de démarcation définie par le traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie.

La section 3 est conçue comme suit :

« Sect. 3. Dans tous les endroits assignés à la Russie par la délimitation ci-dessus mentionnée, il est concédé à la compagnie le droit d'exploiter les industries des fourrures et de la pêche à l'exclusion de tous les sujets russes ».

Ces extraits prouvent clairement qu'après la conclusion des traités par lesquels se sont terminées les négociations au sujet de l'Oukase de 1821, la prétention, avancée par la Russie dans cet Oukase, d'exclure les étrangers de la navigation, de la chasse et de la pêche, a été définitivement

abandonnée, et que cette prétention n'a jamais été renouvelée. La concession de la compagnie ne faisait plus mention des étrangers.

Il est encore à noter que les limites du territoire de la compagnie sont définies avec précision dans chacune des trois concessions qui viennent d'être citées ; ces limites ne sont pas décrites en termes identiques dans les trois documents, mais la côte concédée comprend, dans chacun, toute la côte russe depuis la mer Glaciale jusqu'à l'extrémité sud des possessions de cette puissance.

Pour ce qui regarde les citations aux pages 68 et 69 du mémoire des Etats-Unis, il suffit de faire observer que les documents cités revêtent tous un caractère purement intérieur, et ne concernent que les sujets russes.

Il y a, cependant, deux points qui méritent un examen plus détaillé :

1. Dans les propositions faites en 1865 et 1866 pour le renouvellement de la concession de la compagnie, il n'a pas été question d'accorder l'autorisation d'exclure les étrangers, autorisation qui avait été donnée par la concession de 1821, et retirée par celles de 1829 et 1844.

2. La lettre du ministre des finances, datée du 19 juin 1865, est une preuve de plus que le gouvernement russe ne reconnaissait pas l'existence dans la mer de Behring d'une juridiction spéciale telle que le gouvernement des Etats-Unis la réclame aujourd'hui en sa qualité de successeur du gouvernement russe.

Dans le paragraphe 15 de cette lettre, le ministre propose de réserver à la compagnie le droit exclusif de faire le commerce des fourrures dans les limites définies comme suit :

« Dans la péninsule de l'Alaska, en prenant comme limite nord de cette péninsule une ligne tracée du cap Douglass, dans la baie de Kenia, à la tête du lac Imiamna ; dans toutes les îles situées le long de la côte de cette péninsule ; dans les îles Aléoutiennes, du Commandeur et Kuriles, et dans les îles situées dans la mer de Behring, ainsi que le long de toute la côte occidentale (1) de la mer de Behring ».

Mais le ministre propose de révoquer :

« Dans la région située au nord-est en partant (2) de la péninsule d'Alaska, le long de toute la côte jusqu'à la limite des possessions britanniques, et aussi dans les îles adjacentes à cette côte, y compris Sitka et tout l'archipel Koloch, et aussi, sur terre, jusqu'à l'extrémité nord du continent américain, le privilège exclusif, concédé à la compagnie, de l'exploitation de la dite industrie et du dit commerce ».

Le mémoire des Etats-Unis prétend que ce passage implique la décision :

« D'accorder des privilèges à la compagnie dans la région de la mer de Behring seulement ».

Il est apparemment prétendu que ce passage est une preuve de l'exercice de la juridiction exceptionnelle que, d'après le mémoire des Etats-

(1) Ce qui est dit dans la note au pied de la page 77 du vol. I de l'Appendice du mémoire des Etats-Unis est évidemment une erreur. Le passage, dans le texte, parle de toutes les côtes des possessions russes, l'une après l'autre. Mais si on remplace « occidentale » par « orientale », comme le voudrait le mémoire des Etats-Unis, il ne reste plus aucune mention des côtes asiatiques, et les mots « sur terre jusqu'à l'extrémité nord du continent américain », qui viennent plus tard, n'ont plus aucun sens.

(2) Sens exact du texte russe, qui se traduit en anglais « North-east from the Peninsula », etc.

Unis, le gouvernement russe aurait revendiquée sur la mer de Behring ; mais ce passage fournit plutôt la preuve du contraire, et ce n'est qu'en supposant, gratuitement, que le ministre ait parlé de la côte occidentale quand il voulait parler de la côte orientale, qu'il est possible de donner à ses mots l'interprétation par laquelle le mémoire des États-Unis cherche à appuyer ses arguments. La précision du langage de ce passage, sans aucune interprétation, devient très apparente si on l'examine à l'aide d'une carte.

Le passage démontre que, loin de réclamer des droits exclusifs « sur la région de la mer de Behring », le ministre a, en effet, proposé d'abolir le privilège exclusif de la compagnie sur la côte orientale de cette mer, et a traité cette côte et les côtes du Pacifique situées à l'est et au sud de la péninsule d'Alaska, y compris Sitka, comme étant toutes sujettes, dans la même mesure et de la même manière, à la juridiction de la Russie.

La correspondance relative à l'affaire du « Lorient » démontre, en outre, qu'en 1837 le gouvernement des États-Unis soutenait, comme le soutient aujourd'hui le gouvernement de Sa Majesté, que l'article I du traité de 1824 suffisait à lui seul pour donner aux sujets des États-Unis le droit « de pêcher dans ces mers, et d'aborder à la côte pour y faire le commerce légitime dans les endroits qui n'ont pas encore été occupés par d'autres nations ». Le gouvernement des États-Unis prétendait, de plus, que ces droits étaient valables sur « toute la côte inoccupée de l'Amérique du Nord » ; et quoiqu'il soit plus d'une fois fait mention de la côte nord-ouest, dans cette correspondance, cette expression n'est définie d'aucune manière, et aucun sens spécial ne lui est attribué. Ce terme, tel qu'il est employé dans cette correspondance, comprend évidemment toute la côte du continent au nord du 54°40' de latitude nord. C'est un fait historique que, dans les années qui ont suivi l'époque de l'incident du « Lorient », et plus tard, les navires de diverses nations, et particulièrement ceux des États-Unis, ont commencé à visiter et à fréquenter les côtes des îles Aléoutiennes et les côtes continentales de la mer de Behring, dès que les besoins de la pêche de la baleine les portaient à ces parages.

Le reste des preuves présentées dans le mémoire des États-Unis par rapport à la période en question, consiste en extraits de la correspondance de la Compagnie Russe-Américaine.

Ainsi, à la page 61 on cite le passage suivant, tiré d'une lettre adressée par le Comte de Nesselrode au ministre des finances, sous la date du 18 août 1824 :

« ... Sa Majesté est fermement résolue à protéger les intérêts de la Compagnie (dans la prise et la préservation de tous les animaux marins, « et à lui assurer tous les avantages auxquels elle a droit en vertu de sa « concession et de ses privilèges).

Il est maintenant admis que les mots placés entre parenthèses sont des intercalations.

Cet extrait n'a pas besoin de commentaires, puisque le passage intercalé a été retiré ; mais il ressort de l'examen de la lettre qui le contient, qu'il ne s'agissait nullement de la protection des phoques en mer, mais uniquement de la prise de phoques dans les îles de Saint-Paul, de Saint-George et du Commandeur. Cette lettre ne porte donc pas sur la question en discussion.

La lettre du Conseil d'administration, datée du 20 mars 1853, dont plusieurs citations figurent aux pages 62-66 du mémoire des Etats-Unis, demande plus d'attention.

Voici la première citation :

« Le Conseil d'administration prie respectueusement votre Excellence, dans le cas où les intérêts de la Compagnie demanderaient une déviation dans nos plans, de ne pas perdre de vue ce fait (que les intérêts de la « Compagnie sont aujourd'hui concentrés dans la région autour des îles « des phoques des groupes Pribyloff et du Commandeur et) que, par conséquent, les croiseurs de la Compagnie doivent fréquenter sans relâche toutes les parties des eaux coloniales, afin de surveiller et d'avertir les baleiniers étrangers ».

Ce passage est deux fois cité dans le mémoire des Etats-Unis, qui y appelle spécialement l'attention. Ce passage, dit le mémoire :

« Jette une lumière très vive sur l'activité commerciale de la Compagnie Russe-Américaine, et peut être accepté comme indiquant les méthodes par lesquelles cette Compagnie exerçait sa surveillance sur les eaux coloniales pendant la dernière période de ses privilèges... ».

La valeur de ce passage comme appui des arguments avancés par les Etats-Unis a, cependant, été entièrement détruite par la découverte que les mots placés entre parenthèses sont de simples intercalations et n'existent pas dans le texte russe.

Le second passage est conçu dans les termes suivants :

« Cet agent sera tenu d'observer et de noter tous les navires étrangers « qu'on rencontrera dans le cours du voyage, et les positions qu'ils occupent, pour la gouverne des commandants de nos croiseurs armés et des « autorités coloniales de Sitka, Kamtchatka et Ayan ».

Il n'y a aucune trace de ce passage dans le texte russe.

La troisième citation, qui est plus longue que les autres, discute ce que le mémoire des Etats-Unis appelle un « système de protection ». Les inexactitudes de la traduction de ce passage sont trop nombreuses pour être rapportées ici. La comparaison du texte dans le mémoire des Etats-Unis avec la traduction littérale dans l'Appendice du présent contre-mémoire, fera ressortir immédiatement les inexactitudes en question.

D'après la traduction correcte, cette dépêche ne fait aucune allusion à la protection des phoques à fourrure. Il est vrai qu'elle contient l'instruction de faire bonne garde jusqu'à ce que :

« Les baleiniers étrangers auront quitté la mer de Behring, c'est-à-dire jusqu'à la fin d'août ou le commencement de septembre ».

Mais le seul indice de l'objet de cette garde se trouve dans les mots suivants :

« Surveiller les baleiniers étrangers et les Anglais, par rapport au commerce qu'ils font avec nos indigènes ».

Mais même si la dépêche avait dit que la protection des phoques à fourrure ou des pêcheries de phoques à fourrure était l'objet spécial de ces instructions, il est évident qu'elles ne sauraient avoir de valeur probante à l'appui de l'argument du mémoire des Etats-Unis, à moins qu'il ne fût démontré qu'elles eussent été suivies de l'expulsion d'un navire étranger. Or, on n'a fourni les preuves d'aucune expulsion, et le gouvernement de Sa Majesté est convaincu qu'il n'en existe pas.

A la page 67 du mémoire des Etats-Unis, est cité l'extrait suivant d'une

lettre adressée par l'administrateur en chef des colonies russes à Benzenman, sous la date du 20 juin 1861 :

« 9. Je viens d'apprendre que deux navires baleiniers ont fait voile de San-Francisco cette année pour faire le commerce dans les îles Pribyloff (ou « pour chasser dans leur voisinage). Vous ferez donc bien d'exercer les fonctions d'un croiseur armé pendant le temps que vous passerez dans ces eaux, (afin d'empêcher ces deux navires, ainsi que tout autre que vous « trouverez dans la mer de Behring, de commettre des actes illégaux).

Or, les passages imprimés en parenthèse n'existent pas dans le texte russe ; et les « instructions ci-annexées, approuvées par l'Empereur » (voir le paragraphe 9, traduction amendée), n'ont pas été présentées par le gouvernement des Etats-Unis, quoiqu'elles soient absolument nécessaires pour donner une idée juste du contenu de la dépêche à laquelle elles étaient annexées.

De même, l'intercalation des mots « ou les eaux », a donné à la proclamation publiée à Sitka en 1864 l'air d'appuyer les arguments des Etats-Unis. Ces mots n'existent pas dans l'original, qui invite uniquement à quitter le territoire russe.

Les arguments avancés au cours de ce chapitre prouvent le bien fondé des conclusions établies à la page 96 du mémoire britannique. Les preuves supplémentaires qui viennent d'être présentées montrent clairement qu'avec le développement du commerce constaté à partir de l'an 1821, des navires appartenant à d'autres nations que la Russie ont librement navigué, fait le commerce et pêché dans les eaux de la mer de Behring, et qu'aucune tentative n'a été faite, pendant toute cette période, pour réserver l'usage de ces eaux aux navires battant pavillon russe.

CHAPITRE V

TITRE E. — *Quels sont les droits qui ont été transférés aux Etats-Unis par suite du traité du 3 mars 1867 ?*

ALLÉGATIONS DES ETATS-UNIS

1. Mémoire des Etats-Unis, p. 70. — « Ce traité qui, avant d'être ratifié, avait été discuté au Sénat des Etats-Unis et dans la presse, était une affirmation, faite par deux grandes nations, que la Russie avait jusqu'alors revendiqué la possession de la Mer de Behring, et que cette puissance venait d'en céder une partie aux Etats-Unis. Cette affirmation n'a jamais soulevé d'opposition. »

2. Mémoire des Etats-Unis, p. 74. — « Leur valeur [des phoques à fourrure] était bien connue aux négociateurs Américains du traité de 1867, et même en admettant que les négociations fussent basées jusqu'à un certain point sur des considérations politiques, néanmoins, et en tant qu'il s'agissait des revenus du Gouvernement et des bénéfices immédiats du peuple, un examen attentif des incidents qui se rattachent au transfert de la souveraineté, prouve que ce fut principalement l'industrie des fourrures qui décida les Etats-Unis à payer la somme de 7,200,000 dollars demandée par la Russie pour la cession et le transfert de ses droits de souveraineté et de propriété. »

3. Mémoire des Etats-Unis, p. 85. — « L'opinion qui prévalait dans les Etats-Unis, lors de l'achat et de la cession de l'Alaska, de l'étendue et des effets de la juridiction exercée par la Russie dans les eaux de la Mer de Behring, et l'accroissement de valeur apporté par cette juridiction au troupeau de phoques à fourrure des îles Pribyloff. »

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

Le traité de 1867 cède du territoire, et non des eaux.

En achetant l'Alaska, les Etats-Unis n'ont pas mis en ligne de compte la valeur du troupeau de phoques à fourrure.

Quant à la première de ces allégations, il convient de faire observer que

ni le traité de 1867, ni aucun document publié, ou communiqué aux nations étrangères, et se rapportant à ce traité, n'est déclaratoire d'une prétention à la possession de la mer de Behring. Par rapport à ce point, l'attention est appelée sur les observations dans le chapitre V du mémoire britannique.

Les extraits des débats du Congrès et les négociations qui ont précédé la conclusion du traité, prouvent clairement que ni les conseillers du Gouvernement des Etats-Unis, ni aucun de ses agents, ne prévoyaient l'acquisition d'un domaine exclusif sur la Mer de Behring.

Aux pages 75 et 76 du mémoire des Etats-Unis, il est question du rapport d'une Commission du Congrès, et de nombreuses citations en sont données. Mais ce rapport ne date pas de l'époque du traité ou de la cession de l'Alaska; c'est le rapport d'une Commission constituée en 1889, c'est-à-dire après que la présente difficulté se fût élevée.

Le mémoire des Etats-Unis ne fait mention d'aucun rapport d'une Commission moins récente. Il en existe cependant, et ces rapports sont d'une teneur toute contraire. Il y a, par exemple, le rapport mentionné dans « l'Histoire de l'Alaska » de Bancroft (p. 595), dont voici un extrait :

« Voici, selon le rapport de la Commission des affaires étrangères, publié le 18 mai 1868, les motifs qui ont amené le Gouvernement des Etats-Unis à les acheter » [les possessions de la Russie en Amérique] : « Ces motifs étaient, d'abord, le désir louable des citoyens de la côte Pacifique de participer aux importantes pêcheries des océans, des mers, des baies, et des rivières du monde occidental; le refus, en 1866, de la Russie de renouveler la concession de la Compagnie Russe-Américaine; l'amitié de la Russie pour les Etats-Unis; la nécessité de prévenir le transfert, toujours possible, quoique improbable, de la côte nord-ouest de l'Amérique à une puissance hostile; la création, dans le Pacifique, de nouveaux intérêts industriels, nécessaires pour établir notre suprématie en mer et sur terre; et enfin, le désir de faciliter des relations commerciales étendues entre l'Amérique et les nations amies, le Japon et la Chine, et de nous assurer les avantages de ce commerce. »

Voici, en outre, un extrait du rapport de la Commission des Voies et Moyens, à laquelle avait été renvoyée une décision de la Chambre des Représentants, ordonnant l'examen de certaines questions relatives au bail concédé par le Gouvernement des Etats-Unis à la Compagnie Commerciale de l'Alaska :

« Lorsque le Congrès discutait la proposition d'acheter de la Russie le territoire de l'Alaska, les adversaires de cette proposition fondèrent leurs arguments, en grande partie, sur la prétendue stérilité et le prétendu manque de valeur du territoire en question. Bien qu'il y eût des raisons politiques pour désirer l'annexion de cette région aux Etats-Unis, du côté du Pacifique, on supposait qu'elle n'offrait aucun avantage au point de vue commercial ou fiscal. La valeur des îles des phoques n'entraînait d'aucune manière dans les calculs. La Russie n'avait tiré que très peu de revenu de ces îles; la somme qu'elle en obtenait ne suffisait même pas pour couvrir les frais du maintien de son autorité. Sous notre système, cependant, les résultats sont bien différents. »

M. H.-W. Elliot, dans son rapport officiel sur les îles des phoques de l'Alaska, écrit comme suit sur ce point :

« Ignorance étrange de leur valeur en 1867. Puisque ce rendement

[celui de l'industrie des phoques à fourrure] est le seul que le Gouvernement a obtenu de l'Alaska depuis la cession, et qu'il n'est d'abord entré d'aucune façon dans les calculs de ceux mêmes qui appuyaient le plus chaleureusement la proposition d'acheter l'Amérique russe, ce rendement est en lui-même intéressant et fait grand honneur aux personnes que cela concerne. C'est au Sénateur Sumner que ceux en faveur de l'achat de ce territoire en 1867 ont assigné la tâche de présenter les principaux arguments à l'appui de la proposition. Tout ce qui avait été écrit dans des langues étrangères a été soigneusement traduit pour en extraire tous les passages faisant allusion à la valeur de l'Alaska. Voilà pourquoi le discours de Sumner à ce sujet est si intéressant (1). C'est le résumé de tout ce que les champions ardents de l'achat avaient pu recueillir de documents ayant la moindre prétention à l'authenticité et contenant même la plus petite allusion à l'existence de ressources naturelles de quelque valeur dans l'Alaska ; or, en résumant toutes ces données, il ne fait pas mention des îles des phoques, ni de ces bêtes elles-mêmes ; on reconnaîtra, donc, que l'ignorance dans les Etats-Unis et à l'étranger au sujet des îles Pribylov a dû être extraordinaire. »

Ce passage se rapporte particulièrement au résumé final de M. Sumner. Il est vrai que M. Sumner a fait allusion aux phoques à fourrure dans le cours de son long discours, mais il n'a consacré à ces animaux qu'un seul paragraphe. Le langage de ce discours, et l'absence de toute mention des phoques à fourrure dans le résumé des points principaux, indiquent que M. Sumner attachait relativement peu d'importance aux pêcheries du phoque à fourrure.

Dans le même rapport, M. Elliott dit encore :

« Beaucoup de personnes se rappellent que, lorsque nous ratifions les négociations entre notre Gouvernement et celui de la Russie, tout le monde chez nous montra une ignorance effrayante de tout ce qui concernait l'Amérique russe. Aucun écolier n'ignorait la situation de ce pays, mais aucun professeur ou commerçant, quelque savant ou sagace qu'il fût, ne savait quelles en étaient les ressources. Comme conséquence de cet état de choses, à peine le marché fut-il conclu et la cession formelle accomplie qu'une foule d'hommes énergiques et spéculateurs, dont plusieurs de la Nouvelle-Angleterre, mais la plupart habitants de la côte Pacifique, portèrent leur attention à l'Alaska. Parmi ces personnes, qui se rendirent à Sitka dans une petite flotte de navires à voile et à vapeur, il ne se trouvait, à ce qu'il paraît, que deux de nos citoyens ayant entendu parler des îles des phoques, ou ayant la moindre idée de leur valeur. Ces deux hommes, M. H.-M. Hutchison, natif de New Hampshire, et le Capitaine Ebenezer Morgan, natif de Connecticut, firent voile pour ces îles en 1868. M. Hutchinson avait recueilli des renseignements à Sitka. Le capitaine Morgan était guidé par l'expérience qu'il avait autrefois gagnée à la chasse du phoque dans la Mer du Sud. »

A une autre page du mémoire des Etats-Unis, se trouve le passage suivant, écrit par le professeur W.-H. Dall, qui visita les îles en 1868 :

« En 1868, époque à laquelle je visitai l'île de Saint-George, ce vaste territoire d'Alaska venait d'être cédé aux Etats-Unis, et le Gouvernement n'avait encore établi que les éléments d'une administration de l'ensemble

(1) Discours sur la cession de l'Amérique russe, Sénat des Etats-Unis, 1867, « Summary, » p. 48.

du territoire : on n'avait pas encore eu le temps de s'occuper de détails, tels que les Iles Pribiloff. »

M. Elliott a depuis répété, dans des déclarations faites à la Commission dont le rapport est cité à la page 75 du mémoire des Etats-Unis, l'opinion qu'il avait exprimée dans le rapport cité plus haut. Voici ses propres paroles :

« Si les Russes n'ont fait aucun effort pour retenir ces Iles, lors de la cession de l'Alaska, c'est simplement parce qu'à cette époque ils n'attachaient pas de valeur à l'industrie des phoques. Cette industrie était alors sans importance, les peaux ne rapportant à Londres que de 3 à 4 dollars la pièce.

« Ils ne réussirent pas à se créer un marché favorable, comme l'ont fait les concessionnaires sous notre régime. »

M. C.-A. Williams a déposé comme suit devant une Commission du Congrès :

« Je crois qu'à l'époque de l'achat de l'Alaska, tout le monde ignorait absolument la valeur de ces Iles, et l'importance de l'acquisition que le Gouvernement allait faire en dehors de l'Alaska continental, — sauf une douzaine de personnes ayant l'expérience de l'industrie des phoques. »

Le Dr W.-H. Dall, spécialement cité dans le mémoire des Etats-Unis, comme faisant autorité pour les affaires de l'Alaska, a écrit une lettre appelant l'attention sur l'inexactitude de certaines allégations à lui attribuées dans une discussion soulevée par un mémoire de M. W. Palmer, lu devant la Société Biologique de Washington. Dans cette lettre, le Dr Dall dit :

« J'ai dit qu'en 1866 (et non pas « dans les premiers temps de l'industrie »), j'avais acheté des peaux de phoque à fourrure, de première qualité, à 12 1/2 cents la pièce, prix auquel les Russes vendaient alors ces peaux. Cette remarque confirme l'observation souvent répétée, et que M. Palmer a faite de nouveau, « qu'on attachait peu d'importance, » lors de l'achat du territoire d'Alaska par les Etats-Unis, « au fait que les phoques à fourrure s'y trouvaient en abondance. » Cette attitude était bien naturelle, puisqu'à cette époque 100,000 peaux de phoque ne valaient qu'environ 12,500 dollars, somme suffisant à peine pour couvrir les dépenses encourues pour les obtenir. Il est vrai que cet état de choses se modifia rapidement. »

Le Gouvernement de Sa Majesté soutient que les prétentions des Etats-Unis sont basées sur deux allégations absolument dénuées de fondement.

La première est que la Russie a, jusqu'en 1867, effectivement exclu de la Mer de Behring les navires des autres nations;

La seconde, que le traité de 1867 définit certains droits spéciaux relatifs aux eaux non-territoriales de la Mer de Behring, et prétend céder ces droits.

Quant à la première de ces allégations, les faits exposés dans les chapitres précédents démontrent qu'à aucune période antérieure à l'année 1867, la Russie n'a exclu de la Mer de Behring les navires des nations étrangères.

Quant à la seconde, l'examen des dispositions du traité, imprimé aux pages 97-100 du mémoire britannique, fera voir que la Russie ne prétendait céder que des territoires alors reconnus comme faisant partie de l'empire russe, et qu'il n'était question de la cession d'aucun droit en dehors des droits territoriaux ordinaires.

CHAPITRE VI

Question 3 soulevée à l'article VI. — *Les Etats-Unis ont-ils aucun droit et, dans le cas affirmatif, quel droit, soit de protection, soit de propriété, aux phoques à fourrure qui fréquentent les îles de la Mer de Behring appartenant aux Etats-Unis, dans le cas où ces phoques seraient rencontrés en dehors du rayon ordinaire de 3 milles?*

ALLÉGATIONS DES ETATS-UNIS

1. Mémoire des Etats-Unis, p. 57. — « Par l'Oukase de 1821, la Russie avait publiquement revendiqué une certaine juridiction exceptionnelle sur la Mer de Behring et sur une partie de l'Océan Pacifique La Russie n'a jamais cherché à empêcher les navires de traverser la Mer de Behring pour se rendre dans la Mer Glaciale; elle n'a pas non plus toujours appliqué strictement la défense de chasser la baleine dans la zone de 100 milles de ses côtes; mais en ce qui concernait la protection des phoques à fourrure, il sera démontré qu'elle n'a jamais manqué d'exercer sa juridiction exceptionnelle. »

2. Mémoire des Etats-Unis, p. 85. — « Mais, en déterminant quel droit de protection ou de propriété il possède relativement aux phoques à fourrure qui fréquentent celles des îles situées dans la Mer de Behring qui appartiennent aux Etats-Unis, lorsque ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles, ce Gouvernement n'est pas obligé, et n'a pas l'intention de se fonder exclusivement sur la juridiction établie ou exercée par la Russie sur la Mer de Behring jusqu'à la cession de l'Alaska. Ce Gouvernement soutient qu'indépendamment de cette juridiction, il possède un droit de protection et de propriété relativement aux phoques à fourrure qui fréquentent les îles Prybiloff, lorsque ces animaux se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles, et il base ce droit sur les principes établis du droit commun et du droit civil, sur l'usage des nations, sur les lois de la nature, et sur les intérêts communs de l'humanité. »

3. Mémoire des Etats-Unis, p. 231, 232. — « Il est permis d'affirmer que c'est un principe établi par l'usage international, que toute nation spécialement intéressée à la conservation d'un produit marin précieux, se trouvant dans cette partie de la haute mer qui est contiguë à ses côtes ou à ses eaux territoriales, a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation de l'espèce, sans limitation quant à la distance de terre à laquelle il est permis d'appliquer ces mesures. »

4. Mémoire des Etats-Unis, p. 237. — « Ce rapide résumé de la législation de près d'une vingtaine de nations établit clairement le principe posé, conformément auquel toute nation qui possède un intérêt spécial à la conservation d'une espèce animale dans les hautes mers contiguës à ses côtes ou à ses eaux territoriales, a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation de l'espèce, sans limitation quant à la distance de terre à laquelle il est permis d'appliquer ces mesures. »

5. Mémoire des Etats-Unis, p. 295, 296. — « Les Etats-Unis, en se fondant sur les témoignages présentés et cités dans le présent mémoire, prétendent que les propositions suivantes de fait ont été pleinement établies.... Lorsque les phoques se trouvent dans l'eau, l'identité de chaque individu peut toujours être constatée avec certitude; soit pendant ses courtes excursions faites à la recherche de nourriture durant son séjour dans les îles, soit pendant sa longue migration d'hiver, cet animal a toujours une intention fixe, ou instinct, qui le porte à revenir aux îles. »

6. Mémoire des Etats-Unis, p. 299, 300. — Le Gouvernement des Etats Unis avancera les prétentions suivantes: (1) Vu les faits et les circonstances établis par les témoignages cités à l'appui de son argument, ce Gouvernement a un tel droit de propriété sur le troupeau de phoques d'Alaska... qu'il est autorisé à recourir à toute contrainte raisonnable qui pourrait être nécessaire, pour empêcher que les phoques ne soient détruits par les procédés dont il se plaint. (2.) Indépendamment du droit incontestable de propriété sur le troupeau de phoques, le Gouvernement des Etats-Unis a, pour lui-même, et pour ses citoyens un intérêt, une industrie, et un commerce.... et qu'il n'est pas permis, et ne devrait pas être permis, à des individus, de porter atteinte, dans aucune partie de la haute mer, à des intérêts nationaux de ce caractère, et de cette importance. »

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

Les Etats-Unis prétendent que le droit de protection, mentionné dans la question 3 de l'article VI, peut être exercé dans toutes les parties de la haute mer; en revendiquant ce droit, ils se basent sur des principes généraux, qui, s'ils sont légitimes, donnent le même droit à la Russie. Ils affirment que ce droit existe indépendamment de toute juridiction que

la Russie pourrait avoir autrefois exercée dans la Mer de Behring en vertu d'un titre de prescription. Cependant, on n'aurait pu attribuer des actes de protection de la part de la Russie, s'il y en avait eu, à une juridiction basée sur un titre de prescription, ni avancer ces actes comme preuves de ce titre, dans le cas où ils auraient eu la même légalité en l'absence de ce titre.

Les Etats-Unis ne sauraient posséder un droit de protection dans des mers où ils n'ont pas de juridiction, car, dans la mer ouverte, toutes les nations sont égales et indépendantes, et aucune d'entre elles n'a le droit d'arrêter les navires d'une autre, sauf pour piraterie.

Le traité, correctement interprété, n'autorise point le Tribunal à décider si les Etats-Unis ont une juridiction quelconque sur des eaux situées en dehors de cette partie de la Mer de Behring où les Etats-Unis réclament une juridiction exclusive. Aucune prétention à une juridiction quelconque en dehors de cet espace limité n'avait été avancée avant la signature du traité, et cet acte ne soumet à la décision des arbitres que les questions qui avaient surgi entre les parties contractantes avant la signature du traité.

Il n'est point facile de comprendre les termes employés en formulant les documents à l'appui de la prétention à ce droit étendu de protection. Le « droit commun » dont il est fait mention ne saurait être celui de l'Angleterre, qui n'a pas d'application dans une controverse entre nations. Le « droit civil, » soit qu'on parle du droit romain, soit qu'on emploie le terme par opposition au droit criminel, ne saurait entrer dans cette discussion. Le droit réclamé doit dépendre du droit international; or, « l'usage des nations » ne peut servir qu'à fournir des preuves du droit international qui reconnaît tous les « intérêts de l'humanité », que le Tribunal peut prendre en considération lorsqu'il s'agit de droits et non pas de règlements.

Un des objets de la limite ordinaire de 3 milles est celle d'assurer aux nations le droit exclusif de pêche dans leurs eaux territoriales.

Il ne peut exister aucun droit de propriété sur les phoques qui nagent librement dans l'océan. Il sera démontré au chapitre VII que ces animaux sont *feræ naturæ*; ils sont donc *res nullius*, même d'après la loi des Etats-Unis. Encore moins le Gouvernement des Etats-Unis a-t-il ce droit de propriété; et, quant aux concessionnaires, ils n'ont, et ne prétendent avoir, aucun intérêt dans ces phoques.

Même si l'on admettait que chaque phoque peut être identifié, et que tous les phoques reviennent chaque année aux îles Pribyloff, il manquerait tout de même les preuves d'un droit de propriété, à moins qu'il ne soit démontré que les phoques étaient apprivoisés et attachés à l'homme avant leur départ, et que ces animaux ont l'intention de revenir, non seulement aux îles, mais à un endroit particulier où ils seront sous la garde et l'autorité de leurs maîtres.

C'est apparemment à l'appui du prétendu droit de protection que le mémoire des Etats-Unis cite les lois de sept colonies britanniques, de l'Ecosse, de l'Irlande, et de dix autres pays (y compris la Russie). Mais il n'est dans aucun cas démontré qu'une juridiction territoriale sur les étrangers y soit revendiquée ou exercée.

Relativement à la question qui sera examinée dans ce chapitre, et relativement aux allégations des Etats-Unis citées plus haut, la protection dont parle le mémoire des Etats-Unis, soit expressément, soit implicitement, est une protection revendiquée en vertu d'un prétendu droit; ce prétendu droit de protection ne dépend nullement de l'exercice de la faculté d'établir un règlement, accordée à MM. les Arbitres par le traité du 29 février 1892. Pour éviter les longueurs, les passages contenant les arguments des Etats-Unis ne sont pas cités en entier, et s'il ne ressort pas assez clairement des parties citées qu'il s'agit d'un prétendu droit, l'examen du texte même, ou de la partie de l'argument où ces passages se trouvent, montre pleinement que tel est le cas.

Le droit de protection est tout à fait distinct du droit de propriété, et quand le droit de protection a pour conséquence l'adoption de « mesures nécessaires » (allégation 3) et l'emploi de « toute contrainte raisonnable qui pourrait être nécessaire » (allégation 6), ce droit implique nécessairement la juridiction sur les eaux auxquelles il s'étend. La juridiction peut exister sans la propriété, et la propriété sans la juridiction. Ainsi, toute nation a, dans ses eaux territoriales, une juridiction qui lui donne le droit d'empêcher les étrangers de pêcher dans ces eaux; cependant, d'après les

lois de la Grande-Bretagne et d'après celles des Etats-Unis, le poisson qui nage librement dans les eaux territoriales n'est la propriété de personne.

Dans la seconde des prétentions qui se trouvent à la tête de ce chapitre, il s'agit d'un prétendu droit de protection relativement aux phoques à fourrure (c'est-à-dire d'une juridiction donnant aux Etats-Unis le droit de protéger ces animaux), qui existerait indépendamment de la juridiction sur la mer de Behring, juridiction appelée, dans l'allégation (1), une « juridiction extraordinaire » et que la Russie est censée avoir exercée et avoir transférée aux Etats-Unis en 1867. De plus, selon l'allégation (6), « aucune partie de la haute mer » n'est exceptée de ce droit de protection. Les allégations (2) et (6) prises ensemble, veulent qu'en vertu de principes généraux, les nations qui possèdent « un intérêt, une industrie et un commerce » se rattachant aux phoques à fourrure, aient le droit de protéger ces animaux dans toutes les parties de la haute mer. Mais, s'il en est ainsi, aucun acte de protection (s'il y en a eu), exercé par la Russie et justifié par elle en raison de ce droit de protection, ne pourrait prouver l'existence d'une « juridiction extraordinaire » sur une partie de ces eaux, juridiction que cette nation est censée avoir exercée. En effet, les deux arguments se détruisent mutuellement. Si la Russie possédait le droit de protection en vertu de l'intérêt qu'elle avait aux phoques à fourrure, l'exercice de ce droit n'indiquerait nullement l'existence d'un droit de juridiction extraordinaire. Dans l'allégation (1), est néanmoins cité le prétendu fait que la Russie aurait exercé une juridiction pour la protection des phoques à fourrure, comme preuve principale du droit que cette puissance aurait acquis, par prescription, à la possession de la mer de Behring et à la juridiction extraordinaire découlant de ce droit. Dans la même allégation il est expressément admis que la mer de Behring servait comme passage à la mer Glaciale : il est également admis que la défense de pêcher la baleine dans la zone de 100 milles de la côte n'était pas strictement appliquée ; pas un seul cas n'est cité où cette défense ait été appliquée ; mais il est affirmé que « quand il s'agissait de la protection des phoques à fourrure », la juridiction extraordinaire a toujours été exercée.

Les propositions suivantes montrent clairement que le droit de protection implique une juridiction sur les eaux où ce droit est exercé :

1° Dans la mer inoccupée, toutes les nations sont égales et indépendantes l'une de l'autre ;

2° En temps de paix, aucune puissance n'a le droit d'employer la force envers un navire d'une nation étrangère, excepté en cas de piraterie ; et

3° La pêche n'est pas piraterie.

La dernière de ces propositions est trop élémentaire pour avoir besoin d'être appuyée par des arguments. Les deux premières sont élucidées, si toutefois cela est nécessaire, par le jugement rendu par Lord Stowell dans le cas du « Le Louis ». Dans ce jugement, déjà cité sous un autre rapport à la page 166 du mémoire britannique, Lord Stowell a déclaré qu'on n'avait pas le droit de condamner un navire français comme pirate pour avoir été employé dans la Traite des nègres et pour avoir résisté de force à la visite des croiseurs anglais. Lord Stowell dit :

« Quant à la première question, celle de savoir si le droit de visite existe en temps de paix, je dois faire observer qu'il y a deux principes de droit public qui sont généralement reconnus comme fondamentaux. Le premier est celui de la parfaite égalité et de l'indépendance absolue de

tous les états distincts. La grandeur relative ne crée aucune distinction de droit ; la faiblesse relative, soit permanente, soit temporaire, ne donne aucun droit supérieur au puissant voisin ; et tout avantage tiré de cette faiblesse n'est qu'usurpation. Voilà le fondement du droit public, fondement qu'il est absolument nécessaire de conserver intact dans l'intérêt de la paix universelle, au point de vue des particuliers non moins qu'à celui des Etats. Le second principe est celui que, toutes les nations étant égales, toutes ont un droit égal à l'usage ininterrompu, pour les fins de la navigation, de toutes les parties inoccupées de l'Océan. Dans les endroits où il n'y a pas d'autorité locale, et où les sujets de tous les Etats se rencontrent sur un pied d'égalité et d'indépendance parfaites, aucun Etat, ni le sujet d'aucun Etat, n'ont le droit de s'arroger, ni d'exercer une autorité quelconque sur les sujets d'un autre Etat... Dans l'espèce, le droit de visite a été exercé en temps de paix ; il est donc nécessaire de démontrer que cet exercice était justifiable au point de vue de la loi. Or, d'après les principes que je viens de définir comme étant ceux du droit des nations actuel, reconnus par toutes les autorités et par l'usage universel, une semblable saisie ne saurait être justifiée que dans le cas où il s'agirait de la prise légale (1) d'un navire exerçant la piraterie ; dans tout autre cas, il serait nécessaire de prouver l'existence d'une raison toute nouvelle qui justifierait l'exercice d'un droit qui, selon l'opinion générale, n'existe en temps de paix que par exception... La question se résume donc ainsi : Ce navire français (2) exerçait-il la piraterie dans l'acception légale de ce terme, et a-t-il ainsi encouru toutes les peines qui s'attachent à cette occupation ?... A vrai dire, quelques-uns des traits caractéristiques de la piraterie sont absents dans l'espèce. Il ne s'agit pas de flibustiers, ennemis du genre humain, qui renoncent à leur patrie et ravagent les côtes et les navires de tous les pays sans distinction, inspirant la terreur partout où ils abordent... Quelque malfaisante que puisse être l'occupation en question, on ne saurait la qualifier de piraterie (3) dans l'acception légale de ce mot ».

Le gouvernement de Sa Majesté déclare respectueusement que la question de savoir si les Etats-Unis ont une juridiction en dehors de la mer de Behring — ou plutôt en dehors de cette partie de la mer de Behring dans laquelle les Etats-Unis ont la prétention d'exercer une juridiction exclusive — n'a pas été soumise à ce haut tribunal en vertu des stipulations du traité de 1892.

Quand la question placée en tête de ce chapitre parle d'un droit de protection au delà de la limite ordinaire de 3 milles, il est entendu que cette partie de la mer de Behring sur laquelle les Etats-Unis prétendent exercer une juridiction exclusive entre seule dans la controverse entre les deux puissances ; car, à la date du traité de 1892, les Etats-Unis n'avaient encore avancé aucune prétention à une juridiction, exclusive ou non, s'étendant au delà des limites de la mer de Behring. Le préambule, ainsi que l'article I, déclarent que « les différends qui ont surgi » sont soumis au tribunal d'arbitrage, stipulation qui, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, serait dans tous les cas contenue implicitement dans le traité.

(1) Ce mot est imprimé en italiques dans le texte original.

(2) Ce mot est imprimé en italiques dans le texte original.

(3) Ce mot est imprimé en italiques dans le texte original.

La prétention avancée par les Etats-Unis est formulée dans la dépêche de M. Blaine du 17 décembre 1890. Dans cette dépêche, il est proposé de donner à la question 5 la forme suivante :

« Quels sont aujourd'hui les droits des Etats-Unis relativement aux pêcheries du phoque à fourrure dans les eaux de la mer de Behring en dehors de la limite territoriale ordinaire, soit que ces droits se fondent sur une cession, faite par la Russie, des droits spéciaux ou de la juridiction spéciale, sur les dites pêcheries ou sur les eaux de la mer de Behring, soit qu'ils émanent de la possession des îles où les phoques mettent bas, et du fait que ces animaux fréquentent ces îles, qu'ils y élèvent leurs petits, et que c'est des îles qu'ils vont en quête de la pâture ; soit que ces droits se basent sur d'autres faits ou d'autres circonstances quelconques relevant des rapports existant entre ces pêcheries du phoque et les possessions territoriales des Etats-Unis ».

Dans la même dépêche, M. Blaine dit encore :

« Il n'est pas vrai, quoiqu'on ne cesse de le répéter, que les Etats-Unis demandent que la mer de Behring soit déclarée une mer fermée. Ce gouvernement n'a jamais avancé cette prétention, et n'a jamais désiré la faire valoir. Il la désavoue formellement. Toutefois, le gouvernement des Etats-Unis, s'appuyant sur les autorités les plus considérées en droit international, a des raisons bien fondées pour se réserver une petite zone de la mer de Behring pour la protection des phoques à fourrure. Surveiller dans ce but spécial un espace de mer relativement restreint, n'est décidément pas déclarer la mer, soit en entier, soit en partie, mer fermée ».

Dans la même dépêche, M. Blaine avait dit :

« Si la Grande-Bretagne réussit à prouver qu'à l'époque des traités avec la Russie de 1824 et 1825, la mer de Behring était comprise dans l'Océan Pacifique, les Etats-Unis n'auraient pas de plaintes fondées à avancer ».

Le 21 février 1891, Lord Salisbury écrit en réponse, au sujet de la question ainsi soulevée :

« La première clause, « Quels sont aujourd'hui les droits des Etats-Unis relativement aux pêcheries du phoque à fourrure dans les eaux de la mer de Behring en dehors de la limite territoriale ordinaire ? » est une question qui pourrait très bien être soumise à la décision d'un arbitre. Mais la clause suivante est basée sur l'hypothèse de la possibilité que, d'après les principes du droit international actuel, les droits en question pourraient émaner de la possession des îles où les phoques mettent bas et des habitudes de ces animaux ; or, le gouvernement de sa Majesté ne saurait accepter cette hypothèse ».

M. Blaine répliqua le 14 avril 1891, en proposant la question 5 telle qu'elle se trouve aujourd'hui dans le traité. Cette rédaction fut acceptée par Sir J. Pauncefote dans un mémoire daté du 3 juin 1891.

La correspondance entretenue au sujet du *modus vivendi* fournit d'autres preuves relatives aux limites de la prétention avancée par les Etats-Unis.

Le 4 juin 1891, M. Wharton, secrétaire d'Etat *ad interim* des Etats-Unis, écrivit à Sir J. Pauncefote dans les termes suivants, au sujet de la stipulation faite par Lord Salisbury que la Russie devait adhérer au *modus vivendi* :

« Je suis, en outre, chargé de rappeler que la controverse entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'est bornée à cette partie de la mer de Behring qui est à l'est de la ligne de démarcation définie dans notre convention avec la Russie... L'idée d'appliquer le *modus vivendi* à un espace plus étendu que la région en dispute et envisagée dans la correspondance des deux gouvernements, n'est jamais venue à ceux qui ont représenté le gouvernement des Etats-Unis dans cette correspondance, ni au Président ».

Le 9 juin 1891, M. Wharton écrit à Sir J. Pauncefote dans les termes suivants, au sujet d'une autre disposition du *modus vivendi* :

« Pour ce qui concerne la troisième clause de votre proposition, je suis chargé de dire qu'il ne s'agit, dans la controverse entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, que des droits respectifs des deux gouvernements dans cette partie des eaux de la mer de Behring qui est en dehors des limites territoriales ordinaires, et qu'il va sans dire que la coopération des deux gouvernements, pendant la saison actuelle, aura les mêmes limites naturelles ».

Sous la réserve de la protestation qui vient d'être faite, on procédera maintenant à l'examen des bases sur lesquelles les Etats-Unis fondent leur prétention à un droit de protection.

Elles sont au nombre de quatre, savoir : les principes établis du droit commun et du droit civil, l'usage des nations, les lois de la nature et les intérêts communs de l'humanité.

Il n'est pas clair quelle signification il faut attacher ici aux termes « droit commun et droit civil ». L'expression « droit commun » est employée comme terme technique, bien compris des légistes anglais et américains ; mais le « droit commun » n'est pas applicable à la question, à moins qu'il ne soit possible d'en déduire des principes généraux. « Droit civil » est une expression employée quelquefois pour désigner le « droit romain », et quelquefois par opposition au « droit criminel ». Ici, elle a probablement cette dernière signification. Cependant, le « droit civil » est tout à fait inapplicable à la question en discussion, soit qu'on donne à cette expression la première ou la seconde des deux significations mentionnées. Les droits des nations doivent être déterminés d'après les principes du droit international. « L'usage des nations » n'est important qu'en tant qu'il fournit des preuves de l'application de ce droit ; c'est donc toujours d'après les prescriptions du droit international que la prétention des Etats-Unis doit être jugée.

Les lois de la nature sont étrangères à la question de juridiction. Ces lois seraient moins étrangères à la question du droit de propriété, si on avançait sérieusement la prétention que les phoques ne sont pas *feræ naturæ* ; mais il est peu probable que cet argument soit mis en avant. La prétention extraordinaire de considérer les phoques en quelque sorte comme des animaux domestiques, sera examinée plus tard. Il ne saurait être question ici « d'intérêts communs de l'humanité » autres que ceux reconnus par le droit international.

Or, quels principes du droit international sont applicables à la présente question ? Le passage qui vient d'être examiné (allégation 2), et dans lequel l'expression « limite ordinaire de 3 milles » est employée deux fois, laisse entrevoir ces principes. Il n'est pas nécessaire de citer des autorités pour prouver que la zone de 3 milles est maintenant généralement acceptée par les Etats-Unis et par les autres nations, comme limite de la juri-

diction territoriale pour la plupart des fins. Les citations suivantes montrent que cette limite est acceptée comme celle du droit exclusif de la pêche.

M. Wheaton dit, en parlant des « parties de la mer voisines des côtes d'un Etat jusqu'à une distance d'une lieue marine ou bien, aussi loin que peut porter un coup de canon tiré du rivage » :

« Le pouvoir physique d'exercer un droit exclusif de propriété et de juridiction dans ces limites, et d'en exclure l'action des autres nations, existe dans une certaine mesure ; mais le pouvoir moral semble ne pas s'étendre au delà de ce qui est nécessaire pour exclure l'action d'un autre état, qui pourrait être nuisible à l'état auquel appartient ce droit. C'est en se fondant sur cette considération que l'on est convenu d'exempter un état neutre, en temps de guerre, de tout acte d'hostilité dans les limites mentionnées. On a quelquefois aussi étendu l'exercice de ce droit à l'exclusion des autres nations de l'usage de ces eaux, tant en temps de guerre qu'en temps de paix, comme, par exemple, pour la pêche, industrie qui dans les limites indiquées est généralement réservée aux nationaux. La prétention à ce droit exclusif est consacrée tant par l'usage que par des conventions spéciales, et doit être regardée comme faisant partie du droit positif des gens ».

Sir John Nicholl dit :

« En vertu d'une espèce de convention tacite entre nation et nation, la juridiction territoriale peut s'étendre à la distance de 3 milles des côtes ; mais cet arrangement a un autre but, ce n'est d'empêcher que les nationaux ne soient gênés dans l'exploitation de la pêche, et particulièrement dans le cabotage, et en se rendant d'un port à un autre en temps de guerre ; ils seraient exposés à des dangers s'il était permis aux belligérants de pratiquer des hostilités en deçà de la limite de 3 milles ».

M. Sheldon Amos dit :

« Pour certaines fins limitées, un droit spécial de juridiction et même (pour un petit nombre de fins bien définies) de domaine, est concédé à tout Etat relativement à la partie de l'Océan contiguë à ses côtes. Cette juridiction et ce domaine ont été reconnus afin de permettre à une nation : 1° de surveiller les pêcheries ; 2° de prévenir les contraventions aux règlements de la douane ; 3° de percevoir les droits de port et de phare ; et 4° d'empêcher la violation du territoire en cas de guerre entre puissances étrangères. On n'a pas toujours fixé à la même distance de la côte la limite de l'étendue de ce privilège partiel ; la portée d'un coup de canon ou la distance d'une lieue marine de la côte sont le plus souvent acceptées comme normes ».

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique affirme que les citations faites et les arguments avancés prouvent que le seul droit que les Etats-Unis puissent exercer pour protéger les phoques est celui qui dérive de la juridiction territoriale, droit qui leur donne la faculté d'interdire aux sujets des autres nations de pêcher dans les eaux territoriales.

Il convient ensuite d'examiner si les Etats-Unis ont un droit de propriété relativement aux phoques à fourrure qui fréquentent les îles Pribyloff.

Il suffira de citer les autorités suivantes, anglaises et américaines, pour démontrer que des animaux tels que les phoques sont *feræ naturæ*, et que, comme tels, ils sont *res nullius*.

« Personne ne peut avoir un droit de propriété absolue relativement à des choses qui sont *feræ naturæ*.

« Comme, par exemple, les bêtes fauves, les lapins » (R. 7, Co. 17 *b.*)

« Ni relativement aux faucons, colombes, hérons, faisans, perdrix, et autres oiseaux libres et non apprivoisés ». (10 H. 7, *6*, 30.)

« Ni relativement aux poissons qui nagent librement dans l'eau ».

« Cependant, un homme peut avoir un droit de propriété provisoire ou possessoire relativement à ces animaux ; comme, par exemple, dans le cas où les bêtes fauves, etc., sont apprivoisées ». (7 Co., 17 *b.*)

« Dans le cas où les faucons, etc., sont réclamés (ou apprivoisés).

« De même, dans le cas où les faisans, perdrix, ou autres oiseaux sont apprivoisés.

« De même, où il s'agit de colombes dans un colombier.

« De jeunes hérons, etc., dans leurs nids ». (7 Co., 17 *b.*)

« De poissons dans une citerne, etc.

« Dans le cas de ces animaux, apprivoisés ou enfermés, il peut être question de crime ». (7 Co., 18 *a.*)

« Mais, si les bêtes fauves, oiseaux, etc., apprivoisés ou réclamés, regagnent leur liberté naturelle, et n'ont pas le désir de revenir, le droit de propriété se perd ». (7 Co., 17 *b.*)

« Les autres animaux qui ne sont ni apprivoisés ni domestiqués, ne sont pas sujets à un droit de propriété, ou bien ils appartiennent à l'autre catégorie, celle de la propriété provisoire (1), limitée (2), ou spéciale (3) : cette propriété n'a pas de permanence, et peut exister à un moment, et ne pas exister à un autre ».

« Un droit de propriété provisoire peut exister relativement à des animaux *feræ naturæ, per industriam hominis* ; c'est-à-dire qu'un homme peut les ramener de leur état sauvage (4) et les apprivoiser, en se servant, comme moyen, de l'art, de l'industrie, et de l'éducation, ou bien en les retenant dans son pouvoir immédiat, de façon à les empêcher de fuir et de jouir de leur liberté naturelle ».

« Dans le cas de toutes ces créatures ramenées de leur état sauvage, le droit de propriété n'est pas absolu, mais peut être perdu ; c'est un droit qui peut être annulé, si elles retournent à leur état primitif, et si on les trouve en liberté ».

« Un droit de propriété provisoire peut aussi exister relativement à des animaux *feræ naturæ, ratione impotentia*, par suite de leur propre impuissance. Ainsi, si des faucons, hérons ou autres oiseaux nichent dans mes arbres, ou si des lapins ou autres animaux ont leurs terriers sur ma terre, et y font leurs petits, j'ai un droit de propriété temporaire relativement à ces petits oiseaux ou à ces petits lapins, jusqu'au moment où ils sont en état de s'envoler ou de s'échapper ; quand ce moment arrive, mon droit de propriété cesse ».

« Les animaux *feræ naturæ* ramenés de leur état sauvage par l'art et la puissance de l'homme, sont aussi sujets à un droit de propriété temporaire ; mais aussitôt qu'on les abandonne, ou qu'ils s'échappent, et qu'ils retournent à leur liberté naturelle et à leur état sauvage primitif, sans

(1) Ces mots sont imprimés en italiques dans le texte original.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

avoir le *animus revertendi*, ils cessent d'être sujets à un droit de propriété. Pendant la durée de ce droit de propriété temporaire, il est protégé par la loi de même que tout autre droit de propriété, et les violations en sont punies de la même manière.

« La difficulté qu'on a à arriver à une décision relativement à l'application de la loi en certains cas, provient du manque d'une règle fixe d'après laquelle il serait possible de déterminer si un animal est *feræ vel domitæ naturæ*.

« Dans le cas où un animal appartient à la catégorie des animaux apprivoisés, tels que les chevaux, les moutons et les bestiaux, il est évident qu'il est sujet au droit de propriété absolu ; mais s'il faut le classer parmi les animaux qui, naturellement sauvages, doivent leur docilité temporaire à la discipline de l'homme, tels que les bêtes fauves, les poissons et divers oiseaux, il n'est sujet qu'au droit de propriété temporaire, qui cesse aussitôt que l'animal sort de son état de dépendance et de la possession de l'homme ».

Il est inutile de multiplier les autorités, puisque le mémoire des Etats-Unis ne prétend pas que la règle, même d'après les lois des Etats-Unis, soit différente de celle formulée par Kent.

Indépendamment de la question de savoir si les phoques à fourrure qui nagent librement dans la mer de Behring peuvent être sujets à des droits de propriété, le mémoire des Etats-Unis ne cite aucun titre à l'appui de la prétention des Etats-Unis à la possession de ces animaux. Les lois des Etats-Unis qu'on trouve dans l'appendice de leur mémoire n'appuient nullement la prétention que le gouvernement a un droit de propriété relativement aux phoques à fourrure. La loi du 3 mars 1869, intitulée « Résolution tendant à la meilleure protection des phoques à fourrure de l'Alaska », portait :

« Que les îles de Saint-Paul et de Saint-George dans l'Alaska soient déclarées, et qu'elles sont déclarées par la présente loi, réserve spéciale du gouvernement ».

Il est à noter que cette loi ne fait pas mention de la mer de Behring, ni des phoques à fourrure qui se trouvent dans cette mer. La loi du 1^{er} juillet 1870, intitulée « Loi destinée à empêcher l'extermination des animaux à fourrure dans l'Alaska » (section 4), autorise la concession du :

« Droit d'exploiter l'industrie de l'abatage de phoques à fourrure dans les îles de Saint-Paul et Saint-George, et d'envoyer un navire ou des navires aux dites îles pour le transport des peaux de phoques tués ».

De même, la concession accordée en vertu de cette loi ne donne aux concessionnaires aucun droit relativement aux phoques à fourrure qui se trouvent dans les eaux non territoriales de la mer de Behring. Cette concession, datée du 12 mars 1890, donne, pour une période déterminée :

« Le droit exclusif d'exploiter l'industrie et l'abatage de phoques à fourrure dans les îles de Saint-Georges et Saint-Paul, dans le territoire d'Alaska, et d'envoyer un navire ou des navires aux dites îles pour le transport des peaux de phoques tués ».

Le 20 juin 1891, encore, les concessionnaires ont déclaré que la présente controverse ne les concernait nullement. Dans une lettre portant cette date, ils ont protesté contre la contravention du contrat commise par le gouvernement en acceptant le *modus vivendi*, qui les empêchait de continuer leurs opérations dans les îles. Cette lettre dit :

« Cette compagnie présume que le droit de tuer des phoques à fourrure dans les îles en question, et en deçà des limites reconnues de la juridiction des Etats-Unis, appartient incontestablement à cette nation, ou aux personnes auxquelles elle a pu donner la concession de cette industrie, et que ni l'Angleterre, ni une autre puissance quelconque ne peut mettre en question ce droit, ni interposer des obstacles à son exercice.

« On ne va pas soumettre à l'arbitrage la question de savoir si ce gouvernement a le droit de tuer des phoques à fourrure dans son propre territoire. Ce droit n'entre nullement dans la controverse engagée entre les deux pays. Dans cette controverse, la Grande-Bretagne affirme que les braconniers anglais et canadiens ont le droit d'abattre les phoques à fourrure dans « notre partie » de la mer de Behring, et les Etats-Unis nient qu'ils aient ce droit ; et cette compagnie insiste respectueusement sur ce que l'accord entre les deux gouvernements, annoncé dans la proclamation du Président, en tant que les termes de cet accord défendent à la compagnie de prendre sa cote légale de peaux de phoques, est une infraction des droits acquis de cette compagnie, et la cause de pertes considérables.

« S'il doit être admis, ainsi que l'Angleterre l'affirme, et les Etats-Unis le nient, que la partie orientale de la mer de Behring n'est pas territoire maritime des Etats-Unis, mais une partie de la « haute mer », la compagnie soutient respectueusement que ni la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ni deux autres gouvernements quelconques, n'ont le droit de déterminer, sans le concours des autres états, qui pourra naviguer dans ces eaux, ni d'interdire la pêche ou la prise de phoques sur la haute mer ; et la compagnie se permet de faire observer à l'honorable secrétaire de la Trésorerie, que les droits de la compagnie ont été négligés dans l'accord conclu entre les deux gouvernements, en tant que cet accord défend au concessionnaire de prendre des phoques que la loi et son contrat avec les Etats-Unis l'autorisent à prendre ; et qu'on a infligé à la Compagnie des pertes très considérables, afin que l'Angleterre consentit à soumettre à l'arbitrage la question de savoir si les braconniers canadiens ont le droit de détruire l'industrie des phoques par la chasse pélagique ».

Avant de conclure cette partie du chapitre, il est nécessaire de faire quelques observations sur l'allégation (5), qui renferme deux assertions de fait assez hardies et d'un caractère assez général, savoir : (1) qu'il est possible d'établir avec certitude l'identité de chaque phoque ; et (2) que, pendant toute la durée de la migration d'hiver, le phoque a toujours une intention fixe, ou instinct, qui le porte à revenir aux îles. Même si on admettait que ces assertions fussent vraies, les conditions dont dépend, d'après les autorités citées plus haut, l'acquisition d'un droit de propriété relativement aux animaux de nature sauvage, ne seraient pas toujours remplies ; car (1) il faudrait démontrer, non seulement que le phoque était venu des îles Pribyloff, mais aussi qu'il y avait été apprivoisé ou ramené d'un état sauvage ; et (2) il faudrait prouver que le phoque avait l'intention de retourner, non pas simplement aux îles, car tout phoque sauvage pourrait y retourner de son propre mouvement, mais à la garde et aux soins de son maître.

Le gouvernement de Sa Majesté soutient qu'il est établi par les citations et les arguments qui précèdent, que ni les Etats-Unis ni les citoyens des Etats-Unis ne peuvent avoir un droit de propriété relativement aux pho-

ques à fourrure, à moins que ces animaux ne soient effectivement entrés dans leur possession par voie de capture ; et que le droit de propriété ainsi acquis n'a de validité qu'aussi longtemps qu'on retient ces animaux sous son contrôle.

A l'appui de la prétention des Etats-Unis à un droit de protection relativement aux phoques à fourrure en dehors de la limite ordinaire de 3 milles, le mémoire des Etats-Unis allègue que d'autres nations ont fait des lois pour protéger des industries semblables, en dehors des limites ordinaires des eaux territoriales.

Voici l'ordre dans lequel ces lois sont examinées dans le mémoire des Etats-Unis et dans le présent mémoire :

- A. — Iles Falkland.
- B. — Nouvelle-Zélande.
- C. — Cap de Bonne-Espérance.
- D. — Canada.
- E. — Terre-Neuve.
- F. — Pêcheries de phoques de Jan-Mayen.
- G. — Russie : mer Blanche et mer Caspienne.
- H. — Uruguay.
- I. — Chili.
- J. — République Argentine.
- K. — Japon.
- L. — Russie : Iles du Commandeur et Iles Robben.
- M. — Irlande.
- N. — Ecosse.
- O. — Ceylan.
- P. — Australie.
- Q. — France.
- R. — Italie.
- S. — Norvège.
- T. — Panama.
- U. — Mexique.

A. — *Iles Falkland.*

Le mémoire des Etats-Unis cite une ordonnance de 1881, aux termes de laquelle la chasse du phoque est formellement prohibée pendant une période déterminée de l'année « sur tout le territoire de cette colonie et de ses dépendances ».

Afin de démontrer que l'application de cette ordonnance s'étend aux eaux non territoriales, le mémoire cite le témoignage du capitaine Budington, navigateur et chasseur de phoques, qui aurait déclaré « sous serment » que l'ordonnance est appliquée au delà de la limite de 3 milles.

Il suffit, cependant, d'examiner la déclaration du capitaine Budington, pour voir qu'il ne s'agit que de la manière dont il entendait lui-même les dispositions de l'ordonnance. Il ne cite, d'ailleurs, aucun cas où on aurait appliqué cette loi à des étrangers en dehors de la limite ordinaire de la juridiction.

Cette ordonnance contient la disposition suivante (section 1) au sujet de la saison de la prohibition :

« Il est défendu de tuer ou de prendre, ou de chercher à tuer ou à prendre, des phoques, dans aucune partie du territoire de cette colonie ou de ses dépendances ».

L'application de l'ordonnance est expressément limitée au territoire de

la colonie ; du reste, depuis que les îles Falkland sont devenues une possession de la Grande-Bretagne, on n'a jamais, à aucune époque, soit avant soit après la publication de l'ordonnance en question, cherché à entraver la chasse des phoques en dehors de la limite ordinaire des eaux territoriales. Ce fait est noté dans le rapport des commissaires britanniques.

B. — *Nouvelle-Zélande.*

Le mémoire des Etats-Unis cite ensuite les lois de la Nouvelle-Zélande.

Une loi impériale et trois lois de la colonie de la Nouvelle-Zélande sont citées. Les limites de la juridiction de la colonie sont définies par l'acte impérial de 1863.

La section 2 de cet acte définit la colonie de la Nouvelle-Zélande comme comprenant :

« Tous les territoires, îles et contrées situées entre le 162° de longitude est et 173° de longitude ouest, et entre 33° et 33° de latitude sud ».

Or, d'après le mémoire des Etats-Unis, cet acte définirait les :

« Frontières comme coïncidant avec les parallèles de 38° et de 53° de latitude sud, de 162° de longitude est et de 73° de longitude ouest. »

Les observations du mémoire sur la législation subséquente de la colonie sont basées sur la supposition que ces mots expriment la vraie signification de l'acte.

Cet acte est donné en entier dans l'appendice du mémoire des Etats-Unis ; les conclusions tirées de la législation de la Nouvelle Zélande dépendent entièrement de l'interprétation erronée de l'acte.

Les expressions telles que « pour tout ou partie du territoire de la colonie ; eaux ou lieux spécifiés (dans les règlements), sous la juridiction du gouvernement de la colonie », citées des actes de la Nouvelle-Zélande, sont toutes limitées par la définition du territoire de la colonie donnée dans l'acte de 1863 ci-dessus cité.

L'allusion faite dans le mémoire des Etats-Unis à l'acte de 1884 mérite une attention toute spéciale. La section 5 de cet acte donne plein pouvoir au gouverneur en conseil d'instituer, de modifier et d'abroger des règlements qui n'auront force et effet que dans les eaux ou dans les lieux spécifiés dans l'acte.

Le mémoire des Etats-Unis dit à propos de cet acte :

« Le pouvoir exécutif possède donc une autorité presque illimitée pour établir des saisons de prohibition, pour instituer des règlements concernant l'achat ou la vente du poisson, y compris le phoque, et pour établir une sanction pénale pour toute infraction à la loi et aux ordonnances. La définition du terme « eaux » dans l'acte indique qu'il s'applique à tout le territoire de la colonie, dont l'extrémité sud-est est située à plus de 700 milles de la côte de la Nouvelle-Zélande, bien que quelques îles de peu d'importance se trouvent dispersées çà et là dans cette étendue de mer. »

Ces observations sont illustrées par une carte coloriée, sur laquelle sont tracées des limites imaginaires, prétendues être celles définies par l'acte de 1863.

La définition du terme « eaux » dans cet acte suffit à elle seule pour démontrer l'erreur du raisonnement qui en dépend.

« Le terme « eaux » (selon la définition) est appliqué à toutes les eaux salées, douces et saumâtres situées dans la colonie et près des côtes et dans les baies de celle-ci ; les eaux artificielles sont comprises sous cette dési-

gnation, mais elle n'est pas appliquée aux eaux qui sont situées dans la propriété de personnes privées ».

Si l'expression « eaux situées dans la colonie » comprenait l'océan jusqu'à une distance de 700 milles des côtes, il n'était pas nécessaire, et il aurait même été absurde, de faire mention des « eaux près des côtes et dans les baies » de la colonie.

C. — *Cap de Bonne-Espérance.*

Le mémoire des Etats-Unis affirme que :

« Dans la colonie du Cap de Bonne-Espérance, la chasse aux phoques dans les rookeries, ainsi que dans les eaux qui les baignent, est soumise à des règlements sévères ».

Les seules preuves à l'appui de ces allégations sont les déclarations suivantes :

W. C. B. Stamp dit :

« Je n'ai aucune connaissance personnelle des faits, mais j'ai entendu dire qu'on a établi un règlement dans la colonie du Cap de Bonne-Espérance ».

G. Comer fait la déclaration suivante :

« Les rookeries, m'a-t-on dit, sont dans la possession ou sous l'administration d'une compagnie qui a le droit exclusif d'y prendre des phoques. Nous n'avons pas osé nous approcher de ces rookeries, parce que la chasse des phoques était défendue, et qu'il ne nous aurait pas été permis d'en prendre dans les eaux adjacentes ».

L'avertissement du gouvernement, qu'on trouvera dans l'appendice du rapport des commissaires britanniques, explique le caractère des règlements en vigueur dans cette colonie. Cet avertissement défend de « molester » les phoques dans la dite île (dans la baie de Mossel), et d'y aborder.

L'agent du gouvernement a fait la déclaration suivante :

« On peut dire qu'on ne tue jamais les phoques dans les eaux qui baignent ces côtes. . . . La méthode de tuer les phoques est la même dans toutes les îles de la colonie ; des bateaux abordent sur la côte, et on abat les animaux avec des massues ».

La législation du Cap de Bonne-Espérance se borne, en effet, à protéger les phoques dans les îles.

D. — *Canada.*

Le mémoire des Etats-Unis passe ensuite aux autres variétés de phoques. Il affirme que les phoques à poil de l'Atlantique du Nord :

« Ont été entourés des barrières tutélaires des lois et règlements britanniques. . . . Les lois canadiennes, sans stipuler aucune limite maritime, interdisent à toute personne de déranger ou de porter un dommage quelconque à toute pêcherie sédentaire de phoques, pendant le temps où la chasse de cet animal est ouverte, ou de molester ou d'effrayer les troupes de phoques à leur entrée dans la fishery ».

La seule loi canadienne qui soit mentionnée est l'acte de 1886 concernant les pêcheries. Cette loi est applicable aux sujets canadiens sur la haute mer, et à toutes les personnes qui se trouvent dans les limites des eaux territoriales du Canada, mais elle n'est pas applicable aux étrangers en dehors de ces limites.

E. — *Terre-Neuve.*

Les lois de Terre Neuve citées dans le mémoire des Etats-Unis sont des

règlements de caractère purement intérieur, et il n'y est pas question d'une juridiction maritime au-delà des 3 milles ordinaires.

F. — *Pêcherie de phoques de Jean-Mayen.*

Il n'est pas nécessaire de discuter le règlement international en vigueur dans la pêcherie de haute mer connue sous le nom de « pêcherie de phoques de Jean-Mayen », puisqu'il est admis que ce règlement est basé sur une convention entre les nations intéressées dans cette pêcherie. Le rapport des commissaires britanniques fournit des renseignements détaillés sur le caractère et l'origine de ce règlement.

G. — *Russie : Mer Blanche et Mer Caspienne.*

Les lois russes citées à la page 228 du mémoire des Etats-Unis sont des règlements intérieurs, qui ne s'appliquent pas aux étrangers au-delà des limites ordinaires des eaux territoriales. Aux termes de l'article XXI du code russe de 1869, concernant les prises, les eaux territoriales de la Russie s'étendent à une distance de 3 milles des côtes. Quant à la mer Caspienne, les nations ne la considèrent pas comme mer ouverte.

H. — *Uruguay.*

L'application des lois de l'Uruguay qui règle la prise des phoques dans les îles Lobos est limitée à la juridiction territoriale ordinaire, et ces lois ne sont guère appliquées à la chasse pélagique du phoque en dehors de cette limite. On prend les phoques dans les îles, et l'Etat « ne permet à aucun navire d'approcher des îles et défend tous travaux qui pourraient effrayer les phoques ».

I. — *Chili.*

Le mémoire des Etats-Unis :

« Dans l'espoir de repeupler leurs rookeries presque désertes, les gouvernements chilien et argentin ont aussi, récemment, étendu leur protection aux phoques à fourrure fréquentant leurs côtes ».

Il paraît cependant que le dommage est presque entièrement dû aux chasseurs qui abordent dans les rookeries. M. Comer dit :

« J'ai la conviction que, si on avait appliqué un règlement sévère, qui aurait limité l'abattage aux jeunes wigs, et interdit de molester les phoques reproducteurs, toutes ces rookeries seraient aujourd'hui pleines de phoques ».

C'est apparemment à l'ordonnance chilienne du 17 août 1892, que le mémoire des Etats-Unis fait allusion. Les extraits suivants, tirés de cette ordonnance, suffisent pour démontrer que le gouvernement chilien, loin de prétendre exercer une juridiction au-delà des limites ordinaires de 3 milles, a soin de définir avec précision les limites de l'application de l'ordonnance :

Ordonnance pour régler la chasse en mer ou sur terre des phoques ou loups de mer, loutres et « chungungos », sur les côtes, dans les îles et dans les eaux territoriales du Chili.

« Article 1. Il n'est permis qu'aux Chiliens et aux étrangers domiciliés dans le Chili de faire la chasse, sur terre ou en mer, de phoques ou loups de mer, loutres et « chungungos » sur les côtes, dans les îles, et dans les

eaux territoriales de la république, selon les dispositions de l'article 611 du code civil.

« Les navires chiliens qui, d'après les lois concernant la marine marchande, doivent être considérés comme tels, peuvent seuls exercer la chasse ci-dessus mentionnée ; et il est absolument interdit aux navires étrangers d'exploiter cette industrie.

« Art. 2. Dans le but de faciliter l'application de cette ordonnance, les côtes, îles et eaux territoriales du Chili seront divisés en un nombre de zones égal à celui des gouvernements maritimes de la république :

« L'étendue de chaque zone sera égale à celle du gouvernement maritime correspondant ».

Le 20 août 1892, le Président de la République, agissant en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par cette ordonnance, décréta que la pêche de phoques,

« Cessât pendant une année dans les régions faisant partie des gouvernements maritimes de Chiloe et de Magellanes et sur les côtes des îles de Juan Fernandez ».

Le code civil du Chili contient les dispositions générales suivantes sur les pêcheries :

« Article 585. Les choses qui, d'après leur nature, sont la propriété de tous, comme étant les produits de la haute mer, ne sont sujettes à aucun droit de domaine, et aucune personne, nation ou corporation, n'y a de droit exclusif. Les questions qui surgissent entre les citoyens d'une même nation relativement à l'usage ou à la jouissance de ces choses, doivent être décidées d'après les lois de cette nation ; celles qui s'élèvent entre différentes nations, d'après les prescriptions du droit des gens.

« Article 593. La mer adjacente, jusqu'à une distance d'une lieue marine de la laisse de basse mer, forme la mer territoriale, et fait partie du domaine national ; pour la sauvegarde de l'Etat et pour l'application des règlements fiscaux, la police peut, cependant, exercer une surveillance jusqu'à une distance de 4 lieues marines de la laisse de basse mer.

« Art. 611. La pêche marine est libre ; mais les citoyens du Chili et les étrangers qui y sont domiciliés jouissent seuls du droit de pêche dans les mers territoriales ».

J. -- *République Argentine.*

Le mémoire des Etats-Unis parle ensuite de la République Argentine. Cette république aurait « récemment étendu sa protection aux phoques à fourrure fréquentant ses côtes ». Il n'est pas dit, cependant, que les lois soient appliquées aux étrangers en dehors de la juridiction territoriale ; et les lois elles-mêmes ne sont imprimées ni dans le mémoire ni dans l'appendice.

K. — *Japon.*

Il est aussi dit que « le gouvernement japonais a pris des mesures pour repeupler et pour protéger les colonies de phoques à fourrure existant dans les îles Kuriles ». Cette assertion est appuyée par un extrait du règlement de 1885, qu'on trouve dans l'appendice du mémoire des Etats-Unis. Il ne s'agit, cependant ; dans cet extrait, que des îles faisant partie du territoire japonais. C'est la seule loi qui soit donnée ou mentionnée ; et il n'est nulle part dit dans ce mémoire qu'il y ait une loi japonaise sur les pêcheries de phoques qui soit appliquée dans la juridiction territoriale. De plus, à en juger de la circonstance suivante, le règlement de 1885 n'est ap-

paremment plus en vigueur ; car en réponse à la circulaire priant divers gouvernements de communiquer « copie de tous les documents ou rapports imprimés concernant les pêcheries de phoques à fourrure, ou contenant des règlements établis pour ces pêcheries », le gouvernement japonais a eu la bonté de fournir, le 14 décembre 1891, un mémoire officiel détaillé ; ce mémoire traite des « différents règlements actuellement en vigueur », mais ne fait pas mention du règlement de 1883. Le mémoire ajoute qu'il n'y a aucun moyen de réprimer les « braconniers étrangers en dehors de la limite territoriale fixée par le droit des gens ».

L. — *Russie : Iles du Commandeur et île Robbein.*

Le règlement russe de 1881 est imprimé à la page 124 du mémoire britannique. Aux pages 121-126 du même mémoire, la question de l'étendue de la juridiction revendiquée par la Russie est examinée en détail, et il est démontré que l'application de ce règlement est limitée aux « eaux territoriales de la Russie ».

M. — *Irlande.*

En Irlande, le gouvernement britannique n'a jamais cherché à obliger les étrangers en dehors de la limite territoriale par aucun ordre émis en vertu de la loi de 1868 sur les pêches maritimes ; et quoique les Etats-Unis prétendent que cette loi autorise l'exercice d'une juridiction sur les étrangers en dehors de cette limite, il n'existe aucun ordre à cet effet, et il serait contraire à l'usage du Gouvernement britannique d'émettre un ordre semblable, sauf en vertu de conventions conclues avec les puissances étrangères au sujet desquelles ces ordres s'appliqueraient.

N. — *Ecosse.*

Les observations qui précèdent sont également applicables à la loi écossaise de 1869 sur la pêche du hareng, et à tous les actes du Parlement britannique qui autorisent l'émission d'ordres concernant les pêcheries dans les eaux non-territoriales, sans expressément limiter l'application de ces ordres aux sujets britanniques.

O. — *Ceylan.*

Le mémoire des Etats-Unis cite la législation sur les pêcheries de perles de l'île de Ceylan comme exemple de l'exercice de la juridiction extra-territoriale sur les hautes mers. Or, cette colonie ne prétend pas que la souveraineté territoriale de l'île lui donne une étendue exceptionnelle d'eau formant partie de la haute mer ; mais elle réclame les produits de certaines terres submergées qui, depuis un temps immémorial, ont été traitées par les différents gouvernements qui se sont succédé dans l'île, comme leur propriété et comme sujettes à leur juridiction.

P. — *Australie.*

Le mémoire des Etats-Unis admet que les actes concernant les pêcheries de perles de l'Australie s'appliquent explicitement aux sujets britanniques.

Q. — *France.*

Quant à la France, le mémoire des Etats-Unis dit que le décret du 10 mai 1862

« Alla jusqu'à disposer d'une façon explicite que, dans certaines circons-

tances, la pêche pourrait être prohibée sur des étendues de mer situées au-delà de 3 milles des côtes. »

Ce décret, dont l'article 2 est seul cité à l'appendice du mémoire des Etats-Unis, est donné en entier à l'appendice du présent contre-mémoire. L'article 1^{er} contient le paragraphe suivant :

« Les pêcheurs sont tenus d'observer, dans les mers situées entre les côtes de France et celles du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les prescriptions de la Convention du 2 août 1839, et du Règlement international du 23 juin 1843. »

Cette disposition prouve que le décret ne s'appliquait qu'aux sujets français, puisque le gouvernement ne pouvait obliger que ses propres sujets, même en vertu de la convention de 1839.

L'article 2 porte comme suit :

« Sur la demande des prud'hommes des pêcheurs, de leurs délégués et, à défaut, des syndics des gens de mer, certaines pêches peuvent être temporairement interdites sur une étendue de mer au-delà de 3 milles du littoral, si cette mesure est commandée par l'intérêt de la conservation des fonds ou de la pêche de poissons de passage. »

« L'arrêté d'interdiction est pris par le préfet maritime. »

Le mémoire des Etats-Unis ne prétend pas qu'on ait, en vertu de ce décret, émis aucun ordre obligeant les étrangers, et le gouvernement de Sa Majesté affirme que l'article 2 du décret n'était pas destiné à autoriser l'émission d'ordres applicables aux étrangers en dehors des limites territoriales.

En effet, on ne saurait soutenir la proposition que le décret s'appliquait aux étrangers aussi bien qu'aux sujets français, à moins de supposer que, dans ce décret, le gouvernement français faisait valoir le droit d'interdire la pêche à toutes les autres nations, sans limitation des espèces de poissons et sans obligation de déterminer si les poissons en question fréquentaient régulièrement les eaux voisines des côtes françaises, ou si la France avait, relativement à ces poissons, « un intérêt, une industrie ou un commerce ». Il faudrait, de plus, supposer que la France prétendait au droit d'étendre la prohibition même aux « poissons de passage » dans lesquels elle ne pouvait avoir aucun intérêt spécial ou distinct de celui des autres nations ; et, enfin, qu'elle réclamait le droit d'appliquer la prohibition dans toutes les parties de la haute mer.

En supposant que le décret ne s'appliquait qu'aux sujets français, il n'y a rien d'étonnant dans l'absence de limitations ; mais s'il s'appliquait également aux étrangers, il va plus loin même que les prétentions avancées par les Etats-Unis dans la présente controverse. Si toutes les nations faisaient de semblables lois, les unes relativement à un poisson et les autres relativement à un autre, et si elles appliquaient ces lois au moyen de « mesures nécessaires » et en exerçant une « contrainte raisonnable », les dangers de la mer seraient considérablement augmentés.

C'est la loi du 1^{er} mars 1888, qui définit actuellement les limites entre lesquelles la législation française s'applique aux pêcheurs étrangers.

L'article premier de cette loi dit :

« La pêche est interdite aux bateaux étrangers dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie, en deçà d'une limite qui est fixée à 3 milles marins au large de la laisse de basse mer. »

Le mémoire des Etats-Unis continue comme suit :

« De nombreuses lois ont également été votées en France pour protéger et réglementer les pêcheries de corail d'Algérie, et s'appliquent également aux nationaux et aux étrangers ; or, les bancs de corail qui sont l'objet de cette réglementation s'étendent, sur certains points, à une distance de 7 milles en mer. »

Cette assertion n'est appuyée par aucun témoignage, et nuls détails ne sont donnés.

R. — *Italie.*

Le mémoire des Etats-Unis dit qu'il y a, dans le voisinage des côtes de Sicile et de Sardaigne, des bancs de corail, dont le plus proche est situé à une distance de 3 milles du rivage. Il continue :

« Un décret royal interdit actuellement toute pêche de corail sur ces bancs, pendant une période déterminée. »

La première des lois contenues à l'appendice, celle du 4 mars 1877, porte (article premier) :

« La présente loi réglemente les pêcheries dans les eaux du domaine public, et dans la mer territoriale . . . »

« Les dispositions du code concernant la marine marchande, et des autres lois sur la police maritime et la navigation, restent en vigueur en ce qui concerne la manière de procéder relativement aux étrangers, et en ce qui regarde les concessions dans le domaine public et la mer territoriale. »

Les dispositions du code concernant la marine marchande, et les autres dispositions auxquelles la loi fait allusion ne sont pas citées dans le mémoire des Etats-Unis, qui, d'ailleurs ne dit pas que les étrangers aient jamais été effectivement exclus des pêcheries en question. Il ne cherche même pas à démontrer que le décret en question avait en vue les étrangers aussi bien que les sujets italiens.

S. — *Norvège.*

En ce qui concerne la Norvège, le mémoire des Etats-Unis affirme que le principe énoncé à l'allégation (3) est reconnu par une loi pour la protection de la baleine « dans le Fjord de Varanger, bras de mer d'environ 32 milles marins de large. » Les lois norvégiennes contenues dans l'appendice ne contiennent, cependant, rien qui puisse indiquer qu'elles s'appliquent aux étrangers. Si, toutefois, il était démontré qu'elles s'appliquent à ceux-ci, il pourrait être question de déterminer, en tant qu'il s'agit du Fjord de Varangre, si ce fjord ne fait pas partie des « eaux intérieures » de la Norvège.

T. — *Panama.*

La loi de Panama, que le mémoire des Etats-Unis mentionne ensuite, ne s'applique qu'aux pêcheries de perles, et le mémoire ne prétend pas qu'elle ait une application plus étendue. Cependant, il ne dit pas quel est le titre du Panama à ces pêcheries, ni quelle est la distance qui les sépare d'une côte ou d'une île, ni si elles sont situées dans des eaux intérieures. D'ailleurs, rien n'indique que la loi en question s'applique aux étrangers.

L'assertion faite par le mémoire des Etats-Unis relativement à l'étendue de mer à laquelle cette loi s'applique n'est appuyée d'aucune preuve ; et on observera que la carte des pêcheries de perles du Panama, contenue dans l'appendice, ne dérive pas du gouvernement de Panama, mais a été « dressée au bureau du *United States and Geodetic Survey*. » Il n'est pas

dit sur quelles données la carte est basée ; et comme elle fait mention d'un décret de 1890, et ne porte pas de date, il est à présumer qu'elle a été dressée pour être soumise au tribunal d'arbitrage.

V. — *Mexique.*

Les allégations faites relativement à ces pêcheries de perles ne sont appuyées d'aucune preuve. Les règlements mexicains ne paraissent s'appliquer qu'aux « eaux de la république ; » et ces eaux mêmes sont ouvertes aux étrangers qui y voudraient exploiter cette pêche, à la condition de se conformer à certaines règles concernant l'enregistrement et le paiement de droits de tonnage et de phare.

Il convient de noter que le mémoire des Etats-Unis, tout en citant la législation mexicaine comme exemple de l'exercice de la juridiction en dehors de la limite de 3 milles, ne présente pas, parmi les règlements de 1874, contenus dans l'appendice du mémoire, les règlements concernant les limites des districts des pêcheries.

Le traité du 27 novembre 1888, entre le Mexique et la Grande-Bretagne, renferme une stipulation qui prouve que cette dernière puissance ne reconnaît pas au Mexique le droit d'exercer en dehors de la limite ordinaire une juridiction relativement à la pêche. Le dernier paragraphe de l'article IV de ce traité est conçu dans les termes suivants :

Les deux parties contractantes sont convenues de fixer la limite des eaux territoriales sur leurs côtes respectives à une distance de trois lieues marines au large de la laisse de basse mer. Cependant, cette stipulation n'aura pas d'effet excepté par rapport à l'application des règlements de la douane, et des mesures destinées à empêcher la contrebande, et « ne pourra être appliquée aux autres questions de la juridiction civile et criminelle ou de la loi maritime internationale. »

En considérant la question de la portée et de l'effet de la législation des autres nations, il est important de tenir constamment en vue ce principe généralement accepté du droit des gens, que les lois faites par une nation ne s'appliquent qu'à ses propres sujets et aux sujets des autres Etats et à leur propriété, lorsque ces derniers se trouvent dans la juridiction territoriale de cette nation.

On peut affirmer qu'aucune nation n'a défendu ce principe avec plus de persistance que ne l'ont fait les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et cette affirmation pourrait être justifiée par de nombreuses citations. Il suffit de citer les autorités suivantes.

Voici les opinions de deux jurisconsultes célèbres des Etats-Unis.

M. Sedgwick écrit :

« Comme proposition générale, on peut poser le principe qu'aucune nation n'est tenue de respecter les lois d'une autre nation, excepté en ce qui concerne les personnes et la propriété qui se trouvent dans les limites du territoire de cette autre nation. Ce principe général est accepté par notre loi, et admis par les plus grandes autorités en droit civil. « Constat igitur » dit Rodenburg). (De Stat., ch. 3, s. 1, p. 7) « extra territorium legem dicere licere nemini, idque si fecerit quis, impune ei non pareri, quippe ibi cessat statutorum fundamentum, robur et jurisdictio », « Nul-lum statutum », dit P. Voet (De Stat., s. 4, ch. 2, n. 7, p. 124. Id. 130, 138 ; ed. 1661). « sive in rem sive in personam, si de ratione juris civilis sermo instituat, sese extendit ultra statuentis territorium ». De même,

Boullenois dit : « A la rigueur, les lois que fait un souverain ne sauraient avoir de force ni d'autorité en dehors des limites de son domaine. » (1 Boullenois, Prin. Gen. 6, p. 4.) »

Le juge Story parle du même principe comme étant un des :

« Préceptes ou axiomes sur lesquels tout raisonnement à ce sujet doit nécessairement être basé, et qu'il faut admettre, soit expressément soit tacitement, si on veut déterminer les principes qui doivent gouverner la conduite des nations et l'administration de la justice. »

M. Story cite ensuite les passages de Rodenburg, Voet et Boullenois, déjà cités par M. Sedgwick.

La loi anglaise n'est pas moins formelle sur ce point. Sir P. B. Maxwell écrit comme suit, dans un ouvrage qui fait autorité pour l'interprétation des statuts :

« Il est aussi un principe général, que la législature ne prétend pas excéder les limites de sa juridiction. »

« Dans le principe, la législation de tout pays ne s'applique qu'à son territoire. La règle générale est que « extra territorium jus dicenti impune non paretur ; leges extra territorium non obligant. » Les lois d'une nation s'appliquent à tous ses sujets et à tout ce qui se trouve dans son territoire, y compris non seulement ses ports et ses eaux, qui, en Angleterre, font partie du comté adjacent, mais aussi ses navires, armés et non armés, et les navires de ses sujets se trouvant sur les hautes mer ou dans les eaux étrangères sujettes à la marée, et les navires des sujets étrangers se trouvant dans ses ports. Elles s'appliquent aussi à tous les étrangers se trouvant dans le territoire de l'Etat en question, en tout ce qui concerne la loi criminelle, la police et les autres matières, exception faite de quelques questions de statut et de capacité personnelles, qu'il est convenu entre les nations de régler d'après les lois de la patrie des personnes intéressées ou d'après la « lex loci actûs ou contractûs. »

« La juridiction légitime de l'Etat n'est cependant pas entièrement comprise dans les limites qui viennent d'être indiquées. L'Etat a le droit d'appliquer ses lois à ses sujets, naturels ou naturalisés, dans toutes les parties du monde ; sous les rapports de la capacité et du statut personnel, il est même entendu qu'il les leur applique toujours. Toutefois, si on excepte les cas spéciaux qui viennent d'être mentionnés, on a le droit de présumer que les actes du Parlement ne visent pas les sujets britanniques se trouvant en dehors des limites territoriales du Royaume-Uni, à moins qu'il ne soit expressément ou tacitement dit que les actes s'appliquent aux personnes en question, ou à moins que le langage, le sujet, ou l'histoire des actes n'indiquent qu'ils doivent avoir cette application. Il faut donc généralement sous-entendre dans les actes du Parlement, des mots à l'effet ci-dessus indiqué.... »

Section 2. — *Présomption contre une violation du Droit des Gens.*

« De même, c'est un principe généralement accepté de droit public, que, sauf par rapport aux pirates « jure gentium » et, peut-être, aux peuples nomades et aux sauvages n'ayant pas d'organisation politique, aucune nation ne possède de juridiction relativement aux crimes commis par des étrangers en dehors de son territoire, y compris, bien entendu, ses navires et ses eaux ; et il faut interpréter le langage des statuts criminels de manière à ne pas violer ce principe..... Ainsi il a été décidé plus d'une

fois en Amérique, qu'un acte du Congrès arrêtant que toute personne coupable de vol commis sur « un navire se trouvant sur les hautes mers » encourrait les peines de la piraterie, ne s'appliquait qu'aux vols commis sur des navires étrangers, même dans le cas où le voleur serait un citoyen des Etats-Unis. »

On peut ajouter à ces citations l'extrait suivant du jugement rendu par le Dr Lushington dans l'affaire du « Zollverein » :

« En cherchant à donner un sens particulier à un statut quelconque, il ne faut pas perdre de vue quelle est l'étendue du pouvoir de la législature britannique, car je dois présumer que la législature n'avait pas l'intention d'excéder ce pouvoir, à moins que les mots du statut n'aient clairement et sans aucun doute le sens contraire. Les lois de la Grande-Bretagne s'appliquent aux sujets britanniques n'importe où ils se trouvent ; elles ne s'appliquent aux étrangers que lorsqu'ils se trouvent dans la juridiction de la Grande-Bretagne. »

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique soutient qu'il ressort de l'examen qui vient d'être fait des lois coloniales et étrangères, que l'usage international n'établit nullement et ne sanctionne dans aucun cas, le principe posé par les Etats-Unis, mais qu'au contraire, l'usage des nations confirme les propositions suivantes du mémoire britannique (p. 160) :

« Le droit qui appartient aux sujets de tous les états de naviguer et de pêcher dans les eaux non territoriales de la mer aujourd'hui connue sous le nom de la Mer de Behring existe intact et sans restrictions ; il ne saurait être limité ni entravé sans le consentement préalable des nations intéressées. »

« Aucun règlement pour la protection et la conservation des phoques à fourrure dans les eaux non-territoriales de la Mer de Behring, qui pourrait toucher aux intérêts des sujets britanniques, ne peut être établi sans le consentement de la Grande-Bretagne. »

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ETAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Code civil. — Des personnes.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, Salut.

Considérant qu'il y a lieu de promulguer la partie du Code civil relative aux personnes et de codifier les dispositions déjà décrétées en cette matière ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat et de l'avis de Notre Conseil supérieur,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Les dispositions annexées au présent décret formeront les titres du livre du Code civil intitulé : Des Personnes.

Art. 2. — Nos décrets du 12 novembre 1885, du 30 juillet 1886 et du 5 janvier 1888 sont abrogés.

Art. 3. — Notre secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1895.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Le Secrétaire d'Etat,

Edm. VAN EETVELDE.

TITRE I. — DE LA NATIONALITÉ

(Décret du 27 décembre 1892.)

1. La nationalité congolaise s'acquiert : par la naissance sur le territoire de l'Etat de parents congolais, par la naturalisation, par la présomption de la loi et par l'option.

2. La naturalisation est personnelle à celui qui l'obtient. Toutefois, la femme dont le mari a obtenu la naturalisation et l'enfant mineur né, avant la naturalisation, d'un père naturalisé, deviennent Congolais si, par ce fait, ils ont perdu leur nationalité.

3. L'étranger âgé de vingt et un ans qui veut obtenir la naturalisation, doit adresser sa demande au Roi-Souverain ou aux fonctionnaires délégués par Lui à cet effet.

4. Est Congolais, l'enfant né sur le sol de l'Etat de parents légalement inconnus ou sans nationalité déterminée.

L'enfant trouvé sur le sol congolais est présumé, jusqu'à preuve du contraire, né sur ce sol.

L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant sa minorité, suit la condition de son père si la reconnaissance par ses auteurs résulte d'un seul et même acte ; sinon, il suit la condition de celui de ses parents qui le premier l'a reconnu.

5. L'enfant né sur le sol de l'Etat, d'un étranger, peut, dans l'année qui suit l'époque de sa majorité, requérir la qualité de Congolais par une déclaration expresse de son intention à cet égard.

Si l'enfant a été domicilié au Congo durant l'année qui suit l'époque de sa majorité et pendant les trois années précédentes, l'intention d'acquiescer la qualité de Congolais est présumée exister à la fin de ce terme, sauf déclaration contraire de volonté.

6. Jouiront de tous les droits civils : 1^o les individus qui auront obtenu la naturalisation ; 2^o les nationaux dont la naissance ou la reconnaissance aura été régulièrement inscrite sur les registres de l'état civil ; ceux qui auront recouru au ministère des officiers d'état civil pour faire enregistrer leur mariage ; ceux qui auront obtenu de l'autorité publique leur immatriculation aux registres de la population civilisée.

TITRE II. — DES ETRANGERS.

(Décret du 20 février 1891.)

7. L'étranger qui se trouve sur le territoire de l'Etat indépendant du Congo y jouit de la plénitude des droits civils.

Il est protégé, dans sa personne et dans ses biens, au même titre que les nationaux.

8. L'état et la capacité de l'étranger, ainsi que ses rapports de famille, sont régis par la loi du pays auquel il appartient, ou, à défaut de nationalité connue, par la loi de l'Etat indépendant du Congo.

9. Les droits sur les biens tant meubles qu'immeubles sont régis par la loi du lieu où ces biens se trouvent.

10. Les actes de dernière volonté sont régis, quant à leur forme, par la loi du lieu où ils sont faits, et quant à leur substance et à leurs effets, par la loi nationale du défunt.

Toutefois l'étranger faisant un acte de dernière volonté dans l'Etat indépendant du Congo a la faculté de suivre les formes prévues par sa loi nationale.

11. La forme des actes entre vifs est régie par la loi du lieu où ils sont faits. Néanmoins les actes sous seing privé peuvent être passés dans les formes également admises par les lois nationales de toutes les parties.

Sauf intention contraire des parties, les conventions sont régies, quant à leur substance, à leurs effets et à leur preuve, par la loi du lieu où elles sont conclues.

Les obligations qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé (quasi-contrats, délits ou quasi-délits), sont soumises à la loi du lieu où le fait s'est accompli.

12. Le mariage est régi :

Quant à la forme, par la loi du lieu où il est célébré ;

Quant à ses effets sur la personne des époux, par la loi de la nationalité à laquelle appartenait le mari au moment de la célébration ;

Quant à ses effets sur la personne des enfants, par la loi de la nationalité du père au moment de la naissance ;

Quant à ses effets sur les biens, en l'absence de conventions matrimoniales, par la loi du premier établissement des époux, sauf la preuve d'une intention contraire.

13. Les époux ne sont admis à demander le divorce que si leur loi nationale les y autorise.

Le divorce ne peut être prononcé que pour un des motifs prévus par la loi de l'Etat indépendant du Congo.

14. Les lois pénales, ainsi que les lois de police et de sûreté publique, obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire de l'Etat.

15. Les lois, les jugements des pays étrangers, les conventions et dispositions privées, ne peuvent en aucun cas avoir d'effet dans l'Etat indépendant du Congo en ce qu'ils ont de contraire au droit public de cet Etat ou à celles de ses lois qui ont en vue l'intérêt social ou la morale publique.

TITRE III. — DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

CHAPITRE I. — *Dispositions générales.*

16. Le Gouverneur général désigne les fonctionnaires qui auront qualité pour dresser les actes de l'état civil. Il détermine leur ressort.

17. Dans chaque ressort, il peut en outre donner délégation à des particuliers ou agents de l'Etat, aux fins de dresser ces actes, dans l'étendue du territoire, pendant le délai et aux conditions qu'il fixe. Ils remplissent ces fonctions sous la direction de l'officier du ressort, qui veille à ce que les actes soient régulièrement dressés, constate les irrégularités commises et les signale au Gouverneur général.

18. Dans chaque bureau d'état civil, les actes de l'état civil sont inscrits sur un ou plusieurs registres qui sont cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille par le Procureur d'Etat ou son délégué.

Les registres dont sont munis les officiers de l'état civil indiqués à l'article 17 sont composés de feuilles avec souche et volant, portant une formule imprimée identique. L'officier inscrit les déclarations qui lui sont faites sur la souche et le volant. Le volant est détaché de la souche et envoyé, dans le plus bref délai possible, à l'officier de l'état civil du ressort, qui en assure la conservation.

19. Les actes sont inscrits de suite sur les registres sans aucun blanc. Il n'y est rien écrit par abréviation et aucune date n'y est mise en chiffres. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Les actes sont numérotés en marge du registre.

20. Les actes de l'état civil sont reçus en présence de deux témoins.

21. Ils énoncent le lieu, l'année où ils sont reçus, les nom, prénoms, qualité de l'officier devant lequel ils sont passés et, autant que possible, les prénoms, nom, âge et profession de tous ceux qui y sont dénommés, et les pièces présentées par les comparants.

22. Les officiers de l'état civil ne peuvent rien insérer dans les actes qu'ils reçoivent, soit par note ou énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants,

23. L'officier de l'état civil donne lecture des actes, ou connaissance de leur contenu, aux parties comparantes en présence des témoins.

24. Les actes sont signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention est faite de la cause qui empêche les comparants et les témoins de citer.

25. L'officier du ressort est tenu d'adresser sans délai au Gouverneur général, en double expédition, copie certifiée conforme des actes concernant les blancs qu'il a dressés, ou qui lui sont transmis conformément à l'article 18. § 2.

Ces copies, légalisées par le Gouverneur général ou son délégué, sont transmises par des courriers successifs au Département des affaires étrangères, où elles sont transcrites sur un ou plusieurs registres tenus conformément aux prescriptions de l'article 19 du présent décret.

26. Le secrétaire d'Etat ou son délégué, et, au Congo, les officiers de l'état civil, sont tenus de délivrer des copies certifiées conformes de tous les actes inscrits sur les registres de l'état civil et des certificats négatifs.

Ces extraits font foi jusqu'à inscription de faux.

27. Lorsqu'il n'a pas existé de registres ou qu'ils sont perdus, la preuve en est reçue tant par titres que par témoins ; et dans ces cas, les mariages, naissances et décès peuvent être établis, tant par les registres et papiers émanés des père et mère que par témoins.

CHAPITRE II. — *Des actes de naissance.*

28. Les déclarations de naissance sont faites dans le mois, soit à l'officier de l'état civil dans le ressort duquel l'accouchement a eu lieu, soit à la personne déléguée pour remplir les fonctions indiquées à l'article 17.

29. La naissance de l'enfant est déclarée par le père, ou, à défaut du père, par la mère, ou par les personnes présentes à l'accouchement. La déclaration peut être faite par mandataire porteur d'un pouvoir écrit, même sous seing privé, du père ou de la mère.

30. L'acte de naissance énonce le jour et le lieu où l'enfant est né, son sexe et les prénoms qui lui sont donnés.

31. L'acte de naissance des enfants légitimes indique en outre les nom, prénoms et surnom, et autant que possible les professions et domicile des père et mère.

32. L'acte de naissance des enfants naturels indique également les nom, prénoms et surnom, et autant que possible les profession et domicile de la mère.

33. La reconnaissance d'un enfant naturel peut avoir lieu devant l'officier de l'état civil ou la personne déléguée pour remplir les fonctions indiquées à l'article 17, dans l'acte de naissance ou par acte séparé.

L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel est inscrit sur les registres à sa date.

Il en est fait mention en marge de l'acte de naissance s'il en existe un.

CHAPITRE III. — *De l'immatriculation des indigènes.*

34. Il est tenu des registres pour l'immatriculation de la population indigène dans chaque bureau d'état civil.

35. L'immatriculation d'office aux dits registres aura lieu dans les cas et dans le délai déterminés par arrêté du Gouverneur général.

36. Tout indigène peut demander son immatriculation.

37. Les formes de l'immatriculation et des bulletins d'immatriculation sont déterminées par arrêté du Gouverneur général.

38. L'indigène immatriculé d'office ou qui aura demandé et obtenu son immatriculation est tenu de faire immatriculer sa femme et ses enfants mineurs.

39. Les bulletins d'immatriculation mentionnent les nom, prénoms et surnom de l'indigène, sa profession, le lieu de sa résidence et, autant que possible, le lieu et la date au moins approximative de sa naissance, les noms et prénoms de ses père et mère, et, le cas échéant, ceux du conjoint et des enfants, leur âge, au moins approximatif, leur profession et leur domicile.

Il sera loisible à l'indigène d'adopter un nom nouveau destiné à le désigner dans ses relations avec les Européens et qui sera mentionné au bulletin.

Le bulletin est signé par le déclarant ou, s'il ne sait signer, par un de ses chefs ou voisins.

40. Le choix d'une résidence dans le bulletin tient lieu d'élection de domicile. L'intéressé peut demander l'inscription sur le registre d'immatriculation de son changement de résidence et de domicile.

41. Il est délivré d'office à l'immatriculé un certificat d'identité qui contient l'extrait des mentions portées au bulletin d'immatriculation. Le modèle de ces certificats et les formes de leur délivrance sont déterminés par arrêté du Gouverneur général.

CHAPITRE IV. — *Des actes de mariage.*

(Voir Titre VI).

CHAPITRE V. — *Des actes de décès.*

42. L'acte de décès est dressé sur la déclaration de deux témoins.

L'officier de l'état civil prend toutes les mesures nécessaires pour que les décès survenus dans l'étendue de son ressort soient régulièrement constatés et déclarés.

43. Tout acte de décès doit être dressé dans le délai d'un mois à compter du décès.

44. L'acte de décès énonce autant que possible la date et le lieu du décès, les prénoms, nom, surnom, âge, profession et domicile du défunt.

45. Il contient, en outre, si possible, les prénoms, nom ou surnom du conjoint, si la personne décédée est mariée ou veuve, les prénoms, nom ou surnom, âge, profession et domicile des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

46. L'officier de l'état civil peut inviter à témoigner devant lui, à son choix, soit les parents du défunt ou les personnes ayant assisté au décès, soit les gérant et employés de la maison de commerce ou les supérieur et membres de la mission dont faisait partie le défunt, soit enfin les personnes ayant habité sous le même toit, ou les voisins, ou toutes autres personnes qu'il saurait connaître le décès.

CHAPITRE VI. — *Du caractère obligatoire des déclarations.*

47. Les dispositions du présent titre sont applicables tant aux indigènes

nes qui se trouvent dans les conditions prévues par l'article 6 qu'aux non-indigènes.

CHAPITRE VII. — *Déclarations tardives. — Rectification des actes de l'état civil.*

48. Le Gouverneur général ou son délégué peut ordonner par décision motivée, prise après enquête, l'inscription sur les registres de l'état civil des déclarations reçues après l'expiration des délais légaux.

49. L'acte entaché d'erreur ou d'irrégularité peut être rectifié ou complété par décision motivée du Gouverneur général, prise après enquête et sur l'avis du Directeur de la justice.

La décision portant rectification est inscrite en marge de l'acte réformé, sur les registres d'état civil tenus au Congo, et, s'il y a lieu, sur celui tenu au Département des affaires étrangères.

CHAPITRE VIII. — *Pénalités.*

50. Seront punies d'un à sept jours de servitude pénale et d'une amende n'excédant pas deux cents francs ou d'une de ces deux peines seulement, toutes personnes qui, obligées de faire les déclarations de naissance ou de décès, ne les feraient pas dans le délai légal et celles qui, convoquées par l'officier de l'état civil pour faire une déclaration de décès, refuseraient de comparaître ou de témoigner.

51. Seront punies de huit jours à un an de servitude pénale et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, les fausses déclarations faites devant les officiers de l'état civil quant aux énonciations que doivent contenir les actes, soit par les personnes obligées par la loi de faire les déclarations de naissance ou de décès, soit par celles qui auraient été convoquées par l'officier de l'état civil pour faire une déclaration d'état civil, soit par toutes autres personnes qui, sans être tenues de faire les déclarations, auront volontairement comparu devant l'officier de l'état civil.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront donné la mission de commettre les fausses déclarations mentionnées au paragraphe précédent, si cette mission a reçu son exécution.

52. Seront punies d'un à cinq ans de servitude pénale, les personnes qui se rendront coupables de supposition d'enfant. La même peine sera appliquée à ceux qui auront donné la mission de commettre l'infraction, si cette mission a reçu son exécution.

53. Toutes infractions à l'article 38 seront punies d'un à sept jours de servitude pénale, et d'une amende qui ne pourra excéder deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

54. Seront punis de huit jours à un an de servitude pénale et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, en dehors des cas prévus par la Section XI du Code pénal, auront inscrit dans les bulletins d'immatriculation des déclarations fausses ou des renseignements mensongers.

55. Seront punis des peines comminées à l'article précédent, ceux qui, soit pour obtenir leur propre immatriculation, soit pour obtenir celle d'autrui, auront fait frauduleusement plusieurs déclarations simultanées ou successives dans des lieux différents.

TITRE IV. — DU DOMICILE ET DE LA RÉSIDENCE.

56. Le domicile de toute personne est au lieu où elle a son principal établissement.

A défaut de domicile dans l'Etat, la résidence actuelle en produit les effets.

La résidence est au lieu où une personne a sa demeure habituelle.

57. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

58. La femme mariée a son domicile chez son mari.

Le mineur non émancipé a son domicile chez son père, sa mère ou son tuteur.

L'interdit a son domicile chez son tuteur.

59. Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui ont le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle.

60. Les personnes civiles ont leur domicile :

1^o Les institutions publiques, au siège de leur administration ;

2^o Les sociétés reconnues ou instituées par l'Etat, au siège social ;

3^o Les sociétés étrangères, à leur domicile élu dans l'Etat.

61. Toute personne peut élire domicile pour l'exécution d'un, de plusieurs, ou de tous actes.

Toutes significations, demandes et poursuites pour l'exécution d'un acte pour lequel domicile a été élu pourront être faites à ce domicile et devant le juge de ce domicile.

L'élection doit être expresse ; elle ne peut se faire que par écrit.

TITRE V. — DE L'ABSENCE.

CHAPITRE I. — *De l'absence.*

62. Lorsqu'une personne a disparu de son domicile ou de sa résidence, sans donner de ses nouvelles et sans avoir constitué un mandataire général, elle est réputée vivante pendant deux ans à partir du jour auquel remontent les dernières nouvelles positives que l'on a eues de son existence.

Si elle a constitué un mandataire général, la présomption de vie lui est acquise pendant cinq ans.

63. Sont exceptés : les cas dans lesquels il est impossible de prouver le décès du disparu, mais où la vraisemblance de ce décès peut être déduite des circonstances.

64. Dans ces cas et même en dehors de ces cas, après deux ans ou cinq ans, selon qu'il y a ou qu'il n'y a pas eu mandataire général, les parties intéressées peuvent se pourvoir devant le tribunal de première instance du dernier domicile ou de la dernière résidence du disparu, pour faire déclarer l'absence.

65. Lorsque depuis le moment où, d'après les articles 63 et 64, la présomption de vie a cessé, il s'est écoulé sept ans de plus sans qu'on ait reçu aucune nouvelle certaine de la vie de l'absent, il y a présomption de mort, et à la demande des parties intéressées ou du ministère public, le tribunal du dernier domicile de l'absent déclare le décès.

66. La déclaration de décès indique le jour à partir duquel l'absent doit être présumé décédé.

67. Indépendamment des exceptions prévues à l'article 63, la présomption de vie est détruite par la preuve que le disparu est décédé à une époque antérieure ; la présomption de mort, par la preuve que l'absent est décédé à une autre époque ou vivait encore à une époque postérieure.

CHAPITRE II. — *De la présomption d'absence.*

68. Lorsqu'une personne a quitté sa résidence depuis toute une année sans donner de ses nouvelles et n'a pas constitué de mandataire général, les intéressés et le ministère public peuvent demander que le tribunal du dernier domicile nomme un administrateur des biens du disparu. Autant que possible, l'administrateur est pris parmi les héritiers présomptifs du disparu.

69. Même avant l'expiration de la première année d'absence, un administrateur peut être désigné, s'il y a péril en la demeure.

70. Ses droits et ses devoirs se limitent à l'administration des biens. Il représente le disparu dans les inventaires, comptes, partages et liquidations où celui-ci serait intéressé. Il ne peut intenter une action, ni y défendre, sans autorisation de justice.

71. Le tribunal qui nomme l'administrateur peut en même temps lui imposer les actes conservatoires qu'il jugera utiles pour la sauvegarde de l'avoir mobilier ou immobilier du disparu.

72. L'administrateur doit dresser inventaire de tout le mobilier en présence du ministère public ou de son délégué.

Il peut demander qu'il soit procédé par un expert nommé par le tribunal, à la visite des immeubles à l'effet d'en constater l'état ; le rapport est homologué en présence du ministère public ou de son délégué ; les frais en sont pris sur les biens du disparu. L'administrateur désigné par le disparu peut être requis de dresser inventaire et de faire dresser rapport sur l'état des immeubles à la demande des héritiers présomptifs, des parties intéressées, ou sur la réquisition du ministère public.

73. S'il y a nécessité ou avantage évident à aliéner ou à hypothéquer les immeubles du disparu, l'administrateur peut y procéder avec autorisation de justice. Le tribunal détermine les conditions dans lesquelles ces actes de disposition peuvent être accomplis et se fait rendre compte.

74. Si le tribunal le juge utile, les mandataires ou administrateurs donnent caution pour la sûreté de leur administration et de la restitution des biens. Ils rendent chaque année un compte sommaire au tribunal et ils sont tenus de rendre un compte définitif au disparu qui paraît ou aux envoyés en possession.

75. Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des disparus.

CHAPITRE III. — *De la déclaration d'absence.*

76. Le tribunal, en statuant sur la demande en déclaration d'absence, a égard aux motifs de l'absence et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de la personne présumée absente.

77. Pour constater l'absence, le tribunal, après examen des pièces et documents produits, peut ordonner une enquête.

La requête introductive et le jugement ordonnant l'enquête sont

publiés par les soins du ministère public dans le district du domicile, et dans celui de la résidence s'ils sont distincts l'un de l'autre.

78. Le jugement déclarant l'absence n'est rendu qu'un an après la requête introductive et est publié, comme il est dit à l'article 77. En outre, copie authentique en est adressée immédiatement au Gouverneur général et au chef du Département de la justice qui le rendent public.

79. Les héritiers présomptifs de l'absent, au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles peuvent, en vertu du jugement qui a déclaré l'absence, obtenir l'envoi en possession provisoire des biens qui lui appartenaient au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

80. Lorsque l'absence a été déclarée, le testament, s'il en existe un, est ouvert et il est procédé à un partage provisoire des biens de l'absent auquel participent, à la charge de donner caution, les donataires, les légataires et tous ceux qui ont sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès.

81. L'époux présent peut, s'il opte pour le maintien des conventions matrimoniales, empêcher l'envoi provisoire et l'exercice provisoire de tous les droits subordonnés à la condition du décès de l'absent et prendre et conserver par préférence l'administration des biens de l'absent.

Si l'époux demande la dissolution provisoire des conventions matrimoniales, il exerce ses reprises et tous ses droits légaux et conventionnels.

Dans l'un et l'autre cas, il doit donner caution.

La femme, en optant pour la continuation provisoire de la communauté, conserve le droit d'y renoncer par la suite.

82. Si, dans les cas prévus aux articles 79, 80 et 81, la caution n'est pas fournie dans les trois mois, le tribunal peut prescrire telles autres mesures qu'il jugera utiles dans l'intérêt de l'absent.

83. La possession provisoire n'est qu'un dépôt. Les envoyés ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'administrateur nommé par le tribunal pendant que la vie est encore présumée. Toutefois ils ne sont pas tenus de bonifier les fruits consommés à l'absent qui reparaitrait et ne lui doivent compte que du capital et des fruits encore existants.

CHAPITRE IV. — *De la déclaration de décès.*

84. La demande en déclaration de décès s'instruit comme il est dit aux articles 77 et suivants et comporte la même publicité et les mêmes délais.

85. La déclaration de décès de l'absent a pour effet d'ouvrir sa succession. Les plus proches héritiers existants à la fin du jour admis comme celui du décès ont le droit de se partager la fortune de l'absent en raison de leurs droits respectifs.

86. Dans le cas où l'absent dont le décès avait été déclaré reparaitrait, le soi-disant héritier doit restituer en capital les biens qui lui ont été attribués et encore existants entre ses mains.

CHAPITRE V. — *Des règles communes aux périodes de l'absence.*

Section I — Des effets de l'absence relativement au mariage et à l'autorité paternelle.

87. La déclaration judiciaire du décès de l'absent autorise le conjoint délaissé à contracter un nouveau mariage.

Si, depuis la déclaration de décès et avant la célébration d'un nouveau mariage, l'absent reparait, la faculté accordée par le paragraphe précédent est réputée non avenue.

88. L'époux absent dont le conjoint a contracté une nouvelle union avant la déclaration judiciaire de décès, est seul recevable à attaquer ce mariage.

89. Si le père a disparu laissant des enfants mineurs d'un commun mariage, la mère exerce l'autorité paternelle quant à leur éducation et quant à l'administration de leurs biens.

90. Si, lors de la disparition du père, la mère était décédée avant la déclaration du décès de l'absent, l'autorité paternelle est décernée à l'aïeul ; à son défaut, un tuteur provisoire est désigné par le tribunal.

91. Si le disparu a laissé des enfants issus d'un premier mariage, le tribunal leur désigne un tuteur.

Section II. — Des droits qui peuvent compéter à l'absent.

92. Quiconque réclame un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert.

93. S'il s'ouvre une succession à laquelle est appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

Les héritiers présents peuvent, le cas échéant, faire constater par le tribunal, contradictoirement avec le ministère public, que l'existence de leur cohéritier n'est pas reconnue.

Ceux qui recueillent des biens qui devaient revenir à l'absent sont tenus de dresser inventaire et de donner caution. Si la caution ordonnée n'est pas fournie dans les trois mois, le tribunal peut prescrire telles autres mesures qu'il juge convenables. La caution est déchargée après 18 ans.

94. Tant que l'absent ne se représente pas ou que les actions ne sont point exercées de son chef, ceux qui ont recueilli la succession gagnent les fruits par eux perçus de bonne foi.

95. Les dispositions des deux articles précédents ont lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits lesquels compètent à l'absent ou à ses représentants ou ayants cause et ne s'éteignent que par le laps de temps établi pour la prescription.

TITRE VI. — DU MARIAGE

CHAPITRE I. — Des conditions pour pouvoir contracter mariage.

96. L'homme avant 14 ans révolus, la femme avant 12 ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

Néanmoins il est loisible à notre Gouverneur général ou à celui qu'il a délégué à cet effet, d'accorder des dispenses d'âge pour des motifs graves.

97. L'enfant qui n'a pas atteint l'âge de 16 ans accomplis ne peut contracter mariage sans le consentement de son père ou, à défaut de père, sans le consentement de sa mère.

A défaut de père et mère, il doit obtenir le consentement de son tuteur.

98. A l'égard des enfants recueillis dans une des colonies agricoles et professionnelles de l'Etat ou dans un établissement d'une association philanthropique et religieuse agréé par l'Etat, le consentement du chef ou directeur de la colonie ou de l'établissement est toujours nécessaire et suffisant jusqu'à leur majorité spéciale.

99. Dans les cas des articles 97 et 98, le Gouverneur général ou celui qu'il a délégué à cet effet peut accorder dispense des autorisations prescrites par lesdits articles.

Cette dispense est mentionnée dans l'acte de mariage.

100. En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels.

En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels.

101. On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution ou l'annulation du premier.

102. La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus, depuis la dissolution ou l'annulation du mariage précédent.

103. Dans le cas de divorce prononcé pour cause d'adultère, l'époux coupable ne peut jamais se marier avec son complice.

CHAPITRE II. — *Des formalités du mariage.*

104. La célébration du mariage doit être annoncée quinze jours à l'avance par une proclamation faite sur la place publique et par une affiche apposée à la porte de l'habitation de l'officier de l'état civil. Lorsque l'officier de l'état civil est un ministre du culte délégué en vertu de l'article 17, la proclamation peut être faite dans l'édifice du culte et l'affiche apposée à la porte de cet édifice.

L'acte de mariage doit faire mention de la proclamation et de l'affiche.

La publication du mariage est périmée par le laps d'une année.

105. Il est loisible à notre Gouverneur général et à celui qu'il a délégué à cet effet, de dispenser, pour des causes graves, de toute publication de mariage.

106. L'officier de l'état civil se fait remettre les pièces suivantes :

1^o L'acte de naissance ou le certificat d'immatriculation de chacun des futurs époux.

Celui des futurs époux qui se trouve dans l'impossibilité de rapporter un acte de naissance ou un certificat d'immatriculation, peut y suppléer par tout acte judiciaire ou administratif de nature à établir, selon la notoriété publique, son âge et son individualité ;

2^o L'acte accordant la dispense d'âge ou de publication qui peut être nécessaire ;

3^o L'acte constatant le décès du premier conjoint, ou le divorce, ou l'annulation du mariage, si l'un des futurs époux a été engagé dans le lien d'un mariage antérieur ;

4^o Les actes de nature à constater l'habilitation nécessaire à celui des futurs époux qui se trouve en état de minorité.

Lorsque la personne appelée à donner son consentement en vertu de l'article 97 ci-dessus est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, la preuve s'en fait par un certificat de l'autorité administrative sur la production duquel le mariage pourra être célébré.

L'acte de mariage doit faire mention des pièces produites.

107. L'officier de l'état civil ne peut célébrer le mariage d'un étranger qu'en vertu d'une autorisation du Gouverneur général ou de son délégué, constatant qu'il n'existe, d'après la loi nationale du futur époux, aucun empêchement à l'union projetée.

Cette autorisation est mentionnée dans l'acte de mariage.

Cette autorisation n'est pas nécessaire lorsque l'étranger, ou son futur conjoint, si celui-ci est également étranger, réside depuis une année au moins sur le territoire de l'Etat.

108. Le mariage est célébré publiquement devant l'un des officiers de l'état civil du ressort dans lequel l'un des époux a sa résidence à la date de la publication prescrite par l'article 104, et, en cas de dispense de publication, à la date de la célébration.

109. Les futurs époux, accompagnés de deux témoins mâles, majeurs et jouissant de tous les droits civils, comparaissent ensemble et en personne devant l'officier de l'état civil. L'officier leur fait lecture des pièces relatives à leur état civil et les instruit des droits et devoirs respectifs des époux. Il reçoit de chacune des parties la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme. Il prononce qu'elles sont unies légalement par le mariage.

L'acte de mariage est dressé sur-le-champ.

Il énonce :

1° Les prénoms, nom, surnom, âge, profession, domicile ou résidence, lieu de naissance des époux, de leurs père et mère et des témoins, le tout autant qu'il est possible ;

2° Les déclarations des parties de se prendre pour mari et femme et le prononcé de leur union par l'officier public qui les a reçues.

CHAPIRE III. — *Des nullités de mariage et des effets des mariages annulés.*

110. Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre de l'un des époux, peut être attaqué par cet époux.

Lorsqu'il y a eu erreur sur une qualité essentielle de la personne physique, civile ou morale de l'un des époux, le mariage peut être attaqué par l'époux qui a été induit en erreur.

Le mariage contracté par erreur ou violence ne peut plus être attaqué lorsqu'il y a eu ratification expresse ou tacite par l'époux qui avait l'action en nullité.

111. Le mariage qui a été contracté par un mineur sans l'habilitation requise aux articles 97 et 98, peut être attaqué par cet époux et par le représentant actuel de l'autorité paternelle ou tutélaire que l'enfant a méconnue.

L'action en nullité ne peut plus être exercée toutes les fois que le représentant de l'autorité paternelle ou tutélaire a approuvé le mariage soit expressément, soit tacitement. Elle ne peut plus être exercée non plus par l'époux lorsque, depuis qu'il a atteint l'âge de seize ans, il a ratifié son mariage d'une manière expresse ou tacite.

112. Le mariage contracté en contravention aux articles 96, 100, 101 108 peut être attaqué par tous ceux qui ont un intérêt personnel, moral ou pécuniaire, et par le ministère public.

Toutefois, lorsque le mariage est attaqué par défaut de publicité ou pour incompétence de l'officier de l'état civil, la cause de nullité est laissée à l'appréciation du juge.

113. Le mariage contracté par des époux qui n'avaient pas encore l'âge requis, ou dont l'un n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué :

1^o Lorsque cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent ;

2^o Lorsque la femme, qui n'avait pas cet âge, est enceinte.

114. Le ministère public, dans les cas auxquels s'applique l'article 112, ne peut plus intenter ni poursuivre l'action après la mort de l'un des époux. En outre, dans le cas de bigamie, il ne peut plus intenter ni poursuivre l'action après la mort du conjoint au préjudice duquel le second mariage a été contracté.

115. Le mariage déclaré nul produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi.

Si la bonne foi n'a existé que de la part de l'un des époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et en faveur des enfants.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pénales.*

116. Est puni d'une servitude pénale d'un à six mois, l'officier de l'état civil qui a célébré un mariage sachant qu'il existait à ce mariage un empêchement de nature à entraîner la nullité.

Est puni d'une amende de cent à mille francs l'officier de l'état civil qui a commis toute autre contravention aux dispositions du présent décret.

CHAPITRE V. — *De la preuve du mariage.*

117. La preuve du mariage se fait selon les règles fixées par le titre sur les actes de l'état civil.

Toutefois, s'il existe des enfants issus de deux personnes qui aient publiquement vécu comme mari et femme, et qui soient toutes deux décédées, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, la légitimité des enfants ne peut être contestée par le seul motif du défaut de preuve de la célébration du mariage, quand cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est pas en opposition avec l'acte de naissance.

118. Si la preuve de la célébration légale d'un mariage résulte d'une procédure pénale, l'inscription du jugement sur les registres de l'état civil tient lieu de l'acte de célébration, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants.

CHAPITRE VI. — *Des droits et des devoirs respectifs des époux.*

119. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

Le mari est le chef de l'association conjugale ; il doit protection à sa femme ; la femme doit obéissance à son mari.

120. La femme est obligée d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider.

Le mari est obligé de recevoir sa femme et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, suivant ses facultés et son état.

121. La succession de l'époux prédécédé sans laisser d'enfants communs, doit des aliments à l'époux survivant, qui est dans le besoin au moment du décès.

Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès.

La pension alimentaire est une charge de la succession.

Elle est supportée par tous les successeurs universels et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émolument.

122. La femme doit obtenir l'autorisation de son mari pour tous les actes juridiques dans lesquels elle s'oblige à une prestation qu'elle doit effectuer en personne.

123. La femme peut recourir à la justice soit pour obtenir la dispense du devoir de cohabitation, si elle a quelque juste motif, soit pour obtenir l'autorisation dont il s'agit à l'article précédent, lorsque le mari refuse ou est incapable ou dans l'impossibilité de l'autoriser.

L'autorisation de justice est toujours essentiellement provisoire.

124. Sauf les exceptions ci-après et celles établies par le contrat pécuniaire de mariage, la femme ne peut ester en justice civile, acquiescer, aliéner, s'obliger sans l'autorisation de son mari.

Si le mari refuse d'autoriser sa femme, le juge peut donner l'autorisation.

L'autorisation du mari peut être générale, mais il conserve toujours le droit de la révoquer.

125. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire à la femme :

1° Pour ester en justice contre son mari ;

2° Pour disposer à cause de mort.

Elle n'est pas non plus nécessaire dans les cas suivants :

1° Si le mari est mineur, absent, interdit, sous conseil judiciaire ou placé dans un établissement d'aliénés ;

2° Si le mari a été condamné à une peine d'au moins six mois de servitude pénale, pendant la durée de sa peine ;

3° Si les époux sont séparés de biens.

126. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être invoquée que par la femme, le mari ou leurs héritiers.

CHAPITRE VII — *Des droits et des devoirs des époux envers les enfants et du droit aux aliments entre parents.*

127. Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

A défaut par l'un des époux de remplir cette obligation, l'autre époux a une action pour l'y contraindre. Cette action appartient aussi au ministère public.

Les frais qu'entraîne cette obligation incombent au père et à la mère, suivant les principes qui régissent leurs conventions matrimoniales.

128. Les enfants doivent les aliments à leurs père et mère qui sont dans le besoin. Cette obligation est réciproque.

129. Les personnes à qui incombe l'obligation alimentaire en sont tenues dans l'ordre suivant :

1° L'époux ;

2° Les enfants ;

3° Les père et mère.

130. Les aliments ne sont accordés que dans la proportion des besoins de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit les aliments est remplacé

dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

131. Si l'enfant qui doit fournir les aliments à ses père et mère ou à l'un d'eux justifie qu'il ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal peut, en connaissance de cause, ordonner qu'il payera sa dette en nature.

132. Le tribunal prononce également si le père ou la mère qui offre de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure l'enfant à qui il doit des aliments, est, dans ce cas, dispensé de payer la pension alimentaire.

CHAPITRE VII. — *De la dissolution du mariage.*

133. Le mariage se dissout par la mort de l'un des deux époux et par le divorce.

TITRE VII. — DU DIVORCE ET DE LA SÉPARATION DE CORPS.

CHAPITRE I. — *Du divorce pour cause déterminée.*

Section I. — Des causes du divorce.

134. Le mari peut demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

La femme ne peut demander le divorce pour cause d'adultère de son mari que si l'adultère a été entouré de circonstances de nature à lui imprimer le caractère d'une injure grave.

135. Les époux peuvent réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre.

La condamnation de l'un des époux à la servitude pénale pour un fait entachant l'honneur, peut, d'après les circonstances, constituer pour l'autre époux une cause de divorce.

136. Les étrangers ne peuvent demander le divorce que si leur loi nationale les y autorise.

Le divorce ne peut être prononcé que pour une des causes énoncées par les articles précédents.

Section II. — De la procédure du divorce.

137. L'action en divorce n'appartient qu'aux époux.

Si l'époux qui aurait droit de demander le divorce est interdit, son tuteur peut, avec l'autorisation du conseil de famille, demander la séparation de corps.

Après la main levée de l'interdiction, l'époux qui a obtenu la séparation de corps peut la faire cesser, la maintenir, ou demander qu'elle soit convertie en divorce.

138. Sauf les règles ci-après, la demande en divorce est intentée, instruite et jugée dans la forme ordinaire.

139. A la première audience, le juge entend les parties en personne, sans l'assistance de leurs conseils, à huis clos. Il leur fait les observations qu'il croit convenables.

Si l'une des parties se trouve dans l'impossibilité de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu où sera tentée la conciliation. En cas de non-conciliation ou de défaut du défendeur, le juge constate

la non-conciliation ou le défaut et autorise le demandeur à poursuivre l'action.

140. Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande de séparation de corps.

141. La demande reconventionnelle en divorce peut être introduite par un simple acte de conclusions.

142. Lorsqu'il y a lieu à enquête, les descendants des parties ne peuvent être entendus.

143. En tout état de cause, le tribunal peut toujours ordonner, même d'office, la comparution personnelle des parties, à l'effet de renouveler l'essai de conciliation.

144. L'instruction terminée, encore que la demande soit bien établie, le tribunal peut surseoir à statuer pendant un délai qui ne peut excéder six mois.

Après le délai fixé par le tribunal, si les époux ne se sont pas réconciliés, chacun d'eux peut faire citer l'autre à comparaître devant le tribunal dans le délai légal pour entendre prononcer le jugement.

145. Lorsque l'assignation n'a pas été notifiée à la partie défenderesse en personne et que cette partie a fait défaut, le jugement prononçant le divorce doit être rendu public par telles mesures qu'il appartient au juge de prescrire.

146. L'opposition au jugement prononçant le divorce n'est recevable que dans le mois de la signification, si elle a été faite à personne, et dans les six mois du dernier acte de publicité, si la signification a été faite à domicile.

147. Le mariage n'est dissous qu'à compter du jour où le jugement ou l'arrêt prononçant le divorce n'est plus susceptible d'aucune voie de recours, par expiration intégrale des délais légaux.

Il est réputé dissous à dater du jour de la demande, quant à ses effets pécuniaires, dans les rapports respectifs des époux.

148. Le dispositif du jugement ou de l'arrêt de divorce, devenu irrévocable, est transcrit, par les soins du ministère public, sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré. Mention en est faite en marge de l'acte de mariage, s'il a été transcrit dans les registres de l'Etat.

149. Extrait du jugement ou de l'arrêt de divorce est inséré au *Bulletin officiel*, par les soins de l'une des parties ou du ministère public.

Section III. — Des mesures provisoires et conservatoires pendant l'instance en divorce.

150. La femme demanderesse ou défenderesse peut, avec l'autorisation du juge, quitter le domicile conjugal et emporter ses effets personnels, pendant l'instance en divorce. Le juge indique le lieu de sa résidence provisoire et fixe les provisions alimentaires et *ad litem* que le mari est tenu de lui fournir, si elle n'a pas de ressources suffisantes. Le juge peut ordonner au mari de quitter le domicile conjugal.

151. Le juge peut, soit sur la demande de l'une des parties, soit sur celle de l'un des membres de la famille, soit sur celle du ministère public, soit même d'office, ordonner toutes les mesures qui lui paraissent nécessaires dans l'intérêt des enfants.

152. Les décisions dont il s'agit aux deux articles précédents sont exécutoires par provision. Elles ne sont sujettes à appel que pendant la huitaine de la prononciation de l'audience.

Elles sont toujours essentiellement provisoires.

153. La femme qui abandonne, sans l'autorisation du juge, la résidence qui lui a été assignée, peut, d'après les circonstances, être privée des provisions qui lui ont été accordées. Elle peut même, si elle est demanderesse, être déclarée non recevable à continuer ses poursuites.

154. Le tribunal peut, sur la demande de la femme, demanderesse ou défenderesse en divorce, ordonner toutes mesures conservatoires de ses droits. Lorsque les scellés ont été apposés sur les biens de la communauté, ou sur les biens de la femme dont le mari a l'administration ou la jouissance, ils peuvent être levés à la requête de la partie la plus diligente ; les objets et valeurs sont alors inventoriés et prisés, et le mari en est constitué gardien judiciaire, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le juge.

155. La femme peut faire annuler les actes accomplis par le mari en fraude de ses droits.

Section IV. — Des fins de non-recevoir contre l'action en divorce.

156. L'action en divorce s'éteint par la réconciliation des époux survenue, soit depuis les faits allégués dans la demande, soit depuis cette demande. Dans l'un ou l'autre cas, le demandeur est déclaré non recevable dans son action. Il peut néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue ou découverte depuis la réconciliation et se prévaloir des anciennes causes à l'appui de sa nouvelle demande.

157. L'action en divorce s'éteint également par le décès de l'un des époux survenu avant que le jugement ou l'arrêt de divorce soit devenu irrévocable.

Section V. — Des effets du divorce.

158. L'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd tous les avantages que l'autre époux ou les parents de celui-ci lui avaient faits, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage.

L'époux qui a obtenu le divorce conserve les avantages à lui faits, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

159. Si l'époux qui a obtenu le divorce n'a pas de ressources suffisantes pour assurer sa subsistance, le tribunal lui accorde, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire.

La pension, établie d'après la fortune de celui qui la doit et d'après les besoins de celui à qui elle est due, est réduite ou augmentée selon les changements survenus à cette fortune ou à ces besoins. Elle cesse d'être exigible lorsqu'elle n'est plus nécessaire, et s'éteint par la mort de l'un des époux divorcés, ou par le mariage de l'époux créancier.

160. Les enfants sont confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns soient confiés aux soins, soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

Cette décision peut être prise, soit sur la demande de l'époux coupable, soit sur celle d'un membre de la famille, soit sur celle du ministère public, soit même d'office.

Elle est toujours essentiellement provisoire.

161. Quelle que soit la personne à qui les enfants sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entre-

tien et l'éducation de leurs enfants et sont tenus d'y contribuer en proportion de leurs facultés.

162. La dissolution du mariage par le divorce ne prive les enfants, nés de ce mariage, d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois ou les conventions matrimoniales de leurs père et mère ; mais il n'y a d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu divorce.

CHAPITRE II. — *Du divorce par consentement mutuel.*

Section I. — De la procédure à suivre.

163. Le consentement mutuel des époux, exprimé sous les conditions, dans les formes et après les épreuves déterminées ci-après, prouve suffisamment qu'il existe entre eux une cause péremptoire de divorce.

164. Le consentement mutuel des époux n'est admis qu'après deux ans de mariage, et que si le mari et la femme sont majeurs l'un et l'autre. Il ne peut être admis après vingt ans de mariage.

165. Les époux déterminés à divorcer par consentement mutuel sont tenus de faire dresser par notaire inventaire et estimation de tous leurs biens, meubles et immeubles.

Ils sont également tenus de passer acte notarié d'arrangement sur les points suivants :

1° La liquidation des droits respectifs résultant de leurs conventions matrimoniales ;

2° A qui les enfants nés de leur union seront confiés, soit pendant la procédure, soit après le divorce prononcé ;

3° Dans quelle maison la femme devra résider pendant la procédure ;

4° Quelle somme le mari devra payer à sa femme pendant le même temps, si elle n'a pas de ressources suffisantes pour fournir à ses besoins.

166. Les époux se présentent ensemble et en personne à l'audience du juge de première instance de leur domicile ; ils lui font la déclaration de leur volonté de divorcer et déposent entre ses mains leurs actes de naissance et de mariage, ainsi que les actes mentionnés à l'article précédent. Le juge vérifie les pièces produites et fait à chacun des époux en particulier les observations qu'il croit convenables. Si les époux persistent dans leur résolution, et si les conditions requises sont réunies, il leur est donné acte de ce qu'ils demandent le divorce et y consentent mutuellement.

La déclaration ainsi faite et actée doit être renouvelée dans la première quinzaine de chacun des troisième et cinquième mois qui suivent.

167. Dans la première quinzaine du septième mois à compter de la première déclaration, les époux comparaissent de nouveau ensemble et en personne à l'audience du juge et concluent à la prononciation du divorce.

Le juge ne prononce le divorce qu'après avoir vérifié que toutes les prescriptions ci-dessus ont été rigoureusement observées.

168. L'appel du jugement qui refuse le divorce doit être fait par déclaration, en personne, au greffe du tribunal qui a rendu le jugement. Il

n'est valable qu'autant qu'il est interjeté conjointement par les deux parties, dans la quinzaine de la prononciation à l'audience. Dans le mois à compter de la déclaration d'appel, les deux parties doivent se présenter ensemble et en personne à l'audience du juge d'appel pour faire valoir leurs griefs.

169. Le mariage est dissous à dater du jour même du jugement ou de l'arrêt qui admet le divorce.

Les articles 148 et 149 sont applicables au divorce par consentement mutuel.

Section II. — Des effets du divorce.

170. Aucun des époux ne peut contracter un nouveau mariage qu'un an après la prononciation du divorce.

L'officier de l'état civil qui contrevient à la disposition précédente est passible d'une amende de cent à mille francs.

171. La propriété de la moitié des biens de chacun des époux est acquise de plein droit, du jour de leur première déclaration, aux enfants nés de leur mariage ; les père et mère conservent néanmoins la jouissance de cette moitié jusqu'à l'époque fixée par le titre sur l'autorité paternelle.

Lorsque les enfants, au profit desquels cette dévolution s'est opérée, viennent à la succession de leurs père et mère, en concours avec des enfants issus d'autres mariages, ils sont tenus d'imputer sur leur part héréditaire les biens qui leur ont été ainsi dévolus.

Les articles 161 et 162 sont applicables au divorce par consentement mutuel.

CHAPITRE III. — De la séparation de corps.

172. Dans le cas où il y a lieu à demande en divorce, il est libre aux époux de demander la séparation de corps.

173. Les dispositions des articles 136, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161 et 162 du présent titre sont applicables à la séparation de corps.

174. La séparation de corps dispense les époux du devoir de cohabitation.

Elle emporte toujours la séparation de biens. Cette séparation rétroagit au jour de la demande, dans les rapports respectifs des époux.

175. La séparation de corps cesse par le rétablissement de la vie commune entre les époux.

La séparation de biens, conséquence de la séparation de corps, ne cesse que conformément aux dispositions du décret sur le contrat pécuniaire de mariage.

TITRE VIII. — DE LA FILIATION.

CHAPITRE I. — De la filiation légitime.

Section I. — Des conditions de la filiation légitime et du désaveu.

176. L'enfant né pendant le mariage, ou dans les trois cents jours qui suivent la dissolution du lien conjugal, a pour père le mari. Il est qualifié *enfant légitime*.

177. L'enfant né avant le cent quatre vingtième jour du mariage peut être désavoué par le mari, sauf toutefois dans les cas suivants :

1° Si le mari a eu connaissance de la grossesse avant le mariage ;

2^o S'il a assisté à l'acte de naissance qui désigne sa femme comme mère de l'enfant, et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait pas signer ;

3^o Si après la naissance de l'enfant ou même auparavant il s'en est reconnu le père, soit verbalement, soit par écrit.

178. L'enfant né depuis le cent quatre-vingtième jour du mariage peut être désavoué par le mari, s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois centième jour jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

179. Le mari ne peut désavouer l'enfant, pour cause d'adultère de la femme, qu'après avoir établi que les relations adultérines remontent à une époque comprise entre le trois centième et le cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

180. Le mari ne peut en aucun cas désavouer l'enfant en alléguant son impuissance naturelle.

181. En cas de séparation de corps ou de divorce prononcé ou même demandé, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après l'autorisation donnée par le juge, conformément à l'article 139 du titre sur le divorce et la séparation de corps, de poursuivre l'action en divorce et en séparation de corps et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. L'action en désaveu n'est pas admise s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

182. Nul ne peut, du vivant du mari, exercer au nom de celui-ci le droit de désaveu qui appartient exclusivement au mari.

183. Dans les divers cas où le mari est autorisé à exercer le désaveu, il ne peut le faire qu'en intentant une action en justice dans les cent vingt jours qui ont suivi la naissance de l'enfant.

Si la naissance de l'enfant lui a été cachée, il peut intenter l'action dans les cent vingt jours qui suivent la découverte de la fraude. En cas d'interdiction du mari, si elle a été prononcée soit avant la naissance de l'enfant, soit avant l'échéance des délais ci-dessus, ou si tout au moins la cause de l'interdiction existait notoirement avant l'une de ces époques, le cours desdits délais est suspendu et ils sont prolongés de cent vingt jours à partir de la mainlevée.

184. Si le mari est mort avant l'expiration du délai fixé pour intenter l'action, et qu'il ne s'en soit pas désisté, ou si l'enfant est né après la mort du mari, les héritiers du mari peuvent contester la légitimité de l'enfant.

Ils ne peuvent le faire qu'en intentant l'action dans les cent vingt jours qui suivent la mort du mari ou la naissance de l'enfant.

Toutefois ce délai de déchéance ne court contre eux que s'ils ont connaissance de l'existence de l'enfant présumé légitime.

185. Si le mari est mort après avoir introduit la demande en désaveu et s'il ne s'est pas désisté, les héritiers sont autorisés à reprendre l'instance, même après l'expiration des délais ci-dessus, et ils ne sont définitivement déchus que par la péremption de l'instance.

186. L'action est dirigée contre l'enfant ou, s'il est mineur ou interdit, contre un tuteur *ad hoc* nommé par le tribunal. En ce cas, l'action

est introduite sous la forme d'une requête présentée au tribunal aux fins d'obtenir la nomination du tuteur *ad hoc*.

Le tribunal compétent est celui du domicile de l'enfant.

L'action est suivie en présence de la mère.

Section II. — Des preuves de la filiation légitime.

187. La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance.

Si l'identité de l'enfant est contestée, la preuve peut en être faite par témoins ; l'enfant n'a besoin d'un commencement de preuve par écrit que dans le cas où il a une possession d'état contraire à son titre.

188. A défaut d'acte de naissance, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit à prouver la filiation.

189. La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom de celui qu'il prétend avoir pour père ;

Que ceux dont il se dit l'enfant l'ont toujours traité comme tel et ont pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la famille.

190. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre.

Réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

191. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Il en est de même s'il y a eu supposition ou substitution de part, alors même qu'il y aurait un acte de naissance et une possession conforme.

Néanmoins la preuve par témoins ne peut être admise que lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, sont assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale, le tout sans préjudice du droit qu'a l'enfant en vertu de l'article 27 du titre sur l'état civil.

192. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques, ainsi que des lettres du père et de la mère, des actes publics et même privés émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

193. La preuve contraire peut se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamatant n'est pas l'enfant de la femme qu'il prétend avoir pour mère, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'action en désaveu.

Section III. — Des actions en réclamation et en contestation d'état.

194. L'action en réclamation d'état n'appartient qu'à l'enfant. Elle est

imprescriptible à son égard, et toute renonciation faite par lui serait radicalement nulle, même à l'égard de ses héritiers, dans les cas où il leur est permis de réclamer l'état de leur auteur.

195. Les héritiers de l'enfant peuvent réclamer l'état de leur auteur quand celui-ci est décédé mineur ou dans les cinq ans après sa majorité.

196. Les héritiers peuvent également suivre l'action en réclamation d'état lorsqu'elle a été intentée par l'enfant, à moins qu'il n'y ait désistement ou péremption d'instance.

197. L'action en contestation d'état appartient à toute personne justifiant d'un intérêt quelconque, pécuniaire ou autre. Elle est imprescriptible ; toute renonciation ou reconnaissance est radicalement nulle.

198. L'action en réclamation et l'action en contestation d'état peuvent être portées, s'il y a lieu, devant les tribunaux répressifs ; mais la preuve, dans ce cas, légalement ne peut être faite que conformément aux règles admises par le présent titre.

199. Les jugements concernant l'état sont soumis aux principes qui régissent l'effet de la chose jugée.

(A suivre.)

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Le 19 septembre a eu lieu une grande revue près de Mirecourt pour la clôture des grandes manœuvres. Au banquet qui a suivi, le Président de la République a prononcé le discours suivant :

Je salue les officiers étrangers qui sont nos hôtes. J'espère qu'ils garderont un bon souvenir des manœuvres de 1895.

Je me réjouis de voir auprès de moi d'éminents amis de la France.

Messieurs, les manœuvres que nous venons de suivre, la revue qui les a couronnées, soulèvent dans notre cœur une joie patriotique et une légitime émotion.

C'est ici qu'aboutissent dans une éclatante manifestation de puissance les efforts d'un quart de siècle, la volonté que la nation a eue d'associer à son idéal de fraternité les exigences du plus impérieux des devoirs.

Nous venons de voir dans l'action l'artillerie, le génie, la cavalerie, nous avons admiré les brillantes et solides qualités déployées dans chacune de ces armes.

Nous avons retrouvé dans nos régiments d'infanterie, dans notre infanterie de marine, dans nos bataillons de chasseurs, chez le petit troupier, ces qualités d'entrain, cette gaieté dans la fatigue, cette endurance, ce respect de la discipline qui, tant de fois, donnèrent la victoire à nos armées.

La France pacifique, sûre de sa force, remet avec confiance ses destinées à la garde de ses fils.

Elle sait ce qu'elle doit de gratitude au général qui a dirigé ces manœuvres, aux officiers de tous grades et de toutes armes qui, de ces enfants de la campagne et de la ville, de la chaumière et du château, ont fait si rapidement les soldats que nous venons de voir.

L'officier s'est fait véritablement éducateur d'hommes, il a obtenu tous les sacrifices en donnant lui-même à ceux qu'il commande l'exemple des vertus militaires et en tenant les regards de tous constamment élevés vers ce but : la grandeur du pays.

Devant ces efforts, le gouvernement de la République sent l'étendue de ses devoirs ; sa plus chère sollicitude est acquise à cette armée qui est la force et la gloire de la France.

S'il est un milieu où tous les dissentiments s'effacent, c'est ici au sein de l'armée nationale.

Ici, toutes les bonnes volontés s'unissent, toutes les ardeurs se fondent, toutes les tendresses de la famille s'élargissent dans un amour unique : la passion de la patrie.

Cette armée que vous êtes n'est pas seulement pour la France une garantie de sécurité et de dignité. Forte, elle reste la plus grande école de la solidarité et du devoir moderne.

C'est à cette armée que vont nos affections et la reconnaissance de la nation, et c'est en son honneur que je lève mon verre.

L'arbitrage permanent devant la Chambre des députés.

Le 8 juillet, sur l'initiative de M. Barodet et d'un grand nombre de ses collègues, la Chambre a voté, à la presque unanimité de ses membres, une résolution « invitant le gouvernement à négocier le plus vite possible la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la République française et la République des Etats-Unis d'Amérique ».

Déjà, le 24 avril 1888, M. Frédéric Passy avait déposé une proposition identique qui n'était pas venue en discussion.

Voici l'*exposé des motifs* de la proposition de M. Barodet :

Messieurs, le 24 avril 1888, M. le député Frédéric Passy et un grand nombre de ses collègues présentèrent à la Chambre une proposition de résolution tendant à la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la République française et la République des Etats-Unis d'Amérique.

C'est cette proposition — qui reçut l'approbation unanime de tous les bureaux de la Chambre, mais que des troubles intérieurs que personne n'a oubliés ne permirent pas alors de mettre en discussion — que nous représentons aujourd'hui.

La France, messieurs, n'ignore pas qu'elle ne peut, dans la situation actuelle de l'Europe, se dispenser d'entretenir, pour sa défense, une force militaire au moins égale à celle de la nation la mieux armée. Elle a consenti, sans murmurer, tous les sacrifices que cette situation lui impose; mais, sans renoncer à aucune de ses espérances légitimes, elle n'a manqué aucune occasion de témoigner ses sentiments pacifiques et son vif désir de substituer aux jeux sanglants de la guerre et aux abus de la force le principe de l'arbitrage international, s'inspirant de la justice et du droit.

Grâce aux travaux juridiques et à l'active propagande des sociétés de la paix, si nombreuses dans les deux mondes; grâce aux conférences inter-parlementaires siégeant alternativement, chaque année, depuis 1889, dans les capitales des différents Etats européens; grâce, il faut bien le dire aussi, au succès de tous les essais d'arbitrage déjà tentés, avant et depuis l'affaire de l'Alabama, cette idée bienfaisante de résoudre partout les conflits internationaux par voie d'arbitrage s'est emparée de l'esprit des peuples et des parlements.

Depuis plusieurs années déjà, les républiques américaines ont conclu, à Washington, un traité d'arbitrage permanent et, plus récemment, en juin 1893, la Chambre des communes d'Angleterre, avec l'adhésion de M. Gladstone, alors chef du cabinet, a voté, à l'unanimité, une proposition de M. Cremer et de sir John Lubbock, tendant à la conclusion d'un traité de même nature avec les Etats-Unis.

Nous comprenons très bien que, par un sentiment de fierté qui ne messied point à une grande nation si cruellement éprouvée, le gouvernement français ne se soit pas hâté, tout d'abord, de prendre l'initiative d'une pareille mesure; mais, messieurs, les temps sont bien changés, l'équilibre s'est rétabli; l'Europe a conscience de notre force et nous respecte.

C'est pourquoi, après les sentiments pacifiques que la France a exprimés, avec tant de force et d'unanimité, par les inoubliables manifestations qui ont signalé la réception des marins russes en 1893 et qui n'ont cessé de l'animer depuis — nous avons la certitude de répondre, par notre proposition, à ses vœux les plus chers.

La conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la République française et la République des Etats-Unis, dont l'adhésion n'est pas douteuse, serait une nouvelle preuve de l'amitié des deux grandes nations, un nouveau gage de paix donné au monde, un acheminement aux diminutions des dépenses militaires, un grand exemple enfin, qui, nous en avons la ferme conviction, ne tarderait pas à être suivi, venant de si haut, par tous les peuples civilisés.

En conséquence, messieurs, nous avons l'honneur de vous demander l'adoption de la proposition suivante :

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Article unique. — La Chambre invite le Gouvernement à négocier, le plus tôt possible, la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la République française et la République des Etats-Unis d'Amérique.

GRANDE-BRETAGNE

SÉANCE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DU 30 AOUT. — *L'évacuation de l'Egypte.* — A propos du budget consulaire et diplomatique, M. Clark propose une réduction de 100 livres sterling sur les appointements de lord Cromer et il insiste pour que le gouvernement fasse quelque chose pour amener l'évacuation de l'Egypte.

M. Curzon déclare que le moment est mal choisi pour discuter l'évacuation. Il y a peu de députés dans la salle, il n'y a aucun ancien ministre et, en l'absence de sir William Harcourt, il refuse de discuter longuement cette question. Il ne voit dans la conduite actuelle de l'Angleterre en Egypte rien qui indique qu'on laisse aller les choses à la dérive. Mais si une politique d'abandon n'est pas désirable, une politique d'action l'est encore moins, et le gouvernement ne voudrait pas dans une question de cette importance se laisser pousser à une action quelconque soudaine ou précipitée.

Sir Charles Dilke déclare qu'il est heureux que M. Curzon n'ait rien dit à cette occasion qui pût rendre plus difficile la solution de cette question.

« Nous nous sommes engagés sur l'honneur à nous retirer de l'Egypte, et c'est aussi notre intérêt. »

M. Clark retire sa proposition.

SÉANCE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DU 3 SEPTEMBRE. — *Questions africaines.* — M. Curzon, sous-secrétaire aux affaires étrangères, répète que la position géographique de Weima, théâtre d'un conflit anglo-français, n'est pas encore déterminée; on ignore si ce point se trouve sur le territoire anglais ou bien sur le territoire de la république de Liberia. Suivant le traité franco-libérien, les officiers français ont le droit de traverser la frontière pour poursuivre les réfugiés. Il n'y a pas le moindre doute que le jeune officier tué dans cette affaire a agi de bonne foi et qu'il croyait exercer son droit dans un territoire indigène contre des troupes qu'il supposait être indigènes.

M. Curzon ajoute qu'il n'est pas en position de faire une déclaration avant de connaître les résultats de l'enquête.

Sur l'affaire Stokes, il se borne à répondre que les documents communiqués par l'Etat du Congo sont très volumineux et exigent un long et minutieux examen.

Enfin, il affirme n'avoir reçu aucune information exacte sur la position actuelle des forces françaises et belges qui peuvent se trouver dans les environs de la vallée du haut Nil.

Les affaires d'Arménie. — Puis un débat sur l'Arménie s'est engagé; en voici, sommairement, le compte-rendu :

M. Curzon déclare que plusieurs communications reçues du gouvernement turc ne peuvent malheureusement pas être regardées comme satisfaisantes. Le projet de réformes n'a pas reçu officiellement l'appui de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie. Mais le sous-secrétaire croit que ces puissances lui sont favorables et qu'elles ont conseillé officieusement à la Porte de l'accueillir favorablement.

Il n'est pas en mesure de faire des déclarations au sujet de la marche que le gouvernement peut se trouver obligé de suivre. Il ne peut pas non plus engager le gouvernement à ne pas se borner à des remontrances ou à des négociations, sans au préalable informer le Parlement de cette nouvelle attitude.

M. Gibson Bowles demande si le gouvernement a vu, dans les *Novosti*, la déclaration que le moment était venu, pour les grandes puissances, d'appuyer leurs remontrances auprès de la Porte, par une démonstration navale. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire cette démonstration ou d'y prendre part?

M. Curzon répond que le journal russe en question n'a aucun caractère officiel et que l'attention du gouvernement n'a pas été attirée sur cette déclaration : « Aucune proposition de ce genre ne nous a été faite, et il ne serait pas désirable, dans l'intérêt public, de faire à ce sujet une déclaration quelconque. »

Il ajoute que rien ne donne à croire que la France ou la Russie ne veuillent plus coopérer avec l'Angleterre, et il est impossible de communiquer la correspondance ou de donner des renseignements sur des négociations qui sont en cours.

M. Curzon dit que l'Angleterre consulte les puissances qui ont été représentées à l'enquête arménienne (France et Russie) sur la publication du rapport collectif de leurs délégués, et que ce rapport sera présenté le plus tôt possible à la Chambre.

ITALIE

Un « Livre vert », contenant les documents relatifs à la prise d'Agordat et de Kassala a été distribué à la fin d'août. Il contient 31 documents allant du 22 décembre 1893 au 30 mai 1895. La première pièce est la nouvelle télégraphique de la prise d'Agordat; suivent des rapports complémentaires et des dépêches diverses concluant tous à la nécessité d'un coup de main sur Kassala. Le 12 juillet 1894, le gouvernement télégraphie au général Baratieri et le laisse juge des dispositions à prendre pour l'occupation de Kassala. Le 17, Kassala était occupé.

M. Blanc, ministre des affaires étrangères, télégraphie à M. Tornielli de communiquer cette nouvelle à lord Kimberley et d'ajouter que, par cette occupation, l'Italie entend consolider les engagements pris avec l'Angleterre. M. Tornielli répondit que lord Kimberley, après s'être réjoui du succès des armes italiennes, a pris acte avec satisfaction de la déclaration que rien ne serait changé aux arrangements conclus avec l'Angleterre et l'Italie. Le dernier document est un rapport de lord Cromer au gouvernement anglais sur la situation en Egypte, constatant que la pacification du Soudan est due, en grande partie, à l'occupation de Kassala par les Italiens.

Le 25^e anniversaire de la prise de Rome.

Il a été célébré en grande pompe.

Le roi a conféré l'Ordre de l'Annonciade au général Cadorna, qui a commandé les troupes d'occupation à Rome en 1870.

Le roi a annoncé au général sa nomination par une dépêche dans laquelle

il déclare qu'il a voulu lui rendre un témoignage d'honneur comme prix des grands services qu'il a rendus à la patrie.

Le roi a de plus adressé aux ministres qui étaient au pouvoir le 20 septembre 1870 une dépêche dans laquelle il dit :

« A vous, qui faites partie du gouvernement du roi mon père dans ce jour qui donna à l'Italie sa capitale, et qui l'avez aidé par de sages conseils à la glorieuse et inviolable acquisition, j'envoie aujourd'hui mon salut et celui de la patrie qui se souvient et qui est reconnaissante. »

M. Crispi a prononcé un long discours à l'inauguration du monument de Garibaldi sur le Janicule :

Le 20 septembre 1870, a-t-il, ne pouvait être mieux solennisé que par l'inauguration à Rome d'un monument à Garibaldi, ami fidèle et dévoué de Victor-Emmanuel. Celui-ci, en 1860, en acceptant les plébiscites, avait juré d'affranchir Rome. Les citoyens romains ne pouvaient pas être les ilotes de l'unité, les esclaves du fanatisme cosmopolite. Leur servitude, c'était l'amoindrissement de la souveraineté nationale à laquelle l'Italie a droit en raison même de son existence.

Ce jour et ce lieu rappellent les luttes les plus laborieuses et les plus fécondes de la liberté contre la tyrannie.

Les années qui se sont écoulées du 4 juillet 1849 au 20 septembre 1870 ont été les dernières épreuves pour le pouvoir civil.

L'Eglise, ayant démontré qu'elle était impuissante à vivre de ses propres forces, avait besoin, pour se soutenir, des baïonnettes étrangères, dont, à son tour, elle devenait complètement esclave.

C'est ici que Garibaldi, le 30 avril, après une lutte sanglante, repoussa l'envahisseur, qui sans provocation avait assumé la barbare mission de restaurer la tyrannie sacerdotale. Les hostilités reprirent. Les défenseurs du droit durent céder à la force et attendre patiemment le jour de la résurrection du 20 septembre 1870.

Les ennemis de l'unité italienne voudraient interpréter la fête d'aujourd'hui comme une offense au Pape. Mais le bon sens populaire résiste à ces artifices, parce que tous savent que le christianisme, divin de sa nature, n'a pas besoin du canon pour exister.

M. Crispi, après avoir développé cette pensée, ajoute :

En réalité, ce n'est pas pour la sauvegarde et le prestige de la religion que nos adversaires invoquent la restauration du pouvoir civil du Saint-Siège, mais c'est pour des raisons humaines.

Ils ne réfléchissent pas qu'un prince temporel ne peut être un saint, ne peut être impeccable. Les armes matérielles, les violences légales légitimées par la raison d'Etat troublent l'âme d'un demi-dieu, lui enlèvent tout prestige, étouffent tout sentiment de vénération pour le vicaire du Christ sur la terre, qui est fait pour prêcher la paix et absoudre les fils d'Adam par la prière et le pardon.

La religion n'est pas, ne doit pas être une fonction d'Etat.

Dans aucun Etat, l'Eglise catholique n'a eu autant de liberté et de respect, et seule l'Italie parmi les autres nations a donné l'exemple de la renonciation à toutes les attributions ordinaires des Etats en matière ecclésiastique.

M. Crispi ajoute ensuite :

L'autonomie spirituelle par nous sauvegardée, garantie, est pour le Pape une forteresse où il doit se renfermer et où il ne peut pas être assailli.

Les âmes sont à lui et il a sur elles une telle influence que toutes les puissances de la terre peuvent l'envier.

Les souverains protestants, de même ceux en dehors de la religion du Christ, s'inclinent devant lui respectueusement et acceptent son jugement.

Le génie italien, par la loi du mois de mai 1871, a résolu un problème qui, en d'autres temps, aurait paru insoluble.

La liberté sans limite a été assurée au Pape dans l'étendue de son ministère.

Ainsi le Pape n'est soumis qu'à Dieu, aucune force humaine ne peut arriver jusqu'à lui.

Comme prince temporel, le Pape serait amoindri dans son autorité, parce qu'il serait l'égal de tous les autres princes et ne pourrait pas en être le premier.

Tous lutteraient contre lui, comme ils ont lutté pendant des siècles, au détriment de la foi et de l'autorité spirituelle.

Souverain indépendant, comme nous l'avons constitué, il est supérieur à tous; c'est là sa puissance.

La catholicité devrait être reconnaissante à l'Italie des services qu'elle a rendus au Pontificat romain.

Après 1870, Pie IX put lutter avec le prince de Bismarck et lui faire sentir combien est grande la vertu des armes spirituelles.

Tout cela est notre œuvre, dit M. Crispi, œuvre du Parlement et du roi. Je dirai même que ce fut l'accomplissement de la volonté de Dieu, comme ce fut par la volonté du Très-Haut que l'Italie reconstitua son unité.

Les audacieux qui, méconnaissant la loi éternelle, s'opposent à Dieu, ne manquent pas, et nous devons dire avec regret, que ce sont ceux qui se disent ses ministres. Mais ils ne prévaudront pas, car l'Italie est très forte, très sûre d'elle-même, elle ne craint pas les efforts de la rébellion. Ils ne prévaudront pas. Peut-être qu'ils s'assagiront.

Les ministres du culte savent qu'on ne les touchera pas tant qu'ils resteront dans les limites de leur droit. Ils savent qu'en prêchant la rébellion aux lois, leur œuvre profiterait aux anarchistes qui renient Dieu et le roi. Cette œuvre alors ne pourrait pas rester impunie.

M. Crispi a conclu ainsi :

Ne troublons pas cette solennité à laquelle toute l'Italie concourt. Le jubilé national doit nous rappeler le devoir de défendre notre patrimoine de victoires morales, conquis par de longues années de sacrifices et que nous devons remettre intact aux autres générations.

Ce monument ne pouvait pas être élevé dans un autre but que celui du devoir que nous impose le passé.

Vive le roi! Vive l'Italie!

ROUMANIE

Le 27 septembre a été inauguré le pont sur le Danube, œuvre grandiose d'une grande importance politique et économique. On avait donné à la fête une très grande solennité. Au banquet qui a suivi, d'importants discours ont été prononcés. Nous donnons, d'après *l'Indépendance Roumaine*, celui du Ministre des Travaux publics et celui du Roi.

Discours de M. Olanesco.

Sire,

Voilà bientôt dix-huit siècles que les flots du Danube majestueux ont été pour la première fois subjugués. A cette époque, un grand prince de l'Occident a construit son pont de pierre pour appeler à la vie le peuple roumain et inscrire son nom dans le livre de l'immortalité.

Aujourd'hui, Votre Majesté, venue également de l'Occident, subjugue pour la seconde fois, à l'aide du fer et de la pierre, le fleuve majestueux, afin d'assurer à jamais le paisible développement du royaume qu'Elle a fondé avec vaillance et sagesse dans cette vallée arrachée à la barbarie par l'empereur Trajan.

C'est ainsi que se renoue le fil interrompu de l'histoire et se confond dans notre admiration et notre reconnaissance la figure de Trajan, le créateur, et celle de Carol, qui fait revivre l'œuvre; l'un et l'autre vaillants et victorieux, l'un et l'autre grands et féconds constructeurs de monuments orgueil de leurs époques.

La gloire de l'Empereur romain, nos aïeux l'ont rendue immortelle dans la colonne de pierre de Rome et dans le trophée qu'ils ont assis toujours sur cette terre de la Dobroudja, comme un témoignage de la profonde sagesse de ceux qui ont compris l'importance du pays conquis par Trajan pour l'empire romain et de la rive droite du Danube pour la nouvelle province.

La gloire de Votre Majesté sera immortalisée par nos descendants sur toute la terre roumaine, de même que l'amour pour Votre Majesté est gravé dans tous les cœurs roumains. Nulle part, cependant, plus que dans cette partie du royaume, que, après 400 ans de séparation du corps de la Patrie, il a été donné à Votre Majesté de relier, et pour toujours, à la couronne de ces Voivodes qui, avec orgueil et haute prévoyance, inscrivaient, parmi leurs titres, celui de Prince de Dobroudja.

Rien n'a manqué, Sire, au règne de Votre Majesté. Vous avez conquis l'Indépendance, vous avez fondé la Royauté, vous avez doté la Roumanie de chemins de fer et aujourd'hui vous avez ouvert la voie de la mer, cette voie sans laquelle aucun peuple n'a pu jusqu'ici fonder une puissance durable.

Vous avez été, Sire, heureux et victorieux dans les guerres; vous êtes heureux et victorieux dans la paix. Heureux et victorieux, parce que vous avez toujours une confiance illimitée dans les sujets de Votre Majesté. Avec les soldats du pays vous avez vaincu sur les champs de la Bulgarie, avec les ouvriers vous avez dompté le Danube.

C'est pour cela, Sire, que, à la confiance inébranlable de Votre Majesté, répond la fidélité illimitée de la Nation et, des Carpathes à la mer, de partout part un seul cri :

Vivez Sire!

Vive Sa Majesté la Reine!

Vive notre Dynastie!

Discours du Roi.

« Réunis aujourd'hui sur les bords de la Dobroudja, à jamais unie à la Roumanie par le sang de nos braves et reliée à elle par la chaîne de fer nouvellement forgée, nous fêtons un événement attendu avec impatience par le pays tout entier et qui trouvera un écho puissant au delà de ses frontières. L'achèvement du pont du Danube, objet de Mes vœux depuis un quart de siècle, est aujourd'hui un fait accompli et, gigantesque, s'élève devant nous cette œuvre majestueuse comme un témoignage incontestable de la force du Royaume.

« Le génie humain, dans lequel se reflètent l'élan et le progrès puissant de la Roumanie, a triomphé de toutes les difficultés, a écarté tous les obstacles pour faire exécuter une œuvre durable et impérissable, qui doit montrer au monde que le peuple roumain est digne de sa belle mission aux bouches du Danube et au seuil de l'Orient.

« Les monuments sont l'histoire vivante des peuples; jusqu'à ce jour, le nom de Trajan n'a pas péri. Qui ne parle de son pont de Severin? Dieu veuille que le second pont jeté sur le bas-Danube des milliers d'années plus tard vive encore pendant des siècles pour prouver dans l'avenir, de génération en génération, que ce n'est que par des sacrifices, des luttes et un travail persévérants, que l'Etat roumain a pu être fondé.

« Je peux donc être fier que sous Mon règne on ait commencé et fini par nos ingénieurs ce pont grandiose, qui va attirer une part considérable du commerce européen sur nos voies ferrées, parce que, aujourd'hui, nous devenons la ligne la plus courte entre les mers du Nord et les pays d'Orient.

« Jetons maintenant un regard plus en avant sur la mer, sur cette voie

infinie d'eau où se croisent les innombrables chemins des mouvements du monde entier, qui répandent les richesses sur toutes les nations.

« Par le port de Constantza, le pont sur le Danube nous ouvre cette voie large qui multipliera d'une façon inattendue nos relations commerciales et assurera notre développement maritime. Le drapeau de la Roumanie, déjà connu dans les ports de l'Europe, flottera bientôt dans les pays les plus éloignés de l'univers et portera avec lui le renom de notre chère Patrie.

« C'est le cœur plein de joie que J'exprime cette conviction en présence de cette imposante assemblée, devant notre pont gigantesque, que Je considère comme la clé d'or d'un avenir brillant, en remerciant chaleureusement tous ceux qui ont contribué au grand triomphe que nous fêtons aujourd'hui avec une si profonde satisfaction.

« Je vous remercie de même de vos paroles si bienveillantes et si flatteuses pour Moi, Je remercie le corps technique du zèle et de la persévérance qu'il a déployés dans les nombreux travaux publics accomplis dans le courant de ces dernières années et qui trouve aujourd'hui sa plus belle récompense dans le pont du Danube.

« Je suis heureux que parmi les autres hôtes vous soyez tous témoins de cette journée mémorable, qui marque une nouvelle époque dans l'histoire de notre développement économique, et Je suis sûr que vous vous joindrez à Moi pour crier :

« Vive notre chère Roumanie, dont personne ne pourra plus arrêter l'essor dans la voie de la grandeur et du progrès. »

SAINT-SIÈGE

D'après le *Mémorial diplomatique* du 1^{er} septembre, Léon XIII a accepté définitivement l'arbitrage que lui offraient depuis quelque temps la République d'Haiti et celle de Saint-Domingue sur une question de délimitation de frontière qui divise ces deux gouvernements.

SUÈDE ET NORVÈGE

Pour compléter l'article que nous avons reproduit plus haut (p. 228) au sujet du différend entre la Suède et la Norvège, nous en donnons un autre emprunté également au *Stockholms Dagblad*, n° du 4 septembre 1893. Il est du baron Louis de Geer, qui à deux reprises a été pendant longtemps président du Conseil en Suède et auquel le pays doit d'importantes réformes. Il est retiré de la vie politique à raison de son grand âge et a toujours joui du respect de tous les partis.

Comment la Suède doit-elle se comporter dans le conflit unionnel ?

Les conditions de l'Union de la Suède et de la Norvège ont été fixées réciproquement et solennellement par l'acte d'Union de 1815 avec les modifications qui y ont été apportées dans la suite ; et l'Europe a ratifié l'Union ainsi contractée. Les négociations et les décisions antérieures sont hors de cause et s'en réclamer, c'est lire l'histoire à rebours, contrairement aux lois du développement humain. Ce qui est une fois mort ne peut être ramené à la vie.

Or, l'acte d'Union débute, de même que la Constitution norvégienne, par la déclaration que « la Norvège est un royaume libre et indépendant », et par cette expression il lui est attribué, d'après l'acception consacrée par l'usage et confirmée dans le droit des gens, sans égard à l'étendue du territoire ni à la population, absolument la même dignité et les mêmes droits qu'aux autres états souverains.

La Norvège revendique l'application de toutes les conséquences de cette

clause ; et il ne faut point confondre ces revendications avec des prétentions qui se basent uniquement sur la volonté individuelle et ne sont point généralement reconnues.

Mais une restriction de la liberté et de l'indépendance de la Norvège se trouve stipulée dans ce qui suit immédiatement la susdite déclaration, à savoir « que la Norvège est unie à la Suède sous un même roi » et que la forme du gouvernement est celle d'une monarchie constitutionnelle et héréditaire.

Il est évident que la liberté et l'indépendance d'un état sont restreintes d'une manière essentielle lorsqu'il est lié à un autre état et par conséquent tenu de suivre la politique extérieure de celui-ci. Il pourrait sembler que la liberté de la Suède a été également limitée par le fait que la Suède a été liée au roi de Norvège ; mais il n'en est rien, car, en concluant le traité d'Union, la Suède a conservé l'entière direction de la politique extérieure, sans que la Norvège obtint aucun droit légal d'y prendre part.

Plus tard on a remédié en partie à cette anomalie en admettant le ministre d'état norvégien au conseil des ministres suédois, et en engageant des fonctionnaires norvégiens au ministère suédois des affaires étrangères ainsi qu'aux légations à l'étranger et aux consulats, à la condition que la Norvège supporterait une certaine partie des frais. En outre, on a fait droit aux justes réclamations de la Norvège concernant le pavillon commun et le titre du roi.

Ces concessions à la Norvège ont cependant été désapprouvées par une partie des Suédois comme étant sans compensation, bien qu'elles ne fussent qu'un tribut à la justice. A l'époque de la conclusion de l'Union, on regardait la politique extérieure comme l'affaire personnelle du roi, mais à mesure que la Suède a imposé un contrôle constitutionnel à cet égard, ce contrôle a été nécessaire aussi de la part de la Norvège ; et ces revendications ne peuvent pas être repoussées raisonnablement, d'autant plus que l'acte d'Union garantit à la Norvège l'égalité la plus entière avec la Suède à d'autres égards, par exemple lorsqu'il s'agit de l'élection d'un roi, d'un gouvernement intérimaire, d'une déclaration de guerre ou de la conclusion de la paix.

Mais pour rompre une pratique de quatre-vingts ans fondée sur la loi, il faut une entente mutuelle ; et la prétention de la Norvège de modifier de son propre chef les relations entre les deux royaumes est insoutenable. De plus, l'attitude de la Suède n'a aucunement donné lieu à un pareil procédé. Outre les concessions dont nous venons de parler, la Suède s'est toujours montrée prévenante dans les négociations au sujet des relations résultant de l'Union, par exemple lors des séances des deux commissions unionnelles (1), dont la dernière formula une proposition que les membres de la commission ainsi que le gouvernement norvégien appuyèrent à l'unanimité.

Quand la question de la suppression du poste de gouverneur de la Norvège fut à l'ordre du jour (2), l'on consentit aussi du côté suédois à ce qu'elle fût décidée en conseil d'état norvégien, et tout ce qu'on exigea seulement fut que le ministère suédois eût l'occasion dans une délibération préliminaire de déclarer que la Suède n'avait pas lieu de s'opposer à la suppression de la dite fonction. Supposé même que la Norvège fût dans son droit en estimant que cette question ne dépendait que de sa décision, il est malaisé de comprendre que la Suède, en demandant de pouvoir se prononcer comme nous venons de le dire, ait porté atteinte à l'indépendance de la Norvège.

La cause principale de la dissension actuelle entre les deux royaumes est

(1) De ces deux commissions l'une a siégé de 1839-1843, l'autre de 1865-1867.

(2) D'après l'acte d'Union, tel qu'il fut conçu dès l'origine, le roi avait le droit de placer un gouverneur (« stathallare ») suédois ou norvégien à la tête du ministère à Christiania. Après de longs débats, ce droit a été aboli, en 1873.

la prétention de la Norvège à diriger et à gérer les affaires étrangères et consulaires comme bon lui semble, et cela sans tenir compte du bouleversement qu'une telle démarche amènerait dans le régime depuis longtemps établi pour l'administration de ces affaires. Il va sans dire que la Suède ne peut pas y acquiescer.

Pour le cas où le différend ne pourrait pas être réglé à l'amiable, on a avisé à diverses manières de le trancher.

Un moyen serait la dissolution de l'Union du plein gré des parties contractantes. Il s'en suivrait à l'avenir un mal irrémissible pour tous les deux royaumes. Une fois séparés, ils n'auraient plus la même force pour résister à des ennemis plus forts, surtout si la partie agressive avait l'habileté de conclure une alliance ouverte ou secrète avec l'un des royaumes contre l'autre. Mais même en pleine paix, la séparation aurait pour effet d'entraver le développement des deux royaumes, et les dépenses pour une représentation spéciale à l'étranger ainsi que pour la garde d'une frontière d'un millier de kilomètres seraient certainement plus que doublées.

Un autre moyen serait la guerre. Ceux mêmes, qui ne reculent pas devant la pensée d'une guerre contre des hommes de même race, autrefois amis, doivent pourtant considérer les horreurs de toute guerre, le sang versé et les frais immenses qui s'ensuivent. Etant donnés le courage et l'opiniâtreté bien connus des Norvégiens, une guerre avec eux imposerait aux Suédois d'énormes sacrifices. Mais supposons que la Suède remporte la victoire et dicte les conditions de la paix. Qu'y gagnerait-elle en somme ? Pour sauvegarder les stipulations du traité de paix, nous serions obligés d'entretenir pendant longtemps des garnisons en Norvège et des forces considérables sur le pied de guerre. Cela coûte de l'argent. Et quand bien même nous pourrions une fois retirer nos troupes de la Norvège, nous y laisserions dans les cœurs de la population une haine implacable, qui profiterait de la première occasion pour se venger et pour faire cause commune avec les ennemis qu'on pourrait nous supposer.

Ce n'est donc qu'à la dernière extrémité qu'il faut penser à une guerre, et à mon avis nous n'en sommes pas là. Le comte Lagerbjelke (1) a proposé, dans la 1^{re} Chambre, un meilleur procédé. La Suède s'en tient simplement aux conditions qu'ont proposées le roi et la diète pour un arrangement et, si la Norvège ne les admet pas, la Suède s'en tiendra au *statu quo ante*.

Tout ce que la Norvège peut faire par dépit, c'est de retrancher de son budget toutes les subventions à la maison royale, aux diplomates et au personnel consulaire. La perte subie par la maison royale pourrait être compensée par la Suède. Elle ne serait pas bien grande puisque la famille royale serait dispensée de toute obligation d'avoir une cour en Norvège et d'y faire des voyages. Quant aux diplomates, la Suède en a autrefois payé les frais à elle seule et elle peut le faire encore. Avec la contribution norvégienne à ces frais, le droit des Norvégiens d'occuper des postes de ministre à l'étranger et de fonctionnaires dans le département des affaires étrangères disparaîtrait naturellement aussi. Le traitement des consuls consiste en grande partie en taxes perçues sur les trafiquants, et si la Norvège retirait toute subvention à cet effet, il ne serait pas impossible de fixer une taxe spéciale pour les Norvégiens qui réclameraient l'assistance des consuls. Dans tous les cas, les frais que la Suède aurait à supporter pour tout cela ne seraient pas comparables à une guerre.

Si la Norvège voulait aller plus loin et entrer dans la voie de la révolution, il suffirait probablement d'une protestation de la part de la Suède pour qu'aucun agent ministériel ou délégué consulaire norvégien ne fût accueilli par une puissance quelconque. En effet, cela ne pourrait pas se faire à

(1) Le comte Lagerbjelke, politique éminent, décédé en 1894, a occupé pendant longtemps le siège de président de la 1^{re} chambre et a fait autorité dans les questions constitutionnelles.

moins qu'un nouvel ordre des choses ne fût solennellement sanctionné. Il serait difficile de trouver une seule raison plausible pour une telle dissolution d'une union, que l'Europe a décidée une fois et qu'elle a respectée pendant quatre-vingts ans — surtout depuis que la Suède a offert à la Norvège une égalité parfaite. Certes, les puissances de l'Europe tiennent assez à la paix et à l'ordre de choses établi pour ne pas vouloir voir la Norvège arrachée à la Suède et lancée comme une pomme de discorde à des voisins rapaces — et cela uniquement par un coup de tête d'une infime majorité démocratique, et en face des protestations de la majeure partie des gens cultivés de la nation. Nous pouvons en toute tranquillité compter sur l'équité et la circonspection de l'Europe et envisager avec calme la marche des événements. Nous n'avons rien à craindre. Mais un pareil dénouement serait bien pire pour la Norvège.

La première des choses à faire est une négociation commune ; elle est devenue plus difficile depuis que la Suède a réclamé une révision générale de l'acte d'Union. Ainsi on exige pour le roi le droit de veto *absolu* pour toute modification de la constitution. La question est de savoir si le veto *suspensif* actuel, répété par trois fois, n'est pas assez efficace, si l'on y ajoute la disposition déjà existante qu'aucun changement dans les principes de la loi fondamentale norvégienne ne sera permis. Quoi qu'il en soit, la Norvège n'acceptera certainement jamais de nouvelles restrictions quant à son autorité sur sa propre constitution.

La demande de la Suède que l'interdiction d'utiliser des troupes de la Norvège pour la défense commune soit retranchée de la constitution norvégienne (1) est, certes, d'une justice si évidente qu'elle ne rencontrera guère d'opposition : mais si l'on exige qu'une proportion de la population soit fixée dans les deux pays comme leurs contingents respectifs, la question est fort difficile à résoudre et ce n'est pas en Suède qu'on hésitera le moins. Si l'on fixe un chiffre trop bas, il ne servira à rien ; et si, au contraire, on fixe un chiffre trop élevé, la charge deviendra aisément par trop onéreuse. Il serait d'ailleurs très facile d'é luder tout contrôle.

Il y aurait beaucoup à réformer s'il s'agissait de rédiger une constitution nouvelle, mais c'est là un champ beaucoup trop vaste pour une négociation dont on attend un prompt résultat. Plus on peut en limiter l'étendue, plus l'issue en sera favorable.

L'essentiel est toujours que la tâche soit confiée à des hommes ardemment convaincus que l'Union est une bénédiction pour les deux royaumes et animés d'une volonté sincère de réaliser la parole qui se lit dans l'introduction à l'acte d'Union, à savoir que l'Union « ne peut et ne doit reposer que sur la reconnaissance mutuelle des droits légitimes des peuples ».

RENSEIGNEMENTS DIVERS

La Conférence internationale du mètre.

Le 4 septembre, a eu lieu à Paris, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Hanotaux, l'ouverture de la session quinquennale de la Conférence internationale du mètre. Cette Conférence, à laquelle participent presque toutes les puissances, a son siège à Paris et est représentée par un Comité permanent ; elle se réunit tous les cinq ans, sous la présidence du président de l'Académie des sciences qui est cette année le docteur Marey.

En ouvrant les travaux de la Conférence, M. Hanotaux a prononcé le discours suivant :

(1) Ces paroles ont trait à la prescription contenue dans la constitution norvégienne, que les troupes de Norvège, qui ne peuvent être comptées au nombre des troupes de ligne, ne devront jamais être employées hors des frontières du pays.

Messieurs,

La périodicité de vos réunions est prévue dans la convention du mètre. Le règlement annexé s'exprime en ces termes : « La Conférence générale mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans. » Or, la première Conférence ayant eu lieu en 1889, il est conforme à cette prescription conventionnelle qu'une réunion nouvelle ait lieu cette année, et le bureau permanent a pris soin de la convoquer.

Depuis la dernière réunion, des faits importants ont été acquis dans le sens du développement de notre œuvre.

Le Mexique a adhéré à la convention du mètre en 1891.

Le Japon a rendu, en 1890, le système des poids et mesures métriques légal dans l'empire japonais et a défini les mesures nationales par l'unité métrique et des prototypes reçus.

En Tunisie également, à la suite des travaux de la Commission spéciale instituée pour l'étude du système des poids et mesures, l'usage exclusif du système décimal métrique a été introduit dans la régence à partir du 1^{er} mars dernier, pour ce qui concerne les poids, les mesures de longueur et les mesures de volume.

Enfin, messieurs, le Comité de la Chambre des communes qui vient d'être dissoute a proposé, à une grande majorité, l'introduction obligatoire du système métrique, dans les deux ans, en Angleterre.

Vous aurez à constater ces heureux résultats.

D'autre part, d'importantes et utiles questions ont été inscrites à votre ordre du jour. Vous aurez non seulement à vous occuper de points intéressant votre organisation intérieure, comme l'audition du rapport du Comité international, le renouvellement par moitié du Comité international, la création éventuelle d'un fonds de réserve destiné à entretenir votre œuvre, mais de graves problèmes scientifiques retiendront aussi votre attention.

Vous aurez à sanctionner le rapport entre le mètre et la longueur d'onde lumineuse déterminé à Breteuil par M. Michelson, les équations de la toise du Pérou, de la toise de Bessel et de celle du bureau topographique prussien ; enfin, le cas échéant, l'équation du yard anglais qu'on est actuellement occupé à comparer au mètre.

Cette dernière mention est de celles qui sont faites pour attirer l'attention du public.

Il comprend vaguement que la circonstance qui met en présence devant vous les deux mesures types, dont on peut dire aujourd'hui qu'elles se partagent le monde, marque l'heure d'un de ces nobles combats de la civilisation où la théorie et la pratique se rencontrent et cherchent l'issue de leurs débats dans l'harmonie et dans la concorde des faits combinés par la raison supérieure d'une formule scientifique.

Telle est, messieurs, la portée philosophique de vos travaux.

Parmi le spectacle agité de la vie quotidienne, la persévérance avec laquelle vous poursuivez votre but et les résultats obtenus nous donnent une grande, une fortifiante leçon, à savoir qu'il n'est pas refusé au génie humain de dégager, parmi l'obscurité des lois naturelles, certaines données immuables, et d'inscrire sur le grand livre du progrès des solutions définitives.

Votre mètre de platine, issu à la fois des plus vastes et des plus minutieuses études, multiplie désormais dans les actes infiniment nombreux de la vie pratique, l'emploi de son impeccable fixité.

Gardiens du précieux dépôt, vous veillez sur sa rigueur et sur sa pureté. Ce n'est plus seulement pour vous et pour tous une équation abstraite, c'est un fait, et vous avez ainsi ajouté une sorte de création nouvelle aux œuvres de la nature.

Si je me suis permis, messieurs, de retarder un instant les délibérations qui vont commencer, c'est que je voulais vous souhaiter une cordiale bienvenue et

me féliciter devant vous, au nom de la France, de vous voir persévérer dans le choix que vous avez fait de sa capitale pour y poursuivre vos études.

C'est un des plus grands honneurs que puisse recevoir mon pays, et c'est une des plus précieuses récompenses du zèle qui l'a toujours porté vers l'amour désintéressé de la science et le culte instinctif de la mesure en tout.

Depuis l'époque où le roi Louis XI conçut le projet d'établir une commune mesure dans tout le royaume, jusqu'à l'heure où les décisions de la convention nationale ont institué le système métrique, un grand progrès s'est accompli qui s'est étendu peu à peu, non seulement à la nation française, mais à la terre tout entière.

Aussi, messieurs, tous les Gouvernements s'honorent-ils de collaborer à votre œuvre; ils comprennent que le couronnement de vos travaux est à la fois dans la détermination des nombres et dans la concorde des esprits, et ils vous remercient du noble et profitable exemple que vous donnez à l'humanité.

M. Fœrster, directeur de l'observatoire de Berlin, président du Comité international, a pris ensuite la parole. Après avoir remercié le ministre de son accueil bienveillant et rappelé la mémoire du général Ibanez, marquis de Mulhacen, précédent président du Comité, M. Fœrster a ainsi exposé les travaux auxquels celle-ci allait se livrer :

La présente Conférence aura principalement à prendre connaissance de nos travaux rétrospectifs, destinés à établir le plus exactement les relations entre les unités métriques et celles des unités anciennes non métriques qui ont servi comme base dans un grand nombre de recherches scientifiques du passé ou qui servent encore dans la pratique et dans les recherches scientifiques de plusieurs grands pays.

Les résultats de ces travaux du bureau international seront d'une importance considérable pour la propagation du système métrique; car ils faciliteront en quelque sorte les transitions de l'application des anciennes unités aux unités métriques.

Donc, ces travaux ajoutés à la création de nouveaux prototypes, satisfaisant à toutes les exigences de la science moderne, contribuent vigoureusement à réaliser une partie de la devise historique du système métrique : « A tous les peuples. »

L'autre partie de cette devise : « A tous les temps » sera parmi les objets de délibération de la deuxième Conférence générale représentée par un groupe de travaux qui s'occupent de la fondation ou du renforcement des contrôles qui seront nécessaires pour protéger autant que possible tous les résultats des déterminations les plus exactes des sciences et de la haute pratique technique contre les incertitudes qui pourraient provenir des variations séculaires de nos prototypes.

Lorsqu'on adoptait à l'origine du système métrique les dimensions de la terre elle-même, comme base naturelle du système, les grands astronomes français participant à la fondation du mètre ne croyaient pas non plus à l'invariabilité absolue des dimensions du globe terrestre, mais seulement à une certaine constance séculaire de ces dimensions, suffisante pour la première étape de la création d'un système commun à tous les peuples de la terre.

Guidés par une pensée ingénieuse, émanée du même génie français, nous allons maintenant plus loin dans l'avenir des mesures exactes. Nous liions l'unité linéaire au phénomène des mouvements lumineux d'un milieu, pour ainsi dire éternel quant à sa structure et aux conditions de ses mouvements, en établissant la longueur du mètre, comme elle est à présent définie — très près de sa définition historique, par le prototype international — en fonction des longueurs d'ondes de certaines émissions lumineuses.

La Conférence aura à s'occuper de la première détermination complète d'une telle équation exécutée d'après les méthodes d'un physicien éminent de l'Amérique du Nord, M. Michelson, dans le bureau international, par ce physicien même (en collaboration avec le personnel scientifique du bureau).

D'autre part, il s'agira encore d'une comparaison de plus en plus perfectionnée du kilogramme international à la masse d'eau contenue dans un décimètre cube.

M. Marey, président de l'Académie des sciences, président de la Conférence internationale, a prononcé ensuite quelques paroles.

La Conférence internationale du mètre a terminé ses travaux le 12 septembre.

On a voté la proposition du Comité tendant à commencer en 1899 les comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux, par une première vérification des équations et de l'état de tous les kilogrammes prototypes nationaux, ainsi que des thermomètres étalons qui ont accompagné les mètres prototypes nationaux. On commencera les vérifications par les kilogrammes et les thermomètres, en réservant pour plus tard les mètres dont les variations sont plus improbables. Le détail des opérations qui seront entreprises par ces nouvelles vérifications sera fixé par le Comité international dans quelques années.

On a procédé ensuite à la constitution du Comité.

Ont été élus :

Président : M. Fœrster, directeur de l'Observatoire de Berlin.

Secrétaire : M. Hirsch, directeur de l'Observatoire de Neuchâtel.

Membres : MM. Arndtsen, directeur du Bureau des poids et mesures de Norvège; de Macedo, ministre plénipotentiaire du Portugal à Madrid; Gould, astronome de l'Observatoire de Cambridge (Etats-Unis); Ferraris, professeur à Turin; Mendeleïef, chimiste de la Faculté de Saint-Petersbourg; d'Arillage (Espagne); de Bodola (Budapest); Chaney (Royaume-Uni); Epites (Roumanie); Bertrand, secrétaire de l'Académie des sciences de Paris; de Lang (Vienne); Thalén (Upsal).

Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

On lit dans l'*Eclair* du 1^{er} septembre :

Le Gouvernement de la République française va adresser aux Etats signataires de la convention internationale conclue à Berne, le 6 septembre 1886, une circulaire fort intéressante dont voici le résumé :

Il est dit dans l'article 6 du protocole final de cette convention que, dans un délai de quatre à six ans, et sur l'initiative de la France, une seconde Conférence chargée de reviser cet acte international doit se tenir à Paris.

Or, les circonstances n'ayant pas paru favorables à notre Gouvernement, il ne s'est pas cru en mesure de convoquer utilement les unionistes au cours de la période fixée par le protocole. Mais, ajoute la circulaire, « il n'en a pas moins fait procéder en temps opportun, de concert avec le bureau de l'Union, à une étude approfondie des questions à soumettre à la nouvelle Conférence. Ces études ont abouti à la rédaction d'un programme où sont exposés les vœux émis, au cours des dernières années, par les Associations littéraires et artistiques de tous les pays, et qui semble fournir une excellente base à la discussion. »

Le Gouvernement fixe la réunion de la prochaine Conférence au 15 avril 1896, le mois d'octobre 1895, sur lequel on s'était arrêté tout d'abord, ayant paru trop rapproché pour certains pays.

La question d'inviter les Etats qui n'ont pas adhéré à la convention s'est aussi posée. Il est certain que leur présence à la Conférence représentée par des délégués « officieux » ne pourrait qu'être bien accueillie; leur adhésion « contribuerait certainement à grandir le champ d'application des principes,

qui ont donné naissance à la convention de Berne et étendre d'autant plus la production des œuvres de l'esprit ».

La circulaire termine ainsi : « En adressant la présente invitation aux membres de l'Union, le Gouvernement de la République a le ferme espoir qu'elle rencontrera auprès d'eux un accueil favorable, et il compte sur leur concours pour rendre aussi efficaces que possible les travaux des prochaines Assises littéraires et artistiques. »

Production de l'or et de l'argent du monde depuis la découverte de l'Amérique.

The Engineering and Mining Journal a publié récemment un tableau complet de la production de l'or et de l'argent depuis la découverte de l'Amérique (1492) jusqu'au 31 décembre 1894. Les chiffres publiés ont été empruntés pour la période de 1493 à 1810 aux tables de Soetbeer, pour celle de 1811 à 1851, aux rapports des directeurs de la Monnaie aux Etats-Unis; les suivants proviennent des statistiques officielles et des rapports des affineurs.

L'énumération complète de ces chiffres étant aussi longue que fastidieuse, nous donnons seulement les totaux pour les deux périodes 1493-1850 et 1851-1894.

	Or. Production en kilogr.	Valeur en francs.
1493-1850.....	4.746.630	15.754.162.300
1851-1894.....	12.470.477	41.308.365.075
Total.....	17.217.107	57.062.527.375
	Argent. Production en kilog.	Valeur commerciale en francs.
1493-1850.....	149.825.950	35.109.335.800
1851-1894.....	242.019.823	51.334.223.575
Total.....	391.845.773	86.443.559.375

Tous ces chiffres sont le résultat d'un travail sérieux, mais il n'est pas possible d'en garantir la rigoureuse exactitude.

La Conférence bibliographique internationale de Bruxelles (1).

Une Conférence internationale d'un caractère tout particulier vient d'avoir lieu pour la première fois à Bruxelles. Cette tentative, unique en son genre, mérite d'attirer l'attention du monde scientifique et des hommes de lettres de tous les pays.

C'est à peu près dans les termes suivants qu'il y a quelques semaines un grand nombre de savants, de bibliographes et de bibliothécaires étaient informés par M. le chevalier Descamps-David, sénateur, M. H. Lafontaine, sénateur et M. P. Otlet, avocat, de Bruxelles, que l'office de la bibliographie belge avait pris l'initiative de convoquer une Conférence bibliographique internationale.

La bibliographie est depuis longtemps devenue, disait cette circulaire, une véritable science. Elle est étudiée par tous ceux que préoccupe le classement méthodique des richesses accumulées dans nos bibliothèques, mais rendues souvent inaccessibles faute d'ordre suffisant. Les hommes d'études en ont fait l'inséparable compagne de leurs travaux, car elle les renseigne rapidement et sûrement sur les œuvres de leurs devanciers et leur évite ainsi un inutile gas-

(1) Nous empruntons le compte-rendu donné par le journal *le Temps* du 11 septembre.

pillage d'efforts. Enfin, le commerce de la librairie trouve en elle un intermédiaire précieux, grâce auquel l'offre et la demande de livres sont mis en relations constantes. La bibliographie, étudiée aujourd'hui dans tous les pays et dans toutes les branches de la science, a réalisé des progrès considérables. D'importants travaux ont été publiés, des méthodes ingénieuses et toutes nouvelles (en particulier le système de la *classification décimale* du bibliographe américain M. Melvil Dewey) ont trouvé leur application. Cependant la bibliographie a été arrêtée dans son essor faute d'entente et de coopération. A l'encontre de la plupart des sciences, elle ne possède encore ni langue commune, ni unités conventionnelles de classement, généralement adoptées. Elle n'est pas parvenue non plus à établir entre les travaux particuliers une coordination avantageuse à tous les points de vue. Il y a dans ces conditions un intérêt majeur à amener une discussion entre tous les intéressés pour leur permettre de formuler des propositions d'entente internationale.

Ce chaleureux appel a été entendu et, le 2 septembre au matin, une trentaine de bibliographes de tous les pays étaient réunis à l'hôtel Ravenstein, à Bruxelles, pour voir ce qu'en pareille occurrence il y avait intérêt à décider ce que l'on pouvait faire.

Parmi les adhérents on remarquait, en outre des promoteurs de la Conférence, MM. Stanier, Mahy, P. Bergmanns, Burny, Zech du Biez, Jonart, Fétis, conservateur en chef de la Bibliothèque royale de Bruxelles, A. Wauters, etc. A citer, parmi les Français, M. le professeur Gariel, délégué de l'Association française pour l'avancement des sciences, M. le docteur Marcel Baudouin, délégué de l'Association de la presse médicale et scientifique française et fondateur de l'Institut international de bibliographie scientifique, seul établissement de ce genre dans le monde entier; M. le docteur L.-H. Petit, bibliothécaire de la Faculté de médecine de Paris; M. Langlois, de la Faculté des lettres de Paris; M. Limousin, etc., etc. Un grand nombre d'associations avaient envoyé leur adhésion, entre autres, la puissante association des bibliothécaires américains, l'association des bibliothécaires anglais, plusieurs bibliothèques allemandes et italiennes. De nombreuses institutions de bibliographes et de bibliophiles, les cercles de la librairie de différents pays, les bureaux chargés de publier la bibliographie de certaines nations avaient tenu aussi à envoyer leur adhésion pleine et entière aux travaux de la première Conférence bibliographique internationale.

M. le président Descamps-David a d'abord souhaité la bienvenue aux délégués étrangers; puis, M. Lafontaine a exposé le but de la Conférence, qui était surtout d'arriver à l'adoption des unités de la *classification décimale* comme unités bibliographiques internationales. Avec l'aide de M. Otlet, il a expliqué le fonctionnement de ce système de classement, actuellement utilisé par plus de mille bibliothèques américaines, par divers établissements anglais et allemands, et par l'Office belge de bibliographie.

Le principe de la classification décimale, imaginé par M. Melvil-Dewey, est d'une géniale simplicité. Toutes les connaissances humaines sont divisées en dix grandes classes représentées par les chiffres 0, 1, 2, 3, ..., 9. A son tour chaque classe est subdivisée en dix groupes, représentés chacun par un chiffre qui s'ajoute au chiffre représentant les classes (01, 11, 21, 31, ...); chaque groupe à son tour est l'objet d'une nouvelle division en dix catégories, exprimée de la même manière 101, 201, 301 et ainsi de suite. Tout ce qui a trait à la médecine, par exemple, est représenté par la série 610-619.

Ce système, qui à première vue, paraît très complexe, est en réalité très aisé à utiliser et il a suffi aux membres de la Conférence de visiter l'installation de l'Office belge de bibliographie pour en apprécier toute la valeur pratique et toute la portée. Aussi, est-ce sans grande discussion que les résolutions suivantes ont été votées dans la première séance :

1^o La Conférence considère la *classification décimale* comme donnant des résultats pleinement satisfaisants au point de vue pratique et international.

2^o La Conférence constate l'application considérable déjà faite de la classifica-

tion Melvil Dewey et recommande son adoption intégrale, en vue de faciliter une entente internationale.

En effet, aux Etats-Unis, des centaines de bibliothèques universitaires ont adopté, et cela depuis dix-neuf ans, le système si ingénieux préconisé par le savant secrétaire de l'*University of city of New-York*. Et si l'on avait voulu proposer un nouveau mode de classement des documents bibliographiques, il aurait été à craindre que les répertoires, déjà très importants, commencés en Amérique, n'eussent pas été continués à l'aide du système nouveau qu'aurait pu proposer la Conférence. On a donc agi sagement en tenant compte des efforts considérables déjà faits, en ne revenant pas en arrière, en ne sacrifiant pas le travail de plusieurs hommes et les dépenses de plusieurs institutions, d'autant plus que la classification décimale de M. Melvil Dewey, malgré ses quelques imperfections (personne n'est impeccable, surtout quand il s'agit d'entreprises aussi colossales), donne des résultats véritablement merveilleux.

Cela admis, de façon à pouvoir s'entendre, il fallait songer à fonder une vaste association bibliographique internationale; et c'est pour donner une forme précise à ces desiderata, qu'on a voté les résolutions ci-dessous :

3^o La Conférence émet le vœu de voir les Gouvernements s'unir en une *Union bibliographique internationale*, en vue de créer un *Office international de bibliographie*.

4^o La Conférence charge son bureau de transmettre ce vœu au Gouvernement belge et de le prier de convoquer à brève échéance une *Conférence diplomatique*, en vue de réaliser cette union bibliographique.

Quand ces organismes existeront, il deviendra possible d'enregistrer d'une façon méthodique, complète et pratique, la production intellectuelle du monde entier, et de songer, d'une manière très sérieuse à la portée considérable de la pensée que nous avons jadis formulée, modifiant un mot célèbre de A. Karr : « La propriété scientifique est une propriété ! »

Mais cet office international ne peut être alimenté que grâce à l'intervention des bibliographies des diverses nations; d'où les votes qui ont suivi :

5^o La Conférence, considérant que tout classement systématique suppose l'existence de *bibliographies nationales*, COMPLÈTES ET EXACTES, signale aux Gouvernements l'importance d'une législation uniforme concernant le *dépôt légal* des ouvrages.

6^o La Conférence émet le vœu que, lorsque les Gouvernements interviennent officiellement pour soutenir les bibliographies nationales, ils insistent sur l'*adoption de la classification décimale*.

Ce dernier vote n'est que la reconnaissance des efforts si remarquables tentés par les bibliographes américains; aussi espérons-nous que tous les Gouvernements entreront dans les vues de la Conférence, de façon à simplifier dans la mesure du possible tous les classements à venir.

Après avoir indiqué ce que les Gouvernements pourraient tenter pour organiser une institution durable et utile, on a dû tenir compte du travail déjà exécuté par les Instituts privés et spéciaux. Aussi a-t-on voté l'autre vœu suivant :

7^o La Conférence émet le vœu que les publications dues à l'« initiative privée », et plus particulièrement les catalogues collectifs édités par les Cercles de librairie, adoptent également la *classification décimale*.

Après avoir déblayé le terrain, en établissant ces divers points, l'œuvre de la Conférence a réellement commencé. Les membres ayant reconnu la nécessité absolue de créer une institution privée internationale, s'occupant de toutes les questions de bibliographie, on a adopté le vœu ci-dessous, d'une importance capitale.

8^o La Conférence décide la création d'un Institut international de bibliographie.

Puis toute une séance a été consacrée à la discussion des statuts provisoires de cet Institut, aujourd'hui existant en fait, et dont la session prochaine aura lieu en 1896 à Bruxelles.

Font dès aujourd'hui partie de cette vaste association tous ceux qui ont adhéré à la Conférence de 1893.

Enfin, dans une réunion ultérieure, diverses questions d'ordre intérieur ont été élucidées au mieux des intérêts du futur office international, qui, lui, ne peut être créé que par une fédération des Gouvernements.

Comme on vient de le voir, les « hommes à fiches », comme on nous appelait avec intention à Bruxelles, ont établi d'une façon définitive les bases du *Répertoire bibliographique universel*, et désormais on va pouvoir classer toutes les œuvres produites par le génie humain depuis des siècles et des siècles. C'est là une œuvre considérable et il faut être reconnaissant aux infatigables et savants organisateurs de la Conférence de Bruxelles, d'avoir posé la première pierre d'une œuvre de cette envergure, qui désormais est certaine de grandir et de se développer en toute sécurité.

Un bulletin va être fondé également pour servir d'organe à l'Institut de bibliographie. On y trouvera tous les renseignements nécessaires sur cette fameuse classification décimale, dont nous ne pouvions, au cours de ce simple compte-rendu, essayer de faire comprendre la mécanique, la valeur et la remarquable simplicité (1).

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

4^{er} septembre. — *Le comte de Paris. Souvenirs personnels*, par le comte d'Haussonville. — *La Hongrie et l'opposition croate*, par Ch. Loiseau. — *Premier septembre*, par le vicomte de Vogüé (anniversaire de Sédan, impressions personnelles). — *Le Japon inconnu*, par C. de Varigny.

15. — *L'expédition de Madagascar en 1829*, par Ch. Gailly de Taurines. — *Le mécanisme de la vie moderne : les assurances sur la vie*, par le vicomte d'Avenel. — *Les origines du palais Farnèse*, par Ferdinand de Navonne (c'est le palais où est installée l'ambassade de France à Rome). — *La vie populaire dans l'Inde : la vie aux champs*, par A. Mathivet. — *Les premières années de Joseph de Maistre*, par René Doumic. — *Victor Cousin*, d'après de nouveaux documents, par Alfred Fouillée.

La Revue de Paris.

1^{er} juillet. — *Journal historique de la campagne de Prusse* (travail rédigé par ordre du maréchal Davoust, d'après ses indications et à l'aide des documents officiels). — *La femme anglaise et le socialisme*, par Aug. Filon. — *Mémoires d'un artiste*, par Ch. Gounod (son séjour à la villa Médicis). — *Les Chouans sous l'Empire, l'agence de Jersey*, par Ern. Daudet (détails sur diverses tentatives d'insurrection qui se produisirent de 1807 à 1810). — *Lettre à l'empereur d'Allemagne*, par Ern. Lavisse (à propos de la célébration des anniversaires de la guerre de 1870).

15. — *Les vues de Hoche : la Vendée, l'Irlande et le Rhin*, par Albert Sorel. — *Notes de voyage en Belgique et en Hollande*, par H. Taine. — *L'impératrice Catherine et le prince de Ligne*, par Lucien Perey. — *Criminopolis*, par Mimande (Saint-Laurent du Maroni, capitale du bagne de la Guyane).

1^{er} août. — *Lettres du maréchal de Saint-Arnaud à la Maréchale* (elles

(1) Ce bulletin paraît à Bruxelles, au siège de l'Institut, 11, rue Ravenstein. Le premier numéro contient le discours prononcé à la clôture de la Conférence, par son Président, le chevalier Descamps, les statuts de l'Institut international de bibliographie, enfin une note sur la création d'un *répertoire bibliographique universel* avec des spécimens de la classification décimale.

furent écrites pendant la guerre de Crimée et montrent le Maréchal sous un aspect que ne connaissent guère ceux qui ne voient en lui que l'homme d'exécution du Deux Décembre). — *Les vues de Hoche : le Coup d'Etat*, par Albert Sorel. — *Politique d'Islande*, par Ch. Rabot. — *Les pages du roi Louis XV* (extrait de mémoires inédits).

15. — *Correspondance d'Ernest Renan et de sa sœur Henriette* (1842-1845). — *L'expédition de Madagascar*, par le lieutenant-colonel S... — *La défaite du parti libéral en Angleterre*, par D. Pasquet.

1^{er} septembre. — *Un Congrès universel des religions en 1900*, par l'abbé Charbonnel. (Projet pour la réunion d'un Congrès analogue à celui qui s'est réuni à Chicago en 1893. Un pareil rapprochement des religions doit servir, suivant l'auteur, moins à comparer leur valeur absolue ou objective dans la lettre, qu'à reconnaître leur valeur relative ou subjective par l'appropriation que s'en font les âmes, ainsi que les droits égaux de toutes les consciences qui les professent *en esprit et en vérité*. Les catholiques ont joué un rôle considérable au Congrès de Chicago; c'est le cardinal Gibbons qui l'a ouvert par une prière et par un discours. Le Pape serait favorable au projet d'une nouvelle réunion.)

15. — *Ma mission à Ems*, par le comte Benedetti. (Récit détaillé de cet épisode capital des négociations qui ont précédé la guerre de 1870, épisode qui a donné lieu à bien des versions contradictoires en France et à l'étranger. Ce travail, rédigé en 1873, avait pour but de répondre à un ouvrage du duc de Gramont qui avait critiqué les appréciations de M. Benedetti dans son livre intitulé *Ma mission en Prusse*.) — *Correspondance intime d'Ernest Renan et de sa sœur Henriette* (fin). — *La Finlande*, par Gaston Paris (à propos d'une publication récente).

Revue politique et littéraire.

7 septembre. — *Sedan : une campagne de dix jours*, par le colonel Patry (avec figures indiquant la situation respective des armées). — *L'éducation des adultes* : lettres de MM. Léon Bourgeois et H. Marion, professeur à la Faculté des lettres de Paris. — *L'organisation socialiste*, par L. de Seilhac. — *Le théâtre serbe et les œuvres françaises*, par A. Malet. — *Deux préfaces de M. de Sybel* (elles sont en tête des deux derniers volumes de son grand ouvrage sur la *fondation de l'Empire allemand*).

14. — *Quelques lettres d'Armand Barbès* (1852-1861). — *Metz et Strasbourg en septembre 1895*, par Ed. Conte. — *L'éducation des adultes* (fin et conclusion de l'enquête ouverte par la *Revue Bleue* sur cette question). — *Chamfort*, par Em. Faguet (d'après l'ouvrage récent de M. Maurice Pellisson).

21. — *Souvenirs et impressions d'un peintre paysan*, par Jules Breton. — *L'organisation socialiste* : les Broussistes, par L. de Seilhac.

28. — *Madagascar et l'opinion publique*. — *Notre entrée à Rome* (20 septembre 1870), par Ugo Pesci (détails pittoresques). — *Lettres inédites de Voltaire et de Diderot à François Tronchin*.

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Juillet. — *Les nouveaux termes scientifiques adoptés par l'Académie française*, par Ernest Naville (constatation des progrès de la science par la transformation du langage). — *La question du Maroc*, par Pierre Martel. (Ce troisième et dernier article prend le Maroc à l'avènement du Sultan actuel et fait ressortir la complexité du problème, la rivalité des intérêts en présence.) — *Chemins de fer suisses*, par Ed. Tallichet (étude de la situation actuelle).

Août. — *La revision militaire en Suisse*, par le colonel Lecomte. (L'auteur recommande de s'en tenir à ce qu'on connaît et d'ajourner les nouveaux articles constitutionnels.)

Septembre. — *L'argent et les fortunes dans l'ancienne France*, par Edm. Rossier (à propos du grand ouvrage du vicomte d'Avenel). — *La fille de Montaigne*, par Paul Stapfer. — *Les chemins de fer suisses*, par Ed. Tallichet. (Dernier article : l'étude a surtout pour but de montrer les dangers divers du rachat et de l'exploitation du réseau suisse par la Confédération. L'auteur demande en même temps l'intervention du Gouvernement fédéral pour obtenir de l'Italie et de l'Allemagne la cession de leurs droits sur le Gothard, avec engagement de consacrer à l'établissement des deux passages alpins du Simplon et du Splügen une somme équivalente à leurs subventions en faveur du Gothard.)

Revue de droit international et de législation comparée.

1895-IV. — *La juridiction consulaire et les affaires mixtes en Orient*, par M. Kebedgy. (Exposé d'une intéressante question de compétence qui se présente dans le cas où un tribunal consulaire est saisi d'une affaire par un sujet ottoman demandeur contre un sujet étranger.) — *Le droit international privé dans le second projet de Code civil allemand*, par Ern. Lehr. (Le projet de 1888 ne contenait aucune disposition sur l'application en Allemagne des lois étrangères. Le projet révisé renferme au contraire un livre tout nouveau qui pose en trente articles les règles fondamentales du droit international privé. M. Lehr a fait une œuvre utile en en indiquant la substance d'une manière très claire.) — *Autour de la Méditerranée*, par Ern. Nys (aperçu historique du rôle des divers peuples de cette région). — *Considérations historiques et juridiques sur les protectorats*, par Ed. Engelhardt. (Cet article, qui est le sixième d'une intéressante série, est consacré à la République du Valais.) — *De la compétence des tribunaux concernant les questions d'état, de capacité personnelle et de rapports de famille s'élevant entre étrangers*, par P. Esperson. — *Question de nationalité*, par L. de Montluc (espèce s'étant présentée récemment devant la Cour de Douai et actuellement soumise à la Cour de cassation). — *M. Guillaume-Edouard Hall* (notice nécrologique par M. Holland, l'éminent professeur d'Oxford. M. Hall a été l'un des plus grands jurisconsultes internationalistes de notre époque. Son Traité de droit international, dont une 4^e édition a paru après la mort de l'auteur, est une œuvre tout à fait remarquable.)

Bulletin de la Société de législation comparée.

Août-septembre. — *Etude sur la seconde lecture du projet de Code civil allemand*, par R. de la Grasserie (exposé sommaire des changements apportés, par la Commission constituée le 4 décembre 1890, au projet publié en janvier 1888). — *Note du baron J. d'Anethan sur l'inspection du travail en Belgique*. — *Chronique législative : France* (session ordinaire de 1895, 2^e partie) ; *Reichsrath autrichien* (session parlementaire de 1895). — *Comptes-rendus bibliographiques*.

Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence.

Juillet. — *Le délit d'adultère pour les musulmans français*, par J. Jacquey, professeur à la Faculté de droit de Lille (Note sur une question curieuse soulevée par des décisions judiciaires récentes. L'application du Code pénal français doit se concilier avec le respect du statut personnel. La fidélité, commandée à la femme musulmane par son statut personnel, l'est-elle aussi au mari ? La question est délicate.)

Août-septembre. — *Le Hobous ou Ouakof, ses règles et sa jurisprudence*, par Ernest Mercier. (Il s'agit d'une institution musulmane qui n'a pas son

similaire dans nos Codes, qui a une grande importance pratique et donne lieu à de nombreuses décisions judiciaires. Il s'agit d'une donation d'usufruit, faite à perpétuité, au profit des pauvres ou de fondations religieuses ou d'utilité générale déterminées par le constituant, qui immobilise la dernière chose habousée; le fond reste sa propriété, mais il est inaliénable et demeure séquestré pour assurer l'attribution des fruits aux bénéficiaires. Le but du constituant est de mériter la reconnaissance pieuse des bénéficiaires sur terre et la reconnaissance réservée aux bonnes œuvres dans l'autre vie. L'auteur a consacré à cette institution curieuse un travail approfondi puisé aux meilleures sources.)

Journal du droit international privé.

1893 : VII-VIII-IX-X. — Compétence dans les conflits internationaux en matière de succession (A. Wahl). — Conférence de La Haye relative au droit international privé (2^e session) (fin) (A. Lainé). — Nouvelle législation hongroise sur l'état civil et le mariage civil (E. Lehr). — Protectorat et neutralité. Transport maritime de matériel de guerre Madagascar (A. Wilhelm). — Espionnage militaire en Russie (W. Klembowski). — Exécution en Tunisie des jugements français, etc. (S. Berge). — *Questions et solutions pratiques* : Testament; testateur étranger; règle *locus regit actum*; facultativité; — Commune ou ville étrangère; legs ou donation, autorisation d'accepter, autorisation de plaider, autorité compétente. — *Jurisprudence* : France : Brevet d'invention; caution *judicatum solvi*; chèque; comparution personnelle; compétence; crimes et délits; date incertaine; divorce; enfant naturel; état et capacité; immeubles; jugement étranger; Légion d'honneur; lois étrangères; mariage; prescription; Sociétés étrangères; succession; testament. — Allemagne : Compétence; juifs; marque de fabrique et de commerce; transport international de marchandises par chemins de fer. — Angleterre : Gouvernement étranger; liquidation. — Autriche : Brevet d'invention; succession. — Belgique : Cession de biens; effets de commerce; ouvriers; Société étrangère. — Echelles du Levant; compétence; concurrence déloyale; obligations. — Egypte : Compétence; jugements; liquidation judiciaire; mesures de police; nationalité. — Monaco : Autorisation administrative; paiement; servitudes réelles. — Suisse : Compétence; diffamation; expulsion; injures; marques de fabrique; propriété littéraire; prétention (droit de); traité d'établissement; transports internationaux. — *Documents*. — *Faits et informations*.

Le Mémorial diplomatique.

1^{er} septembre. — *Suède et Norvège*, par Erik Siestoedt. — Documents diplomatiques relatifs aux affaires de Siam.

8. — *La question romaine au point de vue international*, par le marquis de Olivart (traduction de l'épilogue d'un ouvrage important consacré à cette question).

15. — Lettre du Paraguay donnant le texte d'un important Traité de limites intervenu entre la Bolivie et le Paraguay.

29. — *La Reine Marie-Christine*, par Ern. de Molènes.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Août. — *France* : règlement des relations commerciales avec la Suisse; la marine marchande et la navigation (tableaux statistiques de 1879 à 1893); situation financière des communes en 1894 (tableaux détaillés). — *Allemagne* : fin du projet de loi wurtembergeois relatif à l'impôt sur le revenu. — *Suisse* :

le monopole de l'alcool (extraits du rapport du Conseil fédéral pour 1894). — *Grèce* : le commerce extérieur en 1893. — *Canada* : les recettes et les dépenses du *Dominion*; son commerce extérieur depuis 25 ans. — *Chine* : le commerce extérieur en 1894.

Septembre. — *France* : le commerce extérieur en 1894 (le commerce général ressort à 4,795 millions de francs à l'importation et à 4,125 millions à l'exportation; les chiffres correspondants de 1893 étaient 4,951 et 4,326 millions); le commerce extérieur de la Régence de Tunis pendant les trois premiers mois de 1895. — *Angleterre* : le commerce extérieur du Royaume-Uni pendant le 1^{er} semestre de 1895. — *Allemagne* : l'impôt sur le capital en Wurtemberg (projet de loi faisant partie d'un plan de réorganisation fiscale); les budgets de l'Empire allemand depuis 1877-78. — *République Argentine* : la situation financière et économique (extrait d'un message du Président). — *Chili* : la conversion du papier-monnaie (dispositions d'une loi récente).

Recueil des Traités de la France, publié sous les auspices du Ministère des Affaires étrangères, par Jules de Clercq, consul général de France, tome XIX. Paris, 1895, librairie A. Pedone.

Le 19^e volume de la précieuse collection de notre droit conventionnel comprend les actes internationaux de 1891, 1892 et du premier semestre de 1893. On voit quel développement prend le droit international, puisqu'un volume de près de 700 pages peut être consacré aux documents relatifs à une période de moins de trois années. Il est vrai que M. de Clercq, se préoccupant de fournir d'utiles matériaux à ceux qui ont à étudier le règlement des rapports internationaux au point de vue théorique ou pratique, ne se borne pas à donner le texte des conventions proprement dites. D'une part, il éclaire autant qu'il le peut ces conventions par des documents complémentaires, explications données au Parlement, correspondance diplomatique; d'autre part, il donne les lois, décrets et arrêtés qui assurent l'exécution sur notre territoire d'arrangements internationaux ou qui règlent nos rapports avec l'étranger, comme la loi du 11 janvier 1892 qui a établi le tarif des douanes en vigueur, avec d'importantes pièces de la correspondance relative à la dénonciation de nos Traités à tarifs et à la conclusion de nouveaux accords internationaux sur la base de notre Tarif minimum. On sent, dans l'arrangement savant de cet ensemble de documents qui se complètent et s'éclairent mutuellement, la main d'un homme particulièrement compétent et les hommes voués à l'étude du droit international lui doivent des remerciements pour le service signalé qu'il leur rend avec une persévérance infatigable.

En rendant compte du 18^e volume (*Archives*, 1893, I, p. 256), nous formulions timidement le vœu que M. de Clercq joignît à la table alphabétique par ordre de puissances qui termine le volume, une table analytique des matières auxquelles se réfèrent les conventions rapportées. Nous n'avons pas la prétention d'avoir été entendu, mais nous sommes heureux de constater que le présent volume contient cette table que nous désirions vivement. C'est une raison de plus pour que nous exprimions notre reconnaissance à l'auteur qui rend ainsi les recherches aussi faciles que possible dans les nombreux documents recueillis par lui.

L. R.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pages

1894

Mars. . . .	5	Espagne — Maroc. Convention relative à la place et au camp de Melilla.	248
—	22	Norvège — Suisse. Traité de commerce et d'établissement.	5

1895

Février . . .	24	Espagne — Maroc. Convention additionnelle à la Convention du 5 mars 1894.	251
Mai	4	Etat indépendant du Congo. Code civil. Des personnes.	327
—	16	Russie — Suède. Convention postale.	8
—	—	Norvège — Russie. Convention postale.	12
—	30	France. Décret interdisant à la Martinique l'exportation de la monnaie de billon.	128
Juin. . . .	10	Italie. Discours du Trône à l'ouverture de la session législative.	225
—	16	France. Décret instituant un gouverneur général de l'Afrique occidentale.	129
—	17	France. Décret sur l'émigration hors du Sénégal de travailleurs indigènes.	127
—	23	France — Suisse. Article additionnel à la Convention sur les rapports de voisinage.	243
Juillet. . .	1	France. Rapport sur la situation de la Tunisie en 1894.	99
—	22	Brésil. Note à la légation britannique sur la question de la Trinité.	192
—	—	Seconde note.	196
—	29	Suisse. Message du Conseil fédéral sur les rapports commerciaux avec la France.	157
—	16	France. Loi modifiant le tarif général des douanes.	131
—	—	Suisse. Arrêté du Conseil fédéral concernant l'entente commerciale avec la France.	156
—	18	Espagne. Adresse des Prélats espagnols au Pape.	199

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

